Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

HERAUSGEGEBEN VON

JOH. PETER KIRSCH

Direktor des päpstlichen Instituts für christl. Archäologie, Rom

PUBLIÉE PAR

LOUIS WÆBER

Vicaire général du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg

OSKAR VASELLA

Professor an der Universität Freiburg i. Schw.

XXXII. Jahrgang — XXXII^me Année

1938

STANS 1938

GEBRÜDER VON MATT, VERLAGSHANDLUNG

Digitized by the Internet Archive
in 2025

https://archive.org/details/schweizerische-zeitschrift-fur-religions-und-kultur_1938_32

INHALTSVERZEICHNIS — SOMMAIRE

XXXII. Jahrgang. — XXXII^me Année.

1938

Aufsätze. — Articles de fond.

Seite-Page

Berther, Vigil: Der hl. Lucius. 20, 103
Kern, Léon: Autour du procès d'Hugues Géraud, évêque de Cahors 1
Morazzoni, Giuseppe: Un bellinzonese davanti al Tribunale della S. Inquisizione a Venezia 186
Perler, Othmar: Eine « Dacheriana » aus der ersten Hälfte des IX. Jahrhunderts in Sitten 145
— — Ein Urteil des Petrus Canisius über Molina 287
Planzer, P. Dominikus O. P.: Zu Bruder Klausens Sprüchen und Gebet. 39
Scheiwiler, Otmar: Der hl. Florin von Remüs 241
Vasella, Oskar: Bischöfliche Kurie und Seelsorgklerus im Bistum Chur 81, 161
Wæber, Louis: Efforts conjugués de Berne et de Fribourg pour doter leurs Chapitres 125, 193
— — Lettres inédites de Sébastien Werro 257
Weisz, Leo: Aus Renward Cysats Sammelbänden 47
— — Zürich nach Kappel 213, 272

Mitteilungen. — Mélanges. — Nécrologie.

Wymann, Eduard: Walliser Heilige als Patrone im Urserntal 69
† Ant. v. Castelmur (O. Vasella) 159

Rezensionen. — Comptes rendus.

Albisser, Hermann: Die Ursulinen zu Luzern (Th. Graf). . . 76
Bertogg, Hercli: Beiträge zur mittelalterlichen Geschichte der Kirchgemeinde am Vorder- und Hinterrhein (O. Vasella) 305
Braun, Albert: Der Klerus des Bistums Konstanz im Ausgang des Mittelalters (L. Wæber) 318
Bruckner, A.: Scriptoria medii aevi Helvetica (H. Foerster) 315
† Büchi, Albert: Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann und Kirchenfürst (D. Imesch). 237

Seite-Page

Bulletin de l'Institut historique belge de Rome, fasc. XVII et XVIII (L. Wæber) 239
Buschbell, Godofredus: Concilii Tridentini Epistularum Pars secunda (G. M. Löhr) 152
Die Handschriften der Staats- und Universitätsbibliothek Breslau (A. Bruckner) 317
Heussi, Karl: Der Ursprung des Mönchtums (L. Wæber) . . 235
Heyret, M.: P. Markus v. Aviano. Einführung in seine Korrespondenz (B. Zöllig) 79
Hieronimus, Konrad W.: Das Hochstift Basel im ausgehenden Mittelalter (G. Löhr) 156
Histoire de l'Eglise, publ. sous la direction de A. Fliche et V. Martin. T. IV (L. Wæber) 309
Ignatii (sancti): Constitutiones Societatis Jesu; textus Hispanus (M. H. Vicaire) 299
Katholische Kirchen des Bistums Basel (E. Isele) 71
Kupfer, Emile: La vie ecclésiastique à Morges avant la réformation (L. Wæber) 152
van Meerbeeck, Lucienne: Correspondance des nonces Gesualdo, Morra, Sanseverino, avec la secrétairerie d'Etat pontificale (M. H. Vicaire) 75
a Mercato Saraceno, Marius: Relationes de origine Ordinis Minorum Capuccinorum (Th. Graf) 303
Naef, Henri: Les origines de la Réforme à Genève (L. Wæber) 300
Pfister, Alexander: Georg Jenatsch (O. Vasella) 313
Quellenwerk zur Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft (I. Heß) 72
Rest, Josef: Die Erasmusdrucke der Freiburger Universitätsbibliothek (K. Schoenenberger) 151
Ritter, Gerhard: Erasmus und der deutsche Humanismus am Oberrhein (K. Schoenenberger) 151
Schäppi, P. Franz Solan: Die katholische Missionsschule im ehemaligen Deutsch-Ostafrika (J. Beckmann) 74
Schudel, Elisabeth: Der Grundbesitz des Klosters Allerheiligen in Schaffhausen (K. Schoenenberger) 70
Theresia (hl.): Die Seelenburg (F. Locher) 155

Autour du procès d'Hugues Géraud, évêque de Cahors.

Par Léon KERN.

En Avignon, le mardi 30 août 1317, Hugues Géraud [1], ancien évêque de Cahors, fut écorché et brûlé vif pour crime d'envoûtement et tentatives d'empoisonnement contre le pape Jean XXII et quelques-uns de ses cardinaux. Quelques mois avant, le 17 mai, à la suite d'un procès canonique que lui avait intenté le clergé et les habitants de Cahors, il avait été déposé et condamné à la prison perpétuelle pour violences, simonie et incontinence.

Hugues Géraud a-t-il commis les crimes dont il fut accusé et pour lesquels il fut exécuté ? Certains de ses contemporains en ont douté ou ont voulu en douter [2], et ce problème, comme tous les problèmes

[1] Sur Hugues Géraud et son procès, voir : J.-M. Vidal, *Bernard Gasc ...*, dans *Mélanges Léonce Couture*, Toulouse, 1902, p. 137-159 ; *Les origines de la province ecclésiastique de Toulouse (1295-1318)*, dans *Annales du Midi*, t. XV, 1903, p. 476 et suiv. — Edmond Albe, *Autour de Jean XXII. Hugues Géraud, évêque de Cahors. L'affaire des poisons et des envoûtements en 1317*, Cahors-Toulouse, 1904. Sur cet ouvrage, voir P. Alphandéry, dans *Revue de l'histoire des religions*, t. LII, 1905, p. 132-140 et Ch. Molinier, dans *Annales du Midi*, t. XVIII, 1906, p. 85 et suiv. — Ch.-V. Langlois, *La fin d'Hugues Géraud, évêque de Cahors*, dans *Revue de Paris*, 1906 (février), p. 531-552. Voir la réponse de l'abbé Albe dans la même revue, 1906 (juin), p. 440-448. — G. Mollat, *Un évêque supplicié au temps de Jean XXII*, dans *Revue pratique d'apologétique*, t. IV, 1907, p. 753-767. — Robert Michel, *Le procès de Matteo Galeazzo Visconti*, dans *Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'Ecole française de Rome*, 1909, reproduit dans un recueil de travaux du même auteur, intitulé *Avignon*, Paris, 1926, p. 149-206. — G. Mollat, *L'élection du Pape Jean XXII*, dans *Revue d'histoire de l'Eglise de France*, t. I, 1910, p. 162 et suiv. — Noël Valois, *Jacques Duèse, pape sous le nom de Jean XXII*, Paris, 1914, dans *Histoire littéraire de la France*, t. XXXIV, p. 408 et suiv. Sur cet article, voir Mollat, dans *Moyen Age*, 1917, p. 184 et suiv. et Ch.-V. Langlois, *Notice sur la vie et les travaux de M. Noël Valois*, dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. LXXVIII, 1917, p. 312-313. — G. Mollat, *Les Papes d'Avignon ...*, 6me éd., Paris, 1930, p. 44 et suiv. — Bruno Katterbach, *Referendarii utriusque signaturae ...*, Rome, 1931 *(Studi e Testi 55)*, p. XX-XXI.

[2] Ainsi les franciscains ennemis de Jean XXII. Voir *Chronica Iohannis Vitodurani*, éd. Fr. Baethgen *(Mon. Germaniae hist., scriptores rer. germ.*, nov. ser., t. III, 1924), p. 98. Voir également *Die Chronik Heinrichs Taube von Selbach ...*, éd. H. Bresslau *(ibid.*, t. I, 1922), p. 21.

de ce genre, où tout est argument quand on veut, a soulevé des controverses entre historiens modernes. Au dire de quelques-uns, ces crimes ont été inventés pour perdre l'évêque de Cahors [1]. A en croire d'autres, jamais culpabilité n'a été mieux démontrée [2]. Pour certains enfin, il est malaisé de se prononcer [3].

Quel fut le rôle joué par Jean XXII dans cette circonstance ? Sur ce point également, des opinions contradictoires ont été émises.

Cette diversité de sentiments n'a rien d'étrange. Trop de données manquent pour faire le plein jour sur ces procès et reconstituer la physionomie complète de cette tragique histoire, où l'on perçoit l'écho de rancunes personnelles et de nombreux mécontentements [4].

Une chose est évidente. En l'état actuel, on reste sans preuve du crime, sans certitude de l'innocence d'Hugues Géraud ; on ne trouve aucun indice de la mauvaise foi du souverain pontife. Comme en bien d'autres causes célèbres [5] de cette époque, une explication absolument claire aurait peu de chances de donner une idée vraie de ce qui s'est réellement passé.

Au demeurant, l'objet de cette note n'est pas de rouvrir le débat sur cette affaire, mais de relever, à l'aide de quelques pièces relatives

[1] Langlois, *La fin d'Hugues Géraud*.

[2] Albe, *ouvr. cité*.

[3] Valois, *art. cité*.

[4] Il est impossible de traiter ici cette question. Il faut se contenter de quelques observations. Ce qu'était véritablement Hugues Géraud, on ne le sait pas. Sans doute, on connaît son origine, les principales étapes de sa carrière ; on peut saisir quelques traits de son caractère, mais sa personnalité échappe, pour ainsi dire, entièrement, tout comme celle de ses coaccusés. — De l'affaire, les chroniqueurs du temps, à quelques exceptions près, ne relatent que les faits ou se copient les uns les autres et, dans la correspondance des envoyés aragonais en cour d'Avignon, on n'y trouve qu'une brève allusion (Finke, *Acta Aragonensia*, t. I, 1908, p. CXLIX). — Du procès canonique, il est impossible de se faire une idée exacte. Le dossier est perdu et les rares documents qui sont conservés ne permettent pas de connaître le détail des démêlés d'Hugues Géraud avec le chapitre et les gens de Cahors. C'est regrettable, car les deux procès d'Hugues Géraud sont beaucoup plus liés l'un à l'autre qu'on ne le dit généralement. Il serait intéressant de voir le dessous des cartes dans cette dispute des cahorsins avec leur évêque. C'est souvent dans les plus petites affaires locales que l'on découvre la plus grande haine. — Quant au dossier de l'instruction criminelle — connu seulement par une analyse de l'abbé Albe — il est incomplet et il est impossible de l'apprécier convenablement. M. Noël Valois, *art. cité*, p. 412-413, a fait très justement remarquer que l'on ignore tout de l'état d'esprit des commissaires qui ont procédé aux interrogatoires et des greffiers qui ont rédigé les actes de procédure.

[5] L'analogie de l'affaire d'Hugues Géraud avec celle de Gilles de Rais a été relevée par Langlois, *Notice ...*, p. 313. — Sur Gilles de Rais, voir Emile Gabory, *La vie et la mort de Gilles de Raiz*, Paris, 1926 (bibliographie, p. 240-241).

au procès criminel [1], certains détails du rebondissement inattendu qu'elle eut en 1322.

Parmi ses familiers et ses secrétaires, Hugues Géraud avait compté un certain Pierre de Salelles, prêtre du diocèse de Nîmes, qu'il avait pourvu de l'église de Ginouillac, sise près de Rocamadour. Compris, dès février 1317, dans les poursuites canoniques engagées contre l'évêque de Cahors [2], ce personnage s'était trouvé, à quelques semaines de là, impliqué dans le procès des poisons et des « voûts ». De l'aveu d'Hugues Géraud, il avait, avant le carême de cette même année 1317, accepté de se rendre à Montpellier pour faire préparer par un apothicaire des poisons qui devaient être administrés au saint-père. Mais au bruit que son maître était arrêté, il avait eu la précaution de se cacher dans le pays de Narbonne et, vers la fin avril, de prendre le chemin de Lausanne. Cinq ans après, en mai ou juin 1322, il était découvert à Payerne, et Bertrand Bessède, de Montpellier, accompagné du sergent d'armes Galicien de Saint-Amand, venait le quérir sur l'ordre du pape.

En même temps que leur prisonnier, et pour témoigner dans le procès qui allait s'ouvrir, Bertrand Bessède et Galicien de Saint-Amand emmenèrent en Avignon plusieurs habitants du pays. C'étaient, appartenant à une famille noble qui tirait son nom d'un château et d'un village situés non loin de Payerne, Nicolas de Villarzel, religieux de l'ordre de Cluny, prieur du prieuré de Payerne, ses frères Henri, donzel, et Conon, chanoine régulier de Saint-Augustin, prieur de Saint-Maire, à Lausanne, ainsi que leur neveu, Perrod, donzel. C'étaient, d'une importante famille de la ville, le chevalier Hugues de Payerne, Guillaume son frère, moine du prieuré de Payerne, le donzel Guillaume, leur neveu. Le 28 août, la petite troupe était à Orange. Peu après, elle arrivait à destination.

Le 3 septembre, Pierre de Salelles subit un interrogatoire d'identité, puis, trois jours durant, témoins et policiers défilèrent devant les commissaires apostoliques qui étaient le cardinal Pierre des Prés et l'archevêque d'Arles, Gaillard de Saumade, ceux-là mêmes qui, en 1317, avaient instruit le procès de l'ex-évêque de Cahors. Chacun vint raconter ce qu'il savait, soit pour l'avoir vu et entendu, soit pour l'avoir appris par ouï-dire. Certains ne dissimulèrent pas qu'ils avaient insidieusement

[1] Pièce justificative et notes. — Comparez l'analyse donnée par l'abbé Albe, *ouvr. cité*, p. 31, 49, 72-73, 96 et suiv., 116, 126.

[2] Albe, *ouvr. cité*, p. 32, 159-162 ; Mollat, *Lettres communes de Jean XXII*, n° 5119.

amené l'inculpé à parler en lui promettant de ne pas le remettre entre les mains des gens du pape.

Ces témoignages, on peut les grouper autour de trois ou quatre points principaux.

Sous le nom de maître Etienne Lerond — il se fit aussi appeler maître Etienne Pierre — l'ancien familier d'Hugues Géraud s'est établi d'abord à Morat, où il a tenu boutique de changeur et fait le commerce de sel, de fer et de fruits. Puis, à Fribourg et ensuite à Payerne, allant et venant dans le pays, il a pratiqué l'art de la médecine. Un homme ingénieux et subtil, au dire du prieur de Payerne. Son arrestation a été un coup de surprise, notamment à Fribourg. Sa bonne conduite l'avait mis partout en estime.

Pourtant, il s'est fait remarquer par son animosité contre le souverain pontife. Quand on en prononçait le nom devant lui, bientôt il tournait la conversation sur quelque autre matière ou se laissait aller à des boutades. Il a même raconté que, durant un séjour dans un couvent de franciscains, il avait omis d'assister à bien des messes pour ne pas y rencontrer un frère qui ressemblait au pape et lui donnait par là une étrange vision de démons. Devant l'avoyer et des conseillers de Fribourg, il ne s'est pas caché de dire qu'il trouverait grand profit à la mort de ce « diable d'homme » et de ce « vaurien ».

Et puis, il a tenu d'autres propos compromettants. Ainsi, à plusieurs habitants de Payerne, en particulier à Jacques Malet le jeune, il a affirmé qu'il avait entendu la tête d'une statuette de cire parler après avoir été coupée. A Henri de Villarzel, qui, du reste, le soupçonne d'avoir vécu en concubinage, il a déclaré son intention de prendre femme.

Enfin, il a fait quelques allusions à Hugues Géraud et au procès de 1317. A Conon de Villarzel, il a raconté que son défunt maître et Gaillard de Pressac, alors évêque de Toulouse, avaient eu de fréquents conciliabules dans la maison du cardinal Teste. Bertrand Bessède lui ayant dit qu'il croyait que le pape l'avait fait arrêter pour apprendre où était caché le trésor d'Hugues Géraud, il a indiqué la maison d'un bourgeois de Limoges. Quand Galicien de Saint-Amand lui a demandé s'il connaissait Perrot de Béarn, qui avait été autrefois impliqué dans l'affaire, il a paru inquiet et s'est troublé. Et plus tard encore, sur la route d'Avignon, comme le dit Galicien rapportait un bruit qui courait à Lyon touchant certain prêtre du diocèse de Poitiers suspect de fabriquer des images afin de faire périr le saint-père, il lui a échappé de dire qu'il s'agissait d'un ancien familier d'Hugues Géraud, nommé Jordan.

Appréhendé par les donzels de Payerne et détenu d'abord par eux, il a été ensuite emprisonné dans la maison d'Henri et de Perrod de Villarzel. Il y est resté plus de six semaines, jusqu'au moment où il fut livré aux gens du pape par un autre Villarzel, Conon, prieur de Saint-Maire. Entre temps, ses biens avaient été saisis et confisqués par le même prieur, qui recueillit à Fribourg trente sous tournois.

Tout le long de sa captivité, Pierre de Salelles a montré une grande crainte de la justice pontificale. Larmoyant, menaçant de se tuer, promettant de faire la fortune de ceux qui lui aideraient à s'évader, il a tenté de séduire ses gardiens. Il se flattait d'avoir de puissants amis en cour de Rome, entre autres un ou deux cardinaux — dont il ne donnait pas les noms — qui le mettraient en bonne situation quand le pape viendrait à manquer. Il avait aussi, disait-il, l'appui de parents au service de Matteo Visconti, à Milan. Enfin, durant qu'on le conduisait à Avignon, il a, à plusieurs reprises, laissé espérer des révélations si le saint-père lui faisait grâce de la vie.

L'audition des témoins terminée, les commissaires reprirent l'interrogatoire du prévenu qui avait été transféré dans les prisons du château de Noves. Du 6 au 11 septembre, ils l'entendirent par six fois sur les faits et allégations contenus dans les dépositions qui venaient d'être recueillies, ainsi que sur les accusations formées jadis par l'ancien évêque de Cahors.

Cette partie de l'instruction n'est pas connue dans ses détails, le manuscrit qui contient la procédure étant détérioré en cet endroit. On en saisit toutefois assez nettement la marche générale.

Pierre de Salelles s'efforça d'écarter les présomptions qui étaient contre lui : sa fuite dans le diocèse de Lausanne et les faux noms sous lesquels il s'était caché pendant plusieurs années. Même sous la menace de la question, il atténua et repoussa plusieurs des propos qui lui étaient prêtés, soutenant qu'on avait dénaturé ses paroles. Interpellé de faire les révélations promises, il répondit avec une discrétion circonspecte ; il dénonça trois confidents de son défunt maître, tout en se gardant d'affirmer leur culpabilité.

Pour les commissaires, l'élément capital de la poursuite, c'était le voyage à Montpellier pour procurer des poisons à Hugues Géraud. Pierre de Salelles donna des explications confuses. Il raconta que son ancien patron l'avait en effet prié, mais sans préciser sa mission, d'accompagner, à Toulouse et à Montpellier, Aimeric de Belvèze, alors trésorier du diocèse de Cahors. Pressentant quelque louche projet, il

l'avait refusé. Aimeric était parti seul ; ce qu'il avait fait, il l'ignorait. Il fallait éclaircir ce point.

Au matin du 11 septembre, l'inculpé fut conduit dans la chambre de torture et attaché sur le chevalet. Il demanda un délai pour faire réflexion sur son cas. On le lui accorda.

Sur la fin de la journée, à l'heure de vêpres, sans avoir été soumis à la question, Pierre de Salelles reconnaissait qu'il était effectivement parti pour Montpellier dans le dessein d'y chercher des drogues pour empoisonner le pape, ainsi que certains clercs cahorsins — dont il donna les noms — qui s'étaient particulièrement acharnés contre Hugues Géraud, lors du procès canonique. Chemin faisant, il avait appris la découverte du complot. Il s'était alors enfui. Les commissaires ne lui en demandèrent pas davantage.

Or, il se trouvait que plusieurs des coaccusés d'Hugues Géraud, arrêtés et interrogés en 1317, n'étaient pas encore jugés. Emprisonnés au château de Noves, ils attendaient qu'on statuât sur leur sort. Le procès de Pierre de Salelles les tira de l'oubli où ils semblaient tombés. Les 4 et 5 novembre, l'archevêque d'Arles, Gaillard de Saumade, les fit comparaître devant lui. Ils réagirent de manières variées. Certains protestèrent de leur innocence et, allant jusqu'à s'accuser de faux témoignages, rétractèrent les aveux qui leur avaient été arrachés cinq ans auparavant. D'autres se turent. Quant à Pierre de Salelles, il renouvela sa confession sans rien y ajouter et s'en remit à la miséricorde du souverain pontife. Tous furent assignés au 26 novembre pour entendre la sentence définitive. Mais au jour fixé, sur mandat des commissaires, le notaire qui avait fait fonction de greffier, vint leur signifier une prorogation jusqu'au 9 décembre. Quelques-uns protestèrent une dernière fois. Pierre de Salelles garda le silence. Les sentences manquent [1].

[1] Il paraît téméraire de dire : « Nul doute que la prison perpétuelle ait été le lot de la plupart de ces malheureux » (Langlois, *La fin d'Hugues Géraud*, p. 547). Parmi les faits divers qui, de près ou de loin, se rattachent à l'affaire de l'évêque de Cahors, figure un complot, ou projet de complot, contre Jean XXII, découvert en mai 1317, dont l'instigateur était un chapelain pontifical, Bernard de L'Artige, chantre de l'église de Poitiers (Valois, *art. cité*, p. 414-415 ; Maurice Faucon, *La librairie des papes d'Avignon*, t. I, p. 15, note 1). De ce personnage, on a dit parfois qu'il avait été condamné à mort (Paul Viollet, *Bérenger Frédol* ..., dans *Histoire littéraire de la France*, t. XXXIV, p. 133 ; Vidal, *Les origines* ..., p. 478). Or, les comptes de la Chambre apostolique révèlent qu'en 1319, sur l'ordre du pape, il prit l'habit de chartreux et fut placé, peut-être sous surveillance, dans le monastère de Bonpas (Vaucluse), puis dans celui de Montrieux (Var) : « 1319 sept. 27 tradidimus fr. Bertrando Bertrandi, priori mon. Montis Rivi, dioc. Macilien., de ord. Cartusien., pro expensis faciendis sibi et socio suo et fr. Bernardo de Artigia,

Que conclure ? Pierre de Salelles apparaît plutôt comme une victime de son incontinence verbale. Si abondants qu'ils soient, ses aveux, obtenus par la menace de la torture, ne convainquent pas absolument. En tout cas, ils n'apportent aucun fait nouveau et ne permettent pas d'élucider la question de culpabilité ou d'innocence de l'ancien évêque de Cahors et de son familier.

Toutefois les quelques pièces du dossier criminel utilisées dans cette note gardent une grande valeur. Elles nous instruisent assez exactement sur la conduite de l'enquête et, bien qu'elles ne donnent aucun renseignement sur les circonstances de la découverte et de l'arrestation du prévenu, elles révèlent maints détails de personnages connus des historiens du Pays de Vaud.

Enfin ceci est notable à propos des témoins emmenés par les gens du pape en Avignon.

Ils appartiennent à deux familles seulement de Payerne et, dans chacune de ces familles, ils sont tous proches parents.

Conon de Villarzel, prieur de Saint-Maire, qui paraît avoir joué un rôle important dans la capture de Pierre de Salelles, fut, pendant de longues années, en difficultés avec le chapitre de Lausanne, dont son prieuré dépendait. Privé de sa charge, il recourut au saint-siège. En 1320, l'affaire était pendante. Quatre ans plus tard, elle semble réglée[1].

Le 18 octobre 1322, Jean XXII concéda à Jean de Villarzel, neveu de Conon et Nicolas, l'expectative d'une prébende de chanoine dans l'église cathédrale de Lausanne, nonobstant les bénéfices dont il était pourvu [2].

Il n'y a peut-être là que des coïncidences, mais il convenait de les relever.

monacho de novo recepto in dicto ordine ad mandatum pape, eundo de Bono Passu apud Montem Rivum et pro loquerio equorum et portatura rerum suarum 12 flor. auri ... ; dec. 11 ... pro factura vestium factarum de predictis pannis pro fr. Bernardo de Artigia, qui de novo fuit positus in ordine Cartusiensium de mandato pape ... » (K. H. Schäfer, *Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter Johann XXII* ..., Paderborn, 1911, p. 672 et 670). On connaît d'autres cas du même genre (*ibid.*, p. 463, 476, 487, 488). — Il n'est pas impossible non plus que Pierre de Salelles ait réussi à faire reconnaître son innocence comme Bernard Gasc, évêque de Ganos, qui paraît avoir été plus compromis que lui dans l'affaire (Vidal, *Bernard Gasc*, p. 19 ; Dom U. Berlière, *Bernard Gasc, évêque de Ganos et les lettres d'indulgences*, dans *Revue bénédictine*, t. XXVIII, 1911, p. 100-102).

[1] Maxime Reymond, *Les dignitaires de l'Eglise de Notre-Dame de Lausanne*, dans *Mém. et doc. ... Soc. d'hist. de la Suisse romande*, t. VIII, 1912, p. 32 et 229-232.

[2] Mollat, *Lettres communes de Jean XXII*, n° 16483 ; Reymond, *ouvr. cité*, p. 463. — Quant à Nicolas de Villarzel, peut-être ne rentra-t-il pas au pays, car

Pièce justificative

1322, 3 septembre – 26 novembre.

Extrait de pièces du procès d'Hugues Géraud concernant Pierre de Salelles, prêtre du diocèse de Nîmes.

Archives du Vatican, *Collectorie*, vol. 493, fol. 39-45 [1].

[fol. 39.] Anno Domini millesimo CCC°XXII°, indictione V^a^, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri, domini Johannis, divina providentia pape XXII, anno sexto, die veneris tercia mensis septembris, Avinione, in presentia reverendorum patrum in Christo dominorum Petri, episcopi Penestrini, et Galhardi, Arelatensis archiepiscopi [2], commissariorum predictorum, personaliter constitutus Petrus de Salelis [3], presbiter Nemau-

il mourut en cour d'Avignon au début de l'année 1324 ; ce qui permit à Jean XXII de conférer le prieuré de Payerne à l'un de ses familiers, Bernard de Génebrède, originaire du Quercy (Mollat, *Lettres communes*, n° 19414).

[1] Copies authentiques, faites à l'issue du procès, par le notaire Guillaume de Lugat, clerc du diocèse de Cahors, d'après les originaux, rédigés par ce même notaire : « Et ego Guillelmus de Lhugato, clericus Caturcensis diocesis, apostolica et imperiali auctoritate notarius publicus, premissis omnibus et singulis scriptis et contentis in presenti pagina et precedentibus sex cartis pergameni simul sutis ante presentem subscriptionem presens fui, eaque de originali cartulario dicte inquisitionis, de mandato reverendi patris in Christo domini Petri, Dei gratia episcopi Penestrini, commissarii supradicti, in hanc formam redegi et hic me subscripsi meumque signum consuetum in viginti uno locis apposui in testimonium premissorum » (fol. 45). Les folios 39 à 45 de ce volume 493 des *Collectorie* forment en effet un cahier de 6 feuillets de parchemin, où l'on trouve vingt et une fois le seing de Guillaume de Lugat.

Le volume a souffert de l'humidité, notamment les folios 41 et 42, dont il ne subsiste que des fragments, en partie illisibles. Il a été copié intégralement, il y a une quarantaine d'années, par M. Georges de Manteyer, qui avait alors l'intention d'éditer le texte du procès d'Hugues Géraud. M. de Manteyer a bien voulu — et je l'en remercie vivement — mettre à ma disposition cette copie, exécutée à un moment où l'on lisait encore des mots qui sont aujourd'hui disparus. Elle m'a été d'autant plus utile que la lecture sous les rayons ultra violets ne fait pas toujours réapparaître la leçon primitive.

Pour ne pas encombrer l'appareil critique, je n'ai signalé en notes que les particularités nécessaires à l'établissement du texte.

[2] Pierre des Prés, cardinal évêque de Palestrina et Gaillard Saumade, archevêque d'Arles. En 1317, ils avaient, le second étant évêque de Riez, et le premier chanoine de Saintes, instruit le procès criminel d'Hugues Géraud. Le 9 septembre 1322, le pape leur adjoignit le vicaire général de l'évêché d'Avignon. Voir ci-après, p. 16.

[3] On trouve, dans les départements du Gard, de l'Ardèche, de l'Hérault, de l'Aude, de l'Aveyron et de la Lozère, une quinzaine de communes et d'écarts du nom — la graphie importe peu — de Salelles, Sallèles ou Sallelles. Il est impossible de déterminer avec certitude l'endroit d'où était originaire ce Pierre de *Salelis*, prêtre du diocèse de Nîmes.

sensis diocesis, familiaris olim Hugonis Geraldi, quondam Caturcensis episcopi, iuravit ad sancta Dei evangelia corporaliter manu tacta super predictis contra ipsum supra in processu contentis puram et meram dicere veritatem, me Guillelmo de Lhugato [1], notario publico, presente et de mandato dictorum dominorum scribente, et dixit ... se ... fuisse Lugduni tempore coronationis dicti domini nostri pape [2] et antequam intraret Lugdunum, dictus quondam magister Hugo Geraldi dicto Petro exeunte obviam eidem quondam Hugoni interrogavit eundem Petrum quid dicebatur de domino papa et si dicebatur quod deberet vivere diu ; cui idem Petrus respondit, ut dixit, quod nichil audiverat nisi bonum [3] ; postquam idem Petrus fuit per dictum quondam Hugonem missus Avinionem ... et moratus fuit usque ad terciam diem proximam post festum Nativitatis Domini tunc immediate sequentis [4] ... ; dictaque tercia die post dictum festum Nativitatis Domini ipse Petrus recessit de Avinione versus Caturcinium ... Postquam in quadragesima sequenti [5] idem Petrus veniens ad curiam ad dictum dominum suum et in itinere audivit dici [6] quod dictus dominus suus quondam Hugo Geraldi et eius familia capti erant et hoc idem Petrus audiens, perterritus, fugiit versus partes Alamannie et ibi stetit donec fuit captus. Postquam incontinenti paulo post dixit quod latitando usque ad medium aprilis stetit et moratus fuit in diocesi et provincia Narbonensi [7], et circa medium aprilis absentando se recessit versus partes Alamannie et in diocesim Lausanensem, et in dicta diocesi La[usa]nensi moratus fuit usque ad tempus captionis sue ; cetera omnia et singula superius contenta in processu contra ipsum facentia et sibi exposita negavit fore vera. Item dixit quod cum fuit in Alamannia, mutavit sibi nomen et fecit se vocari Stephanus Petri [8].

Anno Domini millesimo CCC°XXII° ..., die sabbati quarta mensis septembris, Avinione, in presentia ... dominorum ... commissariorum ..., personaliter constitutus religiosus vir frater Nicolaus, prior Paterniaci [9],

[1] Voir p. 8, note 1.

[2] Jean XXII, élu le 7 août 1316, fut couronné le 5 septembre suivant à Lyon.

[3] Sur ce propos, voir Mollat, *L'élection du pape Jean XXII*, p. 163.

[4] Le 28 décembre 1316.

[5] Le carême de l'année 1317, du 16 février au 27 mars. Cette indication de Pierre de Salelles, si elle est exacte, permet de placer l'arrestation d'Hugues Géraud entre le 8 mars, date de l'ouverture de l'instruction, et le 27 du même mois.

[6] Il se trouvait alors au château du Caylar. Voir ci-dessous, p. 18.

[7] Il faut entendre la province ecclésiastique de Narbonne.

[8] On ne trouve dans les archives vaudoises et fribourgeoises aucun document faisant mention de maître Etienne Pierre ou maître Etienne Lerond, comme il se fit aussi appeler.

[9] Nicolas de Villarzel, religieux de l'ordre de Cluny, prieur de Payerne de 1314 à 1324. Il était frère de Conon, prieur de Saint-Maire, d'Henri de Villarzel, donzel, et oncle de Pierre ou Perrod de Villarzel, donzel, témoins dans ce même procès. Sur ces liens de parenté, voir le testament de Jean de Villarzel, en date du 11 décembre 1305 (Lausanne, Arch. d'Etat, famille noble de Villarzel) et D. Martignier, *Vevey et ses environs dans le moyen âge*, Lausanne, 1862, p. 114-115.

ordinis Cluniacensis, Lausanensis diocesis, iuratus ... dicere puram et meram veritatem, ut testis productus contra Petrum de Salelis, presbiterum Nemausensis diocesis, delatum in curia domini nostri pape super quibusdam criminibus, et interrogatus per dictos dominos commissarios si scit aliqua contra dictum Petrum vel de auditu suo vel alieno que ipse Petrus dixerit vel fecerit, que possent redundare in preiudicium domini nostri pape vel aliorum quorumcumque [fol. 39vo], dixit quod in festo Omnium Sanctorum [1] proxime venturo vel circa erunt duo anni quod ipse testis vidit dictum Petrum in loco de Paterniaco, Lausanensis diocesis, et extunc ibidem quasi continue moram traxit et faciebat se vocari magistrum Stephanum et utebatur arte medicine ; et audivit dici idem testis a quodam burgense, qui vocatur Jacobus Malet junior [2], et a quodam clerico vocato Johannes Jucin [3] dicti loci de Paterniaco, quod ipsi audiverant a dicto magistro Stephano, quod ipse magister Stephanus fuerat in quodam loco in quo erat quedam ymago cere, et fuit capud amputatum dicte ymagini, post quam amputationem, caput dicit : « nimis tardastis ». Item dixit se audivisse dici a quibusdam hominibus, de quibus dixit se non recordari, de Filiburgo, dicte Lausanensis diocesis, ad interrogacionem Galiciani [4], quod ipsi viderant cum dictus magister Stephanus audiebat loqui de domino nostro summo pontifice quod ipse totus turbabatur et aliqua mala verba dicebat de domino nostro, que verba expressari non audivit. Item dixit se audivisse a dicto magistro Stephano, cum ducebatur captus per gentes seu de mandato domini nostri pape in Aurasica [5], hodie sunt octo dies [6], quod, cum Galecianus [7], masserius dicti domini nostri pape, diceret se audivisse dici a quodam priore in Lugduno quod quidam presbiter Pictaviensis diocesis fecerat imagines contra personam dicti domini nostri pape, idem magister Stephanus dixit quod ille erat dominus Jordanus [8] ; et predicta verba dictus magister Stephanus recognovit se alias dixisse dicto Galeciano ; plura dixit se nescire contra ipsum magistrum Stephanum, nisi quod videtur sibi quod idem magister Stephanus est homo subtilis et ingeniosus.

[1] La Toussaint, le 1er novembre.

[2] Jacques Malet le jeune, bourgeois de Payerne, mentionné dans de nombreux documents jusqu'en 1345 (Payerne, Arch. de la ville, liasse 37 ; Gumy, *Regeste de l'abbaye d'Hauterive* ..., N° 1280).

[3] Il n'y a pas trace de ce personnage dans les documents contemporains.

[4] Voir ci-dessous note 7.

[5] Orange (Vaucluse).

[6] Le 28 août 1322.

[7] Dans les comptes de la Chambre apostolique, de 1317 à 1319, est, à plusieurs reprises, mentionné un sergent d'armes, nommé Galicien de Saint-Amand, chargé d'opérations de police semblables à celle dont il est question dans ce texte. (K. H. Schäfer, *Die Ausgaben* ..., p. 336, 338, 345). Certainement, il s'agit ici du même personnage. L'abbé Albe, *ouvr. cité*, p. 96, a lu Galicien de Saint-Arnaud.

[8] Voir ci-dessous p. 16. Il ne semble pas que Pierre de Salelles ait été aussi affirmatif que le prétend Nicolas de Villarzel.

Eodem die, religiosus vir frater Cono, prior Sancti Marii, ordinis Sancti Augustini [1], Lausanensis diocesis, testis productus contra dictum Petrum de Salelis, presbiterum, ... dixit ... se vidisse dictum Petrum et novisse, duo anni sunt et ultra, qui morabatur in dicto loco de Paterniaco, Lausanensis diocesis, et in locis circumvicinis et faciebat se vocari magister Stephanus Rotundi et interdum Stephanus Petri, et ex quo fuit captus, ipse loquens ivit ad locum de Filiburgo ad sciendum et recuperandum bona dicti Petri, et requisivit advocatum et consules dicte ville quod restituerent ipsi testi bona dicti Petri, qui asseruerunt se non habere ultra valorem triginta solidorum turonensium. Et illo tunc quasi admirantes de captione dicti Petri dixerunt inter se quod dictus Petrus bonam conversationem habuerat in partibus illis, attamen quando audiebat nominari dominum papam totus terrebatur et commovebatur, dicendo : « maledicatur iste diabolus papa, quia si moreretur, ego efficerer dives homo ». Interrogatus de nominibus illorum qui hec dicebant, dixit quod dictus advocatus, qui vocatur Johannes de Monniacho [2], Johannes dictus Dives [3] et alii consules [4]. Item dixit dictus testis interrogatus quod in itinere, dum ducebatur captus dictus Petrus, idem Petrus dixit pluries eidem testi quod si dominus papa vellet eidem parcere quod non moreretur, quod ipse diceret sibi plura, nec acusaret aliquem innocentem, nec parceret alicui culpabili [5]. Item dixit dictus testis se audivisse dici a dicto Jacobo Malet juniore, in Paterniaco, quod ipse Jacobus audiverat dici a dicto Petro quod idem Petrus fuerat in quodam loco ubi erat facta quedam ymago cere, et quod illi ymagini fuerat caput truncatum et abcisum, et quod post abcisionem predictam, capud dixit : « nimis tardastis ». Item dixit idem testis se audivisse a dicto Petro quod dictus quondam episcopus Caturcensis, dominus suus, unacum episcopo tunc Tholosano [6] faciebant consilia sua frequenter in hospitio domini cardinalis de Testa [7]. Item dixit idem testis se vidisse et audivisse [fol. 40] cum Galicianus interrogaret eundem Petrum si cognoscebat Petrum de Bearn [8], quod ipse Petrus de Salelis totus erat stupefactus et perterritus, dicendo

[1] Conon de Villarzel, chanoine régulier de Saint-Augustin, prieur de Saint-Maire, à Lausanne, dès 1301. Voir M. Reymond, *ouvr. cité*, p. 229-232 et ci-dessus p. 7 et 9, note 9.

[2] Corrigez *Monmacho*. Jean I de Maggenberg, avoyer de Fribourg, de juin 1319 à septembre 1323 (P. de Zurich, *Les avoyers de Fribourg jusqu'au début du XV^me^ siècle*, dans *Annales fribourgeoises*, t. XV, 1927, p. 73).

[3] Jacques Rich ou Dives, conseiller de Fribourg. Il avait été avoyer de juillet 1310 au 1^er^ février 1315 (P. de Zurich, *art. cité*, p. 72-73).

[4] Le verbe manque.

[5] Voir ci-dessous p. 15 et 18.

[6] Gaillard de Pressac, évêque de Toulouse, de 1306 à 1317, compromis dans le procès d'Hugues Géraud. Voir dans ce même document fol. 39.

[7] Guillaume Teste, un des cardinaux du parti gascon, qui aurait été hostile à Jean XXII (Albe, *ouvr. cité*, p. 131-133).

[8] Pierre ou Perrot de Béarn, clerc du vicomte de Bruniquel, impliqué dans le procès d'Hugues Géraud.

eidem Galiciano quod volebat deliberare ; et plura alia dixit se nescire contra dictum Petrum de Salelis, diligenter inquisitus.

Eodem die, religiosus vir frater Guillelmus de Paterniaco [1], monachus monasterii de Paterniaco, ordinis Cluniacensis, Lausanensis diocesis, ... dixit se vidisse et cognovisse dictum Petrum de Salelis, tres anni sunt vel circa, qui morabatur in loco de Filiburgo et de Paterniaco et in locis circumvicinis et faciebat se vocari magister Stephanus Rotundi, et dixit quod ipse testis cepit dictum Petrum unacum quibusdam aliis de genere suo et audivit ab eodem Petro, in carcere existente, qui dicebat eidem testi : « custodiatis me bene, quia si iste diabolus papa moreretur, ego faciam vobis magnum bonum », dicens ista verba, quia ipse testis et alii de genere suo dixerant eidem Petro quod non restituerent eum gentibus domini nostri pape, quia ipsi audiverant prius ab ipso Petro dicente, quod si ipse sciret quod vellent ipsum reddere gentibus dicti domini nostri pape quod se ipsum interficeret infra tres dies. Item dixit idem testis se audivisse a dicto Petro, tunc in carcere existente, quod ipse Petrus omiserat audire ducentas [2] missas in domo Fratrum Minorum, quia erat ibi unus frater qui assimilabatur isti diabolo pape, et quando videbat eundem fratrem, videbatur sibi quod diaboli portarent eum. Item dixit se audivisse dici frequenter a Jacobo Malet et pluribus aliis hominibus et mulieribus dicti loci de Paterniaco quod ipsi audiverant dici a dicto Petro de Salelis quod ipse Petrus semel fuerat in quodam loco ubi viderat abcidi caput cuidam ymagini cere, et post dictam abcisionem, dictum caput dixit : « nimis tardastis » ; plura dixit se nescire contra dictum Petrum, cum diligencia inquisitus.

Eodem die, Hugo [3], filius domini Guillelmi, militis de Paterniaco, Guillelmus [4], filius Otheti quondam domini Guillelmi, militis de Paterniaco, domicelli, et Galecianus [5], domini pape massarius, juraverunt, more testium, coram dictis dominis commissariis super predictis dicere veritatem.

Hugo, filius quondam domini Guillelmi, militis de Paterniaco, domicellus, ... dixit se vidisse et cognovisse dictum Petrum de Salelis, qui se faciebat nominari magister Stephanus Rotundi, tres anni sunt elapsi, et morabatur in loco de Filiburgo et in locis circumvicinis Lausanensis diocesis, et se medicum faciebat. Item dixit se audivisse a dicto Petro,

[1] Guillaume de Payerne, religieux du prieuré clunisien de Payerne. Fils du chevalier Guillaume, il était frère de Hugues, donzel, et oncle de Guillaume, donzel, témoins dans ce même procès. Ce Guillaume, donzel, était lui-même fils d'Otton ou Odet de Payerne, frère du donzel Hugues et du moine Guillaume. Sur ces liens de parenté, voir deux actes, l'un d'août 1299, l'autre du 12 mai 1332, conservés aux Archives d'Etat, à Lausanne, fonds du prieuré de Payerne, et sur cette famille, voir *Revue historique vaudoise*, 1912, p. 82.

[2] *ducentas* n'a pas ici un sens numérique précis, mais désigne un nombre considérable indéterminé.

[3] Hugues de Payerne, donzel. Voir ci-dessus note 1.

[4] Guillaume de Payerne, donzel. Voir ci-dessus note 1.

[5] La déposition de Galicien n'a pas été transcrite dans ce cahier.

tempore quo erat in carcere in Paterniaco, in domo ipsius testis, dicente quod si iste diabolus papa moreretur, quod ipse Petrus habebat duos dominos cardinales amicos in curia, qui ipsum Petrum facerent magnum hominem et dictus Petrus ipsi testi et suis faceret magnum bonum, et hoc dicebat idem Petrus quia ipse testis [fol. 40v°] promittebat et dicebat eidem quod non dubitaret quia ipsi custodirent eum quod non restitueretur gentibus domini nostri pape ; plura dixit se nescire. Interrogatus si dictus Petrus nominavit dictos cardinales, dixit quod non.

Guillelmus, filius Otteti, filii quondam domini Guillelmi, militis de Paterniaco, domicellus, ... dixit se vidisse et cognovisse, tres anni sunt vel circa elapsi, dictum Petrum de Salelis qui faciebat se vocari et nominari magister Stephanus Rotundi et morabatur interdum in Filiburgo et in Paterniaco et in locis circumvicinis et faciebat se medicum. Item dixit se audivisse a dicto Petro, tempore quo idem Petrus erat captus in loco de Paterniaco, et pluries, quod « si iste malus homo vel diabolus papa esset mortuus, ego essem magnus homo, quia ego habeo tales amicos in curia, qui ponerent me in magno statu » et ipse Petrus faceret eidem testi et aliis qui custodiebant eum magnum bonum. Interrogatus si nominavit illos amicos quos dicebat se habere idem Petrus in curia, dixit quod non.

Eodem anno Domini et pontificatus domini Johannis pape predicti anno septimo [1].

Henricus de Velarsino [2], domicellus, Lausanensis diocesis, ... dixit se novisse et vidisse dictum Petrum, quatuor anni sunt et ultra, morantem tam in villa de Mureto quam in villa de Paterniaco et in loco de Filiburgo et locis circumvicinis Lausanensis diocesis, et faciebat se vocari magister Stephanus Rotundi, et primo vidit eum in loco de Mureto, vendentem sal, ferrum et fructus et postea vidit eum in eodem loco, tenentem mensam nummulariam et deinde in locis de Filiburgo et de Paterniaco, exercentem artem medicine, et modo noviter, antequam fuisset captus, idem Petrus dicebat se velle contrahere matrimonium et tenebat unam feminam, ut credit, concubinam. Item dixit quod ipse testis tenuit dictum Petrum captum per sex septimanas et amplius in suo hospicio et nepotis sui usquequo venerunt nuntii domini nostri pape, et tempore illo dictus Petrus multum instabat erga dictum testem et eum rogabat ut eum liberaret et custodiret quod non veniret in manus gentium domini nostri pape. Qui testis frequenter hoc eidem Petro promisit et audivit pluries ab eodem Petro dicente quod si iste diabolus papa moreretur, quod ipse habebat talem amicum in curia cardinalem, qui faceret ipsum testem et omnes de genere suo divites, et pluries audivit eundem Petrum lamentantem et ipse testis interrogabat eum quid habebat et ipse dicebat quod timebat tradi gentibus domini nostri pape per priorem Sancti Marii, fratrem ipsius testis, dicendo quod si contingeret eum tradi gentibus dicti domini nostri, non esset faber in Avinione quin haberet unum frustrum de corpore

[1] La 7me année du pontificat de Jean XXII commença le dimanche, 5 septembre 1322.

[2] Henri de Villarzel, donzel. Voir ci-dessus p. 9, note 9.

suo [1]. Item dixit se audivisse ab eodem Petro dicente quod ipse habebat duos fratres milites in servicio domini Mediolanensis [2] et si ipse posset ire ad eos, ipse esset securus de omnibus istis. Interrogatus si dictus Petrus nominavit dictum cardinalem, dixit quod non, nichil plus pertinens dixit.

Petrus de Velarsino [3], domicellus, Lausanensis diocesis, ... dixit se vidisse et novisse, quinque anni sunt elapsi, dictum Petrum morantem tam in loco vocato de Mureto, dicte diocesis, et exercentem [fol. 41] officium camsoris, quam in aliis locis circumvicinis diocesis, exercentem officium et artem medicine, et faciebat se vocari magister Stephanus Rotundi. Item dixit quod, tempore quo dictus Petrus erat captus in hospitio Henrici, avunculi ipsius testis, ipse testis audivit a dicto Petro quod idem Petrus dicebat ipsi testi pluries quod si ipse testis duceret ipsum Petrum ultra quoddam flumen vocatum Lole de Locerra [4], ipse Petrus esset securus, et si iuvaret ipsum Petrum quod posset evadere, ipse Petrus habebat unum amicum cardinalem Avinione et duos consobrinos, milites apud Mediolanum [5] cum armis, qui bene retribuerent ipsi testi, dicendo etiam ista verba : « si iste latro papa moreretur, ego essem dives et in bono puncto ».

Bertrandus Besseda, clericus de Montepesullano, Magalonensis diocesis, ... dixit se nichil aliud [scire] [6], nisi quod quando ipse testis fuit missus per dominum nostrum papam pro capiendo dictum Petrum apud Paterniacum [7], post eius captionem audivit dici a multis quod quando

[1] Il est difficile d'expliquer cette allusion.

[2] On ne sait rien de ces deux frères ou cousins de Pierre de Salelles, au service de Matteo Visconti, à Milan. Voir ci-dessous note 5.

[3] Pierre ou Perrod de Villarzel, donzel. Voir ci-dessus p. 9, note 9.

[4] *Lole de Locerra*. La forme *Lole* ne peut reposer que sur le latin *olla*, qui a donné le mot *oule* (Longnon, *Les noms de lieu de la France*, N° 2609), terme du glossaire topographique désignant soit des cavités creusées dans le rocher, soit des torrents (P. Joanne, *Dictionnaire géographique ... de la France*, t. V, p 3120-3121), Quant à *Locerra*, on ne peut faire que des suppositions. C'est pourquoi il est impossible d'identifier de façon certaine cette rivière.

[5] Voir ci-dessus note 2.

[6] Ici, un mot entièrement effacé. Restituez *scire* d'après la formule habituelle.

[7] On trouve dans les comptes de la Chambre apostolique trois articles relatifs à l'arrestation de Pierre de Salelles par Bertrand Bessède, de Montpellier, alors au diocèse de Maguelonne

1322, 5 juin : « fuit missus Bertrandus Bessede, mercator Montis Pessulani, de mandato pape ad partes Alamannie pro capiendo et adducendo quendam falsarium sive maleficum ad Romanam curiam, et tradidimus eidem pro expensis suis tam eundo quam redeundo 60 tur. gross. c. o r. »

1322, 6 juillet : « tradidimus Bertrando Bessede de Monte Pessulano, qui missus fuit ad partes Alamannie pro adducendo quendam maleficum ad curiam Romanam, pro expensis ipsius Bertrandi cum equitatura et familia tam eundo quam redeundo 70 tur. gross. c. o r.

1323, 14 août : « de mandato ... A. s. Eustachii diac. card. et nobilis viri d. Petri de Via militis, nepotum pape, mandantium ex parte ipsius pape et precipientium pro salario Bertrandi Besse de Montepessulano, qui per eos ex parte domini nostri

loquebatur aliquis cum dicto Petro de dicto domino nostro papa, ipse Petrus libenter mu[ta]bat verba, transeundo ad alia, quia non libenter ascultabat verba de dicto domino papa. Item audivit dici quod ipse Petrus iactabat se ut si contingeret quod diabolus portaret istum dominum papam ut moreretur, ipse habebat tales amicos in curia romana, qui facerent eum magnum virum ; ipse tamen testis, cum dictus Petrus ipsum testem interrogaret si sciebat qua de causa papa ipsum capi fecerat, respondebat quod credebat ut manifestaret thesaurum sive bona quondam episcopi Caturcensis, domini ipsius Petri, qui Petrus dixit quod nesciebat alibi thesaurum nisi in domo Helie Galterii, burgensis de Lemovicis [1] ; nichil plus pertinens se scire dixit.

Item anno Domini et indictione predictis et pontificatus dicti domini nostri pape anno septimo, die lune, sexta septembris, religiosi viri frater N////// [2] et alii testes suprascripti, excepto Bertrando Besseda, coram dictis dominis commissariis et me dicto notario et in presentia dicti Petri Salelis, iuraverunt super predictis dicere veritatem et deposuerunt prout supra deposuerant, nichil addito, nichilque remoto, constanter afirmantes in facie dicti Petri supra deposita per eosdem esse vera.

Item ... die lune sexta mensis septembris ... dictus Petrus de Salelis iuravit ... dicere veritatem ... ; [ne]gavit expresse de amputatione [3]... [fol. 41v°] Item negavit quod, in partibus illis ubi captus fuit, nunquam contrahere voluit matrimonium, nec etiam affectavit. Item confessus fuit se dixisse Galeciano, masserio domini nostri pape, et priori de Paterniaco, in itinere, cum essent in verbis de Hugone Geraldi, olim episcopo Caturcensi, domino suo, et de eius maleficiis et delictis, quod si prefatus dominus papa ipsum vellet dimittere, ipse Petrus doceret eidem domino pape nidum et aves, non parcendo inculpandis, nec acusando innocentes. Interrogatus

pluries missus fuerat ad partes Alamannie pro capiendo quendam presbiterum nomine Petrum de Sazellis maleficum et ad curiam Romanam adducendum, tradidimus et numeravimus 100 fl. »
(K. H. Schäfer, *Die Ausgaben* ..., p. 421, 422, 433.)

On remarquera que Bertrand Bessède, qualifié *mercator* à l'article du 5 juin 1322, est dit *clericus* dans sa déposition devant les commissaires pontificaux. Nous n'avons pas trouvé d'autres documents sur ce personnage.

[1] La saisie des biens de l'ancien évêque de Cahors avait donné lieu à de nombreuses démarches, notamment dans le diocèse de Limoges.

[2] Ici un espace de 12 mm, où l'encre est entièrement effacée. Le *N* qui subsiste est évidemment l'initiale du nom du prieur de Payerne.

[3] Le manuscrit étant détérioré en cet endroit (9 lignes), on n'a que quelques bribes des explications données par l'inculpé sur cette affaire. Néanmoins, le sens général est assez facile à saisir. Voici ce qu'on peut lire (les rayons ultra-violets étant ici inefficaces, on a reproduit entre crochets les mots qui ont été déchiffrés autrefois par M. de Manteyer) : « negavit expresse de amputatione [ipsius capitis ... dixit ... dixisse videlicet quod audivit] dici Parisius elapsi sunt duodecim anni quod quidam [faber ... fieri ymaginem quandam] ceream, qua completa, excepto capite [eidem libere ...] quo audito, dictus faber cum malleo ymaginem fregit et destruxit. »

per dictos dominos commissarios quid erat hoc dictum, respondit se velle tunc dicere et adhuc illud idem quod, si dictus Hugo Geraldi in aliquo culpabilis esset contra predictum dominum papam, quod de hoc debebant esse conscii Raynaldus la Serra, de Petragoricensi diocesi, et Petrus Moreti, Lemovicensis diocesis, et Petrus de Capella, clericus cambrerius ipsius quondam Hugonis Geraldi [1]. Item confessus fuit quod, in dicto itinere, predictus Galecianus dixit sibi quod in Lugduno quidam prior dixerat eidem Galeciano quod in diocesi Pictaviensi erat quidam presbiter, notus dicto Hugoni Geraldi, qui contra dictum dominum nostrum papam ymagines faciebat, et tunc dictus Petrus respondit quod credebat quod ille esset dominus Jordanus, cuius cognomen ignorat, qui fuerat familiaris et de genere eiusdem Hugonis [2] et erat malus homo. Interrogatus quare hoc credit, dixit quia familiaris erat ipsius Hugonis quondam, et etiam malus homo ... ; antequam esset idem Hugo episcopus Caturcensis, dictus Jordanus furatus fuerat pecuniam redditumm archidiaconatus Augensis in ecclesia Rothomagensi, cuius idem Hugo tunc erat archidiaconus [3], et alias fuerat furatus eidem Hugoni unum roncinum in Avinione.

Eodem anno, die jovis nona mensis septembris, in castro Novarum [4], Avinionensis diocesis, coram dicto domino archiepiscopo Arelatensi et ... domino ... vicario generali episcopatus Avinionensis, addito per dictum dominum papam dictis dominis commissariis ..., dictus Petrus de Salelis iuratus ... dicere veritatem tam super principali titulo quam etiam super contentis in depositionibus testium ... dixit et deposuit negando et confitendo sicut prius deposuerat ...

Et dicti domini commissarii, visis et inspectis depositionibus ... attendentes crimen enorme contra personam domini nostri pape necnon fugam et latitiones longo tempore ... mutationem nominis ... cumque predicta presumptiones tantas faciant contra ipsum, eundem Petrum ligari preceperunt et torqueri ; qui ligatus [5] ... negavit ut supra.

Et ... die veneris, decima mensis septembris ... personaliter constitutis ... Petrus de Salelis [6] ... ; dictus Hugo ... [fol. 42] deponenti

[1] Sur ces personnages, voir Albe, *ouvr. cité*, p. 98.

[2] A comparer avec la déposition de Nicolas de Villarzel, ci-dessus p. 10.

[3] Hugues Géraud, avant son élévation à l'épiscopat, avait été archidiacre d'Eu, au diocèse de Rouen.

[4] Noves (Bouches-du-Rhône, canton de Châteaurenard-Provence). Sur les prisons du château de Noves, voir K. H. Schäfer, *Die Ausgaben* ..., p. 413.

[5] M. de Manteyer a lu : « qui ligatus et tortus ». Aujourd'hui, il est impossible de se prononcer.

[6] Le manuscrit, mutilé en cet endroit, est illisible (9 lignes). On voit par la suite que l'interrogatoire porte sur l'affaire des poisons. En 1317, au cours de son procès, Hugues Géraud avait en effet, à trois reprises, mis en cause son familier. Le 11 mai : « ... dixit idem deponens cuidam familiari suo, vocato Petro de Salellis, quod aliquæ potiones erant ordinate contra dominum papam et quod volebat quod ipse, qui erat secretarius suus et iuratus, ordinaret secrete quod dicte potiones dicto domino pape per aliquam personam notam sibi ministrarentur ; et quod loquerentur ... cum apothecario dicti domini pape quod predicte

dixit quod iret cum dicto Aymerico [1] apud Montempesullanum ; qui deponens ire recusavit, dubitans in seipso ne forte dictus Hugo ipsos mitteret ad aliquod malum faciendum contra dominum nostrum, ideo quia frequenter de ipso domino papa conquerebatur, dicendo quod nimis erat favorabilis illis de capitulo et aliis contra ipsum [2], et quia ire noluit deponens ipse ; dictus Hugo Geraldi de tribus diebus sibi locutus non fuit, sed dictus Aymericus abinde recessit, et ivit versus Montempesullanum et Tholosam, sicut idem deponens audivit dici. Interrogatus si tunc temporis dictus Hugo aliqua facienda contra dictum dominum papam vel alium expressit deponenti vel dicto Aymerico, dixit quod non, sed quod aliqua certa debebant ... procurari et quod dictus Aymericus eidem deponenti revelaret cum essent in Montepesullano ... [3]

Eodem die, dictus Petrus ... [fol. 42v°] interrogatus si ex tunc vidit dictum Aymericum de Bellovidere, dixit quod sic, videlicet apud vicarium Caturcensis diocesis, quando rediit idem Aymericus de Tholosa et tunc assignavit ipsi deponenti possessionem dicte ecclesie de Junalhaco [4] et fecit divisionem dicte ecclesie cum capitulo de vicario ; interrogatus si tunc dictus Aymericus eidem deponenti aliqua revelavit que ipse debuit facere in Montepesullano vel Tholosa ... dixit quod non ... ; iterum interrogatus si dictus Hugo, quando ipse deponens ab eo recessit, nominavit sibi personam aliquam de Montepesullano a qua debebat recipere aliquas potiones, dixit quod non. Interrogatus si ipse cognoscit aliquem in Montepesullano qui talia sciat preparare, dixit quod non, nec unquam, ut dixit, locutus fuit de illa materia cum aliquo viventi ...

potiones sibi ministrarentur ; qui respondit quod bene placebat sibi et quod libenter predicta procuraret et postmodum infra tres dies ipse ivit versus Montempessulanum et audivit forte rumores quod sue gentes erant capte, quare non venit ex tunc ad eum nec scit si predicta procuraverat. » (*Collectorie* 493, fol. 13.)

Le 4 août : « ... dixit etiam quod misit Petrum de Salellis, familiarem suum, apud Montempessullanum ad loquendum cum quodam ypothecario ... ut potiones ipsas sibi ministraret... » (fol. 26v°).

Le 21 août : « Item qualiter preceperat Petro de Salellis, familiari suo, quod apud Montempesulanum loqueretur cum ypothecario dicti domini nostri, si ibi esset, et ordinaret cum eo quod dicto domino nostro potiones daret. » (fol. 28).

[1] Aymeric de Belvèze, trésorier de l'évêché de Cahors, avait été, en 1317, convaincu de s'être rendu à Toulouse sur l'ordre d'Hugues Géraud. Torturé — à plusieurs reprises, car il ne cessait de se rétracter —, il avait confessé sa participation au complot ; mais à aucun moment, il n'avait mis en cause Pierre de Salelles. En 1322, il était encore détenu dans les prisons du château de Noves. Il n'apparaît pas que les commissaires aient confronté les deux hommes.

[2] Un peu auparavant, dans ce même passage, il est déjà fait allusion au différend entre l'évêque de Cahors et son chapitre.

[3] Manuscrit mutilé (30 lignes environ). Quelques bribes de phrases révèlent qu'il fut question de la crainte d'Hugues Géraud de perdre son évêché et de la protection accordée par le pape à ses ennemis.

[4] Ginouillac (Lot, arr. Gourdon, c^on^ Labastide-Murat). Voir dans ce même document fol. 39.

Eisdem anno et loco, die sabbati undecima mensis septembris, in viridario dicti castri [1] ... Interrogatus si alibi ex tunc [fol. 43] vidit eum (Iordanum) [2] vel aliquem tractatum habuit cum eo, dixit quod non. Interrogatus quod dicat melius veritatem illius ymaginis, cuius caput fuit abcisum sicut supra testes deponunt, dixit et respondit per suum iuramentum nichil aliud scivisse vel dixisse, nisi prout supra deposuit. Interrogatus de verbis illis « nidi et avium », dixit suo iuramento nichil aliud scire, nisi prout supra deposuit.

Et dicti domini commissarii videntes eiusdem Petri multiplicem variationem, pensantes etiam quod, iuxta ea que confessus est et sunt deposita contra ipsum, plenam non dicit veritatem, preceperunt eundem ad questionis locum duci, ligari et torqueri, qui, ligatus sed non torttus, rogavit instanter dictos dominos commissarios ut aliquod tempus ad deliberandum et plenius respondendum super hiis super quibus interrogabatur concederent, quod et fecerunt usque post comestionem et quod tunc clarius respondeat.

Eadem die, circa horam vesperarum, dictus Petrus per dictos dominos commissarios repetitus, in suis confessionibus perseverans, addidit suo iuramento et sine tormentis quod in regressu suo de Caturcinio ... fuit et erat voluntatis et propositi procurare et facere fieri potiones, prout idem Hugo Geraldi sibi preceperat, et eas sibi portare, sed cum fuit in castro de Caslari [3], Lodovensis diocesis, audivit captionem dicti Hugonis Geraldi et familiarium suorum et etiam cum fuit postmodum in Montepesullano illud idem quare ex tunc fieri facere dictas potiones non curavit, nec facere voluit, sed abinde recessit prout supra deposuit ... Interrogatus si sua intentio dirigebatur ut dicte potiones contra dictum dominum papam fieri peterentur per dictum Hugonem, respondit quod ipse credit et credebat quod tam contra dictum dominum papam quam contra alios inimicos suos. Interrogatus qui erant illi inimici ipsius Hugonis, dixit quod Ademarius Roberti, Bernardus de Montelavardo, canonici ecclesie Caturcensis, et Gaubertus Pelfi, presbiter [4], multos tamen habebat alios inimicos, sed prenominati erant principaliores. Interrogatus quare erant inimici et principaliores, dixit quia ducebant causam principaliter contra eum in curia romana.

... die veneris quinta mensis novembris, reverendus pater in Christo dominus Galhardus, Dei gratia Arelatensis archiepiscopus, commissarius supradictus, de mandato ut dixit oretenus sibi facto per predictum dominum nostrum papam, presentialiter existens in dicto castro Novarum, venire ad se dictum Petrum de Saleis precepit : quiquidem Petrus adductus coram eo ... fuit per eundem dominum archiepiscopum interrogatus sub virtute per eum prestiti iuramenti si super confessatis supra per eum ad informa-

[1] Le manuscrit est mutilé (25 lignes). Quelques mots sont lisibles, qui sont confirmés par la copie de M. de Manteyer et qui permettent de conclure que l'inculpé fut interrogé sur les circonstances de sa fuite et de son arrestation, ainsi que sur les différents propos rapportés par les témoins.

[2] Voir ci-dessus p. 10 et 16.

[3] Le Caylar (Hérault, arr. de Lodève).

[4] Sur ces personnages, voir Albe, *ouvr. cité*, p. 98, notes 3 et 4.

tionem officii aliqua ultra dictas confessiones recordatur fecisse vel dixisse ; respondit suo iuramento quod, non nisi que supra deposuit, in quibus confessionibus perseverat absque tormentis et metu quocumque tormentorum, petens et supplicans misericordiam prefati domini pape ; et dictus dominus archiepiscopus eundem Petrum interrogavit si aliqua alia pro se vel contra se proponere vel dicere vellet, quominus sententia in predicto feratur, qui dixit quod non, sed solam misericordiam petit. Et dictus dominus archiepiscopus dicto Petro ad audiendam sententiam super inquisitis contra ipsum ad diem vicesimam sextam presentis mensis novembris in dicto castro vel Avinione, ubi dicto domino nostro pape placuerit, terminum assignavit.

[fol. 44vo.] Eodem anno Domini MoCCCoXXIIo, die veneris vicesima sexta mensis novembris ... commissarii supradicti preceperunt verbaliter mihi Guillelmo de Lhugato, notario predicto, ut, cum de presenti die videlicet supra assignata ... ex certis causis intendere non possint ad ipsam ferendam sententiam, ut ad dictum castrum Novarum ... personaliter accederem ... diem seu terminum ad audiendam ... sententiam ... prorogare ... videlicet a die jovis proxime futura ad octavam diem post [1], que erit nona mensis decembris ... dicta die veneris ad dictum castrum personaliter accessi ... dictum terminum ... Guillelmo [2] ... [fol. 45] et Petro de Salelis ... acceptantibus ... prorogavi ad nonam diem decembris supradictam.

[1] Le jeudi 2 décembre 1322.

[2] Guillelm Boyer, un des inculpés dans l'affaire d'Hugues Géraud.

Der hl. Lucius.

Von Vigil BERTHER.

Tatsachen und Legenden ergänzen sich; Tatsachen beweisen, Legenden verweisen auf Tatsachen. Die Legende aber hatte das Mißgeschick, entweder über- oder unterschätzt zu werden [1]. So erging es auch der Legende vom hl. Lucius. Kritische Historiker zweifeln sogar, ob die Legende vom hl. Lucius überhaupt auf irgend eine Tatsache verweise, mit anderen Worten, sie ziehen sogar die Existenz des Heiligen selbst in Frage [2]. Andere Forscher halten ihn für einen Waldbruder [3]. Frühmittelalterliche Quellen stempeln den Heiligen zum britischen König [4], ja noch mehr: er wird zum Wundertäter und Apostelschüler [5]. Die folgende Untersuchung will Tatsachen und Legenden scheiden und zuerst untersuchen, ob überhaupt ein hl. Lucius existierte, dann auch was die Legende ihm zugedichtet hat.

I. Lucius von Edessa.

Es ist ein Ergebnis der neueren Geschichtsforschung, daß das behauptete Königtum des Churer Lucius auf einem Irrtum beruht. Wir wissen, daß England um 200 n. Chr. keine Könige hatte und das Christentum dort erst um 300 feste Wurzeln faßte: treffen wir doch erst auf dem Konzil von Arles (314) die ersten englischen Bischöfe [6]. Da diese Tatsachen mit dem Bericht der Vita des hl. Lucius, in welchem Lucius von Chur zum englischen König gestempelt wird,

[1] *Günter H.*, Die christliche Legende des Abendlandes. Heidelberg (1910), S. 1 f.

[2] *Leclercq* sagt im Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie, ed. Cabrol-Leclercq (zitiert DAL), Bd. 9 (1930), II. 2661: Quant à Lucius, dont les reliques sont attestées en 821, son existence réelle reste à prouver, ce qui ne semble pas devoir être fait si tôt.

[3] *Farner O.*, Kirchenpatrozinien des Kantons Graubünden. Jahresb. d. Hist.-Antiquar. Ges. v. Grbd. 54 (1925), 102.

[4] *Duchesne*, Liber Pontificalis I (1886), S. 136.

[5] Vita Lucii confessoris Curiensis, ed. Bruno Krusch in: Monumenta Germaniae Historica SS. rer. merow., tom. 3 (1896), 1-7. Die Vita wird nach Seiten, nicht nach Kapiteln zitiert.

[6] Lexikon für Theologie und Kirche (zitiert LThK) 3 (1931), 684-690; DAL 2 (1910), I. 1158-1229.

unvereinbar sind, wurde der Bericht der Vita von jeher in Zweifel gezogen. Die Quelle, worauf sich die Vita stützt, ist der Liber Pontificalis. Unter Papst Eleutherus (174-189) heißt es: Hic (Eleutherus) accepit epistula (m) a Lucio Brittanio rege, ut Christianus efficeretur per eius mandatum [1]. Diese Mitteilung ist der Ausgangspunkt einer großen Legendenbildung, die mit Beda ihren Anfang nimmt. Hat aber Beda (674-735) wirklich den Liber Pontificalis (c. 500) gekannt? Die Nebeneinanderstellung der beiden Texte wird dies klarlegen.

Beda berichtet:

Anno ab incarnatione Domini centesimo quinquagesimo sexto Marcus Antonius Verus, decimus quartus ab Augusto, regnum cum Aurelio Commodo fratre suscepit: quorum temporibus cum Eleutherus vir sanctus pontificatui Romanae ecclesiae praeesset, misit ad eum Lucius Brittaniarum rex epistolam obsecrans ut per eius mandatum Christianus efficeretur [2].

Der Text des Liber Pontificalis lautet aber:

Hic (Eleutherus) accepit epistula(m) a Lucio Brittanio rege, ut Christianus efficeretur per eius mandatum.

Was Beda mehr zu berichten weiß als der Liber Pontificalis, ist nichts anderes als Kombination ihm bekannter geschichtlicher Tatsachen. Daß Beda mit Rom in Beziehungen stand, wahrscheinlich sogar selber bei Papst Sergius I. (687-701) gewesen ist, und auf diese Weise irgendwie den Liber Pontificalis kennen gelernt hat, vertreten auch die neuesten Forschungen [3]. Was ist nun aber von diesem Bericht des Liber Pontificalis zu sagen? Darüber gibt uns Harnack Aufschluß [4]. Seine Ansicht sei hier in Kürze dargelegt.

Nur einen König Lucius, der am Ende des 2. Jahrhunderts lebte und dessen Königreich christlich war, treffen wir in den Geschichtsquellen. Dieser König ist Abgar IX., der Herrscher des kleinen Königreiches Edessa. Sein vollständiger Name ist: Lucius Aelius Septimus

[1] *Duchesne*, l. c.

[2] Text bei *Lütolf*, Die Glaubensboten der Schweiz vor St. Gallus, Luzern (1871), 121

[3] *W. J. Moore*, The Saxon Pilgrims to Rome and the Schola Saxonum. Cotton College, England (Diss. phil. Freiburg. 1937), S. 39-40 und 50-51.

[4] *Harnack A.*, Der Brief des britischen Königs Lucius an den Papst Eleutherus. Sitzungsber. Preuß. Akademie (1904), 909.

Megas Abgarus IX. (bar Ma'nu), und er herrschte 179-c. 216. Er war also Zeitgenosse des Papstes Eleutherus. Die christliche Religion nahm er ungefähr um 200 an. Zur Zeit des Papstes Eleutherus (174-189) hatte er diesen Namen noch nicht, aber in späterer Zeit war er unter diesem Namen bekannt und auch die früheren Ereignisse wurden unter dem neuen Namen weitergegeben.

Es darf wohl auch darauf hingewiesen werden, daß Abgar unter Kaiser Septimius (193-211) selber in Rom war, und wahrscheinlich mit dem römischen Bischof in Beziehung trat.

Aber wie wurde aus diesem König Abgar Lucius von Edessa ein « Lucius Brittaniarum rex » ? Im Fragment der Hypotyposen des Clemens († 215) werden die Ruhestätten der Apostel genannt. Unter anderem heißt es auch : Jacobus Alphaei iuxta templum ; Thaddeus et Judas in Britio (Beruto) Edessenorum. Dieser Bericht ist zunächst dunkel, aber nachdem die Gleichung Lucius = Abgar gefunden ist, wird schwerlich jemand zweifeln, in jenem « in Britio », das so stark an Britannien anklingt, stecke die Erklärung der Tatsache, daß der König Lucius aus Edessa nach Britannien versetzt wurde. Britio Edessenorum bedeutet, wie aus den Acta Addaei hervorgeht, eine Lokalität in Edessa. Britio heißt in erster Linie Stadt. Da diese Bedeutung aber hier nicht in Frage kommt, muß es noch etwas anderes heißen. Diese zweite Bedeutung ist Burg. Gerade um diese Zeit 205/6 baute Abgar IX. die Palatien (Birtha = Palast) in seiner Stadt. Die Apostel Judas und Thomas waren also — das besagt die Angabe — auf der Burg von Edessa oder in Edessa begraben. Da die Birtha von Edessa mit dem König Lucius Abgar IX. aufs engste verbunden war, ist es sehr wahrscheinlich, daß die Notiz des Liber Pontificalis ursprünglich ungefähr folgendermaßen gelautet haben mag : Eleutherus accepit epistulam a Lucio (Abgar) rege Britio (Edessenorum), ut ..... Diese Nachricht, daß Abgar Lucius einen Brief an Eleutherus geschickt habe, kam nun wahrscheinlich durch Julius Africanus († 240), der das Archiv von Edessa für seine Königsgeschichte eingesehen hat, nach Rom, und geriet dann so in den Liber Pontificalis [1]. Wann die Umwandlung des Briefes des Lucius Abgar in einen Brief eines britischen Königs Lucius vorgenommen wurde, ist heute noch dunkel. Die Beantwortung dieser Frage hängt vom Alter des Liber Pontificalis ab. Nicht lange vor dessen Redaktion

[1] *Harnack*, S. 915, Anm. 2.

— um das Jahr 500, vielleicht erst erheblich später — wird das quid pro quo vollzogen worden sein, welches England einen christlichen König Lucius um das Jahr 180 geschenkt hat.

II. Lucius von Rom.

Papst Lucius I., der der Kirche nicht einmal ein ganzes Jahr vorstand, starb im Jahre 254 [1]. Es ist keineswegs meine Absicht, diese geschichtlich ganz sichere Tatsache in Abrede zu stellen; es soll hier nur Farners Hypothese untersucht werden, ob es der Papst Lucius war, der sich im Bündnerland im 9. Jahrhundert besonderer Verehrung erfreute. Diese Hypothese hat ihren Grund in der Tatsache, daß hier verschiedene Luciusgestalten auftreten: bald ist es ein Confessor und bald ein Märtyrer Lucius. Nach Farner soll sich die erste Spur von dieser doppelten Luciusverehrung in der Angabe des Reichsurbars befinden, wo es heißt: « Et villa Flasce cum titulo s. Lucii » [2]. Diese Angabe bezog schon Mohr auf Fläsch und die Steigkirche (Kirche auf der Luziensteig). Darauf stellt nun Farner folgende Hypothese auf: Weil die Luziensteig verkehrstechnisch wichtig ist und dort auch allerlei Funde zu Tage gefördert wurden, so haben wir es wahrscheinlich mit einem von Süden her eingewanderten Patrozinium zu tun. Wir hätten also hier nicht den hl. Lucius von Chur als Patron, sondern Papst Lucius, der am 4. März 254 den Zeugentod starb [3]. Diese Annahme scheinen auch das Necrologium Curiense, das am 4. März wirklich den Eintrag: « Lucii pp. et mart. » hat [4], und das Maienfelder Jahrzeitbuch, welches am 5. März ebenfalls « Lucy pape » hat, zu bestätigen [5]. Mit dieser Hypothese wäre das Auftreten eines Märtyrers Lucius, sowie das Auftreten des « sacratissimum corpus beati lucii confessoris » um 821 in Chur erklärt [6].

Zunächst muß zugegeben werden, daß die Luziensteig vom verkehrstechnischen Standpunkt aus wichtig ist, und sehr wahrscheinlich schon in vorchristlicher Zeit benutzt wurde. Im wesentlichen muß

[1] LThK 6 (1934), 690.

[2] *Mohr*, Codex diplomaticus 1 (1848), 289

[3] *Farner O.*, Die Kirchenpatrozinien des Kantons Graubünden. Jahresbericht der Hist.-Antiq. Gesellschaft Grb. 54 (1924), 97 f.

[4] *W. v. Juvalt*, Necrologium Curiense (1867), 21.

[5] *Jecklin F.*, Jahrzeitbuch der St. Amandus-Kirche zu Maienfeld. Jahresb. der Hist.-Antiq. Gesellschaft Grb. 42 (1912), 16.

[6] *Mohr*, I, 27.

auch die Hypothese, daß die ältesten Patrozinien von Süden kamen, bejaht werden.

Die Dokumente aber, die Farners Ansicht stützen, sind von geringer Beweiskraft. Die Notiz aus dem Necrologium Curiense, Codex G, gehört erst dem Ende des 14. Jahrhunderts an [1]. Das zitierte Maienfelder Jahrzeitbuch ist noch jüngeren Datums, und dazu erwähnt es nur einen Papst Lucius, nicht aber einen Märtyrer [2]. Ferner muß bemerkt werden, daß Papst Lucius I. gar nicht Märtyrer ist, sondern erst von der späteren Legende und vom Liber Pontificalis, das nur dem 6. Jahrhundert angehört [3], dazu gestempelt wird [4]. Auch steht sein Name in der Depositio Episcoporum und nicht in der Depositio martyrum, und in Rom wurde er im 4. Jahrhundert nur als Bischof verehrt [5].

Sehr unwahrscheinlich ist ferner, daß Papst Lucius I. aus der Reihe der Päpste bevorzugt worden wäre, da er keine engeren Beziehungen zum nördlichen Italien hatte, wohl aber mit Afrika, weil dort Streitigkeiten ausgebrochen waren. Auch war Lucius nicht einmal ein ganzes Jahr Vorsteher der Kirche und das Martyrologium des Beda enthält seinen Namen nicht [6].

Die doppelte Luciusverehrung: die Verehrung eines Confessors und eines Märtyrers Lucius, kann kaum durch die Einschiebung Papst Lucius' I. erklärt werden. Der scheinbare Widerspruch, den Farner in den Angaben des Jahrzeitbuches von Maienfeld und des Necrologiums Curiense findet, existiert gar nicht. Diese Abweichungen kommen daher, weil sie nicht gleichzeitig entstanden sind, und dem einen Schreiber das, und dem anderen jenes wichtiger schien. Auch ist das Jahrzeitbuch von Maienfeld, wahrscheinlich schon mit dem Heiligenkalender versehen, im Bistum Konstanz entstanden; darum sind wohl die für Chur wichtigen Heiligen samt ihren Oktaven erst nachträglich beigefügt. So z. B. die Oktaven des hl. Florin, des hl. Apostels Andreas und des hl. Lucius, sowie die Heiligen Placidus und Sigisbert u. a. m., welche ja alle als erst spätere Nachträge sich erweisen [7]. Die Parallelsetzung der einander scheinbar widersprechenden

[1] *Juvalt*, Necr. VII und 21.
[2] *Jecklin*, l. c.
[3] *Rauschen-Altaner*, Patrologie. Freiburg i. Br. (1931), 190.
[4] LThK 6 (1934), 680.
[5] *Wetzer-Welte*, Kirchenlexikon 8 (1893), 206.
[6] *Quentin H.*, Les Martyrologes historiques du moyen âge. Paris (1908), 102.
[7] *Jecklin*, XVI, 69, 71, 72, 40.

Quellen mit den entsprechenden Bemerkungen wird die Richtigkeit obiger Behauptung beweisen.

Das Necrologium Curiense, entstanden vor 1150 [1], enthält unter dem	Das Jahrzeitbuch von Maienfeld, entstanden 1475 [2], enthält unter dem gleichen Datum:
2. Dec.	
Vigilia S. Lucii	fehlt
3. Dec.	
Lucii regis et conf.	Luci regis
10. Dec.	
Octava b. Lucii	Octava S. Lucy (Nachtrag)
30. März	
Inventio S. Lucii (regis et Cod. E) confessoris anno dom. incar. MCVIII	fehlt, weil weiter zurückliegend, und deswegen nicht so wichtig
29. Juni	
Translatio S. Lucii conf. [3].	Nicht enthalten
9. Oktober	
Nicht enthalten, weil erst nach seiner Entstehung geschehen.	Elevatio (Translacio) sancti Lucy regis [4] (gemeint ist die Elevatio von 1252 [5]).

Aus dieser Nebeneinanderstellung ersehen wir zunächst, daß die verschiedenen Angaben dieser Quellen keinen Anhaltspunkt für die Behauptung ergeben, daß «einfach in Graubünden zwei oder drei Luciuslegenden zusammenfließen» [6].

Aus der obigen Gegenüberstellung sehen wir aber auch, daß der hl. Lucius von Chur nicht immer als *Märtyrer*, sondern zuerst als Confessor verehrt wurde. Im Klagebrief Bischofs Viktor (c. 821) heißt es ebenfalls «Corpus beati Lucii confessoris» [7]. Auch aus der Überschrift der Vita: «Incipit conversio vel vita beatissimi Lucii confessoris» geht unzweideutig hervor, daß die älteste Tradition nichts von einem Churer Märtyrer Lucius wußte. Diese Überschrift würde den Confessor Lucius auch dann deutlich genug bezeugen, wenn der Titel Confessor gar nicht erwähnt wäre; denn bis zum 13. Jahrhundert ist jedes Martyrerleben Passio benannt, nie Vita, wie in unserem Falle [8].

[1] *Juvalt*, Necr. X. Diese Angaben sind alle dem Codex C entnommen.
[2] *Jecklin*, XVI.
[3] *Juvalt*, Necr. 119, 121, 31, 64.
[4] *Jecklin*, 70, 72, 59.
[5] *Mayer G.*, Geschichte des Bistums Chur. Stans 1 (1907), 247.
[6] *Farner*, 104.
[7] *Mohr*, I, 27.
[8] *Günter*, 9.

Auch als Kirchenpatron der Churerkathedrale tritt Lucius zuerst als Confessor auf [1]. Aber nicht nur die ältesten Urkunden reden von einem Confessor Lucius, sondern bis zum Jahre 1646 sprechen sämtliche Ausgaben des Breviarium Curiense nur von einem Confessor Lucius, und noch heute wird er in der Diözese Augsburg als solcher verehrt [2]. Um aber das Aufkommen einer so späten Tradition erklären zu wollen, braucht man nicht ins erste Jahrtausend zurückzugreifen und noch extra einen Heiligen von Rom einzuschieben, sondern die Begeisterung der Barockzeit genügt vollständig, um diesen Wandel in der Luciusverehrung zu erklären. Dieselbe Begeisterung machte auch aus der hl. Jungfrau Verena eine Märtyrerin, und dies zuerst auf dem Titelkupferstich von Greuter zu Augsburg im Jahre 1616 [3], was dann auch getreulich von Klauber übernommen wurde [4].

III. Lucius von Chur.

Für die Existenz des hl. Lucius von Chur sprechen die Reliquien des Heiligen und die Luciuskrypta sowie das Vorkommen eines Titulus s. Lucii auf der Luziensteig um 800 und die sehr alte Tradition der Verehrung des Heiligen im sog. Luciuslöchlein.

1. *Krypta und Reliquien des hl. Lucius.*

Die heute in der Seminarkirche zu Chur in ihrem ursprünglichen Bestand zwar nicht völlig erhaltene Prozessionskrypta mit Confessio ist nebst den Reliquien des Heiligen der stringenteste Beweis für die Existenz des hl. Lucius. Nach E. Pöschel, dessen Ausführungen wir hier nicht wiederholen wollen, ergibt sich für den Bau der Kirche als Terminus ante quem ungefähr das Jahr 820 [5]. Um diese Zeit schrieb auch Bischof Viktor von Chur einen Klagebrief an Ludwig den Frommen wegen der Beraubung seiner Kirche durch den Grafen Herloin [6]. Darin heißt es: »Nec etiam illud sacratissimum corpus beati Lucii confessoris nobis reliquerunt«.

[1] *Farner*, 27; *Mohr*, I, 71.

[2] *Mayer*, Geschichte des Bistums Chur, I, 27.

[3] Heiligenbilder-Sammlung des Klosters Disentis. Freundliche Mitteilung von P. Notker Curti.

[4] *Huber J.*, Das Leben der hl. Verena, 1879, Titelbild.

[5] *E. Pöschel*, Zur Baugeschichte der Kathedrale und der Kirche St. Lucius in Chur, Anzeiger für schweizerische Altertumskunde 32 (1930), 220 ff.

[6] *Mohr*, I, 27.

Die Churerkrypta als typische Ringkrypta kann auch nicht vor c. 750 gebaut worden sein, denn damals erst kamen die Ringkrypten in Rom auf. Speziell die dortigen Krypten S. Crisogono (c. 737-41) und S. Prassede (c. 820) gleichen der Churerkrypta, da auch sie den Eindruck der Rundung durch Aneinanderreihung von kleineren Teilstücken erreichen [1]. Seit den Tagen des hl. Bonifatius († 754) erschien den germanischen Menschen der Zugang zum ewigen Heile um so verbürgter, je enger der Anschluß an den hl. Petrus und an die mit ihm innigst verbundene stadtrömische Kirche war [2]. Auf diesen Einfluß weist auch eine berühmte Rombeschreibung aus dem 9. Jahrhundert hin, welche das nahe Kloster Pfäfers besaß und die seit dem 14. Jahrhundert bis heute im Kloster Einsiedeln aufbewahrt wird (Cod. Eins. 326). Diese kostbare Handschrift enthält die römischen Inschriften und einen Wegweiser durch Rom [3]. Dazu kommt noch, daß auch die Vita S. Lucii ganz auf klassische Karolingerzeit hinweist. So dürfte die Luciuskrypta um 800 zu datieren sein [4].

Die heutige Seminarkirche, wo sich diese Krypta befindet, erscheint urkundlich erst im Jahre 1149 und trägt die Bezeichnung « Ecclesia beati Lucii » [5]. Die Domkirche zu Chur war zuerst der Muttergottes geweiht, nach Farner dem hl. Andreas [6]. Sicher wissen wir, daß im Jahre 951 und noch später der hl. Lucius nur in Verbindung mit dem Muttergottes-Patrozinium genannt wird [6]. Erst im Jahre 1149 erscheint er in der eindeutigen Bezeichnung « ecclesia s. Lucii » [8]. Aus dieser ganz sicheren Tatsache, daß wir um 800 die Reliquien und eine Luciuskrypta in Chur finden, ist die Existenz des Heiligen unbestreitbar bewiesen [9].

[1] *Braun J.*, Der christliche Altar 1 (1924), 569-583. Dazu Anzeiger für schweizerische Altertumskunde 38 (1936), 128.

[2] *Klauser Th.*, Die liturgischen Austauschbeziehungen zwischen der römischen und der fränkischen Kirche vom 8.-11. Jahrhundert. Historisches Jahrbuch 1933, S. 172.

[3] *Bruckner A.*, Scriptoria medii aevi helvetica 1 (1935), 76.

[4] Zwischen 750-800 datieren auch *Gantner J.*, Kunstgeschichte der Schweiz 1 (1936), 48-50, sowie *Buschow H.*, Studien über die Entwicklung der Krypta im deutschen Sprachgebiet. Würzburg 1933, S. 31.

[5] *Mohr Th. v.*, Codex dipl. 1 (1848), 168.

[6] *Farner*, 26 u. 102; *Mohr*, I, 34.

[7] *Mohr*, I, 70, 71, 74, 89, 91.

[8] *Mohr*, I, 168, 241, 244, 245, 255, 316, 319.

[9] Das frühe Auftreten Luciusreliquien und der Verehrung des Heiligen in Pfävers (Liber confraternitatum, M. G. H. 395 f.) kann wohl durch den gegenseitigen Austausch erklärt werden.

2. *Die Luziensteig.*

a) *Das Reichsurbar*, das um 830 aufgenommen wurde, hat unter dem Ministerium in Planis den Eintrag: «Et villa Flasce cum titulo S. Lucii. Summa XXXVII mansos»[1]. Diesen Ausdruck bezog schon Mohr auf Fläsch und die Steigkirche. Da Urkunden aus den Jahren 1457 und 1501 dies bestätigen, ist dieser Schluß wohl nicht allzu gewagt. Eine weitere Frage ist es aber, ob hier «Titulus» wirklich Kirche und nicht etwas anderes heißt. Titulus kann vor allem Kirche oder Besitztum bezeichnen[2]. Sicher wird Titulus im Reichsurbar für Kirche gebraucht, so wenn es dort «titulus s. Gaudentii, s. Alexandri, s. Ambrosii usw.» heißt. Was aber besagt: «et titulum Lubene cum de ipsa villa»? Im Reichsurbar kommt Luwis noch einmal vor, und dort heißt es: «In villa Luvene, Zanus presbiter mansum I». Daraus lassen sich zwei Lösungen zur Erklärung der Bedeutung des Titulus im Reichsurbar erschließen. Die erste ist: Titulus = Kirche, dann wäre bei Titulus Lubene nur der Name ausgelassen, und der Presbyter Zanus ist der Priester, der die dortige Kirche inne hat. Die zweite Lösung ist: Titulus = Besitzung, und dann ist Zanus der Verwalter der dortigen königlichen Güter, und unter «Titulum Lubene» ist nichts anderes gemeint als die Besitzungen in Luwis. Ziehen wir bei der Notiz «et villa Flasce cum titulo s. Lucii» beide Lösungen in Betracht, so heißt es im ersten Fall Kirche, und wir stoßen hier auf die erste Kirche unseres Heiligen. Übersetzen wir aber Titulus mit Besitzung, so haben wir es hier mit Besitzungen der Kirche St. Lucii von Chur zu tun.

Mit dieser letzteren Lösung hatte die später dort gebaute Kirche im Laufe der Zeit erst den hl. Lucius zum Hauptpatron genommen.

b) *Funde.* Die Luziensteig selber, die alte römische Station Magia, muß schon sehr früh als Übergang von Rätien ins Vorarlbergische benutzt worden sein. Die ältesten Beweise dafür, daß dieser Paß schon sehr früh begangen war, sind wohl eine Anzahl Keramikfunde (etwa 1000 Scherben), die meist vorrömischen Charakter zeigen[3].

[1] *Stutz U.*, Karls des Großen divisio von Bistum und Grafschaft Chur. Weimar (1909), 18. *Mohr* 1, 289.

[2] *Du Cange*, Glossarium mediae et infimae Latinitatis, ed. L. Favre, 10 vol. Niort (1887), 8, 114.

[3] Diese und auch die folgenden Berichte verdanke ich der freundlichen Mitteilung des Herrn Kreisförsters W. Burkart. *K. Keller-Tarnuzzer*, Römische Kalköfen auf der Luzisteig. Jahresb. d. Hist.-Antiq. Ges. Grbd. 67 (1937) 33 ff.

Wahrscheinlich sind dabei Reste eines illyrischen Sonnenrades. Ein großer Teil der Keramikfunde ist keltisch und zwar spätkeltisch, etwa aus dem ersten Jahrhundert vor Christus. Daneben wurden noch zahlreiche römische Funde gemacht. So wurden 6 Bronzebleche aufgefunden, wovon zwei Artefakte der Urbevölkerung, indes die 4 anderen römischen Ursprungs sind. Weiter wurden auch 4 Kalköfen entdeckt, deren Datierung durch die dabei gefundenen Münzen festgelegt werden konnte. Der erste war c. 70 n. Chr. und der letzte um die Mitte des 4. Jahrhunderts im Gebrauch. Die ältesten Münzen sind unter der Regierung Vespasians (69-70) und die jüngsten unter Constans (337-350) geprägt worden [1]. Unter anderem kommen auch solche der Annia Faustina (161-175) und eine Sesterze der Annia Lucilla (180-183) mit der Legende Pietas C III 219/49. Annia Lucilla ist die Gattin des Kaisers Lucius Verus. Die nächsten Münzen gehören erst dem Zeitalter des Valerianus an (253-260). Ferner wurde auch eine *Neptunstatue* [2] von c. 100 n. Chr. aufgefunden, die einer italienischen Gießerei entstammt, und auf keinen Fall rätisches Produkt ist. Daneben wurden noch viele Knochenfunde gemacht, die von den Mahlzeiten der Arbeiter herrühren mögen, wobei die *Schweine* in der Speisekarte überwogen.

Aus diesen Funden kann man schließen, daß die Luziensteig schon in vorrömischer Zeit einer heidnischen Gottheit geweiht war. Die Überreste eines illyrischen Sonnenrades weisen auf Sonnenkult oder auf einen Lichtgott hin. Aus den zahlreichen Funden, die römischen Charakter tragen, kann man ohne weiteres schließen, daß mit der Besitznahme Rätiens durch die Römer der Verkehr über die Luziensteig nicht ins Stocken geriet, ja reger betrieben wurde. Die Neptunstatue läßt sogar einen römischen Tempel vermuten. Eine Beziehung zwischen der Lucilla Annia, der Gattin des Kaisers Lucius Verus, deren Münzen hier aufgefunden wurden, und dem hl. Lucius, der um 180 gelebt haben soll, ist keineswegs nachweisbar.

c) *Urkunden.* Ausdrücklich tritt die Luziensteig das erste Mal in einer Urkunde von 1457 und einer von 1501 auf [3]. In der ersten wird berichtet, daß die Untergebenen der Pfarrkirche des hl. Lucius im Marswalde, im Volksmunde auf der Steig geheißen, die Kirche

[1] 65. Jahresbericht der Historisch-Antiquarischen Gesellschaft von Graubünden (1935), XIII.

[2] *Th. Sprecher von Bernegg*, Aus der Geschichte der Luziensteig. Chur (1934), 13.

[3] *Jecklin*, XIV.

vergrößert und drei Altäre in derselben anbringen ließen, darunter neben dem Hauptaltare des hl. Lucius auch einen Seitenaltar zu Ehren des hl. Georg, des Märtyrers und Ritters. Die Urkunde von 1501 ist ein Urteil des geistlichen Gerichtes auf eine Klage der Pfleger der Pfarrkirche St. Luci ob dem Marswalde wegen Streitigkeiten mit Maienfeld.

Aus dem ganzen Zusammenhang heraus könnte nun geschlossen werden, daß hier ein Patroziniumwechsel stattgefunden hat, und es ist sehr wahrscheinlich, daß die Luziensteig-Pfarrkirche das Luciuspatrozinium erst später infolge der steigenden Verehrung des Heiligen erhielt. Anhaltspunkte für diese Hypothese bieten zunächst der Name Marswald (Silva Martis), der darauf hindeutet, daß hier der lateinische Gott Mars verehrt wurde[1]. Mars war aber der Gott des Kampfes und des Krieges, dem speziell die Monate März und Oktober geweiht waren. Ihm waren dann auch der Stier und das Schwein heilig, die ihm besonders als bevorzugte Opfertiere dargebracht und geopfert wurden. Die Hypothese, wonach Mars auch zugleich der Gott ist, der den Kampf des Lichtes und der Finsternis zu Gunsten des Lichtes entschied[2], dürfte wohl für Italien unhaltbar sein, hingegen ist sie für keltische Gegenden nicht ausgeschlossen, da oft der Name eines Gottes geändert wurde, ohne die Verehrung zu ändern, ein Synkretismus, der besonders in den Jahren von Roms Verfall häufig vorkam[3]. In der christlichen Aera ist nun der hl. Georg der Verdränger des Kriegsgottes Mars. Er ist der Glaubensheld aus dem Soldatenstand und sein Fest wurde gerade in der Zeit gefeiert, in der die heidnischen Feiern des Gottes Mars fielen, nämlich am 23. April und am 27. Oktober[4]. Dieser Zusammenhang zwischen Mars und Georg macht es nun sehr wahrscheinlich, daß nicht Lucius hier den heidnischen Mars verdrängt hat, sondern daß Georg, der Soldatenheilige, den Platz des Kriegsgottes Mars einnahm. Lucius wäre dann in diesem Fall erst später zum Hauptpatron erkoren worden, als der Zusammenhang zwischen Heidentum und Christentum nicht mehr verstanden wurde. Doch bleibt es nicht ausgeschlossen, daß der Gott Mars hier dem Apollo oder einer anderen

[1] Vita 5, 33.

[2] *Perret F.*, Die Götterverehrung der antiken Räter im Lichte illyrischer Mythologie. Heimatblätter aus dem Sarganserland 15.7.1936.

[3] *Pauly-Wissowa*, Real-Encyclopädie der class. Altertumswissensch. 14, 2 (1930), 1919-1965.

[4] LThK 4 (1932) 392-394; DAL 6, 1 (1924) 1021-1029. Über die in Graubünden früh bezeugten Georgskirchen vergl. *Farner*, 85 ff.

Gottheit — Perret gibt den keltischen Gott Marko an [1], die den Kampf des Lichtes mit der Finsternis zu entscheiden hatte, gleichgesetzt war. Dann hätten wir hier die Gegenüberstellung des heidnischen und des christlichen Drachentöters, welch letzter das Heidentum zu verdrängen half. Diese Hypothese würde dann auch von der Tatsache unterstützt, daß in den ersten christlichen Jahrhunderten der Kult des Mithras, der ja auch als unbesiegbarer Sonnenheld und als Stiertöter gefeiert wurde, sehr großen Anklang fand und eines der größten Hindernisse für die Ausbreitung des Christentums war [2].

3. *Das Luciuslöchlein.*

Das Luciuslöchlein, eine Felsenhöhle am Mittenberg ob Chur, setzt eine sehr alte, heimatliche Tradition voraus. Die in der Grotte gebaute Kapelle mag ihrer Bauart nach dem 15. Jahrhundert angehören [3]. Einer bischöflichen Urkunde von 1386 (Farner hat irrtümlicherweise 1385), zufolge deren es jedem rechtmäßigen Priester gestattet wird, in der Höhle auf einem tragbaren Altar die Messe zu lesen [4], können wir entnehmen, daß wir es hier mit einer ziemlich alten Tradition zu tun haben. Diese wurde dann vom frommen Volksglauben mit der Legende umsponnen [5]. Der Heilige soll von hier aus ins Tal hinaus gepredigt haben und bis gegen Reichenau hin verstanden worden sein. An diesem Ort soll er auch von den Heiden überfallen, dann aber auf wunderbare Weise gerettet worden sein. Dieses Luciuslöchlein mit seiner Tradition weist höchstens darauf hin, daß wir es hier mit einem Einsiedler zu tun haben [6], läßt aber keinen stringenten Schluß zu.

IV. Lucius in der Tradition.

A. Analyse der Vita.

1. Inhaltsangabe.

Die zweite Quelle, die für die Existenz und für das Leben des hl. Lucius in Frage kommt, ist die Tradition. Die Inhaltsangabe der ältesten Vita des Heiligen soll hier folgen.

Nach kurzem Eingang, «ad captandam benevolentiam», berichtet der Verfasser über die Tätigkeit des hl. Paulus in Rom, wie er sich

[1] *Perret*, l. c.
[2] *Poland-Reisinger-Wagner*, Die antike Kultur (1925), 104.
[3] *Farner*, 101.
[4] *Mohr*, IV, 119.
[5] *Lütolf*, l. c.
[6] *Farner*, l. c.

von den Juden abwendet und den Heiden zuwendet. Er schickt seinen Schüler Timotheus nach Gallien. Dieser kommt nach Bodoelem, bekehrt dort die Heiden und wird von einem gallischen Prinzen ermuntert, nach Britannien zu gehen, wo König Lucius herrsche. Die Folge ist die Bekehrung des letztern und dessen Entschluß, auszuwandern. Auf seiner Wanderung kommt Lucius nach « Agusta Vindalica », wo er den Patricier Campester mit seinem Volk bekehrt. Hier hört Lucius, daß Rätien noch dem Heidentum ergeben ist und beeilt sich, auch diesem Volk die Heilsbotschaft zu bringen. In Chur angelangt, bereitet er sich mit Beten und Fasten sieben Tage lang auf die Glaubenspredigt vor. Am 8. Tag verkündet er dann nach einer himmlischen Offenbarung die Nichtigkeit der Götzen und die Allmacht des einen Gottes. Wiederum vernimmt er nach der Bekehrung der Churer, daß im Marswalde noch den Götzen gedient werde. Sofort macht er sich auf den Weg dorthin. Bei der Bekehrung gibt es einen Aufstand, Lucius wird in eine Grube geworfen, steigt allein wieder heraus und macht Frieden zwischen der aufgebrachten Menge. Wie durch göttliche Fügung kommen jetzt die wilden Stiere, die als Götter verehrt wurden, und lecken die Füße des Glaubensboten. Die Heiden bekehren sich darauf, die Kunde vom Wunder verbreitet sich schnell, und die in Chur zurückgebliebenen Christen kommen dem Manne Gottes unter Lobgesang entgegen.

Hier endet die Erzählung. Kunstvoll wird das Ganze auf das moralisch-exhortative Moment hingelenkt. Vom Lebensende des Heiligen wird kein Wort gesagt.

2. Die Handschriften.

Diese älteste Form der Tradition über den hl. Lucius, die vielleicht noch einen geschichtlichen Kern enthält, überliefert uns die « Conversio vel Vita beatissimi Lucii confessoris ». Diese Lebensbeschreibung des Heiligen wurde uns in drei alten Codices übermittelt.

1. Der älteste Codex Sangallensis 567, p. 135-152 ist c. 800 entstanden, und zwar in Chur, wie aus den Stellen S. 135 hervorgeht : Diem festum celebrantes beatissimi Lucii, fratres carissimi, ad memoriam revocemus, qualiter locus iste de tenebrarum caligine liberatus, lumen rerum percepit. S. 151 heißt es : Infra cacumina montium [1].

[1] *Bruckner A.*, Scriptoria medii aevi Helvetica I. Schreibschulen der Diözese Chur, Genf (1935), 20, 22, 91 und Tafel IV.

2. Dieselbe Vita enthält auch der Codex Sangallensis 566 aus dem 10. Jahrhundert, S. 81-95, und

3. der Codex Einsidlensis 257, S. 414-418, doch sind 3 Blätter aus dieser Vita aus dem 11. Jahrhundert herausgerissen worden. Unserer Arbeit legen wir den Codex Sangallensis 567 aus dem 8./9. Jahrhundert zu Grunde. Die erste Ausgabe der Vita nach diesem Codex stammt von Lütolf, « Die Glaubensboten der Schweiz » Lucern 1871, S. 115-121, doch wimmelt es darin von falschen Lesarten. Die zweite stammt von Bruno Krusch [1]. Diese Ausgabe dient hier als Grundlage unserer Untersuchung.

Die paläographische Eigenart der Vita s. Lucii (Cod. Sangall. 567) hängt anscheinend mit norditalienischen Buchschriften zusammen. Es kann aber kein italienischer Einfluß da sein, da dieser Schrifttypus in Italien erst später als in Rätien einsetzt. Es ist hier viel eher fränkischer Einfluß anzunehmen, der schon durch die Beziehungen der Diözese Chur zum Frankenland erklärlich ist. Die Schrift ist kalligraphisch fast vorbildlich schön und gleichmäßig und mit großer Sorgfalt ausgeführt. Wir haben hier eine gewissermaßen bereits normalisierte Schrift, wie sie später in der karolingischen Schrift in hervorragender Weise entwickelt war. Sie hebt sich stark von der alemannischen Schrift ab [2].

3. Sprache und Aufbau der Vita.

a) *Die orthographische Eigenart* der Vita trägt deutliche Spuren des Vulgärlateins. Der Schreiber selber gab sich auch keine Mühe, eine einheitliche Schreibweise durchzuführen. So unterscheidet er nicht zwischen e und ae und schreibt dasselbe Wort bald mit e und bald mit ae (eternus und aeternus), vorwiegend braucht er aber e. Dann wird auch e für i, o für u, und umgekehrt gebraucht (relegio, vincolis, discipolis, cognuscatis usw.). Außerdem treffen wir die harten, nicht assimilierten Verbindungen von Konsonanten wie in obprimere, inluxerit, adgregata, adnunciate, inluminatorem u. a. m. Die Aspiration wird allgemein beibehalten, ebenso die Verdoppelung. Die ganze Schreibweise der Handschrift trägt die letzten Zeichen einer Übergangszeit an sich. Sie ist verwirrt, regellos und inkonsequent. Ganz anders als die orthographische Eigenart ist ihre

[1] Vita Lucii confessoris Curiensis, ed. B. Krusch. M. G. H. SS. rer. merow. 3 (1896), 1-7.

[2] *Bruckner*, I, 13-27.

b) *Sprache*. Es ist wegen der vielen eingeflochtenen Schrifttexte sehr schwer, ihre Eigenart herauszubekommen. An den Stellen, die der Verfasser ohne Rücksicht auf irgend einen Schrifttext verfaßt hat — deren es aber sehr wenige hat — setzt er meistens ein Verb an den Schluß, außer wenn er etwas hervorzuheben oder einen rhythmischen Schluß erzielen will, wie z. B.: Vita 2,31 ... quae talem ac totum meruit habere patronum. 2,25 ... sed apostolicis surrexit dogmatibus. 3,25 ... Magno repletus est gaudio; die gleiche Wendung in 6,17. 4,38 ... ad *con*sueta *con*currit praesidia. 4,39 ... sacris insistens vigiliis. 6,26 ... *No*stra *ne*quivit signitia u. a. m.

Er hat eine besondere Vorliebe für die kunstreich aufgebaute Periode, wobei er vom Satzparallelismus und von der Antithese weitgehenden Gebrauch macht, besonders im Satz selber, womit er dann noch viele andere Figuren verbindet wie Anaphern, Metaphern, Homoioteleuten, Homoioptoten, Alliterationen u. a. m. Auch der rythmische Satzabschluß wird vom Verfasser sehr oft und geradezu kunstgerecht angewandt. Fast jeder Satz schließt mit einem Cursus, der in seinen verschiedenen Formen hier erscheint[1]. Vorherrschend sind Cursus planus (besteht aus 5 Silben im Akzentverhältnis 2 : 5 ´ – – ´ –) und tardus (6 Silben, Akzverh. 3 : 6 ´ – – ´ – –); aber auch der Cursus velox (7 Silben, Akzverh. 2 : 7 ´ – – ` – ´ –) und der spondaicus sind vertreten (6 Silben, Akzverh. 2 : 6 ´ – ` – ´ –). Einige Stellen aus der Vita mögen genügen, um die oben aufgestellten Behauptungen zu beweisen.

Vita 6,22-27. De virtutibus vero (Alliteration) et miraculis, quibus in hoc loco vir sanctissimus claruit, non est nostrae (Allit.) facultatis evolvere (Cursus tardus), quanti caeci inluminati (C. planus), leprosi mundati et ab immundis (Paronomasie) spiritibus diversis temporibus (Homoioptote) sunt curati (C. velox), quantique (Paralellismus zum vorangehenden Satzteil und zugleich eine Anapher) a febribus et diversis passionibus sunt liberati (C. planus, zugleich ist das liberati als Schluß des Satzgliedes eine Assonanz zum vorhergehenden curati und mundati), et cetera virtutum insignia (C. tardus), quae litteris conprehendere nostra nequivit (Allit.) signitia (C. tardus und zugleich bildet das signitia eine Paronomasie zu insignia).

c) *Der ganze Aufbau* der Vita ist kunstvoll und rhetorisch fein

[1] Als Cursus bezeichnet man in der lateinischen Prosa die regelmäßigen Kadenzen am Schluß der Sätze oder Satzglieder. Vergl. *Thommen B.*, Die Prunkreden des Abtes Trithemius, Sarnen (1934), II, 85.

berechnet und abgemessen. Die Haupteinteilung ist genau wie bei einer Predigt, wenn auch die Tractatio, weil sie eben etwas rein Geschichtliches enthält, nicht nach Art einer Predigt bearbeitet werden konnte. Die anderen Teile sind dagegen danach behandelt.

Das Exordium ist ein Kunststück karolingischer Beredsamkeit. Den Zweck desselben, den Zuhörer wohlwollend aufmerksam und begierig zu machen, erreicht er ausgezeichnet, indem er sich mehr an das Gefühl und den guten Willen des Zuhörers wendet und ihn auffordert, sich mit ihm zu freuen und ihn freundlich einladet, das Leben des großen Heiligen mit ihm zu durchgehen. Auch die Themaangabe ist geschickt eingeflochten. Der ganze Eingang erinnert sehr stark an eine Stilübung einer karolingischen Schulstube, doch wird diese Vermutung hinfällig, wenn wir die Gewandtheit im Ausdruck und die Beschlagenheit in der Schrift, wie sie uns in der Vita geboten wird, weiter verfolgen.

Die Tractatio trägt dagegen den Charakter einer karolingischen Hagiographie. Nie kommt in diesem Teil irgend eine Anrede oder irgendwelche Andeutung vor, woraus man entnehmen könnte, daß er zu Zuhörern spräche. Die Einteilung der Tractatio ist mit dem geschichtlichen Verlauf des Lebens des Heiligen gegeben. Jedoch finden sich 5 nach einem bestimmten Gedankengang ausgeführte Teile. Betrachten wir diese Teile für sich und im Vergleich zu einander, so ergibt sich ungefähr beiliegendes Schema:

Vita =	2,37-3,20	3,21-4,25	4,26-4,33	4,34-5,31	5,32-7,21
Missionsauftrag	Paulus an Timotheus	Innerer Drang des Timotheus	Innerer Drang des Lucius	wie vorher	wie vorher
Missionsreise nach	Bordoelem	Brittanien	Augsburg	Chur	Silva Martis
Bekehrungsart	Predigt Signis et virtutibus	Predigt Engelerscheinung	Predigt	Predigt Himmelsstimme	Predigt Tierwunder
Erfolg	Taufe und Zerstörung der Tempel	Taufe des Lucius u. seines Reiches	Taufe Campesters u. d. Stadt.	Taufe der Churer und deren weitere Unterweisung.	Lobgesang u. Triumphzug des Heiligen.

Am Schluß der Tractatio (Vita 7,22-7,26) ist es interessant festzustellen, wie der Verfasser seine Unwissenheit mit einem schönen Mäntelchen bedeckt, eine Entschuldigungsart, die im Mittelalter gang und gäbe war [1].

Schluß. Am Ende wendet sich der Verfasser wiederum an den Zuhörer und fordert ihn auf, sich an die große Güte Gottes zu erinnern, der sich gewürdigt habe, uns einen so großen Heiligen zu schenken.

4. Literarische Quellen.

Die Quellen, die der Verfasser der Vita gebraucht hat, kann man in literarische, d. h. solche, aus denen er verschiedene Texte und auch Gedanken genommen hat, und in Legendenquellen, d. h. solche von welchen er den legendären Stoff her hat, wie z. B. Wundertaten, scheiden. Zu der ersten Art gehört vor allem die Heilige Schrift, wenn er sie auch nicht immer direkt zitiert. Diese Zitate sind aber so fein und kunstvoll mit dem übrigen Text verbunden, daß alles dies ein logisches Ganzes bildet, und wir daraus ruhig auf einen gewandten Stilisten und Exegeten schließen können.

Drei Viertel der Vita sind der Heiligen Schrift entnommen. Die Ausgabe von Krusch bezeichnet die wenigsten Schriftstellen der Vita.

Die zweite literarische Quelle, die der Verfasser nachweisbar benützt hat, ist die «Vita s. Agnetis auctore s. Ambrosio» [2]. Zur besonderen Übersicht lassen wir hier die Stellen, die der Verfasser dieser Lebensbeschreibung entnommen hat, neben dem ursprünglichen Texte folgen.

Vita Lucii. 2, 28-34.

Diem festum celebrantes beatissimi Lucii ... Hinc ergo psalmi resonent, inde concrepent lectiones, hinc tota simul in voce confessionis erumpat ecclesia ... Omnes ergo congratulemur in Domino et ad edificationem populi, qualiter nobis beati viri adventus inluxerit, perscrutemur ...

Vita s. Agnetis. Cap. 1, 1.

Diem festum sanctissimae Virginis celebremus. Hinc psalmi resonent, inde concrepent lectiones. Hinc populorum turbae laetentur, inde subleventur pauperes Christi. Omnes ergo gratulemur in Domino, et ad aedificationem Virginum, qualiter passa sit Agnes, ad memoriam revocemus.

[1] *Günter*, 178 ff.

[2] ASS 21. Januar. Antverpiae (1643) Januarii II, p. 351.

6. 20-23.	Cap. II, 11.
Tunc, clara voce, audientibus cunctis, hanc fudit orationem a Domino: « Omnipotens, adorande, colende, tremende, benedico te, quia per Filium tuum unigenitum evasi minas hominum impiorum, et ...	Tunc B. Agnes expandens ... his verbis orationem fudit ad Dominum: « Omnipotens, adorande, colende, tremende, Pater Domini nostri Jesu Christi, benedico te quia per Filium tuum unigenitum evasi minas hominum impiorum ...

Der erste Text bildet die Einleitung der Vita und ist in der Vita des hl. Lucius ein wenig weiter ausgeführt. Der zweite Text kommt auch als 4. Responsorium des ältesten Churerbreviers, das mit dem « Omnipotens » anfängt, vor. Auch das erste Responsorium fängt mit « Diem festum » usw. an [1], hat aber lange nicht eine so große Ähnlichkeit mit der Vita, wie der gleiche Passus aus der Vita s. Agnetis. Aber noch andere Ausdrücke und Wendungen der Vita scheinen darauf hinzuweisen, daß der Schreiber wirklich die Vita s. Agnetis gekannt habe. So gibt er den unvernünftigen Ochsen die gleichen Attribute wie die Vita der hl. Agnes den Götzen [2]. Auch die Vorstellung des Lucius beim hl. Timotheus wird in den gleichen Ausdrücken geschildert wie die Vorstellung der Agnes beim Praefekten [3], und der Lobgesang des wunderbar vom Tode auferweckten Jünglings stimmt fast wortwörtlich mit dem der bekehrten Ochsenverehrer der Silva Martis überein [4]. Als weitere literarische Quelle, wohl nur dem Sinn, nicht dem Wortlaut nach zitiert, darf ein Symbolum gelten, das deutlichen Anklang an das nicaenische Glaubensbekenntnis hat [5]. Gestützt auf das « et Filio », das darin vorkommt, verweist Krusch auf die Expositio Fortunati des Symbolums Quicumque wegen der Procession des Heiligen Geistes « ab utroque ». Dieser Ausdruck war schon in der Zeit, bevor die Vita St. Lucii entstand, laufende Münze im Occident [6]. Das Credo selber hat ziemliche Ähnlichkeit mit der Ratio de cathecizandis rudibus [7]. Andere Quellen, die der Schreiber der Vita s. Lucii benützt hat, bietet möglicherweise auch das dritte Buch der Dialoge Gregors.

[1] Churerbrevier von 1480, fol. o VII v. und o VIII r.
[2] Vita 6,3 = Vita Agnetis, Cap. I, 6.
[3] Vita 4,3 = Vita Agnetis, Cap. I, 5.
[4] Vita 6,37 = Vita Agnetis, Cap. II, 10.
[5] Vita 3,34 und 4,5 ff.
[6] Dies verdanke ich der freundlichen Mitteilung v. Dr. P. G. Morin in München.
[7] *Heer J.*, Ein karolingischer Missions-Katechismus, Freiburg i. Br. (1911) 77 ff.

Darauf weist das «vir Dei» hin, und «Stellarum globus» und die Missionsweise des Lucius in Bordoelem [1]. Daß er überhaupt mit der mönchischen Tradition nicht ganz unbekannt war, beweist der Umstand, daß er verschiedene Gedanken, die in der Regel des hl. Benedikt vorkommen und spezifisch benediktinisch und mönchisch sind, verwendet oder fast wörtlich anführt, wie z. B. «Schola domini nostri Jesu Christi» und «sed magis maledicentes se benedicere», welch letzter Ausspruch, der auch in der Heiligen Schrift enthalten ist (I Petr. 3,9), hier fast wörtlich aus der Regel zitiert wird [2]. Auch braucht er verschiedene Wendungen, die in den täglichen Meßgebeten vorkommen: «et salutaribus moniti» (Einleitendes Gebet zum Paternoster der hl. Messe) [3], und: «ad laudem et gloriam nominis tui» (Suscipiat der hl. Messe) [4]. Auch der Wunsch nach der Weltflucht, den der hl. Lucius nach der Bekehrung hat, begegnet uns öfters in der Liturgie [5]. Welche liturgische Quelle der Verfasser gebraucht hat, ist nicht zu ermitteln. Wenn auch das Gelasianum (Papst Gelasius 492-496) zur Zeit der Entstehung der Vita in Chur war [6], so haben wir dennoch keinen Beweis dafür, daß der Verfasser der Vita es gebraucht hat.

Zusammenfassend kann man sagen: Der Verfasser der Vita ist besonders in der Schrift und Liturgie bewandert, und er hat in der Vita sehr reichen Gebrauch von solchen Texten gemacht. Daneben hat er auch die Legende der hl. Agnes verwendet. All diese Texte hat er dann kunstvoll miteinander verbunden und kombiniert und zu einem schönen Kleid verwoben, das würdig ist, die Gestalt eines Königs zu schmücken.

(Schluß folgt.)

[1] Vita 5,14; 5,12; 4,17 und Gregorii Magni Dialogi libri IV (Fonti per la storia d'Italia, ed. Moricca), Roma (1924), S. 25, 77, 96, 131.

[2] Vita 6,14 und 15 = Regel des hl. Benedikt, Prolog und Kap. 4.

[3] Vita 2,39 und 40.

[4] Vita 6,31. Das «Suscipiat» selber kommt nicht in allen Sakramentarien vor, es fehlt auch im Gelasianum. Vgl. *Brinktrine*, Die hl. Messe, Paderborn (1931) 97.

[5] Gelasianum, Orationes No. 139, 231, 300, 1336, 1337.

[6] Das fränkische Sacramentarium Gelasianum in alemannischer Überlieferung, herausgegeben von *K. Mohlberg*, Munster in Westf. (1918) Einleitung.

Zu Bruder Klausens Sprüchen und Gebet.

Von P. Dominikus PLANZER O. P.

Schon vor längerer Zeit stieß ich im Katalog der deutschen Handschriften der Universitätsbibliothek Prag auf die Notiz, daß in der Hs. *XVI. G. 29* Bruder Klaus zugeschriebene Stücke enthalten seien [1]. Diese Angabe schien mir der Überprüfung wert und die Leitung der Universitätsbibliothek Freiburg i. Ü. veranlaßte in dankenswerter Weise, daß ich die Handschrift in aller Muße in Freiburg einsehen konnte. Ich berichte hier über das Ergebnis dieser Einsichtnahme und beginne vorerst mit einer Beschreibung derjenigen Teile der Handschrift, die uns besonders interessieren.

Prag, Universitätsbibliothek Hs. XVI. G. 29 (so im Kat., auf dem Rücken und der Außenseite des vordern Buchdeckels, auf der Innenseite des Einbandes des von Hd. XIX. Jhs. : *XVI. G. 37*). Papier. Wasserzeichen : Wage in Doppelkreis mit aufgesetztem Stab, der von zwei Perlen und sechslappiger Blume gekrönt wird (vgl. unten S. 41). 123 × 90 mm. 1 + 448 (davon 443 alt numerierte) Bll. ; ein weiteres Bl. wurde auf den Deckel geklebt. Im Text 17-21 durchgehende Zeilen ; im Index bis 29 Zeilen. Gut leserliche Halbkursive : Rubriken und Invokationen rot, anderes rot unterstrichen.

Bl. 1 recto : *Soc[ietat]is Jesv Colleg. Crumlo* [2] (Hd. des XVI.-XVII Jhs.). Dann Anfang des Textes : *Nota bene. Sic pie, iuste et caste debet vivere* . . .

Bl. 30 r - 31 r : unsere Stücke.

Bl. 31 r - 84 v : Deutsche Betrachtungen, die im Index Bl. 444 r als *Bona meditatio et graciarum accio tocius vite et passionis Cristi* bezeichnet werden. Anf. : *Ach lieber iesu, dw fun marie, mein herr vnd got, schöppffer vnd erlöser, mach mich wirdig vnd nym mich vnwirdiges würmlein vnd dein vndanckpers Creatürlein auff* . . . Schluß :

[1] *W. Dolch*, Katalog der deutschen Hss. der K. K. Öff. und Universitätsbibl. zu Prag. Prag, Calve 1909. 88-92 n. 151.

[2] Böhmisch-Krumau (Cesky Krumlov).

. . . Vnd zw der iunckfrawen als zw meiner muter hab. Darumb verleich mir nun dein gnad, daß ich albeg müg dein allerliebsten willn volpringen vnd laß mich darauß nit vallen, ob ich ſchon gern auß menſchlicher plödikait, poſhait oder gewonhait wolt: mach auch, mein parmherziger iesu, ein menſchen auß mir nach deinem vnd deiner iunckfrawen, der himliſchen künigin maria, allerliebſten willen. Amen. Fili marie. Miserere nobis. Amen. Jesus, Maria, Anna. Finis [1].

Bl. 442 v: *Explicit iste libellus. Sub anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quarto. In die Marga* eingefügt: *finis. laus deo rethe virginis. Amen. Jesus † Maria. Nicolaus.*

Bl. 443 r - v: Nachträge.

Bl. 444 r - 449 r: *Sequitur Registrum super his, que continentur in hoc libellulo.* Darin Bl. 444 r: *Bona doctrina fratris Claus cum tribus oraciunculis.* xxx. *Bona meditatio et graciarum accio . . .* (wie oben).

In Verbindung mit der ausführlichen Beschreibung der ganzen Handschrift [2], wie sie uns der erwähnte Katalog bietet, können wir uns ein hinreichendes Bild von der Hs. machen, so daß ich gleich die einschlägigen Texte biete.

1 *Von prüeder Claufen yn ſchweytzerland merck ein leer:*

Prueder Claus ward gefragt vnter anderen kirchfertern (sic) *von ainem geiſtlichen priester, was aynem anfahenden menſchen* 5 *das nützest wer zw petrachten vnd ſprach, das etlich hielten das, Das leyden christi, den gemain tod, vnd das iungſt gericht. Da antburt prueder Claus vnd sprach: Das leyden christi, Der gemain tod, vnd das iungſt gericht zw petrachten iſt notturfftig, aber ainß iſt nötter, Das iſt, das der menſch ſey ains rayuen gewiſſens, das* 10 *er sey weniger wortt vnd gernn allain ſey, offt lautterlich peichtet, vnd nit mer gepraucht ſpeyß vnd tranck, dann die notturfft erayſcht. Wenn er das thuet, so peraytt er demm herrn ein ſtat, vnd so die ſtat peraytt iſt, dennen so kumbt der herr vnd peſitzt ſy vnd leret den menſchen petrachten, sein vnſchuldigs pitters leyden vnd sterben,*

[1] Die Angaben des Kataloges über das erwähnte Stück sind nicht besonders deutlich; man könnte beinahe den Eindruck gewinnen, als ob auch dieser Teil Bruder Klaus zugewiesen sei. Indessen ist das gar nicht der Fall und die Betrachtungen haben mit Bruder Klaus nichts zu tun.

[2] Es handelt sich bei der Hs. um eine für das XV.-XVI. Jahrh. charakteristische Sammlung mystischer und asketischer Traktate und Texte in lateinischer oder deutscher (immer oberdeutscher) Sprache.

den gemainen tod, das iungst gericht, vnd alles das, was sein göt-
licher will vnd wolgefallen ist, vnd dem menschen nutz iſt an ſeel
vnd leib. Das ſelb ist er yn lernen vnd vnterweyſen, Spricht
prueder claus.

Prueders clauſen gewönlichs gepet.

O Mein gott vnd mein herr, nym mich mir, vnd gib mich gantz
zw aygen dir.

O mein gott vnd mein herr, nym von mir alles das mich hindert
gegen dir.

O mein gott vnd mein herr, gib mir alles das, das mich ffüerdert
zw dir.

Amen.

Es folgt die Rubrik: *Däs gepet.*

Es ist nicht ganz leicht ein Urteil über die historische Zuverlässigkeit der in der Prager Handschrift überlieferten Sprüche und die eigenartige Form des Gebetes zu geben. Vorerst liegt die Herkunft der Handschrift im Dunkeln: Das Jesuitenkolleg in Krumau ist bloß nachträglicher Besitzer derselben. Aus dem Wasserzeichen ist wenig über die Entstehung der Hs. zu entnehmen [1]. Am meisten läßt sich noch aus der Sprache der Stücke erschließen, die sicher oberdeutsch ist. Da Bruder Klaus als Bruder Klaus im Schweizerland bezeichnet wird, dürfen wir wohl das Gebiet der damaligen Eidgenossenschaft nicht mehr in die Gegend einbeziehen, in welcher die Hs. gefertigt wurde [2]. So bleibt am ehesten etwa das südliche Deutschland als vermutliche Heimat der Handschrift oder ihrer nächsten Vorlage anzunehmen. Daß Bruder Klausens Ruf früh in diese Gegenden drang,

[1] Der Kreis um die Wage etwa wie in Briquet 2498 (nachgewiesen für Gurck um 1500); der Kreisaufsatz ähnlich wie Briquet 2522, aber höher. Von den bei Briquet (vgl. 2478, 2479, 2480) angeführten Beispielen eines Doppelkreises um eine Wage kann keines für Zentraleuropa nachgewiesen werden. Briquet 2480 ist beispielsweise in Olmütz 1511-14, Breslau 1507-15 feststellbar. Trotzdem ist aus dem Wasserzeichen unserer Hs. kein eindeutiger Schluß auf deren Herkunft zu ziehen.

[2] In der Tat kennen nur deutsche, vor allem süddeutsche, Quellen über Bruder Klaus eine ähnliche Bezeichnung des Seligen. Bis 1528 sind etwa zu erwähnen: *Bruder Niclausen im Schweizerland* (*Durrer*, 49); *Bruder Clausen zu Schweicz* (361); *Bruder Claus in Schwyz* (381); *Fr. Nycholaus apud Helvetios* (397); *Nicolaus ille famosus eremita in Suita* (582); *Bruder Clausen ynn Schweitz* (643) usw.

ist sicher[1]. Infolgedessen dürfte vonseiten der Herkunft der Hs. kein irgendwie ernster Einwurf gegen die Echtheit der Bruder Klaus zugewiesenen Stücke gemacht werden können. Freilich im einzelnen nachzuweisen, auf welchen Wegen Spruch und Gebet in die Hs. gelangten, wird auf Grund äußerer Kriterien nicht möglich sein.

Wir wenden uns deshalb der Untersuchung der Stücke an sich zu und beginnen mit Bruder Klausens Gebet. Nach Rob. Durrers zuverlässigen Zusammenstellungen setzt unsere Kenntnis des Gebetes mit 1531 ein: in Seb. Franks[2] Chronik heißt es: *Sein gebätt war under andern: O got nimm mich mir und gib mich gantz zu eigen dir.* Der Rest des Gebetes fehlt. Die vollständige, immerhin etwas knappere, Form desselben begegnet uns um 1540 in einem protestantischen Flugblatt[3]. 1546 berichtet die Chronik Joh. Stumpffs[4] beinahe mit denselben Worten wie Seb. Frank: *Sein gebätt was under anderem O Gott nimm mich mir und gib mich gantz zu eigen dir etc.* Auch Adam Walassers[5] Neuausgabe des Traktates von Bruder Klaus und dem Pilger (1560) fügt das Gebet bei: *O Du mein Herr und Gott, nimm mich mir* etc. Schließlich bieten die Bruder-Klausen-Biographie Ulr. Witwylers[6] (1571) und die von Petrus Canisius[7] herausgegebenen Betrachtungen und Gebete des Bruder Klaus das Gebet in folgender Normalform:

I. *O Herr nimm von mir*
Was mich wendet von dir

II. *O Herr gib auch mir*
Das mich kehret zu dir

III. *O Herr nimm mich mir*
Und gib mich gantz eigen Dir[8].

Man sieht gleich, daß die Prager Hs. die Reihenfolge der Strophen ändert; sie ist: III. I. II. Es drängt sich unwillkürlich die Frage auf, ob diese Reihenfolge nicht die richtige sein könnte. Man muß zwar zugeben, daß die Witwyler'sche Fassung, die nach Rob. Durrer auf

[1] Schon 1486 ist der Ruf Bruder Klausens in ganz Deutschland verbreitet *Durrer*, 352. Dazu etwa *Durrer*, 584 u. ö.

[2] *Durrer*, 657. [3] *Durrer*, 649. [4] *Durrer*, 708.
[5] *Durrer*, 759. [6] *Durrer*, 787. [7] *Durrer*, 836.

[8] Witwylers Fassung ist bis auf wenige rein sprachliche Verschiedenheiten mit derjenigen des Canisius identisch; bloß im letzten Vers fehlt *gantz*! Beide Fassungen haben *eigen* statt *zů eigen*.

[illegible]

Wie dem auch sei: sicher bietet uns die Prager Handschrift den ältesten bisher bekannten Textzeugen für das ganze Gebet Bruder Klausens, sehr wahrscheinlich auch die zuverlässigste Überlieferung desselben.

Im Lichte der bisherigen Darlegungen ist nun auch der in der Prager Hs. überlieferte Spruch zu betrachten. Die Tatsache, daß er in Gemeinschaft mit einem sicher Bruder Klaus zuzuweisenden Gebet zuverlässiger Überlieferungsform und unter ausdrücklicher Zuweisung an Bruder Klaus auf uns gekommen ist, spricht a priori eher für dessen Echtheit. Freilich einen stringenten Beweis für dieselbe zu führen wird nicht gelingen, ist mir wenigstens nicht gelungen.

Für die Echtheit spricht neben dem Gesagten vor allem die Tatsache, daß Bruder Klaus zahlreiche Sprüche zugeschrieben werden, an deren Echtheit kaum zu zweifeln ist[1]; aber wohl kein Spruch, der außerhalb seiner Biographien überliefert ist, ist schon für 1524 bezeugt[2]. Die Überlieferung unseres Spruches ist also verhältnismäßig alt, sie erfolgt auch in einem glaubwürdigen Zusammenhang. Denn, daß Bruder Klaus zahlreiche ähnliche Fragen vorgelegt wurden, ist nicht zu leugnen; und mir scheint die einem so großen Betrachter des Leidens Christi vorgelegte Frage, ob es besser sei über die Passion oder über den Tod und das letzte Gericht zu betrachten, so hinterlistig zu sein, daß sie wohl einer wirklichen Situation entsprechen könnte. Auch die Antwort verrät die gesunde Art, mit der Bruder Klaus seine unbequemen Frager abzuspeisen pflegte[3]; vielleicht hatte der

[1] Die Sprüche des Seligen begegnen uns vorerst in biographischen Notizen oder in Berichten über Besuche im Ranft (vgl. etwa *Durrer*, 38 ff.; 47 ff., 87, 203, wo verboten wird, Bruder Klaus mit unnötigen oder verzwickten Fragen zu belästigen, 404 ff., 431 f., 547 f. usw.). Der erste selbständige Bericht über Bruder Klausens Aussagen ist der bekannte Traktat über Bruder Klaus und den Pilger im Augsburger Druck ca. 1487; vgl. *Durrer*, 361 ff. Aber selbst in diesem Traktat ist die eigentliche Spruchform (*Bruder Klaus sagte ...*) oder gar die Fassung des Spruches in der Form eines Gedichtes noch nicht oder kaum zu erkennen; es handelt sich vielmehr um eine systematische Darlegung der mystischen Lehre des Einsiedlers, vor allem um eine Sammlung seiner Betrachtungen.

[2] Die eigentlichen Spruchsammlungen setzen mit den Mitteilungen in der Bruder Klausen Biographie Witwylers um 1571 (*Durrer*, 783-787: *Bruder Clausen christenliche Sprüch unnd güte lehr)* ein; noch umfangreicher ist die Sammlung in den 1585 von Petrus Canisius herausgegebenen Betrachtungen und Gebeten (*Durrer*, 817-847; die Sprüche 837-841 und 845-847).

[3] Ein herrliches Beispiel ist die Art, mit der Bruder Klaus den Abt Georg von St. Stephan in Würzburg heimschickte. *Durrer*, 347.

Priester nötig darauf hingewiesen zu werden, daß ein reines Gewissen, die Liebe zur Einsamkeit, der mäßige Gebrauch irdischer Güter, wie Speise und Trank, die gute Beichte, die Grundlage jedes gedeihlichen Anfanges im geistlichen Leben sei. Von diesem Standpunkt aus ist also die Echtheit durchaus nicht unwahrscheinlich [1].

Ich verhehle indessen nicht, daß gegen die Echtheit vielerlei eingewendet werden kann. Wer mit der Überlieferung spätmittelalterlicher Texte einigermaßen vertraut ist, weiß, welch sonderbare Schicksale mystischen Traktaten und Sprüchen zuzutrauen sind, wie sie in wechselnd mannigfaltiger Form immer wieder auftauchen [2]. Man wird auch darauf hinweisen können, daß etwa die Meister Eckhart zugeschriebenen Sprüche, nach der rein literarischen Form betrachtet, eine große Ähnlichkeit mit unserm Spruch aufweisen [3]; daß ähnliche Gedankengänge etwa Tauler zugewiesen werden könnten [4]. Ich habe deshalb nach allen Seiten hin zahlreiche Nachforschungen unternommen, den Spruch aber trotzdem nirgends in dieser Form entdecken können. So glaube ich doch nach allem eine gewisse Wahrscheinlichkeit dafür in Anspruch nehmen zu dürfen, daß der Spruch Bruder Klaus zuzu-

[1] Dabei muß ich freilich betonen, daß ich eine unserm Spruch ähnliche Stelle in den bei Durrer gesammelten Äußerungen des Seligen nicht entdecken konnte.

[2] Immer noch maßgebend für die Erklärung dieser Vorgänge ist die ausgezeichnete Untersuchung von *Adolf Spamer*, Über die Zersetzung und Vererbung in den deutschen Mystikertexten. Diss. Giessen 1910.

[3] Meister Eckharts Sprüche, deren Echtheit im einzelnen zu untersuchen ist, bei Meister Eckhart hrg. von *Franz Pfeiffer*, 4. Aufl., Göttingen, Vandenhoeck 1924, 597 ff., dann in dem von Pfeiffer fälschlich *Liber positionum* genannten Sammeltraktat, das. 631 ff. Zu Bruder Klausens Spruch kann etwa herangezogen werden 600, 1-3: *Aber sprichet er: swer dâ wil sîn ein sun des himelschen vaters, der sol den liuten fremede sîn und ime selber verre unde von innen luter unde sol ein gereinet gemüete hân.*

[4] Tauler ist überhaupt jener Mystiker, der seiner ganzen Geisteshaltung nach Bruder Klaus am nächsten steht; vgl. etwa als Illustration unseres Spruches: *Tauler*, 154, 26 ff. ed. Vetter: *Aber wissent: wel gůt mensch sich zů dem woren gerechten gebette keren will, das sin gebet in der worheit gehört werde, der sol den rúggen haben gekert allen zitlichen und usserlichen dingen und was nút götlich enist, es si frúnt oder frömde, und von aller italkeit, es si kleider oder kleinöter, oder was es ist, des Got nút ein wore sache enist und gehört im zů, das er besnide sine wort und wandelunge von aller unordenunge inwendig und uswendig. Alsus sol sich der mensche bereiten zů dem woren gebette.* Manch ähnlicher Gedanke findet sich auch in der Predigt 52 (*Tauler*, 234, 28 ff. ed. Vetter, vor allem etwa 235,4 ff.), wo es ähnlich wie bei Bruder Klaus heißt, daß jene, die sich von den Kreaturen einnehmen lassen, wissen sollen *das si die stat bekumbernt* (= besetzen) *do got inne wonen solte*. Ferner 214,15 ff. und viele andere Stellen.

weisen ist, vor allem, weil er in Gemeinschaft mit seinem echten Gebet überliefert wird. Vielleicht ist jemand so glücklich, daß es ihm gelingt, eindeutige Parallelen oder gar das literarische Vorbild unseres Spruches zu entdecken. Aber selbst in diesem Falle wäre Vorsicht geboten, denn dank der ausgezeichneten Forschungen Rob. Durrers sind wir längst darüber im klaren, daß auch Bruder Klausens mystische Lehre und Praxis von der spätmittelalterlichen deutschen Mystik bedingt und beeinflußt war.

Aus Renward Cysats Sammelbänden.

Mitgeteilt von Leo WEISZ, Zürich.

Die Bürgerbibliothek Luzern behütet in 19 stattlichen Handschriftenbänden (M 97 fol. Coll. A bis U, Band H fehlt) die Aufzeichnungen, Sammlungen, Übersetzungen und Abhandlungen jenes vielseitigen Stadtschreibers der Luzerner im 16. Jahrhundert, den wir als letzten, allerdings schon stark barocken Vertreter des Humanismus heute noch staunend bewundern. Seine Sammelbände enthalten, auf den ersten Blick zusammenhanglos aneinandergereiht, ein riesiges, äußerst wertvolles historisches Material, das vielfach aus nicht mehr vorhandenen Quellen und auf persönlichen Forschungsreisen Cysats, an Ort und Stelle geschöpft wurde. Dieses Material blieb bisher, im großen Ganzen, unerschlossen. Wohl wurden aus ihm bereits manche Rosinen gepickt, doch die systematische Aufräumung dieses grandiosen Trümmerfeldes, das so viele Überraschungen verspricht, scheute man.

Eine glückliche Fügung ließ mich den Schlüssel finden, der in die Anlage dieser Sammlung plötzlich helles Licht wirft. Es zeigt sich nämlich, daß wir in diesen Bänden mit ziemlich systematisch geordneten Bausteinen zweier, neben einander geplanter, breit angelegter Geschichtswerke zu tun haben. Das sind eine eidgenössische und eine noch größere Luzernergeschichte, die in der Eidgenossenschaft *erstmals* den Versuch darstellen, die «Chronik» durch pragmatische Darstellung zu ersetzen, und sogar *soziologische* Betrachtungen anzuknüpfen. Da halte ich es nun für meine Pflicht, die besonders reichhaltige und neuartige «Luzerner-Chronik», für die Cysat bereits große Partien vollständig ausgearbeitet hat, mit Hilfe des gefundenen Bauplanes zusammenzutragen. Durch ihre Veröffentlichung hoffe ich Luzern ein Geschenk machen zu können, das ihm Freude bereiten wird, handelt es sich doch dabei um die Ehrung einer Arbeit, um deren Vollendung sich einer der besten Söhne Luzerns sein ganzes Leben hindurch bemüht hatte, doch daran, durch Staatsgeschäfte, bis auf die endgültige Redaktionsarbeit gehindert wurde. So hinter-

ließ er uns allerdings nur Fragmente, aber Bruchstücke, um die Luzern beneidet werden darf.

Unter diesen Bruchstücken befinden sich viele, die sich mit den *kirchlichen* Verhältnissen und Denkmälern der Luzerner Landschaft, aber auch anderer Kantone, beschäftigen. Diese sollen hier allmählich veröffentlicht werden. Es muß allerdings eine starke Einschränkung stattfinden. Die reichhaltigen Auszüge, die Cysat aus den inzwischen teilweise zugrundegegangenen *Jahrzeitbüchern* von Luzern, St. Urban, St. Anna, Kriens, Rotenburg, Hochdorf, Wynikon, Horw, Emmen, Rot, Menznau, im Rein, Udligenschwil, Entlibuch, Dobelschwand, Rormos, Eschlismatt, Schüpfen, Hasle, Engelberg, Ebikon, Rußwyl, Uri, Buttisholz, Wangen, Altishofen, Groß-Dietwyl, Reiden, Geiß, Eschenbach, Buchrain, Sempach, Nüwenkilch, Inwyl, Adligenschwyl, Littau, Hohnrain, Willisau, Marpach, Baldegg (wir folgten der Reihenfolge der Eintragungen), machte, und deren Publikation wohl das größte Interesse beanspruchen dürfte, müssen schon aus ökonomischen Gründen, für das Quellenwerk zur Entstehungsgeschichte der Eidgenossenschaft vorbehalten bleiben. Doch, es bleibt auch so noch genügend Material übrig, das sicherlich Interesse finden und Interesse wecken wird. Die von Cysat am allerausführlichsten behandelten kirchlichen Verhältnisse der Stadt Luzern selbst und die Geschichte ihrer Kirchen können hier, aus Gründen der Raumknappheit, nicht berücksichtigt werden.

Von der Kilch zu Uffhusen.

Ex relatione Curati eiusdem Loci et quorundam Conventualium Monast. S. Urbani ibidem in ipso Monast.

20. Martii 1585.

Et ex aliis inditiis coniecturis et monumentis in Cancellaria Lucernensi existentibus.

(Band A. pag. 91.)

Uffhusen ist vor Zyten ouch eine Burg gewesen, von Edellüten dieses Namens, volgends aber uff ihr Absterben, von den edlen von Büttickon bewonet, aber in dem Landskrieg (1374) zerstört. Harnach durch einen Herrn von Büttickon, Ritter, zu einer Kilch und Pfarr gestifft und gebuwen, uff der Hofstatt und Bühel, da die alte Burg gestanden. Die Zyt aber, wann es beschehen, ist bishar noch verborgen. Diese Kilch ligt unfeer von Zell in der Grafschaft Willisow. Es ist

ouch dieser Stifter ein treffenlich küner Ritter, darzu ouch ein überuß großer, starker, langer Mann gwesen, das bezügent sine Bein, die in der Kilchen daselbs, in einem Gehöl in der Muren ob der Sacristythür, vergattert, ligent und gesehen werdent. Er soll auch ein Wallfart über Meer zu dem heiligen Grab Christi gethan und ein Stuck Heiligthumb von dem heiligen Crütz Christi bekommen haben. Was gstalt aber ist ungwüß, allein, daß man ihme ernstlich darumb nachgeylt und wieder von ihme nehmen wöllen. Er aber habe ez mit großer Sorgfaltigkeit und wunderbarlichem Flyß darvon bracht, wöllichs er nun in diese Kilch verordnet. Ward auch in ein kostlich silberin Crütz gefasset und harnach A° 1582 sampt dryen Kelchen uß der Kilchen verstolen. Also, daß man nie erfahren mögen, wohin es kommen und wer es gethan habe. Aber ungefahrlich vor zweyen Jahren haben die Kilchgnossen denen von Willisow ein Stücklin uß diesem Heiligthumb verehret.

Nota : Ungfarlich A° 1560 hat man under dem verfallenen, zerstörten Gmür und Züg des geschliessenen und verbrannten Schlosses Uffhus, am selben Bühel, ein alten, ysinen Boler, so zimlich große Kuglen triben, funden, der nun sydt der Zyt der Zerstörung, so sich domalen schon über die 200 Jahr bezogen, dagelegen und allda gebrucht worden sin muß. Damit wird bezügt, daß da Gottshus nit erst A° 1440, wie ettlich schrybent, sonder lang darvor erfunden oder yedoch uffs wenigost nit so gmein und groß gewesen, wie sidhar.

Hochdorf.

(Band A. pag. 178.)

Ze wüssen, daß yn dem 1584 Jahr allhie ze Hochdorf, durch böse und freffenlich schölmen und dieben, die Kilchen und Sacrasty und Sacramenthüsli, uffgebrochen worden, verhoffend ettwas do ze finden, namlich Kelch, Monstrants, Crucifyx, yedoch ist ein Verlurst und Diebstal bschechen, namlich ein sylberin Crucifyx, sampt einem sylberin Gefäß und Gschirlin, dorin das H. Hochwirdig Sacrament behalten. Und hand sunst nütts von Sylber noch Gold do gfunden, dann ein Lütpriester, sampt den übrigen Priestern die Kelch in yr gwarsame behalten ghan. Was noch auch an Zierd und Ehr gsin ist, als die Monstrants.

Uff solchs, do ist Heini Rast, der Pfleger do zu malen, mit den Kilchmeyern ze Rat gangen, domit man an dstatt diser verlorne Stuck

andre ließe machen, welchs nun durch die Kilchmeyer gut geachtet und verwilliget, und mit Erloubnyss eines Herrn Vogt, der in diesem einhellig gsin, und ist also ein sylberin Kruttzifix, samt dem Gefäß und Gschirlin zu dem H. Sacrament, uffs Martini gemacht gsin. Kostent das Crucifyx LXVII Gulden und das Gschirlin VIII Gulden, summa Summarum LXXV Gulden. Und ist geschen yn obgemeltem Jar, under Herrn Landvogt Krusen und Lütpriester Johann Entli, und beyden Herren Caplanen S. Petri und Pauli, und H. Krützes und Kilchpfleger Heini Rast.

Ursprung und Erbuwung der Cappell am Rein in Hochdorfer Kilchöri und Rotenburger Ampt gelegen.

(Band A. pag. 179 f.)

Als dann ein gemeine Gepursame am Rein in Hochdorfer Kilchöri erwogen und betrachtet, wie daß sy ihrer ordenlichen Pfarrkirchen ze Hochdorf eben wyt gesessen, und vielmalen Ungewitters und anderer Zufällen halb, besonder aber alte, schwache und kranke Lüt, auch schwangere Frowen, ihren schuldigen Gotzdienst in der Pfarrkirchen daselbst nit ohne Gefahrlichkeit und große Beschwernuß besuchen und verrichten mögen, deshalb mit gemeiner Beratschlagung und uß christlichem Yfer, in dem Jar des Herrn 1485, daselbs am Rein ein schöne, nüwe Cappell, in S. Jacobs, des heiligen Apostels Ehr, auch in ihren eigenen Costen uferbuwen und die zukünftigen Gots diensten verordnet. Und aber weil ihnen zu söllichem noch gemanglet, Kelch, Bücher, Bezündung und andre Gezierden, zu söllichem Gots dienst notwendig, wöllichs nun in ihrem Vermögen nit gewesen, haben sy mit Hilf und Zutreten vieler frommer gotseliger Christen, Manns und Wybs, auch geistlich und weltlicher Personen, ein lobliche Bruderschaft in hochermeldte heiligen Apostels, S. Jacobs, Ehren angefangen und ufgericht, domit also durch derselbigen und andrer frommer andächtiger Christglöubigen, in gegenwirtigen und künftigen Zyten milte Handreichung, Stür und Hilf, disc Capell in ihrem Gebüw, auch sonderlich mit dem Gotsdienst und Kilchenzierden, nach Notturft, versechen und erhalten werden möchte, alles zu Lob und Ehr Gottes, dem Allmächtigen und aller himlischen Chöre, auch zu Heil und Trost Lebender und Abgestorbener, darum sy dann auch nachvolgende Ablaß und Indulgentz domalen von Rom har, von diesen nachgenannten Cardinalen erworben und erlangt, lut derselbigen Bull, so geben und

gefertiget zu Rom, den 3.ten Tag Junii Anno 1485, in dem ersten Jar Bapst Innocentii des 8.ten. Wöllichs auch hernach, von Bischof Ottone zu Costantz bestätiget worden, lut des Briefs, darüber geben zu Costantz, den 24.ten Tag Januarii Anno 1486.

Und ist dies der Aplaß:

Marcus, Bischof zu Praevestin; *Julianus*, Bischof zu Ostien; *Franciscus*, des Titels S. Eustachii, Diacon, *Raphael*, des Titels S. Görgen zum guldinen Tüchlin, Diacon. All vier, der heiligen römischen Kirchen Cardinäl, verlichend uff ewige Zyt allen Christglöubigen, so wahrhaft gerüwet und gebicht, und diese Capell järlich, uff den Tag der Kilchwiche, namlich uff S. Jacobs Tag, von der ersten bis zu der anderen Vesper, auch im Jar alle Frytag in der Fronfasten besuchend, mit Andacht, und ihr Stür oder Handreichung zu Erhaltung der Kirchenzierden und des Gebüws dahin thun und geben werden, namlich zu jedem söllicher Tagen, und von jedem dieser obgenannten Cardinalen insonderheit, 100 Tagen Ablaß uffgelegter Bußen.

Triengen.

(Band A. pag. 182 f.)

Ghört zu der Vogty Büren. Herr Hermann Günther Pfarrherr daselbs 1420.

Von der Stiftung der Kilchen und Wyhung derselbigen und des Fronaltars (so vil die Zyt und von wem dz bschehen) ist unbewußt und kein Verzeichnuß ze finden. Allein uß Tradition und Bericht der Alten, daß die Stifter einen fürnemen Meyerhof daselbs verordnet und vergabet, wöllchen man nempt, den Wydumbhof (kompt har von dem latynischen Wort: vicedominatus, vicedominus, vitzthumb etc), uff das End hin, wann die Kilchen buwlos würde, daß man sy wieder buwen müßte, und aber uß ihren Zinsen solches nit vermöchte, dasselbig uß und von diesem Hof genommen und verricht werden sollte.

S. Laurentz ist rechter Hauptpatron der Kilchen. Der mittlest Altar ist gewicht von Herrn Balthasaro Prediger Ordens, Bischofen zu Troya, mit Verlychung gwonlicher Indulgentz, den 21.ten Augusti A° 1504.

Der Altar Unser Lieben Frowen, ußerhalb dem Chor, by dem Glockenthurn, ist gewychet von Herrn Thoma, Wychbischof zu Costantz mit Vergabung gwonlicher Indulgentzen, Anno 1524.

Der Altar zu der gerechten Hand, by der mindern Thür, ist gewicht von Herrn Doctor Danieln von Brügck, Wychbischof zu Costantz, mit Verlychung gwonlicher Indulgentz, uff S. Panthaleons Tag Anno 1581.

Diesse Kilch ist mit Ornaten, Kilchen- und Gotszierden, nach Gstalt der Sachen und Ertragenheit der Kilch, Pfarr und Unterthanen, nach zimlicher Notdurft, wohl versehen.

CULMEROW.

Dies ist ein Dörflin oberhalb Triengen, uff dem Berg gegen Rud und Schöfftlin, an der Grenze des Berner Gebiets gelegen. Hat ein schöne und gezierte Capell, so ein Filial der Pfarrkirchen zu Triengen. — Die Capell ist sampt ihrem Altar erbuwen worden, in derselben Puren Kosten und gewicht ungfarlich Anno 1524, durch Herrn Thoma, Wychbischof zu Costantz, harnach aber von nüwem wiedrumb gewycht durch Herrn Balthasarn, Bischofen zu Ascalon und Wychbischofen zu Costantz, uff das Fest der Geburt Mariae, der Mutter Gottes, den 8. Tag Septembris A° 1501, in Ehr des heiligen Bischofs S. Leodegarii und anderer lieben Heiligen Gottes mehr, mit Verglychung gwonlicher Indulgentzen. Diese Capell ist ouch versehen mit notwendigen Ornaten und Zierden zur Verrichtung göttlicher Ämptern und Diensten, zum Teil durch Zusammensteürung der Puren, zum Teil ouch durch Vergabung gottseliger Personen, sonderlich aber des edlen, vesten Junckherrn Leodgarien *Pfyffers*, des Großen Rats der Stadt Lucern und derzyt Vogts zu Büren und Triengen, und syner elichen Husfrauwen F. Anna *Fleckenstein*, welche die Altartafel in ihren Kosten malen lassen, A° 1585.

WELLNOW.

Dis ist ein Dörflin in der Kilchhöri Triengen gelegen. Da habent selbige Puren erst nüwlich, des 1501 Jars ein nüwe Capell erbuwen, wölche ouch ein Filial der Pfarr zu Triengen sind wirdt. Hat ihren Altar und ist zu ihrer Größe wolgeziert.

Uss der Kilchen zu Groß Dietwyl im Willisower Ampt Briefen usszogen, 11. Aprilis 1585.

(Band A. pag. 207 f.)

Sub a° dm MCCCXV incepta est turris ecclesiae istius per Lutoldum decanum eiusdem ecclesiae rectorem, natum de Luceria.

Sub a° dm MCCCXVII idem Lutoldus de Luceria pro remedio animae suae et parentum et benefactorum suorum, composuit operum Bibliae Testamenta, scilicet Vetus et Novum, suis sub expensis.

Sub a° dm MCCCXXII anterior paries Ecclesiae Tütwil decidit die circumcissionis, qui per eundem Lutoldum et suos benefactores funditus est eodem Anno constructus.

Sub a° dm MCCCXXXIIII isto die exusta est Ecclesia Tütwil et campanae eiusdem sunt destructae, nec non XI domus propinquiores Ecclesiae, et mulier ac unus puer trium annorum, quapropter Rector et subditi decreverunt simul et semel quod nulla domus de caetero aedificanda, iuxta seri prope coemiterium, causa periculi devitandi.

Nota quod sub a° dm MCCCXLVI Dominus Joannes Seiler de Zug, rector Ecclesiae in Dietwil decanus, comparavit de propriis rebus nimirum Campanam pro XXII lib. Zovingensium novorum denariorum, quae continet in pondere tertiam dimidiam centenariam, quod vulgari vocabulo dicitur Zentner. Et habet hac campana C et XXVI lib. de aere. Item suo consilio et auxilio duae maiores campanae sunt comparatae quarum maior continet X centenarias, media vero campana quinque centenarias, quae simul pulsatae faciunt semitonum.

Noverint universi quos nosce fuerit oportunum, quod ego Ulricus Rector et Decanus huius Ecclesiae in Dietwil recuperavi maximam huius Ecclesiae campanam fractam una cum adiutorio subditorum quae continet nunc in pondere XIII centenarias et XXXIIII lib ere mentorum quod factum est sub a° dm MCCCLV in vigilia Apostolorum Simonis et Judae.

Nota : Ego Ulricus Rector huius Ecclesiae recuperavi una cum adiutorio subditorum campanam maximam antea fractam quae nunc continet XV centenarias minus VIII lib. A° dm MCCCLXIX in die Sanctae Catherinae factum est ita ut pro expensis subditi dederint LX lib. et Ego XV lib zovingens.

In nomine Domini Amen. Beatarum et sacrarum origines saepe promulgendae sunt aliis ad divini cultus incetamentum. Hinc est quod Ego Ludovicus de Lüttishofen nationis de Luceria verus rector et collator Ecclesiae in Dietwil chorum iam dictae Ecclesiae depingendum procuravi meis tamen propriis expensis ob laudem et gloriam Dei omnipotentis et beatissimae Virginis Mariae et sanctorum Apostolorum ibidem depictorum. Necnon ob salutem animae meae et omnium antecessorum meorum et parentum. Insuper contribui quantum denarium omnium expensarum ad picturas in Ecclesiae factarum et sub

porticu Ecclesiae non ex debito sed ex gratia et divina inspiratione. Anno Domini MCCCCXXII ipso die sancti Matherni episcopi Trevirensis videlicet crastino die sancti Alexii confessoris (den 18. Juli).

Von dem Closter Eberseck, zu Latyn Pura Vallis, dz ist Luterthal genannt.

(Band A. pag. 90 ff.)

Dies ist ein Frawen-Closter Cistertzer Ordens, under geistlicher Pfleg und Visitation des Closters zu St. Urban. Liegt in einem engen, doch ziemlich lustigen und fruchtbaren Thal, eine gute Stund von bemeltem Closter zu St. Urban, in der Grafschaft Willisow. Ist nit gar ein großes, aber doch ansehenliches Clösterlin. Die Kilch ist zimlich groß, uff alte Manier gebuwen, das übrig Gebüw nieder und nit hoch uß der Erde, ouch ziemlich komlich, doch so ist es dieser Zyt nit gar unlustig, erbesseret und geziert. Das Closter hat ein ziemlich ynkommen, und ist das Größt und Best, so es hat: die Mühle dasselbs, uß dero man die Spys für den Convent, Dienste und Allmuser erhalten mag. Hat zwar vor Zyten ein andre und bessere gstalt darum gehept, aber durch Brunst und Landskrieg ist es übel geschädiget und in Abgang gebracht, besonders in der Verhergung und Ynfall der Engelländern A° 1374 beschehen. Jedoch, so ist es dannocht dieser Zyt, uß Gnaden Gottes und guter Fürsichtigkeit, Schirm und Uffsehen der weltlichen Oberkeit, namlich unserer Gn. Herren von Lucern, also beschaffen, daß man sich wohl erhalten mag.

Der Stiftung halb dies Closters hab ich, Renwart Cysat, als ich den 18. Martii A° 1585 daselbs fürgeritten, die Kilch zu besehen, die jetztige Fraw Pryorin, Ursula von Ägeri, in Bywesen der übrigen Frawen, in dem Crützgang des Closters, darumb erfraget, aber nüt anders erfahren können, wie ouch sy, die Frowen sagten, daß sy weder Jahrzytbuch, noch ützit anders derglychen hetten, dann allein nach Sag, daß dies Closter und das zu St. Urban glyche Stifter und beide vast zu einer Zyt erbuwen synd. Ich aber hab in des Closters zu St. Urban Chronic, Jahrzyt- und andern Büchern und Geschriften, die ich viel Tag mit großem Flyß durchsucht, von diesem kein Anzeig finden können. Diewyl aber zu selbigen Zyten, als das Closter St. Urban gestift und erbuwen, und noch ein gutte Zyt darnach, als von dem 1194 bis uff das 1386 Jahr, under anderm villfaltigem Adel, dessen diese Landen voll warend, die von *Grünenberg* und *Büttikon* vast die

fürnembsten und hablichisten gewesen, auch die von Grünenberg under den fürnembsten Stiftern sind zu St. Urban, dessglychen die von Büttikon daselbs zu St. Urban, und an vielen anderen Orten mehr, den Kilchen und Gottshüseren herrliche Stiftungen und Vergabungen gethan, und dieser beider Geschlechter Wappen in dem Chor der Kilchen dies Closters gemalet, so gibt es gnugsame Anzeige, daß die von Grünenberg und Büttikon die rechten Stifter gewesen syent. Zudem bewyst es sich ouch, daß in dem Chor daselbst, zu der linken Hand, in der Mur, ein erhebte, alte Begrebntuß uff Pfylern stande, mit einem Grabstein daruff zwen große Schildt, uff deren einer das Grünenberg Wappen gesehen, dz ander aber verblichen, in Stein gehowen funden würt. Zu was Zyt aber, oder wie der Stiftern Toufnamen gewesen, das ist uß Gedächtnuß kommen. (Herr Hans Thüring von Büttikon, Ritter, starb A° 1499, sidhar find ich keinen mehr dies Geschlechts.)

Das Closter ist harnach, A° 1588 abgangen und gan Rathusen transferiert worden.

Nota : Ich hab sidhar den rechten Siftsbrief funden, der wyst anders, dz findt sich an einem Ort.

Closter Eberseck.

(Band A. pag. 208.)

Ist ein Frawen-Closter in Willisower Grafschaft, Lucerner Beherrschung gelegen. Verbrann durch unversehenes Füwr, im Closter uffgangen, sampt den Kilchenzierden, brachte dem Gottshus großen Schaden A° 1461.

Noch soll ein seltzam Miracul da gsehen oder gehört worden sin, mit einer großen Zahl todten Menschengeistern, vor oder nach der Sempacher Schlacht.

Dies Closter ward mit Verwilligung Bapst Sixti quinti abgethan und dem Closter Rathusen yngelybt, sampt dem zu Nüwenkilch, uß wichtigen Ursachen A° 1588.

Ward gestifft von dem Edlen Herren Jacoben von Oischbach unfeer davon gsessen, A° 1196.

Closter Rathusen.

(Band B. pag. 108.)

Es ist zu wissen, daß das alt gebüw so zuvor an diesem platz gestanden, vor und ee es zu einem Closter gemacht worden, ein Schloß

gewesen und hernach von dem umbsitzenden adel zu einem weltlichen convent und rathus der edlen, nach derselben landsart, verändert worden, dahin sy zu bestimpten zyten zusammen kommen, ihre sachen zu beratschlagen, ja ouch etwan umb kurtzwyl und faßnachtens willen, wie etwan in den städten uff den zünften oder gsellschaftstuben beschicht. Volgender zyt aber, als sich mancherley veränderungen in der welt zugetragen und solche versamlungen nit meer gebrucht worden, ist das gebüw in der stiftern hand kommen, die hand den übrigen platz ouch darzu erlangt und es also zu einem frawen closter erbuwen, an dem alten gebüw ist aber wenig verändert worden, also dz man solches noch by unseren zyten klarlich spüren und erkennen mögen. Und hat dieses closter den uralten namen Rathusen, Domus Consilii, bis uff den hüttigen tag behalten. Das bezügent ouch der äbtissin und des convents ynsigel.

Es hat ouch alda ungefarlich ein steinwurf wyt von dem alten schloß und gebüw noch ein andern gemüreten stock gehept mit einer behusung und gefängknuß, darinnen nach erbuwung des closters ein closteramptmann gewonet. Jetzt aber, nachdem das closter by unsern zyten A° 1588 angefangen allerdings nüw erbuwen ze werden und ein andre nüwe behusung für einen closteramptmann uff einen andern platz gebuwen ist, uß diesem alten stock ein spycher, schüwr und stallung gemacht worden.

Dies gottshus ward von nüwem widerumb uffgebuwen und was vom alten gebüw noch vorhanden daryn begriffen, doch wo von nöten, abgeschlissen und veränderet, nach verordnung der oberen des Cisterzer ordens. Herr houptmann Jost Pfyffer des großen raths, domaln, her nach aber schultheiß der statt Lucern, war buwmeyster von bäpstl. Heiligkeit legaten darzu erbeten und von unseren gn. herren, einem rath daselbs, harzu verordnet. Der anfang beschach a° 1588, ward vollendet a° 1592, hat by XI tusent kronen kostet. Der kost ging uß des gottshuses gut, doch habend mine herren der statt ir gute förderung darzu getan und ein stattliche summa gelds dargelichen.

(Band A. pag. 208.)

Von wem aber und zu welcher zyt dis closter Rathusen anfangklich gestift und umgebuwen, find sich in der latinischen verzeichnus. (Jahrzeiten.) Es ist ouch zu wüssen, als in volgenden zyten, durch list und anreitzung der alten schlangen die bosheit der welt überhand genommen, etliche der closterfrawen dies orts, (wie ouch leider an

anderen orten mehr, von glychförmiger ursach wegen), nit durchuß nach ihrem gelübd gelebt, wann daß etwan ergernuß daruß erwachsen, von wegen des fryen offnen zugangs, handels und wandels, aller stunden und personen, ouch mangels der clausur, der ynbeschließung, zu söllichen clöstern notwendig und erforderlich. Daruff aber die frommen alten stifter, als die in glückseliger zyt der frommen und heiligen einfältigkeit gelebt, so flyßig nit gesehen, ouch nimmer vermeint, daß es darzu kommen söllte. Dero wegen dann die geistliche obrigkeit, uß sonderer gnad und gütigkeit, ouch ynsprechung gottes, ein eersamer rath der statt Lucern, als rechte ordentliche weltliche schirmherren und kastvögt dieses gottshuses, die sachen und gstaltsame derselbigen mit christenlichen yfer behertzigt, und ernstliche nachtragung gehept, wie doch söllichem mangel gehulfen werden möchte, und also by dryen bäpstlichen und in der eidtgnosschaft residierenden legaten, erstlich A° 1580 by Johann Francisco Bonhomio bischofen zu Werzell, Johann Baptista bischofen zu Tricarico und letztlich Octavio Paravicino bischofen zu Alexandria und nachmals cardinal (: glychwol auch unsers ordenlichen bischofs suffraganeus und wychbischof Balthasar bischof zu Ascalon vor etlichen jahren zuvor harzu ouch gerathen :), soviel angehalten und geworben, daß in dem jahr 1588 by vorgemelts cardinals Paravicini zyt, ouch durch desselbigen flyß und befürderung, mit verwilligung bapsts Sixti des V., uß oberzälten und anderen hochnotwendigen und beweglichen ursachen, die zwey frawen clöster, Eberseck und Nüwenkilch, die so wyt von der statt und bishar ohn alle clausur und reformation (namlich das von Eberseck, cistertzerordens, in die sieben oder mehr stunden wyt und dz von Nüwenkilch, predigerordens, zwo stunden wyt von der statt gelegen), dem vorgemelten gottshus Rathusen, so ouch cistertz ordens, mit allen inkommen und gütren yngelibt worden. Die vor den älteren frowen, so der incontinentz in vergangnen zyten verarg wonet oder beschreit, und sich in leben und wandel etwas befleckt haben, die hat man in das ander nüw ufferbauwen frowen closter Eschenbach, so vormalen Augustinerordens gewesen, all under ein habit und regel des cistercerordens, die andren aber, so argwons fry warend, sampt etlichen nüw angenommen burgerstöchteren von Lucern, deren an der zahl eilifft warend, wurdent nach gehaltner examination und geistlicher visitation obgemelts herrn Paravicini, durch werbung und mittel unserer gn. herren der statt Lucern, by graf Heinrich von Fürstenberg, in das frowen closter Fridenwyler uff dem Schwartzwald,

dessen schirmherr und kastvogt vorermelter graf ist, gebracht. Welliches closter dann guten namens ouch stifen obhaltung und geleben halber clösterlicher zucht nach ordens regel und bruch vor andren derglychen clöstern in obertütschen landen wolvernampt und von herrn wychbischofen also geraten, dahin verordnet, damit sy daselbsten neben ergreifung und erlernung der regel und ihres ordens brüchen, in verlag und costen ihres gottshuses Rathusen, erhalten werden, bis dasselbig ihr gottshus widerumb erbuwen werden möchte. Sobald nun die frowen abgereiset, hat man angfangen das alt gottshus abschließen, und damit es nach ordens und clösterlicher form und gwonheit desto bas und ordenlicher erbuwen werden möchte, hand min gn. herren von Lucern, den prior von Cisterts uß Franckrych (wellichen gottshuses apt dies ordens generaloberster ist), allhar berüfft, damit er den buw nach ordens ordnung und gwonheit angebe, wie dann beschechen.

Also ist man mit diesem buw strax fort geschritten, darzu dann unsere gn. herren von Lucern große und stattliche hilf und förderung getan, es sye mit fürsatz gelts und in anderen weg. Also ist dieser stattlicher closter buw durch regierung ouch sondern guten flyß, yfer, sorg, müy und arbeit des edlen wysen herrn Hauptmann Josen Pfyffers, burger und des großen raths der statt Lucern, wellicher dann von beiden herren bäpstlichen legaten, bischof von Tricarico und Alexandrien, sampt unseren gn. herren von Lucern, von wegen synes tragenden guten yfers, den sy zu förderung und uffnung dieses guten werks, by ihme gespürt, zum buwmeister und regenten über diesen buw verordnet, durch hilf und gnad Gottes bis zu yngenden Meyen 1592ten jahrs glücklich vollendet, deswegen herr meister Johann Müller, pfarrherr zu Lucern und chorherr zu Münster, ouch Rennwart Cysat, der zyt stattschryber daselbs zu Lucern, sampt Niclausen Ratzenhofern, burgern daselbs, und domalen dieses gottshuses amptmann, verordnet und abgevertiget, die Rathusischen frowen von Fridenwyler dannen abzuholen, und in ihr nüw gebuwen closter Rathusen allhar zu beleiten. Wie dann beschechen.

Sind also zu Rathusen ankommen, uff donstag, den 14.ten Meyens gemelten 1592ten jars. Daselbsten waren ouch zugegen viel andre ehren personen uß der stadt, geistlichs und weltlichs stands, ouch der frowen und töchtern müttren und verwandte, welche kommen, sy zu begrüßen und ihnen abzegnaden. Also nachdem man alles gesind und werckliit uß dem closter abgeschafft, und dz closter gerumpt,

hat man sy mit einer procession erstlich in die kilchen geführt und gewohnliche lobgesang Te Deum laudamus und Regina coeli und andre verordnete ceremonien und gebet verricht und daruff ihnen den posseß des closters, in bysin der verordneten von beiden oberkeiten, allenklich übergeben. Nach demselben hat mengklicher von den frowen den abscheid und urloub genommen, und ist das closter allerdings beschlossen worden.

Es habent die frowen große difficultate uff diesem weg überstanden von wegen des unsteten nassen und kalten wetters und bösen straßen. Sy aber habent es mit höchster gedult und fröhlichkeit geduldet, von großer begierd wegen, so sy gehept, in ihr vaterland, und in ihr closter zu kommen. Es haben ouch beide herren praelaten der gottshüsern Einsiedlen und Rynow diesen frowen hierin ouch ihre gottseelige beneficantz erzeigt, und ihnen ußerhalb ihren clöstren, in besondren verordneten hüsern, ihr gute komliche herberg schaffen und sy vast wohl tractieren und halten lassen.

Es ist ouch nit zu vergessen, daß obgemelter herr graf von Fürstenberg sampt syner gemahel, der gräfin von Salins, diesen Rathuser frowen, derwylen sy zu Fridenwyler gewesen, als ouch im in und usreisen viel und sonder große fründtschaft und liebe erzeiget, mit kost und gleit und in ander weg, also daß sy billich zu den wol und guttäter dies gottshus gezält werden mögen.

Als nun die XI frowen und die novizen dieses gottshuses den posses yngenommen, wie ob gehört, hat herr Ulrich abt des gottshus zu St. Urban, cistertzer ordens in Bonnwald Lucerner herrschaft, uff samtstag, den 30. tag Meyens desselbig jars, den actum der election oder wahl einer künftigen äbtissin und vorständer dises gotshuses, nach vollendetem gotsdienst in der kilchen desselbigen closters und andren gwonlichen ceremonien, nach ordens und der kilchen bruch gehalten und verricht. Und nachdem dies scrutinium gehalten und die stimpten uftgenommen worden, hat sich funden, daß die wahl der äbtissin gfallen uff frow Maria Salomeam *Suttorin*, pürtig von Baden, welche dann ouch glych selbigen morgens mit gwonlichen ceremonien und gebrüchen benediciert, yngesetzt und bestättet, ihr ouch alle verwaltung, regierung und hushaltung übergeben und bevolhen, diewyl aber ihro an der zahl der jahres ihres alters und der profession nach ordnung des tridentinischen concilii etwas gemanglet, sy aber zu sölcher verwaltung gantz tugenlich und geschickt erkennt worden, hat man ihro umb dasselbig von bapstlicher Heiligkeit von Rom har ordenliche dispensation erlangt.

By disem acta waren zugegen die verordneten und berüfften von geistlichem und weltlichem stand, von geistlichen herr lütpriester im Hof, herr Gabriel Löuw chorherr daselbs. Von weltlichen, als den ordenlichen schirmherren und castvögten, herr schultheiß Jost Krepsinger, houptmann Albrecht Sägisser, beid ritter, herr landvogt Niclaus Cress und herr Niclus Schuhmacher, all des rats, ouch andre ehrenpersonen, der frowen verwandte und sonst.

Die stimmen uff ze nehmen, war dem herrn praelaten von S. Urban zugeordnet als ein apostolischer notarius, herr Renwart Cysat stattschryber zu Lucern.

Den volgenden sonntag morgens, war der letzte tag Meyens, wurden zwo jung novitzen schwöstern, Magdalena Schumacherin und Magdalena Herpottin, beid von Lucern, schwartz gewylet und benediciert von wolgemeltem herrn praelaten von S. Urban mit gewonlicher solemnitets gotsdienst und ceremonien, besonder der music figural gsangs und orgalen, durch sy, die closter frowen selbs, ohne frömbdes zutun, zierlich und perfect gefertiget.

Da nun dis alles verricht, hat man dz closter allerdings beschlossen, die clausur verkündet, daß fürhin kein manns noch wybs person, und erst dann die so in rechter not der seelsorg oder andrer echafte, lut des tridentinischen concilii, darin gelassen werde. Man hat ouch die schlüssel allerdings der äbtissin überantwort, und die clausur bevolhen.

Religionsänderungshistori zu Zoffingen.

(Band A. pag. 30 ff.)

Im Jahr des Herrn 1584, uff den 17. Tag Decembris, als ich, Renwart Cysat, geschäften halb in dem Closter zu St. Urban gewesen, allda och zween Burger von Zoffingen gegenwirtig waren, namlich: Meister Peter Salmatter, der Waatmann, und Andres Kolbinger, der Sattler, hab ich flyßig behalten und wahrgenommen, als under anderem fründtlichem Gespräch, ob Tisch, geredt ward von dem herrlichen Ansehen und stattlichen Vermögen und Inkommen, so vormalen St. Mauritzen Stift zu Zoffingen gehept. (Das aber in der Änderung der Religion, Aº 1528, die Stadt Bern zu ihren Handen genommen und der Stadt Zoffingen allein 100 Malter guts jährlich, uß Gnaden, von demselbigen währen laßt.) Wie die Stift darumb kommen und die Sachen in selbigen Zyten und Unruwen sich zugetragen, da dann die Stadt Zofingen oder ihre Rät und Verwalter, wo sy der Sachen domalen

geschyd oder geschickt gnug wären gesyn, dasselbig Vermögen an sich selbs bringen und sich also zu der rychsten und vermöglichisten Stadt im Ärgöw hetten machen, und die von Bern aber sy darin nit verhindern mögen. Jedoch sy von Zoffingen solches übersehen und verhinlässiget, denn als die Sachen und Unruwen des nüwen oder zwinglischen Gloubens yngerissen und glych zu Zoffingen (ee dann zu Bern) so wyt fürgebrochen, daß man alle Stund vermeint und wärtig gewesen, wann man die Kilchen stürmen und die Priester vertryben wölle, haben sich die Chorherren gesagter Stift und ouch andre Priester, von ettlich mutwilligen Gsellen und Burgern daselbest, viel Ueberlouffs und offentlichen Tratzes und Verschmähung lyden müssen, ja, ouch daß ettlich ihnen frevenlich, wann ihnen geliebet, in die Häuser gstigen, under dem Schyn, ihre Köchin oder Kellerin ze suchen, mit ihnen und den ihren Gwalt und Mutwill ze tryben. In welchem Frevel fünf oder sechs von Räten und Burgern, die rechten Rädliführer und Anstifter dieser Unruw gewesen. Namlich: *Mathys Zimmerlin*, welcher die Priestern des ersten die Hüser durchloffen mit *Hans Läberlin*, *Mathys Lüscher*, sampt noch zweyen andern, *Werni Murer*, der den ersten Angriff zum Bildstürmen in der Kilchen gethan und zu St. Mauritzen (so Patron daselbs gewesen), und als er des Heiligen Bildtnuß mit einer Ax herabschlahen wöllen, spöttlicher, gottloserwys geredt: « Mauritz! Nun wehr dich minen! » Da hand die obgenannten, noch lebenden, zwen Zoffinger bekennt, daß derselben und ihre Söhn keiner mit Ehren ab der Welt kommen oder eines rechten Tods gestorben, oder aber zu Elend und armen Tagen kommen, dann des Bildstürmers Sohn, Samuel, schoß sich eine Hand ab, bald darnach beging er ein schandtlich Mord an einem fünfjährigen Knablin, sines Nachpuren Sohnssohn, dann er uß sinem Hus, durch das Fenster, gesehen, wie des Kinds Grossvater Geld zählte und dasselbig uff dem Tisch liegen lassen und uß dem Hus gangen. Da ging er hinab, schuft mit dem Kind, daß er ihme uff that, also nahm er das Geld, und als das Kind solchs ahndet und sprach, er wöllte das dem Großvater sagen, nahm er das Kind uff den Arm mit falschem Liebkosen, trug es in die Kuche, und ermordete es gar jämmerlich, und verwarfs darnach in eine verlorne Winkel, hinder dem Bachofen. Das Kind ward am vierten Tag funden, der Mörder gefangen und mit dem Rad gericht.

Sodann Hans *Läberlins* Sohn, *Niclaus*, ein Seckler, der ermordet sin eigen Eewyb, on Fug und Ursach, in sinem eigenen Hus, macht darnach 14 Stuck uß dem todten Cörpel, in ein Hutten geladen und sy allso

verborgenerwys vor die Stadt hinuß tragen und vergraben wöllen; aber er ward darob ergriffen, gab sich schuldig und ward mit dem Rad gericht. Mathyß Zimmerlin kam zu armen Tagen und in Spital; ward ein elender Mensch und nachts uff der Gass tod funden, unverletzt. Die übrigen aber hand sonst kein Fal noch Glück mehr gehept.

Da nun die Chorherren gsehen, in was Gfahr sy waren, kahrten sy vor den Rat Zoffingen, erklagten sich deß und rufften sy umb Schirm an. Ihnen aber ward schlechter Bescheid: Sy möchten wohl selbs umb Schirm lugen, dann sy ihnen anderst nüt thun können; es syen junge und freche Gsellen, die solchs gethan » und derglichen. Also schickten die Chorherren ettliche ihres Capitels gan Bern, dies ze klagen und umb Schirm anzerüfen. Der obgenannt Mathys Zimmerlin ritt ihnen uff dem Fuß nach, vermeinet denen von Bern die Sach also zu verstan geben, daß sy die Priester vertryben, und ihn glych zum Schaffner über die Stift setzen sollen. Aber es geriet viel anderst, dann die von Bern gaben den Chorherren gute Wort, hießen sy nur heimzüchen, wöllen den Sachen Recht thun. Also schickten sy ihnen den Vogt *Tübi* uff dem Fuß nach, dem hatten sy allen Bevelch geben, und dieser schlug die Hand über die Stift und alles, so ihro zugehört, im Namen der Stadt Bern. Nahm die Posseß yn, hieß die guten Chorherren anderstwohin züchen, und er blieb da sitzen und ward der erst Schaffner.

Daruff ging der recht Kilchensturm an, und ward die Mess und alle Ceremonien abgethan. Sidhar hat die Stadt Bern das Inkommen der Gstift genutzet. Und diese Sach haben die obgenannten Zoffinger selbs mündlich, unverholen heruß gesagt und bekennt. Und zu mehrerer Bestätigung dieser Ding ward morndes hingangen zu Meister Batt Humel, dem Küfer, ein Mann ob oder by 80 Jahren alt, und als man ihme diese Sach vorgeoffnet, hat er es alles bestätiget, und daß er die Sach und Unruwen selbs gesechen und erlebt, ouch die Histori mit weinenden Augen erzählt.

Es haben mir wahrhafte Lüt anzeigt A° 1586, daß es mit den Uffrührischen und Urhebern, so das Stettlin *Mellingen* zum Abfall vom wahren catholischen glouben bracht, A° 1529, vast ein glyche Ußleitung gnommen, wie mit dem zu Zoffingen. Under anderen ist einer gsin, der, als man die Kilch gestürmpt, sich an dem Palmesel erkühlen wöllen, ihm den Kopf abgesägt, den Knaben geben, an ein Seil ze binden und in der Stadt herumb ze schleipfen. Demnach die

Bildtnuß Christi, uff dem Esel sitzende, gnommen, zu dem Brunnen am Platz des Stettlins gestellt, ihme in die eine Hand ein Fischerruten und Angelschnur gesteckt, als ob er in dem Brunnen fische, etc. »

Beinwyl in Fryen Emptern des Frgöws.

(Band A. pag. 227.)

Dise pfarrkilch hat großen schaden durch brunst erlitten, besonder an gloggen und glogken thurm A° 1568, ward mit biderber lüten stür und hilf wieder geuffnet.

Sanct Burckhard ein heiliger mann ligt in dieser pfarrkilch in einem sonderbaren chor begraben, durch den Gott der Allmächtig täglich große wunderzeichen würkt an vielen lamen, kranken und gebresthaften, so sin begreptnuß besuchent. Sin histori ist in geschrift gefasset gewesen, aber durch boshafte lüt verunthrüwt und verbrennt worden, sovil man aber durch die alten Traditiones frommer, unverdächtiger lüten wiederumb uffassen mögen, soll es diese gstalt haben, wiewol man syn zunamen, geschlecht und jahrzal der zyt, da er gelept, nit mer weiss: Er soll ein priester und pfarrherr an disem ort und mit einer sonderbaren gnad übernatürlicher wüssenheit begabet gewesen syn, also daß er ouch in sinem abwesen wüssen und erkennen mögen, wann syn gsind (als syne gschwüsterte, mit denen er husgehalten), etwas sträflichs begangen. Dannenhar sy gemutmaßet, daß er solches uß den gebärden oder zeichengeben zweyer kreyen, die er ufferzogen und ze hus erhalten, vermerke. Deswegen sy uff ein zytt in sinem abwesen die ein kry ertödet und vergraben. Wöliches er so bald vermerkt und zu syner heimkunft die kry wider ußgraben und lebend gemacht haben soll. — Andre miracul mehr wird von ihme auch noch gesagt. Gwüß und dem ganzen land offenbar ist auch, daß täglich durch syn fürpitt und besuchung diser siner begreptnuß viele kranke gesund werden und an allen stätten ein große zahl krücken und stecken, so die so von derglychen gebresten erlediget zum zeichen da lassent, allda gesehen und mithin abweg getan werden, ouch andre mithin an die statt kommen. Die gerichtsherrlicheit, zwing und bann, ouch der pfarrkilchen zins und zehenden hörent diser zytt A° 1587 herrn Josten Holdermeyern des rats und seckelmeistern der statt Lucern und synen geschwüstern.

Cappell im Eichental.

(Band A. pag. 228 ff. und 256.)

Diese Cappell im Eichental hat erstlich ihren anfang genommen ungefarlich umb das jahr Christi 1400, durch arbeit und stür der alpgnossen zuo Kriens, so daselbst umb ihre alpen und güter haben, in der ehren unser Lieben Frouwen mit hilf und bewilligung ihrer oberkeit der edlen von Büren zuo Lucern gesessen, die zuo selbigen zyten oberherren warend des dorfes und fleckens Eichental. Als aber diese cappell noch allwegen ungewycht verbliben, der andacht aber und der zuolauf des gottseeligen volcks sich nach und nach vest gemehret, da ist diese cappell mit stür, hilf und zuotun vorab unser gnädigen herren der statt Lucern und anderer frommen gotsäligen lüten, im 1581 jahr des herren ernüweret und größert worden mit einem chor und 3 altaren, ouch durch herrn Balthasarn Bischof zuo Ascalon und wychbischof zuo Constanz uff des heiligen crützes erhöhungstag gewycht und die Cappel unser Lieben Frowen » genamset worden. Es hat ouch bapst Gregorius der 13. dise capel im folgenden 1582 jar harnach mit schönem ablaß begabet, welichen sin nachfar, bapst Clemens der 8. uff anwerben unser gn. herren der statt Lucern harnach A° 1593 bestätigt und ernüwert. Es ist auch damalen dise cappell durch zuosammen geschoßne stür gemeiner alpgenossen mit einer ewigen stiftung gewüsses bestimptes Gotts diensts und messen versehen und ein gewüsses jarlichs vnkommen zuo erhaltung desselben und der capell verordnet worden. Diese cappell ist auch ein filial der pfarrkilchen zuo Kriens.

Cappell zu Hilfikon im Schloss.

(Band A. pag. 230.)

Dise cappell ward erbuwen von herrn Melchern zur Gilgen rittern, des raths zu Lucern, der uff der hierosolomitanischen pilgerfart am heimkehr zu Rodis starb A° 1519, welichem dieses schloß und herrschaft Hilfikon eigentumblich zugehörig war. Sy ward gebuwen by sinem läben in der ehr der h. h. dryfalltigkeit, ouch unsrer lieben frowen der mutter Gottes, item S. Anthonii, S. Onoffrii und S. Barblen der jungkfrowen und marterin, desglychen von bapst Leone dem X. mit fryheit, gnad und ablaß begabet lut zweyer apostolischer brevinen, dero datum wyst 6. Junii A° 1517.

Werdenstein.

(Band A. pag. 231 ff.)

Diß ist die verzeichnuß und histori von dem ursprung der würdigen cappell unsrer Lieben Frawen zu Werdenstein in Schwander gericht, und grafschaft Rottenburg, an der Emmen gelegen, der statt Lucern gebiets. In gschrifft gefasset uff Sanct Ulrichs tag, den 4. Julii A° 1583 durch R. Cysatum und ernüweret daselbst zu Werdenstein den 5. octobris A° 1588, bezügt Anna Rinderknecht daselbst vom hoff ob 70 jaren alt, deren vater Hans Rinderknecht uff dem hoff Schwanden daselbst by Werdenstein gesessen, der ersten sachen sich selber bedenken mögen und die personen gekennt.

Man soll wüssen, daß umb das jahr Christi 1500 oder ungefarlich etwas jaren vor oder nach, ein alter mann uß Niederland pürtig, sich in diser gegne herumb enthalten und sich des goldwäschens uß der Emmen angenommen, daruß er syn narung bekommen und sich also ußgebracht. Diesem begegnet etlichen malen, da er sich am abent zu lang verspätet, daß er die hüser nit erreichen mögen, sondern glych daselbst vor dem Gütsch über, under einer fluh sin nachtlager genommen und syner gewonheit nach sin gebet uff den knüwen verrichtet und an diesem ort, wöllichs domalen ein wilde, ouch ungebuwen und unbewonet, voller tannen und gstüd gwesen, an einer tannen ein täfelin darin die bekrönung unser Lieben Frawen von gepappeten papyr gformiert und gemalet, uffgeheft und daselbst oftmalen sin sonderbar gebet und andacht vollbracht, von welchem täfelin die stuck noch allda behalten werdent.

Und es geschah, daß er einmal ein gar herrlich und liplich süß gesang gehört, also daß er nit anderst erachten können, es müßte ein englisch und himlisch gesang sin. Und als er sich uffgericht und hin über an dz ort geschowet, hat er ein schönen glantz von viel hellen lichtern da gesehen, wöllichs bald darnach mit dem gesang verschwunden, wöllichs ihn nun zu größerem andacht bewegt hat. Also an dem ort, da jetzt die cappell gebuwen ist.

Bald hat sich zugetragen, namlich im jar 1518, zu der zyt als die pflumen ryff sind, daß ein par eevolk zu Wolhusen gewonet, neben andern kinden einen sohn gehept, so noch jetz diß 1588 jars in leben und domalen 3 järig Niclaus Murer oder Schuhmacher genannt, welcher als er ein pflumen gessen, den stein, wie etwan die jungen kind thund, in die nasen gstoßen, aber den ihme niemandt können wider daruß

bringen, inmassen, daß ihme, dem kind, die nas verschwullen und sich zu einem bösen und gefarlichen schaden erzeigt, dessen sy eins artzets und schärers rat gehept, wölcher vermeint ihnn anderst nit ze helfen, dann daß man ihme die nase uffschnyden müßte, darab sich nun vater und mutter entsetzt, des kindes schmertzen und den kosten (: dann sy arm waren :) ersorget, und söllchs nit wagen wöllen. In dem ist aber der mutter yngefallen, und hat zum vater geredt, dann das geschrey von des alten manns gsicht schon ußgebrochen: «Wir wöllend mit dem kind zu des bruders (dann man disen alten man nun den bruder genempt) tannen und täffelin und daselbs Gott und sin liebe mutter umb hilf anrufen, verhoff ich es werd besser werden». Also syen sy beide mit dem kind dahin zogen, vor dem täffelin nider knüwet und gebetet, das kind aber also lassen umb sy herumber gan. Glych so hörent sy das kind ernießen, und in demselbigen ist ihme der pflumen stein gächling, und doch one schmertzen und schaden uß der nasen an platz heruß gesprützt, und als das kind sölichs gesehen, hat es der mutter söllichs gerümpt und den stein gezeigt, deß nun vater und mutter vor fröuden erschrocken, Gott und Mariae, siner würdigen mutter (durch deren fürpitt on zwyfel sy vermeint solche gnad erlangt haben) lob und dank gesagt und mit dem kind frölich wider heimkeert. Die mutter hat ouch zu gedächtnuß der sach disen pflumenstein mit iro heimtragen, den selbigen volgends an einen faden gebunden in der cappell, als sy gebuwen worden, uffhenken lassen.

Bald darnach, glych im selben jar hat sich begeben, daß ein junger knab Balthasar *Grutter* genannt, uff ein zytt synes vaters pferden eins, als das von der feldarbeit ze hus kommen und ußgeschirrt worden, by dem schweif gezogen, das pferd aber, so scharpf oder nüw beschlagen gwesen, mit aller macht hindenuß geschlagen und den knaben ins angesicht getroffen und ihme den einen kinbagken oder kiffel ledig dannen geschlagen, daß er ihme uff die achsel herab gehanget, und was noch erschrockenlicher, das pferd ward ihme darin mit dem fuß behanget, daß es den knaben also mit naher schleipft, also dz es gar einen jämmerlichen anblick geben. Die eltern thatend ihr best, ließend die artzet oder schärer berüfen, verhießend den knaben ouch an dies ort mit anrufung der gnaden Gottes und der gnadrychen fürbitt siner werten mutter. Die artzet tatend ihr best, die fürbitt Mariae half noch mehr, dann am dritten tag war der knab so viel wieder genesen, daß er ohne hindernuß essen und trinken

mögen, und also wohl wiederumb geheilet und ein starker kriegsmann worden.

Da nun dise wunderzeichen ußgebrochen, sind die amptlüt und gemeine nachpurschaften bewegt worden, und habend uß gottseeliger christlicher meinung angesehen, dem allmächtigen Gott und siner lieben mutter zu lob, eere, ouch mehrung ihres diensts, uff diser hofstatt, da sölichs beschehen, ein cappell ze buwen. Wie dann ouch beschehen und den buw der cappell noch desselben jars mit hilf der hohen oberkeit unser gnädigen herren von Lucern vollendet. Die stein aber und anders zum buw notwendig, hat die pursame mit gemeinen tagwen und fronen uff die hoffstatt gefürt, und sonderlich die stein all, so daselbs verbuwen worden, uß der Emmen, durch handarbeit, durch übergeben uß einer hand in die ander, von unden am wasser den rein uff bis uff die hofstatt heruff, in dryen tagen gebracht. Darnach uff den 28. Augusti A° 1520 ward die cappell gewicht durch den hochwürdigen in Gott vater und herrn, herrn Melchioren Bischof zu Ascalon und weyhbischoffen zu Constantz, in der eere unser Lieben frawen ; die dry altär wurden ouch mit gewycht, der choraltar in der eer der h. h. Dryfaltigkeit, Mariae der Mutter Gottes, S. Josts, S. Anastasii und aller apostlen, hat auch gwonlichen ablaß darzu verlihen. [Andere Hand bemerkte hier später : « Diese kilch ward A° 1610 uß grund uff vast groß und köstlich wider nüw erbuwt ».]

A° 1592 ward das nüw gasthus by der cappell von grund uff nüw erbuwen durch fromme lüt und unser herren der statt Lucern gesamlete stür und hilff, deßglichen durch guten flyß und fürdrung herrn Ulrichen *Tullickers*, des rats und venners der statt Lucern, derzyt pflegers diser cappell. Und ist ze wüssen, als man an disem ort zu dem buw gegraben, hat man 9 schuch tief under der erden funden die fundament und grundveste einer gar vesten burg, so uff disem büchel und uff dem platz, da jetzt die kilch und das hus stat, gestanden. Wöllich fundament man jetzt noch gut sicht von der kilchen dannen vor dem hus har sich erstrecken, wöllichs aber vormalen mit dem grund oder erden bedeckt, und denen so die kilch gebuwen unbewußt, sonst hetten sy zwyffelsohn desselbigen alten gesteins uff der hofstatt mit ruigerer abreit und kost beholfen. Ein starcke mur, 20 schuch dick, laßt sich noch hüt by tag ansehen. Es werde dis wol die burg Werdenstein gewesen und also geheißen haben, wie dann noch by unseren zyten edellüt diß geschlechts funden werden,

die solchs selbs bezügent, daß dis vor zyten ihr geburtshus gewesen sye. (Die gedächtnuß des schlosses Werdenstein hab ich sidhar auch in allen monumentis funden.) Herr Jörg von Werdenstein, tütsch ordens ritter, diser zytt A° 1588 commenthur zu Hitzkilch hat dessen ein gedenckt zeichen in dise kilch geben. Eben und gleich mit disem hat man noch ein andre alte zerstörte burg funden, glych enthalb disem büchel, uff einem andern büchel, so jetzt verwaldet ist, by einem hagken schutz wyt da dannen nittsich hinab der Emmen nach gegen Luzern zu, von deren man bishar kein gedächtnuß ghept. Ein teil dieses steins ist dem buw dises huses verwendet worden und ist zu mutmaßen, es möchtend dise schlösser beide den fryherren von Wolhusen (so ihren sitz nit wyt davon ghept) und den herren von Thorberg, so Entlibuch und Ruswyl geregiert hand, zugehört haben und in den landskriegen zwüschen eidtgnossen und Österrych A° 1386 oder aber in der verfolgung der Königin Agnes von Ungarn, als sy zu rach ires ermördten vaters, keiser Albrechten, viel ergöwischen adels ußgerüttet, zerstört worden sin.

Mitteilungen

Walliser Heilige als Patrone im Urserntal.

Das Studium der Heiligenpatronate zeitigt oft ganz überraschende Ergebnisse. Sie sind unter anderem wertvolle Zeugen für den geistigen Einfluß der Pässe und der internationalen oder lokalen Handelswege. Sie belegen oft auch fast urkundenmäßig die sonst unverbürgten Sagen von Ein- und Auswanderung von Familien und ganzen Volksstämmen. Einen schönen Beweis hiefür liefert auch das *Urserntal*. Neuere Forscher lassen die dortige Bevölkerung in der Hauptsache aus dem Wallis einwandern und mit den bisherigen Einwohnern und einem kleinen Zuwachs aus dem Reußtale zu einer Einheit verwachsen. Urkundliche Belege fehlen für diese Annahmen, aber sie erscheint auf Grund verschiedener Beobachtungen als annehmbar und leuchtet ein. Gerade die vorhandenen alten Patronate stützen diese Ansicht sehr kräftig. Ursern gehört seit den ersten Zeiten des Christentums zum Bistum Chur. Bischof Johannes VI. Flugi war daher nicht wenig überrascht, im Jahre 1643 bei einer Visitation die Hauptpatrone des eigenen Bistums hier ohne Kult zu finden, aber dafür den *Patron* der Nachbardiözese *Sitten* verehrt zu sehen [1]. Es liegt nahe, sofort auf dem natürlichen Einfluß der unmittelbaren Nachbarschaft hinzuweisen. Dies trifft hier jedoch gar nicht zu, denn die östliche Diözese Chur grenzt ganz gleich stark ans Urserntal und hätte mit Rücksicht auf den jahrhundertalten Bistumsverband viel größeren Einfluß üben sollen. Eine befriedigende Erklärung bietet nur die These von der Volkseinwanderung aus dem Wallis. Die Hauptkirche des Tales in Andermatt besaß auch von alters her *Reliquien* des *hl. Theodul*. Sie werden schon im ältesten noch erhaltenen Jahrzeitbuch aus dem Anfang des XVI. Jahrhunderts in einem Verzeichnis angeführt [2]. Bischof Johannes Flugi verordnete nun, daß künftig da, wo in den liturgischen Gebeten die Namen der Patrone einzufügen sind, die Bistumsheiligen *St. Luzius* und *St. Florin* genannt werden [3]. Die Ursner fanden freilich das Fest des hl. Theodul nicht bequem, weil es jeweilen gerade in die schönste Zeit der Heuernte fällt [4]. Sie wünschten, alle in die sehr kurze Erntezeit fallenden Kirchen

[1] Voto colitur festive festum S. Petri ad Vincula et *Theoduli*. Ss. Lucium et Florinum festive non colunt. — P. *Notker Curti*, Ein Visitationsbericht über das Urserental von 1643. Gfr. Bd. 70, S. 273, u. Histor. Nbl. v. Uri, 1915, S. 48.

[2] *Curti*, Gfr. 70, S. 271.

[3] In orationibus, ubi nominandi patroni dioecesis, nominentur St. Lucius et Florinus. Gfr. 70, S. 273.

[4] De festo S. Theoduli gravantur vicini, cum incidat in tempus messis. Gfr. 70, S. 273, Anmerk. 62.

feste in die Fastenzeit zu verlegen, welche Bitte als zu weitgehend vermutlich abgelehnt wurde [1]. Um so auffälliger ist es, daß die Ursner trotz der unbequemen Zeitlage und ohne von Bistums wegen hiezu verpflichtet zu sein, den Patron der Sittener Diözese feierten.

Nächst dem Bischof Theodul ist unter den Walliser Heiligen wohl die Märtyrergruppe von Agaunum mit *St. Mauritius* an der Spitze am weitesten und besten bekannt. Auch dieser Kult ist in Ursern zu finden. Die alte Kapelle von Hospental war der Mutter Gottes geweiht, und dieses Patrozinium ging auch auf die neue Kirche von 1727 über. Merkwürdigerweise nennt der Visitationsbericht von 1643 das Hauptpatronat nur im Titel (Visitatio Ecclesiae Beatissimae Virginis in Hospental) und erwähnt dann nur noch einen Dreikönigsaltar an der Seitenwand. Doch muß St. Mauritius der *zweite Kirchenpatron* gewesen sein, da sein Festtag im XV. Jahrhundert mit einer größern äußern Feier begangen wurde. Wir lesen nämlich im *alten Talbuch von Ursern*, das seit 1491 mehr oder weniger ausführlich die allgemeinen Auslagen des Tales verzeichnet, die ganz interessante Bemerkung:

1494: Item aber uß gen von den tallütten wegen viii frömpt man von Liffenen, von Kurwal oder von Ury, ein yetlichem umb ii ß tag ürty an der *kilwy* ze Hospental.

Item aber uß gen ein halben gulden tag ürty, dz man den frömden geschenckt hatt an *Sant Moritziß tag* ze Hospental.

Die alten Patrone pflegt man auch bei Neubauten beizubehalten. Darum steht auf dem Altar der heutigen Pfarrkirche von 1727 die Hand des hl. Mauritius, mit Schild und Speer bewaffnet, und auch auf einem Ölgemälde im Chor ist sein Bild zu sehen. — Daß gerade beide Schutzheiligen des Walliser Landes schon von alters her in Ursern verehrt wurden, ist sehr beachtenswert. Diese Tatsache spricht stark zu Gunsten der Annahme einer Volkseinwanderung aus dem Rhonetal, das einst ja noch viel entlegenere Gegenden bevölkert hat.

Eduard Wymann.

REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

Elisabeth Schudel: Der Grundbesitz des Klosters Allerheiligen in Schaffhausen. Diss. phil. Zürich. Schleitheim 1936. 178 SS.

Die im XI. Jahrhundert von den Nellenburgern gegründete Benediktinerabtei Allerheiligen wurde freilich nur auf kurze Zeit ein Zentrum der Hirsauer Reformbewegung. Bald machte sich ein allgemeiner Rückgang bemerkbar, von dem sich das Kloster bis zur Aufhebung in der Reformation nicht mehr erholte. Das Ordensleben stand schon lange

[1] Gfr. 70, S. 276-277.

vor der Glaubensspaltung auf einer niedern Stufe. Diese Arbeit behandelt nun auf Grund eines reichen, aber wegen Quellenverlustes nicht mehr vollständigen Materials die Entwicklungsgeschichte, den Umfang und die Arten der Bewirtschaftung des klösterlichen Grundbesitzes, der, wie man aus der beigegebenen Karte ersieht, in den Kantonen Schaffhausen, Zürich, im Hegau, sehr dicht war; daneben finden sich aber auch zahlreiche Besitzungen im Thurgau, Kt. Luzern, im Breisgau, an der Donau, am Neckar, im Allgäu und im Vorarlberg. Das Kloster besaß an ca. 180 Orten Güter aus Schenkungen verschiedener Größe, davon 27 von den Stiftern, 45 durch Inkorporation von Kirchen und 11 durch Auflösung von Klöstern. Durch Kauf, Tausch, Rodung erweiterte und rundete es seinen Besitz ab. Ob das Kloster ursprünglich den gesamten Grund und Boden der Stadt Schaffhausen besaß, ist nicht mehr festzustellen, sicher ist nur, daß der größte Teil derselben in seiner Hand war. Es hatte von den Nellenburgern Markt-, Zoll-, Salz- und Münzrecht erhalten, nebst andern Abgaben aus dem Marktbetrieb (Schenkrechte, Mühlenrechte, Fischereirechte), die ihm später ganz oder teilweise von der Stadt entwunden wurden. Aufschlußreich für die Ortschaftsgeschichte sind die Ausführungen über die Art der Bewirtschaftung und Verwaltung der Güter, sei es in Eigenbau, durch Verteilung an Lehensträger, den Übergang von der Natural- zur Geldwirtschaft, über die Rechtsstellung der Eigenleute, Laß und Fall. Die Bearbeitung eines solchen Themas erfordert viel entsagungsvolle Kleinarbeit an einem großen und etwas langweiligen Material.

Vorliegende Arbeit ist ein dankenswerter Beitrag zur schaffhausischen Stadtgeschichte, zur Kloster- und Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters, das bisherige Forschungen, namentlich von Bickel (über das Kloster St. Gallen) und Georg Caro und A. Dopsch unterbaut und bestätigt.

Einsiedeln. *Karl Schönenberger.*

Katholische Kirchen des Bistums Basel, Band I: Kantone Baselstadt, Baselland, Thurgau und Schaffhausen. Band II: Kanton Solothurn. Verlag Otto Walter A.-G., Olten.

Bisher erschienen die zwei ersten des auf fünf Bände geplanten Werkes über die katholischen Kirchen des Bistums Basel.

Linus Birchler hat dem Werke das Vorwort geschrieben. Karl Schönenberger schickt den Bänden einen kurzen Abriß der Geschichte des Bistums Basel voraus. Der erste Band ist bearbeitet von Karl Schönenberger und Albert Joos und umfaßt die Kirchen der Kantone Baselstadt und Baselland (Joos), Thurgau und Schaffhausen (Schönenberger); der zweite Band ist den Kirchen des Kantons Solothurn gewidmet und ist bearbeitet von Anton Guldimann.

Das Werk behandelt ziemlich vollständig die Kirchen und Bethäuser der genannten Kantone und zwar ohne organischen Grundgedanken in alphabetischer Reihefolge. Indessen handelt es sich nicht etwa um ein

bloßes Kirchenregister, vielmehr werden bei jedem Gotteshaus die wesentlichsten kirchen- und baugeschichtlichen Daten verzeichnet, so wie etwa schon Nüscheler vor etlichen Dezennien die Gotteshäuser zahlreicher Kantone zur Darstellung brachte. Die einzelnen Kirchen und Kapellen werden abgebildet, nicht nur in ihrer äußeren Erscheinung, sondern auch in ihrer inneren Anordnung. So zeigt sich auch dem Auge eine bald mehr, bald weniger glückliche Baugeschichte katholischer Gotteshäuser. Das Werk ist buch- und illustrationstechnisch außerordentlich reich dotiert.

Das vorliegende Werk hat in mannigfacher Hinsicht seine unbestreitbaren Verdienste und Vorzüge. Die sehr verdienstvollen Forschungen Nüschelers müssen auf den neuen Stand der Forschung gebracht werden und bedürfen auch einer baugeschichtlichen Ergänzung. Sodann fehlt dem Werke Nüschelers die Bebilderung, die eine stumme und dennoch lebhafte Sprache zu sprechen vermag. Endlich sind gerade in den letzten Dezennien zahlreiche Gotteshäuser entstanden, die eine neue und interessante Entwicklung und Richtung kirchlicher Baukunst zeigen. In allen diesen Richtungen ist die vorliegende Publikation sehr wertvoll und auch sehr dankenswert. Wäre den einzelnen Kirchen — wenigstens in Kleindruck — ein kurzer Quellen- und Literaturnachweis vorangestellt worden, so wäre das Werk nicht sehr bedeutend erweitert, aber sehr wertvoll ergänzt worden.

Man könnte sich die Frage stellen, ob es nicht vorteilhafter gewesen wäre, eine strenge Auswahl zu treffen, das Bescheidene vom Wertvollen zu scheiden, um dadurch die bedeutenden Werke kirchlicher Baukunst umso intensiver zur Geltung und Darstellung zu bringen. Man könnte sich des weitern fragen, ob es nicht einem dringenderen Bedürfnis entsprochen hätte, eine solid fundierte Pfarreigeschichte zu schreiben, um dadurch wesentliche Grundlagen einer schweizerischen Kirchengeschichte vorzubereiten. Darin liegt nun eben der besondere Charakter des vorliegenden Werkes: es ist weder eine Kunstgeschichte, noch eine Pfarreigeschichte, sondern eine großzügige Inventur der Gotteshäuser unter dem Basler Krummstab, und es gibt, nebst einer reichen Bebilderung summarisch, die hauptsächlichsten bau- und kirchengeschichtlichen Daten. Mögen durch die vorliegende Publikation angeregt, Historiker und Kunstgelehrte ansetzen und nun den Spaten tiefer treiben.

Eugen Isele.

Quellenwerk zur Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft. I. Urkunden, Band 2. Aarau/Leipzig, Verlag H. R. Sauerländer & Co. 1937. Subskriptionspreis in Leinen gebunden Fr. 38.—

Von der großangelegten Publikation der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz: Quellenwerk zur Entstehung der schweizerischen Eidgenossenschaft, deren 1. Band wir im Jahre 1935 in dieser Zeitschrift besprochen haben, ist vor einigen Monaten der 2. Band erschienen. Leider sind seit dem Erscheinen des 1. Bandes sein verdienter

Bearbeiter Dr. T. Schieß und der unermüdliche Kommentator Dr. R. Durrer aus diesem Leben abberufen worden. Dr. T. Schieß hatte noch den größeren Teil des 2. Bandes für den Druck vorbereitet. Die Gesellschaft betraute mit der Fortsetzung des Werkes Herrn Dr. Bruno Meyer, der dasselbe so förderte, daß der 2. Band in verhältnismäßig kurzer Zeit erscheinen konnte.

Dieser 2. Band umfaßt die Urkunden von 1291 bis und mit dem Jahre 1332, im ganzen 1647 Nummern, von denen zwar die meisten schon gedruckt waren, aber vielfach in seltenen und nicht leicht zugänglichen Werken, oft auch in fehlerhaften Textwiedergaben und ohne Erläuterungen; über 150 Urkunden werden der Öffentlichkeit zum ersten Mal zugänglich gemacht. Sie sind, wie im 1. Bande, in vollständigem Abdruck, teils in genügenden Auszügen oder Regesten wiedergegeben.

Der Vorteil, sämtliche Urkunden dieser Zeit für die junge Eidgenossenschaft und ihr Gebiet einheitlich in einem Bande vereinigt zur Hand zu haben, ist klar. Ihre Zahl und Bedeutung ist in diesem Bande beträchtlich gewachsen, nicht bloß für die Profangeschichte, sondern auch für die Kirchengeschichte. Wenn irgendwo Urkunden über Kirchengründungen, ihre Patronate und Rechtsverhältnisse usw. vorhanden sind, finden wir sie hier abgedruckt und sehr oft auch erläutert. Wie schon beim 1. Bande, sind es auch jetzt wieder die Archive kirchlichen Charakters, die den Großteil der Dokumente beigesteuert haben.

Alle diese Urkunden sind Zeugen einer großen Zeit in der Epoche der jungen, innerlich und äußerlich erstarkenden und im Blute der ersten Freiheitsschlacht getauften Eidgenossenschaft. Die Erneuerung der Freiheitsbriefe, der erste entscheidende Waffengang und die daran sich knüpfenden Auseinandersetzungen mit Österreich bilden den Hauptinhalt und Höhepunkt dieser Periode unserer vaterländischen Geschichte.

Und da Kirche und Staat im Mittelalter Hand in Hand gingen, begegnen wir hier auch zahlreichen Aktenstücken nicht bloß politischer, sondern auch kirchlicher Natur, wie frühesten Erwähnungen von Pfarr- und Filialkirchen und Kapellen, von Patronatsrechten, frommen Stiftungen, Gutsbesitz, Personen- und Flurnamen. Gewiß wird es nicht bloß den Berufshistoriker, sondern auch manchen geistlichen Herrn mit Interesse für die Geschichte seiner Pfarr- oder Heimatkirche freuen, wenn er ihre erste Nennung und ihre frühesten Rechtsverhältnisse kennen lernt. Gerade die alten Rechtsverhältnisse dürften heute von ebenso großem praktischen wie idealem Werte sein. Die Urkunden dieser Zeit stehen uns nun schon viel näher und die Anknüpfungspunkte mit unseren heutigen Verhältnissen sind zahlreicher und greifbarer geworden. Auch kulturhistorisch Interessantes findet sich da reichlich vor. Dieses schöne und gut ausgestattete Werk sei also weiten Kreisen bestens empfohlen. Der Subskriptionspreis des 1. Bandes in Ganzleinen ist nicht Fr. 56, wie ich damals angegeben, sondern nur Fr. 36.

Engelberg, Dr. P. *Ignaz Hess.*

Die katholische Missionsschule im ehemaligen Deutsch-Ostafrika. Von Dr. theol. P. **Franz Solan Schäppi** O. M. Cap. 399 SS. kart. 8 RM. Verlag Ferd. Schöningh, Paderborn, B. Götschmann, Zürich. 1937.

Vorliegendes Werk gehört nicht deshalb in den Rahmen der « Zeitschr. f. schweiz. Kirchengeschichte », weil sein Verfasser, Lektor der Theologie in Solothurn, ein Schweizer ist, sondern weil zum großen Teil die indirekte Missionsarbeit von Schweizer Missionaren gewürdigt wird : der Kapuziner im Vikariat Daressalam und der Benediktiner in Peramiho und Ndanda. Auf Grund eines umfangreichen und erstklassigen Quellenmaterials, das Missionsgesellschaften, von denen eine Reihe ihre Archive dem Verfasser öffneten, und Kolonialbehörden (Colonial Office in London etc.) in großzügigster Weise zur Verfügung stellten, und das der Verfasser 1934-35 durch eine Studienreise nach Ostafrika mit den tatsächlichen Verhältnissen vergleichen und ergänzen konnte, wird zunächst die Geschichte der Missionsschulen in der deutschen Kolonialzeit, die Sch. als « Periode der freien Entfaltung » kennzeichnet, behandelt. In dieser Zeit vor dem Weltkrieg suchten die Missionare vom Hl. Geist durch ihre Schultätigkeit eine « Hebung der Massen » und die Weißen Väter die « Erziehung von Klassen » zu erreichen (hier ein Kapitel über die entsagungsvolle Arbeit zur Heranbildung eines einheimischen Klerus), während die Benediktiner von St. Ottilien den Wettbewerb mit den protestantischen und den Regierungsschulen antraten. Diese verschiedenartige Zielsetzung der einzelnen Gesellschaften hat Sch. gut herausgearbeitet, um darauf fußend ein gerechtes, abwägendes Urteil über die einzelnen Schularten fällen zu können. Die zweite Periode nach dem Weltkrieg, die englische Mandatszeit, wird von Sch. genannt « Periode der Kooperation », d. h. der engen Zusammenarbeit zwischen Kolonialregierung und Mission. Infolgedessen treten in dieser Zeit nicht so sehr die einzelnen Missionsgesellschaften mit ihren Schultypen hervor, sondern die Schulpläne und -vorschriften der Regierung auf der einen und die Angleichung an dieselben durch die Mission auf der andern Seite. Um die Ziele und Wege der englischen Schulpolitik ins rechte Licht zu rücken, ließ sich Sch. nicht zurückschrecken, eine Fülle von Memoranden, Protokollen von Schulkonferenzen etc. durchzuarbeiten. Doch werden auch die Anstrengungen der katholischen Missionsschulen, den Regierungsplänen zu entsprechen und trotzdem ihre missionarische Eigenart zu wahren, bis ins Letzte hinein (Schularten, Schüler, Lehrkörper, Lehrmittel und -methode) dargestellt. — Anzuerkennen ist bei der ganzen Arbeit ein, ich möchte sagen, fanatischer Wille zur Objektivität, der Licht und Schatten überall gerecht zu verteilen weiß. Die Kolonialbehörden (deutsche und englische) treten in dieser Darstellung nicht als die sonst durch Missionsberichte bekannten Missionsfeinde auf, sondern — von Ausnahmen abgesehen — als aufrichtige Helfer der Mission, bei denen allerdings begreiflicherweise die kolonialpolitischen und wirtschaftlichen Ziele an der Spitze standen. Bei den Missionsgesellschaften werden die Fehler und Schwächen in Vergangenheit und Gegenwart offen aufgedeckt, wobei der Verfasser auch vor dem eigenen Orden nicht Halt macht. Gerade

diese Sachlichkeit, verbunden mit der Beherrschung des gewaltigen Quellenmaterials, geben dem Verfasser Gelegenheit, das gigantische Ringen der katholischen Missionskreise um die Seele des Afrikaners, denn darum geht es ja vor allem in den Missionsschulen, in allen einzelnen Phasen dem Leser vor Augen zu führen. Da durch die Einleitungskapitel die Missionsschule in den weiten Rahmen der allgemeinen missionarischen und kolonialen Arbeit gestellt wird, geht die Bedeutung dieser Darlegungen weit über die Interessen der Missionskreise hinaus. Sie zeigt gerade am Beispiel der Missionsschule den ungeheuren Wandel Afrikas von der Zeit vor dem Kriege durch die Nachkriegszeit in die Gegenwart. Weiten Kreisen wird die Arbeit Sch.'s die Augen öffnen über die Bedeutung der Missionsarbeit und das bei vielen noch verbreitete, verhängnisvolle Vorurteil, als ob die Missionsarbeit eine Arbeit geistig minderwertiger Elemente sei, abstellen helfen. — Die Gesamtanlage des Werkes machte manche Wiederholungen notwendig. Doch glaube ich, daß bei gründlicher Durcharbeit vieles straffer gefaßt und die Wiederholungen auf ein Mindestmaß hätten beschränkt werden können. Die Darstellung, wenn auch flüssig geschrieben und daher angenehm zu lesen, ist von einer geradezu behaglichen Breite. Auch einzelne Schönheitsfehler (z. B. werden mancherorts Statistiken von 1929 angeführt, dann wieder solche von 1934-35 u. a.) hätten bei einer ruhigeren Vorbereitung des Druckes vermieden werden können.

Johannes Beckmann.

Lucienne Van Meerbeeck : Correspondance des nonces Gesualdo, Morra, Sanseverino, avec la secrétairerie d'Etat pontificale (1615-1621). (Analecta Vaticano-Belgica, 2me série : Nonciature de Flandre, IV). Bruxelles, Palais des Académies, et Rome, 18 Piazza Rusticucci, 1937. In-8°, xx-614 p.

La collection des Analecta Vaticano-Belgica vient de sortir le IVme tome de cette deuxième série où MM. L. Van der Essen et A. Louant publiaient naguère deux volumes de la correspondance du premier nonce de Flandre, Ottavio-Mirto Frangipani (1596-98). Nous avons, cette fois, toute la correspondance de trois de ses successeurs, Gesualdo, Morra et Sanseverino.

Le sujet, délimité par les dates extrêmes de ces nonciatures, présente une assez heureuse unité. Il y a beaucoup d'analogies entre les activités diplomatiques de ces trois prélats, qui, dans la brièveté de leur mission, durent souvent se contenter de poursuivre les affaires engagées par leurs prédécesseurs, selon des lignes déjà tracées. Ce ne fut pas le cas des longues nonciatures qui précédèrent ou qui suivirent. D'autre part, l'année 1621, avec l'avènement de Grégoire XV, marque un renouvellement complet du personnel des nonciatures et, même, de leur orientation. C'est aussi l'année de la mort de l'Archiduc Albert.

L'intérêt de cette correspondance n'est pas diminué par sa durée relativement restreinte. Il suffit d'évoquer le cadre des événements : les dernières années de la trêve de 12 ans, les débuts de l'insurrection de Bohême et de la guerre de trente ans ; au point de vue religieux, le rétablissement

du catholicisme dans les Pays-Bas, la lutte contre la diffusion des écrits hérétiques à partir des Provinces-Unies ou de la Grande-Bretagne, les missions en Angleterre et en Ecosse. En feuilletant les 600 pages de ce livre et ses 40 pages d'index, on peut constater qu'il apporte effectivement ce qu'on était en droit d'en attendre.

Remarquablement placés en leur observatoire international de Bruxelles, les nonces savent s'informer et agir. Leur activité s'étend à toutes sortes de questions : depuis le contrôle des missions catholiques d'Angleterre, jusqu'à la surveillance de la fabrication des tapisseries commandées par le cardinal Borghèse. Avant tout religieuse, occupée à défendre la juridiction ecclésiastique contre les empiétements des pouvoirs civils (voyez l'affaire de la « visite » de l'Université de Louvain), à soutenir les réformes monastiques, à diriger le choix des évêques et les provisions de bénéfices, à prévenir les infiltrations d'ouvrages hérétiques et s'occuper de leur réfutation, cette activité pénètre aussi sur des terrains connexes, s'ingéniant, par exemple, à faire disparaître le plus vite possible les occasions de conflits, toujours prêts à surgir, entre les deux puissances catholiques de la France et de l'Espagne. En ce dernier domaine, les avvisi envoyés, presque chaque semaine, au cardinal secrétaire par la nonciature de Bruxelles, constituent de véritables reportages qui, pour l'historien de l'Europe, ne sont pas négligeables.

Cette correspondance n'est pas imprimée in extenso. L'éditeur a préféré la résumer, quitte à mettre en note quelques extraits littéraux, ou à rejeter dans des annexes une pièce plus importante. Le procédé est légitime, puisqu'il permet une vulgarisation beaucoup plus rapide de ces documents ; ce n'est que pour un nombre assez limité de cas que le travailleur sera contraint de recourir encore aux fonds d'archives ; il ne le fera pas au hasard, grâce aux excellentes indications données par ce regeste et le bon index qui l'accompagne.

M. H. Vicaire O. P.

Hermann Albisser : Die Ursulinen zu Luzern. Geschichte, Leben und Werk des ersten Konvents (1659-1798). Genfer Dissertation. Stans 1937. 336 SS. und 24 Bilder.

Der Zeitraum der katholischen Restauration bedarf in der Schweizergeschichte noch mancher Aufhellung. Viel Quellenmaterial liegt noch brach, vorab in der Ordens- und Schulgeschichte. Daß hier noch Wertvolles geleistet werden kann, zeigt die sehr beachtenswerte Veröffentlichung Albissers. Damit hat nun endlich auch die Geschichte der für die Wiedererneuerung des katholischen Lebens in der Schweiz so verdienstvollen Kongregation der Ursulinen einen gediegenen Beitrag erhalten.

Trotz des spärlichen und lückenhaften urkundlichen Aktenmaterials ist es dem Verfasser durch geschickte Benützung des einschlägigen Quellenstoffes gelungen, eine reichhaltige und eingehende Darstellung zu bieten. Im Abschnitt « Gründung » wird einleitend bemerkt, daß Humanismus und Reformation ein vermehrtes Interesse für die Volksbildung und im

besondern für den Mädchenschulunterricht geweckt haben (S. 40-42). Das ist wohl richtig, doch zeigt auch schon das Spätmittelalter einen Fortschritt in dieser Richtung. Mit der Entfaltung städtischen Lebens und der Ausdehnung des Handels und Verkehrs hat sich unter den Bürgern auch ein stärkeres Bildungsbedürfnis geregt. Seit dem XIII. Jahrhundert kommen neben den Kloster- und Stiftschulen die *Stadtschulen* auf. Deren Ursprung läßt die Deutung zu, daß sie zum Teil Elementarschulen waren. Allmählich entstanden neben den öffentlichen Schulen auch « private niedere deutsche Elementarschulen » (Steinhausen), die man auch einfach « deutsche Schulen » nannte. Der deutsche Schulmeister unterrichtete im Lesen, Schreiben und Rechnen. Auch die Mädchenbildung wurde im Spätmittelalter keineswegs vernachlässigt. Seit dem XIV. Jahrhundert tun sich nachweisbar da und dort in den Städten Mädchenschulen (« maidlinschulen ») auf, an denen auch Lehrfrauen unterrichteten. Vgl. *M. Schmitz*, Art. Mädchenschulwesen, in Lex. d. Pädagogik, hrg. von E. M. Roloff (3. Bd. Sp. 545-546). Als Unterrichtsstoff für die Unterweisung der weiblichen Jugend wird für diese Zeit Erlernen des Psalters, Handarbeit, dann Lesen und Schreiben genannt. Der städtische Bildungsdrang griff da und dort auch auf die Landschaft über und führte zur Entstehung von Dorfschulen. Belege für das Gesagte finden sich bei *Michael* (Gesch. des deutschen Volkes, 2. Bd. [1899], 388 ff.), *Steinhausen* (Gesch. der deutschen Kultur, 2. Bd. [1913], S. 160-163), *Paulsen* (Das deutsche Bildungswesen in s. gesch. Entwicklung, 6. Aufl. [1928], S. 18-19), *Zœpfl* (Deutsche Kulturgeschichte, 1. Bd. [1928], S. 507-512) und *Schmitz*, a. a. O. Mit den *deutschen Lese- und Schreibschulen* ist im Spätmittelalter, wie Paulsen bemerkt, « ein Anfang einer wirklichen *Volksschule* im Unterschied von der gelehrten Schule gegeben » (*Paulsen*, a. a. O. S. 19). Albisser erwähnt dann, übergehend zum Aufschwung der katholischen Volksbildung, daß dieser vorab durch das Konzil von Trient eingeleitet wurde (S. 42-43). Gewiß, das stimmt insofern, als diese Kirchenversammlung durch ihr Reformdekret über die religiöse Unterweisung des Volkes (24. Sitzung) einen mächtigen Anstoß dazu gab. Doch muß betont werden, daß *unabhängig* vom genannten Konzil Pädagogen aus den Kreisen der christlichen Humanisten den Gedanken einer vermehrten und bessern Unterrichtung des Volkes schriftlich und in der Tat befürwortet haben, so Ludwig Vives (1492-1540), der in seinem « Christlichen Frauenspiegel » (Brügge 1523) der Erziehung und Bildung der weiblichen Jugend ein vortreffliches Wort redet, in Italien die viel zu wenig bekannten Pädagogen: Luzio Vitruvio Rossi, dann besonders Jovita Rapucius in seiner Schrift *De liberis publice ad humanitatem informandis* (Venetiis 1551), Kardinal Giacobo Sadoleto mit seinem vorzüglichen Buch *De liberis recte instituendis liber* (Venetiis 1533), dann Alessandro Piccolomini und Lodovico Dolce. Der letztere empfiehlt in einer eigenen Schrift die Unterweisung der Mädchen in der Religion und der Leitung des Hauswesens. « Er verbietet den Frauen das Studium der Wissenschaften nicht, da der Unterricht auch für sie *Pflicht* und *Bedürfnis* sei, will aber, daß man hierin ein vernünftiges Maß einhalte und nicht vergesse, daß die gewöhnliche und vorzüglichste Auf-

gabe des Weibes die innere Leitung der Familie und des Hauses ist » (*F. X. Kunz*, Die christl. Erziehung dargest. im Auftrage des hl. Karl Borromäus von Cardinal Silvio Antoniano (Bibl. der kath. Pädagogik I), Freiburg i. Br. 1888, S. 45). Bei Tacchi Venturi S. J., *Storia della Compagnia di Gesù in Italia*, vol. I : *La vita religiosa in Italia durante la prima età della Compagnia di Gesù*, Parte I, pp. 347-348, erscheint Angela Merici als eine unter vielen, die sich unter dem Frauengeschlecht der Unterweisung der Mädchen gewidmet haben.

Mit kritischem Sinn hat Albisser im Bericht der Klosterchronik über die Einführung der Ursulinen in Luzern Richtiges und Unrichtiges ausgeschieden (S. 53-69). Das Verdienst der Gründung gebührt dem Bischof von Lausanne, Jost Knab (1593-1658), der in Luzern residierte. Eine führende Rolle kam nach dem Tod des Bischofs den Jesuiten zu, die auch in der Zeit nach der Niederlassung als vertraute Ratgeber der Ursulinen erscheinen (S. 66-68 ; 186-188). Nach der Meinung des Verfassers ging der eigentlichen Gründung im Jahre 1659 die Lehrtätigkeit einer Ursuline in Luzern voraus. Auch bringt Albisser das Aufkommen von « Wyberschulen » in Luzern in der zweiten Hälfte des XVI. Jahrhunderts in direkte Beziehung zur damaligen allgemeinen Ursulinenbewegung (S. 69-78). Ob für diesen Aufschwung des Schulwesens in Luzern nicht andere Gründe maßgebend gewesen sind ? Mir scheint, die Angaben des Ratsprotokolls des Jahres 1503, die Albisser zitiert und die den Bau eines Elementarschulhauses und die Aufnahme des Schuldienstes durch eine Frauensperson verzeichnen (S. 51-52), deuten auf Verhältnisse, wie sie uns im städtischen Schulwesen des Spätmittelalters begegnen. Man könnte also an den Einfluß des praktischen Interesses des städtischen Lebens oder auch des Humanismus denken. Das soll nur erwähnt sein als Anregung zu weiterem Forschen. Die Quellenlage mahnt uns in der Beurteilung des Schulwesens am Ausgang des Mittelalters und zu Beginn der Neuzeit zur Vorsicht.

Dasselbe gilt auch für die Beurteilung des Abhängigkeitsverhältnisses der einzelnen Schulsysteme. Für das Schulprogramm der Anne de Xainctonge, die die Kongregation von Dôle gründete, zu der auch die Schweizerklöster der Ursulinen gehörten, gehen die Linien zu Angela Merici, dann über Françoise de Bermond zu den Brüdern von der Christlichen Lehre, und endlich zu den Jesuiten. Der Einfluß der letzteren scheint wohl der stärkste gewesen zu sein, da Anne de Xainctonge die Absicht hatte, « für die Mädchen dasselbe zu tun, was die Jesuiten für die Knaben taten » (S. 192-194). Die Linien zu Angela Merici und zu den Brüdern von der Christlichen Lehre ließen sich unschwer weiterführen zu den christlichen Pädagogen des XVI. Jahrh. in Italien. Nach dem Zeugnis des Kardinals *Valiero* wurde in den « Schulen christlicher Lehre » in Italien das vorzügliche Buch des Kardinals *Silvio Antoniano* : Della educazione cristiana dei figliuoli (Verona 1583), das in seinem dritten Buche eine eigentliche Schulpädagogik enthält, laut vorgelesen. F. X. Kunz, dem wir diese Angabe Valieros entnehmen, bemerkt in der Einleitung zu seiner Ausgabe der Erziehungslehre des Antoniano, daß dieser bei der Abfassung seines Werkes auch die Schriften früherer Pädagogen benützt habe (S. 57).

Indem wir das erwähnen, braucht man durchaus nicht an eine strenge und unmittelbare Abhängigkeit der Schulpädagogik der Anne de Xainctonge von diesen italienischen Pädagogen zu denken. – Unrichtig ist die Annahme, Johannes *Sturm* habe einen wenn auch nur mittelbaren Einfluß auf Anne de Xainctonge ausgeübt. Der Jesuit Bernhard *Duhr*, Die Studienordnung der Gesellschaft Jesu (Bibl. der kath. Pädagogik IX), hat festgestellt, daß Sturm in seiner humanistischen Schule zum großen Teil abhängig ist von der älteren Schuldisziplin, wie sie besonders in den blühenden Unterrichts- und Erziehungsanstalten der Brüder vom gemeinsamen Leben in den Niederlanden ausgebildet war. Aus dieser Quelle haben aber auch die Jesuiten geschöpft, und das erklärt es wieder, weshalb die Jesuitenschulen sich in manchen Punkten mit den evangelischen Humanistenschulen Melanchthons und Sturms berührten (*Duhr*, a. a. O. S. 3-13). « Inwieweit in den Schulen und bei der Abfassung der ratio studiorum der Jesuiten *Vives* tatsächlich anregend gewirkt hat, bedarf noch der genaueren Untersuchung » (*J. Göttler*, Art. Vives, in Lexikon der Pädagogik, hrg. von E. M. Roloff, 5. Bd. Sp. 556). Ebenso unzutreffend scheint mir die Bemerkung des Verfassers, daß die Ursulinenschule der Anne de Xainctonge das Realfach Rechnen « unter dem Druck der reformierten Schule » aufgenommen habe (S. 197). Ein positiver Beweis dafür liegt ja nicht vor. Dagegen ist der Gedanke nicht kurzweg abzuweisen, Anne Xainctonge habe dieses Fach deswegen in ihr Schulprogramm aufgenommen, weil es auch im Programm der Schule des christlichen Unterrichts, dessen Einfluß auf die Gründerin der Kongregation von Dôle eher nachweisbar ist, verzeichnet war (Vgl. *Cesare Orsenigo*, Der hl. Karl Borromäus, S. 236-237).

Wer sich mit dem Schulwesen der Gegenreformation beschäftigt, dem wird das Buch Albissers reiche Anregung bieten. Diese äußerst fleißige und vorzügliche Leistung verdient volle Anerkennung. Der wertvollen Arbeit entspricht auch die gediegene buchtechnische Ausstattung.

Stans. *Theophil Graf* O. M. C.

M. Heyret : P. Markus von Aviano O. M. Cap. Einführung in seine Korrespondenz, Bd. I : Hohe kirchliche Würdenträger, Priester und Ordensleute. Verlag Jos. Kösel und Friedrich Pustet. München 1937.

In der Jubiläumsgabe « P. Markus von Aviano O. M. Cap., apostolischer Missionär und päpstlicher Legat beim Heere », wurde auf die gewaltige, einschlägige Korrespondenz aufmerksam gemacht und zugleich das Versprechen abgelegt, in absehbarer Zeit genannte Korrespondenz zu veröffentlichen.

Seit Jahresfrist besitzen wir den I. Band : *P. Markus von Aviano O. M. Cap., Einführung in seine Korrespondenz. Hohe kirchliche Würdenträger, Priester und Ordensleute.* Alle einschlägigen Schriftstücke, soweit sie bekannt und erreichbar sind, wurden von Heyret mit bewunderungswürdiger Energie aufgestöbert, gesichtet und dem Leser in klarer, nicht

allzu ermüdender Form dargeboten. Wie im Vorwort bemerkt wird, handelt es sich nicht um eine Veröffentlichung der gesamten Urtexte in italienischer oder lateinischer Sprache, sondern nur um die Einführung in die Gesamtkorrespondenz. Was dieses Werk schätzenswert macht, ist nicht zuletzt der historische Rahmen, in welchen die einzelnen, in Frage kommenden Schriftstücke gestellt werden. Ein rein schematisches, nüchternes Aneinanderreihen der einzelnen Briefe kennt Heyret nicht. Mit einer kurzen, markanten Charakteristik des Schreibers und Adressaten, mit einem willkommenen Überblick über die jeweiligen kirchenpolitischen Zustände bietet Heyret zugleich den Schlüssel zum lebendigen, vertieften Verständnis der wörtlich angeführten Korrespondenz.

Wenn dieses Werk auch in der Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte dankbare Erwähnung findet, so geschieht es, weil bei der Behandlung des einschlägigen Korrespondenzmaterials auch schweizerische Persönlichkeiten und schweizerische kirchenpolitische Zustände gestreift werden. In erster Linie jedoch, weil ein eigenes Kapitel die Korrespondenz mit Schweizerbischöfen behandelt. Diese sind im Briefwechsel vertreten durch den Bischof von Konstanz, Franziskus Johannes Vogt, den Bischof Ulrich von Chur und den Bischof von Lausanne, Joannes Baptista de Strambino. Von historischer Tragweite sind die Schreiben dieser schweizerischen kirchlichen Persönlichkeiten freilich nicht, da sie über den Rahmen einer verbindlichen Einladung nicht hinausgehen. Trotzdem wird auch der schweizerische Leser gerne nach diesem, auf 5 stattliche Bände berechneten Werke greifen. Er findet darin eine Gelegenheit, an Hand der Geschichte unserer Nachbarvölker die Heimatgeschichte noch tiefer zu erfassen.

Luzern. P. *Benedikt Zöllig* O. M. Cap.

Freiburg, Schweiz. — Paulusdruckerei. — 38.

Bischöfliche Kurie und Seelsorgeklerus im Bistum Chur.

Nach Briefen aus dem Beginn des 16. Jahrhunderts [1].

Von Oskar VASELLA.

Die persönlichen Verhältnisse einfacher Geistlicher unmittelbar vor der kirchlichen Krise des 16. Jahrhunderts sind uns wenig bekannt. Umsonst fragt man nach schriftlichen Äußerungen von Geistlichen in ihren eigenen Anliegen und Sorgen, die vor allem die Stellung des Klerus innerhalb der Kirche aufhellen könnten. Es ist eine Weite der Kluft, die diese Menschen unserem Blick fast völlig entrückt. Der Erforscher der Landesgeschichte empfindet diese Lücken im geschichtlichen Bild eng umgrenzter kirchlicher Verhältnisse umso schmerzlicher, je schärfer er auf kleinerem Raum das reichverzweigte Leben zu erkennen vermag. Die Einsicht in die Vieldeutigkeit singulärer Zustände zwingt ihn zum Verzicht auf liebgewonnene, schematisch geformte Anschauungen [2]. Ehrlich gesteht ein verdienter Kenner der Landesgeschichte, wie R. Feller : « Durch Jahrhunderte blieb der bernische Landpfarrer, vielleicht mit Ausnahme des bekannten Elogius Kyburger,

[1] Wir haben der Vollständigkeit halber auch die wenigen Briefe von Laien mitaufgenommen. Für die Nachweise zu den Briefen und zur Charakteristik der Persönlichkeit des Sieglers haben wir die Rechnungsbücher des bischöfl. Offizialats nach unsern Auszügen verwertet. Die bisherige, eigentlich irrige Bezeichnung « Fiskalbuch » für den ältesten und wichtigsten Band, behalten wir bei. Abkürzungen : FB = Fiskalbuch, LH = Liber horarum, RI = Registrum induciarum. Bischöfl. Archiv Chur. Vgl. die Beschreibung dieser Handschriften durch *A. Bruckner*, Scriptoria medii aevi Helvetica, Fasz. I, 65. Vasella = *O. Vasella*, Untersuchungen über die Bildungsverhältnisse im Bistum Chur. Jahresber. d. hist.-ant. Gesellsch. Graubündens 1932. Ebda. Verzeichnis sonstiger Abkürzungen.

[2] Wir empfinden es gerade in manchen neueren Darstellungen der kantonalen Reformationsgeschichte als schweren Mangel, daß auf solche Lücken nie hingewiesen wird, dafür aber Schilderungen geboten werden, die in ihrer vereinfachten Form bereits Gemeinplätze geworden sind. Man denke etwa an Konkubinat, Fasten, Reliquien und Wallfahrten u. a. m. ; ein unabänderliches Répertoire kennzeichnet die Erstarrung im Geschichtsbild mancher Historiker. Das gilt von den meisten « Jubiläums-Reformationsgeschichten » der letzten zwei Jahrzehnte. Rühmenswerte Ausnahmen bilden *Wackernagel*, Gesch. d. Stadt Basel III (1924) und die Gedenkschrift zur Vierjahrhundertfeier der Bernischen Kirchenreformation mit der Darstellung *Fellers*.

des Kirchherrn von Einigen, stumm »[1]. Es ist ein Urteil, dem sich andere ebenso verschreiben müssen, sofern sie gewissenhaft der Aufgabe des Historikers walten.

Mit dem Ausbruch des Glaubenskampfes wandelt sich das Bild. Die rasch aufflammende Erhebung gegen die kirchliche Führung erfaßt viele Geistliche so, daß sie auch in ländlichen Bezirken die Führung an sich reißen[2]. Der Laie tritt dabei völlig zurück[3]. Jahre bevor die weltliche Obrigkeit irgendwo den Entscheid im Glauben gefällt hat, ersteht der religiösen Neuerung die Masse der Prediger, selbst in einfachen Pfarrern und Kaplänen der Landschaft[4]. Ist solches Handeln die Antwort auf die Stimme gelehrter Kritik oder verhallte diese in der weiten Ferne verlassener Dorfpfarreien? Oder lebte schon lange in der Seele der Geistlichen ein persönliches Gefühl der Verbitterung und des Hasses gegen die kirchliche Obrigkeit? Ist es das Gefühl, in kranker Gemeinschaft zu leben, selbst krank zu sein,

[1] *R. Feller*, Der Staat Bern in der Reformation. Gedenkschrift z. Vierjahrhundertfeier d. Bern. Kirchenreform. II (1928), 103.

[2] Am bezeichnendsten für das Bistum Chur sind die Vorgänge in den Gebieten längs des Wallensees und im Vorarlberg. Vgl. *Vasella*, 115 f.; *v. Arx*, Gesch. d. Kt. St. Gallen II, 487; für Vorarlberg verweise ich auf *J. Schöch*, Die religiösen Neuerungen des 16. Jahrh. in Vorarlberg. Forschungen und Mitteilungen z. Gesch. Tirols u. Vorarlbergs. 1912, IX, 102 ff. Zur führenden Rolle der niederen Geistlichkeit im süddeutschen Bauernkrieg s. *Jos. Edm. Jörg*, Deutschland in der Revolutionsperiode. Freiburg i. Br. 1851, p. 191 ff., ein Werk, das immer noch Beachtung verdient.

[3] Eine beachtenswerte Ausnahme im Bistum Chur macht der noch nicht identifizierte Flugschriftenverfasser Martin Seger aus Maienfeld; s. die biogr. Angaben Zw. WW IX, 392. Die hier gegebenen biographischen Notizen dürften sicher nicht auf den Korrespondenten Zwinglis zutreffen. Von Martin Seger, Vogt in Maienfeld, ist in den Kopialbüchern des Statthaltereiarchivs Innsbruck wiederholt die Rede. Er ist eines der Häupter der österr. Partei in Graubünden.

[4] Zuerst werden dem alten Glauben feindliche Äußerungen vielfach von Seelsorgegeistlichen berichtet. Für die bernische Landschaft ist charakteristisch das Auftreten Georg Brunners; s. die Akten über seinen Handel in: Aktensammlung z. Gesch. d. Berner Reformation I, Nr. 129; Darstellung bei *Th. de Quervain*, Gedenkschr. z. Vierjahrhundertfeier d. Bern. Kirchenref. I, 36 ff. Für Zürich ist bezeichnend das Hervortreten der radikalen Prediger unter den Geistlichen der Landschaft. Am bekanntesten sind Simon Stumpf in Höngg und Wilh. Röubli. Wir verweisen lediglich auf *Rud. Staehelin*, Huldr. Zwingli I (1895), 149, 178, 277, 303, 324, 345; zu Röubli s. auch *Wackernagel*, Gesch. d. Stadt Basel III, 326, ebda. und 340 f. über Prädikanten der Stadt und Landschaft Basel, das Aktenmaterial nun in der Aktensammlung z. Gesch. d. Basler Reformation, Bd. III (1937) mit Register. Für die Beurteilung der Haltung des stadtischen Rates ist wichtig die Äußerung Marx Röists, des zürcher. Bürgermeisters, an der zweiten Disputation zu Zürich. Darüber s. *Rob. Durrer*, Die Schweizergarde in Rom. Luzern 1927, p. 338 f.; vgl. ebda. p. 318.

das nach Besserung ruft? Es ist die alte Frage nach den Voraussetzungen der religiösen Krise, die nicht untergehen wird. Hier muß sie jedoch eingeschränkt werden auf die originären Ursachen innerkirchlicher Spannungen, welche sich im engeren kirchlichen Verband ausgewirkt haben. Für das Bistum gestellt, muß die Frage dahin lauten: Ging der Spaltung im Glauben beim Klerus eine tiefgehende Erschütterung des Vertrauens in die kirchliche Autorität voraus, so wie diese von den bischöflichen Behörden ausgeübt worden ist? In der Masse findet keine Revolution ihre Rechtfertigung in der Leugnung der Autorität als solcher, sondern stets in der Ablehnung der Formen, in welchen sie mißbraucht wird. Darin lag eine der ersten psychologischen Voraussetzungen auch für das Erstarken der zwinglischen Bewegung im schweizerischen Raum. Wenn scharfe Spannungen zwischen der kirchlichen Obrigkeit und der ihr untertanen Geistlichkeit bestanden haben, so muß auch deren Ursache aufgezeigt werden. Der Grund zur Verbitterung vor allem der Landgeistlichkeit gegen die bischöfliche Verwaltungsbehörde kann aber niemals nur einmalig sein; er muß in Formen des Rechtes liegen, die für alle verbindlich waren, also zur Institution geworden sind. Nur so kann eine immer wiederkehrende Störung im Rhythmus des Lebens erklärt werden.

Ein seltener Glücksfall hat uns aus einem ursprünglich gewaltigen Briefwechsel von Seelsorgern mit der bischöflichen Behörde einen ganz kümmerlichen Rest erhalten [1]. Allein diese wenigen Briefe besitzen wohl einen ungewöhnlichen Wert, nicht allein als Zeugnis persönlicher Gesinnungen. In ihnen zeichnet sich das Verhältnis des Geistlichen zur bischöflichen Kurie mit aller Schärfe ab, mag auch die Tonart

[1] Das erhellt aus den vielen Stellen im Rechnungsbuch d. bischöfl. Offizialats, wo immer wieder auf Berichte von Geistlichen über Schuldner verwiesen wird, was einige Beispiele zeigen mögen. Von « Johannes Hütter » Pleban in Klösterle (Vorarlberg) heißt es FB 516: « Est beneficiatus in diocesi Constantiensi et deperditum est debitum omnino. Venit ad Vlmam, ibidem dotatus est beneficio, ut loquitur dom. Thomas vicarius ibidem ». Über Katharina Nowin von Terzen heißt es nach 4. Febr. 1507 (FB 264): « Non est in loco nec apparuit in multis annis, uti plebanus multis vicibus retulit. Dom. Rev^mus jussit cassare. Deperditus est 1 Gl. » FB 332: « Sigmund Thanner ante certos annos obiit, nichil omnino reliquit in bonis nec aliquis hereditatem eius adiit, prout plebanus in Bux sepius scripsit *per juramentum asserendo ita esse* ». FB 394 heißt es bei einem Prozeßfall in Rötis (Vorarlberg): « Scribatur in proximo negocium vicario inibi, ut ipsum Petrum de premissis possit avisare ». Nach Dez. 1522, FB 640: « Non est in loco, ut refert plebanus, et in quinque annis nusquam in partibus aparuit. Timendum est de perditione, quia bona nulla habet », heißt es über einen Schuldner in Tiefenkastel nach 28. Febr. 1508.

der Briefe verschieden gestimmt sein. Umso treuer ist das Bild, als die Verfasser der Briefe fast allen Teilen des Bistums angehören. Einzig der Geistliche aus dem Tirol ist nicht vertreten. In diesen Briefen spricht der Pfarrer, aber auch der einfache Kaplan, im persönlichen Namen, noch mehr in Verantwortung der anvertrauten Pfarrgenossen. Sie sind ausnahmslos an den bischöflichen Siegler gerichtet. Nur ein einziger Brief stammt, abgesehen von den Mandaten des Sieglers, die hier nicht fehlen dürfen, vom bischöflichen Beamten[1]. Allen ist das eine gemeinsam: es geht um das Recht der bischöflichen Kurie. Im Zentrum der bischöflichen Verwaltung aber steht das geistliche Gericht.

Es kann nicht unsere Aufgabe sein, die *Geschichte des geistlichen Gerichts von Chur* hier darzustellen. Sie kann nur auf sehr mühsamen Forschungen aufgebaut werden[2]. Das wichtigste Problem, das die Erforschung der kirchlichen Judikatur stellt, muß aber hier hervorgehoben werden. Zu welcher Zeit ist im geistlichen Gerichtswesen die entscheidende Zentralisation durchgeführt worden? Ermöglicht ist diese Zentralisation durch den Untergang aller mit dem Bischof konkurrierenden Gewalten, vollendet ist sie in der Vereinheitlichung der Rechtsprechung durch das Konsistorialgericht am Kathedralsitz[3]. Damit aber ersteht auch ein ausgedehnter Apparat von Beamten, die vom Bischof durchaus abhängig bleiben. Dieser Entwicklung auf kirchlichem Gebiet, die im Bistum Chur erst im späten 15. Jahrhundert zum Abschluß gekommen ist, entspricht auf politischem Gebiet das allgemeine Bestreben in den Stadtstaaten, die Regierungsgewalt zu zentralisieren. Hier ist diese Entwicklung das Ergebnis fremder Einflüsse, noch mehr gesteigerter außenpolitischer Ansprüche[4]. Im bischöflichen Staat aber dürfte sich diese Tendenz auf kirchlichem

[1] Zufällig erhalten, weil der Geistliche den Brief an den Siegler zurücksandte. Vgl. Nr. 10-13.

[2] Eine Geschichte der geistlichen Gerichtsbarkeit im Bistum Chur bereiten wir vor, doch lassen sich deren Ergebnisse noch nicht absehen.

[3] Das Sendgericht ist als Institution im Ämterbuch des Bistums Chur festgehalten. Vgl. *Alf. Ströbele*, Beitr. z. Verfassungsgesch. d. Bistums Chur bis z. 15. Jahrh. Jahrb. f. schweiz. Gesch. XXX (1905), 100 ff. Gegen Ende des 15. Jahrh. spätestens ist es untergegangen. Die Untersuchung der Vergehen und die Anklage gingen auf den Fiskal über, der nach unseren bisherigen Feststellungen erst gegen Ende des 15. Jahrh. bezeugt ist. Über die Sendgerichte in den Bistümern Basel und Straßburg s. jetzt auch *L. Pfleger*, Die elsässische Pfarrei. Straßburg 1936, p. 453 ff. mit den notwendigen Literaturangaben.

[4] Dies einheitlich für die Eidgenossenschaft dargestellt zu haben, ist das bedeutende Verdienst *Emil Dürrs*, Die Politik der Eidgenossen im 14. und 15. Jahrh. Schweizer Kriegsgeschichte H. 4 (1933), Kap. XII, p. 331 ff.

Gebiet aus der entgegengesetzten politischen Entwicklung des Landes erklären. Der kirchlichen Zentralisation entsprach die politische Dezentralisation vornehmlich Graubündens, der Zerfall der landesherrlichen Gewalt des Bischofs, bedingt durch den Aufstieg der politischen Macht der Gemeinden. Verlust der politischen Macht bedeutete aber ohne Zweifel auch weitgehend Verlust an Finanzen. So galt es, mittels der umfassenden geistlichen Rechtsprechung neue Finanzquellen zu erschließen. Es ergab sich — wohl auch angesichts der wachsenden Konkurrenzierung der bischöflichen Rechte durch die römische Kurie, vor allem auf dem Gebiete der Stellenbesetzung — in Verbindung mit der Zentralisation der Verwaltung ihr starker fiskalischer Ausbau [1]. Dieses zweite wichtige Element wirkt sich wiederum am stärksten aus im bischöflichen Strafsystem [2].

Der Satz, daß die kirchlichen Waffen im späten Mittelalter stumpf geworden sind, gilt förmlich als geflügeltes Wort der historischen Betrachtung [3]. Allein der Weg zur Erkenntnis der wahren Sachlage wurde damit beinahe völlig verschüttet. Wenigstens, so will uns scheinen, ist in der schweizerischen Geschichtschreibung der Bedeutung des geistlichen Gerichtszwanges und allem, was er in sich schloß, nicht die genügende Beachtung geschenkt worden [4]. Das konstitutive Element

[1] Es kann hier lediglich angedeutet werden, daß zu Beginn des 16. Jahrh. Rom in den Rechtsbereich des Bistums hinsichtlich etwa der Besetzung der Kanonikate immer stärker einbricht. In diesen Zusammenhang gehören auch z. B. die zunehmenden Priesterweihen an der römischen Kurie, ohne Vorwissen der bischöflichen Behörde.

[2] Vgl. *Jos. Löhr*, Methodisch-kritische Beitr. z. Gesch. d. Sittlichkeit des Klerus. Reformationsgeschichtl. Studien und Texte H. 17 (1910), 33-35, 84-96. Diese Darstellung ist durch die Polemik gegen Hashagen nicht immer günstig beeinflußt. Umgekehrt verrät auch *J. Hashagen*, Zur Charakteristik d. geistl. Gerichtsbarkeit im späten Mittelalter. Zeitschr. d. Savigny-Stiftung f. Rechtsgesch. 1916, Bd. 37, Kan. Abt. 6, 205 ff., gelegentlich noch eine unsachliche Gesinnungsweise. Vgl. hier besonders 274, 285; ferner *P. Kirn* in derselben Zeitschr. Bd. 46 (1926), Kan. Abt. 15, 162-200, bes. 194.

[3] In besonderen Untersuchungen wird freilich das Urteil mehr differenziert, so *K. Anker*, Bann und Interdikt im 14. und 15. Jahrh. als Voraussetzung der Reformation. Diss. phil. Tübingen 1919. Anker vertritt teilweise widerspruchsvolle Meinungen; p. 58 ff. spricht er von der Wirkungslosigkeit der Zensuren, p. 63 hebt er die Handhabung des Bannes um Geldschulden als eine der Hauptklagen hervor, glaubt aber (p. 60), zu Unrecht, aus der Tatsache, daß die Bußgelder unter den Disziplinar- und Vindikativstrafen so große Bedeutung erlangten, auf die Abnahme der Wirksamkeit der geistlichen Strafen *indirekt* schließen zu dürfen. Vgl. *Hashagen*, l. c. 235.

[4] Das « städtische Kirchenregiment » ist viel stärker berücksichtigt. Vgl z. B. *Dierauer*, Gesch. d. Schweiz. Eidgen. III [2], 1921, 9 ff., Geschichte der Schweiz

der geistlichen Gerichtsbarkeit ist die uneingeschränkte Anwendung der geistlichen Zensuren: Bann und Interdikt als prozessualer Rechtsmittel mit zwingendem Charakter [1]. Dabei müssen wir für den Bann an die durch die Praxis entwickelte Differenzierung der Strafe erinnern [2]. So ausgeübt, erfaßte der Gerichtszwang den Bistumszugehörigen nicht bloß in seiner Eigenschaft als Gerichtsuntertanen schlechthin, sondern als Gläubigen der Kirche [3]. Aufgehoben wurde die Geltung der Strafmittel nur dann, wenn die geistliche Gerichtsbehörde durch einflußreiche, irgendwie ebenbürtige politische oder geistliche Gegner, Personen oder Verbände, zu langwierigen Auseinandersetzungen gezwungen wurde. Zwingende Geltung besaßen daher die Zensuren vor allem im prozessualen Verkehr mit privaten Personen, Laien oder Geistlichen. Sie dienten nicht allein der Sicherung des gefällten Urteils, sondern

von *H. Nabholz*, etc. Zürich 1932. Darstellung von *v. Muralt*, 330-333. Hervorheben muß man auch in dieser Hinsicht *Wackernagels* überragende Darstellung. Vgl. seine Gesch. d. Stadt Basel II, 2 (1916), p. 709-718, 737 ff. Über Zürich neuerdings *A. Bauhofer*, Zürich und die geistliche Gerichtsbarkeit. Zeitschr. f. Schweiz. Geschichte 1936, XVI, 1-36.

[1] Vgl. *Anker*, 63, 68; *Hashagen*, 272 ff.; *Wackernagel*, l. c. 714; *Bauhofer*, l. c. 11.

[2] Nicht ganz klar erscheinen die Tragweite und die Wirkung der Exkommunikation in ihrer verschärften Form. FB 6: Dominicus Gusch de Sinss « qui fuit excommunicatus et in familiam aggravatus ad instantiam Christopheri Pfefferkorns in Chur ». Eintr. vom 12. März 1516. FB 147: Laurenz Lendi schuldet 1 lib. VI ßd. « pro absolucione Jodoci Philipp de valle Reni qui fuit excommunicatus, aggravatus et reaggravatus usque ad decantacionem responsorii Revelabunt celi inclusive ». Eintr. vom 8. März 1504. FB 454: Jakob Frowis von Feldkirch schuldet V ß « pro licencia sepeliendi duos infantulos tempore censurarum huiusmodi de medio sublatos ». Eintr. vom 23. Mai 1515. FB 493: Wolfgang Berchtold von Ludesch « olim castellanus in Plumneck » schuldet 16 ß 16 d. « pro absolucione a quarta sententia ». Er erhielt diese auf Begehren und durch Vermittlung des Pfarrers, Magister Martin Sattler in Thüringen (Vorarlberg) « nam in Thürringen ita super reaggravatus fuit ». Eintr. vom 10. Mai 1521. Vgl. *Bauhofer*, l. c. p. 5 Anm. 5, 11 Anm. 32. Dazu FB 18: Dysch Pargecj senior in Felsberg schuldet 26 d. « pro absolucione reintrusionis excommunicationis, plus III ßd. pro interpellacione excommunicacionis sine aggravacione ». Eintr. vom 30. Okt. 1514.

[3] An der tatsächlichen Wirkung des Bannes kann nicht gezweifelt werden. Sie war besonders hart durch den Verlust des Rechtes auf kirchliches Begräbnis, was die Klagen der Herrschaftsleute von Bludenz und Sonnenberg von 1523 deutlich erweisen. Vgl. *J. Schöch*, Die religiösen Neuerungen im Vorarlberg. Forschungen und Mitteilungen z. Gesch. Tirols u. Vorarlbergs 1912, IX, 88. Weder diese Studie noch die hier verwerteten Untersuchungen Sanders sind je in der bündnerischen Literatur beachtet worden, obgleich die bündnerischen und vorarlbergischen Volksbewegungen in den Jahren 1523-26 eng zusammenhängen.

ganz besonders der Eintreibung aller Schulden, die aus den Prozeßgebühren oder Geldbußen jeglicher Art rückständig blieben [1]. So genügte es beispielsweise, daß die Ansprüche des Gerichtsnotars an den Urteilsgebühren nicht befriedigt wurden, um bei Nichterfüllung der Schuld innert den gesetzten Fristen die Ausfällung der Exkommunikation herbeizuführen [2]. Wir wollen nun freilich nicht übersehen, daß dem Bann andere Strafen vorausgehen konnten. Das gilt vor allem vom Geistlichen, den zuvor die Suspension bedrohte [3]. Doch mildert diese Tatsache in keiner Weise die Härte der Strafe, noch vermindert sie irgendwie die Schärfe des Zwanges. Lag der Strafverfolgung ein Schuldverhältnis zu Grunde, so war die Häufung der Urteile nur geeignet, die Last des Schuldners zu steigern. Die sukzessive Anwendung von Strafmitteln, die in ihren Wirkungen abgestuft erscheinen, war also nur geeignet, die Lage des Verfolgten zu verschlimmern. Wer einmal in tatsächlicher materieller Not befangen war, dem wurde die befreiende Tat erst recht erschwert: die Tilgung der Schuld. Es näherte sich ihm die bitterste Not: der Vollzug des Pfändungsverfahrens mit seinen unabänderlichen Härten. Ob es zu diesem äußersten Mittel der Schuldverfolgung kam, stand nicht mehr beim Schuldner. Es war eine reine Ermessensfrage des Gläubigers [4].

Die Tiefe der Wirkungen dieser Strafpraxis auf Klerus und Volk läßt sich nur an der *Ausdehnung der geistlichen Gerichtsbarkeit* ermessen. Darüber können wir uns heute nur schwer richtige Vorstellungen machen, sofern nicht entsprechende Quellen Einblick gewähren. Wir dürfen uns wiederum nicht täuschen lassen durch den ununterbrochenen Kampf, den die weltliche Obrigkeit gegen das Überwuchern des geistlichen Rechts geführt hat [5]. Unleugbar war diesem Kampf

[1] Es genügt also nicht, den Bann einfach als Exekutionsmittel zu bezeichnen, um die Tragweite der Praxis erkennen zu lassen. Vgl. *Wackernagel*, Gesch. d. Stadt Basel II, 2, 714; *Hashagen*, l. c. 274 f.

[2] Ein treffliches Beispiel bieten die Mandate des Sieglers Nr. 10 f.

[3] Die Suspension ist insofern in Geldschulden verhängt worden, als die Erwirkung der Absolution an die Leistung der entsprechenden Gebühr gebunden blieb. Vgl. Brief Nr. 17.

[4] Es genügt auf Briefe Nr. 6 f. hinzuweisen.

[5] Zum Teil haben ja die Laien selbst im Prozeßverkehr das geistliche Recht dem weltlichen vorgezogen und auf diese Weise den Bestrebungen der weltlichen Obrigkeit entgegengewirkt. Für das Bistum Chur ergibt sich das sehr deutlich aus den vielen Einträgen des FB, in denen nicht Geistliche, sondern Laien als Kläger erscheinen. Vgl. im allgemeinen *Hashagen*, l. c. 218 ff.; *Bauhofer*, l. c., untersucht vor allem die Stellungnahme des städtischen Rates in Zürich gegenüber dem geistlichen Gericht; s. besonders 30 f.

manche Besserung zu verdanken, ja, in den eidgenössischen Stadtstaaten, wo die geographischen Verhältnisse selbst bereits eine Lockerung der kirchlichen Organisation und damit die Dezentralisation der kirchlichen Verwaltung überhaupt miterzwangen, konnten Übergriffe der kirchlichen Behörde leichter eingeschränkt werden. Die mit straffer Gewalt geführte Außenpolitik der städtischen Obrigkeiten bot zudem im Kampf gegen die bischöflichen Rechte wirksame Abwehrmittel. Was die just mit den eidgenössischen Stadtstaaten aufs engste verbundene römische Kurie mit der einen Hand der bischöflichen Kurie unbedenklich nahm, verschenkte sie ebenso freigebig mit der anderen Hand an die weltlichen Obrigkeiten, wenn immer politische Interessen es forderten. Dank des politischen Gegengewichtes allein konnte ein zentralistisch regierender städtischer Rat die Gegensätze zwischen der römischen und der bischöflichen Kurie nutzen [1]. Eindrücklich bleibt hier vor allem das Beispiel Berns. Bei der bekannten Errichtung des Kollegiatstifts St. Vincenz (1485) war Bern nicht bloß durch den Wunsch geleitet, ein der eigenen Größe würdiges Gotteshaus zu besitzen. Maßgebender war der Wille, den Rechtsbereich der bischöflichen Verwaltungen von Lausanne und von Konstanz im bernischen Herrschaftsgebiet kräftig zu schmälern [2]. Dabei dachte der städtische Rat nicht zuletzt an die geistliche Judikatur und deren Auswüchse, unterwies er doch 1486 seinen Boten Joh. Armbruster nach Rom in der Instruktion dahin, daß dem Propst die Absolutionsvollmacht in bischöflichen Reservatfällen für alle Untertanen des Bistums Lausanne und die Dispensvollmacht für Verwandtschaftsehen des 4. Grades mit dem Delegierungsrecht verliehen würden [3]. Hierauf bestimmte der Rat,

[1] Dieses Moment ist leider für Zürich in der Studie von Bauhofer nicht mitberücksichtigt. Doch hat bekanntlich die päpstliche Diplomatie Erhebliches zur Ausbildung des sogen. städtischen Kirchenregimentes beigetragen. Diese Politik der römischen Kurie setzte erstmals sichtbar ein zur Zeit Sixtus' IV., als die päpstliche Kurie den Bündnisabschluß mit der Eidgenossenschaft zu verwirklichen suchte. Vgl. jetzt *Alfr. Stoecklin*, Der politisch entscheidende Wendepunkt im Basler Konzilsversuch des Andrea Zamometić, in dieser Zeitschr. 1930, Bd. 30, p. 179-182, bes. 180 Anm. 2, 181 Anm. 3, dazu auch 265 f.

[2] *R. Feller*, Der Staat Bern in der Reformation, p. 89 f., 96 f.

[3] Lat. Miss.-Buch C fol. 328 (Staatsarchiv Bern): « Item quo uberius statui prefate ecclesie consulatur admitendum est summa virtute, ut S. D. noster vobis et successori vestro impartiatur facultatem in casibus episcopalibus subditos prelibate ecclesie ahosque dyocesis Lausanensis in dominio Bernensi absolvendi. Item et in quarto gradu consanguinitatis et affinitatis cum personis gradibus dispensandi, cum potestate subdelegandi ». Mai 1486, Instruktion an Joh. Armbruster. Über diese einflußreiche kirchliche Persönlichkeit vgl. die Angaben im Hist.-Biogr. Lexikon der Schweiz I, 435.

daß ohne seine Zustimmung das Stift den Bann nicht verhängen noch handhaben solle. Aus allem sprach wirklich das Verlangen, durch eine eigene kirchliche Behörde die bischöfliche Verwaltung auszuschalten und auf diese Weise die Abwehr der kirchlichen Mißbräuche mit Erfolg und reibungslos zu vollziehen [1].

Von diesen Verhältnissen völlig verschieden gestaltete sich die Lage in den betont landschaftlich aufgebauten, politisch dezentralisierten Territorien des Bistums Chur. Wesentliche Voraussetzungen für einen so konzentrisch geführten Kampf gegen das geistliche Recht der bischöflichen Kurie fehlten. Weder Graubünden noch die zum Bistum gehörigen Vogteigebiete der Eidgenossenschaft konnten sich so leicht der Autorität des geistlichen Gerichts entziehen. Für die peripherisch gelegenen Landschaften der habsburgischen Monarchie, das Vorarlberg und den Vintschgau, gilt ähnliches. Namentlich im Vintschgau waren die weltlichen Rechte zwischen dem Bischof von Chur und Österreich zu umstritten, als daß die österreichische Regierung den jeweiligen Ausgleich durch die Bekämpfung der geistlichen Rechte des Bischofs erschwert hätte [2]. So unterbanden im Bistum Chur die wirr durcheinanderlaufenden Herrschaftsverhältnisse jeglichen Versuch zur Vereinheitlichung des weltlichen Rechts, und darin lag auf Jahrzehnte hinaus eine wesentliche Voraussetzung für den ungeschmälerten Fortbestand der geistlichen Judikatur; denn diese bewies immer wieder ihre Überlegenheit in der Einheitlichkeit ihrer Geltung, die das ganze Bistum umfaßte.

Doch auch darüber hinaus blieb der *sachliche Geltungsbereich für die geistliche Gerichtsbarkeit* noch ein sehr weiter. Das lag wiederum an den singulären Zuständen jener Zeiten. Der Kampf gegen das geistliche Recht war keineswegs immer grundsätzlich begründet. Was der Staat sehr oft erstrebte, zumal wenn er Geistliche seiner Herrschaftsgewalt untertan machte, das war die Sicherung des Rechts an sich. Der Geistliche sollte nicht, unter Berufung auf das geistliche Gericht, der Verantwortung überhaupt sich entziehen können, ein

[1] *Feller*, l. c. 96 ff.

[2] Vgl. den Vertrag zwischen Österreich und dem Hochstift Chur vom 30. Mai 1503, der freilich nicht zur Anerkennung kam, gedr. bei *Jecklin*, Materialien zur Standes- und Landesgesch. Gem. III Bünde II (1909), Nr. 144, p. 123 f., Bestimmungen über die Zuständigkeit des geistlichen Gerichts im Tirol. S. auch *Thommen*, Urkunden zur Schweizer Geschichte IV, Nr. 422, p. 389: Schiedsspruch zwischen Bischof Ortlieb und Herzog Sigmund vom 16. März 1471.

Recht zum Mißbrauch nützen[1]. Am Ausmaß der materiellen und sittlichen Not der Geistlichen läßt sich einzig die Ausdehnung der kirchlichen Judikatur erkennen, soweit diese den Klerus erfaßt. Die kriminelle Bestrafung der Geistlichen verblieb grundsätzlich der bischöflichen Kurie und dieser war der Geistliche auch in allen Schuldverhältnissen verhaftet, die sich aus seinen mannigfachen finanziellen Verpflichtungen an den Bischof und seine Kirche so oft ergaben[2].

Damit ist nur knapp angedeutet, was sich einzig durch die zeitgenössischen Quellen selbst näher umgrenzen läßt. Das Leben schuf überdies Bedingungen eigener Art, welche den Geistlichen dem Urteil des kirchlichen Gerichts überantworteten.

Ein doppelter Wesenszug des damaligen Lebens band nun aber auch das Volk an das kirchliche Recht. Einmal ist es das Ehewesen selbst in seiner ganzen Verwilderung, welches die Zahl der Prozesse steigerte. Für den Bauern, der in alpinen, in sich abgeschlossenen Gegenden wohnte, spielte die weit verbreitete Verwandtschaftsehe, die dispenspflichtig war, eine besonders große Rolle. Noch beachtenswerter ist die Wirkung der heimlichen Ehe[3]. Deren Formlosigkeit führte zu Verwirrung und rief daher vielen prozessualen Auseinandersetzungen. Diese galten freilich wiederum auch zahlreichen umstrittenen Ehegelöbnissen[4]. Die Kirche suchte durch ihre Rechtsprechung den Mißbräuchen zu begegnen, aber sie fand vielfach Zustände vor, die

[1] Das hebt *Feller*, l. c. 89, deutlich mit Beispielen hervor. Es konnte auch geschehen, daß in anderer Hinsicht die städtische Obrigkeit und der Bischof gemeinsam an Reformen arbeiteten. Schöne Beispiele bieten hiefür die Reformen von Predigerklöstern. Für Chur verweise ich auf *O. Vasella*, Gesch. d. Predigerklosters St. Nicolai. Paris 1931, p. 40 ff., bes. 49 f., woselbst Angaben für Reformen anderer Konvente.

[2] Zwischen der Frage der sittlichen Verhältnisse der Geistlichkeit und des Volkes einerseits und der Bedeutung der geistlichen Judikatur anderseits besteht ein enges Wechselverhältnis. Die Bewertung der Zustände im Klerus, wie sie *K. Eder* in seinem material- und problemreichen, methodisch sonst musterhaften Buch gibt: Das Land ob der Enns vor der Glaubensspaltung (Linz a. d. Donau 1933) ist mangels genügender Quellengrundlagen hinsichtlich der Judikatur unvollständig und daher unzulänglich.

[3] Die Ausscheidung der Kompetenzen in Hinsicht auf die Ehegerichtsbarkeit zwischen den städtischen Obrigkeiten und der bischöflichen Behörde führte zu besonderen Auseinandersetzungen; s. *Feller*, 89 f.; *Bauhofer*, 26 ff.

[4] *Bauhofer*, 26, gibt den Unterschied. Durch die copula carnalis wurde das Verlöbnis (sponsalia de futuro) zur Ehe. Auf Näheres können wir hier nicht eingehen.

sie kaum mehr zu meistern vermochte [1]. Die weltliche Gewalt bekämpfte die heimliche Ehe durch das Verbot der Eheschließung ohne Konsens der Eltern und betonte dieses Verbot durch ansehnliche Bußen. Doch die Gültigkeit der heimlichen Ehe war damit nicht in Frage gestellt [2]. So lag im Ehewesen der damaligen Zeit eine der wesentlichsten Ursachen für die Ausweitung der kirchlichen Judikatur auf die breiteren Massen des Volkes. In der zweiten Bindung des Laien an das geistliche Recht enthüllen sich noch bedeutendere Zusammenhänge. Wirtschaftliche Momente spielen sehr stark schon in die Verhältnisse des Geistlichen zur bischöflichen Kurie hinein. Beim zins- und zehntpflichtigen Bauern ist die Verknüpfung der wirtschaftlichen mit der kirchlichen Ordnung grundsätzlicher Art, sofern wirtschaftliche Abhängigkeit von Kirchen und Klöstern vorliegt. Alle Schuldverhältnisse, die gegenüber Klöstern und Kirchen aus Zins- und Zehntverpflichtungen bestanden, waren der Beurteilung des kirchlichen Gerichts untergeordnet, damit aber auch der Schuldner im Falle der Klage dem geistlichen Prozeßverfahren anheimgegeben. Das wichtigste Mittel dieses Verfahrens war nun wieder der Bann. Bei wachsender Ungunst der wirtschaftlichen Lage drohte also die Gefahr einer steigenden Anwendung kirchlicher Strafen gegenüber rückständigen Schuldnern. Solcher Geltungskraft des geistlichen Rechts und seiner Strafmittel entsprach dann eine erhöhte Intensität der Spannungen. Die explosive Entladung stellt schließlich der Bauernkrieg dar [3]. Die

[1] Die Schwierigkeiten zeigt die Supplik Heinrichs VI. v. Höwen, Bischof von Chur, nach Rom um Dispensrecht im 3. und 4. Grad der Verwandtschaft, sowohl aus Schwägerschaft wie Blutsverwandtschaft; gedr. *Vasella*, 183 f.

[2] So setzten die Statuten des Gerichts Unter-Pontalta im Unterengadin von 1492 fest, daß wer ein Kind ohne der Eltern Zustimmung verheiraten würde oder, sofern die Eltern « nit verhanden waren », ohne den Konsens der zwei nächsten Verwandten, einer Buße von 8 Mark verfalle; s. *Wagner* und *Salis*, Rechtsquellen des Kts. Graubünden II, 88-90, p. 89 Art. 8. Zeitgen. Kopie, Pap. im bischöfl. Archiv Chur M 18, ist hier nicht erwähnt. In einer Appellationssache (Prozeßakten M 61 l. c.) eines Eheprozesses von Scanfs von 1524 wurde, gemäß reproduziertem und beglaubigtem Akt, der Kopulator der Ehe, Jacobus Schenig, durch Urteil vom 10. Dez. 1523 des Gerichts von Zuoz zu einer Buße von 50 Pfund und zu den Gerichtskosten verurteilt.

[3] Charakteristisch erscheinen hiefür die Vorgänge im Vorarlberg von 1523; s. die Darstellung bei *H. Sander*, Vorarlberg zur Zeit des deutschen Bauernkrieges. Mitteil. d. Instituts f. österr. Geschichtsforschung, IV. Erg.-H. (1893), 300 ff. Dazu vgl. die Artikel der Landschaft Sargans vom 3. Juli 1523, besprochen bei *J. G. Mayer*, Gesch. d. Bistums Chur II (1914), 22 f.; zur Vorgeschichte der 1. Ilanzer Artikel diese Zeitschr. 1932, Bd. 26, p. 126. Aus allem geht hervor, daß die Bewegungen im Vorarlberg, in der Sarganser Landschaft und in

Zusammenhänge dieser Rechtsverhältnisse mit den Anfängen der Reformation offenbaren sich in doppelter Hinsicht. Aus ihnen erklärt sich die Abkehr der konservativen Bauernmassen von der Kirche, aus ihnen verstehen wir auch den Sturm gegen die Klöster. Die Verfolgung schuldiger Zehnten mit geistlichen Strafen dürfte jedoch auch die Schwierigkeiten klarer aufzeigen, vor denen die Reformatoren selbst in der Lehre vom Zehnten gestanden haben; denn gerade hier überschnitten sich wirtschaftliche und kirchliche Ordnung[1]. Die Verknüpfung wirtschaftlicher mit innerkirchlichen Verhältnissen tritt sicher nirgends klarer hervor. Wandlungen der materiellen Lebensbedingungen konnten weitgehend das Verhältnis des Gläubigen zur Kirche beeinflussen.

Die Tragweite der Zentralisation der kirchlichen Rechtsprechung ermessen wir nun erst an ihrer umfassenden Geltung. In dem Maße, wie das Recht und seine Anwendung vereinheitlicht worden sind, wurden auch die Spannungen verstärkt. Die Zentralisation beraubte ja selbst entferntere Territorien der Eigenständigkeit auf dem Gebiete der kirchlichen Judikatur; in welchem Umfang, muß freilich Gegenstand einer besonderen Untersuchung sein[2]. Der Entfernung entsprach hier, wie immer, die Entfremdung, entsprach eine durch keine Rücksichten gemilderte Anwendung des Rechts. Es schwanden jene Hemmungen, die Menschlichkeit ausstrahlt, eine Menschlichkeit, die nur genährt werden konnte durch das Erleben aus der Nähe. So bildete sich absolutes Rechtsprechen, das Nur-nach-Normen-Richten.

Erst aus diesen grundsätzlichen Fragen ergibt sich auch das richtige Verständnis unserer Briefe. Diese sind der einmalige Ausdruck sich wiederholender Zustände. Im Mittelpunkt des Briefwechsels steht der bischöfliche Siegler. An der Spitze des geistlichen Gerichts

Graubünden einen übereinstimmenden Charakter aufweisen, jedenfalls auch in engerem Zusammenhang gestanden haben.

[1] Dabei muß man sich der starken Verbreitung und der wirtschaftlichen Bedeutung der kirchlichen Zehnten bewußt bleiben. Es war fast eine reale Unmöglichkeit, den Zehntenanspruch der katholischen Kirchen anfangs zu bekämpfen und in der Folge denselben Anspruch zu erheben, ohne sich in Widersprüche zu begeben. Vgl. *Theodor Pestalozzi*, Die Gegner Zwinglis am Großmünsterstift. Schweizer Studien z. Geschichtswissensch. Bd. XI, H. 1 (1918), 89 ff., auch Zw. WW II, 458 ff. und die Äußerungen *v. Muralts* in dieser Zeitschr. 1933, Bd. 27, 268 f.

[2] Festgestellt werden muß der Kompetenzbereich unterer Instanzen, welche bestehen blieben: des Dekans des Engadins und des Erzpriesters des Vintschgaus.

stand der Generalvikar[1]. Doch nicht er verkörpert als erster die rigorose Anwendung des Rechts, sondern jener Beamte, dem zwar nicht bei der Bildung, wohl aber bei der Ausführung des Urteils der entscheidende Einfluß zukam. Das war der Siegler. Sein Name spricht für sein Amt.

In sehr engem Zusammenhang mit dem Gericht steht das *Siegelamt*. Das kirchliche Gericht besorgte neben der Rechtsprechung in weitem Umfang die notarielle Beglaubigung. Es ließ die Urkunden siegeln und erklärte sie damit rechtskräftig. Das gilt nicht allein für alle Urteilsbriefe, die besiegelt sein mußten, um Gültigkeit zu erlangen. Das traf zu für alle Dispens- und Lizenzbriefe, für Urbarien und Zinsbücher jeder Art, vornehmlich der Kirchen und Klöster[2].

In der Hierarchie der Notare hält nun der *Siegler* die Spitze. Er leitet das gesamte Notariatswesen der bischöflichen Kurie, das innerhalb des ganzen Bistums eine zentrale Stellung einnimmt wie kein anderes Institut dieser Art. Der Bereich der Befugnisse des Sieglers ist damit keineswegs umgrenzt. Aus der Bedeutung, welche die Urteils- und Notariatsgebühren aller Art in der Finanzverwaltung des Gerichts beanspruchen, wächst auch die maßgebende Stellung des Sieglers in der gesamten Finanzverwaltung des Bistums heraus.

[1] Nach unseren vorläufigen Feststellungen sind die Bezeichnungen Offizial und Generalvikar für das Bistum Chur gegen Ende des 15. Jahrh. identisch in ihrer Bedeutung.

[2] Beispiele bieten das Chartular von Churwalden von 1467 und das Urbar von St. Nicolai 1515, beide im bischöfl. Archiv Chur. Chart. Churw. fol. LXXIV^{b}: « Ego Conradus Wenger in decretis licenciatus canonicus et vicarius Curiensis Conrado Kerner publico notario duxi conmittendum privilegia donacionis cambia ac permutaciones et tractatus cuiuslibet generis, de et super quibus monasterium in Curwald litteras cyrographos ac munimenta obtinet, videre, legere et auscultare et litteras originales penes presens transcriptum et registrum, ubi dicte littere de verbo ad verbum dicebantur translate et registrate, collationare et autenticum ipsum circa litteras hic registratas ab una ad alteram et singula singulis, si concordarent diligenter animadvertere. Que a principio presentis registri iuxta conmissum sibi negotium litteras autenticas cum registratis hic contentis dixit concordare et de verbo ad verbum non deficere. Ita michi judici VIII marcii anno domini M^{o}CCCC^{o}LXVII indicione XV^{ta}, dum pro tribunali sedi ante porticum ecclesie Curiensis, retulit, relacionem suam per juramentum roboravit in presencia magistri Martini de Hallis, magistri Alberti Vaistli canonicorum Cur*iensium* cum aliis fidedignis. Acta sunt hec anno mense die et loco quibus supra. Et in fidem premissorum manu mea id scripsi et sigillo judicii ad finem litterarum consignavi ». Siegel abgefallen. Die Vidimierung des Zinsbuches von St. Nicolai fehlt bei der Ausgabe *Jecklins*, Jahresber. d. hist.-ant. Gesellsch. Graubündens 1911, 121 ff., ist geschrieben durch den Gerichtsnotar, Franz Studer aus St. Gallen, dat. 9. März 1515.

Ihm obliegt die Rechnungsführung aller aus dem Siegelamt und dem geistlichen Gericht fließenden Einnahmen. Endlich ist er Schriftführer des Konsistorialgerichts[1]. Eine dreifache, in jeder Hinsicht umfassende Aufgabe kennzeichnet also die Rolle dieses hervorragenden bischöflichen Beamten. Im Richterkollegium des Offizialats freilich tritt er bei der Urteilsberatung wohl völlig beiseite. Aber kraft seiner Stellung wird er geschult durch eine langjährige Erfahrung. Er verkörpert, viel ausgeprägter als der Generalvikar, dem zumeist im raschen Wechsel des Amtes nur wenige Jahre der Tätigkeit beschieden sind, die Tradition der Praxis[2]. Er wird durch die Kenntnisse, die er in einer durch keine anderen Sorgen belasteten Wirksamkeit sammelt, zum wichtigsten Helfer des Gerichts, der Kurie überhaupt. Er ist, modern ausgedrückt, der Chefbeamte. Als solcher beherrscht er in weitem Umfang den gesamten Verwaltungsapparat der Diözese. Er erläßt im Namen des Gerichts die zahllosen Mahnungen, Ladungen, die Urteilsbriefe, er gibt ihnen Form und Gestalt, aber auch die Melodie der Schärfe oder Milde.

In solcher Fülle der Gewalt tritt uns die Persönlichkeit des *Sieglers Andreas Gablon* aus Schlins im Vorarlberg entgegen. Zwei Jahrzehnte lang versieht er sein Amt, bis in jene Zeit hinein, da der Sturm der neugläubigen Bewegung die kuriale Verwaltung des Bistums auseinanderriß[3]. In allem ist dieser Mann durchdrungen von der Wichtigkeit seines Amtes. An Kraft des Willens hat er seine Vorgänger ohne Zweifel überragt, auch an Ordnungsliebe. Seine Rechnungsprotokolle sind ausgezeichnet durch Klarheit und peinliche Genauigkeit[4]. Ein

[1] FB ist von drei Sieglern geschrieben: Paul Erenzheimer, Jodocus Neyer und Andr. Gablon. Ein Teil der Offizialatsrechnungen beruhen jedenfalls auch auf dem sogen. «liber fisci», doch ist trotzdem anzunehmen, daß der Siegler als eigentlicher Beamter dem Konsistorialgericht angehört hat.

[2] Gablon war Siegler spätestens seit 1514. 1513 April 14 und Juli 14 (Or. Pg. bischöfl. Archiv Chur): «presbyter Cur. diocesis sacra imperiali auctoritate notarius publicus ac venerabilis curie Curiensis notarius substitutus in locum providi viri Lucii Marci Munghofer de civitate Curiensi laici Curiensis sacra et imperiali auctoritatibus publici et eiusdem curie Curiensis collateralis notarii et scribe jurati specialiter deputatus». 1513 Juli 14 erscheint noch Jodocus Neyer als Siegler. Von Gablon stammen noch das Ausgabenbuch des Sieglers 1529-30 und das Rechnungsbuch 1527-31. Daß das Amt des Generalvikars sehr viel gewechselt hat, werden wir gelegentlich unseres Verzeichnisses der Generalvikare aufzeigen.

[3] *Mayer*, Gesch. d. Bistums Chur II, 42 f. Ein Großteil der Domherren residierte schon 1529 in Feldkirch.

[4] Seine Schrift ist besonders sorgfältig; inhaltlich sind seine Protokolle ausführlicher als jene Erenzheimers.

ausgesprochener Sinn für Wahrheit beseelt ihn. Es könnte kaum in einem Fall gesagt werden, daß er der Versuchung der Parteilichkeit erlegen wäre, durch Bevorzugung des einen und Benachteiligung des andern. Er ist mehr zu Schärfe denn zu Milde geneigt. Er will die Gerechtigkeit gewahrt wissen. Unverkennbar haftet ihm ein Zug der Strenge an. Nur die Fürbitte des Bischofs oder von Pfarrern und Gemeinden bestimmt ihn zur Nachsicht [1]. Die Härte seines Verfahrens entspricht nicht allein innerer Haltung. Der eigenen Einsicht öffnet er sich. Wie oft muß er es aber erleben, daß ihn Haß und Verleumdung und Falschheit umlauern, Parteien unehrlich sind und das Gericht selbst der Unterschiebung falscher Tatsachen zum Opfer fallen kann [2]. Das Amt ist gefährlich. Gerechtigkeit ist zu allen Zeiten schlecht belohnt worden. Hans von Marmels, Herr zu Haldenstein, wird ihm zum Todfeind [3]. Andere verklagen ihn bei seinen Vorgesetzten, verfolgen ihn durch Lügen. So kann er, begreiflicherweise, selbst rücksichtslos, lieblos handeln, auch dann, wenn Mitleid und Liebe ihn beseelen müßten, so kann er auch der Täuschung verfallen. Dieser Siegler ist ein Mann von Macht, und Macht haben ist gefährlich. Seine Gewalt gebraucht er bei der Ausführung der Urteile. Dabei gebot der Siegler über die Fülle der Rechtsmittel, welche ihm ein straffes System in die Hände legte. Ihm oblag es vor allem, die ausgefällten, zumeist durch feste Taxen vorgeschriebenen Gebühren

[1] Fürbitten FB 683 (Bischof u. Konrad v. Marmels), Graf v. Sulz 386, Rat von Feldkirch 442, 569, Drusianisches Kapitel 419 usw.

[2] FB 662 heißt es von Lucia Deya in Conters (Oberhalbst.): « Ipsa est pauper. Est in Athisi. Est nunc in Chur mendicans ceca mit dem falben maitli, nichil omnino habet preter elimosinas, ceca et clauda est, miserrima etc. et pro tali ipsam vidi in civitate Curiensi ». Eintr. vom 23. Juli 1515. FB 986 heißt es von Peter v. Brigels in Schleuis: « Non parcatur, quia menciendo contra me superiores instigavit, asserens enim principale 1 florenum fuisse. Mentitur ». Jan. 1522. FB 811 steht über Laurenz Marugg von Präz: « Est deperditus, nam pauper mendicus est, ut omnes testantur ». Nach 13. Juli 1516. FB 470 schreibt Gablon über Nikl. Mayer in Thüringen: « Pretendit in promptis solvisse, caute investigetur, nam homo dolosus est, quia negavit copulam cum actrice per juramentum, postea compertum, simile hic fieri posset, tamen non procedatur iuxta informacionem cedule intruse ». Nach 8. Nov. 1521. Ein letztes Beispiel mag die Schwierigkeiten, vor denen das Gericht oft stand, aufzeigen. FB 258 (über Ursula Schwigkli von Sargans): « Dicta actrix ob collusionem esset eciam mulctanda, nam ante annum ipsum maritum super impotencia coeundi in causam traxit, uti partes ad triennium per decretum debebant cohabitare, minime cohabitarunt, sed mox ab invicem discesserunt occasionando adulterium rei ex mutua (ut presumitur) collusione ». Eintr. vom 12. Juli 1522.

[3] Aus FB. Die einschlägige Stelle fehlt uns leider.

und Bußen einzutreiben[1]. Hiefür handhabte er wie kein zweiter im Namen des Gerichts den Bann.

Der Siegler war zuständig für das ganze Bistum. Das entsprach dem Geltungsbereich des kirchlichen Rechts. In dieser Kleinwelt des Bistums galt es ein tausendfältiges Leben zu übersehen. In jeder Pfarrei leben dieselben Gläubigen, wirken die Geistlichen der einen und einzigen Kirche. Das gibt der ganzen Aufgabe des Sieglers das Große und Weite. Doch gerade aus diesem Grunde kann dieser Beamte so wenig wie das Gericht alle Verhältnisse kennen. Kurie und Siegler bedürfen der Hilfe des Seelsorgegeistlichen. An der bischöflichen Verwaltung hatte der Geistliche seinen bestimmten Anteil. Er war dem Gericht nicht bloß als Prozeßpartei verbunden, sondern auch als wichtiger Helfer. Der Geistliche lebte in der Gemeinde und für die Gemeinde. Er erschien als Erster verantwortlich für das Geschehen in der Pfarrei oder Kaplanei, das keinem andern so nahe ist. Er kennt das Werden und Vergehen der Menschen; er weiß um das Wohl und Wehe seiner Gläubigen, auch um ihr Schicksal, das diese so oft in die Ferne treibt oder der Armut in der Heimat preisgibt. Es ist ein Auf und Ab, ein Wechsel des Lebens, das immer wieder den Alltag verändert und neue Beachtung erheischt. Manches abenteuerliche Schicksal erfährt der Siegler vom Geistlichen. Schuldner ziehen als Söldner in die weite Welt: nach Spanien, Frankreich, Italien[2]. Im fremden Kriegsdienst kämpfen sie gegen ihre Not in der Heimat. Viele kehrten nicht wieder. Einer vermag vor allem darüber den notwendigen Aufschluß zu geben: der Seelsorger. Er betreut die Laien, steht mit ihnen in engster Beziehung und ist zugleich der Kurie verbunden. Er ist Mittler zwischen beiden, und im umfassenden Apparat der bischöflichen Verwaltung ist er ein für die Kurie wie für die Gemeinde gleich unentbehrlicher Helfer. Der Geistliche besorgte den so dringenden Nachrichtendienst, er ist pflichtig zur Auskunft. Darin sind unsere Briefe an den Siegler vor allem begründet.

Doch die Last anderer Pflichten bedrückte den Geistlichen. Er

[1] Zur Frage des Taxenwesens ist festzuhalten, daß feste Taxen bestanden haben, doch sind sie je nach der Sachlage auch erhöht oder erniedrigt worden, letzteres meistens zwangsläufigerweise bei Armut.

[2] Ulrich Beck von Rankweil, zuvor in Chur, Knecht in Spanien (FB 407), Jodocus Riner von Laterns (Vorarlberg): «Est in partibus Hispanie et habet vestes domi, arrestantur». Dez. 1523 (FB 423). Frankreich (376), Mailand (82, 124, 235 usw.), Neapel (104, 640), Venedig (684, 727) etc. Es gibt sehr viele Beispiele für den Verzug von Pfarrgenossen nach dem Ausland.

diente dem Gerichte auch als Amtsperson, nicht zuletzt kraft der Bildung, die ihn über die Masse aller andern Gemeindeglieder heraushob. Er mußte sehr oft in Prozessen die Zeugen vernehmen, er verfaßte hiefür das Protokoll und übersandte dieses der Kurie [1]. Pflicht des Geistlichen war es, die Mahnungen und Ladungen zu verkünden. Zumeist geschah es in der Kirche, an Sonntagen, wenn die Gemeinde sich vollzählig wie nie versammelte, keine harte Arbeit die Menschen vom Dorf fernhielt. In der Kirche werden die Zeugen gefordert, die Strafen verkündet [2].

Welche Verantwortung den Seelsorger aus dieser Doppelstellung zu Kurie und Pfarrei traf, offenbaren uns die Briefe ganz deutlich. Wie sehr ist er seinen Pfarrgenossen zum Dienste verpflichtet! Als Kenner der kirchlichen Vorschriften berät er seinen Gläubigen. Er legt dem Siegler die Not der Eheleute dar, er bittet für sie um die unentbehrliche Dispens. Bezeichnend ist es, daß Gregor Bünzli, einst Lehrer Zwinglis in Basel, jetzt Pfarrer zu Weesen, sich leise auf das weltliche Recht beruft [3]. Sorge des Pfarrers ist es wiederum, für den Sterbenden in eiliger Nachricht die Absolution vom Banne zu erwirken, damit der Tote der geweihten Erde übergeben werden kann [4]. Stets neue Hilfe drängt den Geistlichen. Er spielt im kleinen, entfernten Bergdorf den Notar, kraft einer Bildung, die ihn immerhin in die Kunde vom Abfassen rechtskräftiger Urkunden und Bürgschaften eingeführt hat. Fern aller Welt, da die üblichen Notare ihr Amt ausübten, blieb der Dorfgenosse auf diese Dienste seines Geistlichen angewiesen. Rasch und sicher mußte er dem Siegler die Bürgschaft ausstellen, die ihn vor dem weiteren Prozeßverfahren bewahrte. Das traf viel häufiger zu, als wir es uns heute zu denken vermögen. Die trockenen Rechnungen

[1] *Wackernagel*, Gesch. d. Stadt Basel II, 2, 714. Zeugenprotokolle von Geistlichen sind mehrere in den Prozeßakten, die uns erhalten geblieben sind (M 61 Bischöfl. Archiv Chur).

[2] *Thommen*, Urkunden zur Schweizer Geschichte aus österr. Archiven V, Nr. 300, p. 288. 1497 Juni 21 berichtet Hs. v. Capaul, Hauptm. v. Fürstenburg: « Als mir E. f. g. schribt, wie etlich priester ungehorsam syend gewessen, die brief wider den spitaller ze verkünden, hat sich kainer gewidret. Dan als ich indenck bin, han ich E. f. g. geschriben, wie der pfarer von Liechtenberg den banbrief in der wuchen nit verkünden wolt. Dan er maint, es wer nit gewonhait dan allain am sunentag. Die lüt sessend och wit von ainander in berg und tal, kemend och sust nit zu der kilichen ». Vgl. die Exekutionsvermerke des Pfarrers auf den Mandaten des Sieglers Nr. 8 f.

[3] Brief Nr. 3.

[4] Brief Nr. 9.

von Laien und Klerikern in ihrem großen Umfang verraten es uns. Da sind Geschwister, die für ihren verstorbenen geistlichen Bruder, welcher der Kurie Schuldner über den Tod hinaus geblieben ist, haften müssen, nach Monaten Stück um Stück der Schuld abtragen wollen [1].

Da sind aber nicht nur jene, die bei Zeit und Gelegenheit mit der Kurie zu tun haben. Es sind ihrer andere, die durch ihren Beruf der Kurie verbunden bleiben: die Botengänger der Pfarreien, die über die Berge hinunter nach Chur ziehen, wo Dispensen und Ablässe und Bettelbriefe für neu errichtete Stiftungen verliehen werden. Diese Boten haben kein Leben, das zu behaglichem Dasein führt. Not und Sorge für die Familie drängen zu diesem Beruf, der Opfer erfordert. Die Geistlichen von Süs, Pfarrer und Kaplan, bekunden es in ihrem Brief. Dieser ist ein ergreifendes Zeugnis menschlicher Liebe und des Gutseins zu den Armen und vom Leben Bedrängten. Keine Zeilen beleuchten schlichter und schärfer zugleich den Gegensatz zwischen Siegler und Geistlichen in ihrem Denken über Schuldner, als dieses kurze Schreiben. Der Siegler arbeitete eben als Beamter mit jener peinlichen Ordnung und scharfen Sicht, die sein Beruf ihm mitgab. Sein Pflichtbewußtsein bestand aus Recht, das er auf seiner Stube ungetrübt und ungemildert erkannte. Der Geistliche aber sah aus der Nähe die Not und das Elend und empfand die Liebe, die arme Menschen um der Armut willen beanspruchen dürfen. In einer tief empfundenen Ironie mahnen die Geistlichen von Süs den Siegler zu Liebe und Erbarmen; sie lassen ihn fühlen, daß zu hartes Recht sich in Unrecht kehrt [2]. Es ist eine Stimmung, die in den Briefen Michael Kibers und seines Sohnes wieder auflebt. Michael Kiber ist einfacher Schulmeister in Bludenz. Von seinen Diensten, die er der Kurie während Jahren geleistet hat, als Pedell im drusianischen Kapitel durch Austragen der Dispensen, Mandate und Briefe aller Art, ist ihm jetzt nur eines geblieben: eine Schuld von 30 Gulden, die schwer auf ihm lastet. Sein Sohn, Kaplan Luzius Kiber, hat acht Angehörige zu ernähren. Woher die Not? Die Briefe von Vater und Sohn schildern es in packender Weise. Der Siegler hat gegen den Vater eine Exkommunikation erlassen, um der Schulden willen, ungeachtet der Bitten des Sohnes, ihn zum Bürgen anzunehmen. Der Rat von Bludenz empfiehlt den Kaplan an den Bischof, der Siegler aber fordert die Bürgschaft, so wie es das Recht

[1] Briefe Nr. 4, 10.

[2] Brief Nr. 2.

verlangt. Über alle eigenen Versehen hinweg hat der Siegler sein Recht auf das Geld gefordert, und dieses Recht will er durch den Bann verfolgen. Dem Schulmeister droht nun Pfändung, Verlust von Familie und Heimat. Doch ist es nicht die Stimme der Auflehnung, die wir hier vernehmen, nicht Zorn, nicht Erbitterung klingen hier durch, nur Bitte um Mitleid und das Versichern, gehorsam sein zu wollen. Auch so ist der Druck unverkennbar, der auf diesen Menschen lastet. Die Not fühlen Vater und Sohn, und diese ringt sich durch in erschütternder Bitte um Milde und Nachsicht. Michael Kiber ist der Knecht, der Siegler der Herr, aber als Vater soll er handeln [1].

Grenzen kannte die Kurie im Anwenden der Zensuren kaum. Sie ging oft unnachsichtlich vor und verfiel dem Irrtum. Auch dann mußte der Geistliche eingreifen. Sebastian Ytan, Kaplan in Bevers, bezeugt es. Es war nicht nur geflissentliche Eigenliebe eines untergeordneten Beamten, die hier das Handeln bestimmte, sondern auch Dienst an der Wahrheit. Wieder galt es die Forderung einer Geldschuld einzutreiben. Doch die Dinge lagen hier anders. Jakob Planta von Samaden war gestorben, überlastet mit Schulden. Durch die gerichtliche Bestellung von zwei Vormündern war den Kindern die Verfügung über das Erbe entzogen. Die Kurie bannte nun die Kinder. Zu Unrecht, wie Kaplan Ytan berichtet. Die Schuldigen waren die Vormünder, die einzelne Gläubiger unrechtmäßig begünstigten. Aus Liebe zu seinem Bischof bietet Ytan dem Siegler seine Dienste an. Er verlangt für die Kinder die Aufhebung des Bannes und eine scharfe Mahnung gegen die schuldigen Vögte [2].

Diesem Dienst an den Pfarrgenossen entsprachen strenge Pflichten gegenüber der Kurie. Für die Durchführung der Prozesse war der Pfarrer verantwortlich. Unterließ der Pfarrer die Verkündung des Bannes, so war er selbst dieser geistlichen Strafe verfallen. Wie sehr dadurch die Stellung des Seelsorgers gefährdet wurde, enthüllt uns der Brief von Meister Ulrich Mayer, des Pfarrers in Altenstadt. In seinem Brief an den mächtigen Siegler findet Mayer bittere Worte, die den Zorn und die Entrüstung des vielgeplagten Geistlichen grell aufleuchten lassen. Es ist nicht nur der Unmut über unsägliche Mühe und Schererei, sondern auch das Wissen um die eigene Gefahr, falls er die Erfüllung der schweren Pflichten unterläßt, das hier den beschwingten Ton der Rede geprägt hat [3].

[1] Briefe Nr. 6 f. [2] Brief Nr. 8. [3] Brief Nr. 20.

Die doppelte Verpflichtung des Seelsorgers gegenüber der Kurie und seinen Gläubigen schafft das breite Spannungsfeld. Seine Mittelstellung drängt den Geistlichen unweigerlich in ernste Konflikte; denn er darf weder die Laien noch die Kurie vor den Kopf stoßen. Er muß sich mit beiden Teilen abfinden. Diese dilemmatische Lage spitzt sich aus neuen Motiven erst recht zu. Der Seelsorger war in seiner eigenen Person dem kirchlichen Gericht viel stärker verhaftet. Er selbst war stets der Gefahr der Strafverfolgung ausgesetzt, um kleinerer und größerer Vergehen willen. Die Lösung des Konfliktes war ihm erschwert, weil die gerichtliche Absolution an finanzielle Leistungen gebunden blieb. Der Geistliche bedurfte z. B. der Absolution, wenn er im Konkubinat lebte, so oft er Kinder erzeugte. Die Absolution kostete ihn immerhin eine Summe, deren regelmäßige Leistung bei einem oft niedrigen Gehalt und nun gesteigerter Lebenshaltung ihm oft zu schwerer Last wurde[1]. Konnte er in diesen und anderen Fällen nicht bezahlen, so drohte ihm das kirchliche Prozeßverfahren. Daraus erwuchsen stets neue und höhere Kosten. Konnte er diese wieder nicht aufbringen, verfiel er sehr bald der Suspension. Das aber war Enthebung vom Amt. Der Seelsorger konnte seinen priesterlichen Dienst an der Gemeinde nicht mehr versehen, die Gemeinde aber erwartete es von ihm[2]. Tat er es doch, ungeachtet der Suspension, so geriet der Seelsorger in schärfere Konflikte mit der Kurie.

So ergab sich aus der Umkehrung des Verhältnisses zwischen Pfarrer und Pfarrgenossen abermals eine verschärfte dilemmatische Lage für den Geistlichen. Suchte er den angegriffenen Laien zu schützen, verweigerte er die Durchführung des Bannes, war er selbst der Strafe der Kurie preisgegeben. Vollzog er, selbst von den geistlichen Zensuren betroffen, den Dienst an der Gemeinde, war diese wohl befriedigt, die Kurie dagegen herausgefordert[3]. Leistete er der kirchlichen Obrigkeit

[1] Die Bedeutung des Konkubinats liegt u. E. mehr in der wirtschaftlichen und sozialen Ordnung, während es in seinen gewöhnlichen Formen zu geringen Spannungen mit dem Volk geführt hat. Daß die Taxen für die Absolutionen niedrig gewesen wären, darf nicht behauptet werden. Hierin muß *J. Löhr*, Methodisch-kritische Beiträge etc. Reformationsgeschichte. Studien und Texte H. 17, 100, zugestimmt werden.

[2] Vgl. Briefe Nr. 11, 17.

[3] Das zelebrieren in Suspension ist hinlänglich bezeugt. FB 178 (*J. Sporer*), 402, 453, 520 (non intelligendo processus), 672, 682, 823 etc. Die Bestrafung wegen Zelebration vor Gebannten ist nicht selten, ebenso wegen Nichtdurchführung des Bannes. FB 278, 378 (Non intimavit excommunicationem), 474, 1127 etc.

Gehorsam, konnte er mit der Gemeinde in Konflikt geraten. Die Lösung solcher Spannungen war unsäglich schwer.

Zwei ernste Folgen waren in allem unvermeidbar : die Häufung der Schulden und das Bewußtsein, um dieser Schulden willen mit geistlichen Strafen verfolgt zu werden. Immer wieder tritt diese Vermischung der wirtschaftlichen mit der kirchlichen Ordnung als entscheidendes Element des kirchlichen Strafprozesses hervor. Sie erklärt sich einzig aus den fiskalischen Bedürfnissen des bischöflichen Staates, der, geschwächt durch die politische Hochentwicklung der Gemeinden, neue finanzielle Quellen erschließen mußte. Das führte zur verstärkten Verkoppelung der kirchlichen und weltlichen Ordnung. Diese entsprach wiederum der engen Verbindung kirchlicher und weltlicher Macht, dem wesentlichen Merkmal des Mittelalters überhaupt. Deswegen schloß der Niedergang der politischen Macht der bischöflichen Kirche auch die Schwächung der kirchlichen Autorität in sich. Diese Autorität galt als entwertet, weil sie ausgeübt wurde in Formen, die dem Charakter der Kirche nicht mehr gemäß erschienen. Was aber trotzdem gewaltigen Widerstand bot, was vor allem die Kirche als heilbringende Anstalt erhielt, war nicht ihre Berufung zur « absolutio in foro contentioso », zur gerichtlichen Absolution, sondern zur « absolutio in foro conscienciae », zur sakramentalen Lösung der Schuld. Trotz allen Überwucherns der kirchlichen Judikatur ist das Wissen um diesen fundamentalen Unterschied auch damals lebendig geblieben [1]. Aus diesem doppelten Charakter kirchlicher Autorität erklären sich, geschichtlich gesehen, Krise und Rettung der Kirche.

Die anstößige Anwendung des Banns in Geld- und Schuldsachen ist also in privatrechtlicher Hinsicht vor der Reformation nicht beseitigt worden. Der Staat und der Laie persönlich haben trotz allem den Bann noch weitgehend anerkannt. Stumpf waren diese geistlichen Waffen freilich im Kampf öffentlich-rechtlicher Gewalten ; aber dieser Kampf stellt im Ablauf des täglichen Lebens nicht das Reguläre, sondern das Außergewöhnliche dar [2]. So blieb aus diesem Grunde, neben aller sittlichen Unordnung, für die neue Lehre eine breite Angriffsfläche.

[1] Vgl. auch hiezu als Beispiel Brief Nr. 13. Fraglich ist natürlich trotz allem die Wirkung im einzelnen auf das Volk, das wie in der Ablaßpraxis so auch hier irrtümlichen Auffassungen verfallen konnte.

[2] Vgl. auch Brief Nr. 26. Darauf muß sehr geachtet werden. Weil man zu sehr auf die kirchenpolitischen Kämpfe zwischen städtischen Obrigkeiten bzw. Gemeinden und kirchlichen Behörden zurückgriff — die urkundlich besser bekannt sind — kam man zu irrigen Schlußfolgerungen.

Im Kampf gegen die katholische Lehre hat die neugläubige Bewegung auch die privatrechtliche Geltung des Bannes beseitigt, indem sie die geistliche Hierarchie und das geistliche Recht der katholischen Kirche völlig negiert hat. Sie bot damit breiten Massen des Volkes, die in der Glaubensgewißheit erschüttert waren, besonders aber vielen Geistlichen die Gelegenheit, sich von einem häufig beängstigenden Druck zu befreien. Doch tat die gegnerische Front es wohl nicht ungestraft; denn jene unüberwindbaren Schwierigkeiten, welche die Reformatoren bei der Einführung des kirchlichen Bannes in den Kreisen der städtischen Obrigkeiten gefunden haben, lassen sich ohne das frische Erlebnis der altkirchlichen Praxis und deren Bekämpfung kaum verstehen [1].

[1] Wurde einmal von außen her die grundsätzliche Frage nach dieser Bannpraxis gestellt, dann blieb es unvermeidlich, daß die stark geladenen Spannungen zu förmlichem Aufruhr sich steigerten. Gemäß der Reformation gab es keine nur vereinzelten Zweifel mehr in die Berechtigung einmaliger Strafen, sondern nur grundsätzliche Negation. Zur Bannfrage s. Zw. WW IV, 25 ff., bes. die Bemerkungen W. Köhlers p. 29. *W. Köhler*, Zürcher Ehegericht und Genfer Konsistorium I (Leipzig 1932), p. 274 ff.

Der hl. Lucius.

Von Vigil BERTHER.

(Fortsetzung und Schluss.)

5. Legendenquellen.

Nachdem nun die Vita auf ihre textlichen Quellen hin untersucht worden ist, stellt sich die Frage: Ist die Luciuslegende unabhängig von anderen Legenden, oder wird hier nur allgemeines Legendengut weitergegeben? Zunächst können wir in der Luciuslegende eine allgemeine Zeiterscheinung des Mittelalters, besonders des 7. Jahrhunderts, wahrnehmen, wonach gerade jene Legenden einen großartigen Aufschwung nehmen, die eine Gründung von Apostelschülern herleiten wollen und den Gründer eines natürlichen Todes sterben lassen. Ein Beispiel dafür ist die Patienslegende, die nach 750 entstanden ist [1]. Patiens geht im Auftrag des Apostels Johannes nach Metz, wie Polykarp nach Smyrna, Irenäus nach Lyon und Benignus, Thyrsus und Andeolus nach Autun. Vorher hat Patiens noch eine Offenbarung. Er versteht dann bei seiner Ankunft die gallische Sprache, ohne sie je erlernt zu haben, wirkt nun wahrhaft apostolisch und stirbt eines natürlichen Todes [2]. Hier haben wir nun verschiedene Elemente, die auch in der Luciusvita vorkommen, ja mit ihr eine überraschende Ähnlichkeit aufweisen [3]. Ferner läßt sich feststellen, daß verschiedene Tatsachen, die in der Heiligen Schrift berichtet werden, vom Schreiber übernommen und ohne weiteres auf den hl. Lucius angewandt wurden. Solche Berichte sind besonders der Traum des hl. Lucius vor seiner Bekehrung [4], der nichts anderes ist als eine wörtliche Kombination von Gen. 28,12 (Jakobstraum), Act. 7,55 (Vision des hl. Stephanus), Joh. 20,12 und Luc. 24,1 (Auferstehung). Auch die Himmelsstimme, die der Heilige vernimmt, bevor er in Chur zu wirken anfängt [5], ist eine Kombination von Act. 18, 10 und Josue 1, 9 mit der wörtlichen Zitation

[1] *Günter*, 220, Anm. 39.
[2] *Günter*, 147.
[3] Vita 2,37; 3,4; 4,35; 3,31; 4,30; 5,2; 6,33; 7,15 u. a. m.
[4] Vita 3,41-4,3.
[5] Vita 5,1-5.

von Ps. 26, 14. Auch die Schilderung, wie der Heilige auf der Luziensteig in eine Grube geworfen wird, begegnet uns beim ägyptischen Joseph (Gen. 37, 22), und hier wird die Stelle aus dem 2. Buch der Könige 18, 17 fast wörtlich zitiert, wo geschildert wird, wie der tote Absolom in eine Grube geworfen und mit Steinen zugedeckt wird. Ebenso das Tierwunder, das der Verfasser vom hl. Lucius zu berichten weiß, treffen wir beim Propheten Daniel (Dan. 6, 19), der von den Löwen in der Grube unberührt gelassen wird. Auch sind die Tierwunder ein sehr beliebtes Motiv der Legende [1]. So befahl der hl. Gallus dem Bären, Holz ins Feuer zu legen [2], und Ida von Toggenburg wurde mit einer Hirschlegende verbunden, obwohl sie in gar keiner Beziehung zu ihr stand [3]. Der hl. Dionysius wird zuerst gebraten und dann wilden Tieren vorgeworfen, die sich vor ihm schmeichelnd niederwerfen [4]. Die Endzusammenfassung aller Wunder, die der Heilige bewirkt haben soll, ist eine Kombination der Texte bei Matth. 11, 15 und Joh. 21, 25.

Diese kurze Zusammenstellung der Legendenquellen, die der Verfasser in der Vita zur Darstellung bringt, genügt vollständig, um zu beweisen, daß wir hier nur eine Projizierung biblischer Tatsachen und Wunderberichte auf den hl. Lucius vor uns haben. Was nicht in der Schrift enthalten ist, kommt in andern zeitgenössischen und auch späteren Legenden so oft vor, daß es als allgemeines Legendengut bezeichnet werden kann. So haben wir es hier eher mit einer typischen Legende als mit einer eigentlichen Biographie zu tun.

6. Der Verfasser.

Der Verfasser der Vita s. Lucii kann nicht ermittelt werden. Wenn die Vita auch eine sehr große sprachliche Ähnlichkeit mit der Sprache Alkuins aufweist, ist es doch sehr wahrscheinlich oder sogar sicher, daß Alkuin sie nicht geschrieben hat, weil die Tendenz, die die ganze Vita enthält, viel zu groß ist, um nicht von einem einheimischen Churer verfaßt worden zu sein [5]. Es ist hingegen nicht ausgeschlossen, daß hier ein großer Einfluß vom Norden mitgespielt hat, da Bischof

[1] *Günter*, 80.

[2] Vita s. Galli, Mitteilungen zur vaterl. Gesch. (1870) 16, hrg. von Meyer v. Knonau.

[3] *L. M. Kern*, Die Ida von Toggenburglegende (1927) 106.

[4] *Günter*, 149.

[5] Die Tendenz wird später nachgewiesen werden.

Remedius, der um 800 der Churerkirche vorstand, wirklich Beziehungen zu Alkuin pflog und selber vielleicht aus der von Alkuin in Tours geleiteten Schule hervorgegangen ist [1]. Tatsache ist, daß wir es hier mit einem ausgezeichneten Kenner der Heiligen Schrift und Liturgie zu tun haben, also ohne Zweifel mit einem Geistlichen. Ob es ein Mönch oder ein Weltgeistlicher war, ist schwer zu sagen; jedoch ergibt sich aus den angeführten Quellen, daß er mit der mönchischen Literatur vertraut war [2]. Weil die Vita nur am Anfang und am Schluß das Aussehen einer Predigt trägt, könnte man auch glauben, der Schreiber habe einfach eine Biographie vorgefunden, und dieser den Rahmen einer Predigt gegeben. Dagegen sprechen aber die literarischen Quellen und die Sprache, die sowohl am Anfang und am Schluß, wie auch in der Mitte gleich ist. Schon am Anfang benutzte er die Agneslegende und die Heilige Schrift, bei der Biographie selber kommen dieselben Quellen vor [3]. Schließlich verfügte der Verfasser auch über eine glänzende lateinische Sprachgewandtheit, die zu der stark formalen Bildung der karolingischen Renaissance paßt. Im übrigen gilt auch von ihm, was Günter vom mittelalterlichen Legendenschreiber im allgemeinen sagt: « Das Ausschlaggebende ist und bleibt das örtliche Verhältnis des Schreibers zu seinem Stoff. Nicht der Schreiber und nicht der Heilige sind in letzter Linie bestimmend für den Grad der Legendenhaftigkeit, sondern der Umstand, ob dem Typus Zeit und Gelegenheit blieb, sich an die Heiligengestalt heranzumachen » [4].

B. Kritik der Vita.

1. Geschichtliche Bewertung der einzelnen Berichte der Vita.

1. *Die Missionsreise des Timotheus.*

Zwei Personen, die den Namen Timotheus tragen, der kleinasiatische und der römische Timotheus, wurden in Frage gezogen, um die Vita s. Lucii zu erklären.

a) *Der kleinasiatische Timotheus.* Bekanntlich war Paulus 60-67 in Rom [5]. Ebenso steht mit Sicherheit fest, daß der hl. Timotheus

[1] LThK 8 (1936) 814.
[2] S. Nr. 4: Literarische Quellen.
[3] Vgl. Nr. 4: Literarische Quellen.
[4] *Günter*, 186.
[5] Act. 18, 16 ff.

bei Paulus in Rom war [1]. Dann wurde dieser Bischof von Ephesus. Vor seinem Tode berief Paulus noch einmal seinen treuen Jünger Timotheus zu sich [2]. Nach den Akten des hl. Timotheus (c. 400-500) ist Timotheus auch in Ephesus gemartert worden. Bestätigt wird dies durch die Tatsache, daß Kaiser Konstantin dessen Gebeine im Jahre 356 von Ephesus nach Konstantinopel übertragen ließ [3]. Nach all dem kann man schließen, daß der Apostelschüler und Bischof von Ephesus Timotheus niemals in Gallien und noch viel weniger in Britannien war.

b) *Der römische Timotheus.* Mehrere Forscher, insbesondere Lütolf, glauben, unsere Vita erwähne nicht den kleinasiatischen, sondern den römischen Timotheus. Wie steht es aber mit den Quellen? Der römische Timotheus wird durch die Legende von Pudens, die dem 5. Jahrhundert zugeschrieben wird, und dann durch das Martyrologium des Ado [4], das dem 7./8. Jahrhundert zugewiesen wird, belegt.

aa) *Die Legende von Pudens.* Sicher erscheint erst in dieser Legende des 5. Jahrhunderts ein Presbyter Timotheus mit seinem Bruder Novatus. Selbst Lütolf stellt den Bericht dieser Legende, wonach Timotheus Paulusschüler gewesen sei, als unecht hin, obwohl er sich sonst gerade auf diese Legende stützt, um die Vita als echt zu beweisen [5]. Gegen die Legende sprechen folgende Gründe: Geschichtlich beweisbar ist nur Priscilla als Mitarbeiterin von Paulus [6]. Pudens ist nur in der Schrift beiläufig genannt [7]. Erst die Legende gab ihm Praxedis und Pudentiana zu Töchtern. Von diesen aber können wir aus geschichtlichen Quellen nur die Existenz beweisen. Der Legende ist weiter eine fatale Verwechslung passiert, da sie den Pudens der Heiligen Schrift mit dem Pudens des 3. Jahrhunderts, der sein Haus einer Christengemeinde überließ, die es zur Titelkirche (Titulus Pudentis oder Ecclesia Pudentiana) einrichtete, verbindet [8]. Mithin sind der Gründe genug, warum aus dieser Legende des 5. Jahrhundert keine Beweise für die Existenz eines Paulusschülers Timotheus und seiner Reise nach Britannien geschöpft werden können.

[1] Phil. 1, 1; 2, 19; Col. 1, 1. [2] 2. Tim. 1, 4; 4, 8.
[3] Kirchliches Handlexikon 2 (1912) 2403; *Wetzer-Welte*, Kirchenlexikon 11 (1899) 174 f.
[4] *Quentin*, 644.
[5] *Lütolf*, 103-107.
[6] Act. 18, 2, 16; I Cor. 16, 19; Rom. 16, 3; 2 Tim. 4, 10.
[7] 2 Tim. 4, 21.
[8] LThK 8 (1936) 560-561.

bb) *Das Martyrologium des Ado.* Sehr wahrscheinlich stützt sich dasselbe auf die gleiche Legende und ist daher hinfällig [1]. Das heutige Martyrologium, das Lütolf noch anführt, ist alles andere als eine Geschichtsquelle.

c) *Zusammenfassung.* Die Vita s. Lucii scheint in Anknüpfung an die Heilige Schrift selbständig eine Reise eines Apostelschülers Timotheus nach Britannien erfunden zu haben. Der churerische Hagiograph wollte sein Bistum auf die Urkirche zurückführen. Er zeigte sich als echter Zeitgenosse der karolingischen Renaissance, die der römischen Tradition nachging. Auch hier handelt es sich um einen Gemeinplatz der Geschichtsschreibung, die gerne ein höheres Alter vorzutäuschen suchte. Der entsprechende Rettungsversuch Lütolfs ist unhaltbar, da er ein ganzes Gebäude von Legenden errichtet, um auf diesem die Geschichtlichkeit der Luciusvita zu beweisen.

2. *Timotheus — Gallien.*

Ist auch die Timotheushypothese, wie sie Lütolf bietet, hinfällig, so sind wir doch gezwungen seine Reise, wie sie in der Vita geschildert ist, weiter zu verfolgen, um die Vita näher zu untersuchen. Nachdem Timotheus den Auftrag vom Apostel Paulus erhalten hat, reist er sofort nach Gallien ab. Aus der Vita geht hervor, daß er die römische Handelsstraße Narbon-Tolosa-Burdigalia längs der Garonne einschlug. Auffallend und charakteristisch ist die Ansicht des Schreibers, daß ganz Gallien, soweit es von Timotheus durchreist wird, schon christianisiert war oder wenigstens ohne größere Schwierigkeiten vom Heiligen zum christlichen Glauben bekehrt wurde; denn nirgends wird von seiner Missionstätigkeit berichtet, ehe er in Bordoelem ankommt; erst dort setzt die Missionierung ein. Die Ansicht, daß Bordoelem Bordeaux sei, nimmt auch Krusch an [2]. Diese Stadt war sicher im 3. Jahrhundert christianisiert. Den ersten Bischof Orientalis treffen wir im Jahre 314 auf dem Konzil von Arles [3]. Hier ertappen wir also den Schreiber bei einem argen Anachronismus: die Tatsachen, die erst für das Ende des 3. Jahrhunderts bewiesen sind, werden von ihm um rund 150 Jahre früher angesetzt.

[1] *Quentin*, 566 ff.

[2] Vita S. 3 Anm. 2: Nomen a Raetis deformatum compares cum hodierno nomine Bordelais, quod pagum Burdigalensem significat.

[3] LThK 2 (1931) 472. DAL II, 1 (1910) 1057-1084.

3. *Timotheus — Lucius — England.*

Die fatale Verwechslung, wodurch Lucius zum König von England wurde, haben wir schon hervorgehoben. Mit dem Auftreten des heiligen Lucius muß der hl. Timotheus abtreten. Nun frägt es sich aber, ob der Verfasser den Liber Pontificalis oder die Geschichte Bedas verwendet hat. Das Auffallende ist, daß der König Lucius von England das erste Mal in der Vita selber als Heiliger vorkommt. Er fehlt auch im Martyrologium des Beda. Die erste Nachricht von Lucius bringt das Martyrologium des Ado [1] († 875), wo der Bericht des Liber Pontificalis unter Eleutherus wörtlich wiedergegeben ist. Als Heiliger tritt er zum ersten Mal, wenn wir von der Vita absehen, im Martyrologium Notkers († 912) auf. Da aber Ado [2] und Notker [3] einer späteren Zeit als unsere Vita entstammen, kann sie nicht von diesen beeinflußt sein. Nun wissen wir aber, daß Chur in der Zeit, in welcher die Vita entstanden ist, sowohl Beziehungen zu England als auch zu Rom hatte, sodaß es schwer ist, die Quelle zu ermitteln, woraus der Verfasser sein Wissen geschöpft hat. Die innigen Beziehungen, die der damalige Churerbischof zu Alkuin pflegte, und auch die Bücherschätze des Klosters St. Gallen, wo eine ziemlich große Auswahl der Werke Bedas vorhanden war, sprechen für nordischen Einfluß [4]. Für die römische Quelle sprechen verschiedene st. gallische Berichte und Urkunden. So wissen wir, daß eine Beata mit ihrem Gemahl Landolf, die am oberen Zürichsee wohnte, im Jahre 744 eine Reise nach Rom unternahm [5]. Wahrscheinlich war dies nicht die einzige Romreise, die Leute aus Alemannien und Rätien nach der Heiligen Stadt unternahmen. In der St. Gallertradition finden sich auch Fälle, wo Wallfahrten nach Rom auf der Hin- und Rückreise mit einem Besuch des Grabes des hl. Gallus verbunden wurden [6]. Ohne Bedenken können wir aber solche Fälle auch auf Rätien und seine Hauptstadt Chur übertragen, war dies doch das Zentrum, wo alle Bündnerpässe zusammenliefen und wo die weltliche und kirchliche Regierung ihren Sitz hatte [7]. Tatsache dagegen ist, daß der Bericht, wonach Lucius

[1] *Quentin*, 472.
[2] Die ältesten Codices gehören dem 9./10. Jahrhundert an. *Quentin*, 466.
[3] Notker ist von Ado abhängig. *Quentin*, 683.
[4] *Bruckner*, II, 74 ff.
[5] *H. Wartmann*, Urkundenbuch der Abtei St. Gallen I (1863) Nr. 10.
[6] Gozberts Libellus de miraculis s. Galli cap. 67 (Ausg. Meyer v. Knonau).
[7] Hier wäre noch das römische Itinerarium zu erwähnen, das dem 9. Jahrh. angehört und im Besitz des nahen Klosters Pfäfers war (s. Kap. III).

England verläßt, eine Erfindung des Verfassers ist. Es muß nicht einmal angenommen werden, daß hier eine willentliche Fälschung vorliegt, da, nachdem ein König Lucius existierte, und ein Heiliger oder, besser gesagt, der Leib eines hl. Lucius in Chur vorhanden war, es das Gegebenste war, bei der Aufstellung einer Hagiographie über einen unbekannten Heiligen, diese beiden zu vermischen und daraus einen Heiligen und zugleich einen König zu machen. Dies ist dem Schreiber keineswegs zu verargen, da er in einer Zeit lebte, wo das Volk seinen Legendenheiligen wollte und von diesem verlangte, daß er den anderen Heiligen glich [1].

4. *Lucius — Augsburg.*

Nach seiner Auswanderung erfährt der Heilige, daß in Agusta Vindalica noch den Götzen gehuldigt werde. Sofort geht er hin, bekehrt den Patrizier Campester und gleich ist die ganze Stadt christlich. Sonderbar ist wiederum die Vorstellung: Gallien sei schon um diese Zeit christlich gewesen. Die Form Agusta Vindalica für Augusta Vindelicorum ist gar nicht auffallend, wenn man die Verdrehung von Burdigala zu Bordoelem (Vita 3,6) in Betracht zieht. Agusta für Augusta finden wir auch in einer Urkunde vom Jahre 691 [2]. In Augsburg, der Hauptstadt von Raetia secunda, treffen wir die erste christliche Gemeinde um 300, also gut 100 Jahre nach dem hl. Lucius. Zum Bistum wurde Augsburg erst vor der Besitznahme des Landes durch die Alemannen (vor 500), und zwar unterstand es der Metropole Mailand und erst 798 dem Erzbistum Mainz [3]. Auffallend ist auch der ganz unbekannte Name Campester. Dieser Name erscheint nicht einmal in dem 40 000 Namen umfassenden Onomasticon der karolingischen Welt [4]. Jedoch weist er darauf hin, daß hier Römer resp. Romanen waren, denn er ist ganz und gar römisch. Dies geht auch aus dem römischen Adelstitel «Patricius» hervor, den Campester führt. Als Ehrentitel wurde er erst von Constantin dem Großen († 337) eingeführt und ganz ausgezeichneten Persönlichkeiten verliehen, die meistens eine oder mehrere Provinzen unter sich hatten [5]. Daß

[1] *Günter*, 190.

[2] *Du Cange*, 1 (1883), 150.

[3] LThK 1 (1930) 804-809 und 6 (1934) 802-808.

[4] *P. Piper*, Libri confraternitatum S. Galli Augiensis Fabariensis. Mon. Germ. Hist. 1884.

[5] *Perret*, Fontes ad Historiam regionis in Planis, Zürich H. 6 (1936) 335.

aber ein Patrizier nur eine Stadt beherrschte, ist nicht nachweisbar. Dieser Name Patricius erscheint auch in einer rätischen Urkunde, aber, wie aus dem ganzen Zusammenhang hervorgeht, in der Bedeutung von Feldherr; denn es heißt, daß der König Theodebert auf Wunsch des Kaisers Justinian dem Patricius Brigantinus 3000 Mann zu Hilfe schickte [1]. Auch im obenerwähnten Verbrüderungs-Buch kommt Patricius vor, aber als bloßer Name und nicht als Titel [2]. Jedenfalls treffen wir hier wieder den Verfasser bei argen Anachronismen, wonach Augsburg 100 Jahre früher christianisiert ist als die geschichtlichen Tatsachen beweisen; ferner, daß er einen Titel, der erst um 400 aufkam, um 200 Jahre früher verlegte.

Nach der Vita hat der hl. Lucius in Augsburg gewirkt. Die Erbauung einer Kirche erwähnt diese gleiche Quelle nicht. Wohl aber existierte eine Galluskirche in Augsburg. Diese ist frühestens dem 10./11. Jahrhundert zuzuweisen, da sie das Grab der Eleusinde, der ersten Äbtissin des 960 gegründeten Kanonissenkloster St. Stephan, enthält. Der heutige Bau stammt erst aus dem 16. Jahrhundert [3]. Selbst wenn sie noch älter wäre, würde damit noch nicht bewiesen, daß diese Galluskirche früher eine Luciuskirche war. Erst das Proprium Curiense von 1646 und, auf dieses gestützt, Lütolf machen aus der Galluskirche eine Luciuskirche [4]. Das ist aber nur eine Vermutung, für welche keine Gründe sprechen.

5. *Lucius — Chur.*

Von Augsburg kommt der Glaubensbote in die Provincia Retiarum, wo er nach vorausgegangenen Bußwerken wiederum alles bekehrt. Wie ist das mit den uns bekannten geschichtlichen Tatsachen zu vereinigen? Der Ausdruck Provincia Retiarum ist sicher vom Schreiber auf die Einwohner des 2. Jahrhunderts übertragen worden, denn um 200 gab es nur *eine* Provinz Rätien, und die Teilung in Rätia prima und Raetia secunda fand sicher nicht vor 297 statt [5]. Nach der Schreibweise des Verfassers zu schließen, gehört Augsburg selber gar nicht zu Rätien, sonst würde er nicht sagen, Lucius sei von dort in die rätische Provinz gezogen, sonst müßte er den Ausdruck Provincia Raetiarum

[1] *Perret*, l. c. 6.
[2] *Piper*, Libri confraternitatem, S. 395, 2 u. 22.
[3] Freundl. Mitteilung von Abt Dr. Placidus Gloggner, St. Stephan in Augsburg.
[4] *Lütolf*, S. 101, Anm. 1.
[5] *P. C. Planta*, Das alte Rätien, Berlin (1872) 186.

gleich Raetia prima nehmen. Die Tatsache, daß um diese Zeit noch das Heidentum in Rätien herrschte, kann nicht bestritten werden, treffen wir doch auch sonst in der Schweiz kaum Spuren des Christentums vor der Mitte des 4. Jahrhunderts [1]. Auch der Ausdruck « Curiense pagello » war zur Zeit der Entstehung der Vita geläufig, und wurde, um ein Factum des 2. Jahrhunderts zu beschreiben, schlechthin gebraucht. Dieser Ausdruck erscheint in der schon erwähnten Bittschrift Victors [2]. Ludwig der Deutsche nennt in der Urkunde für das Fraumünster in Zürich von 853 das Land Uri pagellus [3]. Die ganze Bekehrung Churs wird, wie wir im V. Kapitel noch weiter ausführen werden, um 100-150 Jahre zu früh genommen. Aus der Predigtweise des Heiligen will man die Ansicht herauslesen, daß Lucius hier nicht den Heiden, sondern den Arianern gepredigt habe. Diese Ansicht stützt sich besonders auf den Ausspruch « Unus Deus, una fides, unum baptisma » usw. (Vita 5,7 ; I Cor. 8, 5 et 6). Den zweiten Beweis für diese Hypothese entnimmt man der Klageschrift des Bischofs Victor an Ludwig [4]. Dort heißt es, die Räuber und Diebe hätten nicht einmal die Reliquien des hl. Lucius zurückgelassen, der doch diese Stadt « de diabolico errore ad cultum veri dei » bekehrt habe [5]. Sind diese Beweise stichhaltig ? Wie schon oben gesagt, ist der angeführte Vitatext eine Zitation der Heiligen Schrift. Wie wir aber bei der Untersuchung des Textes und auch bei den Legendenquellen zur Genüge dargelegt haben, beweisen die angeführten Schriftstellen absolut nicht mehr, als daß der Verfasser in der Schrift bewandert war ; sonst müßten Tatsachen, die in Palästina geschehen sind, auf Chur übertragen werden, und wir kämen zu ganz unhaltbaren Phantasiegebilden. Der zweite Beweis für die Arianismus-Hypothese ist ebenso hinfällig wie der erste. In der Vita heißt es ja ausdrücklich, daß Lucius in Augsburg gehört habe, daß die Provinz Rätien « adhuc idolis immolarent » [6], was ganz deutlich heidnisch ist. Ferner heißt es auch Vita 5,35, daß die Provinz « gentili errore pollutam esse », und daß er dann ad « destruendum errorem festinus perrexit ». Im ersten Fall ist mit error sicher das Heidentum gemeint ; also bedeutet es auch

[1] *F. Stähelin*, Die Schweiz in römischer Zeit, Basel (1931) 261.
[2] *C. Mohr*, D. I, 26.
[3] *U. Stutz*, Karls des Großen divisio von Bistum und Grafschaft Chur, Weimar (1909) 7, Anm. 1.
[4] *E. Pöschel*, in Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde 32 (1930) 231.
[5] *Mohr*, l. c.
[6] Vita 4,34.

im zweiten Fall, wo es ohne das Beiwort gentilis steht, nichts anderes als Heidentum. Von der Terminologie der Vita darf aber ruhig auf die Klageschrift Victors geschlossen werden, gehören sie doch ungefähr der gleichen Zeit an. So ist diese ganze Hypothese nichts anderes als eine unbegründete Vermutung. Auch fehlen uns überhaupt Anhaltspunkte für das Auftreten des Arianismus auf dem Gebiete von Chur. Dagegen wissen wir, daß die Kirche einen positiven Einfluß auf die Gesetzgebung Theoderichs und seiner Nachfolger ausübte [1].

6. *Lucius — Luziensteig.*

Von Chur aus erscheint der Heilige wiederum auf der Luziensteig, wo er verschiedene Wunder wirkt. Es ist schon erörtert worden, woher dieser Bericht genommen ist [2]. Sonderbar ist, daß Lucius von Augsburg kam, und doch, wie es scheint, nicht über die Luziensteig; denn er kehrt erst nachher dorthin zurück, um die Heiden zu bekehren. In diesem Wald sollen nun Ochsen verehrt worden sein. Welche Götzen unsere Vorfahren verehrt haben, ist schwer zu ermitteln, jedoch finden sich nirgends Anhaltspunkte, um nachzuweisen, daß sie Ochsen zu Götzen gemacht hätten. Es wäre im Gegenteil sonderbar, wenn man an ein und demselben Ort einem Tier göttliche Ehre dargebracht, und es zugleich zum Arbeiten gebraucht hätte [3]. Möglicherweise hatte der Schreiber die Verehrung des goldenen Kalbes, wie Cap. 32 Exodi schildert, vor Augen. Ob zwischen dem Bericht der Vita und dem Auffinden einer Neptunstatue irgend ein Zusammenhang vorhanden ist, kann nicht ermittelt werden. Möglich ist nur, daß Lucius vielleicht hier verehrt wurde, um eine heidnische Gottheit zu verdrängen. Welche, ob Mars oder Neptun, ist eine andere Frage. Jedoch wäre in diesem Fall eher eine Verdrängung des Neptun anzunehmen. Dafür würde die Tatsache sprechen, daß Lucius auch wie der Wassergott Neptun seine besondere Verehrung an Wasserquellen gefunden hat. So befindet sich z. B. eine Quelle und Kapelle des Heiligen im Luciuslöchlein ob Chur, wie auch in Disla bei Disentis [4]. Im Bericht der Vita würde noch, nebst der dort erwähnten Geschichte mit der Grube (Wassergott), die Tatsache auf eine Neptunverdrängung durch den Heiligen hin-

[1] *Planta*, Das alte Rätien, Berlin (1872) 245.
[2] Vgl. oben Nr. 4: Legendenquellen.
[3] *Planta*, 16, Anm. 5 u. 6.
[4] *Ch. Caminada*, Wasserkultus in Rätien. Jahresbericht der Histor.-antiq. Gesellsch. Grb. 60 (1930) 8.

deuten, daß auch dem Meergott und Wasserlandgott Neptun Stiere zum Opfer dargebracht wurden, wie auch in der Vita von Stieren die Rede ist [1]. Etwas Sicheres kann jedoch aus diesem Material nicht geschlossen werden [2]. Da die Errichtung der Krypta und die Abfassung der Vita den äußeren Anlaß zur Verbreitung des Luciuskultes geboten haben, wird ein früheres Luciuspatronat unwahrscheinlich sein.

2. Karolingische Elemente der Vita.

a) *In der Missionsmethode des hl. Lucius.*

In der ganzen Vita gibt sich der Verfasser große Mühe, bei jeder Gelegenheit hervorzuheben, daß Lucius genau die gleiche Lehre wie die Apostel verkündet habe. Nicht nur der Lehrauftrag muß direkt von einem Apostelschüler herkommen, sondern die Lehre selber muß, wenn möglich, wörtlich in der Schrift enthalten sein. Wir können ungefähr folgende Tatsachen der Vita auf die *Apostolizität* zurückführen: Lehrauftrag (siehe oben), Lehrmethode, Sprache der Vita (Schrifttexte), jüdischer Einfluß und Übertragung jüdischer Bräuche auf Chur. Die *Lehrmethode* ist genau die der Apostel, und nicht die der kirchlichen Praxis im 2. Jahrhundert. So werden die Heiden sofort ohne irgendwelche Katechumenatszeit getauft, wie es die alte Kirche verlangte [3]. Mit dieser apostolischen Lehrmethode werden nun spezifisch karolingische Elemente verbunden wie die *Regula fidei* [4]. Nach der Peregrinatio Aetheriae (c. 390) wurde das Taufsymbol zwei Wochen lang erklärt und zuletzt mußte es vor dem Bischof hergesagt werden. Die traditio und die reditio symboli bildeten besonders im Abendland den Mittelpunkt einer eigenen Feier neben den sonstigen Lehrvorträgen. Diese Höhepunkte fielen vielerorts auf den 3., 4. und 5. Sonntag der Quadragesima. In Rom wurden sie pro scrutinio angesetzt. Das Scrutinium wurde auf die Prüfung des Glaubens gedeutet. Im 7. Jahrhundert erscheinen die Scrutinien auf 7 vermehrt und auf Wochentage verlegt. Später wurden sie fast ganz vergessen, bis sie durch die liturgische Reform Karls des Großen wieder aufgenommen wurden. Weil der geschichtliche Zusammenhang

[1] *Pauly-Wissowa*, Realenzyklopädie 16, 2 (1935) 2514-2535.

[2] Unseren Lösungsversuch durch die Kontinuität von Mars und hl. Georg, siehe Kap. III.

[3] LThK 5 (1933) 884-888; DAL II, 2 (1910) 2579-2621.

[4] Vita 3,11; 5,27; 7,15.

fehlte, wurden sie falsch verstanden und falsch interpretiert [1]. Möglicherweise haben wir es auch in der Vita 5,1 mit einer solchen falschen Auslegung des Scrutiniums zu tun, wo das Fasten, das früher für die Katechumenen vorgeschrieben war, ohne weiteres auf den Glaubensboten übertragen wird. Mit der ganzen Lehrmethode des Heiligen ist der jüdische Einfluß gegeben, der besonders in der Anwendung der *Jakobusklausel* auf Chur grell hervortritt [2]. Wohl hatte sie eine große Bedeutung für die Heiden, denn sie verbot ihnen die Teilnahme an Götzenopfern und Unzucht. Die anderen Teile (a suffocatis, et sanguine) waren aber nur vorübergehende, mit Rücksicht auf die Judenchristen getroffene Maßregeln, die später wieder wegfielen. Um 800 wurde ihnen aber im Abendland eine große Beachtung geschenkt, weil sich die englische und irische Tradition durch die Autorität des Erzbischofs Theodor von Canterbury († 690) geltend machte, die der Klausel eine große Bedeutung zuschrieb [3]. Für Chur, wie überhaupt für jene Gegenden, wo keine Judenchristen waren, hatte diese Klausel keine Bedeutung. Jüdischer Herkunft ist auch die *Steinigung* des Heiligen in der Vita, die aber durch das Dazwischentreten der schon bekehrten Heiden verhindert wird. Die Steinigung ist eine spezifische jüdische Strafweise, welche der Schreiber sogar in unsere ganz heidnischen Gegenden versetzt. Die Tatsache der Zerstörung von Götzentempeln und der Umbau in christliche Kirchen (Vita 3,22) ist unbestreitbar karolingischen Einflusses, wurde ja gerade damals Sachsen von Karl d. Gr. (768-814) mit Gewalt bekehrt. Dasselbe überträgt der Verfasser kritiklos auf das 2. Jahrhundert. Der Anschauung des Verfassers nach brauchte der Glaubensbote nur zu predigen und alle bekehrten sich. Gepredigt wurde noch in einer fremden Sprache, wie aus der Tatsache hervorgeht, daß Timotheus in Bordeaux und England und Lucius in Agusta Vindalica und Chur sofort mit der Predigt beginnen konnten [4].

Die ganze, in der Vita dargelegte Missionsmethode des Heiligen ist ganz und gar von der Zeit, in der der Verfasser lebte, diktiert. Der erste Faktor ist die Apostolizität — ein spezifisch karolingisches Element —, zu deren Beweis die Schrift auch an ganz unpassenden

[1] LThK l. c.

[2] Vita 3,10; 5,25. Apg. 15,20 u. 15,29.

[3] *A. Franz*, Die kirchlichen Benediktionen im Mittelalter, Freiburg i. Br. I (1909) 615 ff.

[4] Vita 3,5; 3,26; 4,30; 5,7; und 5,39 heißt es: blando sermone.

Stellen herhalten muß. Diese Lehre der Apostel wird dann mit der zeitgenössischen Denkweise des Verfassers verknüpft und in der Vita dem hl. Lucius unterschoben.

b) *Pseudo-Engländer.*

Von jeher hat England dem Festland Heilige liefern müssen. Es ist daher nichts Neues, daß der Schreiber der Vita — direkt oder indirekt auf den Bericht des Liber Pontificalis gestützt — den hl. Lucius von England kommen läßt. Ziehen wir aber dazu noch in Erwägung, daß England und Irland den Gemeinplatz bildeten, wo viele heimatlose Heilige eine Heimat in der Legende fanden, so ist es dem Verfasser gar nicht zu verargen, daß er dem hl. Lucius einen englischen Heimatschein ausgestellt hat. Gougaud hat mehr als 50 Pseudoschotten aufgezählt, deren Zahl aber seiner Ansicht nach noch vergrößert werden kann [1]. Ein nicht geringer Grund für die Bestimmung der englischen Heimat unseres Heiligen mag die Tatsache gewesen sein, daß St. Gallen in seiner Geschichte wirklich auf Irland zurückgeht. Auch treffen wir in Chur selber Spuren irisch-angelsächsischer Einflüsse. Codex Sang. 348, der um 800 in Chur entstanden ist, ferner der Churer Reliquienschrein, der noch aus merovingisch-karolingischer Zeit stammt, tragen Merkmale, die nach England weisen [2]. Von der falschen Angabe des Liber Pontificalis und vom großen Einfluß der damals stark verbreiteten irisch-angelsächsischen Tradition irregeleitet, noch von der Bestrebung beseelt, einen möglichst großen und berühmten Heiligen zu besitzen, ist der Verfasser begreiflicherweise zu der Ansicht gelangt, daß Lucius auf jeden Fall ein Engländer sein müsse.

c) *Chur — St. Gallen.*

Die Tatsache, warum der Verfasser bestrebt war, die Gründung der Churerkirche auf ein möglichst hohes Alter hinaufzuschrauben und den hl. Lucius zu einem möglichst berühmten Heiligen zu gestalten, läßt sich wohl durch den alten Gegensatz zwischen Chur und dem berühmten Kloster St. Gallen erklären. Das hohe Alter Churs und der berühmte Gründer Lucius sollten die Waffen zum kulturellen Kampf liefern. Bekannt ist vor allem, wie Präses Victor

[1] *L. Gougaud,* Les surnuméraires de l'émigration Scottique (6me-8me siècles). Revue bénédictine 1931, S. 296-302.

[2] *I. Müller,* Die Anfänge des Klosters Disentis, Chur (1931) 167.

in der ersten Hälfte des 8. Jahrhunderts versuchte, den Leichnam des hl. Gallus von St. Gallen nach Chur zu entführen, was in dieser Zeit der Reliquienverehrung nichts anders bezwecken sollte als der eigenen Kirche Ruhm und Zulauf zu verschaffen [1]. Die Bedeutung der Reliquien ersieht man aus dem um 820 erfolgten Raub aller Churerreliquien durch Herloin und dessen Genossen. Für den Verfasser waren es der Gründe genug, den hl. Lucius zu einem möglichst großen Heiligen zu stempeln, wie die anderen es waren [2].

3. Geschichtlicher Wert der Vita.

Nach Delehaye [3] können die Heiligenakten mit Rücksicht auf ihren geschichtlichen Wert folgendermaßen eingeteilt werden:

1. Offizielle, wörtliche Prozeßakten, die bei der Untersuchung aufgenommen wurden und auf uns übergingen.

2. Berichte von glaubwürdigen Augenzeugen oder Zeitgenossen.

3. Überlieferungen, die auf einem schriftlichen Dokument beruhen, die zu den zwei oben aufgestellten Gattungen gehören, aber vom neuen Schreiber frei bearbeitet und umgestaltet wurden.

4. Hagiographien, die sich überhaupt auf keine schriftlichen Dokumente stützen, sondern nur das Resultat aus der Verbindung reiner Phantasieprodukte mit etwelchen realen Elementen sind. Aus solchen kann nichts mehr als der Name und die Existenz eines Heiligtums sowie das Datum seines Festes erschlossen werden.

5. Heiligenleben in Form einer Dichtung ohne jeglichen geschichtlichen Hintergrund, ein reines Produkt der Einbildung.

6. Als sechste Gruppe kann man noch jene Heiligenleben gesondert nehmen, die mit der Absicht verfaßt wurden, den Leser zu täuschen.

Zu welcher Gruppe gehört nun das Leben des hl. Lucius? Sicher ist es, daß der Schreiber keine schriftlichen Quellen vor sich hatte, die er neu bearbeitete. Dafür zeugen die literarischen und die Legendenquellen, die er gebraucht hat, sowie der Schematismus, wonach das ganze Leben aufgebaut ist. Auch die verschiedenen Einflüsse

[1] *H. Dietze*, Rätien und seine germanische Umwelt in der Zeit von 450 bis auf Karl den Großen, unter besonderer Berücksichtigung Churrätiens, Frankfurt a. M. (1931) 335 f.

[2] *Günter*, 190.

[3] *H. Delehaye*, Les Légendes hagiographiques, Bruxelles (1927) 106 f.

der karolingischen Renaissance mit ihrem Bestreben, alles auf Rom und die Apostel zurückzuführen und mit ihrer Sucht, die Größe der eigenen Kirche in den Vordergrund zu stellen, sind hier viel zu groß, um an eine Bearbeitung einer alten Vita denken zu lassen. Ferner wird wohl auch die Bestimmung der Vita, wie sie wahrscheinlich für den Festtag des hl. Lucius, den 3. Dezember [1] als Festpredigt berechnet war, der ganzen Abfassung eine bestimmte Richtung gegeben haben [2]. Damit sind nun die drei ersten und für die Geschichte allein in Frage kommenden Gattungen ausgeschlossen. Ist aber die ganze Vita nichts anderes als ein Produkt der Phantasie und ohne jeglichen geschichtlichen Kern ? Auf Grund des aus anderen Quellen geschöpften Materials muß diese Frage negativ beantwortet werden [3], und so lautet das Schlußergebnis in Bezug auf den geschichtlichen Wert der Vita : Die Vita s. Lucii Confessoris ist eine *geschichtliche Dichtung* in der Form einer Predigt. Sie enthält einen geschichtlichen Kern, der vor allem die Existenz und den Namen des Heiligen umfaßt.

V. Chur — Christentum — Lucius.

1. Die Churer Bischofsliste.

Um das Leben des hl. Lucius aus haltbaren Tatsachen darzustellen, ist man gezwungen, den Anfang des Christentums in Rätien zu verfolgen. Um in diesen ganzen Fragenkomplex Licht zu bringen, schicken wir eine kurze Übersicht über die Churerbischöfe bis zur Zeit der Entstehung unserer Vita voraus.

1. Asinio. Der Bischof Abundantius von Como unterzeichnet für ihn auf der Mailänder-Synode im Jahre 451 [4].
2. Valentianus 548, aus einer Grabschrift bekannt [5].
3. Theodorus 599. Wo er Bischof war, ist uns nicht übermittelt. Er kommt in einem Brief des Papstes Gregor I. vor und wird von neueren Historikern als Bischof von Chur angenommen [6].
4. Victor 614. Er unterzeichnete 614/15 die Beschlüsse eines Provinzialkonzils zu Paris [7].

[1] Necr. Cur. 119. [2] Vita 2,28. [3] Siehe Kap. III.
[4] *Stähelin*, 549,3 ; *Perret*, Fontes H. 5 (1936) 257 f.
[5] *E. Egli*, Die christlichen Inschriften der Schweiz vom 4.-9. Jahrhundert, Zürich (1895), S. 35 Nr. 37 ; *Perret*, H. 6 (1936) 346-349.
[6] *Perret*, H. 9 (1937) 487-491.
[7] *Perret*, H. 9 (1937) 541.

5. Paschalis c. 680 [1].
6. Victor 700 [2].
7. Vigilius c. 720 [3].
8. Tello 759-765 [4].
9. Constantius c. 773 [5].
10. Remedius c. 804 [6].
11. Victor c. 832 [7].

Aus dieser keineswegs vollständigen Bischofsliste können wir zunächst schließen, daß jene, die schon am Anfang des 3. Jahrhunderts einen Bischofssitz in Chur annehmen, keine bestimmten Tatsachen dafür heranziehen können, weil wir den ersten Bischof erst 451 treffen. Für diesen unterzeichnet und erklärt Bischof Abundantius von Como in der Synodalepistel des mailändischen Bischofs Eusebius an Papst Leo I., daß er den Beschlüssen des allgemeinen Konzils von Chalcedon beipflichte [8]. Um die Frage zu beantworten, ob dieser Bischof wirklich der erste Bischof Churs ist, müssen wir den Quellen nachgehen, die von der Einführung des Christentums in Rätien berichten.

2. Chur und das Christentum.

Dokumente, die von der Einführung des Christentums in Rätia I berichten, sind nicht zahlreich. Vorerst sind es die Götterinschriften, die immer seltener erscheinen. Noch in den Jahren 270 275 errichtete der rätische Präses der Provinz dem Herkules, dem Jupiter und anderen Göttern Tafeln [9]. In denselben Jahren treffen wir auch solche Inschriften, die in ihrem Wortlaut an christliches Gedankengut gemahnen, obwohl sie heidnisch sind [10]. In seiner «Historia nuova» weiß Zosimus zum Jahre 409 zu berichten, daß ein Generides auch über Rätien als «Dux» eingesetzt wurde, der, obwohl Heide, mit den besten Tugenden geschmückt war [11]. Dies ist die letzte Schrift, die

[1] Necrologium Curiense ed. Juvalt 116. Text des 14. Jahrh. bei *Martin*, 449.
[2] Necr. Cur. 115 zu 22. Nov. Text des 14. Jahrh. bei *E. P. Martin*, Etudes critiques sur la Suisse mérovingienne (1910), S. 449.
[3] Tello-Testament bei *Mohr* I, Nr. 9, und Text des 14. Jahrh. bei *Martin*, 449.
[4] Erwähnt in der Vita s. Galli, in Mitteil. zur vaterl. Gesch. S. 80, und Tello-Testament, *Mohr*, C. D. I, 10.
[5] *A. Hauck*, Kirchengeschichte Deutschlands 2 (1912) 807.
[6] *A. Hauck*, l. c.
[7] *A. Hauck*, l. c.
[8] Der ganze Text befindet sich bei *Perret*, H. 5, 257, und bei *Stähelin*, 549, Anm. 3.
[9] *Perret*, H. 3 (1936) 145 und 146.
[10] *Perret*, l. c. 154 und 155.
[11] *Perret*, H. 5 (1936) 267 und 268. Zosimi comitis ex advocato fisci, Historia nuova 5, 46 zum Jahr 409.

von Heiden auf rätischem Gebiet redet. Dem Rückgang der heidnischen entspricht die Zunahme der christlichen Dokumente. Eines der ersten ist ein Fragment des Lukasevangeliums, das nach Ranke aus den Jahren 402-412 stammt [1].

Aus diesen Quellen kann man schließen, daß das Christentum etwa um die Mitte des 4. Jahrhunderts in Rätien Eingang fand, und Chur etwa um 400 zum Bischofssitz erhoben wurde. Wohl mag es schon vorher vereinzelte Christen gegeben haben, jedoch sprechen die Quellen dafür, daß diese keinen weiteren Einfluß auf das öffentliche Leben hatten. Um 400 wurden die römischen Truppen wegen der gotischen Gefahr in Oberitalien zurückgezogen. Aus dieser Zeit nun stammt, wie die Ausgrabungen von 1921 sprechen, die erste Churerkirche [2]. Dieselbe Ansicht, daß für Rätia I das Bestehen einer organisierten Kirche nicht vor der zweiten Hälfte des 4. Jahrhunderts in Frage kommt, vertritt auch Stähelin [3], und vom rein philologischen Standpunkt aus gelangte auch Jud zum Resultat, daß die Kirche in Rätia I erst in der zweiten Hälfte des 4. oder zu Anfang des 5. Jahrhunderts organisiert worden sei [4]. Somit kann auch von einer organisierten Mission durch Lucius im 2. Jahrhundert keine Rede sein.

3. Der Name Lucius.

Als römischer Name ist Lucius bei Konsuln und Kaisern belegt. Seit Papst Lucius († 254) kann der Name auch als Heiligenname gelten. Dies um so mehr, als eine Etymologie von lux = Licht ihn zu einem christlichen Deutungsnamen stempelt, ähnlich wie Dominikus zu dominus = Gott, oder Victor = Martyrer [5], Iustus, Decentius usw. [6] Merkwürdigerweise finden wir aber den Namen in den entfernten römischen Provinzen nicht oft. In einer rätischen Inschrift des 3. Jahrh. treffen wir eine Lucina und ihre Tochter Lucia [7]. In den sonst für Rätien so aufschlußreichen Verbrüderungsbüchern der karolingischen

[1] *Perret*, l. c. 253.

[2] *Pöschel*, Zur Baugeschichte der Kathedrale und der Kirche S. Lucius in Chur, Anz. f. Schw. Altertumskunde 32 (1930) 99 f.

[3] *Stähelin*, 549.

[4] *J. Jud*, Zur Geschichte der bündner-romanischen Kirchensprache, Jahresb. der Hist.-antiq. Gesellsch. Grb. 49 (1919) 11.

[5] *F. Rütten*, Die Victorverehrung im christlichen Altertum, Paderborn (1936), S. 16 ff.

[6] *Iso Müller*, Die Anfänge von Disentis (1931), S. 42 ff.

[7] *Perret*, H. 3 (1936) 156.

Zeit fehlt der Name ebenfalls. Einzig ein Lucidus ist in Brixen um 836 und eine Lucia im Reichenauer Verbrüderungsbuch um 1200 belegbar [1]. Auch nennt sich ein Zeuge in einer vorarlbergischen Urkunde, die zu Rätis 890 ausgestellt wurde, Lucius [2].

Da, wie noch ausgeführt wird, der hl. Lucius etwa dem 6. 7. Jahrh. zuzuweisen ist und wir für diese Zeit in Rätien noch vom Namen auf den Träger schließen dürfen [3], so können wir Lucius entweder als einen Rätier oder einen Italiener bezeichnen, auf alle Fälle einen Romanen.

Die Geschichte der Namensform weist endlich noch gelehrten und deutschen Einfluß auf. Die rätoromanische Form von Lucius heißt Lezi und findet sich auch noch in alten Geschlechtsnamen wie Caliezi usw. [4]. Die entwicklungsgeschichtliche Form aber wäre Gliesch. Ähnlich wurde auch aus Placidus nicht Plasch, sondern Plazi [5]. Das weist auf ein gelehrtes Zentrum hin, von dem aus der Name Leci verbreitet wurde, und das ist eben der Kreis um den Bischof von Chur.

Unsere Vita (2,29 ; 2,34 ; 4,20 ; 4,40) enthält viele Anspielungen und Andeutungen auf die Etymologie von Lucius und ist auch darin ein Kind der karolingischen Renaissance.

4. Datierung des hl. Lucius.

Wann hat der hl. Lucius gelebt ? Zunächst wissen wir, daß er vor 800 gelebt haben muß ; denn damals befinden sich seine Reliquien in Chur. Aus dieser Zeit datiert auch die starke Verehrung zu ihm, die ihm eine Lebensbeschreibung (die Vita) und eine Stätte seiner Verehrung in der Churer-Krypta verschaffte, und ferner auch die Luziensteig mit ihm in irgendwelchen Zusammenhang brachte. Aus der ganzen Vita geht aber hervor, daß deren Verfasser einen großen zeitlichen Abstand vom hl. Lucius gehabt haben muß, sodaß der Legendentypus und nicht der Heilige den entscheidenden Ausschlag bei der Abfassung der « Biographie » gab. So können wir mit ziemlicher Sicherheit sagen, daß weder der Schreiber noch seine Eltern noch deren Zeitgenossen den Heiligen gekannt haben. Also war ein größerer

[1] *P. Piper*, Libri Confraternitatum MGH 1884 : Augiensis 267,9 und 71,34

[2] *H. Wartmann*, Urkundenbuch der Abtei St. Gallen 2 (1866) 284.

[3] *Müller*, l. c. 53 ff.

[4] *A. Kübler*, Die romanischen und deutschen Örtlichkeitsnamen des Kantons Graubünden, Heidelberg (1926), S. 234.

[5] *R. v. Planta*, Vom Lande der Rätoromanen. Sammelbändchen 1931, S. 42. Dazu Jahresb. d. Hist.-antiq. Gesellsch. Grb. 66 (1936) 4.

Zeitraum als 100 Jahre zwischen der Abfassung der Vita und dem Heiligen selber. So würde als Terminus ante quem, vor dem er gelebt haben muß, ungefähr die letzte Hälfte des 7. Jahrhunderts sein. Jedenfalls hat der hl. Lucius vor c. 700 gelebt.

Den Terminus post quem, nach welchem er gelebt hat, erhalten wir mit Hilfe der Geschichte der Heiligenverehrung. Am Anfang der christlichen Zeit wurden nur den Blutzeugen, die ihr Leben wirklich für den Glauben an Christus geopfert und mit ihrem Blut besiegelt hatten, eine besondere Verehrung gezollt. Die Verehrung der Bekenner trat erst im 5. Jahrhundert auf, und der erste Bekenner, dessen Verehrung einen größeren Umfang annahm, war der hl. Martinus († 400)[1]. Wie aber aus verschiedenen Quellen hervorgeht, war die Verehrung der Bekenner noch lange nicht auf der gleichen Höhe wie die Märtyrerverehrung, machte doch der hl. Gregor von Tours († 594) noch einen deutlichen Unterschied, wenn er sagt, daß durch die Reliquien der Märtyrer wunderbare Heilungen und Wunder geschehen, und auch die Bekenner als Freunde Gottes alles vermöchten[2]. Wie wir aber wissen, ist der hl. Lucius bis in die Neuzeit hinein als Bekenner verehrt worden[3]. Daraus ergibt sich, daß er nicht vor ungefähr 500 gelebt haben kann. Selbstredend spricht auch die Christianisierung Rätiens im 4./5. Jahrhundert für die gleiche untere Zeitabgrenzung.

Man könnte einwenden, Lucius sei vielleicht erst später, nach 100 und mehr Jahren, feierlich erhoben worden. Um jemanden als Heiligen verehren zu können, genügte bis in die karolingische Zeit die Begeisterung des Volkes und die Genehmigung des Bischofs[4]. Gewöhnlich wurde ziemlich rasch nach dem Tode die Verehrung verbreitet. Der hl. Audoenus († 683) ruhte nur dreieinhalb Jahre in St. Peter in Rouen, wo er bestattet wurde. Schon sein Nachfolger Bischof Ausbertus erhob ihn und gab ihm ein neues Grab hinter dem Altar[5]. Daß irgend ein Lucius von Rom oder anderswoher nach Chur übertragen wurde, haben wir keinen Anlaß anzunehmen, da der Leib in Chur war[6]. Auch um eine in karolingischer Zeit so gebräuchliche

[1] LThK 4 (1936) 891-893 und 8 (1936) 807-812. DAL III, 2 (1914) 2508-2515.
[2] *A. Franz*, Die kirchlichen Benediktionen im Mittelalter, Freiburg i. Br. II (1909) 452.
[3] Siehe oben Kap. II.
[4] *Funk-Bihlmeyer*, Kirchengeschichte 2 (1932) 85.
[5] *J. Braun*, Der christliche Altar 2 (1924) 548.
[6] Über die Übertragung afrikanischer Martyrer (Felix und Regula) nach Zürich vor der Mitte des 8. Jahrh. vgl. *G. Morin* in der Festgabe des Zwingli-Vereins zum 70. Geburtstage von H. Escher (1927), S. 6-9.

Reliquienübertragung aus den Katakomben kann es sich nicht handeln, denn sonst wäre der hl. Lucius zweifellos als Martyrer und nicht als Confessor betrachtet worden.

Wenn wir weiter die Luciusklause am Mittenberg in Betracht ziehen und Lucius als Einsiedler ansehen, so ergibt sich wiederum ein neues Indizium für seine Datierung. Das Mönchtum, resp. Einsiedlertum, kam im Oriente erst im 4. Jahrhundert auf und verbreitete sich dann im 5./6. Jahrhundert im Abendlande. Man könnte sogar hier auf die vielen Einsiedler hinweisen, die noch zu Beginn des 7. Jahrhunderts von Luxeuil ausgingen und in die Zeit um Gallus († c. 630/40) oder etwas später Sigisbert (c. 700) datieren [1].

Auf alle Fälle kann man aus den vorgelegten Ausführungen entnehmen, daß Lucius etwa zwischen 500 und 700, also im 6. 7. Jahrh. gelebt hat.

Wenn wir noch den Kreis der Berechnungen verengern wollen, so müßten wir die Luziensteig und die Vita befragen und die Predigttätigkeit des Heiligen als historisches Element betrachten, welches dann in die Dichtung hineinverwoben wurde. Hier wäre die Bekehrung der Alemannen respektiv das Nachwirken des Heidentums und die halbnestorianische Irrlehre wichtig, welche eine Datierung auf c. 600 ermöglichen könnten.

Zwischen Rätien und Alemannien herrschte seit der Mitte des 3. Jahrhunderts und noch mehr seit dem 4. Jahrhundert eine gespannte Lage. Bei den verschiedenen Einfällen drangen die Alemannen weit in die Provinz Rätien vor [2]. Die *Alemannen* nahmen auch erst zu Beginn des 7. Jahrhunderts den christlichen Glauben an. Wie aus einem Brief Gregors des Großen vom Jahre 600 hervorgeht, hatte dieser Papst den Plan einer alemannischen Mission [3]. Deshalb erkundigte er sich beim Erzbischof von Mailand über die Alemannen. Dieser konnte nun wichtige Nachrichten über sie geben, die er vom Bischof von Chur haben mochte, der ja ihm unterstand und Nachbar der Alemannen war. Es ist aber nicht ausgeschlossen, daß hie und da ein friedliches Vordringen der Alemannen stattgefunden hat und der

[1] *A. Hauck*, Kirchengeschichte Deutschlands 1 (1922) 269 ff.

[2] *Dietze*, 156.

[3] Diesen Brief siehe bei *Dietze*, 240, Anm. 258: « De Alemannis autem quod vobis indicatum est, nos et longius quam vos positi sumus et quia verum non sit, minime dubitamus. Vestra tamen fraternitas bene fecit pro informatione nostra quod audivit scribere.

Bischof von Chur Sorge trug, dieses friedliche Vordringen durch gleichzeitige Missionierung zu fördern. Jedoch lassen die Quellen uns darüber im Dunkel. Möglicherweise war nun der hl. Lucius bei einem solchen Missionsversuch beteiligt. Dafür würde der Bericht der Vita und die Tatsache des Vorkommens des Titulus s. Lucii um 800 auf der Luziensteig, — wenn Titulus hier wirklich Patrozinium bedeutet — sprechen [1]. Beide Indizien haben jedoch nur relativen Wert.

Es muß aber noch bemerkt werden, daß Lucius auch gegen Nachwirkungen des *Heidentums* in unserem eigenen Lande aufgetreten sein kann. Aus der Lex Romana Curiensis wissen wir nämlich, daß auch hier das Heidentum nicht mit dem Erscheinen der ersten Glaubensboten vollständig überwunden war. Andernfalls wäre es ganz unverständlich, warum noch um 750/60 in der Lex Romana Curiensis so scharfe Bestimmungen gegen die Auswüchse des Heidentums wie gegen die Zauberer, Teufels- und Wetterbeschwörer oder gegen die Götzendiener und Dämonenanbeter aufgestellt worden wären [2]. Es ist nun leicht möglich, daß der hl. Lucius gegen diesen Aberglauben, der keineswegs so schnell ausgerottet werden konnte, aufgetreten ist. So wäre er auch dann noch ein Glaubensbote, der unser Land « a diabolico errore ad cultum veri dei » bekehrt hätte [3].

Eine zweite Erklärung für die Predigttätigkeit des hl. Lucius würde die *halbnestorianische Irrlehre* ergeben. Diese Irrlehre herrschte, wie aus einem Schreiben des Papstes Pelagius II. (578-590) hervorgeht, im Erzbistum Aquileja, und griff auch auf Mailand und seine Suffragane über [4]. Weil aber Mailand zum rechten Glauben zurückkehrte, lösten sich die Suffragane Sabiona und Como von Mailand und schlossen sich dem schismatischen Aquileja an. Sabiona und Como waren aber die Nachbarn Churs und hatten einen großen Einfluß auf die Raetia prima. Somit ist es nicht ausgeschlossen, daß diese Irrlehre auch auf Chur übergriff. Möglicherweise ist auch diese Irrlehre in der Bittschrift des Bischofs Victor gemeint, wenn er den Ausdruck « de diabolico errore » braucht [5]. Lucius hätte in diesem Fall um 600 gelebt

[1] Vgl. Kap. III.

[2] *P. Planta*, Das alte Rätien, Berlin (1872), S. 478, 483, 485, 493. Vgl. auch *Christ. Caminada*, Wasser-, Feuer-, Stein-, Baum- und Feldkultus in Rätien, Jahresb. d. Hist.-antiq. Gesellsch. Grb. 60 (1930) 1 ff., 63 (1933) 216 ff., 65 (1935) 299 ff. und 67 (1937) 1 ff.

[3] *Mohr*, C. D. I, Nr. 15.

[4] *Perret*, H. 8 (1936) 455.

[5] *Mohr*, C. D. I, 27.

und hätte unser Land von der halbnestorianischen Irrlehre gerettet. Es muß aber wohl beachtet werden, daß in diesem Fall eine Zeitspanne von 200 Jahren zwischen dem Bericht des Bischofs Victor und der angeblichen Predigttätigkeit des Heiligen läge, und daß, wie schon weiter oben dargelegt worden ist, der Bericht des Bischofs aus der Vita entnommen ist, und er mit « diabolico errore », wie auch die Vita, das Heidentum bezeichnen will [1].

Schlußresultat.

Als positives Endergebnis dürfen wir gegenüber neueren Zweifeln buchen : die Existenz eines hl. Lucius ist historisch-kritisch einwandfrei gesichert, da um 800 seine Reliquien in der Churer Krypta geborgen wurden, was der Anlaß zur Verbreitung seiner Verehrung und Abfassung seiner Legende war. Chronologisch kann der hl. Lucius summarisch dem 6./7. Jahrhundert zugewiesen werden.

Aus indirekten Hinweisen dürfen wir weiter als geschichtlich wahrscheinlich annehmen : Lucius lebte als Einsiedler am Mittenberg bei Chur. Von hier wirkte er vielleicht auch missionarisch gegen Nachwirkungen des Heidentums, für die Bekehrung der Alemannen oder gegen den Halbnestorianismus, der von Italien nach Rätien einzudringen suchte.

Die Legende des hl. Lucius aber, welche uns ein karolingischer Theologe aus Chur in klassischem Latein geschrieben hat, muß aus den Geschichtsbüchern gestrichen werden. Sie ist nicht Geschichte, wohl aber eine historische Dichtung. Die Legende bleibt literarisch wertvoll, da sie eine köstliche Blüte mittelalterlicher Poesie und Frömmigkeit ist, die nicht nur fähig war, schöne Heiligenlegenden zu schreiben, sondern auch Heilige zu gestalten.

[1] Siehe oben unter « Lucius - Chur ».

Efforts conjugués de Berne et Fribourg pour doter leurs Chapitres.

par Louis WÆBER.

Parmi les actes datés du 20 décembre 1512 — le 13 des calendes de janvier de la deuxième année de Jules II — expédiés par la chancellerie vaticane, il y en avait une quinzaine qui concernaient Berne ou Fribourg. Il suffira ici d'en signaler deux : la bulle *Iniunctum nobis desuper apostolice servitutis officium*, par laquelle le pape érigeait en collégiale l'église paroissiale de Saint-Nicolas à Fribourg, et — identique à la précédente par la date et par l'incipit — la bulle *Iniunctum nobis desuper, meritis quamquam insufficientibus*, qui incorporait un certain nombre de monastères aux Chapitres de Berne et de Fribourg. C'est celle qui va faire l'objet du présent article.

Vu le nombre et l'importance des faveurs qu'elles espéraient obtenir du Saint-Siège, les deux villes ne s'étaient pas contentées de faire présenter, comme de coutume, leurs demandes par un agent en cour de Rome : elles avaient confié cette tâche à des messagers spéciaux. Berne avait désigné son chanoine-diplomate : Constant Keller, et Fribourg, son bourgmestre : Pierre Falk. Plus exactement, ce dernier qui, comme capitaine du détachement fribourgeois, avait guerroyé dans l'Italie du Nord, au service de Jules II, de mai à juillet 1512, et qui était rentré dans sa ville natale au mois d'août, fut choisi, quelques semaines plus tard, comme représentant de Fribourg dans la députation que la diète helvétique, à la demande du pape, avait décidé d'envoyer à Rome, et Messeigneurs saisirent cette occasion pour charger leur messager de présenter leurs requêtes au Souverain Pontife.

Les délégués helvétiques arrivèrent à Rome le 18 novembre. Jules II les reçut le 26 et choisit immédiatement l'envoyé de Berne : Hans d'Erlach, et celui de Fribourg : Pierre Falk pour accompagner Mgr Stafileo, qui, sur l'ordre du pape, allait partir pour négocier avec Venise.

Les représentants des Confédérés avaient émis le désir d'être reçus séparément par le pape, afin de lui présenter chacun isolément ses requêtes. Jules II leur répondit qu'ils n'avaient qu'à mettre ces vœux par écrit et qu'il leur serait donné satisfaction dans la mesure du

possible. Falk cependant, grâce à sa nouvelle mission, fut l'objet d'une faveur : une courte audience privée lui fut accordée, le 5 décembre, l'avant-veille de son départ pour Venise. Il put, à cette occasion, glisser un mot au Souverain Pontife de l'une des questions qu'il avait à lui soumettre, et il se permit d'ajouter que, du moment qu'il ne serait plus là, par suite du service que le pape lui demandait, pour présenter et appuyer ses autres requêtes, il espérait qu'un bon accueil leur serait réservé. Jules II le lui promit aimablement.

Notre bourgmestre ne partait, malgré tout, qu'à demi rassuré : « So ich nit gegenwürtig byn, gloub ich nit das utzit fruchtbars mög ussgricht werden, wann yedermann lugt zu sinr schantz [1]. Quelqu'un qui lui semblait bien renseigné sur les usages de la curie romaine lui avait dit, sans doute avec exagération, que le pape aurait à discuter pendant deux ou trois jours avec chaque délégué et que les suppliques ne seraient exécutées qu'à l'allure de deux ou trois quotidiennement. Aussi bien Falk s'était-il déjà résigné, dût-il demeurer absent pendant toute une année, à revenir à Rome, lorsqu'il aurait terminé sa mission à Venise, afin de s'occuper des affaires que lui avaient confiées Leurs Excellences de Fribourg.

Il établit, à l'adresse d'un agent du nom de Cotini, la liste de ses requêtes [2]. Elles étaient au nombre de dix. La septième concernait l' « érection en collégiale de l'église paroissiale de Saint-Nicolas, avec annexion ou union des paroisses désignées dans la requête ». Falk avait, en effet, pris avec lui le double d'une supplique que Pierre Taverney avait présentée à Jules II, lors du séjour que le pape fit à Bologne, au cours de sa campagne militaire de 1510 à 1511. La rédaction définitive de cette supplique, munie peut-être du *concessum* pontifical, avait disparu lors de la prise de Bologne par les Français, en mai 1511, et il eût fallu entreprendre de coûteuses recherches pour la retrouver.

[1] Lettre de Falk au gouvernement de Fribourg, du 6 décembre 1512 ; Collection Girard (Bibliothèque cantonale de Fribourg) t. VIII, N° 72. C'est à cette lettre également que sont empruntés les renseignements qui précèdent et ceux qui vont suivre.

[2] Cette liste, de la main de Falk, se trouve dans le Fonds Praroman, aux archives de l'Etat de Fribourg (A. E. F.) ; elle porte au verso, d'une autre écriture, cette mention : *P. Cotini, prope palatium cardinalis de Flisco.* Voici la remarque que fait, à ce sujet, notre bourgmestre dans la lettre qui vient d'être signalée : « Also han ich üwer gnaden mir bevolchen sachen und anligend zum besten lassen stellen. Das nit an (= ohne) gelt zugangen ist, wann diser hoff an gelt gar nutzit tut, und das einr Sant Petters schüler wär und söllich suplicationen zu den andern gesetzt und verschafft das si Bäbstlich H. übergeben werden ».

La minute de cette pièce, ou plus exactement sa première ébauche, datée du 12 novembre 1510, est conservée à Fribourg [1]. C'est un rapport destiné à servir de base à une demande d'érection de Saint-Nicolas en collégiale, demande qui devait être présentée au Souverain Pontife. L'intermédiaire choisi, lors d'une première rédaction, était l'évêque de Sion, Mathieu Schiner ; mais une correction y avait substitué les noms du curé de Fribourg, Louis Löubli [2] et de Pierre Taverney. Le mémoire énumère une série de paroisses et de monastères dont Fribourg espérait obtenir l'incorporation au futur Chapitre. Les maisons religieuses convoitées étaient au nombre de quatre : le prieuré de Payerne à attribuer « de moitié aux chapitres érigés ou à ériger de Berne et de Fribourg, cités alliées toutes deux à celle de Payerne » ; le prieuré de Grandson, également prévu pour les deux villes et enfin ceux de Broc et de Rougemont.

De ces deux derniers monastères, il n'avait pas encore été question jusqu'ici, tandis que les deux précédents excitaient des convoitises depuis plusieurs années. Fribourg y avait songé dès qu'eut pris corps l'idée d'ériger chez nous un Chapitre [3]. En 1509, le gouvernement essaya d'obtenir le prieuré de Grandson pour le fils de François Arsent, avec l'espoir que ce serait un acheminement vers son attribution à Saint-Nicolas [4] ; mais Berne le sollicita, de son côté, en faveur du prévôt de Soleure : Nicolas de Diesbach [5], qui finit par l'obtenir définitivement.

Berne convoitait également Payerne. Lors d'une précédente mission de Constant Keller à Rome, la lettre, datée elle aussi de novembre 1510,

[1] Nous comptons revenir sur ce document à l'occasion d'une étude sur les origines du chapitre de Saint-Nicolas.

[2] Comme il s'agissait d'ériger en collégiale l'église paroissiale de la ville, il était assez naturel que le curé fît partie de la délégation, de même que son successeur, Nicolas Bugniet, accompagnait maintenant Falk à Rome en 1512. On comprend d'autre part que notre bourgmestre omette le nom de Löubli, que son rôle dans l'évasion de Supersaxo avait obligé à ne plus jamais paraître à Fribourg, et qui avait été remplacé, comme curé, par celui qui avait été, jadis, son prédécesseur : Nicolas Bugniet. La nomination de ce dernier était, malgré tout, irrégulière, puisque Löubli s'obstinait à ne pas donner sa démission ; aussi fallait-il la faire confirmer par le Saint-Siège, et c'est précisément cette requête que Falk avait présentée à Jules II lors de l'audience du 5 décembre.

[3] A. E. F. Missival t. 5, p. 43 ; lettre à François Arsent du 18 juillet 1504 ; cf. également une lettre à Schiner du 6 mars 1510, Abschiede VI, P. II, f. 2.

[4] A. E. F. Ratsmanual t. 26, f. 62^{v} ; Missival t. 5, p. 126, et t. 6, f. 104^{v} et 105 (lettres du 21 avril 1509).

[5] A. E. B. (Archives de l'Etat de Berne) Latein. Missivenbuch G, f. 117^{v} (lettre du 24 avril 1509).

qui avait été rédigée à cette occasion, demandait que, à la mort du bénéficiaire actuel, le prieuré fût incorporé à la collégiale de Saint-Vincent [1]. Berne, on le voit, ne parlait pas de partager, du moins pas avec Fribourg. De fait, le monastère ne fut attribué ni à l'une ni à l'autre, mais annexé à la Sainte-Chapelle de Chambéry [2].

Ceci nous explique un alinéa de la nouvelle instruction, datée du 10 juillet 1512, que Constant Keller emportait avec lui lors du voyage à Rome qui nous occupe. Leurs Excellences de Berne lui donnaient l'ordre d'obtenir « à défaut du monastère de Payerne, si celui-ci avait déjà été incorporé ailleurs, l'annexion au chapitre de Saint-Vincent de l'abbaye de Romainmôtier, du prieuré de Grandson et d'autres maisons religieuses encore qui pourraient lui être signalées » [3].

Bien que les délégués helvétiques eussent entre eux de fort bons rapports, ils entreprenaient naturellement en secret certaines du moins de leurs négociations. Keller, obéissant aux ordres reçus et se conformant aux instructions données par Jules II, fit composer une supplique par un de ces agents romains qui s'étaient fait une spécialité de rédiger des demandes dans le style conventionnel de la Curie pontificale. Falk vint à l'apprendre. Il protesta énergiquement contre le projet d'annexer le prieuré de Grandson au seul chapitre de Berne. Il exhiba le double de la supplique, présentée au pape à Bologne, qui sollicitait l'incorporation de ce monastère au futur chapitre de Saint-Nicolas [4]. Les délégués bernois objectèrent que cette pièce était sans valeur, puisqu'on ne pouvait produire une signature attestant que la demande avait été agréée. Ils finirent simplement par concéder — et c'est tout

[1] « Bernensis res publica... petitur quatenus Sanctitas Vestra... sub forma canonice reservationis, vel potius modificate incorporationis, clementer indulgeat, ut decedente moderno monasterii ville Paterniaci... detentore, illud, desuper excrescentibus proventibus et emolumentis, prefato Bernensi urbis Collegio... respondeat » ; supplique du 22 novembre 1510 ; A. E. B. ; Fach Stift. La chronique de V. Anshelm en donne une adaptation allemande (T. III, p. 211).

[2] Arch. de Turin ; Bénéfices d'au-delà des Monts ; paquet 8, N° 16 ; c'est une copie, reproduite dans Wirz, *Bullen u. Breven aus italien. Archiven* (Quellen zur schweiz. Gesch. t. 21) n° 276.

[3] A. E. B. Lat. Missivenbuch G, f. 365 : « haben ir bevelch, sover das Gottshuss Betterlingen nit hingeben und an andre ort incorporiert wäre, alldann, das Gottshuss und Abbty Romani Monasterii, under minem gnädigen herrn von Savoy, und in dem Bistumb von Jenf gelegen *(sic)*, deßglichen das Priorat zu Granson, und ander do uch möchte angezoigt werden, obbemelter Stiftkilchen zu Bern, anzuhencken und inzucorporieren ».

[4] Alors que la minute, nous l'avons dit, notait que les revenus de cette abbaye s'élèveraient, « pour les deux villes », à 150 ducats.

ce que notre bourgmestre put obtenir — que l'incorporation de Grandson et de Payerne serait demandée pour les deux villes ou pour leurs deux Chapitres[1]. C'était mieux que rien, et Falk put donc partir pour Venise un peu tranquillisé. Il chargea Constant Keller de le tenir au courant des négociations ayant trait aux affaires de Fribourg [2], preuve qu'il comptait sur lui pour s'en occuper en même temps que de celles de son propre gouvernement.

Les tractations furent moins longues qu'on ne le lui avait fait craindre, puisque les suppliques furent rédigées puis présentées au Saint-Père et agréées, toutes le même jour : le 20 décembre 1512, soit plus d'un mois avant que Falk fût rentré de Venise.

L'altercation qui s'était produite, ou plutôt les tendances divergentes qui l'avaient provoquée, trouveront malgré tout un écho dans les documents que nous allons maintenant examiner et elles expliqueront certaines contradictions que nous serons obligés d'y constater.

La supplique du 20 décembre 1512 demandant des incorporations en faveur des chapitres de Berne et de Fribourg est conservée aux archives du Vatican [3]. Nous la reproduisons en entier :

Beatissime Pater, Exponitur Sanctitati Vestre pro parte devotorum illius oratorum schulteti et consulum ac universitatis opidi Bernensis et

[1] Voici, emprunté également à la lettre de Falk du 6 décembre 1512, tout le passage ayant trait à cette contestation ainsi qu'à la supplique fribourgeoise de 1510 : « Die sachen so min herr und frund P. Taferne zu Bonony ußgricht hatt sind verlorn, wann da die Frantzosen Bonony innammen, wurden der pappyren, zedlen vyl zu schanden bracht die dheins wegs zu finden sind, si kosten vier Jullyer zu suchen und bin ich selber darüber gesin, die botten von Bern haben in irem oder ir herrn nammen ein suplicatz umb das priorat von Gransen lassen stellen an das stifft Sant Vincentzen ; da hatt gott wellen das ich es vernommen hab, und mich dawider gesetzt und gezöigt die coppy der supplicatz von Bonony wie es üch minen hern zu üwerm stifft nachgelassen were, aber si haben nützit wellen darab tun, angesechen das die signatur nit kan gefunden werden. Zu lest han si verwilliget, das wir Granson zu sampt Petterlingen zu beyder stetten oder der stifften handen impetryeren söllen, wytter han ich im nit können tun und lob dannocht gott das es dartzu kommen ist, wann vyl wäger ist also dann das si es alleyn hetten, wär ein großer inbruch üwer herschafft zu Granson ».

[2] « Doch soll mir Doctor Constantz by dem bestem schryben ob min sachen furgang haben oder nit » (lettre du 6 décembre).

[3] Reg. Suppl. N° 1401 (1394) f. 79^{v}-80. La numérotation des tomes des registres de suppliques a été modifiée il y a quelques années. Nous donnerons toujours le numéro actuel et, entre parenthèses, l'ancien. Plus récemment, la pagination de certains volumes des archives vaticanes a été changée également. Nous indiquerons celle que nous avons trouvée à Rome, au début de cette année, et, entre parenthèses aussi, quand il y aura lieu, l'ancien folio.

Friburgensis, Lausanensis diocesis, quod, licet felicis recordationis Innocentius papa octavus, Sanctitatis Vestre predecessor, ecclesiam sancti Vincentii, opidi Bernensis predicti, in collegiatam et in ea viginti quatuor canonicatus et totidem prebendas pro totidem canonicis, inter alia, auctoritate apostolica erexerit et instituerit seu erigi et institui mandaverit, nichilominus tamen fructus, redditus et proventus mense capitularis eiusdem ecclesie sancti Vincentii ac etiam sancti Nicolai, opidi Friburgensis predicti, quam Sanctitas Vestra hodie in collegiatam similiter erexit, adeo tenues et exiles existant quod vix ad sustentationem duodecim ex viginti quatuor canonicis in eadem institutis sufficiant ; verum, si medietas omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum monasteriorum seu abbatiarum Filiaci, ordinis N [1] ac alterius, Bonimontis, ordinis sancti Augustini, Gebennensis et relique [2], Lacus Juriensis, ordinis Premonstratensis, Lausanensis diocesis, a dictis monasteriis seu abbatiis et eorum quolibet separaretur, dismembraretur et segregaretur ac dictarum ecclesiarum mensis capitularibus perpetuo applicaretur et appropriaretur, ex hoc profecto numerus viginti quatuor canonicorum in ea institutus adimpleri et consistere ac canonici prefati commodius se sustentari et divinis in eisdem ecclesiis commodius interesse possent ; supplicant igitur humiliter Sanctitati Vestre oratores prefati quatenus, eorum pio desiderio annuentes, medietatem omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum dictorum monasteriorum seu abbatiarum ac singulorum eorumdem a quolibet ipsorum separare, dismembrare et segregare ac mensis capitularibus prefatis perpetuo applicare et appropriare, ita quod, si monasteria seu abbatie huiusmodi vel aliquod eorum quovismodo vacet ex nunc, alioquin cedentibus vel decedentibus modernis eorumdem monasteriorum seu abbatiarum possessoribus, liceat eisdem capitulo [3] corporalem et actualem medietatem bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum segregatorum huiusmodi possessionem [4], propria auctoritate, libere apprehendere, percipere et levare ac in suos et capitularium mensarum huiusmodi usus et utilitatem convertere, diocesani loci et alterius cuiuscumque licentia super hoc minime requisita, dignemini de gratia speciali, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac statutis et consuetudinibus, etiam iuramento etc. roboratis, privilegiis quoque et indultis ac litteris apostolicis monasteriis et ordinibus predictis seu eorum alteri concessis et etiam iteratis vicibus confirmatis, etiam duci et

[1] Le scribe ignorait donc à quel ordre appartenait Filly, et commettait une erreur en faisant de Bonmont une maison de chanoines réguliers.

[2] *Relique*, au sens de « autre », soit donc, ici, de troisième ou dernière abbaye.

[3] Sic, formule qui se trouve, identique, dans une supplique du même jour concernant Romainmôtier (nous en parlerons plus loin) et où il n'est cependant question que d'un seul chapitre : celui de Berne. La même supplique dit également, comme ici un peu plus haut : se sustentar*i*.

[4] La rédaction est incorrecte : il eût fallu écrire : « actualem possessionem medietatis bonorum », etc.

nationi Sabaudie, quibus, pro hac vice tamen latissime extendendis, placeat derogare, ceterisque in contrarium facientibus quibuscumque, cum clausulis oportunis et consuetis.

Concessum ut petitur, in presentia Domini nostri pape, P. [1] cardinalis sancti Eusebii. Et cum absolutione a censuris ad effectum presentium. Et quod fructus mense capitularis ac bonorum huiusmodi, quatenus opus sit, habeantur pro expressis. Et cum separatione, dismembratione et segregatione, appropriatione et applicatione prepetitis. Cum sufficiente derogatione regule de unionibus committendis ad partes [2] ac privilegiorum, indultorum ac litterarum apostolicarum, etiam duci et nationi Sabaudie vel ordinibus et monasteriis predictis, concessorum et innovatorum latissime extendendis pro hac vice tantum. Et cum decreto quod, quam primum pro tempore existentes dictorum monasteriorum abbates, seu ipsis aut aliquo eorum procurantibus tot alia bona seu fructus, assendentes ad valorem dicte medietatis fructuum, eidem mense incorporata et appropriata fuerint, eo ipso medietas fructuum et bonorum segregatorum huiusmodi ad ipsa monasteria seu abbatias predicta revertantur. Et in forma gratiosa ad perpetuam rei memoriam. Et cum suspensione quarumcumque specialium vel generalium reservationum, gratiarum, expectativarum, unionum etc. absque consensu contradictariarum facultatum, etiam cardinalibus et Sanctitati Vestre, etiam antiquis et descriptis facultatibus etc. Concessum, cum decreto quod presens unio et super illa conficiende littere non comprehendantur sub quibusvis revocationibus et suspensionibus pro tempore factis seu fiendis et restitutione illius in pristinum statum, quarum illi emanabunt, ex nunc prout ex tunc et e contra (*f. 8o*). Et quod omnium et singulorum premissorum, etiam monasteriorum et ordinum, cuius sint nomen et cognomen, modernorum possessorum aliorumque necnon maior et verior specificatio fieri possit in litteris. Et aliorum quorumcumque. Et quod medietas fructuum huiusmodi coniunctim et equaliter applicetur et approprietur mensis capitularibus sancti Vincentii Bernensis et sancti Nicolai Friburgensis, prout eisdem oratoribus videbitur adeptata narrantium premissorum.

Concessum P. cardinalis sancti Eusebii. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, tertiodecimo kalendas januarii, anno decimo.

Nous ignorons quelles démarches ont préludé à la rédaction de cette supplique. Constatons du moins le résultat : c'était pour les deux Chapitres qu'était demandée, non pas la totalité mais la moitié seulement des revenus de trois monastères dont il n'avait pas été question jusqu'ici : c'est dire qu'ils rentraient dans la catégorie de ceux dont la dernière instruction de Berne à Constant Keller envisageait l'ultérieure désignation comme possible.

[1] Le cardinal Pierre Accolti, Florentin, créé cardinal prêtre du titre de Saint-Eusèbe en 1511.

[2] En marge, d'une autre main : *quoad omnes ei partes dari* ou *datas* (?).

Filly [1] était une maison de chanoines réguliers s'élevant à proximité du hameau du même nom, à droite de la route qui va de Thonon à Douvaine, près de la baie de Coudrée, à la base de la presqu'île d'Yvoire [2]. Depuis un siècle, le monastère appartenait à des abbés commendataires. A cette date, et depuis 1500 environ, c'était un chanoine de Genève : Amblard Goyet, en même temps official et vicaire général du diocèse. Les revenus de l'abbaye se montaient à 200 ducats d'or, et Goyet s'était engagé à en verser 30 à un clerc espagnol, qui avait fait valoir des prétentions sur Filly et auquel le Saint-Siège avait reconnu le droit à cette pension [3].

Bonmont était un couvent de Cisterciens qui se trouvait de l'autre côté du lac, au pied de la Dôle, au-dessus de la route qui conduit de Nyon à Divonne ; mais, au lieu que Filly ne comptait que six chanoines, Bonmont avait eu jusqu'à vingt religieux. C'est dire que ses biens étaient considérables.

L'abbaye du Lacus Iuriensis enfin, sur les rives du lac de Joux, était un monastère de Prémontrés, qui a donné son nom à la localité qui s'appelle, aujourd'hui encore, l'Abbaye.

Quand une supplique avait été agréée — la nôtre le fut avec les réserves plus ou moins habituelles — une bulle était rédigée, qui reproduisait ordinairement, en partie du moins, les termes mêmes de la supplique, avec cette différence que c'était maintenant le pape qui parlait, et non plus les postulateurs qui demandaient. La bulle était datée du jour où la supplique avait été ratifiée, mais elle n'était expédiée que plus tard, lorsque les taxes avaient été payées.

La curie pontificale gardait le relevé non seulement des suppliques mais aussi des bulles. Ces dernières, aux archives vaticanes, se trouvent spécialement dans les registres dits « du Latran ». Malheureusement, les volumes de cette collection, qui sont déjà peu nombreux pour la neuvième année de Jules II, manquent totalement pour la dixième, celle qui nous intéresse.

[1] Abbaye peu connue chez nous et dont l'identification a donné lieu à plus d'une erreur : les éditeurs de la chronique d'Anshelm y ont vu la Fille-Dieu, près de Romont (T. III, p. 215, note 3) ; la table des noms propres de Wirz, *Bullen u. Breven*, la place à Fully, en Valais ; Büchi, *Korr. u. Akten zur Gesch. d. Kard. M. Schiner*, I, p. 326, nº 5, en fait un couvent de femmes dans le Val d'Abondance.

[2] Cf. J. F. Gonthier : *L'abbaye de Filly ;* Revue savoisienne XXXIII (1892) p. 200 à 214 et 313-42, et XXXIX (1893) p. 41-54 et 115-127

[3] Bref du 16 août 1503 ; Wirz, *Regesten zur Schweizergeschichte aus den päpstlichen Archiven*, t. VI, Nº 943.

La bulle originale du 20 décembre 1512 n'est conservée ni à Berne ni à Fribourg. Il en existe par contre deux anciennes copies [1] :

a) L'une, aux archives cantonales de Berne [2], sur trois pages de papier, d'une écriture très lisible, du début du XVI^me^ siècle. Le copiste avait sous les yeux la bulle originale, dont il transcrit toutes les signatures et cette mention, qu'on lit souvent au bas des actes de cette nature : *gratis de mandato S. D. nri pp.* Il nous a même livré son nom dans une remarque finale : « Extracta est hec presens copya a vera originali et cum ea bene concordans manuque mei, notarii infrascripti, propria transcripta ac de verbo ad verbum collationata per me, Jacobum Huber, publicum apostolica auctoritate notarium, clericum Constantiensis diocesis [3] ... ».

b) L'autre copie, ancienne également, se trouve aux archives cantonales de Fribourg [4]. Elle comprend, sur une double feuille de papier, la bulle du 20 décembre 1512 d'une part et, de l'autre, celle du 10 janvier 1513, dont il va être question tout à l'heure. L'écriture est celle d'un scribe romain, absolument pareille à celle des registres du Vatican, où notre copiste aura relevé son texte. Il a fait suivre sa transcription de cette remarque : « Patet supradicta bulla registrata

[1] Nous faisons abstraction de copies plus récentes, comme celle que possède le chapitre de Saint-Nicolas, copie d'ailleurs défectueuse et qui dérive de celle des archives cantonales de Fribourg.

[2] Fach Stift.

[3] Jacques Huber est désigné, plus tard, comme docteur « in utroque iure » et prêtre du diocèse de Constance. (A. E. F. Geistl. Sachen 684.) On le trouve, à Fribourg, comme cantor et chapelain à Saint-Nicolas vers la fin de 1509 (Reg. not. 130, f. 55^v^; Comptes de Notre-Dame : traitement des chapelains, 2^me^ semestre 1509) ; puis on le perd de vue durant une dizaine d'années. Le 11 août 1519 (Ratsmanual 37, f. 12^v^), alors qu'il était « chapelain et chantre à Berne », il est nommé chapelain de Notre-Dame à Fribourg, et en même temps, semble-t-il, chanoine et chapelain à Saint-Nicolas (RM. 38, p. 103). En mai 1521, il est chargé d'aider notre cantor (RM 38, p. 176) et l'on détermine à cet effet son traitement (Ratserkantnussbuch t. 4, f. 51^v^). Il est promu, le 23 janvier 1522, à la dignité de vice-doyen (RM 39). L'année suivante éclata à son sujet une affaire de nature politique : les Bernois avaient intercepté des lettres que Huber écrivait à Constance — d'autres furent adressées à Rome — dans lesquelles il mettait des adversaires des Confédérés au courant de ce qui se passait chez nous et racontait des faits humiliants pour leur amour-propre (Missival t. 7, f. 125 et 127^v^). Huber fut emprisonné et finalement, en 1524, déposé de ses fonctions et banni du pays pour dix ans. Il retourna dans sa patrie. Il n'avait pas perdu tout contact avec ses anciens confrères ; il écrivit même à plusieurs reprises pour essayer de rentrer à Fribourg. L'autorisation finit par lui être accordée, en 1535, mais il ne put réintégrer ses anciennes fonctions, maintenant remplies par d'autres.

[4] Geistl. Sachen 681, I.

in quinterno [1] bullarum Julii non adhuc ligato, folio XII ». A la 4me page, une annotation d'une autre main indique le destinataire : Nicolas de Diesbach, protonotaire apostolique. C'était, nous l'avons vu, le prieur commendataire de l'abbaye de Grandson et l'on comprend que ces deux bulles fussent de nature à l'intéresser.

Celle du 20 décembre 1512 n'ayant jamais été signalée, nous croyons bien faire de la publier. Nous prendrons comme base les deux copies anciennes signalées ci-dessus, mais naturellement sans indiquer les variantes ou erreurs insignifiantes de chacune d'elles ; nous nous servirons au surplus de la supplique ainsi que d'actes contemporains de la chancellerie vaticane, qui permettent de compléter certaines phrases abrégées :

Julius episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Iniunctum nobis desuper, meritis quamquam insufficientibus, apostolice servitutis officium, mentem nostram continua pulsat instantia ut per nostre provisionis auxilium, in singulis presertim collegiatis ecclesiis, continue benedicatur Altissimus ac in illis [2], ministris divinas laudes sonoris vocibus et devota mente decantantibus, facultates sufficientes correspondeant ex quibus valeant congrue sustentari. Sane, pro parte dilectorum filiorum sculteti et consulum ac universitatis Bernensis et Friburgensis oppidorum, Lausanensis diocesis, nobis nuper exhibita petitio continebat quod sancti Vincentii Bernensis, quam alias felicis recordationis Innocentius papa octavus, predecessor noster, et quam nos, hodie, sancti Nicolai Friburgensis, oppidorum predictorum, in collegiatas et in dicta ecclesia Bernensi viginti quatuor canonicatus et totidem prebendas pro totidem canonicis, inter alia, apostolica auctoritate ereximus et instituimus ecclesiarum ac illarum mensarum fructus, redditus et proventus adeo tenues et exiles existunt quod vix ad sustentationem medietatis illorum canonicorum sufficiunt ; verum, si medietas omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum Filiaci ac Bonimontis et Lacus Iuriensis monasteriorum necnon prioratus forsan conventualis [3] de Grandissona, sancti Augustini et sancti Benedicti, Cisterciensis ac Premonstratensis ordinum, Gebennensis et dicte Lausanensis diocesis, ab eisdem monasteriis et prioratu et eorum quolibet separarentur, dimembrarentur et segregarentur ac dictarum ecclesiarum mensis capitu-

[1] C'est-à-dire registre fait de cinq feuilles pliées, comme le *quaderno* italien actuel est, étymologiquement, un cahier de quatre feuilles.

[2] Le texte de Fribourg porte *ac nullis* ; il a fait, des quatre premiers jambages : *in i* la syllabe *nu*.

[3] Le doute exprimé ici porte sur la question de savoir si le Prieuré de Grandson était dépendant ou non de l'abbaye de La Chaise-Dieu (Haute-Loire) qui lui avait, jadis, procuré les biens nécessaires pour entretenir un nombre déterminé de religieux.

laribus, equis portionibus dividenda, perpetuo applicarentur et appropriarentur, ex hoc profecto numerus canonicorum in eisdem ecclesiis institutus adimpleretur ipsique canonici commodius se sustentare et divinis in eisdem ecclesiis assidue interesse possent. Quare, pro parte sculteti et consulum ac universitatis predictorum, nobis fuit humiliter supplicatum ut medietatem omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum monasteriorum et prioratus predictorum et cuiuslibet eorum ab eisdem et quolibet ipsorum separare et segregare illamque mensis capitularibus dictarum ecclesiarum respective, equis portionibus dividendam, perpetuo applicare et appropriare aliasque in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, qui ecclesiarum omnium decus et venustatem ac in illis divini cultus augmentum sinceris desideriis exoptamus, prefatos scultetum et consules ac universitatem necnon universitatis huiusmodi singulares personas a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis, a iure vel ab homine, quavis occasione vel causa latis, si quibus, quomodolibet, innodati existunt, ad effectum presentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes et absolutos fore censentes ac mensarum et medietatis bonorum separandorum ac eisdem mensis applicandorum fructuum, reddituum et proventuum veros annuos valores presentibus pro expressis habentes, huiusmodi supplicationibus inclinati, medietatem omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum dictorum monasteriorum et prioratus ac cuiuslibet ipsorum ab eisdem monasteriis et prioratu et eorum quolibet, auctoritate apostolica, tenore presentium, perpetuo separamus et dimembramus illamque mensis capitularibus dictarum ecclesiarum respective, equis portionibus dividendam, perpetuo applicamus et appropriamus, itaquod, si monasteria huiusmodi, etiam si de illis consistorialiter disponi consueverit et dictus prioratus conventualis existat, aut aliquod ex eis quovismodo vacent ex nunc, alioquin cedentibus vel decedentibus modernis monasteriorum et prioratus predictorum possessoribus, liceat dilectis filiis, dictarum ecclesiarum capitulis, corporalem et actualem medietatis bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum segregatorum huiusmodi possessionem, propria auctoritate, libere apprehendere, percipere et levare ac in suos et dictarum ecclesiarum respective usus et utilitatem convertere, diocesani loci et cuiusvis alterius licentia super hoc minime requisita, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis necnon monasteriorum et prioratus et ordinum predictorum, juramento, confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus privilegiis quoque et indultis ac litteris apostolicis duci pro tempore existenti ac nationi Sabaudie necnon eisdem Cisterciensi et Premontratensi ordinibus per sedem apostolicam concessis et etiam per nos approbatis et innovatis, quibus, inter alia, caveri dicitur expresse quod nullus alienigena qui de ducatu, dominio et ditione Sabaudie oriundus non existat, cuiuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis vel conditionis fuerit, beneficia ecclesiastica, cum cura vel sine cura, quecumque et qualiacumque fuerint, vigore quorumcumque gratiarum etiam expectativarum aut mandatorum et

unionum, sub quacumque verborum forma pro tempore concessorum, acceptare seu obtinere aut alias jus in illis acquiri ac monasteria et beneficia dictorum Cisterciensis et Premonstratensis ordinum nullis nisi sancte romane ecclesie cardinalibus aut ordines ipsos Cisterciensem et Premonstratensem expresse professis commendari seu illa aut illorum partem aliis applicari seu appropriari non possint, quodque eisdem privilegiis et litteris nullatenus, aut non nisi sub certis inibi expressis modo et forma et de consensu ducis pro tempore existentis, derogari possit et alias de illis etiam per nos et sedem predictam pro tempore facte commende aut de illis suppressiones et applicationes nullius sint roboris vel momenti, quibus, etiam si ad illorum derogationem de illis eorumque totis tenoribus specialiter specifica, expressa et individua ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio seu quevis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, illorum omnium tenores, presentibus pro sufficienter expressis et insertis habentes, illis, alias in suo robore permansuris, hac vice dumtaxat, harum serie, specialiter et expresse derogamus ceterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem quod separatio et segregatio ac applicatio et appropriatio predicte omnimodum ex nunc censeantur sortite effectum quoad hoc, ut in quibuscumque revocationibus et suspensionibus specialibus vel generalibus unionum, annexionum et incorporationum effectum non sortitarum que in futurum per nos et sedem predictam fierent et cum quibusvis derogatoriarum derogatoriis ac aliis efficacissimis etiam presentibus expresse derogantibus clausulis, utpote effectum jam sortite, non includantur et si contingat illas revocari vel suspendi, singulis diebus et momentis de novo concesse censeantur quodque quam primum, modernis et pro tempore existentibus abbatibus seu commendatariis monasteriorum et prioratus predictorum procurantibus, tot alia bona seu fructus ad valorem dicte medietatis fructuum ascendentia eisdem mensis respective appropriata et incorporata fuerint, medietas fructuum et bonorum segregatorum huiusmodi ad monasteria et prioratum predicta libere revertatur eo ipso. Nos enim ex nunc irritum decernimus et inane si secus super hiis a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attemptari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre absolutionis, separationis, dimembrationis, applicationis, appropriationis, derogationis, voluntatis et decreti infringere vel ei, ausu temerario, contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno incarnationis dominice millesimo quingentesimo duodecimo, tertio decimo kalendas januarii, pontificatus nostri anno decimo.

P. Cotini [1].

[1] La copie de Fribourg ne contient que cette seule signature. Dans celle de Berne, qui les a relevées toutes, le nom de Cotini vient en dernier lieu. C'est sans doute le personnage dont nous a parlé Falk. Nous ignorons pourquoi J. Zimmermann, *Peter Falk* (Freib. Geschichtsbl. XII [1905] p. 43), en a fait un domestique du cardinal Fieschi : ce devait être un scribe rattaché à la curie pontificale.

Cette bulle nous réserve une surprise : celle de voir partiellement incorporer aux chapitres de Berne et de Fribourg le prieuré de Grandson en plus des trois monastères dont parlait la supplique. Que s'était-il passé ? On pourrait, à s'en tenir à la lettre de Falk du 5 décembre, suggérer l'explication suivante : Keller aura fait rédiger une supplique – celle qui provoqua les protestations du bourgmestre de Fribourg — attribuant au chapitre de Saint-Vincent les revenus du prieuré de Grandson ; puis, à la suite de l'arrangement intervenu entre le délégué de Berne et celui de Fribourg, cette supplique aura été retirée et la bulle — mais pas la supplique — modifiée en conséquence. C'est là toutefois une pure hypothèse, et nous rencontrerons, plus bas, d'autres contradictions, moins faciles à justifier et qu'il faudra renoncer à expliquer d'une manière satisfaisante. Une chose est du moins certaine : les droits des chanoines de Saint-Nicolas, mentionnés assez superficiellement dans la première partie de la supplique, sont plus accentués dans les conditions mises à son acceptation, et surtout la bulle revient, à plus d'une reprise, sur cette affirmation : les revenus des monastères incorporés devront être répartis également entre les deux Chapitres.

Berne et Fribourg étaient, semble-t-il, parvenus à leurs fins, et les choses auraient pu en rester là ; mais il était rare que les incorporations accordées par Rome ne fussent pas contestées par ceux aux dépens desquels elles avaient été prononcées, ou rendues caduques par l'omission d'une formalité ou d'une précision jugée essentielle.

Ce fut le cas pour celles qui nous occupent. La supplique avait demandé que le Saint-Siège voulût bien déroger aux privilèges accordés peut-être jadis au duc de Savoie, privilèges qui auraient pu s'opposer à l'octroi des faveurs désirées. La Curie pontificale y avait consenti et la bulle, plus explicite encore, avait déclaré supprimées les concessions réservant peut-être exclusivement à des ecclésiastiques d'origine savoyarde, à des cardinaux ou encore à des religieux cisterciens ou prémontrés les monastères convoités.

Le duc de Savoie avait toutefois d'autres prétentions à faire valoir. Constant Keller et ceux qui négociaient avec lui auront été rendus attentifs au fait qu'il possédait un droit de collation et de présentation sur ces maisons religieuses. Or, la bulle n'en parlait pas : elle devait donc être rédigée à nouveau, car il n'était pas admis que des corrections ou des modifications fussent apportées sur un acte déjà signé et remis à ceux qui l'avaient sollicité.

C'est ce qui explique l'existence d'une deuxième supplique, présentée au Saint-Père trois semaines après la première, le 10 janvier 1513. Nous la reproduisons également en entier [1].

Beatissime Pater, Nuper Sanctitas Vestra, ad supplicationem devotorum oratorum vestrorum Schultetorum, consulum et universitatum Bernensis et Friburgensis, Lausanensis diocesis, opidorum, ex certis causis tunc expressis, medietatem omnium et singulorum fructuum etc. Filiaci et Lacus Juriensis ac Bonimontis monasteriorum necnon de Grandissona ac sanctorum Romani [2] et Lupicini prioratuum, sancti Augustini et sancti Benedicti ac Cluniacensis ordinum, Gebennensis et predicte Lausanensis diocesum, ab eisdem (*f. 50v*) monasteriis et prioratibus respective ac eorum singulis, apostolica auctoritate, separavit, dismembravit et segregavit ac sancti Vincentii Bernensis necnon sancti Nicolai Friburgensis opidorum predictorum collegiatarum ecclesiarum mensis respective, sub certis modo et forma tunc expressis, perpetuo applicuit et appropriavit, itaquod licet capitulis dictarum ecclesiarum ex tunc, si monasteria et prioratus predicta vel eorum aliqua vacabunt, nunc alioquin cedentibus vel decedentibus illorum ultimis possessoribus etc., corporalem possessionem medietatis bonorum etc., propria auctoritate libere apprehendere et percipere etc. ac in suos et mensarum huiusmodi usus et utilitatem convertere etc. prout in diversis Sanctitatis Vestre desuper confectis litteris plenius continetur. Cum autem, Pater Sancte, a nonnullis asseritur quod monasteria et prioratus predicta de jure patronatus ducis Sabaudie pro tempore existentis ex consuetudine presentandi seu privilegio aut alias existant, de quo in eisdem litteris nulla mentio facta existat ac propterea dicti oratores dubitant litteras predictas surreptionis vitio subiacere et sibi minus utiles reddi posse, tempore procedente [3], supplicant humiliter Sanctitati Vestre dicti oratores quatenus, ne propterea dictarum litterarum frustrentur effectu, oportune providentes eis quod littere cum suspensione, derogatione ac omnibus et singulis aliis in eis contentis clausulis et per illas facta separatio, dismembratio, segregatio, applicatio et appropriatio predicte ac indesecuta quecumque valeant plenamque roboris firmitatem obtineant et eis suffragentur in omnibus et per omnia perinde ac si in illis, quod monasteria et prioratus huiusmodi de iure patronatus prefati ducis, ut prefertur, existerent, expressum ac eidem juri patronatus specialiter et expresse derogatum fuisset, concedere et indulgere, necnon eidem juri patronatus, etiam si ex fundatione vel dotatione fuerit, quatenus opus sit, derogare dignemini de gratia speciali, non obstantibus premissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis, statutis etc. necnon omnibus illis que Sanctitas Vestra in singulis litteris predictis voluit non obstare ceterisque contrariis quibuscumque, cum clausulis oportunis et consuetis.

Concessum, ut petitur, in presentia domini nostri pape, P. Cardinalis sancti Eusebii; et cum absolutione a censuris ad effectum presentium,

[1] Arch. vatic. Reg. Suppl. 1402 (1395) f. 50.

[2] Le texte porte : *Firmani*.

[3] Orig. : « precedente ».

et cum concessione et indulto predictis ut supra latissime extendendis, et quod, si opus fuerit, fructus mensarum et monasteriorum et prioratuum predictorum habeantur pro expressis vel prout expedierit exprimi possint, et quod premissorum omnium etiam tenorum singularum litterarum predictarum ac qualitatum, denominationum et aliorum necessariorum maior et verior specificatio fieri possit in litteris, et cum oportuna derogatione juris patronatus huiusmodi, dummodo non sit ex fundatione vel dotatione ita ut non obstet attentoque quod per dismembrationem medietatis fructuum huiusmodi non tolletur jus presentandi, quatenus opus sit latissime extendendum.

Concessum, P. Cardinalis sancti Eusebii. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, quarto idus januarii anno decimo.

La faveur demandée était donc accordée : le droit de présentation du duc de Savoie était abrogé, pour autant qu'il ne résultait pas de la fondation ou de la dotation de ces couvents par la Maison de Savoie [1].

Cette supplique nous apporte, par ailleurs, un nouveau sujet d'étonnement : elle ajoute une cinquième incorporation, celle du prieuré de Romainmôtier, aux quatre qui avaient été accordées trois semaines plus tôt, et elle en parle comme si elle avait été contenue dans la bulle du 20 décembre.

De fait, il avait été question de Romainmôtier à cette date : il existe une supplique du 20 décembre 1512, demandant la moitié des biens de ce monastère pour le chapitre de Saint-Vincent [2]. Elle est conçue, mutatis mutandis, en termes identiques à ceux de la première supplique que nous avons reproduite, avec seulement quelques modifications dans les dispositions par lesquelles l'incorporation était prononcée en faveur du chapitre de Berne. Correspondant à cette supplique et portant la date du 4 janvier 1513, une bulle fut rédigée, qui accordait Romainmôtier au chapitre de Berne, mais à lui seulement ; elle aussi est pareille à celle du 20 décembre 1512 [3].

[1] La supplique souhaitait, on l'a vu, que l'annexion fût prononcée même dans cette hypothèse.

[2] Arch. vatic. Reg. Suppl. 1401 (1394) f. 80-80v.

[3] Elle est conservée dans une bulle de Léon X, du 14 juillet 1520, qui la reproduit intégralement, d'après le « registre de son prédécesseur », à la demande du gouvernement bernois à qui elle manquait. En voici le début et la fin : « Ex iniuncto nobis desuper, meritis licet insufficientibus, apostolice servitutis officio, ad ea libenter intendimus per que, nostre provisionis auxilio, singulis in collegiatis ecclesiis, ad laudem illius qui in excelsis habitat divinis preconiis iugiter insistentibus, ut in suis necessitatibus congruum suscipiant relevamen, valeat salubriter provideri ... Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno millesimo quingentesimo duodecimo, pridie nonas januarii, pontificatus nostri anno decimo » (Arch. vatic. Reg. Vatic. 1201, f. 181).

Un résumé, conservé à Berne, des faveurs obtenues de Rome par Constant Keller [1] est non moins affirmatif : la moitié des biens et revenus des monastères de Filly, Bonmont, Lac de Joux ainsi que du prieuré de Grandson ont été incorporés, à parts égales, aux chapitres de Saint-Vincent et de Saint-Nicolas, qui pourront se les approprier à la mort de ceux qui les détiennent actuellement ; et l'alinéa suivant signale, comme autre privilège accordé, l'annexion au chapitre de Berne de la moitié des possessions du prieuré de Romainmôtier.

Et cependant, répondant à la demande du 10 janvier, une bulle existe, datée du même jour, attribuant aux deux Chapitres, sans distinction, la moitié des biens des cinq maisons religieuses, alors même — mais avec la réserve déjà signalée — que le duc de Savoie prétendrait y exercer le droit de patronat. Là encore, la bulle originale n'est pas conservée, mais on en possède quatre copies anciennes :

a) Arch. vatic. Reg. Vat. 981, f. 119-120. C'est le texte dont s'est servi Wirz, dans l'édition partielle qu'il en a donnée [2].

b) Reg. Vat. 1201, f. 179-181. C'est une bulle de Léon X, du 14 juillet 1520, reproduisant intégralement la nôtre, d'après les registres de la chancellerie pontificale, à la demande de Fribourg et de Berne, qui, ne l'ayant pas, l'avaient demandée au Saint-Siège [3].

[1] Ußzug der bullen, gnaden und fryheitten, durch herrn Constantz Keller by Bäpstlicher Heilikeit ußgebracht und erlangot (A. E. B. Unnütze Papiere, t. 52, nº 87). Ce résumé a été publié par M. H. Türler : *Der Berner Chorherr Constans Keller*. (Festg. zur LX. Jahresversammlung d. allgem. Geschichtsforschenden Gesellschaft d. Schweiz, dargeboten v. hist. Verein des Kantons Bern.) Berne 1905, pp. 239-309. La liste se trouve à la page 286 sq ; les alinéas qui nous intéressent sont les 12me et 13me.

[2] *Bullen und Breven*, nº 277 ; mais Wirz l'attribue à tort au 10 janvier 1512. A la Chancellerie pontificale, l'usage était en effet, encore à cette époque, de dater les bulles d'après le style de l'Annonciation ; et, au surplus, la dixième année de Jules II n'avait commencé que le 26 novembre 1512. M. Türler, dans l'étude signalée à la note précédente, commet une erreur en la datant du 13 janvier 1513 (p. 281), de même M. Büchi (ci-dessus, p. 132 n. 1) en la mettant au 10 juin 1512.

[3] « Provisionis nostre debet provenire subsidio ut ius suum cuilibet conservetur. Hinc est quod nos, tenor quarundam litterarum felicis recordationis Julli pape secundi, predecessoris nostri, in registro ipsius predecessoris repertum, pro eo quod, sicut exhibita nobis nuper pro parte dilectorum filiorum scultetorum, consulum ac universitatum Bernensis et Friburgensis oppidorum, Lausanensis diocesis, petitio continebat, ipsi huiusmodi tenore, ex certis causis, noscuntur indigere, de registro ipso, de verbo ad verbum, transcribi et ad ipsorum scultetorum, consulum et universitatum supplicationis instantiam presentibus annotari fecimus, qui talis est ». Suit le texte intégral de la bulle de Jules II du 10 janvier 1513. Cette bulle de Léon X est, comme date et comme contenu,

c) A. E. F. Geistl. Sachen 681, II [1]. Le scribe romain termine sa transcription par cette remarque : « Patet libro 15 (?) non signato Dni Julii ».

d) Une copie, sur parchemin, aux archives cantonales bernoises [2]. Elle imite la disposition, le format et l'écriture de la bulle originale ; elle en reproduit les signatures et cette mention : *gratis de mandato rev. Dni nostri pape.* L'auteur de la transcription est un notaire de Fribourg, qui l'a fait suivre de cette notice : « Datum pro copia et signatum a suo proprio originali, extracta debiteque collationata per me, notarium apostolicum iuratumque Lausanensem et Friburgi suprascriptum. Johannes Schorreti ». C'est donc à tort que les éditeurs de la Chronique d'Anshelm [3] voient dans ce parchemin la bulle originale du 10 janvier 1513. Il est au surplus facile de constater qu'elle n'a jamais été munie du sceau de plomb, qui, même lorsqu'il est tombé, laisse dans le parchemin tout au moins les ouvertures par lesquelles passait le cordon de soie qui le supportait.

Bien que Wirz ait déjà publié en grande partie cette bulle du 10 janvier 1513, il ne sera pas inutile d'en donner le texte intégral, basé sur les quatre manuscrits qui viennent d'être énumérés. Nous remplacerons toutefois par des points certaines formules qui reviennent, toujours identiques, et qui ont d'ailleurs été citées en entier dans la bulle reproduite plus haut.

Julius episcopus ... Romanum decet pontificem vota fidelium quorumcumque ecclesiasticorum et secularium, per que ecclesiarum presertim collegiatarum et personarum in eis divinis laudibus insistentium conditio melior efficitur [4] et divinus cultus cum populi devotione adaugetur, ad exauditionis gratiam admittere ac sua solita benignitate apostolicis favoribus confovere. Nuper siquidem, pro parte dilectorum filiorum sculte-

exactement le pendant de celle qui a été signalée ci-dessus (p. 139 n. 3). Dans les deux, le pape ajoute, en termes identiques, que cette reproduction d'un acte délivré sept ans plus tôt aura la même valeur que la pièce originale, si celle-ci venait à être produite en justice ou ailleurs ; il précisait néanmoins qu'il n'entendait pas par là créer un droit nouveau, mais simplement confirmer l'ancien, et cette remarque lui était vraisemblablement dictée par la constatation qu'il y avait contradiction entre les deux bulles de 1513, dont l'une accordait Romainmôtier au chapitre de Berne exclusivement, tandis que l'autre l'attribuait à ceux de Berne et de Fribourg.

[1] C'est la copie déjà signalée plus haut, p. 133.

[2] Fach Stift.

[3] T. III, p. 215, n. 7.

[4] Nous n'hésitons pas à mettre *efficitur*, bien que les manuscrits portent plutôt *afficitur*.

torum et consulum et universitatum Bernensis et Friburgensis oppidorum, Lausanensis diocesis, nobis exposito, quod, licet alias felicis recordationis Innocentius papa octavus, predecessor noster, ecclesiam sancti Vincentii dicti oppidi Bernensis in collegiatam et in ea viginti quatuor canonicatus et totidem prebendas pro totidem canonicis, inter alia, auctoritate apostolica, erexisset et instituisset, nichilominus eiusdem sancti Vincentii ac etiam sancti Nicolai, prefati oppidi Friburgensis, quam nos tunc in collegiatam similiter erexeramus et institueramus, ecclesiarum mensarum capitularium [1] fructus, redditus et proventus adeo tenues et exiles essent [2] quod vix ad sustentationem duodecim ex vigintiquatuor canonicis in eisdem ecclesiis respective institutis sufficiebant; verum, si medietas omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum Filiaci et Lacus Juriensis ac Bonimontis monasteriorum necnon de Grandissona ac sanctorum Romani et Lupicini prioratuum, sancti Augustini et sancti Benedicti ac Cluniacensis ordinum, Gebennensis et predicte Lausanensis diocesum, ab eisdem monasteriis et prioratibus ac eorum singulis respective separarentur, dismembrarentur et segregarentur ac mensis capitularibus huiusmodi perpetuo applicarentur et appropriarentur, ex hoc profecto numerus vigintiquatuor [3] canonicorum in eis respective institutus adimpleri et consistere et prefati canonici commodius se sustentari [4] possent et divinis in eisdem ecclesiis diligentius interessent. Nos tunc, eorumdem scultetorum, consulum et universitatum in ea parte supplicationibus inclinati, medietatem omnium et singulorum bonorum ... singulorum monasteriorum et prioratuum predictorum ab eisdem monasteriis et prioratibus ac eorum singulis respective, apostolica auctoritate, separavimus, dismembravimus et segregavimus ac mensis predictis respective, sub certis modo et forma tunc expressis, perpetuo applicavimus et appropriavimus, ita quod liceret dilectis filiis, capitulis dictarum ecclesiarum, si monasteria et prioratus predicta vel eorum aliqua quovis modo vacabunt, tunc ahoquin cedentibus vel decedentibus modernis monasteriorum abbatibus et prioratuum predictorum prioribus seu illa in commendam obtinentibus, corporalem possessionem medietatis bonorum ... segregatorum huiusmodi propria auctoritate libere apprehendere ac perpetuo percipere et levare ac in suos et mensarum predictarum usus et utilitatem convertere, diocesani loci et cuiusvis alterius licentia super hoc minime requisita, prout in diversis nostris desuper confectis litteris plenius continetur. Cum autem, sicut exhibita nobis nuper pro parte scultetorum, consulum et universitatum predictorum petitio continebat,

[1] Les manuscrits se divisent : deux ont *capitulorum* et les deux autres : *capitularium*.

[2] Les copies feraient pencher plutôt pour *etiam;* avec Wirz, nous estimons la lecture *essent* préférable.

[3] Wirz a ajouté entre parenthèses, en pensant au chapitre de Fribourg : « et duodecim ». C'est logique évidemment ; mais le mot n'est pas dans le texte.

[4] Wirz a écrit « sustentare » ; mais les 4 manuscrits ont « sustentari ».

a nonnullis asseratur monasteria et prioratus predicta de jure patronatus ducis Sabaudie pro tempore existentis ex consuetudine presentandi seu privilegio apostolico aut ex fundatione seu dotatione vel alias existere, de quo in eisdem litteris nulla mentio facta existat, ac popropterea ipsi sculteti, consules et universitates dubitent singulas litteras predictas subreptionis vitio subiacere et sibi minus utiles reddi posse, tempore procedente, nos, eisdem scultetis, consulibus et universitatibus, ne propterea dictarum litterarum frustrentur effectu, providere volentes ipsosque scultetos, consules et universitates et eorum singulos a quibusvis excommunicationis ... penis ... absolutos fore censentes ac mensarum monasteriorum et prioratuum predictorum fructuum, reddituum et proventuum veros annuos valores presentibus pro expressis habentes, eorumdem scultetorum, consulum et universitatum in hac parte supplicationibus inclinati, volumus et apostolica auctoritate eis concedimus, quod singule littere cum suspensionis et derogationis ac omnibus et singulis aliis in eis contentis clausulis et per illas facte separatio, dismembratio, segregatio, applicatio et appropriatio predicte ac indesecuta quecumque, a data presentium, valeant plenamque roboris firmitatem obtineant et eis suffragentur in omnibus et per omnia, perinde ac si in illis, quod monasteria et prioratus predicta de jure patronatus prefati ducis, ut prefertur, existerent, expressum ac dicto juri patronatus specialiter et expresse derogatum fuisset, prout nos eidem iuri patronatus, dummodo ex fundatione vel dotatione non sit, harum serie specialiter et expresse derogamus, non obstantibus premissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis necnon omnibus illis que in singulis litteris predictis volumus non obstare ceterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo ... liceat hanc paginam nostre absolutionis, concessionis, voluntatis et derogationis infringere .... Si quis ... Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno ... millesimo quingentesimo duodecimo, quarto idus januarii, pontificatus nostri anno decimo.

Il faut reconnaître que cette bulle, bien qu'elle mentionne, au début, les deux chapitres de Berne et de Fribourg, semble, en réalité, s'occuper du premier plus que du second : le nombre de 24 chanoines, qui est rappelé à deux reprises, est celui de la collégiale de Saint-Vincent, tandis que sont passés sous silence les 15 capitulaires dont devait se composer celle de Saint-Nicolas. Il en est toutefois déjà de même dans la bulle du 20 décembre 1512, et la chose s'explique par le fait que la création de la collégiale de Fribourg venait seulement d'être décidée et qu'il allait s'écouler encore plus de deux ans avant qu'elle devînt effective.

La moitié des biens des cinq monastères désignés, de celui de Romainmôtier en particulier, n'en était pas moins incorporés aux deux Chapitres, et nous verrons une bulle de 1514 confirmer de tous points celle de l'année précédente, puis, plus tard, les deux villes

associer leurs efforts pour revendiquer, contre ceux qui les leur contestaient, leurs droits communs sur Romainmôtier.

Ce qui peut surprendre davantage, c'est de voir la chancellerie pontificale délivrer simultanément des pièces qui se contredisaient en partie, et ceci à la suite d'une décision prise en présence du Souverain Pontife — qui ne devait, il est vrai, pas avoir le temps, surtout pas Jules II, de s'occuper de ces questions en détail — et sous la direction d'un cardinal — ce fut le même Pierre Accolti dans les deux cas — qui, lui du moins, aurait dû, semble-t-il, les suivre de plus près. Le cas est cependant loin d'être isolé. On a même l'impression que la Curie romaine le faisait parfois à bon escient, avec cette idée que, le temps et l'expérience aidant, elle verrait plus tard à quelle solution il faudrait donner la préférence. Au surplus, la perspective des procès qui seraient, tôt ou tard, la conséquence de l'attribution simultanée d'une cure ou d'un monastère à plusieurs personnes ou institutions différentes, n'était pas pour déplaire aux nombreux agents, avocats et scribes romains qui vivaient de ces contestations. On peut s'étonner plutôt que ceux qui formulaient ces demandes à Rome ne se soient pas, étant donné ce qu'elles leur coûtaient, entourés de plus de précautions pour n'en pas faire d'inutiles.

Relevons du moins, comme conclusion, que, en l'absence de Falk, les intérêts de Fribourg avaient été bien défendus auprès du Saint-Siège. Keller n'y aura pas été étranger, et si, en 1515, lors de l'érection effective du chapitre de Saint-Nicolas, une prébende de chanoine lui fut attribuée à Fribourg [1], le souvenir de ce qu'il avait fait à Rome, en décembre 1512, en faveur de notre cité, n'y aura probablement pas été étranger.

(à suivre.)

[1] A. E. F. RM 32, f. 91 ; séance du 11 avril 1515. Le fait a échappé à M. Türler, dans l'étude mentionnée ci-dessus. Keller était déjà chanoine de Berne et de Sion, en attendant qu'il le soit de Constance et qu'une stalle lui fût encore promise à Soleure.

Eine « Dacheriana » aus der ersten Hälfte des IX. Jahrhunderts in Sitten.

Von Othmar PERLER.

Unter den Rechtssammlungen des Frühmittelalters ist die um 800 aus der Hispana und Hadriana hervorgegangene, nach ihrem Herausgeber L. d'Achery, Dacheriana benannte Sammlung von hervorragender Bedeutung. Sie gilt den Rechtshistorikern als der markanteste Auszug des altchristlichen Rechtes und als das methodische Rechtsbuch der fränkischen Reform. Mit der genannten spanischen (Hispana) und römischen (Hadriana) Sammlung, mit den um die Mitte des IX. Jahrhunderts entstandenen pseudoisidorischen Dekretalen war die Dacheriana eine der meist benutzten Quellen der Rechtssammlungen des IX. und X. Jahrhunderts [1].

Das Kapitelsarchiv von Valeria bei Sitten besitzt eine bis jetzt der wissenschaftlichen Forschung nicht bekannt gewordene, wertvolle Dacheriana. Dieselbe wurde von Domherr Dr. D. Imesch, Archivar, in freundlicher Weise einer näheren Untersuchung zugänglich gemacht.

Die Sittener-Dacheriana trägt keine Signatur. Bl. 2^r wird in später Schrift (XVI., XVII. Jahrh.) die Besitzerin erwähnt : *Sum Ecclesiae Sedunensis*. Am Rande fügte eine spätere Hand den Vermerk *K. a.* (Kapitelsarchiv ?) hinzu. Der aus schönem, weißem, kräftigem Pergament bestehende Band setzt sich aus 19 IV + II + I zusammen. Die nicht bezifferten Lagen werden von drei Bünden zusammengehalten und von buchenen, nicht überzogenen Deckeln umschlossen (der vordere ist abgerissen). Die Foliierung (158 Blätter) ist modern.

Größe der Handschrift : 255 × 190 mm, der Schreibfläche (eine Spalte) : 160 × 110 mm (die über diese Maße hinausgehenden Initialen nicht einbegriffen). Mit trockenem Griffel wurden 16 horizontale und an den Rändern je 2 vertikale Hilfslinien gezogen. Beschriebene Zeilen 16, Zeilenabstand 11 mm.

[1] *Gabriel Le Bras*, Les deux formes de la Dacheriana, in Mélanges Paul Fournier, Paris 1929, p. 395.

Inhalt : Bl. 1^{v}-Bl. 156^{v} 2 Zeilen, eine Dacheriana, der aus unersichtlichen Gründen der letzte Paragraph fehlt, obwohl er im Kapitelverzeichnis Bl. 29^{v} angekündigt war und obwohl Blatt 156^{v} nur zwei beschriebene Zeilen zählt.

Bl. 1^{v} : *Incipit de utilitate penitentiae* (!) *et quomodo credendum sit de remissione peccatorum* etc.

Bl. 156^{v} : (Explicit) ... *intra muros receptacula collocare.* Bl. 155 und 156 sind beschädigt.

Bl. 157-158 sind später hinzugefügte, unten abgeschnittene Pergamentfragmente einer Bibel aus dem X., XI. Jahrhundert. Sie enthalten Texte aus dem Buche der Weisheit und des Ecclesiasticus.

Schrift : Schöne frühkarolingische Minuskel. Die Überschriften und Initialen sind in rot und Majuskel-, d. h. einem Gemisch von Kapital- und Uncialschrift, ohne konsequente Durchführung der nämlichen Buchstaben wie D E H M Q V, die bald kapital, bald uncial sind. A ist selten uncial.

Das häufige Vorkommen des offenen a, welches nicht selten die Form eines doppelten c annimmt, des N in Majuskelform und der Ligatur & auch innerhalb der Worte, um von andern Eigentümlichkeiten der frühkarolingischen Minuskel abzusehen, erlauben es nicht, die Handschrift nach der Mitte des IX. Jahrhunderts anzusetzen. Nach dem fachgemäßen Urteil von Herrn Professor Færster, Freiburg (Schw.), der die Handschrift gütigst einsah, ist dieselbe eher näher gegen 800 hin geschrieben worden.

Die innere Kritik widerspricht diesem hohen Alter nicht. Zum Vergleich bedienen wir uns der Ausgabe von L. d'Achery [1]. Diese ist allerdings weit davon entfernt, vollkommen zu sein. Bereits Fr. Maassen [2] und jüngst Gabriel Le Bras [3] wiesen nach, daß die vom Herausgeber benutzten Handschriften von späteren Einflüssen nicht frei waren.

[1] *Lucas d'Achery*, Spicilegium sive Collectio veterum aliquot Scriptorum. Nova editio (Louis-François-Joseph de la Barre), tom. I (Parisiis 1723), 509-564. Die erste Ausgabe stand uns leider nicht zur Verfügung.

[2] *Friedrich Maassen*, Pseudoisidor-Studien, in Sitzungsberichte d. phil. hist. Classe d. kaiserl. Akademie d. Wissenschaften, Wien 1885, tom. 108, S. 1061-1104 ; tom. 109, S. 801-860. Ebenso in Geschichte der Quellen und der Literatur des canonischen Rechtes im Abendlande bis zum Ausgang des Mittelalters, Bd. I (Graz 1870), § 887 ff., S. 848 ff.

[3] *G. Le Bras*, a. a. O. 395-414 ; A propos de la « Dacheriana », in Revue hist. de droit français et étranger, 4^{me} série 9 (1930) 518-524 ; Histoire des collections canoniques, tom. I (Paris 1931), 103-107 ; Article : Pénitentiels in Dictionnaire de Théologie Catholique XII, 1160-1179.

G. Le Bras schloß daher auf eine doppelte Form der Dacheriana: Die reine Form (A) wurde unter dem Einfluß der isidorischen Bewegung interpoliert. Die interpolierte Form (B) kann nicht vor 840, aber auch nicht viel später entstanden sein [1].

Diese Studien und Angaben ermöglichen eine Klassifizierung und Wertung der Sittener-Dacheriana. Wir vergleichen zunächst den Inhalt und dann einige für den Unterschied beider Formen A und B von Maassen und Le Bras als charakteristisch bezeichnete Stellen.

Anlage und Inhalt der Sittener-Dacheriana:

Einleitung (Bl. 1^{v}-11^{r}): *Incipit de utilitate penitentiae* (!) *et quomodo credendum sit de remissione peccatorum per paenitentiam cum praefatione operis subsequentis. Excepto baptismatis munere ...* Wie d'Achery.

Kapitelsummarium (Bl. 11^{v}-29^{v}): Liber primus CXXII Nummern wie d'Achery. Aus Versehen wurde indessen LIIII in zwei Nummern aufgeteilt. Durch Auslassung der Nummer XCIII *Gregorius* etc. (im Summarium, nicht im Text) wird die Übereinstimmung wieder hergestellt.

Liber secundus CXVI Nummern. CXIIII d. h. nur die Zahl wurde irrtümlicherweise zweimal geschrieben. Der Unterschied zu d'Achery mit seinen CXVII Nummern ist somit nur scheinbar.

Liber tertius CLX, d'Achery CLVIII Nummern. Neu sind in der Sittener-Handschrift und soweit ich sehe in keiner anderen Handschrift als vorhanden vermerkt CLIII *Decretum papae Simplicii ad Zenonem Spalensem* (!) *episcopum* (Bl. 29^{r}) und CLIIII *Decretum Hormisdae papae ad Hioannem Ilicitane* (!) *ecclesiae episcopum* (Bl. 29^{v}).

Die einzelnen Titel — das gilt für das ganze Summarium — decken sich im übrigen inhaltlich bei weitem nicht immer wörtlich.

Hauptteil (Wir geben die verschiedenen Incipit und Explicit der einzelnen Nummern nebst den ganz neuen Zusätzen):

Liber primus: XXII fin. *De his similiter* etc. om. (Bl. 38^{r}). CXVI in. *Ut* om. (Bl. 66^{r}).

Liber secundus: XII fin. add. *Ab uniuersis episcopis dictum est: Anathema habeat et locum amittat. Sed si quaerimoniam iustam aduersus episcopum non habuerit, inquirendum erit* (Bl. 70^{v}).

[1] *G. Le Bras*, Mélanges P. Fournier, p. 409-411.

XXIII Conc. Carth. V c. I *De clericis placuit* etc. om. (Bl. 74r).

LXIII in. *Si quis-privabit* om. (Bl. 85v).

LXXIII in. add. *De exactione ecclesiarum gallicae provintiae* (!) (Bl. 89r).

XC-XCIIII enthalten die in der Ausgabe d'Achery's fehlenden, bei den Handschriften in der Regel sich findenden [1] Texte der Synode von Agde can. 45, 46, 51, 56 und des IV. Konzils von Toledo can. 67 (Bl. 98r-99r).

Liber tertius: XXIV in. add. *Non* admittantur etc. (Bl. 116v).

LI in. add. *Nigasius* (!) *episcopus Colusitanus dixit: credo .... Uniuersi dixerunt: Hoc obseruemus* (Bl. 124v) = Conc. Carth. I can. VI = Hispana I, XII, vi (Migne PL 84 col. 182).

CXLII fin. *Universi dixere* etc. om. (Bl. 146v).

CLII fin. *inquiri* add. integer textus epist. Leonis I. papae (Bl. 151r-153r) = Hispana II, LXX (Migne PL 84 col. 779-782).

CLIII add. *Decretum papae Simplicii directum ad Zenonem Spalensem* (!) *episcopum de commissa* (!) *uice Sedis Apostolicae* (Bl. 153v) = Hispana II, LXXVII (Migne PL 84 col. 791-792).

CLIIII add. *Decretum Hormisdae papae ad Johannem Ilicitanae* (! *ecclesiae episcopum ex integro de directis institutis et uice commissa* (Bl. 153v-155r) = Hispana II, XC (Migne PL 84 col. 819-820).

CLX om.

Aus dieser Inhaltsangabe folgt, daß die Unterschiede nicht unwichtig sind. Die Sittener Handschrift läßt wenige Texte weg (II, XXIII; III, CLX). Sie fügt hingegen, besonders gegen Ende des dritten Buches, mehrere hinzu (III, LI; CLII CLIIII). Zu erwähnen ist auch, daß die Numerierung der Texte gegen Ende des dritten Buches wegfällt. CLI ist die letzte angegebene Nummer. Daß die neuen Texte aus der Hispana stammen, war von vornherein anzunehmen. Die Kollation derselben hat diese Annahme bestätigt.

Der Vergleich mit den von Fr. Maassen erwähnten und durch G. Le Bras vermehrten, A und B eigentümlichen Einzeltexten mag der textkritischen Erforschung der frühmittelalterlichen Rechtssammlungen den besten Dienst leisten. Aus ihm ergibt sich in aller wünschenswerter Klarheit, daß die vorliegende Dacheriana zur reinen Form A gehört. Die derselben charakteristischen Varianten finden sich in ihr. Wir geben im folgenden nur die Lesarten der Sittener-Handschrift.

[1] *G. Le Bras*, Mélanges P. Fournier, p. 404.

Aus den nebensächlichen Varianten derselben mag das Verwandtschaftsverhältnis innerhalb der Gruppe ersichtlich sein.

Die von Maassen[1] namhaft gemachten Stellen:

I, XXXI *rursumque recurrerit* (Bl. 42r).

I, LXXVI *non prius accipiat communionem nisi quem reliquit de saeculo exierit* (Bl. 56v).

I, XCII *si quis se consubrinae subrinaeue se societ* (Bl. 60v).

II, XIX *ut si episcopus sit, qui iudicat abstinendum, si pro humiliatione et correptione fratris assurgit ... accusatoris uice* (Bl. 73v).

II, XXII *ut uita innocentis non maculetur pernicie accusantium. Ideo quisquis a quolibet criminatus tam accusatus quam accusator praesentetur* (2. man. corr. *praesententur*) Bl. 74r.

II, XXV *quod tacuit* (Bl. 74v).

II, LI *Episcopus, presbyter aut diaconus, si a gradu suo iniuste deiectus, secundum synodum innocens reperiatur, non potest esse quod fuerat, nisi gradus amissos recipiat. Quod si episcopus fuerit, recipiat coram altario de manu episcoporum orarium, anulum et baculum* (Bl. 82v).

II, LXI *mandauerit ad ipsum episcopus ut eum audiat* (Bl. 84v-85r).

II, LXXI *uel missarum et quaecumque officia in ecclesia peraguntur* (Bl. 88r).

II, LXXIII *subiacebit qua constitutione synodalium transgressorum priscorum patrum edictis corripiendos oportet* (Bl. 89v).

III, LV *qui in damno ecclesiae impie sollicitati a traditoribus susceperint* (Bl. 125v-126r).

III, XC *semel chrismari ... inter quos chrismatis ipsius nonnisi una benedictio est, non ut praeiudicans quicquam, sed ut*, etc. (Bl. 131v).

III, XCIII *frequenter presbiteros* (!) *destinasse ... quia sicut presbytero inlicita* etc. (Bl. 132v).

III, XCV *poterunt nec panem dare, in oratione autem calicem dabunt. Quod si ... fuerit inuitatus, in oratione solus poterit dare* (Bl. 133r).

III, CXI *nulla intentionum semina* (Bl. 137v).

Die von G. Le Bras[2] nachgewiesenen Unterschiede der von ihm kollationierten Handschriftengruppen der beiden Formen A und B:

[1] *Fr. Maassen*, Pseudoisidor-Studien, Sitzungsberichte d. phil. hist. Classe d. kaiserl. Akademie d. Wissenschaften, tom. 108, S. 1091 ff.

[2] *G. Le Bras*, Mélanges P. Fournier, p. 407 f.

Die Sittener-Dacheriana läßt wie die fünf Pariser-Handschriften der Form A folgende Texte oder Teile derselben aus : II, LIX Augustinus, Expos. in Evg. Joan. (Bl. 84^{v}) ; II, LXII Symmachus, epist. X. (Bl. 85^{r}) ; II, LXIII Conc. Carth. II. can. 13 in. (Bl. 85^{v}) ; III, CXLII Conc. Sard. can. 13 fin. (Bl. 146^{v}).

Der Zusatz zu III, XXIX fehlt indessen wie in der Pariser-Handschrift 13655 (Bl. 119^{v}).

Die übrigen Verschiedenheiten finden sich alle nach der Form A :

I, I *periclitantem sub honere peccatorum hominem pondere* (Bl. 30^{r}).

I, VIII *ad continentiam eorum fuerit regressus* (Bl. 33^{r}).

I, CIII *a communione placuit abstineri* (Bl. 63^{v}).

I, CIV *per maleficium* (Bl. 64^{r}).

III, CXIII *a sancto concilio* (Bl. 138^{v}).

III, CL *cum suffraganeis suis* om. (Bl. 150^{v}).

Die Dacheriana-Handschriften sind ziemlich zahlreich. Fr. Maassen [1] zählt deren 22. F. Gillmann [2] beschreibt eine Würzburger-Handschrift aus dem IX. Jahrhundert. Aus dem Schriftcharakter zu schließen, ist sie bestimmt jünger als der Sittener-Codex. G. Le Bras [3] erwähnt 5 andere. Die Großzahl der Handschriften bietet nach G. Le Bras die Form A [4]. Ganz wenige werden dem IX. Jahrhundert zugeschrieben. Die Sittener-Dacheriana, welche auf Grund ihrer paläographischen Eigentümlichkeiten mit großer Sicherheit in die erste Hälfte des IX. Jahrhunderts datiert werden darf, ist daher einer der wichtigsten Textzeugen. Ihr Wert ist umso höher einzuschätzen, als Erhaltung und Vollständigkeit derselben vorzüglich genannt werden dürfen. Da dieselbe mit großer Wahrscheinlichkeit sogar vor dem Beginn der isidorischen Bewegung entstanden ist, bildet sie ein geradezu ideales Mittel, um die von derselben verursachten Interpolationen festzustellen. Jedenfalls bestätigt sie die von Le Bras gemachten Angaben in glänzender Weise.

[1] *Fr. Maassen*, Geschichte d. Quellen und der Literatur des canonischen Rechtes im Abendlande bis zum Ausgang des Mittelalters, Bd. I (Graz 1870), 848 f.

[2] *F. Gillmann*, Eine Würzburger Dacheriana, in Archiv für kath. Kirchenrecht 87 (1907) 587-598.

[3] *G. Le Bras*, Mélanges P. Fournier, p. 403 ; Rev. hist. de droit franç., 4^{me} série 9 (1930) 520.

[4] *G. Le Bras*, Mélanges P. Fournier, p. 405.

REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

Ritter Gerhard: Erasmus und der deutsche Humanistenkreis am Oberrhein. Josef Rest: Die Erasmusdrucke der Freiburger Universitätsbibliothek, — Freiburger Universitätsreden H. 23. 85 Seiten. Freiburg i. Br. Fr. Wagnersche Universitätsbuchhandlung 1937.

« Erasmus und der deutsche Humanistenkreis am Oberrhein » war der Titel der Rede, die Gerhard *Ritter* am 400. Todestage des Erasmus in Freiburg i. Br. hielt. Der Fürst des Humanismus verließ nach achtjährigem Aufenthalt die Stadt Basel, als dort die Reformation siegte. Er zog nach dem treu katholisch gebliebenen Freiburg, wo er sechs Jahre (1529-35) weilte, um dann doch in Basel bei seinem Freunde, dem berühmten Buchdrucker Frobenius, zu sterben. In Freiburg führte er ein ruhiges, arbeitsames und für die Wissenschaft ersprießliches Leben, in engem Kontakte, teilweise in Freundschaft verbunden mit dem Kreise der oberrheinischen Humanisten (Zasius, Amerbach und Beatus Rhenanus), die ihn, die « Zierde Germaniens », als ihren Führer hoch verehrten. Ritter findet außerordentlich feine und kluge Worte über den Kern der erasmischen Lebensarbeit, die die Befreiung reiner, edler Menschlichkeit aus den Fesseln abergläubischer Vorurteile und barbarischer Institutionen anstrebte. Darum sein Kampf gegen die erstarrte Scholastik, das Zeremonienwesen und andere Mißbräuche in der Kirche, gegen politische Machtkämpfe, Standeshochmut und Klassenhaß. Darum sein Suchen nach den reinen, ursprünglichen Quellen christlicher Weisheit in den Kirchenvätern. Darum seine Abneigung gegen die nicht nur reinigende, sondern barbarisch zerstörende Kirchenrevolution. Nicht minder aufschlußreich sind die Ausführungen über den Kosmopoliten Erasmus, über sein Verhalten zum Staat und zur Nation. Das ganze patriotische Treiben der deutschgerichteten Humanisten (besonders des Rhenanus, bei aller freundschaftlichen Verbundenheit) war ihm im Grunde gänzlich unverständlich. Für seine Wesensart charakteristisch sind die politisch-pädagogischen Ansichten in der Institutio principis Christiani. Ihm schwebte nichts anderes vor, als « eine Umwandlung der augustinischen pax coelestis in eine pax terrena ». Damit wurde er der erste moderne Pazifist! Gegen die fürstlichen Machtträume und Kriege schlug er eine Art europäisches Schiedsgericht oder einen universalen Fürstenbund (mit kollektiven statt regionalen Sicherheitsverträgen) vor. Ritters Arbeit gehört zu den klarsten und aufschlußreichsten Würdigungen des großen Humanisten. Der Eindruck von seinem nachhaltigen Einfluß wird vertieft durch die Zusammenstellung Josef *Rest's*, der die *Erasmusdrucke* der Freiburger Universitätsbibliothek behandelt. Er kann 580 verschiedene Ausgaben für das 16. Jahrhundert feststellen. Die Freib. Bibliothek besitzt deren 361, die, einst im Besitze von Studenten, Professoren und Geistlichen, an die Klöster und von da in die Universitäts-Bibliothek gelangt sind. Sehr wertvoll ist auch für die Bibliographie die Feststellung der Drucker und des Druckortes. *Karl Schönenberger.*

Emile Kupfer : La vie ecclésiastique à Morges avant la réformation. *(Anciennetés morgiennes,* III.) Morges, 1937. 56 p.

Dans cette plaquette, M. Kupfer, ancien maître au collège de Morges, rappelle d'abord que cette ville, avant de devenir une paroisse indépendante, était rattachée à Joulens. Il énumère, avec une compréhension qu'on ne rencontre pas toujours dans ces sortes de nomenclatures, les chapelles, c'est-à-dire les autels qui se trouvaient dans l'église de Morges et il groupe à cette occasion quelques renseignements sur la vie religieuse de la paroisse avant la Réformation, sur les confréries en particulier. Il signale quelques indices de décadence, énumère l'un ou l'autre procès faits à des hérétiques ou à des sorciers. Enfin, il consacre un sixième et dernier chapitre à « l'Abbaye des Cordeliers » ; il eût été préférable de dire « couvent », le terme d'abbaye étant réservé aux monastères possédant un abbé, ce qui n'était pas le cas chez les ordres mendiants ; ensuite, le couvent de Morges étant le seul de ceux du Pays de Vaud qui n'ait pas passé au conventualisme en 1517, il aurait fallu, pour éviter toute méprise, préciser qu'il s'agissait, en réalité, de « Frères Mineurs ». Il y aurait d'autres expressions à modifier : p. 20, on dit la messe en l'honneur du Saint-Esprit et non pas *pour* le Saint-Esprit) ; p. 28 : vigile de la *Fête-Dieu* (et non pas de *l'Eucharistie)* ; p. 29 : ce n'est pas le concile de Florence qui a « officiellement reconnu la doctrine scolastique qu'un prêtre indigne administre valablement (nous disons *validement)* les sacrements » : il y avait plus de mille ans que cette doctrine, à la suite en particulier du conflit donatiste, était officielle dans l'Eglise ; p. 37 : il ne faut pas mettre sur le même pied les accusations de sorcellerie et d'hérésie et dire qu'elles étaient « des manifestations d'une pensée obscurcie de superstitions et odieusement fanatique » (p. 37). Hâtons-nous d'ailleurs d'ajouter qu'une affirmation de ce genre est exceptionnelle dans la brochure de M. Kupfer, qui nous a donné une étude soignée, faite dans un excellent esprit ; il a, en particulier, parlé avec une grande réserve de la situation morale du clergé à l'époque qui précède la Réforme.

L. Wæber.

Concilii Tridentini Epistularum Pars secunda, complectens additamenta ad tomum priorem et epistulas a die 13 martii 1547 ad Concilii Suspensionem anno 1552 factam conscriptas. Collegit edidit illustravit **Godofredus Buschbell.** (Concilium Tridentinum ed. Societas Goerresiana tomus undecimus, epistularum pars secunda). Friburgi Brisg. 1937. Herder et Co. XLIV et 1058 p.

Der Jahresbericht der Görres-Gesellschaft 1935 (Köln 1936, S. 13) brachte die Mitteilung : « Der Druck der drei Bände des Concilium Tridentinum : Band 2 der 'Tractaten' von Dr. Jedin, Band 7 der 'Acta' von Dr. Birkner und Band 2 der 'Epistulae' von Dr. Buschbell ist weitergeführt und so gefördert worden, daß die drei Bände im Laufe des Jahres 1936 erscheinen können ». Das war freilich etwas verfrüht. Allein wir können nun in absehbarer Zeit den Abschluß des monumentalen Werkes erwarten. Von 14 vorgesehenen Bänden sind 10 bereits erschienen, 2 im Druck, einer in Bearbeitung. Über den 14. Band, der Ergänzungen ent-

halten soll, ist nichts bemerkt. Von den für 1936 angekündigten Bänden liegt nunmehr Band 11 vor, der zweite Briefband. Herausgeber ist auch jetzt der Krefelder Bibliotheksdirektor Gottfried Buschbell. In der Vorrede, in der er den Werdegang des nun vollendeten Bandes darlegt, bemerkt er, daß er vor ungefähr 40 Jahren « admodum tum juvenis » das Werk begonnen habe. Dieses schlichte Wort besagt zur Genüge, welche stille, unverdrossene Arbeit in diesem Bande niedergelegt ist.

Beginnen wir mit der Introductio. Kapitel I legt dar, was im wesentlichen von Briefen erhalten ist und nun abgedruckt wird ; der Briefwechsel des Kardinals del Monte als Vorsitzenden des Konzils in Bologna mit Kardinal Cervino in Rom und dessen Antworten sind so gut wie vollständig erhalten. Die Briefe der zweiten Periode in Trient sind, soweit die Kurie und Italien in Betracht kommen, größtenteils verloren ; viel besser steht es hingegen mit den Briefen aus spanischen Quellen, also Briefen der kaiserlichen Seite. Im Kapitel II (S. XIV-XXX) werden die Bibliotheken und Archive aufgezählt und beschrieben, die vom Herausgeber aufgesucht wurden oder die sonst Material lieferten : Arras, Berlin, Florenz, Frauenburg (Ostpreußen), Göttingen, Lucca, Madrid, München, Montepulciano, Modena, Neapel, Innsbruck, Paris, Parma, Roma, Simancas, Trient, das Generalarchiv der Gesellschaft Jesu. Besonders wertvolle Ausbeute ergaben Florenz (vor allem die Carte Cerviniane), Madrid, Neapel, selbstverständlich Rom (namentlich das päpstliche Geheimarchiv). Vor allem aber das Generalarchiv von Simancas bei Valladolid (Archivo general de Simancas). Buschbell bemerkt darüber : « Omnium tabulariorum et bibliothecarum Hispaniae documentis ad historiam concilii Tridentini spectantibus abundantissimum Tabularium Generale Simancense ... est, in castello oppiduli prope Vallisoletum siti conditum » (S. XXIV). Über das Archiv der Gesellschaft Jesu wird bemerkt (S. XXX) : « Quod archivum hic ultimum citatur, quia locus, quo asservatur, incognitus manet. Ex quo archivo paucae photocopiae mihi praesto erant ex haereditate bonae memoriae Stephani Ehses provenientes ». Eine wichtige Quelle konnte B. nicht benutzen : das Archiv der Familie Ricci-Paracciani in Montepulciano. Trotz der Bemühungen des Prälaten Kirsch und selbst königlicher Minister wurde ihm kein Zutritt gestattet.

Besonders wichtig ist auch die Abhandlung über Francisco Vargas (Kap. III), der seit 1545 auf dem Konzil in Trient weilte und mit Schärfe die Ansichten des Kaisers vertrat. Seit 1552 war er kaiserlicher Gesandter bei der Republik Venedig und seit 1559 beim päpstl. Hofe, mit dem er bald zerfiel, da er die Interessen Philipps II. von Spanien zu scharf und rücksichtslos verfocht. Vargas galt als einer der hervorragendsten spanischen Juristen und Diplomaten. Sein Buch, im Auftrage Pius IV. verfaßt : De episcoporum jurisdictione et de Pontificis Maximi auctoritate responsum, das Buschbell, wie er S. XXXII Anm. 4 bemerkt, nicht zugänglich war, findet sich in der Bibliothek des Dominikanerklosters zu Walberberg bei Köln in Roccaberti, Bibliotheca maxima Pontificia (Romae 1698), XI p. 519-566. Die wichtigste Frage betrifft die Echtheit der Vargas-Briefe, die der abgefallene Oratorianer Michael Le Vassor 1699 zu

Amsterdam in französischer Übersetzung mit Anmerkungen herausgab. Schon damals wurde von katholischer Seite ihre Glaubwürdigkeit angefochten, vor allem wegen ihrer scharfen Sprache gegen die Kurie (vgl. z. B. S. 713 vom Jahre 1551). Buschbell glaubt aber nach Erwägung aller Umstände sie für echt erklären zu müssen und nimmt sie in das Corpus epistularum auf (im ganzen 47 Nummern).

Die Zusammenstellung des eigentlichen Buches ist etwas kompliziert, hängt aber mit der Entstehung des Werkes zusammen, d. h. mit den politischen Verhältnissen (Krieg und Kriegsfolgen), die Archivreisen ins Ausland unmöglich machten, wie B. in der Praefatio darlegt. Zuerst kommen Ergänzungen zum ersten Briefband für die Zeit vom 5. März 1545 bis zum 11. März 1547, sowie ein Anhang dazu (95 bzw. 6 Nummern); zehn weitere, auf die B. erst später stieß, sind in der Introductio p. xxxvi-xxxix abgedruckt. Es folgt der eigentliche Briefcodex (599 Nummern, bisweilen mehrere Briefe umfassend) und ein Anhang dazu (59 Nummern). Also im ganzen 769 Nummern. Ein umfangreiches Personen- und Sachregister mit einigen Corrigenda et Addenda beschließt den Band. Eine große Anzahl anderer Briefe ist in den Anmerkungen verarbeitet worden (vgl. z. B. p. xvi Z. 36; xvii Z. 52; xx Z. 10; xxi Z. 27). Die Briefe sind durchweg in italienischer oder spanischer Sprache geschrieben, verhältnismäßig wenige sind lateinisch abgefaßt, in deutscher Sprache nur einer, Nr. 446 vom 1. Juni 1551: die Erklärung der drei geistlichen Kurfürsten an den Kaiser, daß sie trotz aller Bedenken zum Konzil kommen wollen. Eine besondere Abteilung, die sog. Vargas-Briefe, liegt nur in französischer Übersetzung vor. Die Edition geschieht, wie schon früher, in der Weise, daß über dem Text der Fundort und eine kurze lateinische Inhaltsangabe gegeben wird. In den Anmerkungen ist ein gewaltiges Material niedergelegt, wie es nur ein Fachmann wie Buschbell bieten kann.

B. gibt kein Gesamturteil über den Inhalt der Briefe. Es wäre auch fast unmöglich gewesen, einen solchen Überblick zu geben, oder man müßte sich mit Allgemeinheiten begnügen. Es genügt, auf die Zeitumstände, unter denen unsere Briefe geschrieben wurden, hinzuweisen, um ihren Inhalt und ihre Bedeutung zu verstehen. Am 11. März 1547 wurde in der 8. Sitzung die Verlegung des Konzils von Trient weg mit Mehrheit beschlossen, und am 2. verließen die Legaten Trient, um sich nach Bologna zu begeben. Die kaiserlich Gesinnten blieben zurück. In Bologna tagte dann das Konzil weiter unter Protest des Kaisers, ohne daß es dort zu einer über das Formelle hinausgehenden Sitzung gekommen wäre. Am 14. (17.) September erfolgte die Auflösung des Konzils. Erst mit Julius III. begann am 1. Mai 1551 die zweite Periode des Konzils, die am 28. April 1552 infolge des Verrates des Kurfürsten Moritz von Sachsen jäh unterbrochen wurde. Diese kritische, an Schwierigkeiten und Verwicklungen reiche Zeit betreffen unsere Briefe. Damit ist der Inhalt im großen und ganzen gekennzeichnet.

Zahlreich sind die Briefe, die von Kaiser Karl V. selber stammen (mindestens 75) oder die an ihn oder an Philipp II. gerichtet sind. Auf

Einzelheiten kann ich nicht eingehen, nur ein paar seien im Vorübergehen angemerkt, so wenn es in einem Briefe Malvendas an Bischof Granvella, den spätern Kardinal, vom 16. Januar 1552 aus Trient heißt: « Les théologiens meurent ici comme des mouches, et les évêques se portent bien » (S. 779 Z. 32); der Dominikanergeneral Francisco Romeo befiehlt den Theologen seines Ordens, Dominicus de Soto und Bartholomaeus de Miranda sich nach Bologna zu begeben, der kaiserliche Gesandte Francisco de Toledo hält den Brief zurück (29. April 1547, S. 187); der Flame Vulmarus Bernaert schreibt am 20. März 1552 von Trient: « Nuper visimus lacum Benacum, dignissimum sane, qui visitetur »; deutsche Ortsnamen sind von den romanischen Briefschreibern manchmal merkwürdig entstellt: aus Heilbronn ist Albrunch, Alprun geworden (S. 92-93), aus Innsbruck ist Hispruch (S. 695), Sebastian Schertlin hat sich in Xertel verwandelt (S. 837 Z. 44), Bischof Julius Pflug in Flux (857). Helvetica finden sich keine von besonderer Bedeutung. In der Instruktion des Kaisers für Kardinal Madruzzo (11. Juni 1546), die in Chiffern geschrieben und erst 1935 in Umschrift veröffentlicht wurde (S. XXXIX-XLIV) wird am Schluß um ein päpstl. Breve an die katholischen Kantone gebeten, damit sie und durch sie die andern Kantone erfahren, daß der Kaiser nur gegen den Kurfürsten von Sachsen und den Landgrafen von Hessen vorgehen will. Von Hieronymus Francus, dem päpstlichen Vertreter in der Schweiz, sind zwei Briefe abgedruckt, die sich bei C. Wirz, Akten über die diplomatischen Beziehungen der röm. Curie zu der Schweiz 1512-1552, nicht finden, Nr. 259 (Altdorf, 25. März 1548) und Nr. 524 (Luzern, 10. Januar 1552). 1548 wird gemeldet, daß Schweizer die päpstl. Leibwache übernehmen anstelle der Deutschen (S. 961 Z. 30 f.). 1552 entschuldigen sich die Kantone, daß sie noch nicht auf dem Konzil vertreten sind (S. 765 Nr. 524). Mehrere andere Mitteilungen beziehen sich auf die Streitigkeiten wegen Parma und Piacenza und das Bündnis, das der Papst Paul III. mit Frankreich, Venedig und den Schweizern gegen den Kaiser plante.

Der vorliegende Band ist ein Werk von bewunderungswürdiger Arbeitskraft und Gelehrsamkeit, wir können dem Herausgeber und der Görresgesellschaft dazu gratulieren.

Freiburg. P. *Gabriel M. Löhr* O. P.

Die Seelenburg der hl. Theresia von Jesu. Sämtliche Schriften der hl. Theresia von Jesu. Neue deutsche Ausgabe. Fünfter Band. Nach der spanischen Ausgabe des P. Silverio de S. Teresa C. D. übersetzt von P. Aloysius Alkofer Ord. Carm. Disc., München, Kösel-Pustet 1938; 347 S. Mit einem Bildnis der Heiligen. In Leinen RM. 6.80

Der bekannte Übersetzer der Werke der hl. Theresia von Jesus, P. Aloysius Alkofer, hat uns mit der Neuauflage der « Seelenburg » ein Buch geschenkt, das sich stilistisch und formell würdig an die drei bereits von ihm bearbeiteten Bände anreiht.

Dem Buch liegt ein ganz eigenartiger Charakter zu Grunde, der es von solchen dieser Art auszeichnet. Die Verfasserin verwahrt sich fast

auf jeder Seite gegen den Einwand, auch nur das Geringste aus ihrem persönlichen Wissen geschöpft zu haben.

« Was ich geschrieben habe, schrieb ich im Gehorsam gegen den Willen Gottes ». Das macht gerade das Studium dieses Buches so anziehend, indem man das Einwirken der göttlichen Gnade überall nachempfindet. Daher auch die große Bedeutung, die das Buch in den früheren Auflagen erlebte.

Die Lektüre der « Seelenburg » mit deren Anhang : Gedanken über die Liebe zu Gott — Rufe der Seele zu Gott — Kleinere Schriften —, ist für alle nach innerem Frieden suchenden Seelen ein unschätzbarer Wegweiser in der heute religiös so aufgeregten Zeit. Mögen uns Übersetzer und Verleger bald den IV. Band folgen lassen.

P. *Fidelis Locher* O. Min. Conv.

Das Hochstift Basel im ausgehenden Mittelalter (Quellen und Forschungen). Im Auftrage der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft zu Basel, bearbeitet von **Konrad W. Hieronimus.** Verlag der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft. Universitätsbibliothek Basel. 1938. 624 SS. 4°. brosch. Fr. 25.

Am Vorabende der Kirchenspaltung, im Jahre 1517, schrieb der Basler Domkaplan Hieronymus Brilinger sein « Ceremoniale Basiliensis Episcopatus ». In den Nachträgen zum Jahre 1525 bemerkt er : « Anno domini 1525 15. junii festo Corporis Christi ex mandato senatus Basiliensis non est processio habita cum sacramento per civitatem, sed tantum per atrium ecclesiae Basiliensis, propter furibundam sectam Lutheranam et vulgi inertis tumultum » (S. 316). Brilinger schildert im einzelnen, wie das Kirchenjahr im Basler Münster vom Domklerus begangen wurde, beginnend mit dem Weihnachtsfeste : wie die erste Vesper von Weihnachten hochfeierlich gehalten wird, die Matutin, die drei Messen mit der Prozession, mit genauer Angabe des Weges, den sie zu nehmen hat, und den Zeremonien. Er geht dann das ganze Kirchenjahr durch und gibt für sämtliche Feste die genauesten Rubrikenvorschriften wieder. Am Schlusse finden sich zwei hochinteressante Schilderungen : Modus consecrandi episcopum, d. h. die Weihe des Dr. Antonius Engelbrecht zum Speyerer Weihbischof (1520), der einige Jahre später zur Neuerung übertrat, und der Bericht über den Trauergottesdienst, der am 16. Februar 1519 für Kaiser Maximilian mit großem Pomp gehalten wurde.

Das Ceremoniale war zwar schon seit Jahrzehnten bekannt und einzelne Stellen waren gelegentlich abgedruckt worden. Jetzt wird der ganze Text geboten und zwar nach der ersten Niederschrift Brilingers (im Badischen Generallandesarchiv zu Karlsruhe) und einer Basler Kopie, die auf eine zweite, von Brilinger korrigierte Ausgabe zurückgeht. Wir können dem Herausgeber, Oberstleutnant a. D. K. W. Hieronimus, zu seiner Arbeit aufrichtig gratulieren. Das Ceremoniale zeigt uns mit einem Male die ganze Pracht des katholischen Gottesdienstes, wie er am Ausgang des Mittelalters in einem Münster mit einem so zahlreichen Klerus ab-

gehalten werden konnte. Es interessiert daher nicht bloß den berufsmäßigen Liturgiker, sondern vor allem den katholischen Klerus und darüber hinaus manche religiös interessierte Kreise.

Den Hauptteil der Arbeit nimmt der Abdruck des Ceremoniale ein (S. 97-320). Da die Edition sich an einen größern Leserkreis von Gebildeten wendet, ist unter den lateinischen Text eine gut lesbare deutsche Übersetzung gestellt; die sachlichen Anmerkungen sind in das Glossar verwiesen. Es folgt (S. 321-384) die Aufzählung und Beschreibung der Altäre und Kaplaneien des Basler Münsters im ausgehenden Mittelalter. Nicht weniger als 64 Altäre mit 81 Pfründen werden beschrieben, es war also ein Klerus vorhanden, so zahlreich, daß er sich mit jedem Dome messen konnte. Unter den Altären sind nicht weniger als neun der Muttergottes geweiht, darunter der Hochaltar. Noch Ende 1514 wird der Marienaltar im großen Kreuzgang durch Maria Zschäckabürlin gestiftet (Nr. 53). Die Bestimmungen sind lehrreich: sie stiftet zum Altar noch Kelch, Meßgewand, Altartücher und andere Paramente. Ferner solle man den Altar « mit einer geschnitten tafel zierlichen versehen, ouch den alten swybogen zu verendern und einen nüwen ... ze machen, also das ob dem swybogen das Bild unser lieben Frowen daselbs in die muren in einem tabernakel, damit es allzit ougenschinlich stande und gesetzt werde ». Sie stiftet ein Stipendium mit 600 rhein. Gulden Kapital, das für je zehn Jahre vergeben werden solle. Der Stipendiat solle während dieser Zeit dem Studium der Theologie an der Basler Universität obliegen und wöchentlich am Marienaltar zwei Messen lesen.

Der Verf. gibt aber nicht nur die Altäre an, deren Lage durch zwei Karten gut illustriert wird, sondern bringt auch zahlreiche Belegstellen betreffend Stifter und Stiftung und gibt die Reihen der Pfründeninhaber auf Grund von urkundlichen Notizen. Gerade hier ist eine große Arbeit geleistet worden, die nur ein berufener Fachmann zu leisten vermochte. Nicht umsonst hat H. über zehn Jahre daran gearbeitet und die Nachrichten vor allem aus den Beständen des Basler Staatsarchivs und des Badischen Generallandesarchivs mühsam zusammen gesucht. Es bildet das eine wahre Fundgrube für die Geschichte der Basler Geschlechter wie des Basler und des Oberrheinischen Klerus. Ich erinnere nur an den bekanntesten Geistlichen des Basler Münsters, Nikolaus Surgant (S. 473 Nr. 32). Das Einkommen der Domkapläne war übrigens (S. 71 f.) im allgemeinen nicht schlecht, jedenfalls die Einnahmen aus der Präsenz beim Chordienst nicht unbedeutend. Für die Domherren gibt Verf. das Urteil: « Wir dürfen in der Original-Pfründe des Kanonikus, die noch aus der Zeit der vita communis herrührt, eine auskömmliche Tagesration sehen. Der Domherr war allein schon durch diese Bezüge vor Mangel und Not geschützt. Was er darüber hatte, sicherte ihm eine auskömmliche Existenz. Die Prälaten hatten ihr reichliches Auskommen » (S. 74). Dabei galt das Hochstift Basel bis tief in das Mittelalter hinein eher als ein bedürftiges, jedenfalls nicht reiches Stift (S. 30; 36).

Der letzte Abschnitt (S. 485-596) bringt das Glossar, d. h. Namen- und Sacherläuterungen zum Ceremoniale. Mit Rücksicht auf den Leser-

kreis ist es ziemlich reichhaltig ausgefallen; so werden z. B. sämtliche Orationen und Antiphonen, die im Ceremoniale vorkommen, erklärt, die Feste, viele liturgische Einzelheiten usw. Den Schluß bildet ein Namenregister (S. 597-624), das Dr. Georg Boner zusammengestellt hat, da H. durch andere Arbeiten verhindert war.

Dem Ganzen ist als Einführung vorausgeschickt eine Abhandlung des Herausgebers: Verfassung, eigentümliche Kultformen und wirtschaftliche Organisation des Hochstifts Basel im ausgehenden Mittelalter (S. 1-96). Unter diesem Titel ist mancherlei zusammengefaßt: die Verfassung des Basler Domstifts von den Anfängen bis zur Kirchenspaltung mit einer Geschichte der Vita canonica und deren allmählichen Auflösung; der Chordienst und die Prozessionen; vom Kirchengut; die wirtschaftliche Organisation und Verwaltung; ein Anhang über Vicedominus (advocatus), camerarius und procurator und ein Verzeichnis der Quellen und der hauptsächlich benützten Literatur. Diese «Einführung» befriedigt freilich nicht ganz. Verf. behandelt den Stoff an der Hand des alten Rettberg (Kirchengeschichte Deutschlands, 1846/48). Zu Worte kommen weiter vor allem das Kirchenlexikon von Wetzer und Welte (1882 ff.), Du Cange, Glossarium mediae et infimae latinitatis; Roth, Benefizialwesen usw. Dagegen werden nicht genannt Hancks monumentale Kirchengeschichte Deutschlands, das Lexikon für Theologie und Kirche (im Glossar werden die ersten Bände einige Male zitiert), Ulrich Stutz, Geschichte des kirchlichen Benefizialwesens, J. B. Sägmüller, Lehrbuch des kathol. Kirchenrechtes, Alb. Werminghoff, Verfassungsgeschichte der deutschen Kirche im Mittelalter, um nur einiges zu nennen. Thalhofers grundlegendes Handbuch der kathol. Liturgik wird nur in 2. Auflage zitiert, nicht in der Neubearbeitung durch Eisenhofer (vgl. aber im Glossar S. 553). Mehrfach wird Literatur angegeben ohne vollständigen Titel und Angabe von Ort und Erscheinungsjahr. Die Darstellung ist im ersten Abschnitt etwas unbeholfen; häufig heißt es: Rettberg sagt, Du Cange erklärt, aus Roth sei angeführt, vgl. z. B. S. 39 f., 42 f. Die Abkürzungen S. 40 Anm. 1 und S. 42 wird wohl nur ein Fachmann verstehen können. Auf Einzelheiten kann ich nicht eingehen, ich erwähne nur den lapsus calami von der Diözese Aachen (statt Synode) S. 28. S. 119 wird die Lesart richtig sein, es handelt sich um das Responsorium «Descendit de caelis Deus verus». Ganz anders verfährt der Verf., wo er in der «Einführung» über besondere Gebräuche der Basler Kirche schreibt. Auch hier bringt er aus der Fülle seiner archivalischen und handschriftlichen Studien zahlreiche lehrreiche Nachrichten. Das Werk ist — das sei zum Verständnis unserer Ausstellungen bemerkt — bereits 1932 abgeschlossen worden. Das Glossar bringt mancherlei Literatur, die im Literaturverzeichnis nicht angegeben und in der Einführung anscheinend nicht werwendet ist. Trotz der gemachten Ausstellungen, die ja in der Hauptsache nur die «Einführung» betreffen, stehe ich nicht an, das Werk bestens zu empfehlen. Ausstattung und Druck verdienen alle Anerkennung.

P. *Gabriel M. Löhr* O. P.

† Prof. Dr. phil. Ant. v. Castelmur (1897-1938).

Am 13. April 1938 starb in Schwyz, zur schmerzlichen Überraschung aller, die ihn kannten, Dr. A. v. Castelmur, Lehrer der Geschichte an der Kantonsschule zu Luzern. Nach nur dreitägigem Krankenlager bezwang der Tod einen Mann in besten Jahren, dessen Kraft vielen auf lange Zeit noch unzerstörbar erschien.

v. Castelmurs Entwicklung zum Historiker war ganz vorgezeichnet durch seine Verbundenheit mit der Heimat. Er verbrachte seine Jugend auf dem bischöflichen Hof in Chur, im Schatten der ehrwürdigen Kathedrale, die symbolhaft blieb für seine stets grundsatztreue Einstellung. Das bischöfliche Schloß dagegen, mit seinem reichhaltigen Archiv, war viele Jahre die Stätte, wo Castelmur, beseelt von einem bewundernswerten wissenschaftlichen Eifer, in unverdrossener Arbeit, sich früh zu einem tüchtigen Forscher entwickelt hat. Die Geschichte Graubündens, wechselvoll in ihrer Art wie kaum eine andere Landesgeschichte, nahm während langen Jahren sein ganzes lebendiges Interesse in Anspruch. Ein seltenes Zeugnis für seinen Drang zur historischen Wissenschaft war die energisch durchgeführte Umstellung vom technischen Studium zur Geschichte. Für seine Ausbildung wurde in mehr als einer Hinsicht entscheidend das Studium in Freiburg i. Ü. Der tüchtige Unterricht unter Prof. Steffens sel. in Paläographie und Diplomatik zog Castelmur völlig in den Bann der historischen Hilfswissenschaften. Es war jedoch nicht zuletzt auch seinem großen persönlichen Einsatz zu danken, wenn er gerade auf dem Gebiete der mittelalterlichen Schriftkunde sich ein sehr beachtenswertes Können erwarb, das ihm im Kreis vieler schweizerischer Historiker stets eine gewisse Überlegenheit gesichert hat. Doch blieb Castelmur nicht bei theoretischen Kenntnissen. In jahrelanger Arbeit, lange vor Abschluß seiner akademischen Studien, begann er mit einer bedeutenden Sammlung von Abgüssen bündnerischer Siegel, die seine Vorliebe für die bündnerische Familiengeschichte bezeugte. Dem entsprach die Wahl seiner Dissertation: «Conradin von Marmels und seine Zeit», die 1922 erschien und in ihrem inneren Gehalt ohne Zweifel den Rahmen des rein Biographischen weit überschritt. Weniger glücklich war Castelmur in der Behandlung der Biographie des Landrichters Clau Maissen (1929). Eine abklärende Bewertung dieser umstrittenen Persönlichkeit ist ihm wohl kaum gelungen, so wenig wie eine gerechte Einschätzung der gegnerischen Politik. Diese Einschränkung darf uns aber nicht übersehen lassen, daß die ausgedehnten Kenntnisse in der bündnerischen Familiengeschichte C. manche ehrenvollen Aufträge eingebracht haben, daß er ein sehr geeigneter Mitarbeiter am Historisch-Biographischen Lexikon war und aus seinen Forschungen auch die tüchtigen Beiträge zum Schweiz. Genealogischen Handbuch erwachsen sind.

Der Bereich der Forschungen Cs. ist damit keineswegs umgrenzt. Entwickelte Steffens in ihm die Liebe zu den historischen Hilfswissenschaften, so verdankte er seine Neigung zur kirchengeschichtlichen Forschung neben persönlichen Beziehungen gewiß auch seinen Lehrern Büchi sel. und Schnürer.

Dom Germain Morin schenkte dem jungen Bündner nicht bloß seine Freundschaft, sondern er lenkte ihn wohl zuerst auf die mittelalterliche Kirchengeschichte Graubündens. So veröffentlichte C. schon 1921 in dieser Zeitschrift « Die Rheinauer Handschrift der Passio des hl. Placidus aus dem Anfang des XIII. Jahrhunderts », auf die ihn Morin aufmerksam gemacht hatte. Büchi sel. gewann ihn als tüchtigen Mitarbeiter dieser Zeitschrift. Er schrieb hier in den Jahren 1924-29 eine Reihe von kleinen, methodisch gut aufgebauten kirchengeschichtlichen Aufsätzen, die zum Teil mehr als nur lokale Bedeutung beanspruchen durften.

Es war für Castelmur ein bitteres Geschick, daß ihm während langen Jahren eine gesicherte Stellung versagt blieb, in der er seine Fähigkeiten voll entfalten konnte. Die in Freiburg i. Ü. in Aussicht stehende Habilitation scheiterte schließlich, wohl mehr aus persönlichen Motiven. Bewerbungen um die Leitung des Staatsarchivs Graubünden, um eine Lehrstelle an der heimatlichen Kantonsschule blieben ebenso erfolglos wie eine wiederholte Kandidatur am kantonalen Gymnasium in St. Gallen. Andere Enttäuschungen mag man übergehen. Diese Mißerfolge beruhten in keiner Hinsicht auf sachlicher Unzulänglichkeit. Zum Teil bezeugten sie die konfessionell einseitige Haltung der Wahlbehörden und deren Besorgnis vor dem fähigen « Gegner ». Cs. Fähigkeiten waren kaum je bestritten worden. Sein persönliches Wesen war ausgezeichnet durch Tatkraft, durch ein sehr gewandtes, zuweilen etwas selbstsicheres Auftreten, was ihm manche gelegentlich verargt haben. In einiger Hinsicht besaß er das Lebensgefühl des Bündner Aristokraten. Dem verdankte er vielleicht auch wieder manche beneidenswerte Förderung. In Rom war er eine zeitlang einer der ungenannten Mitarbeiter an Pastors Papstgeschichte. In Paris konnte er manche wertvolle Beziehungen anknüpfen. Trotzdem gingen seine Wünsche nach einer dauernden Stellung recht spät in Erfüllung. Die Professur am Kolleg in Schwyz (seit 1929) war nur als vorübergehend gedacht. Durch die Wahl an die Kantonsschule zu Luzern (1936) gewann er endlich festeren Boden. Neue, weite Aufgaben eröffneten sich ihm. Als Nachfolger Dr. Durrers, der ihm sehr gewogen gewesen war, durfte er die Fortsetzung der Geschichte der Schweizergarde übernehmen. Mit großem Eifer arbeitete er an der Genealogie bündnerischer Dynastengeschlechter. Vor wenigen Monaten erschien das mehr volkstümlich gestaltete Buch : « Der alte Schweizerbund ». Die Vollendung anderer Werke blieb ihm versagt. Sein Können hätte ihn zweifellos weiter geführt, auf dem Gebiete der Forschung wie der Lehrtätigkeit, die C. mit großem Erfolg ausübte. C. mußte entsagen, zu einer Zeit, da ihm größere Aufgaben gesetzt waren und mehr Anerkennung zuteil wurde. Das mag für ihn hart gewesen sein. Doch der Tod trat schließlich an ihn als Erlöser heran ; in Stunden bitterster Qualen ist ihm der Verzicht wohl nicht mehr schwer gefallen, und in der sicheren Hoffnung, dauernden Freuden entgegengeführt zu werden, hat er die Kraft zur Überwindung menschlichen Leides gefunden. Persönlich können wir ihn niemals vergessen, nicht als Freund noch als treuen Berater in jenen Jahren, da wir denselben Weg zu beschreiten begannen. In steter Dankbarkeit gedenken wir seiner. *O. Vasella.*

Bischöfliche Kurie und Seelsorgeklerus im Bistum Chur.

Nach Briefen aus dem Beginn des 16. Jahrhunderts.

Von Oskar VASELLA.

(Fortsetzung und Schluss.)

Beilagen : Briefe [1].

Nr. 1. [Vilters], 8. Sept. 1514 [2].

Zahlungsversprechen von Leonh. Vils aus Vilters. Auskunft des Plebans über einen Schuldner.

[Or. Pap. Siegelspuren.]

Min willig dienst bevor, min her sygler! Nach dem und ich gemanet bin zuo bezalen den Lutzin Marcj, hab ich nit gewüßt, welcher ley das sy gesin. Die wil ich aber durch minen heren den kilcheren verstän, das es von eins urtel briefs wägen sy zuo lösen, ist min ernstlich pitt an üch, ir wellend die sach an stellen, so wil ich mich diß herpsts bald hin uff keren und die sach beschöwen und uß richten,

[1] Diese Briefe sind alle im bischöfl. Archiv in Chur in einem Briefumschlag als Beilagen zu FB vereinigt; sie sind nicht registriert und bisher u. W. nie beachtet worden.

Zur Gestaltung des Textes der in den Beilagen folgenden Briefe müssen, der technischen Schwierigkeiten wegen, folgende Erklärungen vorausgeschickt werden:

1. Bei a und o läßt sich das überschriebene v nicht immer klar unterscheiden vom überschriebenen ◡ (Br. 1 Z. 6 v. o., öfters Br. Nr. 7).

2. Für Majuskel A und O mußte das überschriebene e mit einfachem Umlaut wiedergegeben werden (Br. Nr. 1 Z. 2 v. u.: Änder; Br. Nr. 20 Z. 18 v. o.: Öri).

3. e mit überschriebenem a mußte mit einfachem e wiedergegeben werden: unnderthenig (Br. Nr. 7 Z. 1 v. o.); wegen (2. S. Z. 6, 10 v. o.); knecht (3. S. Z. 1 v. o.).

[2] Die beiden Briefe sind von derselben Hand auf dasselbe Blatt geschrieben, wohl von der Hand des Pfarrers. Hinsichtlich der Worttrennung halten wir uns ganz an die Vorlage.

denn ich ietz ander geschäfften halb so unmüssig [1] bin, das ich yetz im nüt thün kan. Dar umb thünd als ich üch vertrüw. Geben nativitatis Marie 1514.

Lienhart Vils von Vilters [2].

Honorabilis domine sigillifer! Litteras vestras summopere perspexi, in quibus differentias inter Heitz et Heinrich Änder notavi, sed illum Heinrich Enderly [3] credo minime novi et non dubito, quin sit isdem, qui vester debitor existat. Sed ille Heitz Enderly anno VII in consistorio juri non astitit nec judicio usus est, sed bene postea anno X et pro certo scio, quod omnia perfecte solvit nec quicquid obligatur. Qua propter Heinrich Änderlin in Ragatz vel Pfäfers querere potestis. Valete in Christo.

Plebanus in Vilters [4].

Adresse: Honorando necnon provido viro Andree Gablon Curiensi sigillifero, domino suo precolendo.

Nr. 2. Süs [15. Febr. 1515] [5].

Pfarrer Johannes Schmid und Kaplan Friedrich Florin in Süs erteilen Auskunft über zwei Familien aus Süs, die Schuldner der bischöflichen Kurie sind.

[Or. Pap. ohne Siegel.]

Salutem et obedienciam cum recommendacione pre omnibus etc. Lieber herr der sigler! Als von wegen unseren undter tanen, den

[1] unmüssig = beschäftigt. Schweiz. Idiotikon IV, 499.

[2] L. Filsch schuldet 3 Gulden aus einem Eheprozeß mit Anna Thuldin, Tochter des Laurenz Thuldin. 22. Mai 1503. 2 Gulden hat er für die Dispens seiner im 4. Grad der Verwandtschaft geschlossenen Ehe mit Ceda Anhorn aus Fläsch zu bezahlen. 25. April 1509. Er zahlt einen Gulden am 15. Nov. 1509 «quando venit de gwerris ex Ytalia». FB 244. Oben handelt es sich um Restanzen aus den Guthaben des Notars L. Marcus Munghofer. Über diesen s. Brief Nr. 10.

[3] Heinr. Enderlin aus Vilters schuldet für sich und Elisabeth «Carerin», mit ihm in Prozeß wegen Schwägerschaft, 2 lib. 2. Febr. 1507. Elsi Karrer hat 3 ß für eine Kommission zu bezahlen. 29. Mai 1510. Auf diesen Enderlin bezieht sich oben der Pfarrer. FB 244. Einen andern Träger dieses Namens vermögen wir nicht nachzuweisen.

[4] Pfarrvikar ist in Vilters 1515 Joh. Zimmermann. Bez. 23. Juli. FB 249. Wahrscheinlich ist er früher bereits in dieser Stellung. Nachfolger ist Anton Gerung von Memmingen 1516-1522. FB 248 f.

[5] Die Datierung ist unsicher. Joh. Schmid ist als Pfr. in Süs 1515-1516 bez. FB 6, 1070, 1075. Friedr. Florin ist seit 11. Nov. 1503 – 16. Aug. 1515 nachweislich in Süs Kaplan. FB 1069, 1076. Florin ist Pfr. ebda. 1519 Sept. 1 –

Claus Magdalena und Jan Mathew von Süs, so ist der Jan Mathew vor ain iar gestorben und sin wib mit die kinderen, die hant můssen danna ziehen von armůt wegen und die sind in der Etsch und gandt umb das hailig almůssen und ir hüß ist uf beschlossen, das niemant da verhanden ist und hant nichtz dan armůt. Desglichen der Clauß Magdalena, der ist wol da vorhanden. Doch der hat wol VIII klein arme kinder und er und sin wib sindt gar armm. Die hant auch nicht anderst, dan waß man inen und iren kinder git von tag zů tag durch gotz willen. Und darumb da ist auch nichtz vorhanden dan armůt. Das sagen wir euch für ain warhait und darumb so ist unser rat, ir legent nit vil kost und můe dar auff auff die zwen mannen, ir wellent den ain kindt oder zwen hinauß nemen und die erneren propter deum. Valete in eo, qui cuncta creavit. Datum Süs dominica invocavit.

Johannes Schmidt plebanus et Fridricus Florin caplan ibidem zů Suß.

Adresse fehlt.

Nr. 3. s. l. et d. [vor 12. Juli 1515] [1].

Gregor Bünzli, Pfarrer in Wesen [2], *bittet um Dispens für eine Verwandtschaftsehe.*

[Or. Pap. ohne Siegel.]

Reverende pater! Conparuit coram me Margaretha, que contraxit matrimonium cum illo, scilicet Leonhardo, scilicet principali, petens intime, in quantum possibile fuerit coherere eo, quia nunc inpreguata et factum eciam ipsis ignorantibus. Quapropter si in illa affinitate liceat dispensare ordinario, que tanti in iure civili haud

1525 März 7. FB 1065, 1070 f. DG II, 330[a]. Für die Datierung des Briefes ist zu berücksichtigen, daß die hier genannten Schuldner « Nicolaus Jann Madlena » und « Jann Mathew » 1513 als ehemalige Botengänger der Kirche zu Cellerina bezeugt sind und es von Claus Madlena nach 1514 Nov. 10 heißt: « nichil unquam solvit ». FB 1070.

[1] Daß Gregor Bünzli der Briefschreiber ist, unterliegt nach einem Schriftvergleich keinem Zweifel. Vgl. Ulrich Zwingli. Zum Gedächtnis der Zürcher Reformation 1519-1919, biogr. Notizen Sp. 271 und Faksim. des Briefes vom 3. Febr. 1520; s. zum Biographischen *Vasella*, p. 150, Nr. 286.

[2] Das Datum ergibt sich aus der aktenmäßigen Erwähnung der Ehe, die sich auf Leonh. Lendi von Walenstadt und Margaretha Scherer beziehen muß. Beide haben nachweisbar für die Dispens ihrer im 3. Grad der Schwagerschaft, in Unkenntnis des Ehehindernisses geschlossenen Ehe 2 Gulden bezahlen müssen. 12. Juli 1515. FB 269.

reputatur[a], benigna vestra paternitas facere velit id, quod oportunum visum fuerit propter evitare scandalum. Valeat dominus meus! Rogatus a partibus id feci.

Gregorius.

Adresse fehlt.

Nr. 4. Schwainingen, 1. Okt. 1515.

Joh. Lytha aus Schwainingen bürgt für seinen Bruder, den Geistlichen Georg Jannset, zu Gunsten des bischöflichen Fiskus.

[Or. Pap. ohne Siegel.]

Notum et manifestum sit omnibus presens scriptum intuentibus, quod ego Johannes Lytha de Schwainigen[b] nuper pro fratre meo domino Jeorio[1] cautionem feci pro certa summa, qua obligabatur et adhuc obligatur ad fiscum R^mi domini Curiensis. Pro illa summa solvenda me iterum obligor pro vero cautore et solutore, in terminis tamen sibi fratri prefixis, et hoc vigore presentium. In fidem premissorum ego Johannes dictus Janatsch rogavi dominum Jacobum Bulschin[2], ut conficeret hanc cartulam. Acta in Schwainigen prima octobris anno etc. XV, indictione I.

Jacobus Bulschin subscripsit et se subscripsit.

Dorsalnotiz von der Hand A. Gablons: Obligacio Jan Jannset pro domino Jeorgio etc.

Nr. 5. s. l. 19. Juli 1516.

Paul von Marmels bittet um eine Absolution für seinen Knecht Paul Marugg.

[Or. Pap. ohne Siegelspuren.]

Erwidiger [!] her sygler! Als üch wol ze wissen ist, dz die Vrsla Clauß von Katz ain handel hat mit dem Paul Marückg[3], och costung

[a] tanti-reputatur vom Briefschreiber unterstrichen.

[b] Möglicherweise ist zu lesen: Schwaningen. Üblich ist die andere Form.

[1] Joh. Jannset leistet wiederholt Zahlungen, so 16. Juli 1518 und 25. Okt. 1519. FB 679. Georg Jannsett, auch Dansett, ist Kurat in Sur 1505-1516. RI 117, 123. Tot um 1516. FB 677.

[2] Jakob Bulschin studiert 1491 in Tübingen und ist 1507-1516 Pfarrer in Savognin. *Vasella*, p. 150, Nr. 282.

[3] Paul Marugg hatte mit Ursula Clausin von Cazis einen Vaterschaftsprozeß, dessen Kosten er zu tragen hatte. 22. Sept. 1515. Die Schuld der

und schaden uf gangen ist baydder bartien, ist sie mit im ainß worden und in ledig gesagt, damit dz er üch ze friden stellen sol und üch ab nemen sol. Darby bin ich Pal von Marmelß gsin, dz sy contend ist, und sond in uß dem ban werkünden und sye och uß dem ban thůn. Lieber her sygler! Thůn alß wol und thůn dz best mit dem gůtten gesellen, wo ichß umm üch werdinen mag zů gůtem, so wilß ich gern thůn, wan er ist min trüwer knecht. Der geben ist uf samstag for Maria Madallenna tag im XVI jar.

Paul von Marmelß.

Adresse fehlt.

Dorsalnotiz von der Hand A. Gablons: Consensus translacionis debiti Vrsule Clåsin de Katz.

Nr. 6. Bludenz, 19. Jan. 1517.

Frühmesser Lucius Kiber in Bludenz[1] *bittet, ihn zum Bürgen für seinen Vater annehmen zu wollen.*

[Or. Pap. Siegelreste.]

Se ad domini sui mandata obsequentem offert.

S. D. Erwirdiger her Andreas! Demnach als ich zum nächsten mit ůwer wirdi zů Chur vor der thůmbropsty von mins vatters schuld, die er minem G. H. ze thůn ist, geredt hab, do hon ich mich erbotten — ist mir nit zwifel daran, ir wissend es — ich well von mins vatter wegen so vil ich můg geben, vor zů all jar, bis min G. H. bezalt sy; was ůwer wirdi wol benügig. Über dz selbig so ist 1 excom*municacion* von ůch ußgangen. Do hon ich dem Michel[2] dz selbig och gesagt und mit mins her pfarrers hilff ain fůrdernuß vor aim rat an min G. H. erlangt, ußwisende, ich welle all jar etwas an der schuld geben, so vil ich kan oder mag. Kan ich yetz wol verston, dz ir daran nit benügig wellind sin on bůrgschafft. So sag ich dz dartzů, dz min vatter yetz kain bůrgschafft findt. Darum min her pfarrer dem processß

Klägerin mußte er übernehmen. 20. Juli 1516. FB 837. P. Marugg stammte aus Präz und war später zu Almens verheiratet. Er wird als arm bezeichnet, seine Frau ist Christina Andreya. Rechnungseintrag vom 28. Mai 1521. FB 857.

[1] Lucius Kiber ist Frühmesser, dann Kaplan des Spitals, in Bludenz 1516-1522 bzw. 1522-1523. *Vasella*, p. 45, 108. Sein Vater Michael war, wie aus diesem und dem folgenden Brief hervorgeht, fest angestellter Lehrer der Schule in Bludenz.

[2] Michael Mär oder Mer ist der fest angestellte, 1508-1524 bezeugte Botengänger des bischöflichen Siegelamts. FB 372, 442, 453, 548.

geleben mûß. Dem selbigen nach bitt ich ûwer wirdi, ir wellind noch dz best thûn und wellind all jar etwas von mir nemen und so mag min G. H. bezalt werden. Wan vertribend ir in von der schûl ze Bludentz, so kan und mag ich ûch nûtz geben, wan ich hab unser VIII zû erneren mit klainem gût. Wiß got, sunst möcht er by uns bliben und gwinnen mit der schûl, damit ich dester baß möcht all jar ain *gulden* oder V geben. Wo aber dz selbig nit ist, so kan und mag min G. H. nit bezalt werden. Demnach so bitt ich ûwer wirdi, ir wellind ain mitliden haben und mich zû ainem bûrgen nemen, so wil ich geben, was ich uffbringen kan oder mag, damit min G. H. bezalt werd. Datum Pludentz in profesto s. Sebastiani anno etc. XVII.

Lucius Kiber vester humilis.

Adresse: Venerabili domino Andree Gablon
sig*illifero* R^mi suo colendo.

Nr. 7. [Bludenz], 26. Jan. 1517.

Schulmeister Michael Kiber in Bludenz gibt Aufschlüsse über seine Geldeinzüge für das bischöfliche Siegelamt. Dank für die Annahme der Bürgschaft seines Sohnes.

[Or. Pap. Siegelspuren.]

Min arm unnderthenig willig diennst etc. Erwirdiger herr Anndreas, sigler mins gnâdigen herren von Churr! Uwer verschribung hab ich vernomen unnd verstanden etc. Erwirdiger herr sigler! Demnäch ir mir schribent, ich hab II lib. d. ingenomen vom aman Schnider[1] und habends nit funden, so sagen ich das dartzû: aman Schnider hät mir gen II lib. d. Die han ich herr Josen[2] sälgen ûberantwurtt. Es findet sich noch uff den huttigen tagg im bûch mit siner handgschrifft, wenn söllichs gen ist worden. Och wölltendt irs aber nit glöben, so bin ich bim aman Schnider gsin, ietz an mentag vergangen zû Pludentz, der spricht, er habe die II lib. d. funden, wie ich yms geantwurtt habe und sagt mer dartzû, er sye gen Chur gritten; dann

[1] Vermögen wir aus dem FB nicht nachzuweisen.

[2] Jodocus Neyer, Vorgänger Andreas Gablons im Siegelamt. In dieser Stellung ist Jodocus Neyer in den Jahren 1507-1514 tätig gewesen, wie wir aus den Schriftlagen im FB zu schließen berechtigt sind. Vgl. FB 24, 42, 74, 87, 89, 124, 1038, 1040. Die Fälle, in denen A. Gablon bereits bezahlte Beträge irrtümlicherweise wieder forderte, sind im FB häufig, so daß an obiger Angabe Mich. Kibers kein Zweifel besteht.

herr Jos sälig hab inn in andren pann gethon. Do habe er sich daruß genomen und habe den sigler zů fryden gestelt uff dz selbig măl und umm die II lib. d. gib ich kain antwůrtt ; dann ich bins nit schuldig und habs usgericht und mag und wil alle recht darumb thůn. Item so schribent ir mir och von Hainrich Widerinen wegen uß Montafun, III *gulden* halb [1]. Habe ich och ingenomen. Nun ist mir also zů wissen, das ich herr Jösen sälgen hab I guldin geben in siner stuben. Darby ist Michel Mär gsin, den ich wol wyßte zů unnderwysen, dz also ist, und sunst hab ich dem Michel och gelt gen von Hainrichs wegen, das ichs im hab angschriben in sine register. Do funde mans och noch, wz ich im gen hab und wo ichs im gen hab und wayß nit anders, dann herr Jöß sälig sye och usgericht von Widerinen wegen und mag sagen, wie vor, wann ich bim Michel wäre, so welte ich im sovil worttzaygen geben, das er der sach wol wurde inngedennck sin unnd erinndertt wurde, damit es kain mangell hette und lůgent och im bůch, was an den III *gulden* gen sy ; dann do ich herr Josen sälgen gelt han gen, do hăt er nit me angsprochen, dann III *gulden*. Dasselbig wäre daran ab zů raytten. Item so schriben ir mir von Bastion Kremels wegen [2]. Habe ich I *gulden* ingenomen. Das ist mir nit wyssenntlich, das er mir ye gelt geben habe dem sigler [3], aber er hăt mir woll I guldin gen von Luci Marxen [4] sälgen wegen. Den hab ich im gen und wayss von siglers wegen nutz, jch wurde dann baß underricht von Kremel, wo er mir den guldin geben hette ; dann hăt er mir gelt gen von siglers wegen, so hab ichs doch gar vergessen und wil im zů mitter zytt schriben und kan ich underricht werden von im, so wil ich der sin und ůch och bezalen mit ander summ gelts, die ich

[1] Hainricus « Widiner » schuldete 2 Gulden für eine Dispens. 1509 o. T. FB 521 unter s. Bartholomäberg. Eine andere Aufzeichung in den Akten ist uns nicht bekannt.

[2] Bastian Kremel in Eschen hatte einen Prozeß mit Anna Haslerin wegen Eheversprechens. Hiefür schuldet er 1 Gulden. 14. Febr. 1507. Einen zweiten Prozeß hatte er wegen Ehehindernisses aus Blutsverwandtschaft. Kosten gleich 3 Gulden. 14. Mai 1507. 1 Gulden bezahlt er am 30. Sept. 1507. Er ging die Ehe in Kenntnis des Hindernisses ein und schuldete für die Dispens über den 4. u. 3. Grad der Blutsverwandtschaft 2 Gulden. 23. April 1510. Für ihn bürgt Lucius Marcus Munghofer, Notar der bischöfl. Kurie. FB 356. 1536 Mai 9. bez. in den Akten betr. Zehntenstreit des Pfarrers von Eschen gegen Abt von Pfäfers, ist Zeuge, ca. 63 Jahre alt. M 125 bischöfl. Archiv Chur.

[3] dem sigler = für den Siegler.

[4] Lucius Marcus Munghofer, Notar der bischöflichen Kurie, erscheint in den Akten sehr häufig und ist um 1514 gestorben. Seine Erben erscheinen oft als Gläubiger. Vgl. vorläufig FB 402, 430.

ûch och schuldig bin. Item der III guldin von Mangk Recken[1] bin ich wol content, ûch zû bezalen.

Lieber erwirdiger herr Andreas! Demnäch ir minen sun herr Lutzi anzûnemen zû ainem bürgen, das danncken ich ûch trûwlich und bitt ûwer wirde, ir wellendt also güttig sin und alle jär ain wenig nemen, bis min G. H. bezalt wirtt. So wend wir unns dester gnäwer zuchen und sparren an trincken und essen, damit min G. H. bezalt werde und wo man aber unns nit möchte oder wölte gstunden uff güttig tag, so möchttendt wir nit bezalen und wurde vom land vertriben und bitt ûch, ir wellend thûn als ain vatter in der sach, so wil ich och thûn als ain frumer redlicher armer knecht. Und wo ir aber mich vertribent, so möchte min sun herr Lutzi nit bezalen min G. H.; dann er hette mit im und mit siner mûtter und gschwûschtergit so vil zû schaffen, dz ich forchte, minem G. H. wurde der minst tayl. Aber sunst wend wir versûchen, min G. H. zu bezalen zû mitter zytt; dann es ligt mir nächer an mins G. H. schuld, dann man mir globe und vertruwe. Nit me dann gott sy mit ûch zû allen zytten. Datum an mentag post conversionis Pauli apostoli anno XVII jär.

von mir Michel Kyber ûwer armer williger.

Adresse: Venerabili domino Andree Gablon, sigillifero R^mi domini curie Curiensis etc. domino meo dilecto etc.

Nr. 8. Bevers, 14. Mai 1517.

Kaplan Sebastian Ytan in Bevers[2] *berichtet über Vorgänge bei der Verwendung der Erbmasse des Jakob Planta von Samaden. Ersucht um eine Absolution für dessen Kinder und eine scharfe Mahnung gegen die Vormünder.*

[Or. Pap. Siegelspuren.]

[1] Mang Rick schuldet erstmals aus einem Eheprozeß mit Cristina Thieni 1 Gulden. 16. Febr. 1498. Nach 7. Febr. 1507 folgt die Notiz: «Est deperditum tempore domini Jodoci sigilliferi». «Dominicus alias Man Reck de monte s. Bartholomei» schuldet 6 Gulden aus einem profanen Prozeß gegen Anna Henggi, Bernhardus Stelfanus und Eva Barbeli von Schruns. 8. Febr. 1508. Aus demselben Prozeß hat er überdies noch 3 Gulden zu bezahlen. 13. Juni 1510. FB 520 f.

[2] Sebastian Ytan von Bevers ist Kaplan in Bevers 30. Aug. 1504-1521. FB 1042, 45, 50 f., 1179. Erscheint 1514 Dez. 14 und 1521 Okt. 5 als öffentlicher

P. D. S.

Reverende pater Andrea! Vestram reverenciam certiorem facio, quod quidam nobilis Yacobus Plant [1] obiit in proximo martio ante annum elapssum et, quia dimissit plura debita, per ius civile fuerunt constituti duo tutores seculares iurati, qui quidem ad eorum manus et regimen acceperunt omnia bona relicta ab ipso Yacobo Plant de Samaden, ut persolverent omnibus creditoribus et per eorum iuramentum cuilibet inpartiret aut totum, si superabundaret, aut proportionaliter. Quid autem fecerunt isti duo? Partialiter et inequaliter persolverunt, videlicet aut sibi ipsis aut eorum fautoribus adeo, quod multi remanebant insoluti. Tandem fuit provisum de remedio opportuno et per eundem ius civille fuit superadditus tertius tutor, ut singulis persolverent. Quare, velis pater, vestra paternitas tenet heredes excomunicatos indebite, quia sunt privati habilitate bonorum paternorum et in nullo successerunt paternis bonis ex ratione suprascripta et ideo vollo vestre paternitati indicare viam rectam ex amore meo erga dominum nostrum gratiosissimum. Remittete ad me unam absolutionem ab censsuris pro ipsis heredibus ipsius nobilis Yacobi Plant de Samaden per presentem tabellionem et cum hoc unam ammonicionem severissimam contra ipsos tutores bonorum eius Yacobi Plant, videlicet validos ser Antonium Plant, Yacobum Scech de Samaden, validum Hartmanum ser Symonis Plant de Zuoz [2], et mittite

Notar. Regesten der Gemeindearchive im Staatsarchiv Graubünden: Bevers Nr. 60, 68. 1530 Jan. 2 noch als Geistlicher bezeugt. l. c. Gem.-Archiv Ponte-Campovasto Nr. 50. 1505 März 11. Anwalt vor dem Dekanatsgericht. Or. Pg. Gem.-Arch. Scanfs Nr. 45.

[1] Jak. Planta wird erstmals am 1. Okt. 1515 im FB erwähnt. Er schuldet 16 ß. wegen Absolution vom 4. Exkommunikationsurteil, gefällt auf Betreiben Joh. Andreas Bell in «Pontraschina». Gleichzeitig ist auch Seb. Ytan bezeugt. FB 1051.

[2] Über die hier namentlich aufgeführten Verwalter der Erbmasse Jakob Plants im FB das folgende: Hartmann Planta von Samaden, wohl senior, schuldet 16 ß. wegen Absolution von 4. Exkommunikationsurteil, verhängt auf Betreiben des Ammanns des Domkapitels. 16. März 1515. FB 1051 schuldet 16 ß. wegen Absolution von 3. Exkommunikation, verhängt auf Betreiben des Pfarrers von Filisur. 23. März 1508. FB 1055. Simon Planta, Vater Hartmanns, ist als Richter in Zuoz bezeugt. 24. Okt. 1518 und noch 30. April 1522. FB 1037, 43. Nikolaus Gesel schuldet 3 lib. «tamquam sindicus ecclesie in Zellarina parrochie Sammada in causa melioriacionis certorum bonorum inter validos Anthonium et Hartmannum Plant de Zutz et Jacobum Scheckh uti curatores et tutores bonorum quondam Jacobi Plannt de Sammada agentes ex una et ipsum Nicolaum reum ex alia partibus». Der Prozeß wurde zu Gunsten des Beklagten entschieden. 11. Nov. 1517. Dieselben hatten ferner einen Zehntenprozeß gegen Hartmannum

sine errore pro operepreclo vestro et ego dabo operam pro viribus, in quantum vallebo pro satisfactione vestra. Vallete. Datum ex Biuers anno domini 1517 die 14 maii.

et ego Sebastianus Yttan vester ad instar sui subscripsi manu propria.

Adresse: Cellebri viro domino Andree Gablon [a]
R^mi domini Churiensis sigilliffero bene merito.

Nr. 9. Schaan, 28. Jan. 1518.

Pfarrer Jakob Fry [1] *bittet um Absolution für einen Sterbenden.* [Or. Pap. Siegelspuren.]

S. Lucius Frick [2] a vobis excomunicatus, venerabilis domine sigillifer, laborat in extremis et nulla spes vite adest. Qui summopere petit cum suis necessariis eum absolvi, quo sepulture ecclesiastice tradi possit. Pollicitus michi est avunculus eius in brevi satisfacturum vobis. Valete. Ex Schan 28 januari anno etc. XVIII.

Jacobus Fry.

Adresse: Dem sygler ze Chur.

Vermerk von d. Hd. des Sieglers: « Recepit per Hanns Mader de Schan et fuit absolutus a tercia sententia mei processus. Tenetur VIII ß. VIII d. ».

Dorsalnotiz (von d. Hd. Gablons): Lucius Frickh de Schan tenetur ut infra et intra.

[a] Der Name scheint in Gabllar verschrieben zu sein.

Plant seniorem in Zutz, der zu ihren Gunsten entschieden wurde. Am 26. Juli 1518 erhalten sie durch den Pfarrer von Samaden, Joh. Bapt. Salis, Absolution vom 3. Exkommunikationsurteil. FB 1043. Gaudenz Planta von Samaden, junior, als Eigentümer der Güter und Zehnten Jak. Plantas sel. soll die Schulden bezahlen bis 1521 Jan. Er zahlt alles bis Okt. 1521. l. c.

[1] Jak. Fry aus Bludenz studiert 1510 in Leipzig, wird bereits 1509 zum Pfarrer von Frastanz gewählt, 1512-1524 als Pfarrer in Schaan bezeugt, zwischenhinein 1515-1516 als Frühm. in Bludenz genannt, stirbt kurz vor Juni 1524. *Vasella*, p. 179, Nr. 77.

[2] L. Frick aus Schaan schuldet 16 ßd. für 2. Absolution auf Klage von 4 Bürgern in Feldkirch. 11. März 1516. FB 376. Jakob Frick, sein Bruder, schuldet 16 ß. für Absolution vom 3. Urteil, auf Klage Leonh. Salzmanns aus Feldkirch gefällt. 27. Mai 1516; ferner 2 ß. 2 d. vom 1. Urteil, gefällt auf Klage des Geistlichen Cosmas Heberlin. 23. Juni 1517. Er bürgt für Lucius. 10. Juli 1517. Derselbe leistet Zahlung mit 4 Ellen « ruch lini

Nr. 10. Chur, 10. Juni 1518.

Mandat des geistlichen Gerichts gegen Hieronymus Bappus, Pfarrhelfer in Rankweil, seine Schulden an den Siegler fristgemäß zu bezahlen, unter Strafe der Suspension.

[Or. Pap. Gerichtssiegel aufgedr.]

Judex curie Curiensis universis et singulis presentibus requisitis salutem in domino et presencium indilatam execucionem. Vobis mandamus, quatenus diligenter amoneatis dominum Jeronimum Bappis divinorum cooperatorem in Rannckhwil [1], quem sic amonemus, ut satisfaciat sigillifero R^mi domini nostri Curiensis et rerum gestori heredum quondam Lucii Marcii Munghofers, notarii collateralis dicte curie [2], de sibi debitis restantibus infra proximos XV dies post presencium notificacionem seu postquam vise fuerint, sub pena divinorum suspensionis late sententie. Alioquin si secus fecerit, ipsum ex tunc in hiis scriptis a divinis suspendimus, suspensum publicetis et denuncietis. Datum Curie die X junii anno etc. XVIII.

Exekutionsvermerk von der Hand des Pfarrers : « Execucio facta est per d. Jacobum Bappus plebanum in Ranquil [3] dominica prima post octavas corporis Chrysti anno etc. XVIII [4].

Nr. 11. Chur, 3. Juli 1518.

Das geistliche Gericht verkündet die Suspension von Hier. Bappus.

[Or. Pap. Gerichtssiegel aufgedr.]

Judex curie Curiensis universis et singulis presentibus requisitis salutem in domino et presencium indilatam execucionem. Quia dominus

thuch ». 12. Mai 1518. Er zog, unter Bürgschaft, nach dem Schwarzwald. Für Lucius Frick bürgt zuletzt « Clas Mayer », wohl der im Brief genannte Onkel. FB 364-365.

[1] Hier. Bappus studiert 1497 in Basel, spätestens seit 1505 ist er Pfarrhelfer in Rankweil. *Vasella*, p. 152, Nr. 310, auch p. 180, Nr. 82.

[2] L. Marcus Munghofer war Vorgänger im Notariatsamt. Sein Todesjahr steht nicht fest. Er stammt aus Chur und ist spätestens 1512 gestorben. Wir begnügen uns mit dem Hinweis auf Or. Pg. vom 2. März 1512. Stiftsarchiv St. Gallen K. V. Z. 47. Hiezu vgl. Reg. von Pfäfers Nr. 869 (Regesten der Archive d. Eidgen. I. Chur 1854). Genauere Nachweise werden wir gelegentlich unseres Verzeichnisses der Notare der bischöfl. Kurie geben.

[3] Jak. Bappus, lic. jur. stud. 1505 in Freiburg i. Br. als Pfarrer von Rankweil, ebda. Pfarrer bis 1529. *Vasella*, p. 177, Nr. 60.

[4] 13. Juni 1518.

Jeronimus Bappis divinorum cooperator in Rannckhwil dudum fuit amonitus et a divinis suspendendus ad instantiam sigilliferi R^mi domini nostri Curiensis, deinde ad octo dies nunc elapsos huiusmodi divinorum suspensionis sententiam interpellavit sub spe sistendi, fideiussorem et sufficientem caucionem prestandi, huiusmodi tamen caucionem in termino statuto non prestitit fideiussoribus roboratam. Quare vobis mandamus, quatenus ipsum, quem propterea presentibus absque ulla dilacione a divinis suspendimus, suspensum publicetis et denuncietis. Datum Curie die tercia julii anno domini etc. XVIII.

Exekutionsvermerk von d. Hd. d. Pfarrers: « Execucio facta est per d. Jacobum Bappus plebanum in Ranquil dominica IIII^ta post octavas corporis Christi anno etc. XVIII [1].

Vermerk des Sieglers: « Non est absolutus nisi ad effectum cursorie in causa appellacionis inter Teschenmacher [2] et d. Michaelem Schmid vicarium [3]. Idem absolvit quantum ad actum cursoris, stante suspensionis sententia. Similiter procreavit prolem, de quo nullam obtinuit absolucionem. Actum in julio anno 18 et est profecto irregularis.

Nr. 12. [Sennwald vor 3. Nov. 1518] [4].

Jakob Pösch, Frühmesser in Sennwald [5], *bittet um eine Absolution.* [Or. Pap. Siegelspuren.]

Jacobus dicit salutem Andreę sigillifero R^mi. Lieber her! Min vertrüwen ist zu üch. Mir ist not ainer absolucion. Die schikend mir. Bitten ich temütig. Wil üch redlich zallen. Date veniam. Ex rapto cepi.

Jacobus Bösch fautor eius et amicus.

[1] 4. Juli 1518.

[2] Anton Teschenmacher, zumeist bezeugt unter dem Namen Rilich, ist Inhaber der Pfarrpfründe in Schlins 1522-1523 und Göfis 1521-1535, Domherr seit 1528. Mag. artium von Leipzig. *Vasella*, p. 176, Nr. 57. Der Name Teschenmacher findet sich belegt FB 450, 459.

[3] Michael Schmid aus Feldkirch war 1509-1510 Notar der Universität Freiburg, erstmals als Generalvikar bezeugt 2. März 1512. Or. Pg. Stiftsarchiv St. Gallen K. V. Z. 47. Bekleidete in der Folge verschiedene geistliche Ämter. Darüber s. *Vasella*, p. 174, Nr. 45. Den hier genannten Prozeß vermögen wir vorläufig nicht nachzuweisen.

[4] Vgl. Brief Nr. 13.

[5] J. Bösch, bzw. Pösch, studiert 1511 in Basel, als Geistlicher, und ist Kaplan des Freih. Ulrich von Sax in Sennwald 1514-1523. *Vasella*, 162 f., Nr. 415.

Adresse: Venerando viro non tam docto quam morato, domino Andreę Gablon sigillifero domini nostri, amico suo.

Nr. 13. Chur, 3. Nov. 1518.

Andreas Gablon, bischöflicher Siegler, mahnt Jakob Pösch, eine Absolution einzulösen.

[Or. Pap. mit Siegelresten.]

S. P. D. Lieber herr Jacob! Ir hapt mir verruckhter zit umb ain absolutz super procreacione prolis seu publice fornicacionis [1] geschriben. Haben ir nach mals nit genomen. Wundert mich, was die ursach sy; dann wo üch das khind geben wer oder ascribirt unnd ir deshalb ab ordinario in foro contencioso [2] kein absolutz erzaigtind, wurdend ir dem fiscal zů Chur nit enntrinnen. Hierumb sind in gůtem gewarnet. Valete! Datum Chur die III novembris anno domini etc. XVIII.

Andreas Gablon sigler zů Chur.

Adresse: An herr Jacob Pöschen frühmessern im Sennwald etc.

Antwort von Jak. Pösch [3].

Lieber her sigler! Nach der kurtze ich han confitiert her Hansen Koffman zu Velkirch [4] in der fasten uff die gnad und bin absolviert uff gnůg tůn minem ordinario. Das will ich flissig tůn unnd darum so tůnd alweg, als ich uch vertruw. Valete.

Non est quod rogare volui [5].

Ebda. ist zu berichtigen, daß besagte Inquisition von Pösch « super certis fidei articulis » zeitlich nicht fest datiert werden kann; den Akten gemäß hat sie vor Dez. 1523 stattgefunden.

[1] Damit ist wohl die im vorhergehenden Schreiben erbetene Absolution gemeint.

[2] Forum contenciosum im Gegensatz zum forum consciencie, die gerichtliche Absolution im Gegensatz zur sakramentalen Absolution.

[3] Diese Antwort schrieb Pösch auf obigen Brief des Sieglers, der somit in dessen Hände zurückgelangte.

[4] Hans Kaufmann vermögen wir nicht nachzuweisen. Jodocus K. ist Pfarrhelfer in Feldkirch 1521-1522. *Vasella*, p. 173, Nr. 38.

[5] Auch diese Bemerkung stammt von J. Pösch. Ob Pösch sich weigerte, die gerichtliche Absolution einzuholen, ist nicht recht klar. Solche Weigerungen sind öfters vorgekommen, auch aus Rücksicht auf die damit verbundenen Gebühren.

Nr. 14. [Tiefenkastel], 26. April 1519.

Zahlungsversprechen des Sebastian Schmid zu Tiefenkastel[1].
[Or. Pap. o. Siegel.]

Min willyg dienst unnd alleß gůcz, waß ich all zit eren libß unnd gůcz wermag, ist all zit mit üch berait zů vor an. Liber herr sygler! Ich schick üch ein guldin uff rechten rechung unnd will üch pitten, daß ir so woll wellen tůn unnd mit schaden wellen uf triben biß uff nest Churer kilwye, so will ich zů üch kumen unnd üch frintlichen zallen unnd uß richten. Nit me dan gott sich mit üch. Der geben ist am zinstag in ostren fyrtagen im 1519 jar.

Von mir Sebastianuß Schmid zů Tyfenckasten.

Dorsalnotiz von A. Gablon: Jann Ponschella portavit 1 florenum in moneta nil valente die mercurii pascatis a° 19, quem restitui nec acceptare volui a debito Bastian Schmid.

Nr. 15. [Silberberg, Juni 1519][2].

Melchior Thoma, Pleban in Silberberg[3], *gibt Auskunft über Schuldner.*
[Or. Pap. ohne Siegel.]

Debite reverencie cum famulatu necnon omnibus meis cum[a] serviciis quicquid ea melius. Magnifice domine sigilifer! Flagito etc. Hinc est, quod mandatum agravacionis et reagravacionis venit contra Margretam Tôntzi et eius tutores et rerum gestores. Da sag ich, das die Margreta nit ist im land und ways nit, wo si ist noch ieri frůnd[4] und ieri tutores oder rerum gestores; den sie hat an hallerwert nit. Si hat wol an vogt gehebt, do si hat koret, haist Meng Vallaster. Der ist nit in miner pfar. Der ist kantlich, das år das pfund pfennig hab empfangen und spricht, år hab ůwer wůrd das gåben. Darnach her

[1] Sebastian Schmid, als Gast in Tiefenkastel genannt, bürgt für Jakob Lysch und Georg von Müstail und schuldet 1 lib. 4 ß. 30. Jan. 1520. Bis zum 28. Nov. 1521 zahlt er alles. FB 644.

[2] Diese Datierung fußt auf dem aktenmäßigen Eintrag. M. Thöntzi aus Silberberg schuldet 2 Gulden aus einem Eheprozeß mit Georg Nuggil. 23. Sept. 1518. FB 510. Im Brief selbst ist der St. Johannes-Markt erwähnt, auf welchen Zeitpunkt sich der Pleban Bericht vom Siegler erbittet. Das Schreiben darf also mit einiger Sicherheit auf Juni 1519 datiert werden.

[3] M. Thomas, auch Thoman, Thome, ist Pleban in Silberberg 1510-1523. FB 515, 518 f., LH 72 b. RTr 5 b.

[4] Fründ = Verwandte; s. Schweiz. Idiotikon I, 1303.

Cristoffel Visils [1] halb, da ways ich nit, das mir kayn amonitz komn sey. Der Michel [2] spricht, ich sey do im salb glâgen und ist die kranckhat der pestelentz in miner pfar gesin, das âr das gâlt nit hat kûnnen erforderen. Darum bit ich ûwer wûrd, das ier mier in santi Hans marck [3] bericht weltind gâben, wie ich mich sôlle halten; den ich wôlt gern mines gnâdigen herren, och siner gnaden diener mandaten zû aller zit korsam sin und undertenig.

Melchior Thome animarum curator im Silberberg.

Adresse: He litere spectant prehonorandissimo domino sigilifero ad manus.

Dorsalnotiz (von A. Gablon): Instructio plebani in Silberberg contra Margaretham Dönntzj.

Nr. 16. Bludenz [14. Juni 1519] [4].

Johannes Vetter [5], Anwalt des geistlichen Gerichts, empfiehlt Christian Steimer als Bürgen.

[Or. Pap. Siegel aufgedr.]

Se comendat. Honorabilis et amicissime domine Andrea! Presentium lator hodie me convenit cum matre aut verius noverca et cum

[1] Christ. Fisel von Nenzingen ist Benefiziat in Silberberg 1510-1513, 1515-1516 Pfarrer in Schaan, Benefiziat in Silberberg 1518-1521, Kurat in Vandans 1521-1523. RI 59, 88 f., 313, CTr 3 a.

[2] der Bote Mär.

[3] St. Johannes-Markt.

[4] Das Jahr ergibt sich aus den aktenmäßigen Einträgen. Chr. Staimer «de s. Anthonio prope Pludennts» schuldet einen halben Gulden für Absolution wegen Angriffes gegen einen Geistlichen. 26. Nov. 1514. FB 511. Georg Lampart «alias Selffa» aus Bartholomäberg schuldete 7 ½ Gulden aus 2. Eheprozeß mit Anna Durigin, Tochter Ludw. D. Für Lampart ist nun Chr. Steimer Bürgschaft eingegangen. 4. Juni 1519. Auf den Brief Vetters wird hier Bezug genommen. FB 543. Anna Durigin erwirkte sich in der Folge die Erlaubnis zum Eintritt in einen Orden und schuldete hiefür 10 Gulden. 5. Nov. 1519. Über Jörg Lampart s. FB 542, 545, 48, 555 f. Chr. Steimer schuldet mit seiner Frau Dorothea Fanieri 2 Gulden für Dispens vom Ehehindernis 4. Grades aus Blutsverwandtschaft, in dessen Unkenntnis er geheiratet hatte. 21. Febr. 1522. FB 526.

[5] J. Vetter studierte 1515 in Erfurt, wo er vielleicht auch den Magistergrad erworben hat. Er war Prokurator der bischöfl. Kurie; ein Plädoyer ist uns im Appellationsprozeß von Scanfs 1523-1524 erhalten. M 61 bischöfl. Archiv; ferner war er in Feldkirch Schulmeister. s. *Vasella*, p. 45, 108.

Crystanno Staymer, divite admodum rustico. Hii ambo me impense rogaverunt, ut se erga vestram humanitatem commendarem pollicentes solenniter se singula et omnia expedituros, quicquid presentium lator V. H. debeat aut pro singillo et expensis iudicii sit debiturus in causa sua vobis admodum nota. Si res mea esset, fiderem, etiam si maioris ponderis et momenti esset quam presens sit. Denique si quid ego possem, me similiter obligarem, sed scio rem talem esse, ut non sit multum timendum. Interim me V. H. plurimum comendo. Ex Pludents altera die post pentecostes. Valeat noster Georgius [1] cum tota familia, similiter magister Joannes Maruck [3].

Vester Joannes Vetter.

Fęcit ut mandavit dominus sigillifer.

Adresse: Venerabili et prędstanti viro domino Andreę Gablon
R^mi nostri Churiensis sigillifero, domino suo observan*dissimo*.

Dorsalnotiz Gablons: Obligacio Martini [!] Stainmer pro Jörg Lampart.

Nr. 17. [Trimmis], 4. Febr. 1520.

Joh. Sporer, Frühmesser in Trimmis [2], bittet um Zahlungsaufschub und Interpellation.

[Or. Pap. o. Siegel.]

Jesum pro salute! Venerabilis domine! Ego transmitto vobis medium florenum. Michi pro hac vice non sunt numi et peto propter deum mecum interpellari tantum ad sex dies. In illis diebus per me metipsum comparebo alteram partem floreni presentando sine dubio. Ego saltem hodie comparuissem, sed oportet me versus montem Sayes [4]

[1] Möglicherweise ist hier der Notar der bischöfl. Kurie, Georg Hoffischer aus Memmingen gemeint, genannt «clericus coniugatus Augusten. dioc. sacris apostolica et imperiali auctoritatibus publicus et curie episcopalis Curiensis notarius collateralis». 1519, 8. Sept. registr. unter 10. Dez. 1518. Bischöfl. Archiv Chur, ebda. Urk. 4. Febr. 1521, 21. Nov. 1521.

[2] J. Marugg studierte 1511-1512 in Paris und erwarb hier den Grad des Magisters artium. 18. Jan. 1517 vorübergehend als Fiskal eingesetzt, seit 1519 Prokurator der bischöfl. Kurie. *Vasella*, p. 163, Nr. 420.

[3] Joh. Sporer von Trins war vor 1514 Pfarrer in Peist, Pfarrvikar in Trimmis 1516-1520, Leutpriester in Zizers vorübergehend 1522, 1522-1523 als Frühmesser in Trimmis. FB 49, 53, 148, 1148. DG II 1 a, 8 a.

[4] Says, am Berg ob Trimmis gelegen.

cum sacramento. Si quid alterum nihil habuero in mandatis in crastinum inmitto me divinis sub spe interpellacionis. Datum 4 die februarii anni etc. 20.

Joannes Sporer das arm blůtly.

Adresse: sigillifero.

Nr. 18. Feldkirch, 22. März 1522.

Georg Mathen, Pfarrhelfer in Feldkirch [1], *berichtet über sein Vorgehen gegen eine Schuldnerin.*

[Or. Pap. Siegelreste.]

S. D. Honorande domine Andrea! Litteras vestras ad me transmissas legi, quibus continebatur vestra erga me petitio [a], ut Barbaram Gresin [2] de Pregantia, nunc uxorem Johannis Dotzman, adirem et in causa sollicitarer. Quod et diligenter feci; mox enim visis litteris vestris prenominatam Barbaram accessi et litteras vestras ei declaravi et vestram fidelem erga fiscalem intercessionem exposui et alia omnia in litteris vestris conprehensa, quibus singulis enucleatis respondit, vobis satis constare de eius paupertate. Pro mulcta tamen pro suo excessu infra biennium quinque florenos *Renenses* successive, cum facultas sibi suppetierit, velle ad fiscum camere episcopalis dare et se debitricem constituere et omnem operam quam possit adhibere, ut I lib. d. pro iuribus iudicii preter mulctę summam Michaeli Mer nuncio vestro post pascha reddatur etc. Valete in Christo. Raptim in Velkirch feria tercia post dominicam Letare anno 22 etc.

Georgius Mathen cooperator in Velkirch etc.

Adresse: Honorando viro domino Andreę Gablon sigillifero Curiensi semper precolendo etc.

[a] Ms. petio.

[1] Georg Mat ist Benefiziat in Bludenz 1508-1513, 1513-1518 in Ludesch, seit 1518 Pfarrhelfer in Feldkirch. RI 11, 79, 95.

[2] Barbara Gresin hatte in Prozeß wegen Eheversprechens mit Franz Kehr von Levis gestanden und war, ohne das Urteil des geistlichen Gerichts abzuwarten, die Ehe mit Johannes Dotzman eingegangen. Nach der alten Taxe hätte sie 10 Pfund bezahlen müssen, doch wurden nur 5 lib. vereinbart. Es wird in den Akten ausdrücklich auf diesen Brief verwiesen: « uti in litteris confessati dom. Georgii Mathen divinorum cooperatoris in Veltkirch ». Auf Verwendung der Ratsherren der Stadt Feldkirch werden der Schuldnerin nachträglich 3 Gulden nachgelassen. Ihre Schuld bezahlte sie bis Juni 1524. Vgl. FB 442.

Dorsalnotiz von der Hand Gablons: Confessatum Barbare Gresin, uxoris Joannis Dotzman, in Veltkirch pro V fl. R. ad fiscum infra biennium. Actum anno 22.

Nr. 19. [Montafun], 12. Mai 1522.

Gordian Köberle, Pleban in Montafun[1], *bürgt für seinen Vetter, den Geistlichen Georg Tannschott. Auskunft über eine Schuldnerin.* [Or. Pap. Siegelreste.]

S. D. Erwürdiger her sygler! Als ich nechst verschiner zyt zů Kur byn gewesen und gedacht hab mines vetteren her Jörgen[2], hab im überantwürt üwer geschrifft und inter cettera in überkomen, dz er mich erbetten hat, dz ich sin bürg und üwer schuldner bin worden, als umm die schuld, wie ier im sy mit üwer hand by mir geschryben hond. Doch sub ea condictione, mich nyt über yllen, sunder wen der Michel[3] kumpt, zöger diß brieff, alle mal geben ain tayl, so vil ich vermag, byß ier bezalt werdend. Söllichs bezüg ich und bestetz mit miner aignen hand geschrifft. Datum 12 die maii anno etc. 22.

Item von der Agnes filie Tschan Liephars[4]. Die ist niemant wayst wo, aber ich hab dz mandat exequiert, aber hab dem Michel gesagt, also ze tůn uff üwer wol trüwen und tunck mich, es sy wol für üch, wan der vatter schuldner und bürg wel werden und üch byß herbst bezallen, so wel ich den proceß nyt verkünden. Wil aber er nyt, wyl ich tůn nach lutz processß. Datum ut supra.

Gordianus Köberle, plebanus
divę virginis Marie, vester totus.

Adresse: Honorabili viro domino N. sygilliffero R^mi domini nostri episcopi Curiensis ad manus hee littere presententur.

Dorsalnotiz Gablons: Caucio domini Gordianj Köberli plebani ad beatam virginem in Montafon de anno 22 pro d. Jeorgio Tannschott data.

[1] Studiert 1513 in Freiburg i. Br., ist Kurat in Vandans 1515 f., Vizepleban ebda. 1516-1518, Pfarrer in Montafun 1521-1523. *Vasella*, p. 165, Nr. 431.

[2] Georg Philippi alias Tannschott studiert 1471 in Basel, ist Pfarrer in Montafun 1500-1522, Gest. 1522. *Vasella*, p. 138 f., Nr. 160.

[3] Mär.

[4] Tschan Liepharts Tochter Agnes in Vandans hatte einen Eheprozeß mit Bernhard Walther von Nürnberg und schuldete hiefür 3 Gulden. 27. Nov. 1520. FB 547.

Nr. 20. Altenstadt [Jan. 1523][1].

Pfarrer Ulrich Mayer in Altenstadt[2] *berichtet über verschiedene Schuldner. Klagen über das Vorgehen des Sieglers.*

[Or. Pap. Siegelspuren.]

S. P. dicit. Quis tandem alteri sit importunior : aut ego vobis sive vos mihi in mittendis mandatis et litteris in causa Jodocj Beck[3], non facile judicaverim. Siquidem mecum ipse persepe deliberavi cavendum deinceps, ne inextricabilibus suis negociis involverer. At me nimis facilem suis importunis querelis semper vincit. Miseret sane me hominem iam decrepitum tot calamitatibus et erumnis jactari. Misi nuper tempore adventus ad vos litteras longiores forte, quam vobis occupatissimo congruerent, quibus nomine suo rogaveram, ut contenti multo ere, quod pro absolucionibus expendit ab ulteriore censsura, jam tandem contentus cessaretis. Ita enim scribendum mihi conmiserat. Preterea cerciorem me a vobis reddendum pecieram : si huiusmodi preces suas admittere dignaremini an minus, ut docerer, quid in futurum elapso termino 30 dierum mihi agendum foret, an intrusionis mandatum publicandum an minus, ne suis periculis involverer. Sed nescio, an huiusmodi littere vobis reddite sint. Nullum enim responsum a vobis obtinui. Itaque pro pristina inter nos necessitudine rogo, ut me moneatis vel brevissimo verbo, quid faciendum decreveritis, ne tandem ego negliens [!] aut certe contumax accusari possem. Ceterum quum mihi mandatum contra Wilhelmum Payer[4]

[1] Im Datum liegt ein Verschrieb vor. 27 kal. februarias ist unmöglich. Denkbar wäre 17 kal. Sicher ist das nicht zu entscheiden. Der Wegzug von Wilh Payer in die Pfarrei Bendern ist nach dem Eintrag vom 26. Nov. 1522 vermerkt. FB 427. Vgl. die folgenden Anmerkungen. Aus ihnen ergibt sich, daß ein späteres Jahr wohl kaum denkbar ist und daher die Ziffer 27 kaum auf das Jahr gedeutet werden kann.

[2] Pfarrer Ulrich Mayer studiert 1482 in Leipzig, wird 1493 Magister artium, 1498-1503 Kaplan in Feldkirch, 1521 spätestens Pfarrer in Altenstadt. Aus der Eingabe der Gemeinde Altenstadt gegen das Domkapitel von 1526 geht seine Beliebtheit in der Gemeinde hervor. M 226 bischöfl. Archiv Chur. Dieser Brief ist ein Zeugnis auch der sprachlichen Gewandtheit des Pfarrers. *Vasella*, p. 172, Nr. 27.

[3] Jodocus Beck « de Gisingen ex Altennstat » schuldet 8 ß. 8 d. für 2. Exkommunikationsurteil, gefällt für den Prokurator des Siechenhauses in Lefis und die Nonnen in Valduna. 17. März 1521. FB 426. Schuldet 18 ß. für 3. Urteil, ergangen für Christoph Gablon, den alten, und Christoph Stainhuser, den neuen Pfleger des Siechenhauses. 12. Dez. 1519. 8 ß. für 2. Urteil für die Nonnen in Valduna und Christ. Gamps in Feldkirch. l. c. 431.

[4] Wilh. Payer von Tosters und Clara Örin von Fräsch, Pfarrei Altenstadt, schulden 2 Pfund aus Eheprozeß gegen Joh. Simon von Schaan, Bürger von

et Claram Örj pedellus Michael daret, contradicebam ad me pertinere. Aderat a casu quidem frater plebani in Bendren, qui econtra contendebat considere ipsos intra fines parrochie mee. Cessi contencionibus dubitans, si forte errassent, a quibus audieram, habitacionem suam non consistere intra terminos parrochie. At postea vocatis quibusdam incolis istius loci certo edoctus sum predictos Wilhelmum et coniugem suam habitare intra fines ecclesie Bendern ac perinde excommunicacionem sive monicionem vestram, ut me signasse recordor, non sum executus, quod vobis significare volui, ne incassum ulteriores processus sequantur. Bene valeat dominacio vestra. Ex Altenstat, 27 kal. februarias.

Vdalricus Mayer.

Adresse: Domino sigillifero Curiensi.

Nr. 21. [Luzein, nach 11. Nov. 1523] [1].

Kaplan Johannes Wolfray in Luzein [2] reklamiert seiner Zahlungen wegen und berichtet über den Wohnsitz etlicher Schuldner.

[Or. Pap. ohne Siegelspuren.]

Erwirdiger herr Andreas! Wie wol ich exequiert hon in namen aller, doch so ist under denen nun Jacob Malteß [3] by mier. Und ich: do bitt ich, haben [a] terminum, als ich wol hoff an uwer wurdi, ich will och ain ghorsamer sin.

Ich find in uwer register nun, dz ich hab geben 1 dick d. So han

[a] Diese Lesart erscheint uns nicht ganz sicher, doch ist sie sinngemäß. Der Brief ist mit bleicher Tinte geschrieben.

Lindau. Cl. Öri gab beiden das Eheversprechen. Daher schuldet sie 2 Gulden als Strafe. 21. Jan. 1520. Sie schuldet 10 Gulden, wie im Fiskalbuch aufgezeichnet. Beide sind nach Bendern gezogen. Dazu stimmt, was Pfarrer Mayer berichtet. FB 427; s. auch 352. 1523 Juli 10: Rechnung mit W. Payer unter Bendern. Schuldet noch 10 Gulden 5 ß. Kosten für 12 Prozesse, die Gebühren für verschiedene Absolutionen während 4 Jahren nicht eingerechnet. «Pauperrimus est». Einen halben Gulden bezahlte er noch im Dez. 1523. FB 354.

[1] Die Datierung ergibt sich aus den Angaben über Jakob Malthess von Luzein, dessen Eheprozeß am 13. Mai 1523 entschieden wurde. Die im Brief erwähnte Zahlung vom 11. Nov. fällt wohl ins Jahr 1523.

[2] Joh. Wolfray ist als Kaplan in Luzein bezeugt 1516-1523. RI 15, 203. FB 116, 119, 125.

[3] Jak. Malthess von Luzein hatte einen Eheprozeß mit Menga Grassin von Valzeina, «nunc hincinde per vallem Pratenne vagans, eciam Lucein et Genatz plerumque moram ducens», wegen Ehehindernisses aus Schwägerschaft 3. Grades. Die Ehe wurde nichtig erklärt, laut Urteil vom 13. Mai 1523. FB 109 unter Valzeina, 119 unter Luzein.

ich 1 dicken Martini gschickt by herr Peter Banül [1], aber ainnen hat herr Peter Banül in minem namen geben dem Michel bott Pauli [2] zů Küblis. Des ist der bott contentt und dem notary han ich sines och uß gricht. Umm dz übrig thůnd dz best, so bald ich vermag, wil ich es ußrichten. Aber der indutz [5] halb, wie sich ander caplonn halten, will ich aber min obren erkennen.

Item Jan Hermann ist zů Schiers [3].

Die Grassin zů Falzenen [4].

Die Bůtzi zů Ragatz [5].

Johannes Wolfray in Lutzen.

Adresse: Domino suo Andree, sigillifero Celsissimi.

Dorsalvermerk des Kaplans: Jacob Malteß bitt, so bald er mug, wel er och sich mit uch vergůtten.

Nr. 22. Beyers, 11. Nov. 1524.

Andreas Bell, Kaplan in Bevers [6], verspricht zu zahlen und bittet um Nachsicht.

[Or. Pap. Siegelreste.]

[1] Peter Banül, auch Imhag genannt, ist Benefiziat in Valzeina 1520, Kaplan in Küblic 1521-1523. RI 8, 24, FB 119, LH 15 b. Später Pfarrer in Schiers, nach 1544 Pfarrer in Seewis i. Pr., 1548 kurz vor seinem Tode Abt von Churwalden. So nach P. *Gillardon*, Gesch. d. Zehngerichtenbundes. Davos 1936, p. 95, 97, hier P. Penüll genannt.

[2] Indutz = Induziengebühren; s. einen Aufsatz, Joh. Comander in dieser Zeitschr. 1932, XXVI, 113 Anm. 5. Dieser Begriff wird oft falsch verstanden. Vgl. z. B. *P. Albert*, in: Aus Geschichte und Kunst. Festschrift Rob. Durrer. Stans 1928, p. 263, wo « induciae » als Gebühren für Absenzen gedeutet werden. In Wirklichkeit sind sie eine Gebühr für Zulassung zur Seelsorge an amoviblen und nicht bestätigten Benefizien. Sachlich entsprechen sie dem Begriff der ersten Früchte.

[3] Jan bzw. Johannes Hermann und Barbara Ruschin schulden aus einem Eheprozeß 4 Gulden. FB 100, ohne Zeitangabe. Ausführlicher ist der Prozeß aufgezeichnet FB 95. Der Prozeß ergab sich aus Schwägerschaft wegen vorangegangener « precognicio fornicaria » eines Verwandten von J. Hermann. 1520 erstmals abgeurteilt, wurde der Prozeß im zweiten Urteil endgültig entschieden und die Ehe nichtig erklärt. 8. März 1522. J. Hermann hatte außerdem einen Prozeß mit Christina, Tochter Jann Christans von Fanas, in welchem das Eheversprechen nichtig erklärt wurde. 5. Febr. 1524. FB 95, 118.

[4] Falzenen = Valzeina. Zu Grassin vgl. Anm. 3.

[5] Unter diesem Namen in den Akten betr. Ragaz nicht nachweisbar, dagegen unter Luzein. E. Butzin hat 1 Gulden Gerichtskosten zu bezahlen, eines Eheprozesses wegen mit Peter Brünli alias Rofler von Jenaz. 27. Febr. 1523. FB 119, 131.

[6] Joh. Andr. Bell wird am 28. März 1500 als Kaplan in Celerina präs. Präs.-Urk. im bischöfl. Archiv Chur. In dieser Stellung ist er noch 1521 nachweis-

S. P. D. Honorande domine sigilifer! Ut paternitati vestre notum est me adhuc debere reverencie vestre undecim Renenses et unum testonum, et modo haut lateat, quod ego paternitati vestre per presentem nuncium unum renensem [mitto], et sic adhuc deberem decem florenos Renenses et 20 cruciferos. Similiter et sindici confraternitatis contribunt [!] unum Renensem. Quare, pater honorande, equidem ingentibus precibus paternitatem vestram onero, ut illos nummos grato animo acceptare velit. Insuper eciam rogo atque oro, causa dei, ne me amplius molestare velitis mandatis; nam paternitas vestra experienciam faciet me quam primum potero satisfacturum. Valete bene meque more solito amate. Datum in Biuer anno 1524 undecimo novembris.

Andreas Bell, capellanus in Biuers [a].

Adresse: Venerabili domino sigilifero reverendissimi in Chur.

Nr. 23. Muttenz, 9. Febr. 1525.

Johannes Varschon, Vikar in Muttenz [1], *berichtet über seinen Wegzug von Kerenzen und bittet um Empfehlung beim Bischof.*

[Or. Pap. Siegel zerbröckelt.]

S. P. D. Gunstiger lieber herr sigler! Uch ist villycht wol zu wissen, das ich nit mer uf Kyrentzen pin, dan ich pin abgeschydenn umm sant Joannstag etc. und was aber die ursachen sind, ist zum teil uch und voran mynem G. herren etlich ursach wol zu wissenn. Pin ietz by Basel zunechst uf einem dorf versecher nomine Muttetz. Müß mich inn armut lydenn. Pit uch diemüttiglich, myn ingedenck zu syn, ob etwa myns G. herren gnad widerum an mich dencken wurdt, alß ich hoff, ob schon nit mit eygner pfrund mich versechenn [2], sunder

[a] Die Unterschrift stammt von der Hand des Sieglers.

bar. FB 1040 f., 49 f. LH 46 b. Er wird auch als Kaplan der s. Jakobsbruderschaft in Bevers für 1521 genannt. LH 50 b.

[1] Joh. Warschon, hier Varschon, auch Farschen, stammt aus Nördlingen, der Heimat Bischof P. Zieglers. Er wird als Pleban in Kerenzen in den Jahren 1509-1521 genannt. RI 34, 243. LH 55 f. FB 277. Nach der im Brief gemachten Anspielung hätte er die Pfarrei um den 24. Juni 1524 verlassen.

[2] Varschon ist wahrscheinlich zur Strafe der Pfründe enthoben worden, was der ganze Ton des Briefes vermuten läßt. Über die Umstände dieser Maßregelung wissen wir allerdings nichts. Zwingli hat mit Varschon in seiner Glarner Zeit persönliche Beziehungen gepflegt. Er beruft sich ausdrücklich auf Varschon. Vgl. darüber *K. Gauss*, Die Beziehungen Zwinglis zu den Pfarrern des Baselbiets. Zwingliana III (1913-1920), p. 386 f. Auf Grund dieses Briefes müssen im übrigen

zu diennen, biß es besser mocht werden. Liesß mich solchs uf myn eygen kostenn wissenn, wo es darzu kem und myn G. herr myn begeret. Pit uch, pring*end* und zeygend solchs an synen furstlichen gnaden. Item die von Mürg von der pet pücher [1] wegen hönd mir nüt wollenn geben, weder mit noch on recht etc. Pit uch, lasß mich uch befolchen syn. Darmit got befolchenn. Datum zu Muttetz by Basel ipsa die Appolonie virginis anno etc. 1525.

Joannes Varschonn etc. vicarius in
Muttetz prope Basileam etc.
vester paratiss*imus*.

Adresse: An den sigler zu Chur etc. mynem insunders lieben herrenn zu antwurtten.

Nr. 24. [Reams] s. d.

Georg Textoris, Pleban in Reams [2]*, bittet um Absolution der Kirchenpfleger der Frühmesserei.*

[Or. Pap. ohne Siegel.]

S. P. D. etc. Lieber her sigler [a]! Thůnd so wol und gend denen ein absolutz, scilicet sindici nostre primissarie seu capellanie, wan ich waist worlich nit, dz sy durch mich excomunicier syend, wan der padel [3] ist zum nesten nit by mir gsin und darum thůnd so wol und gend yenen yetz ein absolutz etc.

Jorius Textoris plebanus in Riampß
vester totus.

Adresse fehlt.

[a] Nach Or. wäre ev. zu lesen: lieberr herr siglerr.

die dortigen Angaben über den Aufenthalt Varschons berichtigt werden. Es ist nicht ausgeschlossen, daß Varschon auf Grund seiner Bitten in die Diözese Chur zurückgekehrt ist. *Gauss*, l. c., meint, sein Wegzug von Muttenz falle vermutungsweise in das Frühjahr 1525, vielleicht erst 1527. Jedenfalls darf angenommen werden, daß Varschon als anfänglicher Anhänger Zwinglis hervorgetreten ist.

[1] Das sind die Breviere, die sog. «libri horarum», die Bischof Paul Ziegler 1521 in Augsburg bei Ratolt neu auflegen ließ, und die an sämtliche Geistliche geliefert worden sind. Vgl. LH.

[2] G. Textoris von Reams ist Pleban in Reams 1510-1524, zwischenhinein wird er als Kaplan in Weesen genannt. FB 9, 661 f., 664 f., 670, 79, 88. RI 34, 124.

[3] lies Pedell.

Nr. 25. s. l. et d.

Ein Geistlicher aus dem Calancatal[1] *beschwert sich für einen Schuldner über falsche Rechnungsführung.*

[Or. Pap. ohne Siegel.]

Jesus Marie!

Post scripta vidi litteras vestras, quibus cupiebatis informari de nomine cuiusdam, qui misserat unum scutum pro debito camere. Ille vocatur Henrichus Zazini de Callancha, qui multum conqueritur, quod im presentia mei predeccessori exbursavit in duobus vicibus quattuor Renenses. Ex quo debetis diligenter librum vestrum examinare, quia sufficit uni semel solvisse et non bina vice et hoc pro debito filie eius, que fuit ab uno Joanne de Caucho de Callancha devorsiata. Item mitto testonum pro bibale in aliis litteris nominato etc. Iterum vale.

Ohne Unterschrift und Adresse.

Nr. 26. Grüsch, 26. .....[2].

Peter Finer[3] *bittet um Übersendung einer Suspension.*

[Or. Pap. Siegelrest.]

S. D. Lieber her sigler! Üwer schriben han ich enpfangen, wisst ir wol, was ich üch verheissen han, so ich dan üs dem Engadin citiert han, wen mir somlich wers üch zu benügen. Nun ist mir nütt worden undist aber zitatz exequiert worden. Nun hab ich dem vor schriber enpfolen, mir ein suspenß zemachen. Bit üch trülich, dz er mir somlichs wellend mit üwerem botten hin in fergen gen Zernetz. Wil ich redlich costung ouch ietz min schuld bezolen. Ich züch nit hinweg uff globen, dan min frow zu Chür ist bi der Schowensteininen. Ich wil uff nechst kunfftigen mitwochen bi üch sin. Datum Grusch 26.

Petter Finer *uwer* alzitt williger diener.

Adresse fehlt.

[1] Die entsprechenden Nachweise aus FB konnten nicht geleistet werden. So ist es nicht möglich, den Namen des Schreibers festzustellen, doch handelt es sich ohne Zweifel um einen Geistlichen.

[2] Das Jahr kann nicht bestimmt werden. Fraglos bezeichnet die Ziffer 26 den Tag.

[3] Ob der bekannte Peter Finer, österr. Landvogt auf Castels (1542-1556) der Schreiber ist, wagen wir nicht zu entscheiden. Möglich wäre es. Vgl. *P. Gillardon*, Gesch. d. Zehngerichtenbundes (Davos 1936). Register.

Nr. 27. [Untervaz], s. d. [1].

Johannes Schedler, Pfarrer in Untervaz [2], empfiehlt den Überbringer des Briefes für eine Ehedispens. Seine Guthaben.

[Or. Pap. ohne Siegel.]

Salus plurima, mi Andrea! Presentium lator confirmationem, quam a vicario postulavit super impedimento matrimonii, non tamen promptam pecuniam habet, rogat, eidem ad tempus usque festum Martini expectare velitis, quo possit jumen pinguia vendere, et apud nos verax ac justus habetur. Spero satisfaciet promissis etc. Item ich hör, ir sigind her Lucas selgen vogt, der sol mir 1 *gulden*, den hebend in von Jacob Webers wegen, der mir pfleg*en* hatt und schribend in mir zů.

Jo. Sch*edler* [3] tuus.

Dorsalvermerk Gablons: Obligaciones et recogniciones d. Johannis Schedlers plebani in Vnderfatz ad officium sigilli.

[1] Die im Brief genannten Personen konnten wir nicht identifizieren, daher auch das Datum des Briefes nicht näher bestimmen.

[2] Joh. Schedler ist Pleban in Untervaz seit 1519, bez. bis 20. Nov. 1523, vorher seelsorglich tätig gewesen in Felsberg, Trimmis, Zizers und Küblis, wahrscheinlich in den Jahren 1516-1519. FB 8, 46; LH 16 b.

[3] Daß es Schedler ist, ergibt sich aus dem Schriftvergleich mit der folgenden Schuldanerkennung Schedlers: «Ego Johannes Schedler plebanus in Vnderfatz propria manu scripto recosco [!] me obligare ac debere domino meo episcopo XXIII gulden VII ß. VII d. ultima ratione conclusa facta vicesima novembris anno vicesimo 3°. Johannes Schedler».

Un bellinzonese davanti al Tribunale della S. Inquisizione a Venezia.

per Giuseppe MORAZZONI, Milano.

L'arresto di un gruppo di Veneti e del bellinzonese Alessio de Tedeschi, avvenuto nell'agosto 1562 a Capo d' Istria, rivela l'esistenza e i procedimenti di una ben congegnata organizzazione che, fatti proseliti negli Stati della Serenissima Repubblica di Venezia, li inviava in Moravia ad ingrossare le fila della chiesa anabattista.

A far scoprire la trama fu proprio Alessio de Tedeschi, che per ricuperare un suo grosso credito da debitori che si accingevano ad espatriare clandestinamente, con incredibile ingenuità, si rivolse al N. H. Hieronimo Lando, Podestà e Capitano Generale di Capo d' Istria, non pensando affatto al pericolo che lo minacciava quando il magistrato veneto avesse conosciuto le cause e la natura del suo credito.

Venti anni addietro, Alessio de Tedeschi aveva praticato certo Giulio Maserada, che lo aveva presentato a certi padovani e in particolar modo raccomandato ai fratelli Buzzella, coi quali costituì una specie di società per lo sfruttamento di certi mulini di nuova invenzione, essendo le macine azionate dalla forza dei buoi; per questi mulini il de Tedeschi in compagnia dei padovani si recò a Genova, in Savoia ed in altre parti, e durante il corso di questi rapporti, i Buzzella l'indussero a prestare 80 ducati d'oro ad una società composta dai Buzzella stessi, da Francesco de la Sega, sarto di Rovigo, e dal vicentino Antonio Rizzetto «come intervenienti a nome d'una lor congregatione del ben comune in Moravia». Pentitosi del prestito, inutilmente Alessio de Tedeschi spese altri cento ducati in processi per costringere alla restituzione i debitori recalcitranti che pure inutilmente inseguì a Bassano e a Treviso.

Durante la concitata denunzia Alessio si lasciò scappare che Giulio Maserada si trovava a Venezia incarcerato per eresia: quest'informazione e l'allusione alla «congregatione del ben comune» misero in grave sospetto il N. H. Lando, che sollecitamente dispose per l'arresto del denunziatore e de' suoi debitori che furono catturati

proprio sul momento in cui stavano per porsi in salvo. I fuggiaschi, fra uomini, donne e bambini erano una ventina « imbarcati in la barca alla volta per Trieste et gia allargati dalla riva ».

Allo zelante magistrato veneto non sfuggì l'importanza politica e religiosa della faccenda, nè si lasciò convincere dalle furbe proteste del de Tedeschi e del de la Sega, concordi nel tentativo di limitare le responsabilità al contrasto pel debito acceso per la speculazione sui mulini ; il Capitano generale Lando, iniziata subito una severa inchiesta, trovò opportuno deferire accusati e accusatore alla locale Inquisizione presieduta da Monsignor Gerolamo Brazzo, Vicario del Vescovo di Capo d' Istria. Monsignor Brazzo perfezionò l'istruttoria iniziata dal Capitano generale e giunse alla conclusione che Alessio de Tedeschi era un « nemico et persecutore della fede Christiana » perchè sin dalle prime sessioni processuali gli addebiti d'indole squisitamente religiosa emersero lampanti e compromettenti.

I testi sentiti sono il Padrone della barca ad i marinai che accompagnarono il bellinzonese nel viaggio da Venezia a Capo d'Istria : durante il tragitto Alessio si compiacque di metter in imbarazzo fra Nicola, procuratore delle liti del Monastero di S. Salvatore di Venezia, suo compagno di viaggio sino a Trieste ; assai incautamente fece « insensati ragionamenti » intorno alla Confessione, alla S. Eucaristia, al Papa e alla Chiesa, burlandosi anche dei riti e dei Sacramenti. Poco credito riscuote la difesa : invano Alessio cerca di distruggere le accuse o per lo meno di attenuarne la gravità, asserendo che per certe sue infermità va soggetto ad amnesie e che inoltre « aveva il viaggio compiuto in istato d'ubriachezza aggiungendo anchora quelli della barcha si prendevano appiacere di farmi dire qualche minchionaria et pazia ». Assai compromessi appaiono pure tutti i debitori dell' Alessio, dai quali Monsignor Brazzo apprende preziosi particolari sui sistemi di propaganda, e sulla ferrea disciplina che in Moravia incatena alla setta anabattista le reclute novizie e gli adetti veterani. Ad aggravare la posizione degli indiziati contribuì pure il testo di lettere sequestrate al Rizzetto, dalle quali risulta che la propaganda, si era svolta in modo assai efficace sin dal 1559.

Ben si comprendono quindi le severe parole del Vicario vescovile e la sollecitudine colla quale il Capitano generale si affretta ad informare il Consiglio dei Dieci di Venezia : « esser loro heretici che conducevano quest'altre persone imbarcate con loro in Moravia alla detta congregatione et sono tali che non contenti d'atrovarsi loro in così

enorme errore, operano con mezzi indiretti che altri suditi di questo Serenissimo Dominio vendono le proprie sustantie et beni sui, abandonano la patria loro et se conferiscono, inviati da questi, in quelle parti et di questo modo d'operar, hanno corespondenti in molte città et lochi di questo Ser^mo Dom^o et altri alieni si come più chiaramente dal processo sopra ciò per me al meglio che ho saputo formato e d'alcune loro scriture et specialmente d'un libretto da conti et una polizza de li corispondenti ritrovati a Francesco de la Sega ».

L'eccelso Consiglio dei Dieci immediatamente « ha remesso questo caso al sacro Tribunale della S^ma Inquisizione » di Venezia che però non ebbe in suo potere tutti i componenti della comitiva anabattista : alcuni si erano diretti a Trieste dove riuscirono a sfuggire al magistrato veneto colà residente benchè sollecitamente avvertito del loro passaggio dal Capitano generale di Capo d'Istria : i transfuga, avuto sentore del pericolo « montarono a cavallo et sono andati alla volta delle parti di sopra ».

Meno sollecito alla fuga invece fu « un fiolo » di Antonio Rizzetto, che fu arrestato a Capo d' Istria.

Dai verbali degli interrogatori subiti a Capo d' Istria e a Venezia, Alessio de Tedeschi non appare certo figura di primo piano ; le sue facili ammissioni e la sollecita sconfessione delle eresie propagandate ce lo fanno ritenere uno dei tanti che con deplorevole leggerezza aderiscono alle idee nuove, perchè tali, ma senza ben comprenderle. A differenza dei coimputati Francesco de la Sega e Antonio Rizzetto, la sua personalità intellettuale è scialba, senza rilievo. Proprio fra Nicola, la vittima del viaggio fra Venezia e Trieste, interrogato a Venezia dall' Inquisitore, giunge persino a dubitare ch'egli fosse un eretico ; il frate procuratore delle liti del monastero di S. Salvatore, lo riteneva soltanto « un poco tocco » di eresia come, a suo dire, lo erano tutti gli Svizzeri del Canton Ticino. Scarse sono anche le notizie biografiche, riducentisi a sommarie indicazioni di testi, di coimputati e alle dichiarazioni fatte all' Inquisitore di Venezia, al quale Alessio de Tedeschi disse d'esser figlio del fu Agostino di Bellinzona, abitante nella villa di S. Vittore « in terra de Grisoni ». Il coimputato Nicola Buzzella, dottor fisico e chirurgo di Padova, dal quale il nostro Alessio in modo particolare pretendeva gli ottanta scudi d'oro, completa la nota biografica aggiungendo ch'egli gli aveva confessato « ch'è stato in preson per ladro et è homo de mala sorte et la profession sua è d'esser soldato ».

Un altro teste, Bernardino Cargni, caligario a S. Apollinare a Venezia, confermerà l'informazione, ammessa del resto anche dal de Tedeschi, che nel suo interrogatorio del 12 novembre asserisce d'esser stato « alfiere del Papa et portato una insegna sopra la quale li era scritto Noi defensori del l' Ecclesiastica Libertà : et questo fu alla rota de Paliano ». Durante la sua carriera militare il nostro anabattista fu anche al servizio della Republicia di Venezia, perchè fu adibito alla custodia della porta di S. Tomaso di Treviso.

Maggiori notizie abbiamo invece sugli errori e sull'attività propagandista del Bellinzonese, che durante il processo veneziano rivela dettagli assai interessanti.

La crisi di coscienza che allontanò Alessio de Tedeschi dal grembo della Chiesa risalirebbe ad una quindicina d'anni, al 1547 circa, epoca in cui si astenne dai Sacramenti, a causa delle « molte inimicizie » : cessò di ascoltare la Messa perchè a Bellinzona udì un frate agostiniano predicare che « correva excomunicatione papale contro quelli che odono o vedono la Messa di uno adultero et perchè la dove habito (S. Vittore) vi sono preti adulteri ». Nel 1552 a Chiavenna la frequenza di un ex frate agostiniano, tale Alfonso « de Voltolina », finì per traviarlo del tutto, convincendolo a negare la potestà spirituale del Papa, violentemente combattuta da quell'ex agostiniano valtellinese. Non risulta come e per mezzo di chi il nostro Bellinzonese sia stato ammesso alla setta anabattista ; a Villa S. Vittore pare che la setta anabattista abbia fatto numerosi proseliti ; nel suo primo interrogatorio Alessio ammise d'aver parlato della confessione a persona laica secondo il costume del paese, accenna al Vergerio e alla « strania moda di confessione » e agli anabattisti.

Quanto alla sua attività propagandista da testi e da confessione del reo si ha la certezza cha a Treviso Alessio avrebbe convertito alla setta lo speziale Lorenzo Zavatin e sua moglie Margherita : l'indagine fatta dal Vicario vescovile di Treviso confermò la deposizione del calzolaio Cargni tanto che Zuane Zavatin « sguizzaro », forse congiunto di Lorenzo lo speziale, fu arrestato.

Rapporti con anabattisti, de Tedeschi ne ebbe numerosi e frequenti : soggiornò un mese in Moravia e fu in relazione con Agnolo de Michele da Cento abitante a Portogruaro e sopratutto col gruppo di padovani ai quali prestò gli scudi d'oro, causa del lungo e complicato processo, dominato da Francesco de la Sega e da Antonio Rizzetto che, come scrive Padre Adriano da Venezia Inquisitore, si dimostra-

rono ostinatissimi e pertinaci sostenitori delle loro eresie : il de la Sega anzi è agressivo e polemico.

Come già accennammo, assai diverso fu il contegno del de Tedeschi, che debolmente tentò di negare gli addebiti, una volta ammessi, subito li sconfessò e ne chiese perdono. Il Sacro Tribunale si mostrò persuaso del pentimento, tanto più che nel pronunciare l'abiura il de Tedeschi si dichiarava disposto di recarsi a Treviso, a ripeterla pubblicamente onde riparare alla mala propaganda fatta durante il suo soggiorno in qualità di difensore della Porta di S. Tomaso : la cerimonia riparatrice a Treviso ebbe luogo il 10 dicembre come risulta da una lettera del Vicario vescovile trevisano.

Alessio de Tedeschi, pronunciata l'abiura, fu rimesso in libertà e fu assolto da ogni addebito il 24 novembre : ma poichè gli errori commessi e le eresie propagandate erano gravi, l' Inquisitore gli impose come penitenza di presentarsi tre volte all'anno al Vicario vescovile od all' Inquisitore della diocesi e questo per un biennio ; e in più gli impose di comunicarsi divotamente durante il tempo pasquale e di recitare quotidianamente la corona del Rosario e di udire la messa le domeniche ed un giorno feriale di tutte le settimane. Tutte queste pratiche riparatrici dovevano esser compiute durante un anno intero.

La trascrizione dell'abiura pronunciata nell'aula del Tribunale della S. Inquisizione a Venezia e ripetuta davanti al popolo nella Cattedrale di Treviso, data la sua chiarezza, ci dispensa dalla enumerazione degli errori gravi di Alessio de Tedeschi. Ecco dunque l'abjura : « Io Alessio constituto avanti vui Rev.^{di} et Cl.^{mi} S.^{ri} Giudici etc.

« Posti avanti a me li Santi Evangelii et quelli con le proprie man toccando giuro che credo con il core e con la bocca confesso quella S.^{ta} Cath.^{ca} et Ap.^{ca} Fede, qual confessa et predica et insegna la S.^{ta} Cath.^{ca} et Ap.^{ca} Romana Chiesa, et consequetemente abiuro, renovo et detesto ogni heresia di qualunque conditione o setta si sia, la qual temerariamente et falsamente si leva contra essa S.^{ta} Ro. Chiesa, et in ispecialità l'heresie nelle quali sono incorso et son suspetto vehemente et grandemente si per la conversatione havuta con heretici anabatisti, quanto per il mio straparlar delle cose della religione, come del Sacramento della Eucharistia, della Santa Messa et della Santa Confessione, per esser stato anni 15 che non mi son confessato ne comunicato, se non forse tre volte, come etiam di farmi licito del manzare carne nelli giorni della quadragesima et altri giorni prohibiti

contra li ordini della madre Chiesa, et per esser publica fama che io era heretico et specialmente di quella maledeta heresia che tiene ch'el Papa non habbi podestà alcuna et che le constutioni sue et di Sacri Concilii non giovano alla salute circa le qual cose io ho dubitato et così abiuro ogni altra et qualunque heresia et specialmente di Anabatisti come è del battesimo, della Cena, della S. Confessione sacramentale et qualunque ».

La detenzione del de Tedeschi nelle carceri dell' Inquisizione fu dunque breve, perchè iniziata nel mese d'agosto 1562 aveva termine alla fine di novembre 1562 : ben diversa fu la sorte degli altri coimputati che vi erano ancora rinchiusi nel 1564.

Riapriamo il grosso fascicolo di questo processo, diretto dall' Inquisitore padre Adriano da Venezia, solo per constatare la vasta rete di propaganda tesa dalla setta anabattista, che nei dominii della Serenissima Repubblica di Venezia aveva attivi aderenti a Venezia, a Padova, a Treviso, a Vicenza, a Portogruaro e in Valsugana, e i propagandisti non avevano rinunciato a nessuno dei postulati della setta, che colla riforma religiosa voleva conseguire mutazioni politiche e sociali tali da esser paragonati al comunismo. Ce na informa il più convinto anabattista di questo processo : il de la Sega che, dopo aver soggiornato per tre anni in Moravia e avervi sposata una grisona, asserisce « esser miglior viver di là » dove « si governamo noi medesimi ».

Giova però osservare che l'espatrio per gli anabattisti dello Stato Veneto diventava indispensabile, perchè le massime comuniste avrebbero trovato la più decisa opposizione da parte delle masse popolari, tenacemente attaccate ad un Governo che colla sua equa ed umana disciplina per lunghi secoli rese superfluo ogni desiderio di rivolta.

A titolo informativo riferiremo che nel verbale del processo condotto dal Vicario vescovile di Capo d' Istria è raccolta la notizia che la congregazione del ben comune di Moravia si componeva di 30 mila persone almeno, tedeschi, ungheresi, polacchi : gli italiani son rappresentati da padovani, vicentini, trevigiani : l'anabattista, una volta arrivato in Moravia, vi deve rimanere per sempre e se se ne allontana « non puol rehavere un bagatino se ben havesse esborsato diese mille ducati ».

Gli atti di questo processo si conservano con gli atti di altre migliaia di processi della Santa Inquisizione di Venezia, presso l'Archivio di Stato di Venezia e precisamente nella cartella 19 della serie dei « Processi della Santa Inquisizione ».

Testo della sentenza.

« Christi nomine invocato Nos etc. Pro Tribunali Sedentes et solum Deum pre oculis habentes Per hanc nostram Sententiam cum assistentia Clarissimorum D. Pauli Cornelio et D. Hieronymi Grimano procuratorum Sancti Marci et equitis, Aloysy Mocenico etiam equitis Nob. Veneti, contra et adversus Alexium de Bellinzono de et super non nullis inditiis et imputationibus hereticalibus, sibi datis ac erroribus de ore suo confessis, prout in processu latius continetur, visis eius constitutis et visis depositionibus testium nec non intellecta eius pia supplicatione tradita ad hoc Sacrum Tribunal cum promissione de nunquam recedendo a gremio Sancte Matris Ecclesie Catholice et Apostolice Romane : et per totum tempus vite sue vivere ut decet bonos et fideles Christianos, petendo humiliter veniam de omnibus erroribus sibi factis et commessis ac visis videndis et consideratis merito considerandis, Christi nomine repetito per ea que vidimus et moverunt mentem nostram, et movere poterant cuiuslibet recte iudicantis et timentis Deum dicimus, declaramus, et pronunciamus eundem Alexium relaxatum et liberandum fore et esse e carceribus in quibus nunc reperietur prout respective relaxamus, absolvamus et liberamus. Et nihil quem per aliquod tempus in Civitate Tarvisy cohabitanti et illuc non nullis in suis sermonibus ac aliis erroribus scandalum dedit, ideo prefatum Alexium penitentiamus tanquam vehementissime suspectum de crimine heresi in hunc quod sequitur modum videlicet :

Quod abiuret coram Tribunal Sancte Inquisitionis et publice in dicta Civitate Tarvisii in Ecclesia Cathedralia secundum abiurationen sibi traditam et quod per ter in anno videlicet in diebus Paschuis resurrectionis et Nativitatis D. N. Jesu Christi ac Assumptionis beate Virginis se presentare debeat Reverendo in spirituali Vicario sive Reverendo Inquisitore heretice pravitatis uti filius obedientie loci in quo repereat, per biennium et quod saltem tempore Pascalis post confessionem sibi factam Corpus Domini devote assumat ; et quod per totum circuli annum quotidie teneat dicere coronam beate Virginis ; et quod per singulis diebus festivis et Dominicalis et semel in hebdomade diebus ferialis devote debeat audire missam.

Et si premissa non obedierit uti relapsus et relapso haberi volumus atque mandamus aliis quod penis per nos et officium nostrum imponendis mulctari debere decernimus et ita penitentiandum fore et esse duximus prout penitentiamus omni meliori modo etc. Lata etc. Die 24 mensis Novembris 1502 presentibus ibidem R. D. Aloysio Scortia et Jacobo Diceo et aliis quam plurimis.

Efforts conjugués de Berne et Fribourg pour doter leurs Chapitres [1].

par Louis WÆBER.

(Fin)

La bulle du 10 janvier 1513 semblait avoir mis un terme aux tractations engagées en cour de Rome par les représentants de Berne et de Fribourg, de telle sorte que les chapitres de Saint-Vincent et de Saint-Nicolas n'auraient plus qu'à entrer en possession, à la première occasion, des biens conventuels qui leur avaient été attribués.

Il fallait toutefois s'attendre à de l'opposition : elle s'était même manifestée avant que le Saint-Siège eût pris de décision. En effet, Pierre Falk, dans la lettre, déjà citée, qu'il adressait de Rome à Fribourg, le 6 décembre 1512, faisait remarquer que les concessions qu'il avait obtenues de la part des délégués de Berne, touchant le partage des prieurés de Grandson et de Payerne, devaient être tenues secrètes, parce que le duc de Savoie, huit jours après l'arrivée des députés helvétiques à Rome, y avait dépêché, de son côté, l'archidiacre de Chambéry, afin de contrecarrer leurs projets ; mais, ajoutait notre

[1] M. Léon Kern, archiviste fédéral, et M. Louis Junod, sous-archiviste à Lausanne, ont eu l'amabilité, le premier, de nous signaler et, le second, de nous communiquer une nouvelle copie, se trouvant aux archives cantonales vaudoises, des deux bulles de Jules II que nous avons publiées dans le premier article de cette étude. Elle fait partie du fonds de l'abbaye du Lac de Joux (C III a 71). C'est une transcription sur papier, moins ancienne que celles que nous avons déjà mentionnées et utilisées, car elle appartient, à en juger par l'écriture, au début du XVII^me^ siècle. Elle présente absolument les mêmes particularités que la copie conservée aux archives de Fribourg (Geistl. Sachen. 681 I et II). Elle contient notamment les deux annotations finales renvoyant au registre pontifical dont elles sont extraites. Il est donc assez naturel d'y voir une copie du texte de Fribourg, à moins que les deux ne dérivent d'une même transcription faite à Rome. La première hypothèse expliquerait fort bien les quelques erreurs du texte de Lausanne. L'une d'elles concerne la date de la deuxième bulle : *quarto idus januarii* est devenu *quarta die januarii*, ce qui fait que le document porte, au verso, d'une main récente, cette mention : 4 janvier 1512. Nous avons déjà signalé (p. 140, n. 2) d'autres dates inexactes attribuées à cette bulle du 10 janvier 1513 : mentionnons encore celle-ci, également fautive, de l'article « Abbaye du Lac de Joux » du *Dict. histor. du Canton de Vaud* (T. I, p. 5) : le 10 des calendes de janvier — soit donc le 23 décembre — 1512.

bourgmestre, j'en ai dit un mot au pape et celui-ci m'a promis de ne pas écouter les doléances de cet envoyé et surtout de ne pas leur donner satisfaction [1].

De fait, nous l'avons vu, non seulement les incorporations sollicitées par Berne et Fribourg furent accordées au nombre de trois, puis de quatre et enfin de cinq — mais, de plus, la bulle du 20 décembre 1512 supprimait les privilèges contraires qui auraient été concédés naguère au duc de Savoie, et celle du 10 janvier 1513, plus précise, abrogeait le droit de présentation dont se prévaudrait peut-être la maison ducale, pour autant que celle-ci n'aurait pas fondé ou doté les maisons religieuses dont les biens avaient été partiellement affectés aux deux collégiales.

Cette dernière réserve était plus que suffisante pour autoriser de nouvelles protestations. Aussi, dès qu'on eut connaissance, en Savoie, de la deuxième bulle, un rapport fut adressé [2], vers le début de 1513 [3], au cardinal de Monte [4], protecteur de la maison ducale, pour le prier d'intervenir en haut lieu. C'est, faisait remarquer ce mémoire, à la

[1] « Es ist aber not das die ding heymlich gehalten werden, wann der hertzog von Saphoy, sidhar und wir hie acht tag gewesen sind, den ertzdiacon von Kambrach har geschickt hatt die sach zu wenden, aber ich hab mit dem Babst zwey oder dry wort davon geredt, der hat mir zugesagt in nit zu verhören noch vyl minder zu gewären ». Ce passage fait suite immédiatement à celui que nous avons cité plus haut, p. 129, n. 1.

[2] Reproduit dans Wirz, *Bullen u. Breven*, p. 607-09. L'original se trouve aux archives de Turin. Materie ecclesiastiche. Negoziazioni colla corte di Roma, mazzo 1 bis. Ce cartable 1 bis comprend deux choses : une liasse de nombreux actes hétéroclites qu'on a reliés en un volume, mais de telle façon que le texte d'une pièce se trouve parfois interrompu par une série de feuilles étrangères, maladroitement intercalées dans un cahier auquel elles n'appartiennent pas. Aussi, après être parvenu, non sans peine, à repérer, au milieu de ce volume, qui comprend plusieurs centaines de feuilles non paginées, la pièce qui vous intéresse, se heurte-t-on tout à coup à une nouvelle difficulté : celle d'en trouver la continuation. Ce mazzo 1 bis renferme ensuite, d'une écriture du XVIII^me^ siècle, un volume — celui-là foliolé — où sont recopiés les actes de la liasse précédente. Wirz, à s'en tenir du moins à la référence donnée par la transcription conservée à Berne, aux archives fédérales, s'est contenté de reproduire la copie (f. 142) du rapport qui nous occupe, copie d'ailleurs correcte d'un original facile à lire, ce qui ne présente par conséquent pas d'inconvénient.

[3] Wirz suppose que ce mémoire a été rédigé à Thonon, en 1512. Comme il y est toutefois parlé de l'attribution aux chapitres de Berne et de Fribourg d'une partie des biens de Romainmôtier, annexion qui ne fut prononcée qu'au début de janvier 1513, et que, d'autre part, le pape régnant est encore Jules II, qui mourut le 21 février de la même année, nous plaçons ce rapport plutôt en janvier ou février 1513.

[4] Antonio Ciocchi de Monte Sansovino, archevêque de Siponto, créé cardinal-prêtre du titre de Saint-Vital le 17 mars 1511.

suite de demandes subreptices de Berne et Fribourg que, dernièrement, Jules II a, dit-on, attribué à leurs collégiales la moitié des biens de plusieurs monastères se trouvant dans le duché de Savoie, soit : Romainmôtier, le Lac de Joux, Bonmont et Filly. Il a, de plus, réservé à ces deux églises un certain nombre de bénéfices des diocèses de Lausanne et de Genève, situés également dans les terres du duc, et il a fait, dans cinq cas encore, des concessions analogues à des étrangers. Or, tout ceci est absolument contraire au droit et aux usages, contraire aussi aux habitudes de la curie romaine et hautement préjudiciable aux intérêts de la maison de Savoie ; et c'est pourquoi il faut agir avec insistance auprès du Souverain Pontife pour qu'il révoque ces concessions. Cela s'obtient facilement lorsqu'il s'agit de décisions qui n'ont pas encore été suivies d'effet. Ce sera d'autant plus aisément accordé, dans le cas particulier, si l'on fait valoir les arguments suivants :

1. Ces bénéfices et spécialement ces monastères ont été en grande partie fondés et dotés par le duc de Savoie actuel et par ses prédécesseurs.

2. Sa maison possède des indults du Saint-Siège, confirmés par Jules II, indults aux termes desquels des étrangers ne peuvent, sans le consentement du duc, obtenir dans ses terres des bénéfices réservés à des dignitaires. Or, ces privilèges ne semblent pas avoir été abrogés, et ces maisons religieuses ne peuvent donc, *a fortiori*, être annexées à des églises du dehors.

3. Ces monastères sont situés dans les parties limitrophes du duché, d'où danger de voir lui échapper en grande partie la contrée où ils se trouvent.

4. Encore une fois, ces incorporations ont été obtenues subrepticement et à force d'instances déplacées. Que les autorités laïques, désireuses d'ériger en collégiales leurs églises paroissiales et d'y établir des dignités, puisent, pour les doter, dans leurs propres ressources[1] au lieu de démembrer les revenus de bénéfices et spécialement de monastères où les religieux sont nombreux et dont les biens, modestes, suffisent à peine à assurer la subsistance des moines, le train de vie de l'abbé, à entretenir les bâtiments et à faire les aumônes indispensables. Leur enlever la moitié de leurs ressources, ce serait obliger ces religieux à abandonner ces monastères, qui marcheraient dès lors à la ruine.

[1] Appréciation très juste. Par contre, il est faux d'affirmer que ces maisons religieuses abritaient, à cette date, de nombreux moines : on sait où en étaient, sous ce rapport, les couvents au début du XVI^me^ siècle.

5. La Chambre apostolique sera frustrée à son tour des annates et autres droits, et ceci à tout jamais, puisque, si l'union est prononcée à perpétuité, il ne se produira plus de vacance [1].

6. Enfin, il y aura une perte également pour les agents de la curie pontificale, qui n'auront plus de provision sur les expéditions à faire, étant donné que la somme indiquée pour les réserves et les annexions projetées équivaut presque à la totalité des bénéfices de ces diocèses [2].

Ce rapport n'eut pas de suite, du moins immédiate. Depuis Noël 1512, en effet, l'état de santé de Jules II s'était aggravé. Le pape gardait le lit et un dénoûment fatal était à prévoir à brève échéance.

Falk, parti de Venise vers le 11 janvier 1513, regagna Rome par Ancône et Lorette. Il était de retour dans la Ville éternelle à la fin de janvier. Le bruit de la maladie du pape, raconte notre bourgmestre, dans une lettre qu'il adressait, le 5 février, au gouvernement de Fribourg [3], s'était répandu en Italie; quelques-uns prétendaient même qu'il était mort ; et Falk de se plaindre amèrement de l'insécurité qui en résultait, dans les Etats de l'Eglise en particulier : chez ces détestables populations, lorsqu'un pape meurt, il n'y a plus d'ordre ni de justice. Les pillages et même les meurtres ne sont pas rares. Quand

[1] Wirz a imprimé vocatio. Il y a d'ailleurs d'autres lapsus dans son édition pour ces § 5 et 6. Aussi n'est-il pas inutile d'en donner ici le texte rectifié : « Quinto, hoc quoque cedit in grande damnum et preiudicium camere apostolice, que, si defraudaretur annuata et iuribus suis, ymo deperderet illa, quando essent sic perpetuo unita, cum amplius non daretur vacatio. Sexto, pariter cederet damno officialium et curalium Rome, quandoquidem non amplius de illis fieret expeditio nec curialibus aliqua provisio ; nam talis summa, in dictis reservationibus et unionibus expressa, comprehendit fere omnia beneficia dictarum diocesum. Fiat ergo, per reverendissimum dominum protectorem ducalis celsitudinis, debita demonstratio sanctissimo domino nostro, ut tam pro interesse ipsius illustrissimi domini nostri et aliorum, quam pro debito iustitie et rationis predictis, mederi velit et taliter providere, quod talia suum non sortiantur effectum. »

[2] Autre manifeste exagération.

[3] Ces lettres de Falk, qui sont d'un grand intérêt pour l'histoire de Jules II et de Léon X, ont été naguère partiellement traduites par Alexandre Daguet dans l'Anzeiger für schweizerische Geschichte, N. F. Band VI, p. 372-80 : *Extrait de la correspondance diplomatique du bourgmestre Pierre Falk, Envoyé des cantons suisses et de l'Etat de Fribourg en particulier, auprès des papes Jules II et Léon X (1512-1513)*. Zimmermann les a résumées en quelques lignes dans son *Peter Falk* (op. cit., p. 42 sq.) et R. Durer en a donné des extraits dans son histoire de la Garde suisse. (*Die Schweizergarde in Rom und die Schweizer in päpstlichen Diensten*, Band I. Luzern 1927 p. 168-171.) Il faudrait mieux cependant que des citations fragmentaires ou que des résumés parfois inexacts : ces lettres, du moins plusieurs d'entre elles, devraient être publiées intégralement.

j'arrivai à Rome, personne ne put me dire si le saint-Père était mort ou s'il était simplement malade. Ceux qui en avaient les moyens avaient pris des mercenaires à leur solde, afin de protéger leurs demeures. Je me suis rendu au Vatican quatre jours de suite [1]. Gaspard de Silenen, capitaine de la Garde suisse, me conduisit chaque fois jusqu'à la chambre attenante à celle où devait se trouver le pontife malade ; mais je ne réussis pas à être admis en sa présence, bien qu'on m'eût certifié que, lors de la visite qui a eu lieu hier, je serais certainement reçu. J'en suis venu à me demander si le pape n'était pas effectivement mort ou si son décès n'était pas du moins imminent [2]. On m'avait donné l'assurance qu'un cardinal, au courant des questions, viendrait à la 21e heure, mais je l'ai attendu en vain, pendant que, au dehors, grondait un gros orage. Je suis retourné aujourd'hui au palais pontifical, mais sans rencontrer le capitaine, qui était occupé à payer la solde à ses soldats. On m'a affirmé que, hier, le pape se trouvait mieux, qu'il avait mangé debout et donné l'ordre aux gardes de se tenir prêts, parce qu'il voulait, dès que cela lui serait possible, se rendre en pèlerinage à Lorette. Personne cependant ne prête foi à ces projets, tant que le pape ne se sera pas montré. On attend d'autre part la nouvelle lune, car il y aura conjonction la nuit prochaine. Si je ne dois pas obtenir d'audience, j'avoue que j'aimerais mieux avoir tout abandonné et être de retour chez moi ; mais chacun me prévient que, si le pape meurt avant que j'aie quitté les Etats pontificaux, j'en sortirai difficilement vivant et que je serai

[1] Cette insistance s'explique, et Falk en donne lui-même les motifs. Il tenait à voir le pape pour lui rendre compte des résultats de sa mission à Venise ; pour obtenir, en faveur de la nouvelle collégiale de Saint-Nicolas, certaines incorporations qui lui avaient été, pour le moment, refusées ; pour faire confirmer l'élection du curé de Fribourg, élu en remplacement de Löubli, et contraindre, par le fait même, celui-ci à donner sa démission ; enfin, pour demander des reliques. Au sujet du premier point Falk écrit : « umb die übrigen pfründen die uns nit nachgelassen sind, als üwer gnaden wol gesechen hatt in den bullen ». Il dit : « les bulles », au pluriel, songeant évidemment, tout d'abord, à celle du 20 décembre 1512, qui érigeait la collégiale de Saint-Nicolas (Archives du chapitre de Saint-Nicolas. Actes pontificaux, n° 8) ; puis, peut-être, à celle du même jour, qui accordait une indulgence à cette église(Ibid., n° 7 ; c'est la bulle *Ecclesiarum quarumlibet fabricis et separationibus)*, mais, plus probablement, à celle du 20 décembre 1512 également, qui concernait les monastères dont les biens étaient attribués aux collégiales de Berne et de Fribourg. Malgré tout, Falk ne semble s'être occupé qu'indirectement de cette dernière question et avoir abandonné les tractations qui la concernaient à Berne, qui en avait pris l'initiative par l'intermédiaire de Constant Keller.

[2] « Es beschach aber nit, das mir einen bösen zwyfel gab, das der Babst tod oder aber vast nach (pour : nahe) daby wär ».

du moins dépouillé de tout [1]. Et alors, n'ayant personne ici pour me conseiller et ne sachant si vous approuverez cette détermination, mais espérant toutefois que je pourrai, de la sorte, vous être utile, j'ai décidé de rester jusqu'à ce que le pape aille mieux, afin de pouvoir lui parler. S'il vient à mourir, j'attendrai la nomination du successeur, qui se fera, croit-on, rapidement, car on veut empêcher une élection de la part des cardinaux schismatiques [2]. On m'assure, d'autre part, que, lors du couronnement d'un nouveau pape, les incorporations, érections, réserves et autres grâces accordées par le prédécesseur sont révoquées si elles n'ont pas reçu au moins un commencement d'exécution [3]. S'il en est ainsi, je me présenterai devant le nouveau pontife, afin de lui demander la confirmation des faveurs déjà obtenues. On me dit que cela ne me sera pas refusé, parce qu'un pape, au début de son règne, est porté à se montrer généreux [4].

[1] « Wan der babst in mittler zyt stürb, vor und ee ich aller dingen us dem kilchen land käm, so möcht ich kumberlich mit dem läben davon komen ; zu dem minsten wurd ich geplündert und mir bis an das hambd genommen, was ich hett ».

[2] Les cardinaux français et espagnols qui, par ambition et par mécontentement à l'égard de la politique de Jules II, avaient passé au camp de Louis XII. Ils avaient convoqué à Pise un concile, qui fut transféré ensuite à Milan, puis à Asti, pour s'éteindre enfin à Lyon. Le pape avait riposté en réunissant celui du Latran — le cinquième concile général de ce nom — qui, en mai 1512, condamna solennellement le conciliabule schismatique. Les quatre cardinaux transfuges avaient déjà été, précédemment, déclarés déchus et exilés. Jules II, avant de mourir, leur pardonna, mais décréta qu'ils n'auraient pas voix au prochain conclave.

[3] Messeigneurs de Fribourg ne l'ignoraient pas : ils écrivaient, le 8 mars 1513, à un protonotaire, qui n'est pas nommé, mais qui était certainement Benoît Pontherose — il se trouvait déjà à Rome lors de l'arrivée de Falk, à la fin de 1512 — pour lui dire leur inquiétude d'être, depuis longtemps, sans nouvelles de leur bourgmestre : « Est ainsin que de longtemps navons ehu novelles de nostre dit conseillieur, que nous rend merveillieusement suspect que quelque inconveniant ne luy soit sourvenu, pource que ça bonne et leuable costume (*sic*) tousiours estoit de souventeffois nous oblecter de ses bonnes novelles, dont noz fumes merveillieusement esbhyt et si tres malri que plus nen scevons dirre (= ébahis et marris plus que nous ne le savons dire), vous certiffiant que le plus grand mal qui nous pouroit advenir, ce soit dentendre de luy quelque malheur, que tant bien et de si entier couragie nous a servue, que jamaix, au grand jamaix, asses ne le pourrions complaindre, combien que an dieu noz avons ceste esperance quil le nous auraz preserve et que soit au lieu duquel tousiours lon ne peult avoir novelles. En effectz, noz luy escrivons, noz complaignant a luy de luymesme, le priant que, plusteust quil purraz, quil sen retournez et quilz noz fasse tenir tous nous lettres des cas sudits, ensemble les confirmacions a ce correquises, puisque les choses obtenues nont point cheu leurs effectz, et ce pendant nostre saint pere le pape est alle de vie a trespas » (A. E. F. missival t. 7, f. 19^{v}.)

[4] Collection Girard, t. VIII, N° 102. Falk conclut par cette phrase : « Also muß ich leren ein cortisan zu werden über allen minen willen. »

Falk — sans que nous sachions pour quel motif, car la lettre qui en parlait est perdue — avait été arrêté et emprisonné, puis libéré. J'ai ensuite, écrit-il à Leurs Excellences de Fribourg, le 18 février [1], cherché par tous les moyens à avoir une audience ; mais je n'y suis point parvenu, bien que le comte de Carpi, ambassadeur de l'empereur Maximilien, m'eut prêté son appui. Le pape continue d'ailleurs à être si faible et si étranger à tout, qu'il eût été vraiment indélicat d'insister. On a peu d'espoir de le voir se relever. A la fièvre s'est ajoutée maintenant la dyssenterie : deux « maux incompatibles », parce que ce qui sert à combattre l'un aggrave plutôt l'autre ; et puis, à son âge, le pape ne peut plus guère supporter de remèdes. Le bruit de sa mort a de nouveau couru et, immédiatement, les menaces de pillage ont recommencé. Sa mort, heureusement, n'aura pas été brusque, car c'eût été bien pire en cas de décès subit. On prend des mesures pour empêcher les cardinaux schismatiques d'entrer à Rome. Je vais bien, grâce à Dieu, mais je suis abattu à la pensée de devoir m'éterniser ici ; dussé-je rentrer en culotte et en camisole, j'aimerais mieux cela que de devoir rester dans cette ville [2], anxieux et exposé à tant de dangers. Je n'en aurai que plus de mérites à vos yeux, et, malgré les apparences, cela finira par tourner à votre avantage. En effet, si le pape meurt, le cardinal Schiner arrivera pour le conclave et m'aidera, de sorte que j'obtiendrai, je l'espère, du nouveau pontife ce que j'ai à lui demander ; si, au contraire, Jules II guérit, le légat de l'empereur m'a promis de s'occuper de mes affaires comme si c'étaient celles de son souverain : à quelque chose malheur aura été bon [3].

Jules II mourut dans la nuit du 20 au 21 février 1513, et son successeur, Léon X, fut nommé le 11 mars. Falk, par lettre du 14 du même mois, [4] fit part au gouvernement de Fribourg de ses impressions : de la joie qu'avait suscitée, dans les milieux ecclésiastiques et laïques, l'élection d'un pape comme il n'y en avait pas eu, affirmait-on à Rome, depuis un siècle : bon, pieux, pur, pacifique surtout, dont le caractère contrastait si fort avec le tempérament emporté de Jules II, et les appréciations, si bienveillantes pour tous, avec le gouvernement trop

[1] Ibid, N° 99.

[2] « Wusst ich in hosen und wamsel heym zu kommen, so wölt ich hye nit blyben ».

[3] « Also bringt zu zytten ein schädlich ding ouch etwas frucht ».

[4] Coll. Girard, VIII, N° 59. Cette lettre a été publiée par Büchi, *Korresp. u. Akten des Kard. M. Schiner*, Bd I. p. 495-97. Durrer (op. cit. p. 171, n. 211) la date, par erreur, du 14 mars.

rigide de son prédécesseur. On a fêté l'élu durant ces trois jours avec des feux de joie qui donnaient l'impression que toute la ville était en flammes. On affirme que l'influence du cardinal Schiner a été déterminante au conclave, ce qui lui vaut les éloges de tout le monde. Le nouveau pape a pour lui beaucoup plus d'affection que l'ancien : il l'a invité à venir habiter dans son palais, lui a donné le plus bel appartement et en a fait son factotum. Falk se félicitait maintenant d'être resté à Rome, ou plutôt, remerciait Dieu de le lui avoir inspiré. Je me suis rendu, aujourd'hui même, auprès de Sa Sainteté, qui m'a dit toute la sympathie qu'elle avait pour les Suisses et son désir de ne pas leur être moins favorable que son prédécesseur. Je n'avais, poursuit notre bourgmestre, encore tout émerveillé du langage de Léon X, jamais entendu parler un si beau latin. Le pape m'a reçu en présence de trois cardinaux, parmi lesquels se trouvait l'évêque de Sion. Celui-ci le prévint que j'aurais des demandes à lui formuler et souligna les mérites que Messeigneurs de Fribourg et moi-même nous nous étions acquis, au service de Jules II et de l'Eglise, dans l'expédition contre les Français. Le pape répondit que je n'avais qu'à venir, avec le cardinal Schiner, lui exprimer franchement mes désirs et qu'il voulait honorer et remercier Vos Excellences, en ma personne, dans toute la mesure du possible. Après m'avoir enfin donné sa bénédiction, il m'invita à me relever et m'autorisa à rester là, encore deux heures, pendant qu'il accordait audience à d'autres délégués.

Falk, on le voit — il le disait d'ailleurs expressément, à la fin de la lettre que nous venons de résumer — espérait obtenir plus encore de Léon X que de Jules II.

Il ne s'était pas trompé : le 15 avril 1513, Léon X confirmait l'érection de la collégiale de Saint-Nicolas et ajoutait quatre paroisses et deux prieurés — ceux de Broc et de Rougemont — aux incorporations accordées par Jules II en décembre 1512 [1].

Le 28 du même mois d'avril, un bref réglait la question du curé de Fribourg [2], agréant la nomination de Nicolas Bugniet et contraignant par conséquent Löubli à renoncer à un bénéfice qu'il s'obstinait

[1] Bulle *Ex suscepto servitutis officio*. Arch. du chapitre de Saint-Nicolas. Actes pontificaux, nº 27.

[2] A. E. F., Geistl. Sachen 95. Falk, par lettre du 28 avril également (collection Girard VIII, nº 103), faisait part à son gouvernement du double succès qu'il venait de remporter. Il le devait, lui avait déclaré Léon X, au fait qu'il se trouvait être le premier délégué suisse qui lui eut présenté une demande.

à vouloir conserver, dans des conditions qui rendaient ses prétentions ridicules et ses exigences impossibles [1].

Par contre, la confirmation de la bulle qui nous occupe ne fut obtenue que plus tard : non pas que Berne et Fribourg eussent renoncé aux avantages qu'elle leur accordait. Berne, en particulier, loin de perdre de vue les annexions qui s'y trouvaient énoncées, surveillait l'occasion qui s'offrirait de les mettre à exécution.

La première se présenta pour le monastère de Bonmont, précisément en avril 1513. L'évêque de Genève, Charles de Seyssel, était mort en Dauphiné, vers le début du mois, alors qu'il rentrait d'un pèlerinage en Auvergne. Par décision du Conseil de Genève [2] les syndics, dans l'intention d'éviter une candidature savoyarde, prièrent les chanoines de lui donner comme successeur le plus ancien membre de leur Chapitre : Aymon de Gingins [3]. C'était un homme qui, au cours de son existence déjà assez longue — il était né en 1453 — avait réussi à se faire attribuer un assez grand nombre de bénéfices [4] et, parmi eux, le monastère de Bonmont, dont il avait été nommé abbé commendataire en 1483.

Les chanoines se plièrent au désir manifesté par les autorités de la ville : Aymon de Gingins fut élu ; mais le duc de Savoie, Charles III, avait un autre candidat : Jean, son cousin, dit le protonotaire ou le bâtard de Savoie.

Genève était mal placée pour protester, mais Berne intervient en faveur d'Aymon et, plus encore, Fribourg, qui avait eu, en 1507, maille à partir avec Jean de Savoie, alors que celui-ci, nommé vicaire général de l'évêque de Genève, Philippe de Savoie, frère des ducs Philibert et Charles III, avait fait emprisonner le syndic Levrier [5].

Dès que l'élection de Gingins fut connue, Fribourg écrivit au pape, au duc de Savoie ainsi qu'au frère de ce dernier, et, le 14 avril, à Falk, pour lui demander d'intervenir auprès de Léon X en faveur de l'abbé de Bonmont, son ami, comme il était le leur, et obtenir que son élection

[1] Cf ci-dessus, p. 127, n. 2.

[2] *Registres du Conseil de Genève*, publiés par la société d'histoire et d'archéologie de Genève, t. VII, p. 332 ; séance du 12 avril 1513.

[3] Il était chanoine de Genève, où il résidait, depuis 1481.

[4] Cf. Max. Reymond, *Les armoiries d'Aymon de Gingins* (Archives héraldiques suisses, 1919) p. 140.

[5] Cf. J.-A. Gautier, *Histoire de Genève*, t. II, p. 27 et 52, et H. Naef, *Les origines de la Réforme à Genève*, p. 62.

fût confirmée [1]. Le même jour, Berne écrivait, dans le même sens, au duc de Savoie [2] et elle décidait, le surlendemain, d'envoyer également, à ce sujet, une lettre à Fribourg [3]. Vous n'ignorez pas, était-il dit dans cette dernière, et vous pouvez au besoin vous en convaincre par l'examen de la bulle, munie du sceau de plomb, que nous vous faisons parvenir, que Constant Keller a obtenu du pape, en faveur de nos deux Chapitres, un certain nombre d'incorporations, entre autres le monastère de Bonmont, devenu maintenant vacant par suite de l'élection de son abbé comme évêque de Genève. Le moment est venu pour nous d'intervenir. Veuillez donc nous donner votre avis et désigner éventuellement quelqu'un qui puisse procéder à la prise de possession de cette maison religieuse, ou envisager d'autres mesures à ce sujet, selon que vous l'exposera le porteur de cette lettre, qui est en même temps le délégué que vous envoie notre Chapitre [4].

Fribourg répondit, le 18 avril : Nous ne savons pas si l'abbé de Bonmont, en devenant évêque de Genève, perd ou non ses droits sur les bénéfices qu'il a acquis jusqu'à ce jour ; nous nous en remettons donc à vous qui êtes plus expérimentés en ces matières et entourés des conseils de vos chanoines. Choisissez des délégués pour intervenir, envoyez-les nous et nous leur adjoindrons les nôtres [5].

Berne et Fribourg ne s'en tinrent pas là et envoyèrent, pour soutenir les droits d'Aymon de Gingins, une délégation qui se présenta au Conseil de Genève le 21 avril ; mais celui-ci se borna de répondre, diplomatiquement : si une difficulté surgit quant à la possession de l'Evêché, c'est au Chapitre, qui en a l'administration pendant la vacance, qu'il appartient de prendre une décision [6].

Berne fit alors savoir à Genève, le 25 avril, qu'elle se désintéressait de cette affaire, mais que, en tous les cas, elle ne s'opposerait pas à ce que Aymon de Gingins prenne possession de son siège épiscopal [7].

[1] Manuscrit de Guillaume de Praroman (A. E. F. Fonds Praroman) P. II, p. 95-96. Cette lettre a été publiée, avec pas mal de fautes, par Alex. Daguet, dans l'*Anzeiger für schweiz. Geschichte*, N. F. Bd. IV, p. 136.

[2] A. E. B. Ratsman. N° 158, p. 85 et Latein. Missivenbuch G, f. 418 v.

[3] Ibid. N° 158, p. 89 : « An die von Fryburg, von der gevalnen appty, als im missiftenbuch stat ». L'abbaye n'est pas nommée, mais la lettre du même jour supprime toute hésitation.

[4] A. E. B. Deutsches Missivenbuch N, f. 124 bis.

[5] A. E. F. Missival t. 5, p. 289-90.

[6] *Reg. du Conseil de Genève*, t. VII, p. 334.

[7] A. E. B. Ratsman. N° 158, p. 101.

C'est donc absolument à tort que ceux qui combattent cette candidature prétendent que, à la demande du duc de Savoie, nous y sommes opposées. Nous estimons grandement l'abbé de Bonmont et approuvons par conséquent sa nomination ; mais comme cette question ne nous concerne pas, nous entendons y demeurer étrangers [1] et la laisserons trancher selon le droit, tout en espérant qu'elle finira par trouver une solution conforme à vos désirs.

A la demande des amis de la famille d'Aymon de Gingins, qui avait des relations de parenté avec Lucerne, les Ligues suisses avaient écrit en sa faveur au Saint-Siège [2]. Le 28 avril, deux bourgeois de Fribourg : le Conseiller Jean Techterman et Jean Seitenmacher, s'adressèrent à leur tour à Falk, comme l'avait déjà fait leur ami commun, Pierre Taverney, pour le prier à nouveau d'insister auprès du Pape en faveur de l'abbé de Bonmont [3].

Berne, qui avait semblé se désintéresser de la question, écrivit, le 5 mai, une lettre très ferme au duc de Savoie : Nous apprenons que quelqu'un fait opposition à celui que le Chapitre, appuyé par toute la ville, a nommé évêque de Genève, et que vous soutenez ce compétiteur. Nous ne vous cachons pas que cette attitude nous déplaît : nous avons avec l'élu des relations d'amitié et nous intéressons par conséquent à lui comme à nous-mêmes. C'est le souverain pontife qui aura à examiner et à résoudre la difficulté qui vient de surgir, et nous vous prions de laisser, en attendant, l'élu, ou tout au moins le Chapitre, en possession des revenus de l'Evêché. Nos alliés de Lucerne et de Fribourg ont avec l'abbé de Bonmont des liens de « voisinage » et de combourgeoisie, et il est donc compréhensible que, si l'on usait à son égard de mesures de violence ou de procédés contraires au droit, ceux-ci n'hésiteraient pas à lui prêter main forte [4].

Le duc de Savoie répondit, le 7 mai : Je n'ai nullement l'intention de faire du tort à l'abbé de Bonmont et m'en tiendrai aux décisions que prendra le Saint-Siège, auquel exclusivement appartient le droit de repourvoir l'évêché de Genève, comme d'ailleurs tous les autres. Quiconque prétend s'attribuer la possession d'un diocèse, encourt les censures prévues par les canons et s'expose à perdre ses autres

[1] « Neutrales esse et haberi volumus » ; Latein, Missivenbuch G, f. 420 v.
[2] GAUTIER, *op. cit.*, p. 52.
[3] Manuscrit de G. de Praroman, P. II, p. 27-28.
[4] A. E. B. Latein, Missivenbuch G, f. 421-21 v.

bénéfices. Au reste, des combourgeois de la Savoie, loin de songer à diminuer ses droits, devraient au contraire l'aider à les accroître : « aussi avons confiance que vous n'insisterez pas »[1].

C'était dire, en termes non voilés, dans quel sens le duc entendait voir se terminer le différend. Il avait, entre temps, envoyé à Rome une délégation, et avec elle son candidat. Comme on était alors en train de négocier le mariage de Julien de Médicis, frère de Léon X, avec Philiberte, sœur de Charles III, le pape se prononça sans longue hésitation et, en date du 15 juillet, conféra l'évêché de Genève au bâtard de Savoie. Le duc, par lettre du 22 août aux gouvernements de Berne et de Fribourg, ne cachait pas qu'il était intervenu, en faveur de son cousin, auprès du Saint-Siège, qui, dans un bref, dont il envoyait la copie, avait promis d'exaucer sa requête. Depuis, ajoutait Charles III, Léon X a conféré l'évêché à Jean de Savoie, qui a reçu la consécration épiscopale à Rome et qui a pris possession de son siège, tandis que l'abbé de Bonmont, reconnaissant qu'il n'y avait aucun droit, a, à notre demande, renoncé à ses prétentions[2].

Le nouvel évêque dédommagea son rival en lui offrant une pension, et Aymon de Gingins dut se contenter de cette compensation et se consoler à la pensée qu'il conservait l'abbaye de Bonmont. Il s'y retira à la fin de ses jours et continua, après la conquête du Pays de Vaud, en 1536, à en percevoir les revenus, que Leurs Excellences de Berne voulurent bien lui laisser jusqu'à sa mort, survenue l'année suivante.

L'élection de Jean de Savoie au siège de Genève avait été combattue par Berne et Fribourg, qui suivaient avec sympathie les aspirations d'une cité à laquelle allaient les rattacher bientôt des liens plus étroits ; mais il est permis de supposer — ou plutôt certaines des lettres que nous avons résumées autorisent à affirmer — que des vues intéressées n'avaient pas été étrangères à leur attitude. Inversement, Charles III s'était peut être dit qu'en faisant attribuer l'évêché de Genève à son cousin, il conservait, du même coup, du moins pour l'instant, l'abbaye de Bonmont à la maison ducale. Ce n'était, malgré tout, qu'une solution

[1] A. E. B. Unnütze Papiere, t. 57, n° 293. Le 13 mai, le Conseil de Genève décidait de ne pas répondre, pour le moment, à la lettre de Lucerne en faveur de l'élection de l'abbé de Bonmont (*Reg. du Conseil de Genève*, t. VII, p. 338). Inversement, le Conseil de Berne remettait, le 17 mai, une lettre de recommandation, en faveur d'Aymon de Gingins, aux députés de Zurich (Ratsman. n° 158, p. 135).

[2] Ibid., n° 311.

transitoire donnée à un problème qui subsistait tout entier, pour les quatre autres monastères d'abord, et également pour Bonmont, lorsqu'un changement d'abbé s'y produirait. Ce qu'il fallait obtenir, c'était la révocation, par Léon X, des deux bulles de Jules II. Aussi bien la Savoie n'avait-elle pas abandonné les démarches déjà commencées dans ce sens au début de 1513. Nous allons maintenant, pour en poursuivre l'examen, remonter de quelques mois en arrière.

Un nouveau mémoire, anonyme et non daté, comme le précédent, fut envoyé, peu après l'élection de Léon X, au cardinal de Monte, protecteur de la maison ducale [1]. Il résumait et répétait en partie les arguments du premier rapport :

Informatio ad reverendissimum in Christo patrem et dominum, dominum cardinalem sancti Vitalis, protectorem illustrissimi domini nostri Sabaudie ducis.

Superioribus diebus, dum oratores magnificorum dominorum urbium Bernensis et Friburgensis essent apud bone memorie Julium papam secundum, per importunitatem vel alias obtinuerunt dismembrari pro medietate fructus quinque monasteriorum in ditione et dominiis prelibati domini nostri ducis existentium et uniri perpetuo ecclesiis dictorum locorum, quarum unam, videlicet Friburgensium, erexit in collegiatam, cedentibus tamen vel decedentibus modernis abbatibus. Item obtinuerunt uniri et quamplures parrochiales et reservationes de beneficiis vacaturis in dominiis prelibati illustrissimi domini nostri usque ad summam decem millium florenorum pro qualibet ecclesia.

Nunc autem, per mortem prelibati sanctissimi domini nostri, predicta que suum non fuerunt sortita effectum sunt revocata et consueverunt revocari in crastinum assumptionis novi pontificis.

Verum quia, ut accepit prelibatus illustrissimus dominus noster dux, nonnulli, parte quorum supra, nunc importune solicitant predicta per modernum sanctissimum dominum nostrum Leonem papam decimum confirmari, quod quidem cederet nedum in gravissimo dampno, interesse et incommodo eiusdem illustrissimi domini nostri, ymo periculo sui status in aliqua parte, tum quia dicta monasteria sunt omnia sita in locis limitrophis sue patrie et quod exteris conferantur, ymo perpetuo uniantur, esset imminens periculum et contra indulta concessa huic inclite domui, quod talia beneficia exteris non conferantur ; tum quia ridiculosum esset

[1] Arch. de Turin. Negoziazione colla corte di Roma, mazzo 1 bis. L'original est d'une écriture négligée, bien plus difficile à lire que celle du premier mémoire. La copie (f. 73 du volume de transcriptions qui fait partie du même cartable) qui n'est pas exempte de fautes, donne comme date : mars 1513, ce qui doit correspondre assez exactement à la réalité.

dismembrare fructus monasteriorum ex patrimonio predecessorum eiusdem illustrissimi domini nostri fundatorum et unire aliis exteris ecclesiis de novo erigendis, tum et quia prefate reservationes de beneficiis vacaturis non possunt verificari nisi in dominiis eiusdem illustrissimi domini nostri, quumquidem tota diocesis Gebennensis, Bellicensis et maior pars Lausanensis sunt in ditione ducali.

Quare dignetur idem reverendissimus dominus cardinalis protector alloqui sanctissimum dominum nostrum papam Leonem modernum ne inferat talia dampna, iniuriosa [1] et periculosa prelibato illustrissimo domino nostro et statui suo, qui est et erit sibi devotissimus et obedientissimus, et repellat tales exorbitantes et execrabiles petitiones, si ulterius procurantur confirmationes talium. Et si forte, quod non creditur, essent confirmate aut de novo concesse, illas revocet, videlicet quia nondum suum sortita sunt effectum, nam tales revocationes nemini hactenus non consueverunt denegari [2].

Cette nouvelle démarche de la Savoie demeura, comme la précédente, sans résultat. Elle contribua tout au plus à retarder la ratification par le nouveau pontife des incorporations que Jules II avait accordées.

Berne revint, de son côté, à la charge : Constant Keller, par lettre du 27 mai 1513, reçut mission de s'occuper, en un moment qu'on jugeait, lui écrivait-on, particulièrement favorable, des concessions en faveur de Saint-Vincent qu'il restait à faire confirmer par le Saint-Siège. Il en parlerait au légat du pape, Ennio Filonardi, alors à Zurich [3]. Il lui remettrait une lettre pour le Souverain Pontife [4]. Une autre était destinée au cardinal Achille de Grassis [5]. Une troisième lettre enfin était adressée au cardinal Schiner, pour lui demander également son appui, afin que soient corrigées les erreurs qui s'étaient glissées dans les pièces délivrées par la chancellerie romaine [6]. Chacune

[1] A s'en tenir au manuscrit, *iniuriam* serait préférable ; mais comme *periculosa* semble sûr, nous corrigeons et mettons : *iniuriosa*.

[2] La fin de la lettre parle de tout autre chose : une compétition au sujet du Grand Saint-Bernard.

[3] A. E. B. Deutsches Missivenbuch N, f. 141 v.

[4] Ibid., f. 142. Comme la suivante, cette lettre est datée du 31 mai.

[5] Ibid., f. 142 v.

[6] « Alls wir dann kurtzlich hievor by Bäpstlicher Heiligkeyt ettlich fryheyt, gnad und fursächung ußgebracht, das wir in denselben ettlich mängel und gebressen erfinden, umb wölicher besserung wir abermals furgenommen haben die berürte Bäpstl. Heiligkeyt zuersuchen ». Ibid., f. 143. Cette lettre est également du 27 mai. La nécessité d'un recours à Rome qu'elle indique (on la retrouve dans la lettre à de Grassis : « Scribimus sanctissimo domino nostro, petentes ut Sanctitas Sua

de ces lettres était accompagnée d'une supplique dans laquelle étaient exposés au pape les divers désirs du gouvernement de Berne [1] et notamment celui-ci :

Quia in bullis unionum et dismenbrationum pro collegio Bernensi ad instantiam magnificorum dominorum sculteti et consulum urbis Bernensis etiam urbis Friburgensis impetratis, singularis et specialis sit concessa gratia, supplicant memorati et devoti oratores, ut eedem uniones, reservationes et dismembrationes per modernum sanctissimum dominum nostrum confirmentur et de novo concedantur, si saltem id iudicetur esse expediens seu necessarium [2].

Toute une année s'écoula sans que, malgré un nouveau voyage de Constant Keller à Rome, en janvier 1514 [3], la confirmation attendue eût été délivrée par le Saint-Siège.

Le 12 juin 1514, le Conseil de Berne finit par décider d'écrire au cardinal de Sion [4]. Deux jours après, il adressait en outre une lettre à un ecclésiastique se trouvant à Rome, mais dont le nom n'est pas mentionné : Le Saint-Siège, lui écrivait-on, ne répond pas et n'envoie pas les bulles que Constant Keller a naguère obtenues ; c'est sans doute parce qu'on a omis de remettre leurs honoraires aux secrétaires et employés chargés de la confection de ces pièces. Le légat — c'était toujours Ennio Filonardi — qui se trouve actuellement chez nous, nous a assuré que le pape, par bienveillance spéciale à notre égard, avait promis de se charger lui-même de ces émoluments ; quant à nous, nous craignons surtout de voir se perdre le fruit de tous les efforts déjà déployés à ce propos, et c'est pourquoi nous vous prions d'envoyer quelqu'un à la curie pontificale, pour faire délivrer enfin ces bulles et nous les envoyer, et nous vous prions de bien vouloir faire l'avance de la somme qui sera nécessaire pour les frais de chancellerie [5].

nonnullos defectus in proxime impetratis provisonibus et indultis supplere dignetur, ut reverendissima paternitas vestra ex litteris supplicationis hic adiunctis plenius videbit ») vaut plutôt pour d'autres indults, qu'il fallait faire corriger, que pour la bulle qui nous occupe, dont le seul défaut était de n'avoir pas été exécutée avant la mort de Jules II.

[1] Ibid., f. 143ᵛ-145ᵛ. Ce mémoire a été publié par Türler, *op. cit.*, p. 289-291.

[2] Ibid., f. 144.

[3] Türler, op. cit., p. 283.

[4] A. E. B. Ratsmanual nº 162, p. 10 : « An min herrn Cardinal von Sitten, von der bullen wegen, so min herren begeren zu irn handen zu bringen ».

[5] A. E. B. Deutsches Missivenbuch N, f. 291-91 ᵛ.

Quelques mois plus tard, le 4 septembre 1514, Fribourg écrivait, de son côté, au cardinal Schiner, sollicitant son intervention pour obtenir de Rome la confirmation des bulles érigeant le chapitre de Saint-Nicolas et décrétant, en sa faveur, certaines incorporations. On joignait à la lettre une copie de ces actes, « sauf toutefois de la bulle attribuant Filly, Grandson, Bonmont et le Lac de Joux au chapitre de Berne et au nôtre, parce qu'elle n'est pas entre nos mains » [1].

Le cardinal de Sion répondit, le 9 septembre, de Loèche-les-Bains [2], qu'il profiterait de la présence de l'évêque de Veroli — c'est-à-dire du légat Filonardi — dont il attendait chaque jour l'arrivée, de Rome, pour charger quelqu'un d'obtenir du Saint-Père que satisfaction soit accordée à Messeigneurs de Fribourg.

Elle le fut sans que cette nouvelle intervention eût été nécessaire : la confirmation, depuis si longtemps attendue, fut, en effet, enfin donnée à Rome, le 5 septembre 1514 [3]. C'est une bulle dont nous avons retrouvé l'original dans les archives de l'Hôpital de Fribourg, où elle servait de doublure à un livre de comptes [4]. La bulle, trop grande pour sa nouvelle destination, a malheureusement été rognée : dans le sens vertical, à gauche, de la largeur de la marge seulement, soit donc sans atteindre le texte ; à droite, par contre, l'amputation a été plus radicale : plusieurs mots de chaque ligne — exactement un peu plus du quart de la partie écrite du parchemin — ont disparu. On a de même enlevé, en bas, l'espace qui suivait la dernière ligne, de telle sorte que non seulement le sceau ou ses traces, mais aussi les signatures ont disparu.

La minute conservée aux archives vaticanes [5] permet heureusement

[1] A. E. F. Missival t. 8, f. 21ᵛ-22 : « Wiewol die bull, so der stift von Bern und der unsern uff Fillie, Gransson, Bonmont und Lacus Iuriensis per incorporationem dienen doby nit ist, dann wir die nit hinder uns haben ». Cette lettre se trouve dans Büchi, *op. cit.* p. 325-25. On remarque que Fribourg ne parle pas de Romainmôtier, et semble donc ne connaître que la bulle du 20 décembre 1512.

[2] Collection Girard, t. VIII, nº 87. Cf. Büchi, *op. cit.* p. 327.

[3] En même temps étaient accordées une série d'indulgences pour différentes parties de notre diocèse, notamment pour Berne. Cf. J. Hergenröther, *Leonis X... regesta*, Fribourg en Br., 1884-91, fasc. 5-6, nºs 11.410-418.

[4] Le compte de 1570-71, ou, plus exactement, le brouillon ou doublet de ce compte. Les archives de l'Hôpital sont déposées actuellement aux archives cantonales.

[5] Reg. Vatic. 1195, f. 54-54ᵛ (90-90ᵛ). Une autre copie, plus récente (l'écriture, assez maniérée, semble appartenir déjà au XVIIᵐᵉ siècle) se trouve dans Reg.

de suppléer aux lacunes de la bulle originale ; et comme celle-ci est inédite [1], nous allons en donner le texte, en prenant comme base le parchemin de Fribourg et en le complétant, pour les parties qui manquent, par la copie du Vatican :

Leo episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Romani pontificis gratiosa benignitas, ut gesta per predecessores suos, presertim pro ecclesiarum collegiatarum et personarum in eis divinis laudibus insistentium congrua subventione et commoditate, ut firmiora permaneant, libenter approbat et innovat, prout in Domino conspicit salubriter expedire. Dudum siquidem, postquam felicis recordationis Julio pape secundo, predecessori nostro, pro parte dilectorum filiorum scultetorum et consulum ac universitatum Bernensis et Friburgensis, oppidorum Lausanensis diocesis, exposito quod, licet alias pie memorie Innocentius papa octavus, predecessor noster, ecclesiam sancti Vincentii, dicti oppidi Bernensis, in collegiatam ecclesiam et in ea viginti quatuor canonicatus et totidem prebendas pro totidem canonicis, inter alia, auctoritate apostolica erexisset et instituisset, nichilominus eiusdem sancti Vincentii ac etiam sancti Nicolai, prefati oppidi Friburgensis, quam dictus Julius predecessor similiter in collegiatam erexerat et instituerat, ecclesiarum mensarum capitularium fructus, redditus et proventus adeo tenues et exiles existebant, quod vix ad sustentationem duodecim ex viginti quatuor canonicis in eisdem ecclesiis respective institutis sufficiebant, et si medietas omnium et singulorum bonorum, possessionum fructuum, reddituum et proventuum Filiaci et Lacus Juriensis et Bonimontis monasteriorum necnon de Grandissono ac sanctorum Romani et Lupicini prioratuum, Sancti Augustini et sancti Benedicti ac Cluniacensis ordinis, Gebennensis et predicte Lausanensis diocesum, ab eisdem monasteriis et prioratibus ac eorum singulis respective separarentur, dimembrarentur et segregarentur ac mensis capitularibus huiusmodi perpetuo applicarentur et appropriarentur, ex hoc profecto numerus viginti quatuor canonicorum in eis respective institutus adimpleri et consistere, ut prefati canonici se commodius sustentare possent et divinis in eisdem ecclesiis diligentius interessent, dictus Julius predecessor eorumdem scultetorum, consulum et universitatum in ea parte supplicationibus inclinatus, medietatem omnium et singulorum bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum singulorum monasteriorum et prioratuum predictorum ab eisdem monasteriis et prioratibus ac eorum singulis respective, apostolica auctoritate, per diversas separaverat, dimembraverat

Vat. 1201, f. 177ᵛ-179. Il y a là, à la suite, trois textes qui concernent notre étude et qui constituent comme une petite collection : f. 177ᵛ-179, la bulle de Léon X du 5 septembre 1514 ; f. 179-181, celle du 14 juillet 1520 dont il a été question plus haut (p.140) et enfin, f. 181-183ᵛ, celle qui incorporait Romainmôtier au chapitre de Berne (ci-dessus p. 139, n. 3).

[1] Le cardinal Hergenröther l'avait signalée et brièvement résumée, *op. cit.*, nº 11.409.

et segregaverat ac mensis predictis respective, sub certis modo et forma tunc expressis, perpetuo applicaverat et appropriaverat, ita quod liceret dilectis fillis capitulis dictarum ecclesiarum, si monasteria et prioratus predicti vel eorum aliqua quovis modo vacabant, tunc alioquin cedentibus vel decedentibus modernis monasteriorum abbatibus et prioratuum predictorum prioribus seu illa in commendam obtinentibus, corporalem possessionem medietatis bonorum, possessionum, fructuum, reddituum et proventuum segregatorum huiusmodi, propria auctoritate, libere apprehendere et perpetuo percipere et levare ac in suos et mensarum predictarum usus et utilitatem convertere, diocesani loci et cuiusvis alterius licentia super hoc minime requisita ; eidem Julio predecessori pro parte eorumdem scultetorum, consulum et universitatum etiam exposito, quod a nonnullis asserebatur monasteria et prioratus predicta de iure patronatus ducis Sabaudie pro tempore existentis ex consuetudine presentandi seu privilegio apostolico aut ex fundatione vel dotatione vel alias existere, de quo in litteris Julii predecessoris huiusmodi nulla mentio facta extiterat ac propterea ipsi sculteti, consules et universitates dubitabant singulas litteras predictas subreptionis vitio subiacere et sibi minus utiles reddi posse, tempore procedente, idem Julius predecessor, per alias suas litteras, voluit et apostolica auctoritate eis concessit quod singule littere cum suspensionis et derogationis ac omnibus et singulis aliis in eis contentis clausulis [1] et per illas facte separatio, dimembratio, segregatio, applicatio et appropriatio predicte et inde secuta quecumque ex tunc valerent plenamque roboris firmitatem obtinerent et eis suffragarentur in omnibus et per omnia, perinde ac si in illis quedam monasteria et prioratus predicta de iure patronatus prefati ducis, ut prefertur, existerent expressum ac iuri patronatus huiusmodi specialiter et expresse derogatum fuisset, prout eidem iuri patronatus, dummodo ex fundatione vel dotatione non esset, specialiter et expresse derogavit, prout in singulis litteris predictis plenius continetur. Quare, pro parte eorumdem scultetorum, consulum et universitatum nobis fuit humiliter supplicatum, ut singulis litteris Julii predecessoris huiusmodi, pro illorum subsistentia firmiori, robur apostolice approbationis adiicere ac alias in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, qui circa ea per que ecclesiis et personis ecclesiasticis congrua proveniant auxilia libenter intendimus, scultetos, consules et universitates predictos ac eorum singulos a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis, a iure vel ab homine, quavis occasione vel causa latis, si quibus, quomodolibet, inodati existunt, ad effectum presentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes et absolutos fore censentes, huiusmodi supplicationibus inclinati, singulas litteras Julii predecessoris ac separationem, dimembrationem, segregationem, applicationem et appropriationem huiusmodi necnon omnia et singula in eisdem

[1] *Clausulis*, exigé par le sens, mais qui manque dans Reg. vatic., doit être ajouté ; il fait partie d'un des membres de phrase rognés dans la bulle originale.

litteris contenta, auctoritate apostolica, tenore presentium, approbamus et innovamus ac presentis scripti patrocinio communimus, non obstantibus premissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis necnon omnibus illis que dictus Julius predecessor, in prefatis suis litteris, voluit non obstare ceterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre absolutionis, approbationis, innivationis et communitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis ... Datum Rome, apud santum Petrum, anno Incarnationis dominice millesimo quingentesimo quarto decimo, nonis septembris, pontificatus nostri anno secundo.

Le duc de Savoie, après avoir eu gain de cause pour le choix de l'évêque de Genève, n'avait donc pas réussi à empêcher la confirmation, par Léon X, des bulles par lesquelles Jules II avait enrichi les chapitres de Berne et de Fribourg, au détriment, estimait-il, des droits et des intérêts de sa maison. Il ne dut cependant pas se tenir pour battu : un recours, tout d'abord, demeurait toujours possible, et surtout, ce que Rome avait accordé d'une manière générale, pourrait être contesté en détail, dans chaque cas particulier, c'est-à-dire quand l'occasion se présenterait pour les deux collégiales, lors d'un décès ou d'un désistement, de tirer les conséquences des incorporations accordées par le Saint-Siège.

Pour Bonmont, le danger était momentanément écarté, et il le fut pour longtemps [1] puisque Aymon de Gingins ne mourut qu'en 1537. Il allait en être de même pour Grandson, car Nicolas de Diesbach, qui avait obtenu ce prieuré en 1509, vécut encore jusqu'en 1550.

Il en fut autrement pour Le Lac de Joux et pour Romainmôtier. Léon X, par bulle du 26 avril 1514 [2], avait uni la seconde de ces maisons à la première, dont l'abbé commendataire était alors un Lyonnais : Jacques Verney. Au décès de ce dernier, ce fut un ami du duc de Savoie : Claude d'Estavayer, déjà abbé de Hautecombe et évêque de Belley, qui lui succéda et qui obtint en outre, deux ans plus tard — après être devenu, en 1520, prévôt du chapitre de Lausanne — le monastère de Romainmôtier, dont le prieur, Michel de Savoie, était mort le 15 novembre 1521.

L'union de Romainmôtier à l'abbaye du Lac de Joux, — union qui ne fut effective que durant les quelques années où ces deux maisons

[1] A part une velléité d'Aymon de Gingins de résigner cette abbaye en faveur de son neveu, projet contre lequel protestèrent Berne et Fribourg auprès du pape et de son légat. (A. E. F. Geistl. Sachen 112 a et b ; 28 mai 1520.)

[2] Reg. Vatic. 1025, f. 216. Cf. Hergenröther, *op. cit.* fasc. 4, nº 8189.

dépendirent du même personnage était demeurée probablement inconnue à Berne et à Fribourg. Par contre, ces deux villes protestèrent énergiquement, mais inutilement, contre la prise de possession de Romainmôtier par l'évêque de Belley.

Elles s'opposèrent, avec plus de succès, en 1517, lorsqu'une vacance se produisit à Filly, au refus de la Savoie de leur reconnaître le droit de s'approprier la part des revenus du monastère qui leur avait été attribuée. Ce fut le point de départ d'un conflit qui se prolongea durant plusieurs années, qui prit une tournure assez inattendue et qui mérite une étude spéciale.

Zürich nach Kappel.

Quellenbeiträge von Dr. Leo WEISZ, Zürich.

I. Aus der handschriftlichen Chronik des Johann Stumpf.

Nach der Beschreibung der Schlacht bei Kappel, nun im ersten Band der «Quellen und Studien zur Geschichte der helvetischen Kirche» abgedruckt, setzt Johann Stumpf, der Prior von Bubikon, seine Erzählung, die er mit einer kurzen Zwingli-Biographie unterbrochen hatte, mit den Worten fort:

Nun will ich wyter beschryben den krieg und melden, wie es uff der walstatt by den fünf orten und uff dem berg Albis by den Zürchern ergangen, was ouch beide parthyen wyter gegen eynander fürgenommen habind.

Diese Fortsetzung ist so wichtig und interessant, daß ihre Veröffentlichung sich auch kirchengeschichtlich rechtfertigen läßt. Wir setzen sie wörtlich hieher.

Wie die fünf ort im Frygen Ampt plündertent.

An donstag den 12. octobris, als die schlacht am mittwochen zu abend geschen was, diewyl die fünf ort uff der walstat lagend und den Zwingli verprantent, da lüfent ire knecht ab der walstat in die umliegende dörfer, plündertent und verwüstent was sy fundent. Ettlich fürtent die gfangnen hinweg, demnach beschussent sy das geschütz, das sy den Zürchern abgewunnen hattend, hieltent groß freud und jubel, ettlich schliefent, ettlich aber warend voller wyn. Ettlich fegtend kisten und hieltent solche unordnung, daß die Zürcher, wo sy fürsichtig gewesen, wol hettend mögen iren schaden rächen. Also lagent die fünf ort uff der walstat bis an frytag, den 13. tag octobris, plündertent die dörfer Knonow, Maschwanden, Mettmanstetten, Rifferschwyl und Ottenbach, tribend in solchen ouch vil mutwillen mit armen unstrytbaren lüten, ouch wyb und kinden, je dornach sy den biderben lüten fyend oder günstig warend. — Deßglychen handlet ouch der ander züg von fünf orten, der hievor uff Hitzkilch und die

Ämpter gezogen was, aber dieselben dorftent sich dennocht nit zu wyt hinablassen, von wegen des fenlins von Zürich, das zu Bremgarten lag, doch enthielten sy sich zu Muri und Boswil.

Wie sich die Zürcher uff dem Albis widerum sammletent und starktent.

Nun ist zu wissen, daß die Züricher (so ab der schlacht entrunnent) durch Hansen Steyner, derzyt gerichtsherrn zu Wülflingen, Laurentzen Meyer pfarrern zu Stammheim und ander uff dem Albis uffgehaben und besammlet wurdend. Also kament die verordneten houptlüt, Hans Rudolph Laveter und Georg Göldli, an donstag am morgen, ouch uff den berg zu dem folck mit großer klag und truwren. Es hattent ouch die von Zürich ein fenli, ettwo mit 200 knechten, gon Wedischwyl geschickt (an mittwoch hievor als die schlacht beschach), zu denen warend ettlich knecht ab dem Zürichsew kommen, daß iren ettwo by 300 ward, deren houptmann was Jacob Fry, derselben zyt houptmann zu Sanct Gallen. Demselben houptmann was befolhen die gotshuslüt von Sanct Gallen mit eynem fenli, by 1400 stark, mit ihm zebringen, und sollte also die houptmannschaft über beide fenlin, namlich von Zürich und vom gotshus füren. Diewyl er aber mit den gotshuslüten noch nit herin was, da ward das fenli von Zürich, so zu Wedischwyl lag, bevolhen Johansen Plüwler, und was fenrich Felix Lemann, und Georg Ottli wachtmeyster, die hattend nun ein gut geschütz ... darmit woltent sy zu Wedischwyl uff houptmann Fryen von Sanct Gallen und die gotshuslüt warten, irs fürnemens dann die March, die Höf, oder Einsidlen, denen von Schwyz inzenemen. Aber als gemelter Hans Plüwler lütinant oder statthalter am mitwoch zu nacht den verlurst syner herren von Zürich vernahm, brach er in der nacht zu Wedischwyl by dem schloß mit sym geschütz und Zürcher fenli uff, und zoch uff den berg Albis, zu der Buchen, und das was die erst und trostlich hilf, die den Zürchern zukam, dann sy hattend ein gut geschütz, doch warend ihren noch nit vil, dann ihr houptmann was noch nit mit den gotshuslüten by ihnen. — Es fieng ouch an allenthalben vil folks ab der landschaft Zürich zuloufen, dann sy in der nacht ein sturm hattend lassen gon. Ouch samleten sich die so ußgezogen und doch nit an die schlacht kommen warend, also daß ein schöner züg bald wieder zusammen kam. Ein ersamer rat von Zürich schicket ihnen an donstag obgemelt ein tapfer gut geschütz, spieß, gwer, schuch, wegen, roß, proviand und alle notdurftige ding,

sy embütend ouch den houptlüten uß dem rat, daß sy nit uff den fyend angrifen, sonder ihrer eidgnossen von Bern und andrer ihrer fründen und helfer zuerwarten, darmit nit wyteren schaden empfiengint. Dann die von Bern warend an mittwoch mit der panner ußzogen, deren solten sy warten, dann sy sich ouch vil emboten hattend. Hieruf hat houptmann Laveter das folck besamlet, ernstlich mit ihnen geredt, sich synes unglücklichen anfangs gantz erbärmlich beklagt, das folck hoch vermanet disen verlurst zu behertzigen. Er hat ihnen ouch ein schwere ordinantz zu schweren uffgelegt, mit vertröstung syn lyb, leben, blut und fleisch trüwlich daran zu setzen, darmit diser schaden gerochen würde. Hiemit fieng das volck ouch widerum an fruttig werden. — Es kam ouch Jacob Fry von Zürich, houptmann zu Sanct Gallen an donstag zu abent mit 1400 gotshuslüten und ihrem fenli zu den Zürchern uffs Albis, ihm ward ouch zustund befolhen das fenli von Zürich so zu Wedischwyl gelegen was. — Es schribend ihnen ouch die Berner, wie sy jetzt mit großer macht schon uff der straßen werint, und müßte der bär niemermer in das loch oder sy wöltint disen schaden rechen. Klagtent ouch die Zürcher hoch (: aber es ging dennocht hernoch ytel gehüwre :), hiemit wurdent die Zürcher zu rat der Berner zu warten. —

Wie die von Zürich iren verreter fiengent.

Nun hattend die fünf ort zu Cappel dem verreter, der inen hievor das fenli von Zürich verkuntschafft, und sin eigen vaterland verraten hat, nit mer dann ein cronen zu lon geben, darneben aber verhießent sy dem torechten menschen große gaben, und schicktent in am donstag, den 12. octobris aber uff das Albis in der Zürcher leger, zuerkunden, wie stark sy werint, wer inen zuzüche oder nit, wo und wie sy legint, was hilf sy wartend werint etc. Also thet sich der verreter widerum uff den berg zu den Zürchern, synen landslüten, denen er doch wolbekant was, und im als eynem torechten vaganten solichs nit vertrüwten. Wie bald er aber den gantzen tag erkundet hat den zulouf der Zürcher, ire sterkung, die ankunft der Gotthuslüten von Sanct Gallen, die zukunft der Berner und ir trostlichs erbieten gegen den Zürchern, ouch die gelegenheit des Zürcher legers, da richt er sich widerum ab dem berg, in der fünf orten leger zu gon, syn verrätery, wie vor, zu üben. Aber syn abgang was so argwönig, daß er in der wacht gefangen, den houptlüten überantwort, und denselben abend über nacht gefencklich enthalten ward. Es wurdent sonst noch ettlich gefangen, die wurdent

morndes gon Zürich geschickt, ettlich hernach gericht, ettlich nit. Wie disem ging volgt bald hernach. — Und also was den fünf orten dise verretery abknüpft. Doch hattend sy sonst kuntschaft mer denn zevil, wie es in Zürcher leger stund, dann es was große verretery, wer schuld hat, weysst Gott wol.

Die Zürcher warend ouch übel eins, denn wie sy hievor im glouben zwyspeltig, ettlich dem Zwingli anhengig, und ettlich im tötlich fyend warend, also warent sy ouch jetz zweyig. Zwingli, mit den aller besten der evangelischen parthy, warend erschlagen, da aber die überigen zwyfleten die guten lüt werint veruntrüwet durch die papisten und mißgönner Zwinglii, dargegen thatend sich die altgleubigen (: verstand die fyend Zwinglii :) ouch herfür und sprachend, jetz darf ein bidermann ouch reden. Warend gantz ungeschickt, gabend dem Zwingli und den erschlagnen d'schuld, sprachent: Sy hettents nit anders gewöllen, so were inen der krieg worden. Ettlich schmechtent den herrlichen mann andern zu gefallen, und die hievor sich evangelisch glychsnet hattent, kartent ire zungen um, und lastertent ire priester und ire predig, sprachent: Sy hettends von inen. Es was ouch das gmein folck gar ungottsförchtig und üppig mit fressen, suffen, schweren etc. Vil lachtent heimlich durch die finger, daß es die zwinglisch rott (: also sprachent sy :) so eben trotten hatt, sprachent ouch: sy wölltent, daß alle predicanten mit inen erschlagen werint. Ettlich Zürcher gontend ouch dem houptmann Laveter dis schiffbruchs heimlich nit gar übel, als die im der eeren vergonnten. So warend im diejenigen, denen er am allerbesten vertruwt, erschlagen. Summa: es stund eben um Zürich, als um ein folck, das Gott strafen will um große undanckberkeit und verachtung synes heilgen worts. Es stund nit wol, dann es offenbartent sich die heimlichen gedancken viler hertzen. Nütdestminder hat Gott Zürich nit gar zu grund richten wöllen.

Was lüten zu den Zürchern kam und wie der verreter gericht ward.

An frytag, den 13. octobris kament die pundtgnossen und helfer der statt Zürich allenthalben herzu, namlich kament dis tags uff das Albis die Turgower mit zweyen fenlinen von Frowenfeld und von Wynfelden, hattend by 1600 mann, item grafschaft Toggenburg, schicket ein fenli und 600 mann. Es kament ouch die stett, Diessenhoven, Bischofzell und Arbon, mit iren fenlinen. Und als sich diser züge uff dem berg Albis by den Zürchern samlet, da ließ houptmann Laveter von Zürich, ein ordnung machen, mustert das folck, das nun

allenthalben har ob 12000 zemenkommen was, und ließ den obgemelten verreter in die ordnung füren, uff eyner wysen, und mencklichen zu eim exempel, ward im sin vergicht vorgelesen, deren er bekanntlich, und deshalb vom leben zum tod verurteylt und (: diewyl der nachrichter das handwerck nit vil gebrucht, ouch der verreter syn lyblichen vater und bruder under den Zürchern in der ordnung hat :) mit dem schwert gericht und demnach geviertelt wardt.

Uff obgemelten frytag sind die von Bern den Zürchern zu hilf mit ir statt panner uff 12000 stark in das stettli Lentzburg kommen, fürtent mit inen 20 stuck büchsen schweres geschützes, und 30 haggen. Hattend 27 fenlin. Herr Bastian von Dießbach was houptmann ...

Wie die fünf ort in das ampt zugend und die Zürcher uff Premgarten yltent und sy fürzugend.

Da aber die fünf ort bis an den dritten tag uff der walstatt gelegen warent, und vernament, wie sich die Zürcher fast starcktent, ouch die Berner im feld warend, da sind sy an frytag, den 13. octobris zu Cappel uffgebrochen, und durch das Fry ampt gegen der Rüß uff Ottenbach gezogen, in welchem zug ettlich vil mutwillens getriben, die am plündern nit ein benügen hattent, sonder was sy nit hinweg mochten bringen, verwüstetent. Ouch ettliche wyber ires willens zu pflegen genötiget, sprechende : die Zürcher möchtint nit dann ketzer, sy aber woltent inen gut christen machen. Ouch ettlichen biderben lüten ire töchter beschissen, wiewol sy hernach den welschen und iren soldaten die schuld gabent.

In solchem radtschlagtent die Zürcher uff dem Albis mit iren helfern, was inen zu thun were. Ettlich rietent, man sollte inen von stund an uff dem fuß ab dem berg nachziehen, und sy gegen Premgarten an das wasser tryben, darmit sy der Bernern (: die schon uff Premgarten zugent :) und den Zürchern (: die zu Premgarten by dem houptmann Werdmüller lagend :) in die hend kemint und also hinden und vorn möchten angriffen werden. Disen rat gab houptmann Laveter, Hans Steiner und der merteyl derjenigen, so begierig warent den schaden zu rechen. Dargegen rietent ettlich, diewyl ire lieben eidgenossen von Bern, und christenliche mitburger, schon mit starcker hilf uff Premgarten zügint, und sy ouch so flyßig vermant hettint, ouch inen von eim ersamen rat befolhen were, nit anzegriffen bis die Berner zu inen kemint, so sollte man den nechsten uff Premgarten

gegen den Bernern ziehen, darmit beide züg zemen mochtint kommen. Demnach solte man wyter ratschlagen, wie der sach zu thun were etc. Disem rat ward gefolget, wiewol er (: als es sich hernach befand :) der schädlicher, und dem gmeynen folck gar ungfellig was.

Also uff samstag den 14. octobris am morgen brach aller züge der Zürcher uff, dem Albis uff, und zugent für Adlischwyl, gegen der statt, über die Sylbrugg, demnach uff Premgarten, und schlugend desselben sambstags znacht ir leger gon Birmenstorf etc. Es sind ouch an obgemeltem sambstag die zwo stett Schaffhusen und Sanct Gallen mit iren fenlinen und ettlichen büchsen zu den Zürchern kommen.

An obgemeltem samstag sind die von Bern von Lentzburg durch die Fryen ämpter hinuff, uff Muri, geruckt, in meynung der fünf orten züge (: so uff 3500 stark, mit der kleinen panner von Lucern zu Muri lag :) zu besuchen. Aber sy habent sich by zyt dannen gelupft und dem bären uß den zehnen geruckt, deßhalb Bern mit irem gschütz und allem züge, und mit inen die stett, Basel, Solothurn, und Biel (: deren jeglich statt hat vier stuck büchsen :) an sontag den 15. octobris gegen Premgarten gelassen, habend ir leger ennet der Rüß geschlagen.

An gedachtem sontag den 15. octobris am morgen früe ist houptmann Laveter mit der panner und allem züge der Zürcher und irer helfer von Birmenstorf gon Premgarten für die statt geruckt, habent by inen gehept uß allem züge 22 stuck büchsen, dann da warent Zürich, Schaffhusen, Sanct Gallen, die Gottshuslüt, ober und nider Turgow, Toggenburg etc. mit iren zeichen. Die legerten sich vor der statt und gyengent die houptlüt der Zürcher und Berner sampt iren helfern zu beiden seiten in die statt Premgarten zemen zu radt den gantzen sontag, wie sy die sach angryfen woltend.

Morndes am mendag früe, den 16. octobris mischleten sich beide züge, namlich Zürich und Bern undereynander. Mit den Bernern enhalb der Rüß hinuff zoch houptmann Werdmüller von Zürich mit synem züg, so hievor zu Premgarten gelegen was, und die Fryen ämpter etc. Aber mit der panner Zürich, hie dishalb der Rüß, zugent ettliche fenli ab der landschaft Bern, und das fenli von Basel, und zugent also beide heer mit großer macht an der Rüß uff beiden syten hinuff, gegen und uff die fünf ort. Zürich für Zufficken und desumb uff Ottenbach, Bern aber uff Lucerner gepiet zu.

Da fiengent an die fünf ort an beyden sytten mit irem züge hindersich wychen. Der züge, der zu Muri gelegen was, zerteylt sich,

ettlich zugent mit demselben panner gon Lucern, ettlich zugent mit iren zeichen heim. Der merteyl aber zoch gon Baar in Boden, und dem gwaltigen hufen der fünf orten zu.

Die Berner kament uff mentag zu abend gon Muri in das closter (: darin ein panner von Lucern gelegen was :), da brachent sy alle altar ab, verpranntent alle götzen in der kilchen, was aber von husrat was, gab man den biderben lüten uß den Fryen emptern ennet der Rüß (: die umb das ir kommen warend :) an iren schaden. Es verbütend ouch die Berner in irem leger, daß mencklich ußerhalb essiger spyse, niemant nützit nemen solte, und als eyner von Burgdorf anhub prennen, ward er uff zinstag den 17. octobris früe mit dem schwert gericht.

Das Zürcher heer aber ruckt hiedieshalb der Rüß ouch wider obsich uff die fyend (: die sich dann an frytag und samstag hievor in das Fry ampt gon Maschwanden und Ottenbach gelassen hattent), und als die fünf ort zu Ottenbach lagend, und die Zürcher sampt iren verwanten obsich zugend, da kam ein wyb gon Ottenbach in der fünf orten leger, zeigt an, wie sy in dem Ysenberg (: by dem dorf Ottenbach gelegen :), gesehen hette, daß das holtz voller lüten were, und nüt dann lüt und lüt etc. Da aber noch niemants was, daruff dennocht die fünf ort ein schnellen abscheidt machtend, ylents uff mußtent mit nit wenigem schrecken, daruff ettlich gwaltig under inen sprachent: Daß uns botz hin und dar schende, was hand wir hie niden thon? Warumb hand wir unsern fortel und ein gwunnen spil von handen geben? Hiemit mußtent sy uff von dannen. Ließent das fleisch, so sy gemetzget hattent ligen, schüttend die übergehenckte spys uß den keßlen und häfen in das füwr, ließent getödte gens und hüener, und sonst vil roubs, ouch ettlich beckelhuben, handschuch, spieß und hellmparten und ander ding ligen, dann inen was not, wider in irn forteyl zu ziehen. Solchs alles fundent die Zürcher zu Ottenbach, daby man erkennt, daß dennocht das sighaft heer der fünf orten nit zum tapfristen der sach vertruwt hat, ouch forchtsam gnug gewesen, wo sy nit der almechtig Gott den Zürchern zu eyner straf und ruten hette wöllen erhalten.

Uff zinstag, den 17. octobris rucktend die von Bern obsich, denen von Lucern uff irn grund, gon Merischwanden. Da handleten sy zu glycherwys, wie zu Muri. Desselben tags ward angehept ein prucken by Rickenbach über die Rüß gemacht werden, darmit beide züge möchtent zusammen kommen.

Uff mittwochen, den 18. octobris zugent die Berner und ire mitverwandten über die Rüß zu den Zürchern in ir leger. Ratschlagtend miteinandern. Darneben zugend die fünf ort immerdar vor dannen wider uff ir ertrich, und legerten sich gon Baar in den Boden, in das dorf.

An donstag den 19. octobris lagent die stett still und wurdent ettliche starcke stuck büchsen von Zürich heruß beschickt, deren man wartet.

Uff frytag den 20. octobris ruckt aller züge der Zürcher, Berner und andrer stetten, hinuff gen Rossow, Uetzicken und in die gegne Cappel. Da fielend der fyenden, by 50, herfür von den fünf orten, deren wurdend bald von den stetten fünf erschlagen. Doch verlurent sy ouch eynen von Sanct Gallen, was ein büchsenschütz.

Uff sambstag den 21. tag octobris rucktent die stett hinfür uff die Aabren und uff die höche by Daun, ob Flü, da leyttend sy das geschütz, und tribent darmit die fünf ort mit ernstlichem schießen von Baar. Das wärt nun von sambstag bis uff *sonntag den 22. octobris*. Da vielent die stett gon Blickenstorf und Steinhusen, plündertent alles was darin und darum was. Demnach legertent sy sich in das holtz, in eynen großen wald (: dann es der zyt antieng fest kalt werden :), und als zu nach ein ungestümer wind anstund, warf er ettwol vil thannen nider, die erschlugent den Zürichern zwen mann, den Bernern aber ..., das doch ouch ein gut anzeigen was eines ungefelles.

Wie und mit was ratschlag die stett ein züge an den Zugerberg schicktend die fyend zu überhöchen.

Uff mentag den 23. octobris und ouch an sonntag schon darvor ratschlagtend alle houptlüt der Zürcher, Berner und anderer stetten, wie die fünf ort anzegryfen wärind (: dann sy lagend in einem guten fortel, namlich unden am Zugerberg, hinder dem dorf Baar an bis schier gon Zug :), darmit man sy trennen möchte. Also ward erstlich geraten, man solte eynen ringen züg mit gschütz hinüber an den Zugerberg schicken und die fünf ort darmit überhöchen. Und solte derselbig züge am montag am morgen früe, namlich bald nach mitternacht, hinüber ziehen, daß sy am tag da jennet werind und gerüst oben herab in die lender zu fallen, so wolt dann Zürich und Bern, mit zweyen gwaltigen ordnungen für Baar durch den Boden hinüber, under ougen ouch angryfen. Diser anschlag ward von ettlichen, und besonder

von vogt Brudern von Husen, widerraten, mit anzeigung, daß es nit wol müglich were mit eynem züge und geschütz an den Zugerberg zu kommen, dann es ein gar rucher und gfarlicher weg were. Ettlich riettend, man solte ein züg über die Silbruggen hinuß schicken, das land zu Schwytz, zu Einsidlen, in den Höfen und in der March anzugryfen, darmit die fünf ort iren züg theylen und trennen müßtend etc. Solche mengerley und widerwertige radtschlege verzugend sich bis in den tag hinin, darmit der recht anschlag, zu dem angriff dienende, verhindert, und jetzund zu spadt ward.

Also an gemeltem montag, ongeverlich nach den 12 uren nach mittag, da zoch Jacob Fry von Zürich (: der zyt houptmann zu Sanct Gallen :) uß dem leger mit eynem fenli von Zürich und mit im ein fendli von Basel, ein fenli von Schaffhusen, ein fenli von S. Gallen, ein fenli von Dießenhoven, ein fenli von Bischoffzell, ein fenli von Frowenfeld, ein fenli von Wynfelden, ein fenli von der grafschaft Doggenburg und ein fenli von Mülhusen etc., hattend alle uff die 5000, so wolgerüster mann, daß nie kein mann wolgebutzter folck gesach. Die hattend mit inen eylf stück büchsen uff redern, und ein gute anzal haggenbüchsen, und meyntend ettlich, diser züge solt über die Silbruggen hinuß, uff die von Schwytz ziehen. Aber als sy zu der bruggen kamend, da sy über nacht soltend blyben syn, und aber die fünf ort ein wacht und hut daselbst hattend, da tryb der stetten vorhut dieselbig wacht hindersich, daß sy entwychen mußtend. Denen yltend aber die stetten nach und fielend darmit an den Zugerberg noch desselben abends, und schrey mencklich: Hernach! Hernach! Hiemit fielend die stett gon Mentzingen, Nühen und Schönbrunnen, brachend in die tempel, zerschlugend die götzen, bilder und tafflen, sy roubtend und plündertend käs, ancken, ziger etc. Ettlicher trug zwen oder dry käs am spieß, so er bessere fand, ließ er die den rein nider rollen und nam andere. Item ettlich tribend feeh zusammen, fiengend an küe zverkoufen, deren ettlicher etwo menge kouft, in hoffnung, die morndes heymzuschicken und also einsmals rych werden, der doch den andern tag nit erlebt etc. Mit solchem plündern und unradt kamend die stett, mit dem großen hufen und gschütz hinuff uff den Zuger berg, an eyn ende, da es uff der Schneyte oder uff Fürschwanden heyßt, da dannen sy in Zürcher und Berner leger sehen mochten, deßhalb sy inen mit füwr und mit umschwingen der fenlin zeichen gabend, daß sy da oben werind. Schicktend ouch boten zu den panneren, daß sy ein trüw ufsehen uff sy hettind. Und solichs geschach

alles noch am montag zu abend. Es stundend ouch beide panner von Zürich und Bern mit iren gwaltigen hufen in guter schlachtordnung gegen den fünf orten.

Aber der stetten folck uff dem berg schlugend ir nachtleger uff Fürschwanden in ein holtz und daneben hattend sy an eyner sydten eynen hochen und stotzen reyn zu fortel, und an der andern syten das holtz. Aber sy warend nit versammlet, sonder lagend in den umbligenden dörfern und hüsern, ouch in höwgedmern und sennhütten, mit großer ungehorsame. Die schon im leger warend, die warend hellig und müed und ungehorsam, deßhalb der obristwachtmeister von Zürich, Görg Ottli gnanndt, allen wachtmeystern uff dem berg umschlachen ließ, mit den houptlüten zu reden, daß man das folck nach zusammen legerte, ringswys eynen landsknechtischen ygel machte, darmit sy zu allen orten zum angriff gerüst werind. Aber die houptlüt gabend antwort, sy solltend sonst gut sorg haben, und die wachten besetzen, deshalb die wachtmeyster eyn andern anschlag fürnamend, namlich, daß man von allen fenlinen je von 100 mannen 10 zu dem gschütz und dem fenli von Zürich solte ordnen, daruff man dem fenli von Zürich umschlug by lyb, eer und gut. Aber da kamen über 10 oder 12 Zürcher nit zum Geschütz ouch weder houptlüt noch fenrich, sonder jedermann lag by den füwren, schlafend, essend und trinckend. Daruff die wachtmeyster zu rat wurdend, daß ir jeglich die wacht zum aller besten versehen sollte an dem ort, da er und die synen gelegen werind. Das geschach nun aber gar unordenlich, dann es wolt niemand gehorsam syn.

Wie sich die fünf ort zu gegenwer staltend und ouch uff den berg zugend und von der schlacht am Zugerberg beschehen.

Nun hattend aber die fünf ort der stetten züg mit allen fenlinen, wie obstat, sehen uß der Zürcher leger uff den berg ziehen, desglychen stundend die panner von Zürch und Bern vor inen in der schlachtordnung, deß sy nun in großen sorgen stundend, ettlich liefend in die statt Zug, klagtend mit jämmerlichen geberden, wie sy von den ertzketzeren mörderlich hinderzogen werind, die sy understuendind zu morden etc. Darneben kam die wacht, so an der Silbrucken von der stetten vorhut abgetriben was, ouch in das leger, anzeigende, wie es so übel uff dem berg gienge, wie die ketzer die lieben heilgen uß den templen wurfind und alle ding roubtind und zerstörtind. Es lüffend ouch die berglüt und die uß dem tal Egry in der fünf orten leger, rufftend

an umb hilf, damit sy doch nit so ellentlich um das ire kemind. Sy vermantend ouch die andern vier ort Lucern, Uri, Schwytz und Underwalden gar hoch und ernstlich ires zusagens, so sy hievor oft denen von Zug gethon hetten, ir lyb und gut zu inen zu setzen, das söllind sy jetzund leysten, dann es inen nie nödter thäte etc. Solichs treyb nun fürnemlich eyner von Egry, gnampt Christan Yte mit bystand und uß anregen der berg- und tallüten obgenampt.

Daruff ratschlagtend die houptlüt von den fünf orten, und gabend den landlüten zu antwort: die sach gulte inen, von den fünf orten, allen ir lyb, eer und gut, und were nit nur allein umb Egeri und den Zugerberg, sonder um alle fünf ort zu thun, darumb köndend sy nit eym jeden besonder syn hus beschirmen und iren fortel übergeben. Es sehe mencklich wol, wie starck die zwo panner, Zürich und Bern, vor inen am wald in iren schlachtordnungen standind, deshalb sy sich nit könnind theylen.

Ab diser antwort empfiengend die landlüt ab dem Zugerberg und uß dem tal Egri, ein großen kumber. Vermeyntend ouch, man handlete untrüwlich mit inen. Sy köndend und möchtend dennocht das ire nit so jemmerlich verliren, darumb schlugend sich ettlich der landlüten in der fünf orten leger zusammen, zu denen stundend ouch andere der tapfersten knechten uß allen fünf orten, also, daß iren allen ward ongeverlich uff 636 mann. Die understundend an den berg wider die stett zu ziehen, und zugend zu angender nacht, uß der fünf orten leger hin, an den Zugerberg.

Wiewol nun die Zürcher und Berner by den pannern vor dem wald zum theyl mochtend sehen, die obgemelten knecht uß der fyenden leger an den berg ziehen, dennocht ließend sy ir geschütz abgon, brachend die ordnung, dann es jetzund nacht was, ab, und legtend sich wider in ir leger zu ruwen bis morgen früe etc.

Da die fünf ort solchs marcktend, empfiengend sy ein mut, der hoffnung, inen gescheche dise nacht kein überfall mer, und dieweyl inen gar schmertzlich was, daß die 636 knecht also vor inen warend an den berg gezogen, da ordnetend sy uß allem heer noch 4000 mann, die soltend die obberürten knechten still und heymlich nachziehen, und ein getrüw uffsehen uff sy haben. Und under diesen 4000 warend die größten Bochhansen von den fünf orten, schultheyß Hug, Jacob Stocker und ander. Also zugend die ersten 636 knecht für sich gon Egeri, daselbst leytend sy alle wyße hembdli über den harnisch an, darmit sy eynander by der nacht möchtind kennen, die ander 4000

aber, die inen nachzugend und inen solten helfen, die zugend nit wyter, dann an das Grüdt (: also heißt das ort :), da leyttend sy sich und nottend die wyber, daß sy inen mußtend krapfen bachen. Gott geb, wie es dem fordrigen hufen giengi, deßhalb sy sich oucht verspatetend, daß sy nit zu dem angriff kamend, darum sich ouch hernach, under vilgedachten fünf orten ein bitter verwysen erhub, daß sy einander krapfenesser schultend, sovil, daß deßhalb hernach, nach gemachtem friden, ein gebott und gemeyner kilchenruf in allen Zuger gemeinden der landschaft beschach, daß niemants den andern mer mit solchem schmachwort sollte nemmen. — Der überig züge aber der fünf orten, so noch im leger lagend, machtend vil füwr, ja mer dann sy andere necht gehept hattend, als ob sy sich gesterckt hettend, welches mengem tapferen Zürcher und Berner vor dem wald ein argwon gab eyner practicken, die ouch meyntend, man sollte gegen der fünf orten leger ziehen. Aber es wolt und sollt villycht nit syn, dann die rut was vorhanden.

Als nun die ersten 636 gon Egeri zugend, da wurdend iren der stetten lüt, so uff Schneyte und Fürschwändi (one sorg und gute ordnung) lagend, gewar, dann eyner von Zürich (: Marx Wydler gnandt :) und eyner von Basel und anderi, hattend sy unden am Reyn mit zündtseylern und aller rüstung gesehen fürziehen, deßhalb zum theyl ein unruw in der stetten leger entstund, und ettlich den obristen wachtmeyster von Zürch, Gögen Ottlin, übel schultend, mit anzeigung, daß die wachten nit gnugsam versehen werind, daruff er sich hoch beklagt, wie er niemand uftbringen möchte, und jederman ungehorsam were. Das erhört der wachtmeyster von Sanct Gallen (: Anthoni Seckler gnannt :), der sprach: Kumm mit mir, ich weyß wol gut frisch gsellen, die mit uns gond zuerfaren, was vor handen sye. Also namend beid wachtmeyster von Zürich und Sanct Gallen mit inen 20 büchsenschützen (feste Sanct Galler), mit denen zugend sy heymlich, dem ersten hufen der fünf orten nach, gegen Egri, bis an ein Tobel, darüber woltend sy nit, wytern uffsatzt förchtende, und wurdend rettig am tobel, wider hinuff ins leger zuziehen, dann sy wurdend sy one zwyfel oben über die höchin, vor dem holtz herin, angryfen. Also ouch geschach. Hiemit zugend die fünf ortischen in das dorf Egri, da leyttend sy sich in wyße hembder an, wie vorgemelt ist, aber der wachtmeister von Zürich ylet bald den berg hinuff in der stetten leger, zun houptlüten, die doch starck schlieffend, des gemelter wachtmeyster ungeduldig ward, und den obristen houptmann, Jacob Fryen, ufweckt, mit an-

zeigung, wie die fyend vorhanden wärend. Also macht er zustund ein ordnung und wurdend zwen hufen gemachet. Ein ordnung stund bym gschütz by den fenlinen, Zürich, Basel und anderen. Die ander ordnung aber stund bas oberhalb, by dem wäldli, das warend fast alle Gotshuslüt von Sanct Gallen und ettlich Turgower.

Indem hattend sich die fünf ortischen in den wyßen hembdlinen hinuff gelassen, und schicktend ettliche späher an der stetten wacht hinzu, zu erkennen wie sy legind oder anzegryfen werind. Und als dieselben späher noch hinzu kamend, fundend sy die stett in zweyen guten schlachtordnungen ston, darab sy aber fast erschrackend, hindersich wichend, und radtschlagetend, wie sy im thon wöltend, und kamend überein, sy wöltind den iren sagen, sy hettend ire fyend alle funden schlafend etc., dann wo sy das nit gethon, und die warheyt geseyt hettend, so were diser nacht kein angriff beschehen. — Wie inen aber solichs von iren kundschaftern anzöigt ward, da wurdend sy mannlich, ratschlagtend der stetten leger zu überfallen und ließend sich neher hinzu.

Da aber die stett by einer stund in der ordnung stundend, da saß eyner, der ander lag nider, warend schläfrig, und fieng sy an frieren. So stal sich eyner hie, der ander dort uß der ordnung, zu den füwren, das iren an beyden ordnungen fast wenig ward. Indem kam Antoni Seckler, wachtmeyster von Sanct Gallen (: welchen der obrist wachtmeyster hievor mit 20 büchsenschützen den fyenden nachziehende, uff dem tobel verlassen hat :) ins leger, ruft dem obristen wachtmeyster an dem ort dahin ir bescheid was, und zeigt an, wo die fyend wärind, und wie sy in wyße hembdli bekleidt werend. Also giengend sy beid zum houptmann Fryen, zeigtend ims an, mit beger, daß er ein lärmen schlachen ließ, darmit das zerströwt folck zusammen keme. Das wollt Jacob Fry nit thun und sprach : das folck erschrickt drab. Es ist noch zu früe. Sy gryfend uns nit an bis gegen tag. Die wachtmeyster meyntend, es were nit zu früe, ouch sölte ein kriegsmann nit erschrecken ab eym lärman. Wölte ers nit thun, sprach der obrist wachtmeyster, so wil ichs thun. Aber der houptmann verbot ims bym eid, in hoffnung er wölte das folck nit erschrecken, und der sach sonst raten etc. — In solchem kamend dry mann (: die der houptmann selber hinußgeschickt hat, die sach zuerfaren :), die seyttend ouch glych, wie Anthoni Seckler von Sanct Gallen, wie die fyend in wyßen hembdern vorhanden werind. Daruff schickt vilgemelter houptmann die gedachten dry man wider hinuß, die sach bas zu erfaren, deßhalb Georg Ottli

wachtmeyster von Zürich, aber ungeduldig ward, und sprach gantz unwirs: Er wölte inen das spil vernetzen, wo das beschäch, und inen Gott wider heym gon Zürich hulfe, so wölte er vor iren herren und obren mit im red darumb halten, die er nit gern solte hören. Da sprach houptmann Fry: Das sollend ir thun, wenn ichs verwarlose. Thundt nun, was ich üch heyß. Gond hin und weckends uff von füwren. Da antwort Ottly: Sy hand doch disen gantzen abend nie nützid um mich gen, was woltends dann jetzund thun.

Also schiedend die dry mann wider von dem houptmann hinuß, die sach wyter zu erkennen. — Der obristwachtmeister aber gieng hin jedermann in die ordnung zu manen. Aber die dry mann kamend kum halben weg hinuß, und der wachtmeyster was kum by dry oder vier füwren gsin, da furend die fünf ortischen, des ersten hufens, in den wyßen hembderen dahar, und tribend die wachten vor inen inher mit gar großer ungestüme. Sy fürlüffend die obrist ordnung, so by dem höltzli stund (: da warend der mehrtheyl Gotshuslüt von Sanct Gallen und Turgewer :) und lüffend der andern ordnung by dem geschütz zu, also daß die erst ordnung sy ließ fürloufen und griffend sy nie an, ließend sy an die andren pütschen, und mit inen machen. Dieselbig ordnung was nun aber ouch schwach, dann wie obstat, so lagend vil im dorf Mentzingen, ouch in den hüsern, stätten und by den füwren, die nie darzu kamend. Dennoch staltend sych die stett so tapfer zu wer, daß sy die, so uff der wyte an sy kamend zu flucht brachtend, die sich doch besydts wider in das holtz machtend. Die aber, so von den fünf orten im holtz warend, sachend bym monschyn, daß die ordnung der stetten kein nachtruck hat, da fielend sy uß dem holtz zum andern mal besydt in sy, uff der lincken sytten, mit houwen, stecken und schlachen, in massen, daß der stetten folck zu flucht kam, und eben in disem letsten trippel und allerstrengisten stryt, da kamend ouch die 4000 krapfenesser, so sich am Grüdt gesumbt hattend, die schrüwend den iren zu, darmit ward ein gantze flucht, und welche am angriff nit gelitten hattend, wurdend nun in der flucht geschediget. Diewyl aber die 4000 von den fünf orten, so erst hernach kamend, nit in wyße hembdli bekleydt warend, da vermischlettend sich also by der nacht vil uß der stetten leger under sy, thatend ire zeichen von inen, setztend thannäst uff und kamend also under inen, darvon deren villycht sonst vil (: wo es tag gewesen :) werind erschlagen worden. Diser angriff geschach ongeverlich um das ein, nach mitternacht, am zinstag den 24. octobris.

Was und wievil die stett in disem stryt verlurend.

In disem strydt verlurend die stett Zürch, Basel, Schaffhusen, Sanct Gallen, Dissenhofen, Bischoffzell, Mülhusen, Frowenfeld, Doggenburg, Turgow und die Gotshuslüt von Sanct Gallen, wie sy uff den berg warend zogen, all ir geschütz, namlich 11 stuck uff rederen und ein anzal haggenbüchsen. — Diser angriff was ouch so schnell geschehen, daß sy uß dem geschütz nit über 2 oder 3 schütz thattend. Es ward ouch da verloren alle rüstung, hab und bereydtschaft, ouch die fenli von Zürich, Mülhusen, Frowenfeld und von Wynfelden. Die übrigen kamend zerrissen und blutig darvon zu den panneren. Sy verlurend ouch allen troß; die von Basel hattend eben den iren hievor ein gute summa gelts uff ... gulden geschickt, die bliebend ouch da hinden.

Es verlurend ouch die stett in die 800 mann, die doch nit all am angriff, sondern mertheyls in der flucht umkamend, dann die ein ordnung nit angriffen ward ...

Dise schlacht mochtend die gwaltigen hufen der Zürcher und Berner, so mit den pannern vor dem wald lagend, wol hören, und zum theyl uff ettlichen wachten sehen, dann es heyter monschyn was, aber sy lagend still, ließend es Gott walten.

Also wie der tag anbrach am zinstag den 24. octobris, da kamend die blutgen fenli und das zerströwt, verwundt folck allenthalben ab dem berg wider zu den pannern für den wald, klagtendt ir nodt, vil kamend erst uß den hüsern, und höw gedmeren, die geschlafen oder kistenfeget, und nie an die schlacht kommen warend. Ettlich hattend es verschlafen, bis tag ward, da lugtend sy erst um sich, wie es ergangen were der stetten gschütz, wägen, fendli, troß etc. Stund und lag alles noch lang in den tag uff der walstatt, daß es die stett wol mit kleyner macht errett hettend, ee es die fünf ort hinwegfürtend, dann sy hattend sich nach erlangtem sig widerumb hinab in das leger gethon, besorgende man würde sy villycht am morgen angryfen, das doch nit geschach.

Die von den fünf orten, so in den wyßen hembdlinen den angriff thon hattend, die verlurend ouch treffenlich übel, ouch wurdend sy übel wund, vil sturbend erst hernach der wunden. Ich hab nie eigenlich mögen vernemen, wie vil sy doch lüten verloren habind, dann sy solichs zu sagen den iren verbütend. Es starb ouch eben damals zu Zug, Schwytz und ettlichen orten vil an der pestilentz. Deßhalb, so man

hernach nach dem krieg ettwo nach eym fraget, der ouch erschlagen was, so sprachend sy: er were an der pestilentz gestorben.

Am zinstag, den 24. octobris schicktend die fünf ort lüt uff den berg, die walstat zu plündern, und gegem abend schüßend und lüttend sy fröuid und waren gar frölich worden, daß inen so glücklich und wol gangen was.

Als aber die Doggenburger (: so mit eym fenli by den Zürchern lagen :) ouch etwas schadens uff dem berg erlitten hattend, da zugend sy mit uffrechtem fenli und ihrem gantzen züge von den Zürchern uß dem feld, wie hoch sy joch jemer von den Zürichern vermant wurdend irs zusagens, so half es doch nüt. Es schweynet sich ouch sunst der züge von tag zu tag. Viel Turgower und Gotshuslüt liefend also wund und wehrlos ab dem berg den nechsten durch dero von Schwytz gepiet hinuß über die bruggen zu Rapprischwyl. Es lüttend ouch sonst vil uß dem leger, und als aber die von Zürich den see und alle päß verhielten, ouch niemand durch die statt wollten lassen, da lüttend ettlich Turgower und andere, under der statt Zürich gegen Höngg und schwummend durch die Lymmagt, damit sy heym kemind.

Als nun die uß dem Gastal und von Wesen oben an dem wasser der Lynd lagend, item die panner von Toggenburg mit 600 mannen und die Grawpünter mit 1000 mannen zu Kaltbrunnen, und ein fenli von Grüeningen mit 350 mannen zu Utznach, da ratschlagtend sy teglich, wie sy über das wasser in die March fallen und die von Schwytz überziehen woltend. Aber es geschach nie, dann die von Glaris warend hievor von denen von Zürich und von den fünf orten by den pündten gemanet, und als der merteyl zu den Zürichern ziehen wolt und bis gon Nider Urnen kamend mit der panner, da wollten die altgläubigen (: verstan die pensiöner und gönner der fünf orten :) nit wyter ziehen, und wiewol ihren der kleyner theyl was, so tröwtend sy doch disen, wie bald sy zu den Zürchern zugind, so wölltent sy zu den fünf orten ziehen. Mit solchem zanck bliebend sy zu Urna ligen, den krieg uß, hieltend teglich gmeinden, zancktend und hadretend mit eynander, darnebend suchten sy vil practicken der Zürcher helfer ouch uß dem feld zu bringen. Nun hattend die von Schwytz ouch ein züge uß der March, ouch von den Höfen und Waldlüten, zu Rychenburg und Grynow, und deßum an der Lynd liggen, das land zu vergoumen. Also schicktend die Glarner teglich ihre boten uff beid syten, unterstundend ein friden zwüschen inen zu machen, hinder denen von Zürich (: von deren wegen und bevelch doch aller züg im Gastal tag :).

Also maneten die Glarner die von Doggenburg (: so ouch eins theyls ire landlüt synd :) abzeziehen, und machtend also eynen friden und anstand zwüschend denen von Doggenburg und Gastal, die der Zürcher helfer warend an eynem, und zwüschend dero von Schwytz lüten so in der March lagend, und der Züricher abgesagt fyend warend, ander theyls, deßhalb die Toggenburger, Gastaller und ouch die Schwytzer abzugend, und wurdend die 250 Züricher mit dem Grüninger fenli zu Utznach allein verlassen. Dieselben, da sy sachend, daß sy verlassen warend, zugend sy ouch heym. Die Pündter aber so mit 1000 mannen zu Kaltbrunnen lagend, wolltend diese richtung der Glarner hinder denen von Zürich (: von denen sy gemahnt warend :) nit annehmen, sonder zugend hinab zu der panner von Zürich. Die Schwytzer aber so zu Rychenburg und Grynow gelegen warend, zugend eins theyl hinin zu den fünf orten gon Baar, deßhalb der fünf orten züg ouch gesterckt ward. Also thatend die Glarner in disem krieg nüts anders, dann daß sy denen von Zürich (: die sich doch aller fründtschaft zu ihnen versachend, von denen sy ouch gemahnt warend :) ihre helfer und mitverwandten, hinder ihnen ouch one irn gunst, wüssen und willen, uß dem feld mahntend und abthädingtend, und ihnen ihre fyend uff den hals richtetend, die doch hievor den Zürchern vil guter wort gabend.

Aber es sind nit alles katzen,
Die vorn lecken und hinden kratzen ...

Wie ettlich rychstett ir botschaft schicktent die sach zu befrieden, die aber von den fünf orten nit gehört wurdend.

Uff sambstag den 28. octobris kamend ettlicher rychsstetten, namlich Ulm, Memmingen, Biberach, Lyndow, Ysne, Kempten und Wangen etc. botschaften für den wald gon Blickenstorf zu den stetten Zürich, Bern und iren helfern, begertend ihnen zu vergönnen zu eym friden zu reden darmit wyter blutvergießen abgraben würde, so wöltend sy müglichen flyß anwenden, ob alte früntschaft wider ernüwert und ein eerlicher frid gemacht möchte werden. Daruff Hans Rudolph Laveter, obrister houptmann deren von Zürich, gemelten botschaften von rychstetten, im namen der stetten und irer helfer, hoch danket ihres erbietens, mit anzeugung, daß sy sömlicher angebotner fründschaft niemer wölten vergessen, daß aber die von Zürich uff ein sömlichen schaden oder verlurst fast nach einem friden trachtind, das wöllind sy nit. Zudem, so mögend sy ouch nit wüssen, ob den fünf

orten, ihren fyenden, der frid anmüetig sy oder nit. Uff das begertend die rychstett ihnen zu erlouben durch die wacht hinuß zu ryten und glyche werbung an die fünf ort zu thon ob sy ettwo ein friden möchtind finden. Daruff der stetten houptlüt zu antwort gabend: Wir wöllend üch das nit heyßen noch auch nit weren, wo ihr aber die fünf ort, unsere fyend, des friedens begirig fundind, wöllend wir üch mit früntlicher antwort begegnen.

Als nun der rychstetten botschaften in der fünf orten leger kamend und ihr werbung thatend, wie hievor by den stetten, und eyner guten und früntlichen antwort begertend, da ward ihnen kein antwort, mußtend also on bescheyd hinweg ryten, dann daß ihnen von sonderbaren personen glych schmächlich geantwortet ward, sy wärend ouch luthrisch und hettend den nüwen glouben ouch angenommen, darum wurdend sy ihnen nit lydliche schidlüt syn, also mußtend die schidlüt ongeschaffet wider verryten.

Also lagend sy aber den sontag und mendag still, ratschlagtend wie sy sich wyter halten wolten, darzwüschen ward das gmein folck uff beiden sydten des kriegs verdrüssig, dann die stett hattend verloren und warend siglos, ouch under inen selbs zwytrachtig, eyner wollt den schaden rächen, der ander wollt ein friden annehmen, wie er joch wäre etc. So was der gmein mann by den fünf orten des kriegs ouch gantz müed, dann wiewol sy noch sighaft warend, stundend sy denocht in sorgen, das glück möchte über nacht weltzen, dann wie bald der sig in der stetten hand komen, wärend sy den ländern mit vile der lüten und andern dingen zu gwaltig gsin. Ouch fiel jetzund der winter an mit schnee, regen und kälte, daß man sich im feld nit wol lenger enthalten mochte. Es was ouch nit kleyner mangel by den fünf orten an wyn, korn, saltz, und anderen notdürftigen dingen. So was ihnen ouch schwer das welsch folck, so ihnen der pabst zugeschickt hat, lenger zu wintern und uffenthalten. Uff solchen ursachen wurdend beid theil des fridens zum theil begirig.

Wie des frantzosen, die meylandischen, saffoyischen, und ander herren botschaften in der fünf orten leger kamend, und die stett ab der V orten ertrich zugend.

Uff zinstag den letsten tag octobris kamend zu den fünf orten geritten die botschaften, des künigs von Franckrich, des hertzogen von Meylands, des hertzogen von Saffoy, des Marggraven von Hoch-

berg, und dero von Glaris, Fryburg und Appenzel, ouch der gräfin von Nüwenburg botschaften. Die wurbend um ein friden, erzaltend den fünf orten mengerley unheyls so eyner Eidgnoschaft uß solchem plutvergießen möchte folgen, und das ouch die beharrung dis kriegs, ein gruntliche zerstörung eyner löblichen eidgnoschaft möcht und würde syn.

Also uff aller heylgen tag, den ersten tag novembris, kamend ouch die houptlüt von Zofingen, zu denen von Zürich und Bern für den wald ins leger, da ward nun von obgenannten botschaften sovil gemittlet, und ein solcher anstand gemacht, und von beiden theylen angenommen, wie hernach folget, namlich also:

Daß die von Zürch und Bern den fünf orten, ab irem ertrich, hindersich uff das iro ziehen solltend, doch solltend gemelte fünf ort ihnen nit nachziehen, sonder jede parthy uff irem boden ruwen und als dann solte man von eym bestendigen friden handlen. Dis ward nun also von beiden theylen angenommen uff donstag den 2. tag novembris.

Wie Zürich und Bern hindersich gon Premgarten rucktend und man in dem frieden handlet.

Uff frytag den 3. tag novembris brachend beide heer, Zürich und Bern ouch ihre helfer, Basel, Schaffhusen, Sanct Gallen, Mülhusen, Biel, Solothurn, Thurgow, und die Gotshuslüt etc. vor dem wald zu Plickenstorff, mit aller bereydtschaft uff, hindersich zu ziehen. Es brach ouch ein solich unsuber gewitter an, daß man das folck (: sonders die Berner :) nit mer behalten mocht. Also verordnetend die von Zürich by 1500 knechten uß allem züge (: deren houptmann ward Görg Zolliger von Mänidorf :), die wurdend hinuß über die Syle uff den berg, Hürzel gnannt, geleydt, daß sy daselbst hüten solltend, daß ihnen kein untrüw widerfüre. Demnach woltend mencklich der Züricher, die panner und gwaltige hufen soltend zu Cappel im closter sich lägeren und den fyenden in ougen blyben liggen, darmit sy still legind, und destminder untrüw gegen Zürcher landschaft fürnemind. Da man aber gon Cappel kam, da zugend Bern, Basel, Solothorn etc. für ab uff Premgarten, und überredtend die houptlüt von Zürich, sagtend ihnen ouch sovil zu, daß sy mit ihnen fürzugend, und kam also die panner von Bern an sambstag den 4. tag novembris gon Premgarten. Aber die panner von Zürich lag zu Zuffikon in Uli

Mutschlis hus. Warend also nit nur ab der fünf orten ertrich uff ihres geruckt, sonder uff zwo myl hindersich zogen. Doch hattend sy obgenampten houptmann Zolliger mit eynem ringen zügli am Hirtzel lassen liegen.

Hie zwüschen ward nun durch die schidlüt im friden gehandlet. Namlich uff sontag, den 5. novembris und ouch am mentag darnach den 6. novembris, und was das die erste form des friedens, so getroffen ward, namlich:

Zum ersten, daß die von Zürich und Bern die pündt, nach lut und vermög des buchstabens an ihnen halten sollend;

Zum II., daß man sy in ihren herrlickeyten, gerichten und gepieten, regieren ließe nach ihrem gutbeduncken;

Zum III., daß man in den gmeynen vogtyen und herlicheyten, widerum mehren sollte, und die so den nüwen glouben angenommen, wohl widerum darvon ston mögint, ouch die so den alten glouben und die meß noch nit verlougnet, ungevecht von mencklichem die behalten und widerumb uffrichten sollind.

Wie die fünf ort den Zürichern über allen anstand, uff ihr ertrich zugend, und das dorf Horgen überfielend.

Diewyl man also im friden handlet, und die Züricher den fünf orten so wyt uß den ougen gezogen, ouch sy, die gemelten ort jetzund gesterckt warend durch den züge, so hievor in der March an der Lyndt gelegen und durch die Glarner abthedingt warend, da wurdend sy zu rat, wie sy den Zürchern den friden anzunehmen ryf und wolgeschmackt wollten machen. Fielend also an montag und zinstag, die 6. und 7. novembris wider uß irem leger in das Fryampt, roubtend uff die Zürcher; alles wider den angenommen anstand, hievor von den schidlüten uffgericht. Item als die fünf ort bericht warend, daß die panner der Zürcher und Berner so wyt von ihnen lagen und doch ein züge uff dem Hirtzel lag, da gedachtend sy dieselbigen zu überfallen und zu erwürgen, darmit sy dester mehr schreckens in die stett brechtind. Und brachend also zu Bar in ihrem läger by 4000 uff, zugend on eynichen widerstand über die Silbruggen hinuß, des willens, den houptmann Zolliger mit synem züge (: in die 1500 stark :) anzugryfen. Da aber gemelter Georg Zolliger dies fürnehmen mercket, und darby betracht, daß ihm die panner von Zürich, so zu Premgarten lag, nit

bald möchte ze hilf kommen, da wollt er mit so wenig folck des uffsatzes der fyenden nit erwarten, sonder rücket hindersich uff dem gepirg hinab, bis uff ein berg und fortel nit wyt hinder Talwyl, schickt ylends botschaft gon Premgarten, die panner herußzemahnen. Da aber die fünf ort sachend, daß ihnen dies folck entgangen was, da überfielend sy das dorf Horgen am Zürichsee, plündertend und fürtend hinweg was sy fundend, doch sumbtend sy sich nit lang darin. Als sich aber die von Zürich hernach, diser untrüwen und onversehnen überfalls über allen gemachten anstand hoch beklagtend, gabend die fünf ort zu antwort, da man den anstand angenommen und den frieden gerüft, hette man beschlossen, daß Zürich und Bern ihnen ab ihrem ertrich sollten ziehen, das sy aber nit gehalten, dann ob sy wol vor dem wald uß dem leger abgezogen syend, habend sy sich doch gon Premgarten in die statt gelegert, welche statt ihnen, den fünf orten, nit minder mit eigenschaft verwandt sy, dann ouch den Zürchern und Bernern etc. Ob aber dies ursach wichtig gnug sy gewesen den anstand zu brechen, laß ich den unparthyschen leser urteylen, so doch Premgarten ein gemeyne statt und glych als wohl denen von Zürich und Bern, als den fünf orten verwandt ist. Aber es ging hie nach dem sprichwort der latiner: *Satis peccavit, qui resistere non potuit*, das ist: Welcher oben liegt hat recht, Gott geb was er tut. Wenn man den hund hencken will, so hat er leder geessen.

Wie houptmann Laveter von Premgarten mit der panner gon Zürich zog, und wie ander houptlüt gesetzt wurdend.

Die fünf ort aber sumbtend sich nit lang zu Horgen im dorf und zugend wider mit dem roub und gewerter hand über die Syl hinin gon Baar in ihrn fortel, aber die panner von Zürich brach an zinstag den 7. novembris zu Premgarten uff, als es jetzund nacht was, ongeverlich umb die VI uren nach mittag, und zugend gegen Zürich in trefflichem ungewitter, finstere und regen, des doch das gemein folck uß der massen unwillig und über die houptlüt erzürnet was, dann mencklich meynt man sollt nit so wyt von dem fyend gezogen, sonder zu Cappel, ihnen in ougen, bliben syn, so wäre diser schad vermiden. Und als der züg ettwo um mitternacht gon Zürch in die statt kam, elend, müd und beschissen, hub sich ein solcher unwill wider die zwen houptmenner, Hans Rudolphen Laveter und Georgen Göldli, daß sy under dem folck nit mehr frist hattend, und wurdend vom

rat abgesetzt und bescheiden in ihren hüsern zu blyben bis zu ende des kriegs. Wer sy dann mit recht, untrüwlich gehandlet haben, ersuchen wollte, dem solltend sy antwort geben etc. Es was ouch der nyd und haß groß. Viel warend im züg, die dem Zuinglin und andern erschlagnen ires todts, und dem houptmann Laveter synes verlurst, schand und schmach wohl gondtend, die heymlich durch die finger lachtend, und solcher untrüwer gesellen mußt gemelter Laveter ettlich zu ratgebern haben. Darmit ging es nach ihrem radt, nicht nach des houptmanns willen, dennocht mußt er alle schuld haben etc. Sollt man hie grundtlich allen presten erzellen, so würde niemand wundern wannen har der statt Zürich diser unfall sy kommen. — Als ouch die Zürcher am zinstag znacht, wie obstat, von Premgarten zugend, vermantend sy die von Bern gar hoch, daß sy nach vermög ihres zusagens (: so sy ihnen hievor im abzug vorm wald schrifthch und müntlich geton, und sy ouch darmit, mit ihnen gon Premgarten zu ziehen bewegt hattend :) wider mit ihnen an den fyend ziehen, und mit ihrem züge hinuff durch das Fryampt gon Cappel rücken wolltend. Das wolltend aber die Berner nit thun, sonder blibend zu Premgarten still ligen. Gott geb wie es um Zürich stünde, deßhalb sich mencklich by den Zürichern aller untrüw zu den Bernern versach. So sprachend ettlich houptlüt under den fünf orten: der bär kretzt uns nit.

An mittwoch den 8. novembris am morgen, zog die panner von Zürich den sew hinuff für Kilchberg und Talwyl uff Horgen, aber die fyend warend ihnen uß der werckstatt gewichen gon Baar in ihrn fortel. Also legert sich Zürich zu Horgen und deßumb, und ward ihnen ein anderer houptmann zum panner vom rat erwelt und hinußgeschickt, mit namen Hans *Escher* (: den man mit dem übernamen *Klotz* nampt :), der was nun mehr zum friden dann zum krieg geneigt, ouch dem nüwen evangelischen glouben, darumb dann der krieg mehrteyls syn übung hat, nit zum allergünstigosten.

(Fortsetzung folgt.)

REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

Karl Heussi : Der Ursprung des Mönchtums. Mohr, Tübingen, 1936. 308 p.

Presque en même temps que ce volume sur les origines du monachisme, M. Charles Heussi faisait paraître une étude dans laquelle il contestait la venue de saint Pierre à Rome, pour cette raison surtout que le texte de la *Prima Clementis* ne lui semble pas contenir les éléments d'un argument en faveur de la thèse traditionnelle [1]. Cette déclaration est caractéristique de l'attitude adoptée par notre auteur, et nous ne nous étonnerons donc pas trop de le voir, dans les premières pages du volume que nous avons à examiner, pages consacrées aux écrits du Nouveau Testament, émettre des affirmations que nous ne saurions accepter.

M. Heussi remonte, pour découvrir les débuts du monachisme, bien plus haut qu'on ne le fait d'ordinaire. Sa thèse essentielle consiste à combattre l'opinion qui fait apparaître l'ascétisme monastique brusquement, au 3me siècle, avec saint Antoine. Le monachisme remonte, au contraire, selon lui, aux origines mêmes du Christianisme. Il cite, pour le 1er siècle, non pas les passages des Actes attestant la mise en commun des biens de la chrétienté naissante de Jérusalem — car ces textes se ressentent, selon lui, d'une influence néopythagoricienne — mais certains versets des synoptiques qui appartiendraient à une couche plus récente de l'évangile ; quant aux épîtres pastorales, avec Hermas et la Didache, elles nous renseigneraient sur la première moitié du 2me siècle.

Le gnosticisme fut partisan d'une ascèse rigoureuse, et de même, naturellement, le montanisme, qui aboutit à un exode et était donc déjà de l'anachorétisme. Les encratistes, « la perle des communautés chrétiennes » (p. 39) étaient des moines, à cela près — et encore — qu'ils ne vivaient pas à l'écart ; de même les Tertullianistes, qui s'étaient, comme on sait, scindés de leurs frères, mais sans être localement séparés. Le parfait gnostique dont Clément d'Alexandrie donne le portrait est presque un moine, et Origène prépare également le monachisme futur, tandis qu'Apollonius de Tyane, tel qu'il apparaît dans l'ouvrage de Philostrate, est une sorte de moine païen. Quant aux vierges consacrées à Dieu, qu'on rencontre anciennement déjà dans plusieurs communautés chrétiennes, elles n'auront plus qu'à quitter leurs familles pour devenir des moniales.

Le monachisme proprement dit est plus ancien que saint Antoine (dont il ne faut au surplus exagérer ni l'importance ni l'influence). Il remonte vraisemblablement au milieu du 3me siècle. Il apparaît tout d'abord

[1] *War Petrus in Rom ?* Gotha, 1936 (36 p.) ; puis, en réponse à M. Lietzmann : *War Petrus wirklich römischer Martyrer ?* 1937 (24 p.).

en Egypte, non pas dans une chrétienté organisée, telle qu'elle existait à Alexandrie, mais dans la « province ». Il n'inclut pas nécessairement l'habitation au désert : au début surtout, certains ascètes se contentaient, seuls ou déjà groupés, de vivre à l'écart, mais à proximité cependant des localités.

C'est à tort qu'on a voulu voir des ancêtres des premiers moines dans les Thérapeutes — chronologiquement trop distants — et, *à fortiori*, dans les Katochoi de Serapis. Le manichéisme, par contre, assez répandu en Egypte, aura exercé indirectement son influence, tandis que les persécutions, bien qu'on ait souvent affirmé le contraire, n'y ont été absolument pour rien. Il est erroné également d'y voir une réaction contre le fléchissement qui se produisit dans l'Eglise depuis Constantin, ou du moins, s'il y a une part de vérité dans cette explication, c'est uniquement dans ce sens que l'anachorète déclarait : je ne suis pas assez ferme pour rester au milieu ou près de vous ; il m'est trop difficile, avec les dangers que présentent maintenant les milieux chrétiens, de réaliser, en y demeurant, mon idéal ascétique : en Egypte, au 4me siècle, les masses entrent dans l'Eglise, mais les plus résolus partent pour le désert.

Passant ensuite à la réforme de Pachôme, M. Heussi se contente de l'étudier sommairement, puisqu'elle n'appartient plus aux origines du monachisme. De même qu'il reconnaît l'authenticité de la vie de saint Antoine, quitte à lui adresser maints reproches, notre auteur estime que celle de Pachôme contient pas mal de traits légendaires. Sa règle, par contre, est un document auquel on peut se fier.

Enfin, M. Heussi arrive à la partie principale de son livre : les anachorètes de Scété, qui, bien que postérieurs à saint Antoine, appartiennent cependant encore, par leur idéal, au monachisme primitif. Aussi bien retrouve-t-on chez eux plusieurs traits de l' « Urchristentum » : ils affectent de recourir à des manières d'agir de portée symbolique ; ils rappellent les hommes doués de charismes du premier siècle (bien qu'ils ne parlent — l'auteur le reconnaît — que lorsqu'ils sont interrogés, ce qui constitue une différence essentielle). M. Heussi décrit longuement, en différents chapitres, les qualités et les caractéristiques des anachorètes. Il en parle avec sympathie, avec une admiration non dissimulée. On voit qu'il connaît très bien toute cette littérature. Il cherche d'ailleurs moins à donner un tableau complet de l'existence des Pères du désert, qu'à en présenter certains aspects particulièrement caractéristiques. On pourrait tout au plus lui reprocher d'accorder parfois trop de confiance aux *Apophtegmeta Patrum*, et aussi, comme la remarque lui en a déjà été faite, de ne pas utiliser les sources coptes, syriaques et orientales en général.

M. Heussi arrête là son exposé. Il ne s'occupe pas des auteurs qui sont postérieurs au monachisme arrivé à sa forme plus ou moins définitive : saint Athanase, saint Basile, Evagre le Pontique, saint Jean Chrysostome, et, pour l'Occident : saint Jérôme, Rufin et Cassien.

Comme toute thèse qui contredit des vues traditionnelles et qui leur oppose une manière de voir à peu près diamétralement contraire, le travail de M. Heussi n'est pas exempt de certaines exagérations, mais on est obligé de reconnaître qu'il réagit avec raison contre une conception trop étroite

des origines du monachisme. Il s'est préparé à son sujet par divers travaux d'approche ou études de détail, parus au cours des années 1912 et suivantes. Il connaît très bien la littérature du sujet, sans excepter les auteurs catholiques (Lefort, Ladeuze, Halkin, Dom Leclercq, Dom Boon, les frères Brémond) dont les vues sont non seulement citées mais souvent approuvées. Il nous a donné un livre qui fera époque et que les historiens du monachisme ne pourront pas ignorer, dussent-ils faire, comme nous, des réserves sur les premières pages et ne pas accepter entièrement la thèse fondamentale de l'auteur [1].

L. Wæber.

Albert Büchi † : Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann und Kirchenfürst. II. Teil : 1515–1522. Aus dem Nachlaß herausgegeben von E. F. J. Müller. XXIV-467 SS. Collectanea Friburgensia. Freiburg (Schweiz) und Leibzig, 1937.

1923 ist der erste Band der Schiner Biographie von A. Büchi erschienen. Daran schloß sich 1925 der zweite Band der Korrespondenzen und Akten. Emsig arbeitete der Verfasser an der Vollendung des zweiten Teiles der Biographie des großen Kardinals, die er auf Ende 1930 herauszugeben hoffte. Die ersten 8 Druckbogen, welche die Kapitel XXII-XXVI umfassen, hatte er noch selbst durchgesehen, als am 14. Mai 1930 der Tod ihn ereilte. « In Erfüllung einer familiären Pietätspflicht » übernahm nun Büchis Schwiegersohn, E. F. J. Müller, die nicht leichte Aufgabe, das angefangene Werk der Vollendung entgegenzuführen. Es stellte sich nämlich heraus, daß das vorliegende Manuskript noch mancher stilistischer und auch sachlicher Verbesserung und Ergänzung bedurfte. So mußte Müller u. a. das Kapitel über den Reichstag von Worms neu bearbeiten und dem Abschnitte über das Lebensende des Kardinals eine Schilderung der Lage im Wallis einschieben. Wir dürfen Müller unsere wärmste Anerkennung nicht versagen, daß er die schwere und in gewissem Sinne auch undankbare Aufgabe auf sich genommen, und besonders, daß er dieselbe mit soviel Geschick und so großer Gewissenhaftigkeit erfüllt hat. Er hat es verstanden, « die schriftstellerische Formung des Stoffes und die ursprüngliche Auffassung » des Autors möglichst treu zu wahren, und doch das Ganze in mancher Hinsicht erheblich zu bereichern und lesbarer zu gestalten. Alle vom Herausgeber angebrachten Abänderungen oder Einschiebungen sind übrigens stets angemerkt.

[1] Notons ici quelques assertions discutables : p. 35, M. Heussi fait sienne l'opinion de Harnack : La grande Eglise ne s'est découverte elle-même que par son opposition à la gnose et au montanisme ; p. 42 : d'après Clément d'Alexandrie, le Christ n'avait qu'un corps apparent ; p. 47 : chez Origène, les pneumatiques possèdent, parallèlement au clergé, le pouvoir de remettre les péchés ; p. 204 : avouer une faute constitue le premier pas pour s'en libérer : « on reconnaît ici la base psycholique de la confession, qui a, comme on le sait, son origine dans le monachisme ». M. Heussi exagère lorsqu'il prétend, p. 228, que, chez les Pères du désert, la pédérastie etait assez fréquente.

Der vorliegende zweite Teil der Biographie umfaßt 19 Kapitel (XXII-XL) und vermittelt uns einen weitumfassenden Einblick in das unermüdliche Wirken und Schaffen des großen Kardinals von Sitten. In einläßlicher Weise schildern uns die zwei ersten Kapitel all die diplomatischen Ränkespiele und kriegerischen Maßregeln, die zur Niederlage von Marignano führten. Der unglückliche Ausgang dieser Schlacht ist nicht die Schuld Schiners, und trotz allem hat Marignano den Eidgenossen ihre Ehre und den Tessin gerettet. Das Ansehen des Kardinals hat immerhin schwere Einbuße erlitten; seiner Pfründen und Einkünfte beraubt, ist er oft in bitterster Not; viele seiner einstigen Gönner und Freunde haben ihn verlassen und verraten; die eigenen Landsleute, die Walliser, haben sich, aufgestachelt durch Jörg auf der Flüe, in wildem Aufruhr gegen ihn erhoben und ihn aus der Heimat verstoßen. Anderseits locken die glänzenden Anerbietungen und Versprechen des französischen Königs. Doch ein Matthäus Schiner schwankt nicht. Unermüdlich ist er tätig, der französischen Politik mit allen Kräften entgegenzutreten. Und schließlich hat er auch wieder Erfolge. Das zeigt u. a. die Kaiserwahl von 1519 und die Wiedereroberung Mailands 1521. Auch in der Schweiz und im Wallis machte sich ein Umschwung zu Gunsten Schiners immer mehr geltend. Im Herbste 1521 wurde der römische Prozeß endgültig gegen Jörg auf der Flüe entschieden und im Verlauf des folgenden Jahres unterwarfen sich eine ganze Anzahl von Walliser-Gemeinden wiederum ihrem Bischof. Mächtig erwies sich auch der Einfluß des Kardinals von Sitten bei der Papstwahl von 1522, wo er selbst in mehreren Wahlgängen eine erhebliche Anzahl von Stimmen auf sich vereinigte und schließlich den Anstoß gab zur Wahl Adrians VI. Schiner wurde in den Dreierausschuß gewählt, der den Kirchenstaat bis zur Ankunft des neuen Papstes, der sich in Spanien aufhielt, regieren sollte. Und nach der Ankunft Adrians genoss er dessen persönliches Vertrauen in außerordentlichem Maße. Doch bereits in der Nacht vom 30. September auf den 1. Oktober 1522 wird der Kardinal von der Pest dahingerafft.

Kapitel XXXVII schildert in kurzen Zügen Schiners Stellung zur Wissenschaft und Kunst. Ohne auf den Ruhm eines eigentlichen Humanisten Anspruch zu machen, förderte er in mannigfacher Weise das wissenschaftliche Streben und kirchliche Bau- und Kunstwerke, besonders im Walliser-Lande.

Seine eigentliche kirchliche Wirksamkeit ist in den Jahren 1511–1522 (Kapitel XXXVIII), sowohl im Bistum von Sitten als in dem von Novara, durch seine Anteilnahme an den Geschäften der Weltpolitik vielfach gehemmt oder geradezu ausgeschlossen; immerhin bezeugt seine ganze Tätigkeit eine unentwegte Treue gegen die heilige Kirche. Mit klarem Auge schaute Schiner die mannigfachen Gebrechen, an denen das kirchliche Leben damals krankte; er war ein Freund wirklicher Reformen und unterstützte die Reformideen eines Luther und eines Zwingli, aber nur «solange die von diesen geführte Glaubensbewegung auf eine Verbesserung im Rahmen der Kirche hoffen ließ». Nie dachte er an eine Preisgabe der kirchlichen Lehre und Überlieferung (Kapitel XXXIII und XXXIX).

Das Schlußkapitel (XL) gestaltet sich zu einem eindrucksvollen Charakterbild des großen Staatsmannes und Kirchenfürsten, zu einem Charakterbild, das neben Lichtseiten auch Schatten aufweist, das aber in seiner Gesamtheit doch das Urteil bestätigt, das dahin lautet: « Matthäus Schiner gehörte zu den Größten und Besten seiner Zeit, bei seinen Feinden ebenso gefürchtet, wie von den Freunden geachtet und verehrt ».

Mit Genugtuung dürfen wir wohl feststellen, daß Matthäus Schiner, dieser große Eidgenosse, endlich nach so vielen Jahren in A. Büchi einen Biographen gefunden, der die überragende Bedeutung seiner Tätigkeit voll zu erfassen und prägnant darzustellen gewußt hat. In der Tat, weiterbauend auf den Forschungen eines Joller, eines Schmid, eines Reinhardt, hat Büchi seit 1906 eine überaus reiche Fülle von Notizen und Nachrichten von und über Schiner und seine Zeit zusammengetragen. Gestützt hierauf entwirft er in den 2 Bänden der Biographie ein anschauliches Bild von der machtvollen Persönlichkeit des Kardinals von Sitten, von seiner weltumspannenden Tätigkeit, von seinen Erfolgen und Mißerfolgen auf kirchlichem und weltlichem Gebiet, — ein Bild, das in kleinen Einzelheiten wohl noch einer Überarbeitung fähig ist, das aber in seinen großen Zügen voll und ganz der historischen Wahrheit und Wirklichkeit entsprechen dürfte.

Bewahren wir also dem verdienten Biographen Schiners ein dankbares Andenken auch über das Grab hinaus!

Zum Schlusse seien noch einige Verschreibungen angemerkt, die uns in diesem II. Bande aufgefallen sind.

Seite	65,	Zeile	25,	lies	Zlowinen	statt	Zlanuen.
»	390,	»	12,	»	Selkingen	»	Seckingen.
»	396,	»	24,	»	Potken	»	Potten.
»	406,	»	24,	»	Eschimann	»	Eschmann.
»	407,	»	14,	»	Roten	»	Roben.
»	445,	»	2,	»	Mörel	»	Morges.

Sitten. *Dionys Imesch.*

Bulletin de l'Institut historique belge de Rome, fasc. XVII (1936) et XVIII (1937), 351 et 327 pages. Bruxelles et Rome. Le fasc. : 40 fr.

Signalons, dans ces deux volumes, quelques travaux d'une portée plus générale ou présentant de l'intérêt en dehors de la Belgique :

Dans le fascicule XVII, une étude de M. J. Lefèvre sur l'ambassade d'Espagne auprès du Saint-Siège au XVII^me^ siècle. La monarchie espagnole étant fortement centralisée, l'ambassadeur accrédité à Rome devait traiter avec la curie pontificale toutes les questions religieuses importantes concernant les pays soumis au roi catholique ; et c'est pourquoi on trouve dans les archives de l'ambassade d'Espagne auprès du Saint-Siège beaucoup de renseignements concernant les Pays-Bas, notamment, par exemple, au sujet du Jansénisme.

M. l'abbé C. de Clercq publie cinq lettres, conservées à la bibliothèque de Zurich, envoyées au pasteur Lavater par un évêque d'Anvers : Corneille François Nelis. Leurs vues philosophiques les avaient rapprochés : entre eux s'étaient établis des liens d'une vive amitié. Ils s'écrivaient, non sans multiplier les proclamations de leur admiration réciproque. Mgr Nelis traduisit en français le poème de Lavater *Le cœur humain*, et Lavater, en allemand, le petit ouvrage philosophique de son ami intitulé *L'aveugle de la montagne*. On trouve dans une lettre de l'évêque d'Anvers, cette déclaration, intéressante en elle-même et caractéristique en même temps du style et du ton de cette correspondance : « Comme mon cœur a tressailli en voyant la louange de la Mère de Dieu, de la Théotokos, chantée à Zurich, à Genève ! *Non ut Dea implorari* (oui, mon ami, bien, parfaitement bien) mais, *quidquid Sanctum Te Sanctarum nunc ipsa Sanctissimam*. J'espère que cette *selectissima natura* nous fera encore *mehr und mehr harmonieren* » (p. 96 ; lettre du 10 décembre 1790).

M. F. de Ruyt étudie un sarcophage romain qui, après avoir servi de bassin de fontaine ou même d'auge pour le bétail, fut ensuite brisé et ses fragments jetés au rebut. Ils ont été retrouvés, en 1932, aux environs de Rome, et le Musée royal d'art et d'histoire de Bruxelles les a achetés à un antiquaire, après que le gouvernement italien en eut autorisé l'exportation. M. de Ruyt date ce sarcophage de 260-70 après Jésus-Christ. Il est païen d'origine, mais cependant « neutre », c'est-à-dire qu'on n'y trouve aucune allusion nettement païenne, mais aucun signe non plus incontestablement chrétien. L'auteur de l'article y voit une preuve de ce mysticisme « qui a préparé tant de consciences aux révélations d'une religion supérieure », de ce symbolisme de transition, si répandu au 3^{me} siècle dans le « paganisme agonisant, mais tout brûlant d'aspirations spirituelles » (p. 178). Cela permettait, par ailleurs, aux chrétiens de conserver des œuvres d'art étrangères, par leur origine, à leur foi, mais auxquelles ils pouvaient attribuer une signification nouvelle.

Notons, dans le fascicule XVIII, la conférence de M. Alph. Rœrsch sur l'Humanisme belge de la Renaissance à la lumière des plus récents travaux, et, répartis dans les deux volumes, plusieurs travaux richement illustrés sur un problème ou l'autre de l'histoire de l'art : influence italienne exercée sur des peintres des Pays-Bas, œuvres d'art belges conservées dans des musées d'Italie, problèmes concernant l'histoire de la musique, etc. Une nécrologie est consacrée, à la fin du fascicule XVII, à M. Henri Pirenne, l'illustre président de l'Institut belge de Rome. Signalons enfin, parmi les comptes rendus, les bulletins que M. Lucien de Bruyne consacre aux travaux d'archéologie chrétienne.

L. Wœber.

Der hl. Florin von Remüs

Von P. Otmar SCHEIWILLER O. S. B.

Bis zur Reformation bestand eine blühende Wallfahrt zum Grabe des hl. Florin in Remüs im Unterengadin. Die Glaubensneuerung bereitete ihr ein jähes Ende. Damit war einer stets lebendigen Verehrung des einst beliebten Volksheiligen der Wurzelgrund entzogen. Wohl blieb ihm als dem zweiten Bistumspatron der Diözese Chur der liturgische Kult gesichert ; aber die triebkräftige Volksverbindung fiel dahin.

Auch in die historisch-kritische Forschung ging der hl. Florin, von mehr gelegentlichen Erwähnungen abgesehen, nicht ein. Das sicherste Zeichen dafür ist die auffallende Ratlosigkeit und Unstimmigkeit der Hagiographen und Historiker überhaupt, die ihm zufällig begegnen, in der Datierung seines Lebens. Man merkt es ihnen an, daß sie sich auf unsicherem Boden bewegen [1]. So führt der Heilige ein traditionelles Dasein, er lebt mehr in der Legende als in der Geschichte. Doch hatte schon Meyer von Knonau [2] nachdrücklich auf das Zeugnis der Vita s. Otmari hingewiesen und Mayer [3] die Verbindungsbrücke zum Florinuskult im Trierischen gefunden. In der neueren Zeit macht sich dementsprechend die Tendenz zu früherer Ansetzung seines Lebens geltend [4], im Gegensatz zu Murer [5], der seinen Tod erstmals willkürlich ins Jahr 856 verlegte.

Hatte aber die hergebrachte Florinusdarstellung den unangefochtenen Boden der Legende nie verlassen, so bringt die kritische Neu-

[1] Vgl. beispielsweise *E. Egli*, Kirchengeschichte der Schweiz bis auf Karl d. Gr. (Theolog. Zeitschrift der Schweiz 1892) 212, Anm. 3 : « Das im neunten Jahrhundert verfaßte Leben des h. Otmar erwähnt einer Kirche des h. Bekenners Florinus in Rätien, die also schon im Anfang des achten Jahrhunderts bestanden hätte. Sonst kommt dieser Heilige erst später vor ».

[2] In seiner Ausgabe der Vita sancti Otmari in den Mitteilungen des Hist. Vereins des Kt. St. Gallen, Heft 12 (1870) 95 f., Anm. 5.

[3] Geschichte des Bistums Chur, 1. Bd. (Stans 1907) 75 ff.

[4] Übrigens schon bei Lütolf, Die Glaubensboten der Schweiz vor St. Gallus (Luzern 1871) 273 : « vielleicht » schon im 6. Jahrh.

[5] Helvetia sancta (Luzern 1648) 180. Die von ihm benutzten Quellen — das Churer Brevier von 1595 und Sprechers Pallas Rhaetica — enthalten keine Zeitangabe.

behandlung durch Farner [1] unter dem Gesichtswinkel der Patroziniumsforschung eine wesentliche Verlagerung des Problems, die an die Wurzel der Existenz des Heiligen greift. In dem in Koblenz verehrten hl. Florin glaubt er einen Doppelgänger des hl. Florin von Remüs getroffen zu haben, dem er nun die Priorität und Originalität zuschreibt. Der Florinuskult in der Schweiz wäre nach Farner ein nachträglicher Ableger. Dadurch würde der bündnerische hl. Florin zu einer Parallelerscheinung des hl. Beatus vom Thunersee, in dem die neuere Kritik eine Übertragung des hl. Beat der Vendôme sehen will [2].

Nur eine Sammlung und kritische Sichtung des gesamten erreichbaren Tatsachenmaterials, die endlich auch einmal die beiden längst veröffentlichten Vitae mitberücksichtigt, vermag vor übereilten Schlüssen zurückzuhalten. Dabei dürfte eine Aufteilung des Gesamtstoffes in die zwei Hauptgruppen: *Kult* und *Lebensbeschreibungen*, sich am zweckdienstlichsten erweisen.

I.

1. Das früheste Zeugnis für die Verehrung eines hl. Florin gehört nicht der engeren Heimat des Heiligen, Churrätien, sondern dem Kloster St. Gallen an. Die Vita s. Otmari (cap. 1) berichtet, daß der erste Abt und eigentliche Gründer des Klosters nach seiner Ausbildung und Priesterweihe in Chur «cuidam titulo sancti Florini confessoris praelatus est», d. h. als Pfarrer an einer nach dem hl. Florin benannten Kirche angestellt worden sei [3].

Die sicher nicht gewöhnliche Formulierung «*titulus* s. Florini» statt des allgemein gebräuchlichen Terminus «*ecclesia* s. Florini» enthält zweifellos einen Anklang an die Benennung der römischen Titelkirchen, ist bzw. eine sichtliche Nachbildung [4]. Vielleicht ist es nicht

[1] Die Kirchenpatrozinien des Kt. Graubünden (München 1925) 111 ff. Sonderdruck aus: Jahresber. d. hist.-ant. Gesellschaft Graubündens 1924.

[2] Vgl. Zur Beatusfrage. Zeitschrift für Schweizer. Kirchengeschichte 1911, 21 ff.

[3] Die Stelle lautet im Zusammenhang: «Igitur Otmarus, genere Alamannorum oriundus, in aetate puerili a fratre suo Retiam Curiensem perductus est et in servitio Victoris, earundem partium comitis, multo tempore constitutus et literarum scientia sublimatus, virtutum sectator morumque laudabilium possessor sacerdotii gradum conscendit et a supradicto comite benigne retentus cuidam titulo sancti Florini confessoris praelatus est». Bei *Meyer v. Knonau* 95.

[4] Nach *J. P. Kirsch*, Die römischen Titelkirchen im Altertum (Paderborn 1918) wurde die Mehrzahl der römischen Kirchen, die ursprünglich Privathäuser waren, nach dem Besitzer benannt, dessen Namen sie über dem Eingang trugen.

ganz belanglos, daß dieselbe Ausdrucksweise im fast gleichzeitigen Reichsurbar für Churrätien bestätigt ist [1]. Sicher dürfte diese auffallende Übereinstimmung die rege Verbindung zwischen beiden Zentren des damaligen geistigen Lebens in der Ostschweiz, Chur und St. Gallen, belegen und somit dem St. Galler Zeugnis über den hl. Florin erhöhtes Vertrauen gewinnen.

Der Vergleich mit dem Reichsurbar von ca. 830 steht auch einer freieren, juristisch ungenauen, mehr populären Deutung der Stelle entgegen: der hl. Otmar sei an der Kirche des hl. Florin angestellt worden, im Sinne: an derselben Kirche, an der auch — früher oder später — der hl. Florin als Pfarrer wirkte. Die präzis abgewogene Fassung «titulus s. Florini confessoris» schließt eine derart ungenaue, beispiellos ungewöhnliche und daher schwer bestimmbare Sinndeutung umso sicherer aus, als das der Vita s. Otmari zeitlich nächstliegende Dokument, die Urkunde von 930, jeden Zweifel an der tatsächlichen Existenz einer dem hl. Florin geweihten Kirche, die schon seit unvordenklicher Zeit bestand, ausschließt.

Die Stelle gibt nun bereits einige Anhaltspunkte für die Datierung des Lebens des hl. Florin. Dabei müssen freilich der *Inhalt* des Zeugnisses und dessen *Abfassungszeit* auseinandergehalten werden. Denn die von der Vita s. Otmari bezeugte Tatsache ist um mehr als ein Jahrhundert von ihrer schriftlichen Aufzeichnung entfernt. Daß zur Zeit, da die Vita geschrieben wurde, Florin als «sanctus confessor» verehrt wurde, daß ferner damals eine Kirche des Heiligen existierte, steht selbstverständlich außer allem Zweifel.

Die Vita s. Otmari in der uns heute vorliegenden Fassung ist die

Sie behielten ihren Titel bei, nachdem sie durch Schenkung, Vermächtnis oder sonstwie in den Besitz der Gemeinde übergegangen waren. Erst seit dem 4. Jahrh. wurden sie mit dem Namen eines Heiligen vertauscht, wobei wohl die Namensgleichheit der Titelstifter mit bekannten Blutzeugen bestimmend war. Um 595 hatte jede Titelkirche ihren Heiligennamen. Blieb auch das Wort «titulus» für «ecclesia» schlechthin, d. h. ohne Nennung des Heiligen, allgemein im Gebrauch, so dürfte doch seine Anwendung in Verbindung mit dem Heiligen, dem sie geweiht war, außerhalb des Bereichs der römischen Titelkirchen ein literarisches Unikum darstellen. Das Einzigartige dieser Benennung außerhalb Roms dürfte indessen direkt von den römischen Titelkirchen beeinflußt sein. Die damaligen Wallfahrten nach Rom (*Wartmann*, Urkundenbuch der Abtei St. Gallen I [Zürich 1863] 10. Vgl. Gozberts Libellus de miraculis S. Galli cap. 67 und Isos Miracula s. Otmari cap. 77 bei *Meyer v. Knonau* 85 f., 130 f.) dürften sie hinreichend erklären.

[1] *v. Mohr*, Codex diplomaticus I, 283 ff., wo neben der gewöhnlichen Benennung «ecclesia s. Petri» usw. auch «titulus s. Alexandri», «cum titulo s. Lucii», «titulus s. Gaudentii», «titulus s. Ambrosii» zu lesen ist.

von Walafrid Strabo auf Wunsch des Verfassers vorgenommene Redaktion einer vom St. Galler Diakon Gozbert, dem Neffen des gleichnamigen Abtes (816-837), verfaßten Lebensbeschreibung, die nach allgemeiner Annahme kurz nach 830 entstanden ist [1]. Somit war der hl. Florin um 830 bereits Patron einer Kirche. Das setzt selbstverständlich seinen Tod voraus. Somit steht als äußerste Grenze seines Lebensabschlusses, als terminus ante quem, das Ende des 8. Jahrh. fest [2].

Seinem *Inhalte* nach zieht jedoch das Zeugnis der Vita s. Otmari noch engere Grenzen. Nach ihm müßte schon zur Zeit, da der hl. Otmar in Churrätien wirkte, dort eine Kirche des hl. Florin bestanden haben. Der Graf, d. h. richtiger Präses [3] Viktor, von dem die Vita s. Otmari spricht, konnte nur der Vater des Bischofs Tello [4] sein. Um 720 wurde Otmar als Abt an die Galluszelle berufen, so daß ein pfarrliches Wirken an der Kirche des hl. Florin in die Jahre 710-720 [5], also an den Beginn des 8. Jahrh., fällt. Ist nun diese Angabe über die Anstellung des hl. Otmar richtig, so wird das Todesdatum des hl. Florin um mehr als ein Jahrhundert zurückgeschoben. Dann weilte St. Florin schon zu Ende des 7. Jahrh. nicht mehr unter den Lebenden. Die Richtigkeit dieser Angabe steht und fällt mit der Zuverlässigkeit der Vita s. Otmari überhaupt.

Seitdem die Forschung sich kritisch mit ihr auseinandersetzt, mußte sich die Vita s. Otmari, wie die älteste St. Gallische Geschichtsliteratur überhaupt, soweit sie die älteste Klostertradition wiedergibt, manche Korrektur gefallen lassen. Den Stein des Anstoßes bildete hauptsächlich die Darstellung der Beziehungen des Klosters zum Hochstift Konstanz, die entweder gänzliche Ablehnung oder wenigstens wesentliche Umgestaltung erfuhr. Da die entscheidende Phase der

[1] Am Schlusse des Büchleins wird nämlich der im Jahre 830 abgeschlossene Bau der St. Petruskirche in St. Gallen als «nuper» erfolgt erwähnt. *Meyer v. Knonau* 110; vgl. XXVIII ff.

[2] Hier darf darauf hingewiesen werden, daß das Kalendarium im Cod. 566 der Stiftsbibliothek St. Gallen aus dem 9.-10. Jahrh. zum 17. Nov. vermerkt: Sci florini confessoris.

[3] Immerhin ist der Grafentitel für die Zeit der Abfassung der Vita insofern richtig, als durch die neue Gauverfassung Karls d. Gr. um 806 das Land in zwei Grafschaften eingeteilt wurde.

[4] *v. Mohr* 12.

[5] Die Zahlen, die *H. Dietze*, Rätien und seine germanische Umwelt in der Zeit von 450 bis auf Karl d. Gr. (Frankfurt a. M. 1931) 288, gibt, sind bloße Kombinationen des Verfassers der Synopsis Annalium Monasterii Disertinensis.

Auseinandersetzung zwischen dem Kloster St. Gallen und dem Bischof von Konstanz in der Absetzung des hl. Otmar erfolgte, war auch sein Leben, namentlich seine Ein- und Absetzung, der Kritik besonders heftig ausgesetzt [1]. Darüber hinaus wurden mit Recht Bedenken laut über den legendären Charakter einzelner Lebenszüge, z. B. die Ausschmückung der Gerichtsszene [2]. Seitdem aber K. Ganahl [3] die älteste St. Gallische Wirtschaftsgeschichte einer Revision unterzogen hat und dabei zu einem der St. Galler Klostertradition günstigen Ergebnis über den Streit mit Konstanz gelangt ist, hat sich auch eine Umstellung zu Gunsten der ältesten St. Gallischen Geschichtsliteratur vollzogen. In einer nochmaligen sorgfältigen Überprüfung der Vorgänge spricht Tr. Schieß [4] die ältere St. Gallische Klostergeschichte vom Vorwurf einer tendenziösen Entstellung der Tatsachen entschieden frei und spricht sich über ihren Charakter als Geschichtsquelle dahin aus, daß die in Betracht kommenden Vitae »nicht Geschichtswerke im eigentlichen Sinne, sondern Heiligenleben sind, gar nicht eine zusammenhängende Klostergeschichte bieten, sondern frommen Zwecken dienen wollen ... Dazu hat man sich stets gegenwärtig zu halten, daß zwischen den in den Heiligenleben erzählten Begebenheiten und ihrer erstmaligen schriftlichen Aufzeichnung in vielen Fällen mehr, in andern nicht viel weniger als ein Jahrhundert mündlicher Überlieferung liegt, und daß in der oftmaligen Wiederholung unbewußt und ungewollt manches sich anders darstellen mußte, als es in Wirklichkeit gewesen war ... Eine solche Einstellung zur Tradition hat keineswegs die Ausschaltung der Kritik zur Folge, erfordert im Gegenteil größte Behutsamkeit, um nach beiden Seiten hin das berechtigte Maß einzuhalten. Sie wird aber durch bessere Berücksichtigung der besonderen Eigenart dieser Quellen und ihrer Entstehung eher zu einer unbefangenen, gerechteren Würdigung führen. Sie wird nicht alles, was die Mönche berichten, ungeprüft hinnehmen, aber nicht so leicht ihre Gutgläubigkeit und Redlichkeit in Zweifel ziehen, wird ihnen etwa Unkenntnis und Mißverständnisse nachweisen, ohne sie darum böswilliger Fälschung zu beschuldigen».

[1] Aus der weitschichtigen Literatur sei hier nur zitiert die zusammenfassende und wohl abschließende Abhandlung von *Tr. Schieß*, Die st. gallische Klostertradition. St. Galler Mitteilungen zur vaterländischen Geschichte, 38. Bd. (St. Gallen 1932) 57 ff.

[2] *Hauck*, Kirchengeschichte Deutschlands II, 21.

[3] Studien zur Verfassungsgeschichte der Klosterherrschaft St. Gallen. Forschungen zur Geschichte Vorarlbergs und Liechtensteins, 6. Bd. (1931).

[4] 81 f.

Man wird daher nach wie vor jede Einzeltatsache für sich auf ihre Richtigkeit zu prüfen haben und zwar auf der Basis des wirklichen Vertrauens, daß der Geschichtsschreiber guten Willens und im allgemeinen fähig war, die Wahrheit zu berichten [1].

Bei der kritischen Prüfung des Zeugnisses der Vita s. Otmari über die Anstellung des hl. Otmar an der Kirche des hl. Florin darf nun nicht übersehen werden, daß die berichtete Tatsache von ihrer Aufzeichnung um mehr als ein Jahrhundert zurückliegt. Es handelt sich um eine jener Tatsachen, die Walafrid Strabo nach Isos Wort [2] auf Grund «seniorum in coenobio sancti Galli conversantium relationibus ... conscripsit», d. h. auf Grund der mündlichen Überlieferung der st. gallischen Klostergemeinde. Die Tatsache *konnte* sich während dieser Zeit unverfälscht erhalten. Abt Otmar selber lebte bis 759; der tragische Untergang dieser kraftvollen Persönlichkeit hielt die Erinnerung an Einzelheiten seines Lebens besonders wach. Hier zumal dürfte auch der Hinweis von Schieß [3] angebracht sein, daß die älteste Geschichte der Bischöfe von Konstanz, die Ladewig in den Regesten bearbeitet hat, größtenteils ausschließlich aus den Lebensbeschreibungen der hl. Gallus und Otmar geschöpft ist, denen man also in diesen Partien rückhaltlose Glaubwürdigkeit zuerkennt. Fügen wir hinzu, daß die Vita s. Otmari gerade in ihrer Angabe über den Aufenthalt Otmars in Churrätien in der heutigen Geschichtsliteratur geradezu als Kronzeuge für die Tatsache gilt, daß Chur für das anstoßende Alamannien die nächstgelegene Bildungsstätte war. Die Erkenntnis, daß die Präses Gattin Teusinda aus Alamannien stammte, erhöht ihre Glaubwürdigkeit [4].

Immerhin sei hier im vollen Umfang einem nicht unberechtigten Verdachte Rechnung getragen, den Stückelberg [5] in die vorsichtigen Worte kleidet: «Wenn die Lebensbeschreibung des hl. Otmar richtig

[1] Ein klassisches Beispiel, mit welcher kritischen Sorgfalt St. Galler Mönche die Geschichte ihres Klosters schreiben konnten, haben wir im 5. Cap. der Miracula s. Otmari von Iso, wo er in mustergültiger Benutzung der ihm vorliegenden, uns kontrollierbaren Quellen eine Zusammenstellung der wichtigsten Lebensdaten des hl. Otmar gibt (*Meyer v. Knonau* 121 ff.). Freilich steht dem die nichts weniger als willkürfreie Kompilation Ratperts in seinen Casus S. Galli gegenüber, die kritisch am meisten belastet erscheint und das ungünstige Urteil über die alte St. Gallische Geschichtsliteratur zumeist beeinflußt hat.

[2] Bei *Meyer v. Knonau* 114.

[3] St. Galler Mitteil. 38, 80.

[4] *Dietze* 288.

[5] Die Schweizerischen Heiligen des Mittelalters (Zürich 1903) 44.

meldet und nicht einen Anachronismus begeht, so bestand schon in der ersten Hälfte des 8. Jahrhunderts eine Kirche über dem Grab des hl. Florin zu Remüs in Rätien »[1]. Hat die Kritik der Legendenbildung die Eigentümlichkeit herausgestellt, daß nicht selten Tatsachen, die nicht einmal chronologisch, geschweige denn pragmatisch, sondern nur geographisch zusammenhangen, durch die Legende miteinander verknüpft werden, so bot in unserem Fall der erhebliche zeitliche Zwischenraum zwischen Wirklichkeit und Aufzeichnung der kombinierenden Phantasie einen sehr breiten Spielraum, die gesicherte Tatsache der Erziehung und pfarrlichen Wirksamkeit des hl. Otmar in Rätien mit dem hl. Florin im selben Rätien, von dem später die Kunde nach St. Gallen drang, in Verbindung zu setzen und mit der Verlegung seines Wirkens an die Kirche des hl. Florin die dürftige Kenntnis seines Vorlebens mit einem willkommenen Zuge zu bereichern – obgleich man sich dann schon jetzt fragen könnte, warum dann gerade dem hl. Florin und nicht dem gewiß «zügigeren» hl. Luzius diese Ehre zuteil wurde! So bleibt für die Möglichkeit Raum, daß der hl. Florin nicht ein Vorgänger, sondern ein Zeitgenosse des hl. Otmar war.

Diesem bloßen Verdachte gegenüber, für den freilich kein positiver Anhaltspunkt spricht — es dürfte schwer halten, einen Zug der Vita s. Otmari namhaft zu machen, dem nicht irgendein wirkliches Ereignis zu Grunde liegt —, müssen indessen die besonderen Gründe herausgestellt werden, die für die Zuverlässigkeit des Florinzeugnisses sprechen. Sie liegen auf der Linie der bestverbürgten ununterbrochenen Beziehungen zwischen St. Gallen und Churrätien. Für das stete Verbundensein des St. Galler Abtes mit der Stätte seiner Ausbildung und seines ersten priesterlichen Wirkens spricht der Eintritt mehrerer Rätier unter ihm ins Kloster St. Gallen. Ist auch die ganze Bodenseegegend im 8. Jahrh. definitiv germanisiert, und weisen auch das St. Galler Totenbuch wie die ältesten Profeßlisten «sozusagen rein germanischen Namenbestand» auf[2], so fehlen doch im Liber confes-

[1] Völlig außer Betracht fällt der kritische Vorbehalt *Farners* 125, daß vielleicht zuerst ein Otmarspatrozinium in Rätien bestanden habe, das Grund zur Legendenbildung geworden sei, Otmar habe an einer rätischen Kirche gewirkt. Bekanntlich fand die von Iso aufgezeichnete Heiligsprechung des hl. Otmar erst 864, also lange nach Niederschrift der Vita statt (vgl. *Meyer v. Knonau* XXIX ff., 115). Vorher aber ist an ein Kirchenpatrozinium nicht zu denken. Nach *Stückelberg* 91 wurden seit 867 Reliquien des hl. Otmar abgegeben.

[2] P. *Iso Müller*, Die Anfänge des Klosters Disentis (Chur 1931) 58.

sionum unter Abt Otmar rätische Namen nicht [1], und Unterschriften in Urkunden, sowie eine ausgesprochen rätische Fassung einzelner unter ihnen in der ersten Hälfte des 8. Jahrh. [2] weisen auf räto romanische Kultur im Kloster St. Gallen hin. An die Grenzscheide rätoromanischen Kulturbodens, der ursprünglich auch das schweizerische Bodenseegebiet umfaßt hatte, und der Einbruchszone der Alamannen gestellt, fand das Kloster St. Gallen seinen geistigen Halt an Rätien, dessen Kulturbesitz durch keinen Barbareneinfall unterbrochen worden war [3]. Wie es sich seinen ersten Abt in Rätien holte, wo sich der gebürtige Germane seine geistige und geistliche Kultur angeeignet hatte, so blieb ein beständiger Kontakt mit diesem Kulturherd für St. Gallen eine Lebensfrage, die ihre glückliche Lösung fand nicht zuletzt durch den Eintritt rätischer Mönche in den Klosterverband. Den fortdauernden Austausch geistiger Kulturgüter beleuchtet ferner die Tatsache, daß die wichtigsten Codices des St. Galler Stiftsarchivs aus der frühkarolingischen Zeit nicht in St. Gallen, sondern in Rätien entstanden sind [4]. Umgekehrt begegnet man im ältesten Churer Kalendarium aus dem 11. Jahrh. den Festen der St. Galler Heiligen (Magnus, Gallus, Otmar) [5]. So klingt denn auch die Angabe Gozberts im Libellus de miraculis s. Galli nicht unwahrscheinlich, daß die Vorgänge in St. Gallen bei Absetzung Abt Otmars den Bischof Tello von Chur veranlaßt hätten, bei seinem Amtsbruder Sidonius in Konstanz Schritte zu tun für die von ihm hart bedrängten St. Galler Mönche, « quoniam eorundem fratrum aliqui consanguinitatis vinculo illi erant coniuncti ». Mit dem Herausgeber des Libellus darf man annehmen, daß « Tello jedenfalls auch ein Jugendgenosse des hl. Otmar (war), der ja in Chur bei Tellos Vater als Schüler gewesen war » [6]. Somit konnte man in

[1] *E. Arbenz*, Das St. Gallische Buch der Gelübde. St. Galler Mitteil. 19 (1884) 140 ff. — *P. Piper*, Libri confraternitatum Sancti Galli Augiensis Fabariensis in M. G. H. (1884) 111 f.

[2] *Wartmann*, Urkundenbuch I, Nr. 5, 6, 8, 9, 12, 13, 24. Vgl. Anm. zu Nr. 6 und Nr. 8. — *A. Bruckner*, Scriptoria medii aevi helvetica I (Genf 1935) 15, 20, 21, 52 (Anm. 25); II (Genf 1936) 14 ff.

[3] Vgl. *E. Poeschel*, Die Kunstdenkmäler des Kt. Graubünden I (Basel 1937) 36. *Müller* 57 ff.

[4] *R. Durrer*, Ein Fund von rätischen Privaturkunden aus karolingischer Zeit. Festgabe für Gerold Meyer v. Knonau (Zürich 1913) 29 ff. — *Bruckner* I, 22 ff., 81 ff.

[5] *W. v. Juvalt*, Necrologium Curiense (Chur 1867) IV ff.

[6] Cap. 58, bzw. 17, der Ausgabe *Meyer v. Knonau* 80; vgl. Anm. 234 und 235. Auch die in Gozberts Libellus de miraculis s. Galli, Cap. 11 f. (bei *Meyer v. Knonau* 72 ff.) mitgeteilte unfreundliche Begegnung Churrätiens mit St. Gallen, dem der

St. Gallen über Rätien gut unterrichtet sein, also auch über den hl. Florin. Eine schiefe oder gar unrichtige Angabe über ihn in einer St. Galler Schrift hätte den Widerspruch der besser unterrichteten rätischen Mönche herausgefordert. Sicher darf das St. Galler Zeugnis an Glaubwürdigkeit einer Quelle bündnerischer Herkunft gleichgestellt werden. Es verdient schon in sich ein hohes Maß von Vertrauen und bei Bestätigung durch annehmbare Indizien von anderer Seite vorbehaltlose Zustimmung.

Damit ist *eine* Frage noch nicht gelöst, die Gozbert in der Vita s. Otmari offen ließ, — die Frage nach dem *Orte* dieses Florintitels. Dieses interessante Beispiel, einen Ort mit dem Namen des Kirchenpatrons zu bezeichnen, dürfte freilich nur in seltenen Fällen ein eindeutiger Weg zur Ortsbestimmung sein [1]. Aus dem Wortlaut geht das Eine mit Sicherheit hervor, daß der Ort innerhalb des Herrschaftsbereiches des Präses Viktor, also in Churrätien, zu suchen ist. Der Ausdruck: «A supradicto comite benigne retentus» sagt nicht, daß Otmar in Chur selbst verblieb, sondern nur in den «partes» des Präses, also in der Raetia Curiensis, die im Gegensatz zum «Alamannorum genus» steht, dem Otmar entstammte. Otmar ist der erste beglaubigte Alamanne, der in Rätien als Seelsorger angestellt wurde [2]. Der in sich unbestimmte Wortlaut: «Cuidam titulo s. Florini» läßt zwei Erklärungen zu. Das «cuidam» kann sich auf die ganze Wortverbindung beziehen: «Er wurde an irgendeiner der Kirchen des hl. Florin angestellt». Es kann sich aber auch nur auf «titulus» beziehen: «Er wurde an irgend einer der Kirchen der Diözese, nämlich der des hl. Florin, angestellt». In diesem Falle könnte es einen bestimmten Titel bezeichnen: «Er wurde an *der* Kirche des hl. Florin angestellt», der aber aus irgendeinem Grunde nicht genannt wird, sei es wegen der Fremdartigkeit des Namens, sei es, weil der Verfasser mit dem Kirchenpatron auch den Ort genügend zu bezeichnen glaubte, da dieser allgemein bekannt war, sei es auch, daß er ihn selber nicht kannte. Indessen

Präses Viktor den Leib des hl. Gallus zu entführen trachtete, um sich die wirtschaftlichen Vorteile der Wallfahrt zu sichern, beweist schließlich doch nur die regen Beziehungen zwischen beiden Stätten.

[1] Bei Landkirchen seines Untersuchungsgebietes findet *M. Beck* (Die Patrozinien der ältesten Landkirchen im Archidiakonat Zürichgau [Zürich 1933] 13 ff.) gewöhnlich das umgekehrte Gesetz, daß nämlich der Ort der Kirche ohne deren Patron genannt wird.

[2] *Dietze* 288.

ist diese Frage wohl für die Biographie des hl. Otmar von Belang, für die Florinusverehrung aber unmittelbar von untergeordneter Bedeutung. Für sie ist die Feststellung ausschlaggebend, daß im 8., bzw. 7. Jahrh. eine dem hl. Florin geweihte Kirche bestand.

Nun ist das Patrozinium für sich wohl ein Beweis für die *Verehrung*, die ein hl. Florin genoß, aber noch nicht für die *Existenz* eines hl. Florin, da jene auch aus anderen Gründen erklärlich ist. Mithin sind wir auf Ergänzung des ältesten Florinzeugnisses durch andere Quellen angewiesen.

2. Ein volles Jahrhundert vergeht, bis wir auf neue Spuren der Verehrung des hl. Florin stoßen. Diesmal aber dringen wir ins Zentrum des Florinuskultes. In einer Urkunde vom 9. April 930 bestätigt König Heinrich I. dem Priester Hartbert den Besitz der Kirche des hl. Florin in Remüs, wo der Leib des Heiligen ruht, die er von seinem Onkel, dem Priester Reginward, erblich überkommen hatte; zugleich schenkt er dem hl. Florin, d. h. seiner Kirche in Remüs, die benachbarte Kirche in Sent [1].

Die Urkunde bringt die dokumentarische Bestätigung für die Richtigkeit der Angabe der Vita s. Otmari über die Existenz einer dem hl. Florin geweihten Kirche in Churrätien. Sie gibt zugleich Aufschluß über den *Ort*, wo sich eine Florinuskirche befand: in Remüs im Unterengadin, wo der Leib des Heiligen ruhte. Das nämlich sagt eindeutig der Ausdruck: «Cuius corpus in vico Remusciae requiescit». Er erklärt sich nicht hinreichend, wie Farner [2] annimmt, aus bloßem «Heiltum» des hl. Florin. Das Wort «corpus» wurde für den ganzen Leib und für einzelne Körperteile gebraucht [3]. Aber der Ausdruck «requiescit» besagt in jedem Falle die Grabstätte des Heiligen [4]. Also beweist die Urkunde zum mindesten, daß zur Zeit ihrer Ausfertigung alle an ihr Beteiligten die unwidersprochene Überzeugung hatten, daß sich in Remüs das Grab des hl. Florin befinde.

[1] «Noverint omnes ..., quia nos interventu venerabilis ac dilecti comitis nostri Arnolfi quandam ecclesiam iuris nostri in valle Eniatina in comitatu Bertholdi comitis nostri in vico Sindes vocato cum decimis et cum omnibus pertinenciis suis pro amore Dei et aeterna remuneratione ad S. Florinum cuius corpus in vico Remusciae requiescit iuri perhenni in proprietatem donavimus ipsam quoque ecclesiam s. Florini cum iam supra scripta ecclesia cuidam presbytero nomine Hartperto quam Reginuardus quidam presbyter iam pridem cum regali praecepto inssedit ipsique nepoti suo reliquit». *v. Mohr* 63 f.

[2] A. a. O. 112.

[3] *Stückelberg*, Reliquiengeschichte I, XII.

[4] Vgl. z. B. Isonis Miracula s. Otmari, cap. 1, S. 115, bes. Anm. 41.

Es fragt sich nun, ob die Kirche in Remüs, die als Grab- und wohl ursprüngliche Titelkirche *der* titulus s. Florini war, identisch ist mit dem in der Vita s. Otmari bezeugten titulus s. Florini confessoris. Bei der Unbestimmtheit des St. Galler Zeugnisses sieht man sich auf die weitere Frage verwiesen, ob in Churrätien zu Beginn des 9., bzw. 8. Jahrh. mehrere Florinuskirchen nachweisbar sind. Die Frage gewinnt an Bedeutung, weil Farner mit dem Nachweis älterer Florinuskirchen die Existenz seiner Grabstätte in Remüs und damit die Existenz des hl. Florin von Remüs überhaupt bestreiten zu müssen meint. Remüs würde nicht das Grab, sondern nur Reliquien des Heiligen gehabt haben, die von Koblenz dorthin übertragen worden wären. Schon die willkürliche Ausdeutung der Wortverbindung: « Cuius corpus requiescit », erscheint mehr als gewagt bei einer königlichen Urkunde, deren Aussteller unzweifelhaft um das wirkliche Grab des Heiligen in Koblenz gewußt hätten. Auch eine Übertragung der Reliquien in das weltentlegene Dorf ist nicht ohne weiteres einsichtig. Die späteren Ausführungen über den umgekehrten Weg, den die Reliquien tatsächlich gegangen sind, werden endgültig die Unhaltbarkeit dieser Annahme dartun und damit auch der Hypothese von der Priorität der Florinuskirchen in Seth und Luvis die Stütze entziehen, die Farner als die « beiden ältesten Florinuskirchen unseres Gebietes » anspricht [1].

Daß in *Seth* eine Kirche bestand, steht aus dem Reichsurbar von 830 fest [2]. Doch ist hier der Kirchenpatron nicht angegeben. Erst im Jahre 1526 ist Florin als solcher bezeugt [3]. Farner [4] glaubt sich zum Schlusse berechtigt: « Wenn auch der Name des Schutzheiligen nicht ausdrücklich dabei steht (nämlich im Reichsurbar), so lag nie ein Grund vor, an diesem Orte an einen nachträglichen Wechsel des Patroziniums zu denken; allgemein sieht man in dem heutigen Kirchenheiligen den ursprünglichen ». Beweisgrund dafür ist seine These [5], « daß nach sehr alter, später auch kirchenrechtlich fixierter

[1] S. 111.

[2] *v. Mohr* 291: « Habet ecclesiam in Septe ».

[3] Annalium Mss. Monasterii Desertinensis O. S. B. in superiore Rhaetia confoederata Synopsis ad annum 1526. Bei *v. Mohr*, Die Regesten der Benediktinerabtei Disentis, Nr. 279. Gefl. Mitteilung von Fr. Vigil Berther, Disentis, der zum ganzen Fall bemerkt: « Der Lage nach würde man eher schließen können, daß die Luziuskirche auf dem talbeherrschenden Hügel außerhalb des Dorfes älter wäre ».

[4] S. 111, unter Berufung auf *Nüscheler*, Die Gotteshäuser der Schweiz I, 62.

[5] S. 5 f. — *R. Frauenfelder* (Die Patrozinien im Gebiet des Kt. Schaffhausen [Schaffhausen 1928] 11 f.), *M. Beck* (17 f.), *R. Henggeler* (Die Patrozinien im Gebiete

Tradition der Titel eines Gotteshauses nie geändert werden durfte », außer bei völligem Wiederaufbau, « so daß das Patrozinium in der Regel so alt ist wie die Kirche ». Sein Buch bietet nun allerdings zahlreiche Belege für das Gegenteil ; man möchte sagen, daß es sich im Kt. Graubünden um eine Regel handelte, die mindestens so viele Ausnahmen kannte als regelrechte Fälle ! Nach Farner [1] stand nun in Seth auch eine allerdings bedeutend jüngere Ambrosiuskapelle. Er meint : « Doch wäre es, weil man bei der Weihe neuer Gotteshäuser gewöhnlich an lokale Traditionen anknüpft, interessant zu erfahren, weshalb die Kapelle gerade diesem Patrozinium unterstellt wurde ». Könnte es sich nicht um einen analogen Fall handeln, wie er ihn in der Petruskapelle in Remüs bezeugt [2], die vermutlich aus Anhänglichkeit an den ursprünglichen Kirchenpatron St. Petrus nach seiner Verdrängung durch den hl. Florin dessen Namen erhielt ? Schon 830 ist ein titulus s. Ambrosii bezeugt in Tiefenkastel [3]. Der große Mailänder Bischof hatte also schon früh Eingang gefunden in Graubünden. Warum sollte nicht er der ursprüngliche Patron der Kirche in Seth gewesen sein ? Die Konsequenz zwingt daher zur Bescheidung : in Seth stand schon 830 eine Kirche, über deren Patron wir aber im ungewissen sind.

Ähnlich liegt der Fall in *Luvis*. Schon das Reichsurbar [4] erwähnt dort einen Zanus presbyter, der nun freilich eine Kirche voraussetzt. Vielleicht ist diese ebenfalls schon im Reichsurbar genannt (titulum in Lubene), mit Sicherheit aber erst für das Ende des 13. Jahrh., dann aber mit ihrem Patron bezeugt [5]. Aber gerade Farner [6] stößt an anderer Stelle auf gewisse unabgeklärte Anhaltspunkte, die auf St. Stephanus als ursprünglichen Patron der alten Kirche in Luvis hinweisen, « als deren Patron allerdings sonst nur Florinus gilt » !

Eine dritte Kirche, die mit mindestens demselben Rechte in Erwägung gezogen werden dürfte, ist die schon im Reichsurbar [7] erwähnte « ecclesia in Riua ». Es ist dies die Kirche in *Wallenstadt*,

des Kt. Zug [Zug 1932], *H. Fink* (Die Kirchenpatrozinien Tirols [Passau 1928] 4 ff.), sind in ihren Thesen viel zurückhaltender.

[1] S. 41. [2] S. 18. [3] *Farner* 41.

[4] *v. Mohr* 296. Vgl. dazu *V. Berther*, Der hl. Luzius. In dieser Zeitschrift (1938) 28.

[5] *v. Mohr* II, 99.

[6] S. 31, unter Berufung auf *Nüscheler* 62.

[7] *v. Mohr* I, 292. Ich verdanke diesen wertvollen Hinweis Hrn. Fr. Vigil Berther, der zum ersten Mal an diese Möglichkeit denkt.

das, an der römischen Handelsstraße gelegen, die von der Hauptstraße oberhalb Sargans über Zürich nach Windisch abzweigte, offenbar eine umso frühere und höhere Bedeutung erlangte, als von Wallenstadt nach Wesen die Wasserstraße benutzt wurde [1]. Allerdings wird erst im 15. Jahrh. der Kirchenpatron genannt, nachdem schon vorher mehrmals Pfarrherren und 1273 ein « Rector ecclesiae » vorkommen [2]. Im Jahre 1440 begegnen wir unter der Bezeichnung « Lucii et Florini » erstmals dem Titulus [3], der 1510 in der umgekehrten Reihenfolge « Florini et Lucii » wiederkehrt [4]. Damit erhebt sich auch hier wieder dieselbe Schwierigkeit wie bei Seth und Luvis, daß ein eindeutiger Beweis für eine ursprüngliche und frühere Florinuskirche fehlt.

Es will daher nicht gelingen, einigermaßen einwandfrei für das 9. Jahrh. einen anderen Titulus s. Florini festzustellen, der früher sein könnte als Remüs. Sehr wahrscheinlich dürfte also die « ecclesia s. Florini » in Remüs identisch sein mit dem « titulus s. Florini » der Vita s. Otmari [5], schon weil ein anderer Florinus-Titel für diese Zeit nicht nur nicht bezeugt, sondern mindestens fraglich ist. Dazu kommt, daß sich in Remüs das Grab des hl. Florin befand, auf das die feierliche Formel im St. Galler Zeugnis : « Titulo cuidam s. Florini confessoris » am ehesten abgestimmt erscheint, die nicht nur einen beliebigen, sondern *den* damals bestehenden Florinustitel bezeichnen dürfte. Ohne Vorbehalt darf man daher mit Eichhorn [6], dem kurz darauf J. von Arx [7] folgte, unter dem titulus s. Florini die Kirche des hl. Florin in Remüs

[1] *T. Schieß*, Beiträge zur Geschichte St. Gallens usw. S. 33. — *Planta*, Das alte Rätien (Berlin 1872) 410 f. — *Schulte*, Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien I (1900) 63 f.

[2] *K. Wegelin*, Die Regesten der Benediktinerabtei Pfävers und der Landschaft Sargans (Chur 1850), Nr. 78, 85, 95.

[3] *M. Gmür*, Urbare und Rödel des Klosters Pfävers (Bern 1910) 36.

[4] *K. Wegelin* Nr. 862.

[5] Allerdings wird die Versuchung nicht klein, mit Berther in Wallenstadt den in der Vita s. Otmari erwähnten Titulus s. Florini zu suchen, weil für Quarten, das ursprünglich zu Wallenstadt kirchgenössig war und für das im selben Reichsurbar eine Kapelle bezeugt ist (*v. Mohr* I, 292), für das 13. Jahrh. eine Otmarskirche gesichert sein soll (*Nüscheler* 12). Wie naheliegend, in dieser Kirche eine pietätvolle Erinnerung an das ehemalige Wirken des hl. Otmar am nahen Titulus s. Florini zu sehen! Doch läßt sich auch hier nichts anderes sagen, als daß man über eine nachträgliche Kombination nicht hinauskommt, weil nicht der geringste Anhaltspunkt für eine frühere Existenz einer solchen Tradition an irgendeinem Orte besteht.

[6] Episcopatus Curiensis (St. Blasien 1797) 20.

[7] Geschichten des Kantons St. Gallen I (St. Gallen 1810) 23.

verstehen und annehmen, daß der Biograph des hl. Otmar diese Kirche im Auge hatte [1].

Daß die urkundliche Bestätigung der Angabe der Vita s. Otmari ein volles Jahrhundert auf sich warten läßt, spricht nicht gegen die hundert Jahre ältere Existenz der um 930 bezeugten Rechtslage. Die Urkunde *schafft* sie nicht erst, sie *setzt* diese als längst bestehend *voraus* [2]. Denn der Priester Hartbert, der als ihr Inhaber erscheint, hatte sie von seinem Onkel, dem Priester Reginward, erhalten, der seinerseits längere Zeit vorher (iam pridem) durch königliche Verleihung in ihren Besitz gekommen war, da sie dem königlichen Fiskus angehörte [3]. Die Rechtslage erfährt nur insofern eine Änderung, als die Kirche nun durch königliche Schenkung Hartbert zu eigen gegeben und dazu noch die Kirche im benachbarten Sent geschenkt wird. Wir dürfen daher den Bestand der Florinuskirche in Remüs unbedenklich für das 9., ja sogar 8. und 7 Jahrh. annehmen.

Die Urkunde von 930 hat insofern einschneidende Bedeutung für die Florinusverehrung, als sie der Ausgangspunkt eines neuen Aufschwungs und einer über die Grenzen von Remüs hinausgehenden Verbreitung ist. Die Notiz in der Vita s. Otmari aus St. Gallen läßt als vereinzelte Tatsache noch keineswegs auf eine allgemeine oder auch nur größere Ausdehnung des Kultes schließen. Daß sich Hartbert um seine Hebung bemühte, beweist schon die genannte Urkunde.

[1] Dieser Ansicht schließen sich heute die Historiker allgemein an, z. B. *Mayer* 75; vgl. 77. — *E. Poeschel* 16. — *Fink* 209. — *Dietze* 288, 318. — *Meyer v. Knonau* 95 f. — Dagegen polemisierte noch *I. F. Fetz*, Das Bistum Chur. Historisch-statistisch beschrieben. Im Schematismus der Geistlichkeit des Bistums Chur für das Jahr 1864, 46: «Othmar ... wurde, nachdem er Priester geworden, vom Bischofe als Pfarrer nach Ramüß entsendet. Damals bestand dort noch keine Kirche zu Ehren des hl. Florin, wie Walafrid und Strab glauben (sic!), sondern die Pfarrkirche war dem hl. Petrus geweiht. Der hl. Florin wirkte dort erst nach Othmar, um die Mitte des 8. Jahrhunderts. Othmar war demnach nicht Canonikus an der Kirche des hl. Florin zu Ramüß, sondern an der Kirche zu Chur».

[2] Das wird durch die sofort zu besprechende Urkunde noch klarer, die von einer «Wiederherstellung des Dienstes des hl. Florin» spricht und daher einen Rückgang der früheren Verehrung voraussetzt.

[3] In seinem Klagebrief an Kaiser Ludwig I. beklagt sich Bischof Viktor II. um 821 (*v. Mohr* 27), daß ihm durch die Divisio von den 230 dem Hochstift früher gehörigen Kirchen fast alle und sämtliche darin befindliche fünf Leiber von Heiligen weggenommen worden seien. Es wäre nicht ausgeschlossen, daß sich auch die Kirche von Remüs mit dem Leibe des hl. Florin darunter befunden hätte, da sie hundert Jahre später durch königliche Verleihung wieder verschenkt wird. Wenn sie im Reichsurbar von 830 nicht genannt wird, so beweist das nichts dagegen, weil es nicht vollständig erhalten ist.

Sie enthält nicht nur die Bestätigung seines Besitzrechtes an der Kirche in Remüs, sondern fügt die Kirche von Sent hinzu, nicht zum persönlichen Nutzen Hartberts, sondern zum Dienste am hl. Florin, d. h. seiner Kirche in Remüs. Noch deutlicher wird dieses Schenkungsmotiv in der Urkunde vom 7. April 948 [1]. Darin schenkt König Otto I. – diesmal dem *Abte* Hartbert — die Kirche zu Nenzing im Drususta1 (heute Wallgau im Vorarlberg) nebst Gütern und Leuten zu Rankwil: « ... qualiter nos interventu dilecte filie nostre Ite necnon Hermanni comitis nostri cuidam venerabili abbati nostro Harberto in comitatu Herimanni ducis nostri ob amorem Dei suique sanctissimi confessoris Florini in proprietatem concessimus ... Iussimus quoque inde hoc presens preceptum conscribi, per quod volumus firmiterque iubemus, ut memoratus noster abbas Hartbertus de his nostro dono sibi in proprium concessis ad recuperandum Christi confessoris Florini servitium ob nostram perpetuam remunerationem liberrimam teneat potestatem quidquid sibi placuerit ex inde faciendi ». Das ausgesprochene Motiv der Schenkung — an dessen Echtheit ein Zweifel kaum besteht — ist also die Verehrung zum hl. Florin, ihr ausgesprochener Zweck die « Wiederherstellung des Dienstes des hl. Bekenners Christi Florinus ».

Damit beginnt eine neue Phase in der Geschichte der Verehrung des hl. Florin. Die Florinuskirche in Remüs und seine Grabstätte war damit in die würdigsten und einflußreichsten Hände gelegt, die seiner Verehrung fast uneingeschränkte Entfaltungsmöglichkeiten öffneten, ihr den streng lokalen Charakter nahmen und allgemeinere Verbreitung weit über Remüs hinaus sicherten. Dieser Aufstieg ist verknüpft mit der Person *Hartberts*. Der Inhaber der Kirche, der zuerst presbyter, dann abbas genannt wird, in Verbindung mit dem Herzog Hermann von Schwaben und Kaiser Otto erscheint, ist kein Geringerer als der Kaplan des Schwabenherzogs, dann Abt des Klosters Ellwangen und endlich Bischof von Chur, der ein « naher Vertrauter des Kaisers und Träger wichtiger politischer Aktionen, treu, klar blickend und makellos mit so ehrwürdigen Gestalten wie Hildebald von Worms oder Ulrich von Augsburg in die deutsche Reichsgeschichte hineinwuchs » (949 - ca. 970) [2]. Er war es, der seine einflußreiche Stellung ausnützte zur Förderung der Verehrung des von ihm persönlich offenbar hochverehrten hl. Florin, dessen Grab durch eine Gunst

[1] *v. Mohr* 67 f.

[2] *E. Poeschel*, Das Burgenbuch von Graubünden (Zürich 1930) 39

des Schicksals seiner Obhut anvertraut worden war. Wenn später in der Urkunde vom 27. Juni 1070 eine « basilica sancti Florini, quae sita est in loco, qui Rhemusciae nuncupatur »[1] erscheint, so möchte man an den Bau einer größeren Kirche an Stelle der ursprünglichen schlichten Landkirche denken, die den weitergehenden Bedürfnissen der aufblühenden Wallfahrt zum Grabe des Heiligen Rechnung trug. Man wird kaum fehlgehen, wenn man ihn in die Regierungszeit Hartberts verlegt. Ob man freilich die Perspektive noch weiter spannen und mit Mayer[2] an den Bau eines Klosters über dem Grabe des hl. Florin denken darf, dessen Abt Hartbert gewesen wäre, erscheint mir zweifelhaft. Wenn Hartbert in der Urkunde von 948 Abt genannt wird, so ist das kein genügender Beweis für die Existenz einer Abtei in Remüs, da seine Abtswürde – wohl nur Sekularabt – für das Benediktinerkloster Ellwangen sozusagen gesichert ist[3]. Die Kombination Mayers[4] scheint mir keine genügende Sicherheit zu bieten: « Wenn es sich bei den Stiftungen Otto I. darum handelte, die Verehrung des hl. Florin ausgedehnter und feierlicher zu gestalten, so sollte dies wohl durch die Einrichtung des Chordienstes und hinreichende Besorgung der Wallfahrt geschehen. Es scheint, daß Hartbert in Remüs ein Kloster gründete, für welches die kaiserlichen Vergabungen gemacht wurden. Wenn in Koblenz und Schönau Stifte dem hl. Florin gewidmet wurden, so scheint in Remüs das Nämliche geschehen zu sein ». Die einzige positive Angabe früherer Autoren hat Nüscheler[5], der aber von einer Chorherrenkirche spricht. Offenbar hat ihn die Zugehörigkeit der Kirche zum Domkapitel in Chur und der Ausdruck « basilica » zu dieser Annahme verleitet. Wie hätte dann aber die Kirche dem Domstift, also einer andern geistlichen Korporation, gehören können? Eher dürfte der Umstand, daß in den verhältnismäßig zahlreichen Urkunden der Folgezeit, die sich auf Remüs beziehen, besonders auch in den Unterengadinischen Güterverzeichnissen, z. B. den Matschrodeln, nie von einem Kloster die Rede ist, den sicheren Beweis abgeben, daß ein solches dort niemals bestand. Auch die urkundlich belegte Tatsache, daß das Kloster Marienberg seit 1161 den Hof oberhalb der Florinkirche besaß, dürfte zur « Klosterthese » beigetragen haben[6]. *(Forts. folgt.)*

[1] *v. Mohr* 136 f. [2] S. 132, 139.
[3] M. G. H. Dipl. I, 319. [4] S. 132. [5] S. 127.
[6] *v. Mohr* 192. Hr. E. Poeschel in Zürich macht mich in liebenswürdiger Weise auf diese negativen Momente aufmerksam.

Lettres inédites de Sébastien Werro.

Par Louis WÆBER.

Sébastien Werro, nommé curé de Fribourg le 7 février 1580, donna sa démission dix ans plus tard, à la suite d'un conflit avec le gouvernement. Après l'assassinat d'Henri III, roi de France, deux compagnies fribourgeoises se trouvèrent englobées dans l'armée des Huguenots, commandée par le roi de Navarre, soutinrent ce dernier dans ses prétentions à la couronne et menèrent campagne contre la Ligue [1].

Le gouvernement rappela ses soldats, qui rentrèrent en partie à Fribourg au début de mars 1590. Les drapeaux de Navarre flottaient devant la maison des deux capitaines et leurs hommes, qui avaient rapporté de l'étranger une mentalité contraire non seulement à la Ligue, mais aussi, indirectement, aux catholiques, se permirent dans la rue des propos déplacés.

Werro se présenta devant le Petit Conseil, le 12 mars et, le lendemain, devant les Deux-Cents, demandant le rappel des troupes restées au service de Henri de Navarre, la punition de ses adeptes ainsi que la disparition des drapeaux aux armes de cette famille. Il déclara en outre qu'il n'ouvrirait pas les portes de la collégiale aux soldats rentrés de France tant que ceux-ci n'auraient pas renouvelé en commun la profession de foi catholique.

Ces prétentions déplurent au gouvernement, qui envoya une délégation au Chapitre pour protester.

Le Prévôt Gérard Thorin et le vicaire général Pierre Schneuwly comparurent, le 22 mars, devant les Deux-Cents pour excuser le curé, porté parfois, ils le reconnaissent, à exagérer un peu et dont les initiatives ne rencontrent pas toujours l'approbation de tous les chanoines [2] mais dont les protestations, en l'occurrence, se justifient : si,

[1] Cf. Romain Werro, *Notice sur la vie et les écrits de Sébastien Werro*, Fribourg, Galley, 1841, p. 18.

[2] Antreffend des h. Kilchern person, obschon sy nit gespürt das der h. gsandter ein unwüllen wider ine gefaßt, so ist er doch ein geschikter, andechtiger herr gegen Gott, dan obschon ein guter koch ein mal die spyß über saltzet, so nent man in doch allezyt ein guter koch, quia nihil ex omni parte beatum, derhalben er zu respectieren sye, und wöllend lügen, das wan er durch den bischof

en effet, un de ces soldats venait à tomber dans l'armée du roi de Navarre, nous devrions lui refuser la messe d'enterrement et celle de septième ; par contre on pourra tolérer le maintien des drapeaux et ne pas exiger le renouvellement de la profession de foi, ces hommes n'étant malgré tout, Dieu merci, pas des hérétiques.

Werro avait, entre temps, donné sa démission de curé au nonce Octavius Paravicini, qui l'avait acceptée [1]. Il l'avait, alléguant au surplus sa violence dans la parole et dans la répression [2], notifiée ensuite au Grand Conseil, qui essaya, mais en vain, de le faire revenir sur sa décision.

Il ne faut pas s'en étonner. L'année précédente, en effet, après avoir été, le 26 janvier 1589, nommé doyen du Chapitre, il avait déjà voulu abandonner son poste de curé, alléguant l'incompatibilité des deux fonctions [3]. Le Conseil demanda l'avis du vicaire général, qui répondit : le doyen n'ayant pas de revenus spéciaux, le curé peut, selon moi, remplir les deux charges [4], et Messeigneurs prièrent alors le Nonce de demander formellement à Werro de demeurer à son poste [5]. Le Légat, qui avait consulté Canisius [6], s'adressa, le 29 juillet, au cardinal de Montalto, neveu de Sixte-Quint et vice-chancelier de l'Église romaine. Le gouvernement de Fribourg avait, de son côté, écrit au Saint Siège. Celui-ci envoya sa réponse, datée du 8 juillet, au Nonce de Lucerne — dont elle croisa par conséquent la demande — le chargeant d'en assurer l'exécution et Mgr Paravicini écrivit alors à Werro, le 1er septembre, une lettre par laquelle il l'obligeait à conserver la charge de curé de Fribourg [7].

die ledigung der chur nit ußbringt, sy ine anzeigen das er sich wysen werde und disachen bescheindenlicher fürnem dan er es mit allem gůt meint, obschon er etliche malen zůvil thüye, das sy mit ein andern selbs uneins, pittende im beschluß das man den unwüllen gegen ime nit nemmen solle (Ratsman. 22 mars 1590).

[1] RM. (Ratsmanual), 28 mars 1590.

[2] « Das er namlich zum reden und straf zumbscheiden und zgirig (sye) ». (RM. 29 mars 1590).

[3] RM. 8 juin 1589. Werro se basait sur la bulle d'érection du Chapitre, mais à tort : on peut en déduire l'incompatibilité de deux dignités capitulaires, mais le poste de curé n'en est pas une. La question se posa de nouveau plus tard et fut tranchée définitivement dans le sens affirmatif : les curés Techterman, Seydoux, et, plus près de nous, MM. Jean-Pierre Aeby et Paul Perriard ont conservé leur charge de plébain après avoir été élevés à la dignité de doyen.

[4] RM. 9 juin 1589. [5] RM. 12 juin 1589.

[6] Otto Braunsberger, *B. Petri Canisii epistulae et acta*, t. VIII, p. 283.

[7] Reproduit dans Fontaine, *Collection Diplomatique*, t. XXI, 98-100 et par Rom. Werro, *Notice*, p. 30.

Werro, naturellement, obéit, tout en déclarant que, s'il n'avait allégué que l'incompatibilité des deux titres, estimant ce motif suffisant, la raison primordiale de son refus était, en réalité, le peu de succès dont étaient couronnés ses efforts pour corriger les abus d'ordre moral qu'il avait à déplorer parmi ses paroissiens [1].

Ces doléances n'étaient pas nouvelles de sa part. A maintes reprises on l'avait entendu se plaindre à Leurs Excellences de tel ménage désuni, de telle situation matrimoniale irrégulière, de paroissiens qui ne recevaient pas les sacrements, et une fois qu'il avait, en Conseil, en 1588, réuni tous les griefs qu'il avait à formuler, il avait terminé son exposé en exprimant le désir d'obtenir quelques années de congé, afin de pouvoir terminer, dans une université, ses études de théologie et d'histoire :

Neben dem zeigt er an wie er syn beste jugent (alls namlich er zu priesterlicher würde gewycht ward) allhie in dem kilchendienst verschliesen, da er dann alltershalb im sprung was [2], in dem studieren fürgefaren. Nun sye er altershalb noch nit sovil ußgewachsen das er mit bystand götlicher gnaden den rechten grund heiliger schrifft, darzu er dann lust habe, nit ergryffen möge, weßhalb syn trungenlich ersuchen dahin lange, das man im ein anzal Jaren verwilligen wölle, sich uff ein hohe schule, es sye gan Rom oder gan Parys, zeverfügen und den studiis heiliger Schrifft und der historien obzeligen; erbüt er sich die übrige zytt, so Gott der herr ime gonnen möchte, allhie in synem vatterland zuverschlyssen und demselbigen zedienen [3].

Leurs Excellences, pour toute réponse, avaient demandé au curé de Fribourg de conserver ses fonctions ; mais, en 1590, parce que le Nonce avait, cette fois-ci, accepté la démission du curé, et probablement aussi parce que Messeigneurs goûtaient peu cette ingérence ecclésiastique dans une question qui était, à leurs yeux, essentiellement d'ordre politique, ils n'insistèrent pas.

Werro était donc libéré de la principale de ses fonctions. D'une manière qui, du moins à distance, nous paraît assez inattendue, il obtenait ces loisirs nécessaires à la poursuite de ses études qu'il sollicitait depuis longtemps, et c'est pourquoi il eut vite fait de prendre une décision : il résolut de partir pour Rome.

[1] RM. 17 juillet 1589.

[2] Werro avait, de 1571 à 1574, étudié les lettres à Fribourg en Brisgau. Il commença ensuite sa théologie et fut ordonné prêtre à Besançon, en avril 1577, alors qu'il venait seulement d'entrer dans sa 23me année. Il n'avait donc pas l'âge requis, et c'est pourquoi, lorsqu'il fut de retour à Fribourg, Pierre Schneuwly lui enjoignit d'attendre, pour célébrer sa première messe, jusqu'en février 1578. C'est ce qui lui permit, avant de pouvoir exercer les fonctions du ministère, de poursuivre encore ses études.

[3] RM. 10 mars 1588.

Il y avait déjà passé à peu près trois semaines en mai 1581, alors qu'il se rendait en Terre Sainte, et l'on a conservé, de ce séjour, des annotations précieuses sur les monuments de la Ville Eternelle [1], qui dénotent son esprit d'observation et son inlassable activité.

Cette fois-ci, il y demeura trois ans, et les historiens sembleraient donc en droit d'attendre une abondante gerbe de renseignements de la part de l'ancien curé de Fribourg, alors dans la force de l'âge — il avait 35 ans — qui n'était pas un inconnu à Rome, qui s'y créa nombre de relations, entre autres avec des hommes qui allaient être canonisés un jour, qui vit se succéder trois papes sur le siège de saint Pierre.

De fait, il a consacré tout son temps, pendant ces trois années, à l'étude. Il réduisit sa correspondance au minimum. Il n'y a de conservées [2] que vingt lettres, qu'il écrivit à son frère François, alors bailli à Châtel-Saint-Denis [3]. Il y est question d'affaires de famille, d'envois d'argent. Ces lettres révèlent, par ailleurs, un homme profondément pieux, se soumettant en toutes choses au bon plaisir de la Providence, généreux pour les pauvres, large à l'égard du chanoine Ratzé qui le remplace, à Saint-Nicolas, pour la desservance de l'autel des Rois, dont il était le chapelain, conservant fidèlement le souvenir de ses parents défunts et insistant à plus d'une reprise auprès de son frère pour que leurs tombes soient bien entretenues.

Il ne saurait être question de publier intégralement ces lettres ; mais il nous semble qu'il y a lieu d'en extraire — pour les résumer ou les citer mot à mot dans certains cas — les passages présentant un certain intérêt, soit pour l'histoire de Werro lui-même et de Fribourg, soit surtout pour l'histoire de Rome et des papes.

* * *

La première lettre, du 10 avril 1590, est envoyée par Werro à son frère depuis Fribourg : après l'affaire qu'il a cru devoir introduire devant le Conseil et qui l'a amené à donner sa démission de curé de ville — démission qui a été acceptée par le Nonce, par le vicaire général

[1] Ces annotations ont été consignées en latin, sous forme de journal. A son retour, Werro les rédigea à nouveau, en allemand. Ces deux travaux sont encore, pour la plus grande partie, inédits. M. Ed. Wymann a publié les notices qui concernent la ville de Rome : le texte latin dans la *Römische Quartalschrift*, t. 33 (1925) p. 51-71, et le texte allemand dans la *Festschrift Schnürer* (1930) p. 65-86. Il en a, en outre, réparti certains chapitres dans d'autres publications.

[2] Aux archives du chapitre de Saint-Nicolas. Papiers Werro.

[3] Plus tard, en 1604, membre du Petit Conseil.

et par le Conseil lui-même, qui avait prévu la nomination d'un successeur pour Pâques [1] — il a envie de partir pour Rome immédiatement, soit pendant la semaine pascale.

Quinze jours plus tard, le 24 avril, Werro fait savoir à Châtel que, par une lettre envoyée au vicaire général, lettre qui ne contenait d'ailleurs rien de désagréable pour lui, le Nonce lui demande de renvoyer son départ jusqu'à la fin des fêtes. Il s'incline, mais va envoyer un message à Lucerne pour mettre le Légat au courant de la situation.

Quatre mois se passent. A force d'instances, Werro a reçu du Nonce l'autorisation de s'en aller [2]. Les grosses chaleurs sont passées. Il va se mettre en route au plus tôt, soit le lundi 3 ou le mardi 4 septembre. Les compagnons de route, des bourgeois de Fribourg, qui avaient promis de partir, à cheval, avec lui, ont renoncé à leur projet. Heureusement, il s'en est présenté un autre, qui lui donne toute satisfaction et qui lui suffit : le jeune Jean Krummenstoll [3].

Les deux voyageurs partirent à peu près à la date fixée. Ils passèrent par Lucerne, où la bienveillance du frère de Werro leur avait ménagé l'agréable surprise d'un aide, qui les suivit presque jusqu'à Milan. Ils apprirent, au lac de Lowerz, la nouvelle de la mort de Sixte-Quint [4], mais purent se convaincre en arrivant, le 13 septembre, à Milan, où parviennent des nouvelles plus sûres, qu'il était faux que son successeur fût déjà élu [5].

De Milan, le voyage se poursuit par Parme et Sienne. Werro arrive à Rome, dispos et bien portant, la veille de la Saint-Michel, soit le 28 septembre [6], toujours en compagnie de Jean Krummenstoll, qui l'a quitté depuis pour se rendre, avec Hans Wild [7], à Venise ou à Milan.

[1] Pâques tombait, en 1590, le 22 avril.

[2] L'autorisation de partir lui fut accordée par le Chapitre le 1er septembre : « R. Dominus Decanus nostræ Ecclesiæ, D. Sebastianus Werro, a ven. Capitulo paterne petiit licentiam proficiscendi in Italiam et Romam, ad continuenda incœpta sua studia, quod unanimiter a ven. Capitulo ei concessum est et illi semper pristinus locus in Capitulo fuit reservatus ». (Arch. de Saint-Nicolas. Man. Capituli, t. I, f. 57v).

[3] « Hans Krummenstoll, mynes Tischherren sun ». Lettre du 25 août 1590.

[4] Décédé le 27 août 1590. Urbain VII, son successeur, fut nommé le 15 sept.

[5] Lettre écrite de Milan, le 14 septembre 1590.

[6] C'était le lendemain de la mort d'Urbain VII, qui n'avait régné que douze jours.

[7] Jean Wild, ancien bailli de Bulle et, plus tard, avoyer de Fribourg. Il fut capitaine en France et se rendit en pèlerinage à Jérusalem en 1602. Le pape le créa chevalier de l'Eperon d'or. Il fut l'un des soutiens du nonce Bonhomius et du P. Canisius.

Ils ont voyagé cinq jours à cheval et les autres à pied, sans grandes dépenses, bien que la sécheresse et la disette qui en est la conséquence eussent fait renchérir les vivres :

Unsere zehrung verlaufft sich auff kein grosse summ, ob glych woll ein grosse theürung diß Jars in Italien und von Parma biß gen Siena trefflicher mangel enstanden : also daß auch zů Rom die theurung ettlicher masen gespürt wirdt, vill mer aber durch obgemelte stätt, also daß einem auff der straß die arme kind mitt außgereckten händs und unableßlichem anhalten entgegen lauffen, vill flüß ersigett vor grosser hitz vorgehendes summers, vill brügck über trucken land vergebens stehn, selten ein grůner frischer wasen gesehen wird, vill stätt verschlossen, die man umbgehn můß, daß brott klein und ettwan seltzam, also daß ettliche würtsheüser one brott stehn oder kaumerlich dessen gnůg aufstellen, die frücht und das obs abgebrendt wie auch die gartenkreüter.

A Rome, on espère que le futur pape prendra des mesures pour approvisionner la ville, comme l'a fait le successeur de Sixte-Quint, Urbain VII, qui avait formé bien d'autres projets encore, mais que la mort a malheureusement enlevé si rapidement. On affirme que la Sicile, la Sardaigne, la Corse et l'Afrique ont subi les mêmes dommages l'été dernier.

Werro a commencé ses études de théologie. Il envoie, à l'intention du P. Canisius, les Annales de Baronius, parues dernièrement [1] :

Dem Gottgeliebten H. Petro Canisio, mynem reverendo in Christo Patri, wöllest die Annales ecclesiasticos, ein groß nuw büch aussergeben, so ers noch nitt selbs hett bekommen mogen, welches er biß auff wyttern bescheid mag behalten.

A son frère enfin, il fait parvenir un petit livre de prières, bénit par le Souverain Pontife, et à l'emploi duquel est attachée, chaque fois, une indulgence [2].

Nouvelle lettre en mars. Werro devra quitter Rome à la fin du temps pascal, soit vers le mois de mai : le pape — il s'agit de Gré-

[1] Des douze volumes des *Annales ecclésiastiques* de Baronius, le 1er avait paru en 1588, le 2me en 1590.

[2] Lettre écrite de Rome (ce sera le cas de toutes celles qui vont suivre) le 2 novembre 1590 et parvenue à Fribourg — le destinataire prit ordinairement la peine de noter la date de réception — le 5 janvier suivant. Werro en avait envoyé une autre un mois plus tôt, par l'entremise d'un voyageur que la maladie obligea de rentrer à Rome. Dans un post-scriptum, il engage son frère à lui faire parvenir ses lettres par Lyon, en se servant de l'intermédiaire de Hans Wild ou du capitaine Ratzé (commandant de la garnison suisse à Lyon et ami du P. Canisius) qui les enverra au commandant de la Garde suisse à Rome.

goire XIV a, en effet, ordonné de rejoindre leur poste à tous les évêques et prêtres ayant charge d'âmes ou pourvus d'une dignité ecclésiastique, mesure qui l'atteint par conséquent, puisqu'il est le doyen du Chapitre de Saint-Nicolas, et qui lui paraît, au surplus, s'imposer vu la disette de vivres, qui se fait sentir maintenant également à Rome :

zům teil auch des grossen hungers und mangels an brot so alhie zů Rom hatt überhand gewonnen, welcher umb deß, daß man hie pfelgt das brot täglich von becken zůkauffen, vorbehalten wenig grosse höff, die selbs bachen, desto schwärer worden, also daß man vill wochen nitt dan durch groß geträng und beitt hatt mögen brott haben, darunder dan ettlich das leben geeendet : volgends hatt man durch angesehne ordnung eynen jeden für syn haußhaltung das brott dargezelt, jedem menschen für zwen kreützer für ein jegklichen tag : welches jetzund schier will anheben schmäler zůwerden : also diewyl das volck seer geschruwen, die armen, unangesehen daß alle Spittäl erfült und neüwe stifft angesehen worden, hin und här todt funds worden[1], hatt Bäpstliche Heiligkeitt bewilliget und zůgelassen dem gemeinen handwercksman und dennen so mitt schwärer arbeitt umgehn, kein krefftige spyß aber nitt wissen, diewyl es am brot fehlet, fleisch durch die Fasten zůessen, darzů dan büffel, deren hie grosse anzal ist, ernambset worden, ist ein grob, starck fleisch, dessen ein pfund umb fünff quadryn oder fünff dryer erkaufft wird.

Lui-même n'a aucunement souffert de la faim jusqu'à ce jour, mais il a utilisé tout l'argent dont il disposait pour se procurer des vivres. Une occasion sérieuse lui est offerte de rester[2], mais, en présence de cette détresse, il a envie de partir malgré tout. Il a demandé au landammann Lussy, qui s'est rendu à Rome comme délégué des cantons catholiques, de lui faire une avance d'argent, pour lui permettre de se rendre éventuellement jusqu'à Milan[3].

Les deux lettres qui suivent ne traitent que d'affaires de famille ou d'argent : l'une datée de la Fête-Dieu, soit du 13 juin 1591, que son frère reçut le 26 août ; l'autre du 28 juin, parvenue à destination le 26 août également.

[1] Cf. Pastor, *Gesch. der Päpste*, Bd. X, p. 536-38. Saint Louis de Gonzague, mort à Rome le 21 juin 1591, fut l'une des victimes de cette épidémie qui vint s'ajouter encore à la famine.

[2] D'après une annotation de Werro, relevée par M. le professeur O. Perler dans un de ses manuscrits conservés à la bibliothèque des Pères Cordeliers à Fribourg (ms. 91, p. 348), c'est grâce à l'intervention du cardinal Paravicini — c'était l'ancien nonce de Lucerne — que Werro fut autorisé à continuer son séjour à Rome.

[3] Lettre du 21 mars 1591, reçue un peu avant la Pentecôte, qui tombait le 2 juin.

Faisant allusion à la guerre entre Berne et la Savoie de 1589-90, Werro, dans la lettre du 13 juin, avait recommandé à sa famille de ne pas se laisser troubler. Il répète le même conseil au début du mois d'août. Il a appris avec douleur les mauvais traitements qui ont été infligés à cette occasion aux religieuses d'Evian [1] ; il est du moins heureux de les savoir maintenant à Fribourg, bien qu'il ne soit pas d'avis qu'on les dirige sur Marsens — c'est-à-dire vers l'ancien couvent prémontré d'Humilimont, supprimé en 1580 [2].

C'est de questions d'argent que traite de nouveau la lettre du 24 août 1591 [3].

Celle du 29 septembre [4] déplore la misère qu'engendre dans son pays natal la guerre de Genève ; et ceci l'amène à émettre des considérations où l'on retrouve les idées qui lui tenaient à cœur et qui ont motivé naguère son départ de Fribourg :

Der gerechte Gott aber wöls alles in kurtzem wenden : wiewol zûbesorgen daß er nitt auff ein zytt ein gantze Eidgnoschafft überal strafle, diewyl man nach vil verloffenen lastern erst will bald fromme, fürstliche, ja geistliche Legaten, die sonst auch by den unglaübigen fry sind, gefänglich inziehen, bald glaub und ehe hindan gesetzt, wider den glauben, wider der kirchen oberste Christi Statthalter, wider des vatterlands eigne voraußgesandte fäule will kriegen und erst damitt man ein secktischen König dem franckrych helffe auflegen, wie ich vernimme : dan das geschrey geschwinder ist dan unsere brieff.

Inutile de lui chercher un logement avant son retour, qui ne s'effectuera d'ailleurs pas cette année — il l'avait déjà déclaré le 4 août — un an ne lui suffisant pas pour terminer ses études. Il y aura d'ailleurs toujours assez de maisons à Fribourg. J'ai offert la mienne pour les ministres de Dieu nécessiteux [5]. La Providence me procurera bien en échange le gîte nécessaire pour ma pauvre courte existence. Il est heureux d'apprendre que son frère a ménagé un bon accueil, lors de leur passage, au Père Recteur du Collège de Fribourg ainsi qu'aux autres Jésuites, car ceux-ci lui sont, jadis, venus en aide dans bien des cir

[1] Il s'agit des Clarisses d'Orbe, qui s'étaient réfugiées à Evian en 1550, lors de la pénétration de la Réforme dans le lieu de leur résidence.

[2] Lettre du 4 août 1591, reçue le 1er septembre. Werro demande à son frère de lui adresser ses lettres au Collège Germanique.

[3] Reçue le 30 septembre.

[4] Reçue le 8 novembre.

[5] Cf. Man. Capituli, t. I. f 52, séance capitulaire du 24 novembre 1589 : « D. Decanus Sebastianus Werro in perpetuam rei memoriam, amoris causa erga ven. Capitulum, suas ædes, prope archigrammatei domum existentes, libere donavit. »

constances difficiles de son ministère et l'ont soulagé de plus d'un souci. Sa santé est bonne [1]. Il se porte même mieux qu'à Fribourg.

L'année 1592 s'ouvre par une lettre du 25 janvier [2] consacrée uniquement à des préoccupations d'ordre matériel. C'est le cas également pour celle du 16 février [3], mais dans un cadre plus général, car il y est question de la dette du Saint-Siège à l'égard des troupes des cinq cantons levées quatre ans plus tôt, alors que le cardinal Cajetan [4] était légat en France. Le Nonce envoyé en Suisse pour régler ces comptes [5] n'a cependant pas encore reçu d'ordres au sujet du dernier mois de cette récente campagne, à laquelle ont participé les Fribourgeois ; on attend en effet le retour du trésorier qui faisait également partie de l'expédition. Suit cette remarque :

Die erste schuld belangende, hatt Bapst Clemens den Eidgnossischen haubtleütten auff ein mal zwenzigtausend kronen angetragen, ir recht dannacht, so sy an König auß Franckrych haben mögen, dem sy damalen zůzogen waren, ungeschwecht, volgends hatt er innen drysigtausend erbotten welches sy doch abschlagen, deßhalben er jetz einen Nuncium hinyn schickt.

Et la lettre se termine par cette indication qui prouve, par le poste de confiance qu'on lui avait confié à l'*Anima*, l'estime que l'on avait à Rome pour l'ancien curé de Fribourg :

Was mich belangt, blyb ich noch in myner vordrigen herberg hie zů Rom, nemlich in der Teütschen kirchen, da der priestern dryzehen sind, deren ich unwirdiger soll Præses oder oberster syn, nach Ostern aber, ob Gott will, wird ich wider zů euch heimreissen, es sy dan sach, daß mich die obligende geschefften unserer Kirchen lenger aufhalten.

Suit un billet du 27 février [6].

Dans la lettre, assez longue, du 4 mai, Werro revient sur ses projets. Il s'excuse, comme il l'a déjà fait précédemment, de cette absence qui se prolonge et tient à en communiquer la raison à son frère : après

[1] Affirmation qui revient à plusieurs reprises dans ses lettres.

[2] Reçue le 4 mars.

[3] Reçue le 17 avril 1593 (*sic* ; mais c'est probablement une erreur de la part du destinataire).

[4] Henri Cajetan, ou plus exactement Gaétan, créé cardinal en 1585 ; envoyé comme légat en France par Sixte-Quint en 1589, à la mort du roi Henri III, pour assurer l'élection d'un roi catholique.

[5] Le nonce Octave Paravicini avait été créé cardinal le 6 mars 1591. Grégoire XIV désigna, pour lui succéder, le 20 juin de la même année, l'évêque de Cassano, Goodwin Owen ; mais celui-ci, à cause des difficultés résultant de la solde en retard des troupes suisses, n'entra jamais en fonctions. (Cf. Pastor, *Gesch. d. Päpste*, Bd XI, p. 295.)

[6] Reçu le 25 mars.

son départ de Fribourg, deux éventualités se présentaient à lui : rentrer au bout d'une année, avec la perspective de retrouver ses parents et cette population qui lui sont chers ; ou bien, au contraire, poursuivre pendant au moins trois ans ses études d'Ecriture Sainte. Il a hésité un certain temps et ne savait trop que répondre à ceux de ses amis qui l'interrogeaient à ce propos ; mais maintenant que ses études se poursuivent dans de bonnes conditions et que, d'autre part, sa présence parmi les siens ne lui semble pas indispensable, il a résolu de passer à Rome trois années entières. Il a pleine confiance que ni son frère ni les autres membres de sa famille ne lui en feront un reproche.

D'ailleurs un séjour prolongé à Rome, par toutes les belles et saintes choses dont il y est le témoin, est précieux pour la formation d'un ecclésiastique. Lui-même s'y est fait des amis ; il a noué des connaissances, qui lui sont fort utiles pour la visite de la Ville Eternelle et de ses sanctuaires si éloignés les uns des autres et, d'autre part, si divers : les uns vous remettent devant l'esprit les apôtres qui ont implanté à Rome la foi chrétienne ; d'autres : les martyrs ; d'autres rappellent les endroits où les premiers chrétiens se réunissaient pour leurs cérémonies, alors que les persécutions les empêchaient de les célébrer publiquement. Ce sont ensuite les vestiges des splendides bâtiments de la Rome antique, en partie antérieurs à l'ère chrétienne, quelques belles statues de marbre, représentant soit des divinités, soit des personnages historiques, et qui dépassent de beaucoup, comme art et comme facture, ce que font nos artistes actuels ; et l'on trouve des antiquités de ce genre dans toute l'étendue de la ville, de sorte qu'il n'est guère d'endroit où l'on ne rencontre des souvenirs de la vieille Rome, soit chrétienne avec ses saints, soit païenne avec ses guerriers. Ajoutez-y l'intérêt toujours actuel que présente la Ville Eternelle. J'y ai appris à connaître beaucoup de savants de nombreux pays. On a l'occasion d'entendre des avis précieux. Enfin les cérémonies se déroulent avec un ordre parfait et c'est vous dire que je ne puis que me plaire ici [1].

Messeigneurs de Fribourg avaient chargé leur ancien curé de présenter à Clément VIII leurs félicitations et leurs vœux [2]. Il s'est acquitté

[1] Cette lettre du 4 mai fut reçue le 29 juin. Werro la termine par cet avis à son frère : « Schryb mir zů also : Romæ apud S. Mariam de Anima ».

[2] Missival, t. 34 ; f. 136v. Innocent IX, est-il dit dans cette lettre, est mort avant que vous lui ayez baisé le pied en notre nom ; faites-le, de notre part, auprès du nouveau pape. Innocent IX, nommé le 29 octobre 1591, était mort le

de son mieux de cette mission, écrit-il le 19 juin 1592 [1] et il a profité de l'occasion pour recommander les intérêts ecclésiastiques de sa ville natale à la bienveillance du Souverain Pontife, qui a daigné lui répondre favorablement. Il poursuit en ces termes, faisant l'éloge du nouveau pape :

Bapst Clemens des namens der acht, hatt ein sonderlichs lob, hatt auch jeder zytt hievor ein unstråflichs, loblich leben gefûrt, das niemand an imme nichts zůschälten hatt, daß mir nitt zwyfelt, solte er under den Widersächern und Sectischen selbs wonen, er wurde lob und ehr erlangen und würden sy bald erkönnen, wie unrecht sy synen haben mitt irem widersiennigen lästern und falschen auflag. Die Kirchen und Priesterschafft der Statt Rom ist er gesinnett zůreformieren, wie ers dan mitt offendtlichem Edict kundgethan und verschinen Sontag in der fürnembsten Kirchen hatt in Gottes namen angefangen [2]. Er besicht und erfragt alles selbs, die Spittäl da ettliche hundert personen kranck ligen besucht er mit eigner person ; er pflägt täglich by zehen oder zwelff frömbde pilger zů synem imbeß zůladen und fründlich zůempfahen. In der andacht und am gebett ist er empsig, will auch das Gottes gebott und Kirchenordnungen gantz geflissen gehalten werden und der gottesdienst nach aller gebür verrichtett. Solches und derglychen anders mer gibt mir ein lust alhie zůblyben, wiewoll nitt lenger den mynes studierens zill mag langen.

La lettre se termine par cet avis, de nature toute personnelle, à son frère : Crois-moi, si, de notre héritage paternel et maternel, quelque chose avait été remis chaque année aux pauvres, notre avoir se serait certainement accru.

La lettre du 25 septembre 1592 reprend l'éloge de Clément VIII :

Der Bapst Clemens ... fahrt in fürgenomner reformation fort, den nutz hebt man schon an zůgespüren : die bösen entsetzen innen, die frommen lieben in. Jederman verwundert sich synes hohen wyßheitt und grosses flyßs.

Werro évoque ensuite le souvenir de son père défunt, qui aimait à parler à ses enfants de la Ville Eternelle et qui prenait occasion de la lecture, dans un vieux livre, de l'histoire de Véronique, pour déclarer qu'il aurait aimé pouvoir finir ses jours à Rome. Son fils n'en apprécie que davantage le privilège qui est le sien. Non pas qu'il se désintéresse

30 décembre de la même année. Le cardinal Aldobrandini, qui lui succéda sous le nom de Clément VIII, avait été élu le 30 janvier 1592.

[1] Lettre parvenue à destination le 5 août. Werro, après sa réception par le pape, écrivit également au gouvernement de Fribourg, qui le remercia en date du 8 juillet 1592. (Missival, t. 34, f. 166.)

[2] Cette visite canonique des églises de Rome commença, le 18 juin 1592, par la basilique du Latran. (Pastor, *ibid.*, p. 422). D'après cette lettre, que Werro écrit le vendredi 21 juin, elle aurait donc eu lieu déjà le 14 juin.

de sa patrie. Il fait le vœu que bien des choses y prennent une autre tournure, bien persuadé d'ailleurs, après les efforts qu'il a inutilement déployés naguère, que sa présence n'y contribuerait aucunement ; mais ce lui est une raison de plus de bien employer ici son temps. Il a d'ailleurs l'impression que son séjour à Rome n'a pas été pour lui sans profit, ce qui ne veut pas dire qu'il faille ajouter foi au racontar colporté par le Frère Augustin, prétendant qu'il aurait été élevé à je ne sais quelle haute dignité. Il n'y a pas là un mot de vrai : il n'en a ni l'envie, ni les moyens et cela n'entre pas dans les vues du Souverain Pontife. Donc, dit-il à son frère, si tu en entends parler, c'est à démentir :

Was die neüwe mar durch den Augustiner Brû ler von mir außgeben belangt, als were ich weiß nitt zů was hohem stand erhebt, hatt weder händ noch fůß, dan es weder mynem vorhaben und vermögen, noch Bäpstlicher Heiligkeitt fürsehung und wyßheitt gemäß ist : welches ich dich bitte, wöllest flysig entschuldigen, wo du hörest dessen meldung geschehen, dan mir solches unnütz fürgeben nitt ein klemen verdruß hatt geschöpfft

Le capitaine Segesser est parti de Rome, malade, le lendemain de la Fête-Dieu (soit le 29 mai), mais il a dû s'arrêter à Florence et il y est mort trois jours plus tard. C'est son fils Etienne qui le remplace comme commandant de la Garde Suisse. Lui-même, Werro, a eu un accès nouvel de fièvre au début de l'été, mais maintenant il va bien et se sent même plus dispos que dans sa patrie.

Cette lettre du 25 septembre ne partit pas immédiatement, car Werro la continue, sur la même feuille, en date du 10 janvier 1593 [1]. Il s'y déclare heureux d'avoir pu réaliser le désir qu'il avait formé depuis longtemps : celui de s'absenter encore une fois, afin de poursuivre à fond l'étude de la théologie. Mais maintenant le vicaire général le rappelle, de sorte qu'il rentrera après Pâques, et il charge son frère de lui trouver une maison dans le voisinage de Saint-Nicolas.

Il a eu une audience du pape vers la fin du mois de décembre :

Nach lengerm verzug des Augustinerbruders ist mir lieb, daß ich ferner dich kan berichten, wie daß ich durch schryben ermanet worden, by Bäpstlicher Heiligkeit, umb ein Wychbischoff by eüch zůordnen [2]

[1] Cette double lettre arriva à destination le 19 février 1593.

[2] L'évêque de Lausanne, Mgr Gorrevod, résidait à l'étranger, en Franche-Comté, comme ses prédécesseurs depuis la Réforme. A Rome on lui faisait le reproche de ne pas habiter dans son diocèse. Il s'y trouvait cependant, et y demeura environ une année, au moment où Werro écrivait cette lettre. Werro était d'ailleurs le premier à désirer l'y voir revenir (Cf. RM. 17 juillet 1589), mais il n'avait pas Mgr Gorrevod en grande estime : dans le discours synodal de 1580, il le compare au vieux prêtre Héli, tandis qu'il attribue au nonce Bonhomius le rôle du jeune Samuel.

anzůlangen, hab also by ir Heiligkeitt audientz bekommen Mittwoch vor dem h. Wienachtabend, ein stund in der nacht, da der Bapst Clemens des namens der Achte, nach dem er die fürnembsten und hochwichtigsten personen vernommen, ferner hatt heissen hinyn zů im kommen alle die so noch umb audientz wartende vorhanden, hatt mich gůtigklich verhört, hab syner Heiligkeit in schrifft geben die artickel so mir befolhen : volgends nach dem er gefragt ob niemands mer an in was begere, ist er in syn Oratorium oder Kammercapellen gangen, so nechst am Saal gemeiner Audientz anstoßt, da er die Litany selbs gebettett, darzů imme syne Caplanen antworteten, volgends sangen die Sänger zů der Orgeln das Salve, darauff er, der Bapst, die Collect oder Oration selbs sange, welches sonst syn gewohnliche wyß ist, alles zwar mitt sölcher innigklichen andacht, demůtt und neigung des hertzens vor Gott, daß ich mich nitt gnůg kan verwundern und woll mag sagen, daß ich nitt bald wüßte einen gemeinen priester wie mynes glychen zůfinden, der inns, will nitt sager vorthů, sonder nur zůthů ; von dannen gůng der Bapst wider durch den Sal in syn ruwkamer ; auf dem altar war anders nichts als ein hoh silerin Crucifix und vier Liechter. Er ist empsig in der Reformation der Kirchen und Clöstern in Rom, er hatt jetz aufgesetzt das gemein gebett der vierzigstunden, so tag und nacht wehret und von einer kirchen zur andern umbgaht, je zwen tag in jeder kirchen : ist unser kirchen angekündt den 25. und 26. hornungs zůkünftig, gaht eines halben Jars herumb in den fürnembsten kirchen, volgends hebts wider an von anfang ; und solches dem Franckrych zůgůtten sambt anderen anligen gemeiner Christenheitt, wie auch wider den Türcken und die Secten.

Il parle ensuite de voyageurs de marque arrivés récemment à Rome : le 8 décembre, deux jeunes princes de Bavière [1], que le pape a fait loger dans son palais ; pour la Semaine Sainte, Maximilien d'Autriche, élu roi de Pologne, était venu ici incognito, ne se faisant connaître qu'à un Jésuite et à des étudiants allemands qui lui servirent de guides pour la visite de la ville.

Le lundi de Pâques, 19 avril 1593, Werro répète qu'il se prépare à rentrer [2].

Le 15 mai 1593 [3], il annonce qu'il a été reçu docteur en Ecriture Sainte le 10 mai. Ce n'est pas par amour-propre qu'il a voulu mettre ce point final à ses études, mais pour fournir la preuve qu'il ne s'est pas absenté sans raison sérieuse. Les frais de ce doctorat ont été assez élevés :

Myn zehrung belangende, wie auch den kosten so mitt mynem Doctorath ist aufgangen, hatt mir der h. Gwardihauptman allhie fürgesetzt, mynes beduncken ein groß gelt, hatt aber nitt weniger syn können, nemlich fünfzig sommenkronen gewichtigs Franckrycher schlags.

[1] Philippe et Ferdinand, frères cadets de Maximilien, prince héritier de Bavière, Cf. Pastor, *ibid.*, Bd. XI, p. 252.

[2] Lettre reçue le 22 mai. [3] Lettre parvenue à destination le 7 juin.

Son désir est maintenant de rentrer le plus tôt possible, dès qu'il aura reçu une réponse du pape au sujet du conflit entre les chanoines du Saint-Bernard et le chapitre de Saint-Nicolas ainsi que le gouvernement de Fribourg [1]. Il compte, pour le voyage, sur l'aide de Dieu : cet été la chaleur n'est pas très forte et les routes sont actuellement sûres en Italie. Il aura un aimable compagnon de route dans la personne de Antoine Renaud de Romont, qui a passé l'année à Rome en vue de ses études [2]. Et, pour la première fois, Werro qui signait toujours : « Sebastianus Werro presbyter », ou « Priester », écrit : « Sebastianus Werro, der h. Schrifft doctor ».

La dernière lettre est du 5 juillet 1593 [3]. Malgré les pressantes exhortations de son frère, redoutant pour lui les chaleurs de l'été — qu'il ne faut cependant pas exagérer pour qui sait prendre les précautions nécessaires — il n'est pas encore parti et se demande s'il pourra se mettre en route avant l'automne. S'il n'avait tenu qu'à lui, il aurait quitté Rome peu après Pâques. Il a même déjà envoyé ses livres à Milan. C'est l'affaire du Saint-Bernard, au sujet de laquelle Messeigneurs lui ont écrit, qui l'oblige à prolonger son séjour ici, principalement parce que la partie adverse n'est pas représentée. Aussi je ne m'en occupe plus, jusqu'à ce que nous soit accordé un juge qui nous convienne mieux. Entre temps, j'ai fait valoir certaines nécessités de notre église et du diocèse. J'ai la conviction qu'on ne me refusera rien, mais les choses risquent de traîner indéfiniment [4]. Le cardinal Paravicini essaye, depuis un certain temps déjà, de me retenir ici plus longuement. Il est d'accord que je me rencontre avec mon frère à Lucerne, mais mon absence ne devrait pas se prolonger.

Les deux princes bavarois Philippe et Ferdinand qui se destinent à l'état ecclésiastique, ont eu à Pâques la visite de leur frère aîné, Maximilien [5], auquel la noblesse a réservé un accueil empressé. Ils sont

[1] Il s'agissait d'un certain nombre de paroisses et de prieurés que possédaient chez nous les chanoines du Grand Saint-Bernard et que desservaient par conséquent des religieux étrangers au pays, alors que la plupart de ces localités avaient été, après la conquête du Pays de Vaud, détachées de la Savoie pour être données à Fribourg. Le gouvernement voulait, pour ce motif et moyennant une indemnité à verser, les rattacher au chapitre de Saint-Nicolas.

[2] Ce jeune homme fit effectivement le voyage avec Werro. On lit en effet aux Comptes du Chapitre des années 1592-95, tenus par le chanoine Corpataux : « Item hab ich ausgeben dem hern Cantori das er dem Student geben hatt, der mit H. Werro kommen war, 10 ß. »

[3] Arrivée à destination le 17 août.

[4] Werro prévoyait juste : l'affaire ne fut définitivement résolue qu'en 1698.

[5] Cf. p. 269, n. 1. Il arriva à Rome le 10 avril 1593.

repartis le 11 mai. Le pape leur a donné, entre autres cadeaux précieux, le squelette entier d'un martyr, qu'on a extrait des catacombes [1].

Bapst Clemens farth [fort] mitt synem gebett der vierzigstunden, welches unsere kilchen halten wird den 16. und 17. Augstmonats : solches aber fürnemlich wider des Türcken drôüwen, wider die Secten, für das Franckrych und andre mer der Christenheitt gemeine anligen. Obschon aber ich gern darby were, wird ich mich doch eh aufmachen mitt Gott gnad wo ich abgefertiget und die hitz nitt zů groß wird...

Sebastian Werro sacræ Theologiæ Doctor.

Nous ne savons pas quand Werro put enfin quitter Rome.

Le chanoine Fontaine reproduit [2] le texte d'un certificat délivré en sa faveur, le 10 juillet 1593, par la *Primaria* romaine des congrégations de la Sainte Vierge. D'autre part, les archives de Saint-Nicolas [3] possèdent une lettre que lui adresse, à Fribourg, le 22 septembre 1593, Ambroise Fornerod, le majordome de saint Charles Borromée. Comme Werro avait, très vraisemblablement, passé à Milan à son retour de Rome, on devait être renseigné à l'archevêché et c'est dire que Fornerod le savait, à cette date, rentré dans sa ville natale.

Il faut donc supposer que, selon ses prévisions, il se sera mis en route, pour rentrer au pays, en automne 1593. Il avait déclaré en 1588, comme nous l'avons vu, que si jamais il pouvait aller achever ses études à l'étranger, il resterait ensuite dans sa patrie, pour la servir, durant les années de vie que Dieu lui accorderait encore. Nous avons pu nous rendre compte qu'il n'affirmait rien à la légère et qu'il préparait de longue date ses projets. Nous serions donc déjà en droit de supposer, mais surtout nous pouvons contrôler par les faits, qu'il a tenu son engagement. Par la parole et par la plume, comme prédicateur à Saint-Nicolas, comme prévôt, comme vicaire général et comme administrateur apostolique durant la vacance : jusqu'à sa mort, survenue en 1614, l'ancien élève du Collège Germanique, l'intrépide champion de la foi catholique et de la morale chrétienne a mis au service de l'Eglise et du Pays les connaissances théologiques qu'il avait acquises durant les trois années de son séjour dans la Ville Eternelle.

[1] C'étaient les corps de saint Saturnin et de sainte Euphémie, sortis de la catacombe de Saint-Sébastien (Cf. Pastor, *Ibid*, Bd XI, p. 252, n. 2).

[2] Collection Diplomatique t. XXI, 110.

[3] Papiers Werro.

Zürich nach Kappel.

Quellenbeiträge von Dr. Leo WEISZ, Zürich.

(Fortsetzung und Schluss.)

Wie aber frid gesucht ward, und weß sich landgraf Philipps guts gegen Zürich embot.

An donstag den 9. novembris lag jedermann still und ward abermals durch die schidlüt frid gesucht, und je länger man zum friden redt, je ein rüchere form die fünf ort dem friden gabend, deßhalb eyner wollt ihn by den Zürchern annehmen, der ander nit. Ettlich wolltend ee noch lyb und gut dran wagen. Es hat ouch landgraf Philipp von Hessen (: wie bald er den verlurst der Zürcher zu Cappel vernahm :) denen von Straßburg ylends geschriben, daß sy in synem namen 4000 landsknecht annehmen, besolden und onverzogenlich den Zürchern zuschicken solltend, welche knecht ouch (: wo man sy begert hette :) schon vor handen werind gsin und solt graf Wilhelm von Fürstenberg ihr houptmann syn gewesen. Daruff ouch die von Straßburg ihr botschaft, by den stetten im leger hattend, die sich vil guts, hilf, trüw, zuzugs, gschütz, gelts und alles trosts embütend, aber da sy sachend, daß die sach im bericht lag, und das gmein folck also streng uff ein friden trang, da wolltend sy ouch kein vergebnen costen ufftryben, wiewol sy und ander rychstetten gern hettend geholfen und geraten, daß man den krieg beharret hette. Aber die ab dem Zürichsee, so hievor alweg vor andren gmeinden kriegen wolltend, die wolltend ouch jetz vor andren gmeinden den friden haben. Also warend die schidlüt an frytag den 10. novembris by den fünf orten in ihrem leger.

Aber an sambstag den 11. novembris kamend die schiedlüt in Zürcher Leger und brachtend mit ihnen diese nachfolgenden artickel:

Schidmittel.

Zum ersten, daß man sy (die fünf ort) by ihrem glouben blyben lasse ongearguirt und ongedisputirt, ja in ihren eignen landen und herrlickeyten, und alle so ihnen verwandt, geistlich und

weltlich, so wöllend sy Zürch und Bern ouch by ihrem glouben blyben lassen.

Zum II. Der gemeynen vogtyen halb, und herrschaften, wie die genempt, weltend ouch sy dieselben, so den nüwen glouben angenommen hettend, blyben lassen. Wo aber vornacher mit dem mehren betrug wäre gebrucht, und die kilchörinen wiederumb wölltind mehren, mögind sy das wohl. Wo ouch in eyner oder vilen kilchörinen werind, die des alten gloubens noch nit hettend verlougnet, und die meß und andre ceremonien widerumb wölltind uffrichten, daß sy das recht und fug habind, als wol als die predicanten habind, da solle man die kilchengüter, so noch vorhanden, theylen und nach marckzal dem priester hören, der übrig theyl dem predicanten.

Zum III. Daß man ouch by den alten pündten löblich heergebracht, blybe, und sy darvon nit trybe.

Diese schydartickel wurdend nun von den Zürichern anzunehmen bewilliget. Aber die von Bern, so zu Premgarten lagend, woltends sy nit anderst annehmen dann mit nachvolgender erlüterung, namlich:

So woltend sy nit bewilligen, daß wo glych das mehr worden wäre, daß man by dem Evangelio blybe, daß man dennocht dem wenigen theyl darneben die meß und ceremonien uffrichten sollte.

Also ward die nachfolgenden tag, sontag den 12. und mentag den 13. novembris, von den schidlüten soviel darzwüschen geredt, daß man wohl mehren möchte, doch wo es das mehr würde, by dem Evangelio zu blyben, daß dann die wenigen darneben kein meß und ceremonien uffrichten solltend, aber wohl fry syn, wo sy darneben solichs erlangen möchtend an andern orten, daß sy darzu möchtend gon. Herwiderumb, wo es das mehr wurde, by der meß und ceremonien zu plyben, daß es den übrigen ouch erloupt solle syn, zur predig zu gon, wo sy die anderswo erlangen möchtend.

Solchs ward nun den fünf orten durch die schydlüt fürbracht, und von ihnen geantwort, sy wöltends ihren gmeinden fürbringen, guter hoffnung, sy werdinds annehmen. Also ward es zuletst von ihnen obgemelter gstalt angenommen, doch mit nachfolgendem anhang:

Erstlich, so wölltend die fünf ort ouch darzu haben das gelt und die summa, so die von Underwalden den Bernern hievor in der bericht, zwüschend ihnen des Hinderlappischen überfalls uffgericht, begriffen gegeben und bezalt hattend, daß solche summa jetzt durch die Berner widergelegt würde.

Zum II. Daß die 2500 chronen, so die gemelten fünf ort hievor, im bericht zu Cappel im 1529 jar uffgericht, hatten an ihren costen müssen geben, ihnen ouch wider geben würdind.

Zum III. Daß die clöster in gmeynen herrschaften, weß sy joch geschediget, restituirt werdend,

Zum IV. Daß denen von Zug und denen von Merischwanden, aller schad, so ihnen des überzugs der stetten halb zugestanden, ab getragen werde.

Wie nun obbestimpter anhang den Bernern fürbracht ward, warend sy nit gar willig, sonder meyntend, es sollt by den ersten artickln blyben syn. Stalltend daruff die nachfolgenden artickel, übergabend die den schidlüten den fünf orten fürzebringen, als by denen sy schlechtlich blyben wolltend, namlich:

Des ersten, so wöltend sy, von Bern, an den fünf orten die pündt halten und sy by ihren fryheyten und gerechtikeyten blyben lassen.

Zum II. Wer uß irem anstrengen und begehren den vilgenannten fünf orten die proviand abgeschlagen habe, solle deshalb ongefecht und ongestrafet blyben.

Zum III. So wöllend sy das mehren nachlassen, was aber das mehr würde darby sölle es blyben, und nit die meß und das gottswort nebendeynander ston.

Zum IV. Umb ander ansprachen wöllend sy ihnen des rechten syn, wie billich.

Dies erbieten der Berner wolltend die fünf ort ouch nit annehmen, und ward also nüts fruchtbars des fridens halb vollendet, deßhalb, diewyl beid theyl um ein gute zyt im feld gelegen, großen costen erlitten, und ouch der winter jetz an der thür was, namlich uff zinstag den 14. novembris, wurdend die Berner rätig heymzeziehen, und ihre päß und anstoß zu besetzen.

Wie die Berner, Basler und Solothurner abzugend und Premgarten und Mellingen besatztend.

Also uff mittwoch, den 15. novembris, zugend die Berner von Premgarten hindersich uff Lentzburg und Aarow, uff ihr erdrich, doch besatztend sy beide stett Premgarten und Mellingen; gon Premgarten leytend sy 800 mann dero houptmann was Ludwig von Dießbach,

aber gen Mellingen leyten sy 400 mann, dero houptmann hieß der Frisching etc., mit dem überigen züge furend sy darvon. Alle ander stett zugend ouch ab, als Basel, Solothurn und Schaffhusen.

Wie bald die Zürcher dies abzugs innen wurdend, warend sy übel zufrieden, dann es was niemand mehr by ihnen zu Horgen dann die statt Sanct Gallen, ettlicher Thurgower und Gotshuslüt. Dargegen warend die fünf ort nun dest handtlicher und wolltend den hievor angebottnen friden nit mehr also annehmen mit den Zürchern, sondern forderten an sy, daß sy ouch die nüwen burgrechtsbrief, so sy mit Bern, Basel, Schaffhusen, Sanct Gallen, Mülhusen, Biel, landgraf Philippsen von Hessen, und mit den stetten Straßburg und Costentz, hievor uffgericht hattend, hinußzegeben. Und wiewol solichs denen von Zürich schwer was und vil redlicher lüt under ihnen meyntend, man sollte nit ylen, ouch solichs nit thun, sonder die sach wohl ermessen, wie schantlich es wäre, soliche brief hinuß ze geben, man sollte es keinswegs thun, die fyend würden umb dies artickels willen nit mehr mit ihnen kriegen, darzu wäre hiemit ein statt von Zürich geschmäht und ihrer statt fryheit beroubet, das doch ouch wider die pündt wäre, aber es half alles nüt, dann die fürnemisten im lager, die erst in diesem elenden verlurst wieder ans brett kommen warend, die sprachend: Man hätte sy hievor, in uffrichtung obberürter burgrechten nit gefragt, darumb müßtend die brief ußhin. Solcher meynung warend ouch die ab dem Zürichsew, so doch die aller kriegischen gsin warend, fürnemlich eyner von Horgen (: pur Suter gnannt :) der läff eygens gwalts one erloupniß syner herren von Zürich, hinüber zu der fünf orten houptlüten, begert eins fridens, wie der joch wäre. Da die fünf ort solchen unwillen der landschaft Zürch mercktend, da verhofftend sy wol ein friden nach ihrem wunsch zu erlangen. Es dorft ouch im Zürcher leger keyner mehr radten, daß man den krieg um eins bessern fridens willen verziehen sollte. Ettlich sprachend: Wöllend unser herren den friden nit annehmen, so wöllend wir ihn annehmen.

Wie die Zürcher uff den abzug der Berner, mit den fünf orten einen friden annahmend.

Derhalb uff donnstag, den 16. novembris, als die herren von Zürich sachend den großen unwillen des folcks, da schicktend sy ettlich ihrer ratsfründen ... hinuff gon Horgen in das leger, eynen bestendigen friden mit den fünf orten anzenehmen. Also kamend

beider parthyen houptlüt und botschaften, one alle schidlüt und mittler, in gleydtswys uff fryem feld zusammen und beschlüssend ein stäten friden ...

Wie die von Zürich uß dem feld heym zugend.

An frytag, den 17. novembris, nach angnommem friden, sind die Züricher, sampt iren mitverwandten, uß dem feldt von Horgen mit der panner heymgezogen, zwar mit schlechtem triumph, ettlich mit großem trüwren, denen hertzlich leyd was der schädlich verlurst sovil frommer, tapferer erschlagner lüten. Besonder die den gemeynen nutz und wolstand der löblichen statt Zürich lieb hattend, denen was dieser obgeschrieben fried gantz beschwärlich und ein großer kumber. Ettlich aber (: und dero viel :) denen das bapstumb mit synen gottsdiensten und ceremonien anmuetiger was, dann das nüwlich wiederherfür gebracht Evangelium, die hattend freud darob, daß ihnen der Zwingli ab den ougen was mit sym anhang, in hoffnung die wag sollte widerumb uffs pabsts syten gnöpfen, deshalb vilen in Zürich heymlich der fünf orten sieg angelegner was, dann der gmein nutz. Ettlich gwaltig, die hievor sich grundtliche liebhaber des Zwinglis und syner predig glyßnet hattend, sprachend jetz, uß überfluß ihres heymlich fröhlichen hertzens also: Jetz bedarf ich ouch reden, vorhin bedorft ich nit reden. Item ettlich sprachend: Der tüfel hätte den Zuingli hin, er säße in der höllen, sy wölltend nit gern by ihm syn, die hievor sich doch vil anderst erzöugt hattend. Item ettlich lobtend Gott, daß der tüfel sovil pfaffen und schryer hätte hingenommen. Summa: Alle schuld des kriegs ward den erschlagnen zugemessen, die konntend nit mehr antwort geben, die lebenden zogend den kopf uß der halfter. Und die hievor hantlich und begirig des kriegs warend gewesen, die klagtend sich jetz am höchsten, darumb ich, lieber leser, mich hie myns urtels nit enthalten kann:

Zürn niemand nüt, das ist myn bitt
Dann ich muß melden der welt sitt.
Es ist kommen von alter har,
Daß sich menger rühmen gedar,
Großer ding, die er nit vollbracht,
Und thaten, die er nicht gemacht.
So aber ihm ist mißlungen
Zu stund wendt er um syn zungen,

Und laßt eym andren anhangen,
Das er selbst erst hat begangen.
Und schönt sich also jedermann,
Soll er joch andre lügen an.
Also gar ist die welt verplendt,
Daß je eyner den andren gschendt,
Zücht ihm selbs zu, das ehrlich ist,
Wie gar ihm der wahrheyt gebrist,
Zeugt eym andren die aglen an,
Der doch syn tromm nit sehen kann,
Drumb Gottes straf muß nachin gan.

Es wolltend ouch ettlich wetten, man würde in kurtzer zyt widerum meß in Zürch in der stat halten. Also thet sich die verborgene arbeytseligkeyt viler hertzen in Zürich herfür, deshalb sich viel destweniger zu verwundern was, wennen har eynam so großen, gwaltigen, und herrlichen folck solcher unfall harkäme.

Ein Zürcher gwann die fünf ort zu gfattren.

Es was ein puwr am Zürichsee in der pfarr Talwyl wohnhaft, hieß Claus Landolt (: welcher ouch den hievorgesetzten frieden hat helfen machen :), dem was eben diser tagen ein jungs kind von syner frowen worden, wiebald nun der bericht gemacht und beschlossen ward, lüff er zu der fünf orten houptlüten und gewann gmelte V ort zu gfatteren, daß sy ihm das kind uß touf hüebind. Also bestaltend gemelte houptlüt Hansen Escher obristen houptmann von Zürich, daß er ihnen den dienst thete und in ihrem namen das kind uß touf hüebe. Das geschach. Sölichs aber verdroß doch viel lütt gar übel, die da meyntend, man müßte solcher lüten viel haben, die ouch in allem verlurst und jammer nit under soviel Zürchern ein gfatter köntend finden, sonder die fünf ort nehmen und ihnen hoffieretend, daß man gegen ihren fyenden siegete . . .

Wie im abzug ettlich von den fünf orten durch Zürich wollten ziehen und ein ufflouf Zürich daruß ward.

Als nun nach angenommendem frieden [auch der Berner am 24. Nov.] jedermann uß dem feld wider heym zog, da hattend sich by 200, deren von Schwytz lüten zusammen geschlagen, die zugend

also mit harnisch, gwer, zeichen, dannästen und angehenckten paternostren, von Mellingen und Premgarten hinüber gon Zürich, wolltend also da über nacht blyben und morndes da durch ziehen und dann an der andern syten am sew durch Zürichpiet hinuff gon Rapperschwyl ziehen und also den nechsten heimgon, wie die huren ins bad. Das was aber ein mutwilliger tratz, daß sy sich wolltend lassen sehen, und dann by den ihren rüemen, wie sy durch statt und landschaft Zürich werind gezogen. Als sy aber am abend gon Zürich kamend, wollt man sy nit inlassen, und ward ein uflouf in der statt. Ettlich (: denen vergangne sachen wenig zu hertzen giengend :) meyntend, diewyl man mit ihnen verricht wäre, so sollte man sy inlassen. Ettlich aber meyntend, es wäre ein mutwilliger tratz und büebery, dann sonst hettend sy wohl ein nächern weg von Premgarten in das land zu Schwytz funden, dann durch Zürich, es stecke ouch ein verborgner schelm darhinder, und wolltend sy nit inlassen, daß sy da wittwen und weysen, denen die ihren erst umkommen warend, mit ihren plutigen waffen und tannästen tratztend. Dieser uffflouf ward von eym ersamen rat gestillt und mußtend die obgemelten Schwytzer vor der statt blyben, an der Syle, über nacht, und zugend morndes heym. *Viel redlicher vernünftiger lüten vermeyntend, es wäre ein heimliche büebische practicken. Es was sonst grosser heymlicher nyd in der statt Zürich, der villycht dann uffbrochen wäre, wo diese catilinarii hinin wärind kommen.* Es möcht wohl ein spyl syn worden, wie am end des alten zürichkriegs mit Hans Aspern obristen stattknecht uff dem rathus fürgenommen und mit doctor Felixen Hemberlin gehandlet ward ..., dann es waren ettlich Asper in Zürich (: verstand redlich lüt, die nit jedermann gefielend :) und ettlich Hemmerli (: verstand predicanten, die teglich klöpftend und menecklichem den presten seyt tend :) deren man gern ab wäre gewesen. Aber Gott wollt den wagen nit so gar um lassen fallen. Säla.

Es mußtend ouch die von Zürich darneben ein gute zyt nach dem krieg vil schmach und tratz erlyden von den fünf orten, dann bald nach verrichtem krieg schicktend die fünf ort eben die roß und wägen, so sy hievor den Zürchern zu Cappel angewunnen hattend (: mit dem Zürcher wappen bezeichnet :) hinüber an den Zürichsee gon Horgen, saltz und andre notdurftige ding (: deren sy bishar ein zyt lang mangel gehept hattend :) ze reichen, und mußtend die Zürcher die verlornen roß und wägen, mit der statt Zürich wappen bekleydet, vor den ougen sehen und sich darmit tratzen lassen.

Was der vergangen krieg die von Zürch, allein uß der statt seckel kostet.

Die herren von Zürich habend zu uffrüstung in anfang des kriegs allein für ihre houptlüt, fendrich, rät, gschütz, büchsenmeyster, furlüt, boten, weybel, zügmeyster und amptlüt, so allein uß der statt seckel erhalten, gespyst und besoldet sind worden, ußgenommen all ihre zünft, ämpter und landschaft, ußgeben ...

An Kernen den pfistern	3 037 müt 4 viertel
An gelt den pfistern	2 153 ℔ 13 ß v h

Sonst ußgen an gelt allerley kriegskosten:

den furlüten	6 877 ℔ — ß — h
die kranken zu artznen	1 387 » 19 » — »
den posten	1 603 » 8 » 9 »
den wächtern by den thoren und uff den thürnen	329 » 12 » 6 »
by den wirten verzehrt	3 621 » 15 » — »
den biderben lüten für roß und wägen, so zu Kappel verloren sind	2 092 » 11 » 4 »
denselben furlüten zu lohn	2 114 » 1 » 6 »
um kernen	10 096 » 19 » 2 »
den schmiden, wagnern, satlern und seylern	752 » — » 2 »
allerley	4 635 » 11 » 4 »
Summa Summarum an gelt	35 064 ℔ 2 ß 3 h

Wie die gemeinden der landschaft Zürch unruewig wurdend und was anmutung sy an ihre herren von Zürich thatend.

Als aber der vorbeschriben krieg gar geschlicht und die Züricher wider heym kommen warend, namlich von dem 26. tag novembris an, bis zu end gedachten monats, da fieng erst an dem gmeynen mann der vergangen krieg uffrüchen und beherzigen. Fiengend also an in der landschaft Zürich unrüwig werden. Ettlich wolltend vergangnen unfall und verlurst dem Zwingli und den pfaffen zuzumessen, in meynung, wenn man thäte und gloubte wie ander lüt, so gieng es ihnen ouch wie andern lüten. Im alten päbstischen glouben wäre aller fried und eynikeit gewesen, by disem nüwen evangelischen glouben wäre alle uneynigkeit und zweyung etc. Ettlich sprachend, man sollte jetzt wohl, by dem vergangnen sieg erkennen, welches der recht gloub wäre

oder nit. Hiemit luegend viel lüt wieder uß der wüeste des lydens wieder hindersich nach Egypten zu den vollen häfen, das ist, uff das papsttumb und synen weltfridsamen glouben, und ermaßend also die warheyt und den grundt der religion und des gloubens nit by dem geduldigen tragen des crützes Christi, sondern by zytlichem sieg und wohlstand, glychsam Christus das rych Israel zytlich, durch fleischlichen sieg und menschlich überwindung, und nit viel mehr durch das crütz und lyden, uffrichten wollte. — Viel menschen fiengend ouch an zu stimmen mit dem päbstischen glouben, allein umb der fünf orten sig willen, und sprachend: die mutter Gottes (: verstand das geschnetzt hültzin bild :) zu Einsidlen hätte ihnen gehulfen, deswegen ouch bald ettliche Zürcher nach verrichtem krieg gon Einsiedlen fuhrend, wallfahrt tatend und das sacrament nach päpstischem bruch empfiengend. Thatend also glych, wie der künig Achaz : 2 : paralipo : 28 :, der sprach : die götter der küngen Siriens helfend ihnen, darumb will ich ihnen ouch opfern, daß sy mir ouch helfind ; so doch dieselben ihm und dem ganzen Israel ein fall warend. Dargegen aber viel frommer lüt erkanntend es ein wohlverdiente straf über die sünd und undankbarkeit syn, meyntend man könnte der sach nit bas mehr helfen, dann mit besserung des lebens und frommkeyt.

Aber in diesen dingen fiengend ettliche gmeinden, und besonder die am Zürichsee, an, zusammen kommen und gmeynd halten, wie sy solchem schaden fürterhin möchtend vor syn. Solch fürnehmen ward ouch heymlich, durch besondre personen ettlicher zünften in Zürich (: die gern wieder uff das küssin wärind gwesen :) in ettliche gwaltige puren gestoßen und inkuchet. Und als die sewlüt zu Meylen, von allen gmeinden, ihr botschaft zusammen schicktend, und ouch ettlicher ämpter, als Kyburg und Grüeningen etc., boten zu ihnen kamend, habend sy nach langer, vernünftiger und wyser betrachtung (: darneben viel gute mahl und ürtin, ouch taglohn, ingenommen :), nachfolgende beschwerliche artickel verfasset, ihren herren von Zürich fürzubringen, uff nachfolgende wys.

Artickel der puren an ihre herren von Zürich.

Zum ersten, daß ihre herren von Zürich weder bischofen, äpten, prälaten, noch anderen frembden pfaffen, ouch fürsten und herren, so nit in ihr landschaft gesessen, kein schirm, noch burgerschaft mehr zusagen, ouch kein krieg mehr anfangen söllind, ohne eyner landschaft wissen und willen.

Zum II., daß ihre herren von Zürich nachmals mit 200 des großen rats und 50 des kleynen rats regieren, und den heymlichen rat (: bishar ein zytlang gehalten :) abthon, ouch den rat nit mit ußländischen und schwaben, sondern mit statt und landkinden, von ehrlichen alten geschlechten besetzen und dieselben für andere ans regiment nehmen.

Zum III., daß man die schryer, es syend pfaffen oder ratsherren, frömbd oder heymsch, so bishar uff krieg geschruwen, absetzen solle.

Zum IIII., daß man hinfüro predicanten und lehrer anstellen wölle, die friedsam syend, uff fried und ruw stellind, und die lüt nit mehr, wie vor, mit den ehrverletzlichen worten : gottlos, böswillig und derglychen, antastind. Item sy trungend ouch daruff, daß ihnen verwilligt würde, ihre pfarrer von jahr zu jahr, ihres gefallens, zu setzen und zuentsetzen, wie man die schwynhirten dinget.

Zum V., erklagend sy sich, won eyner bishar zu rechten gehept, daß er nit hab mögen tag erwerben, und hab man aber die pfaffen allweg gefürdert, ouch schier all tag die burger gehalten, darmit die biderben lüt zu uffzüg und kosten bracht, die aber von alter har gar redlich von eym kleynen rat gefergget worden.

Zum VI., daß man die gemeynden ab dem Zürchsee und in ämptern by ihren alten gerechtigkeiten, fryheiten, brief, siglen, und hofrödlen blyben lassen, und sy daran nit bekränken, noch mit nüwen uffsetzen beschweren wölle.

Zum VII., hettend die biderben lüt wolvermeyndt, ihre herren hettend sy mit besseren und anschlägigern houptlüten versehen, gebend ihnen ouch darby zu ermessen ; diewyl dann etlich onverwundt und onverletzt von ihnen gewichen, wie wohl das ihnen anstande.

Zum VIII. Diewyl der fordrig Cappelerkrieg etlichen schryern nit gefallen wöllen, damit dann der jetzig fried werde und nit großer unfug erwachse, begehrend sy inschung zu tun, darmit diser fried gehalten und die uffrührigen schryer geschweygt werdind.

Dise artikel hab ich nit gründt nach ihrem original abgeschrieben, dann sy mir nit möchtend werden. Darum hab ich allein die *summa* ihrs inhalts uß einem ehrsamen rats ... antwort abgenommen ... [1].

[1] Antwort an die Landschaft vgl. *Bernhard*, Sprüngli : Beschreibung der Kappelerekriege, Zürich 1932. S. 45 ff.

Was wyter uff die obgesetzten artikel vollendet worden ist.

Die frömbden burgrecht so hievor mit dem fürsten von Hessen und den stetten Bern, Basel, Schaffhusen, Sanct Gallen, Mülhusen, Biel, Straßburg und Costentz guter meynung zu mehrer uffnung und erhaltung des evangelischen gloubens warend uffgericht, die wurdend widerumb abkündet mit spott, und hertzlichem kumber vieler redlicher Zürcher. Ouch wurdend die uffgerichten burgrechtsbrief schon hievor in annehmung des landfriedens hinußgeben. Was aber die gemeinden mit dem ersten artickel ihres fürtrags mit den pfaffen und prelaten gemeint habind, kann ich nit klarlich verston, so doch ihre predicanten darin vorbehalten sind, so sind die anderen prelaten ... ihres burgrechtens so sy mit Zürich hand ouch nit entsetzt, sondern erst recht wieder in besitzung und gewer kommen. Es was ouch der vergangen krieg nit als gar ohn der landschaft wüssen und willen zugangen ... es warend ouch alle gemeinden kriegsch, also daß sy sprachend: ihre herren von Zürich fressint vil glimpf. Es gefielend ihnen ouch wohl die uffgerichten burgrecht mit den evangelischen stetten. Ihnen schmeckte der roggen, den ihnen die Straßburger in der thürin geschickt hatten. Summa, es was alles recht, was man tat, diewyl es wohl ging, da es aber übel ging, da was alles das unrecht, das man hievor getan hat.

Die heimlichen rät wurden abgeton, zunft zum Rüden wieder erhöcht und die mehlwag und brotwag ouch hingenommen.

Durch den anderen artikel ward abgestellt, daß man keine heimliche rät mehr in Zürich sollt haben, dann man ein zyt lang ettlich heimlich rät hatte, die in heimlichen sachen der statt handletend. Das verdroß nun ettlich gar übel, die nit alle ding erfahren mochtend. Die ursach was aber, daß man ein heimlichen rat hatte, daß in anfang, als das Evangelion predigt ward, ettwan heimliche ratschläg von den 200 der statt Zürich fürgenommen, durch ettlich untrüw lüt, durch schrift vor gmein eidgnossen und anderswohin verkündt ward, deshalb im 1523 jar ettlicher mit dem schwert gericht, ettlicher aber landflüchtig ward, darumb ward ein heimlicher rat von burgermeistern, zunftmeistern und den obristen geordnet, aber hie wieder abgethon. — Item die zunft zum Rüden ward bald hernach ouch wieder in ihr vordrige würde gesetzt, dann, wie ihnen hievor im 1529 jar abkündt was, daß sy nit mehr personen in rat setzen sollend, dann wie ein andre

zunft, also ward ihnen hie zugelassen, wiederum zweifache zahl der personen in rat zu setzen, wie vor zyten, deshalb ettlich, so hievor andere zünft kouft hattend, dieselben uffgabend und wieder zum Rüden kamend, dardurch sy ouch bald in rat kamend. — Item die pfister und müller, so hievor im 1529 jar gestraft und ettlich ihr ehren entsetzt warend, kamend jetzt ouch wieder zu gnaden, und die uffgericht mehlwaag und ordnung das mehl und kernen zu wägen ward ouch abgethon. Und brachtend also die gmeinden ab der landschaft viel dings zu wegen, das besonder personen nit hettend gemögen. Es war ouch viel heimlich uß der statt in die puren gestoßen, doch geriet es alles fyn, friedlich zu gutem, und ward mengem dardurch wieder gehulfen.

Ich acht den für eyn gschickten mann,
Der in frömbden häfen kochen kann,
Und ihm selbst daruß richten an.

Etlich wurdend uß dem rat gestoßen und der vogtyen entsetzt.

Es wurdend ouch ettliche uß den räten gesetzt, nach vermög des dritten artickels der puren. Das solltend schryer syn, die doch hievor umb ihr redliche und tapferkeyt willen darin gesetzt warend. Aber sy warend nit jedermann angenehm. Es wurdend diser zyt vil junger männer in die rät gesetzt. Es wurdend ouch ettliche ihrer vogtyen entsetzt.

Was den predicanten fürgehalten ward und ihr antwort.

Die predicanten in der statt Zürich wurdend vor rat beschickt, und ihnen der viert artikel der gmeynd vorgehalten, und an sy gemutet, daß sy fürterhin sich des regiments, rats und weltlicher sachen nützid beladen, ouch sich an der kantzlen der worten: gottlos, kleingläubig oder böswillig und derglychen ehrverletzlichen schmähungen enthalten wölltind etc. Aber die predicanten gabend zu antwort, daß sy schuldig wärind nit allein das gnadrych friedsam und tugendlich Evangelion zu predigen, sondern ouch darneben Gottes gebot und willen zu verkünden, und die laster und sünd nit allein an dem gmeynen volk, sondern ouch an der oberkeit und an den ratsherren, ouch gerichten, wo die nit nach Gottes befelch ihr ampt trybend, je nach gelegenheit des übertretens zu strafen, ouch einen jeden laster synem ußtrücklichen namen, den ihm dann die geschrift gibt, ouch zumessen, den

gottlosen gottlos, den böswilligen böswillig, und den kleingläubigen kleingläubig, oder ouch den gottseligen gottselig nennen und schelten. Darby wolltend sy blyben und ihnen hie kein ingriff thun lassen, sondern Gott mehr gehorsam syn, dann dem menschen (Act. 5). Aber soviel ußerhalb des predigamts ihr lyb und gut betreffe, darmit wollind sy der oberkeyt gern dienen und gehorsam syn. Hieby ist es ouch blyben, wiewohl diese antwort nit jedermann zum höchsten anmuetig was.

Dem kleinen rat ward ouch aller gewalt, ouch in händlen das Evangelium antreffende, wieder zugestellt.

By der jahrzahl 1523, im Wedischwyler uflouf, findstu klarlich, wie und uß was bewegung in der statt Zürich geordnet und gesetzt ward, namlich, daß der klein rat, in den sachen das Evangelium und den glouben betreffend ohne den großen rat, die 200, nüts mehr handlen sollte, deshalb bishar täglich die burger gehalten worden, und darmit der gwalt und herrschung des kleinen radts träglich verschmälert, das nun ettlichen ouch schwer was, denen aber durch den fünften artikel des pürischen fürtrags ouch wieder in sattel geholfen, und geordnet ward die burger nit so viel mehr, als bishar ein zyt lang, ze halten. Und ward hiemit dem kleynen rat die regierung wieder zugestellt, ußgenommen händel, so statt und land oder ämpter antreffend.

Uß was ursachen die von Zürich ihre mandata und satzungen wieder ernüwertend.

Da aber den gmeynden durch den sechsten artikel vergönnt ward by ihren alten fryheiten, gerechtigkeiten und harkommen zu blyben, da meyntend sy alle mandaten, ordnungen und satzungen, so by zyt des Evangeliums har uffgesetzt, ja ouch ettlich meyntend der *synodos* und das ehgericht solltind jetzt, als nüwe und beschwerliche uffsätz tod und ab syn. Fingend darufft in statt und land an die hosen zerhowen, spylen, zusufen, hury tryben und alle gepot als kraftlos vernüten. Ettliche satztend gilgen in die hosen, in hoffnung, das kriegen sollte ouch wieder erloubt werden. Aber solchem unmäßigen inbruch zu begegnen, ließ ein ehrsamer rat der statt Zürich, in statt und land, vor allen gmeinden ihre mandate und fürnehmlich das groß mandat im 1530 jar ußgangen und ouch die ordnung des ehgerichts und dieselben satzungen wieder verlesen und ernüwern, mit luterer erklärung, daß sy styf darby wollten blyben, und die hiermit wider uffgericht und ratificirt haben.

Wie viel nachgangs uff die houptlüt gehept, aber nüts uff sy funden ward.

Es hat ouch eyn ersamer rat nach ußwysung des sibenden artikels, viel nachgangs und spähung uff die zwen houptlüt, Hans Rudolfen Laveter und Georgen Göldli, gehept, ob sy die ettwo des vergangnen unfalls schuldig möchtend begryfen. Als sy aber nüt funden, habend sy gemelten Laveter widerumb uff die vogty Kyburg gesetzt, wie bishar, das doch die puren zum theyl (: doch nit all :) übel verdroß. Aber Georg Göldli ward hernach im 1532 jar, von den wachtgenossen, so um die statt Zürich sitzend, für rat geladen und anklagt, als ob er zu Cappel nit trüwlich gehandlet hätte, aber er ward uff verhörung vieler kundtschaft, von beiden parthyen dargestellt, ledig erkennt, und als er solchen unwillen und uffsatz spürt, da zoch er von Zürich hinweg und ward burger zu Costentz.

Wie sich die purschaft zum andernmal bewegtend und zu Meylen am Zürichsee tagleystetend.

Da aber die mandata und alle satzungen wieder ernüweret wurden und ettliche predicanten ihres gefallens nit entsetzt wurdend, ouch houptmann Laveter wieder uff die vogty Kyburg gesetzt ward, da warend ettlich puren, fürnehmlich am see und in der herrschaft Grüningen, nit wohl zufrieden, schicktend ihre botschaft aber zusammen gen Meylen an Zürichsee zu tagleysten, deswegen man sich schier einer empörung besorget. Aber Gott fügt es, daß sy durch das lang tagleysten etwas müed, ouch je länger je mehr undereynander selbst zwyträchtig wurdend, denn jeglichs landschaft brachte eigne artikel, die ouch im grund selbst widereynander warend, so wolltend ettliche vogtyen und gmeynden gar nüts darmit zu schaffen haben. Also zerging diese handlung diesmals ouch gütlich, ohne wytern unrat. Gott sy lob in ewigkeit.

Die gmeynden wärend gern ihres verlursts und schadens inkommen, wußtend aber nit wo. Sy schryend über die pfaffen, und habend aber sy den krieg nit geführt, sondern wohl ouch ihr anzahl redlich verloren. Item sy schryend über die houptlüt, und staht aber sieg und verlurst nit in der houptlüten, sonder in der hand Gottes. Item alles das, das statt und land vor dem krieg miteynander geton hand, war alles recht und von niemand gescholten, diewyl es wohl ging, aber nach erlittnem unfall wirt die schuld uff die uffrührigen schryer gelegt, und doch

keyner mit namen anzeigt, noch als ein uffrührer gestraft. Sie wüßend nit, wem sy die schuld sollend geben, das schafft, daß sy ihr eigen sünd und übertreten, und daß sy Gott um ihren unglauben und glyßnery gestraft habe, nit erkennend. Darumb tund sy glych, wie die torechten kind, wenn sy in das kath fallend, könnend sy den fall ihrer kindlichen blödigkeit selbst nit zumessen, sonder lugend mit klagen und weynen umb sich, wer ihrer kindheit lachet. Dem gebend sy dann die schuld. Also gat es wahrlich hie, und ist hievor etwo mehr also gangen, so die unrüwigen lüt und das arbeitselig popel, nit finden kann daran es sich räche. So kehrt und empört es sich wider die lehrer, die ihnen die wahrheit gesagt und ihr blut darby vergossen hand, und wider die oberkeit, die doch so väterlich mit ihnen gelept, so großen costen (: ohn eynich uffgelegte schatzung :) mit ihnen erlitten, ihr blut by ihnen vergossen, gschütz, hab, gut und soviel ehrlicher lüten verloren hat. Aber lies alle historien, so findst du, daß je milder, früntlicher und getrüwer eine oberkeit, je mehr dem popel der schwantz übers nest wachst.

Bist wys, fürsichtig und betracht
Und hab uff die grasmucken acht
Was ihren vom gouch wird' ze lohn
So sy den uß hat gbrütet schon,
Mit not und angst gspyst und ernährt
Wird sy zu letst von ihm verzehrt.

Ein Urteil des Petrus Canisius über Molina.

Unveröffentlichte Texte Sebastian Werro's († 1614) zum Gnadenstreit.

Von Othmar PERLER.

Die breit angelegten Untersuchungen zur Geschichte des Molinismus, welche jüngst Dr. Fr. Stegmüller[1] durch einen ersten Band eingeleitet hat, dürften die Veröffentlichung folgender Texte rechtfertigen, die abseits vorauszusehender Fundorte stehen.

Die einen gewähren uns einen Einblick in die Vorlesungen, welche der bekannte Moraltheologe Juan Azor 1591 über die Gnadenlehre am römischen Kolleg hielt. J. Azor war Mitglied der von Aquaviva bestellten Kommission, welche 1586 die erste Ratio Studiorum der Gesellschaft Jesu herausgab und 1586-1587 dem General ein ungünstig lautendes Urteil über Molinas Lehrsätze einreichte[2]. Diese Umstände dürften der bis jetzt noch nicht untersuchten Gnadenlehre Azors eine eigene Bedeutung verleihen. Bekanntlich nennt der heilige Alfons Maria di Liguori Azor den klassischen Autor der Moraltheologie.

Der andere, wichtigere, enthüllt uns nicht mehr und nicht weniger als die Stellungnahme des von Papst Pius XI. zum Kirchenlehrer erhobenen heiligen Petrus Canisius zu Molina.

Die Überlieferung beider Texte verdanken wir dem Kontroversist und Theologe Sebastian Werro (* 1555 † 1614), Propst zu Freiburg in der Schweiz. Im Rahmen der Biographie dieses Mannes werden diese Texte und ihre Überlieferung verständlich[3]. Daher sind sie auch nicht zu trennen, obwohl sie von ungleicher Bedeutung sind.

Die engeren Beziehungen Werro's zur Gesellschaft Jesu reichen

[1] *Fr. Stegmüller*, Geschichte des Molinismus. I. Bd. Neue Molinaschriften. Beiträge zur Geschichte der Philosophie und Theologie des Mittelalters, Bd. XXXII, Münster i. W. 1935.

[2] Ebd., S. 38*. Die anderen Mitglieder dieser Kommission waren Gaspar Gonsalves, Jacques Tyrie, Peter Busens und Stephan Tucci.

[3] *R. Werro*, Notice sur la vie et les écrits de Sébastien Werro, Fribourg 1841. Eine ausführlichere biographisch-literarhistorische Studie ist in Vorbereitung.

in das Jahr 1580 zurück. Gegen Ende dieses Jahres beginnt Canisius seine Tätigkeit in Freiburg. Werro, Stadtpfarrer seit Februar des gleichen Jahres, wird bald intimster Freund des Heiligen. 1590 resigniert er als Pfarrer und Dekan. Der Vertiefung seiner theologischen Kenntnisse widmet er ein dreijähriges Studium am römischen Kolleg (1590-1593). Humanistische Studien zu Freiburg i. Br. (1571-1574), religiöse Kontroversen in Wort und Schrift, eine mehrjährige Seelsorge hatten den Blick des reifen Mannes geschärft. Die während der Vorlesungen gesammelten Notizen verdienen volles Vertrauen.

Wenigstens eine Auswahl solcher Notizen sind in der Handschrift 180 der Universitätsbibliothek zu Freiburg (Schw.) erhalten [1]. Dieselben sind mit der Werro eigenen Genauigkeit niedergeschrieben. Infolge des schlechten Papieres ist aber die Handschrift einem nicht aufzuhaltenden Zerfall ausgesetzt. Bl. 203^{r}-239^{r} findet sich der Traktat « *De Peccato Originali et Gratia* ». Dessen Autor wird Bl. 204^{r} namhaft gemacht : « *Praelectiones Theologicae, in almo Collegio urbis Romae exerptae (!) a professore Theologo D. Joanne Azo Hispano clariss* ». Bl. 217^{r} finden wir den chronologischen Vermerk : « *Anno Domini 1591* » und Bl. 238^{r} : « *Post Pascha* ». Wir haben es somit mit Vorlesungen aus dem Jahre 1590-1591 zu tun. Sie sind im wesentlichen ein Kommentar zu den einschlägigen Fragen der Summa Theologica des hl. Thomas.

Die Gnadenlehre Azors wird hinreichend durch die Wiedergabe jener Stellen charakterisiert, in welchen zu den kontrovertierten Fragen Stellung genommen wird.

Das ist zunächst der Kommentar zu Ia-IIae q. 109 a. 8 : ***Utrum homo sine gratia possit non peccare.*** Nach einer Zusammenfassung des Inhaltes dieses Artikels in vier Sätze folgt der persönliche Kommentar :

Bl. 232^{r} : Auxilium actuale speciale triplex est : praeveniens consensum voluntatis ; concomitans ; et subsequens.

Praeveniens est vel sufficiens, vel efficax ; hoc appellat vocationem congruam Aug. I. ad Simplician. q. 2 ; illud dicitur (*Bl. 232^{v}*) quod specialiter dat Deus ante consensum voluntatis ; et consensus ipse non fit sine concomitante . . .

Sufficiens dicitur, non congrua, quasi non efficax, ut facto consentiat voluntas. *Nunquam enim consentit quisquam ad sufficientem gratiam solam :* nec tamen est frustra. Potest fortasse eam sentire homo tum, cum animad-

[1] Univ. Bibliothek Freiburg (Schw.), Handschrift 180, *Sebastian Werro*, Dictata Theologica nonnulla Romae anno 1590 a mense Novembri et 1591 et 1592 et 1593 non toto.

vertit inspirationes divinas, quibus tamen vel concupiscentia vel pigritia reluctantur.

Magna controversia est, quomodo sufficiens numquam permoveat voluntatem et quomodo ad efficax constare possit libertas arbitrii.

Ex hoc quod videt Deus aliquid futurum esse, non sequitur illud futurum necessario esse : quia scientia providentis non imponit necessitatem rei visae ; quia rerum necessitas non pendet ex illarum scientia ; *sed movet Deus quemlibet ex auxilio, quo illum et indigere et parere novit.*

Praescientia non tollit libertatem assentientis. Voluntas Dei caussa est, ut res sit ; Scientia vero caussa non est, sed se tenet ut consequens voluntatis assensum. Math. 11 : Vae tibi Chorozain etc. ; videbat igitur Deus illos penitentiam (!) acturos, si his aut illis auxiliis congruis (?) moverentur : *Chorozain datum fuit auxilium sufficiens* quidem (secus enim non exprobaretur illis), sed non efficax, ut non obediturus. Sap. 4 : Raptus est ne malitia mutaret intellectum et voratus est, quo tempore ejus voluntas obsequi facilius poterat.

Impotentia faciendi et patiendi	Physica, ut sensus non possit intelligere.
	Moralis, non quia ex natura rei sit ita, sed quia numquam evenit, ut omnes homines sint grammatici.

Aliud est, hoc erit certum, determinatum : aliud necessarium et inevitabiliter ; hoc non convenit rei ex se ; illud ... (unleserlich) extrinseca.

Infallibilitas non est conditio rei scitae et notae, sed scientiae praevidentis.

Einige Stellen sind unklar. Trotzdem ist es nicht schwer in diesen Sätzen jenen Kongruismus zu erkennen, den der hl. Bellarmin und Suarez mit Eifer verfochten. Darauf weisen die angeführten Texte aus Augustinus, Matthaeus c. 11, 21 sqq. ; die Begründung der Infallibilität des göttlichen Vorauswissens (Gott bewegt jeden mit jener Gnade, von der er weiß, daß der Betreffende ihrer bedarf und ihr Folge leistet) ; die Beschreibung des Verhältnisses von Erkennen und Wollen Gottes zum freien, geschöpflichen Willensakt (Der Wille, nicht die Erkenntnis Gottes ist Ursache der Dinge. Letztere verhält sich zur Zustimmung des geschöpflichen Willensaktes ut consequens).

Ein zweites Mal berührt Azor die kontrovertierte Frage in Ia-IIae q. 112 a. 4 : *Utrum gratia sit maior in uno quam in alio.*

Bl. 238v : Utrum differentia illa, qua alius se convertit, alius non, originaliter a Deo pendeat an ab hominis libero arbitrio ?

Duae sunt opiniones :

I. Pelagianum est hoc reducere ad liberum arbitrium ut in primam caussam.

II. Lutheranum est, referre hanc diversitatem solum in Deum, ut originalem caussam ;

et quod sit regerenda in liberum arbitrium. Themata ponantur :

I. Si sermo sit de his auxiliis, quibus extrinsecus adhibitis solent homines excitari v. gr. viso aliquo miraculo, alius convertitur, alius non etc. ; item metu aequali incusso vel audito sermone eodem etc. certum est non esse diversitatem ex parte auxiliorum exteriorum : igitur de auxiliis internis agitur.

II. Supposito auxilio speciali praevenienti Dei, quod unus credit, alter non ; diversitatem hanc non esse reducendam ad solas naturae vires : quia si ex consensu libero credit homo, credit excitatus et vocatus auxilio speciali Dei praeveniente : et ita Pelagianum esset dicere, nostrum actum credendi ex solis naturae viribus sine Dei auxilio (esse).

III. In eo qui credit, non solum esse gratiam Dei operantem et praevenientem, sed et cooperantem et adjuvantem : in non credente, cum habuerit speciale auxilium, fuisse quidem gratiam Dei praevenientem, non tamen sequentem : *quia gratia secunda Dei semper est cum actu nostro libero.*

(*Bl. 238*[c]) Medina 1, 2 q. 109 a. 10, dub. ult. docet hanc diversitatem esse reducendam in gratiam Dei ; et videtur dicere, oppositum esse Pelagianum, ex auctore Augustini. Bannes (!) 1 q. 23 a. 3 dub. 3, concl. 9. Ruard. Taper (!) art. 7, propositio 7, videtur docere, totam diversitatem, supposito semel auxilio Dei, regerendam esse ad hominis liberum arbitrium, quia unus vult, alius non.

Certum videtur mihi, reducendam diversitatem ad gratiam Dei, quia, si supposito semel auxilio Dei praeveniente, unus credit, non alius, quia unus vult, alius non vult, sequi necessario videtur aliquid esse in homine de quo gloriari possit ; non quidem Pelagiano sensu, quia illi totum actum credendi docebant esse ex naturae viribus solis, sine auxilio Dei speciali : atvero opposita opinio licet affirmat auxilium Dei praeveniens, docet tamen illo posito ideo praestare assensum fidei, quia vult : igitur hoc quod est, velle praestare assensum fidei, postulet specialem vocationem Dei ; ex nostris igitur gloriari potest : sed est contra Paulum : Quid habes quod non accepisti : at velle et perficere a Deo est.

Quod nonnulli sint reprobi, est conditio ex culpa hominis proficiscens : et se tenet ex parte praescientiae Dei.

Auxilium Dei	sufficiens	dat nobis	posse
	efficax		velle

Ita tamen dat velle efficax, ut possit voluntas ipsum non accipere : ita enim dat velle, ut tamen non tollat oppositum voluntatis. Posse autem etiam in naturalibus praecedit velle.

Non exspectat Deus nostrum consensum ; nam auxilium efficax eum ex nobis potest elicere.

Efficacia auxilii procedit ex Deo, non ex nobis. Auxilio tali et tam congruo nos excitat, quali praevidit nobis esse necessarium.

Excaecatis non desunt sufficientia auxilia; ut de Pharaone quis dubitet et de Judaeis, qui conplura auxilia acceperint: sunt igitur ob solam malitiam sive (*Bl.* 239r) duritiem et caecitatem reprobati (igitur propter illorum nolle, si enim voluissent, conversi fuissent. Matth. 23).

De Gentibus invincibiliter ignorantibus eas dicimus non damnari ob ignorantiam, dicente Christo: Si ego non venissem.

Ignorantia igitur invincibilis fidei ad culpam non imputatur, ut ex Christi illis verbis colligitur: *multa autem auxilia a Deo in vita accipiunt.* Culpa autem sua et vitiis impediunt dispositionem ad gratiam maiorem et fidem a Deo accipiendam.

Azor nennt in diesem Kommentar die Koryphäen der thomistischen Lösung mit Namen: Medina und Báñez. Mit Entschiedenheit lehnt er den Löwenertheologen Ruardus Tapper ab und stellt sich in der *Prädestinationslehre* auf die Seite der Dominikaner. So hat ihn Werro auch verstanden. Er fügt zur Stelle « *Certum videtur mihi* » etc. die Bemerkung an den Rand: « *Videntur Patres Societatis velle omnia in Deum reducere, ut parum admodum vel nihil libero arbitrio relinquant* ». R. Tapper gilt aber allgemein als Vorläufer Molinas[1]. Dieser selbst wird von Azor nicht erwähnt, ebenso wenig wie seine Gesinnungsgenossen, z. B. Lessius. Azor dürfte trotzdem Molina mit im Auge haben. Seine Concordia war zwar noch nicht der großen Öffentlichkeit übergeben worden. Azor war indessen sehr wohl über dessen Gnadenlehre unterrichtet. Als Mitglied der Kommission der Ratio Studiorum hatte er sich vier Jahre vorher auch zu derselben äußern müssen. Sein Urteil dürfte die ablehnende Entscheidung stark beeinflußt haben. Hier finden wir die Gründe, die ihn zur Ablehnung bewogen haben.

Azor folgt deswegen Báñez nicht notwendig in den Kernfragen seines Systems. Statt Gottes Wissen um die freien geschöpflichen Handlungen aus Prämotionsdekreten zu erklären, wie es Báñez tat, sucht Azor die Lösung des Problems in der Scientia Media. Anders ist folgender Satz kaum zu verstehen: « *Auxilio tali et tam congruo nos excitat, quali praevidit nobis esse necessarium* ». Die Kommentare zu beiden Artikeln ergänzen sich übrigens gegenseitig und lassen die gleiche Lehre erkennen.

[1] *E. Vansteenberghe*, Article Molinisme in Dictionnaire de Théologie Catholique X, 2095-2097.

Weder Schneemann[1] noch Scoraille[2] erwähnen diese Stellungnahme Azors im Gnadenstreit. Letzterer frägt sich, aus welchem Grunde Suarez Molina in der Prädestinationslehre nicht folgte, obwohl er nach dem Zeugnisse seines Schülers Lessius früher seine Ansicht geteilt hatte. Scoraille glaubt diese Ablehnung aus Rücksicht auf Aquaviva erklären, mehr noch auf den Einfluß Bellarmins zurückführen zu müssen. Für letzteren wären besonders taktische Gründe maßgebend gewesen[3]. In Anbetracht des Ansehens, das Azor genoß, und des Einflusses, den er ausübte, dürfte seine Rolle in der Ausgestaltung und Verbreitung des Kongruismus in dieser ersten Zeit des Gnadenstreites nicht ganz unwesentlich gewesen sein. Aus Werros Aufzeichnungen ist jedenfalls ersichtlich, daß am römischen Kolleg bereits um 1591, also sechs Jahre vor der Einsetzung der Congregatio de auxiliis, der Kongruismus gelehrt wurde[4].

1593 in seine Heimat zurückgekehrt setzte Werro seine theologischen Studien mit Leidenschaft fort. Den Beweis liefern uns die rasch sich vermehrenden Bände seiner Bibliothek, die zum großen Teil noch erhalten und mit chronologischen Angaben versehen sind[5]. Die Frucht dieser Arbeit war unter anderem eine Gesamttheologie *De Vera Religione*. Die Vollendung derselben wurde durch den zu frühen Tod verhindert. Die im Besitze des Franziskanerklosters zu Freiburg (Schw.) befindliche Handschrift zählt gegen 3000 feinbeschriebene Quartseiten. Sie schließt mit dem vollendeten XXV. Buch *De Gratia* und der chronologischen Angabe: « 25. *Oct.* 1614 ».

Seitdem Werro durch seine römischen Studien mit dem berühmten Gnadenstreit bekannt geworden war, hat ihn derselbe weiterhin

[1] *Gerardus Schneemann* S. J., Controversiarum de divinae gratiae liberique arbitrii concordia initia et progressus, Friburgi Brisg. 1881, p. 161 sq.

[2] *Raoul* de *Scoraille* S. J., François Suarez S. J., Paris 1912/13.

[3] Ebd., p. 467 ss. 471 ss.

[4] Azor vertritt den Kongruismus in seinen Institutiones Morales, welche aber erst 1600 in Rom herauskamen. Vgl. *Joannis Azorii* S. J., Institutiones Morales, Coloniae Agrippinae MDCII, t. I. lib. I. cc. xx sq., p. 50 sqq. Die erste Ausgabe steht uns leider nicht zur Verfügung. Nach C. Sommervogel S. J. (Bibliothèque de la Compagnie de Jésus I, 741 c) findet sich ein unedierter Kommentar Azors zur Ia und Ia-IIae in Alcala. Ob er noch erhalten ist?

[5] Werros umfangreiche Bücherei findet sich größtenteils in verschiedenen Bibliotheken Freiburgs: Franziskaner, Universitäts-Bibliothek, Bibliothèque de la Société Economique, Kapitelsarchiv von St. Nikolaus, Kapuziner. Zerstreute Exemplare sind in Privatbesitz.

gefesselt. Bereits in Rom hatte er sich die Summenkommentare der Dominikanertheologen Cajetan, Medina, Báñez gekauft[1]. Die zahlreichen Randbemerkungen und Unterstreichungen lassen erkennen, wie sehr ihn der Gnadenstreit beschäftigte. Aus anderweitigen Aufzeichnungen erfahren wir auch von persönlichen Beziehungen zum hl. Bellarmin[2]. Molinas Name, geschweige denn seine Werke treffen wir um diese Zeit noch nicht, obwohl er, wie wir bereits sahen, bereits damals gegen seinen Lehrer für Molinas Ansicht eingenommen war.

Im Jahre 1596 erwirbt sich unser Freiburgertheologe um 18 Pfund, Molinas Kommentar zur Prima Pars in der Lyonerausgabe von 1593, an die auch ein Auszug aus der Concordia beigefügt wird. Der wertvolle Band steht unter der Signatur D 328 in der Bibliothek der Franziskaner zu Freiburg (Schw.). Auf der inneren Seite des vorderen Deckels lesen wir folgende, von Werro in seiner zierlichen Humanistenschrift angebrachte Notiz:

R. P. Petrus Canisius.

Molina noster, qui utinam Germanis nostris arrideat, solide docet quae non sunt vulgaria, sed Scholasticae Theologiae inprimis congruentia et valde notatu digna.

Is tamen a Dominicanis graviter accusatus est, de novis opinionibus, de gratia, etc. quae Romae praeside Clemente VIII. Pontifice convocatis utriusque ordinis peritioribus diu ventilatae fuerunt.

Diese wenigen Zeilen geben uns das Werturteil des hl. Petrus Canisius über Molinas theologische Schriften. Es ist, wie dies zu erwarten war, ein günstiges, ja ein sehr günstiges. Es gipfelt im Wunsche, Molina möchte «unsern Deutschen» genehm sein.

In Einzelheiten ergeht sich dieses Zeugnis nicht. Wenn wir aber den Zweck dieser kurzen Bemerkung in Erwägung ziehen, so muß sich dieselbe, wenigstens im Sinne Werros, auch auf die kontroverstierte Gnadenlehre beziehen. Mit ihr beschäftigt sich Werro intensiv. Er stand, wie bereits bemerkt, schon in Rom auf Molinas Seite. Er fühlt sich um so sicherer, als er den von ihm hoch geschätzten Canisius als Gewährsmann anführen kann. So tut er es auch in andern Fällen.

[1] Franziskanerbibliothek D 18 Titelblatt: Sum Sebastiani Verronii emptus Romae 1590; D 26: Romae 1591; D 14: 1590/91.

[2] Franziskaner, Handschrift 91, p. 381.

Der zweite Teil der Notiz sagt übrigens mit aller Klarheit, um was es geht. Es ist jedoch nicht sicher, ob es sich in diesem Zusatz immer noch um das Urteil des Canisius handelt. Dieser Zusatz scheint vielmehr eine Ergänzung Werros zu sein. Darauf läßt nicht nur das zweifelnde, einschränkende « *tamen* » schließen, sondern vor allem die Erwähnung der von Klemens VIII. berufenen Kommission von Jesuiten und Dominikanern, welche lange über die strittigen Fragen disputierten. Damit kann nur die im November 1597 vom Papste einberufene Congregatio de auxiliis gemeint sein, deren Verhandlungen sich über neun Jahre hinzogen. Petrus Canisius starb aber am 21. Dezember 1597,

Darauf deutet auch eine zweite Notiz auf der inneren Seite des hintern Deckels: « *Censurae ecclae. submittitur doctrina praedestinationis et caetera* » (?), p. 339, l. e. Mit diesem Hinweis macht sich Werro wahrscheinlich Molinas an genannter Stelle ausgesprochene Reserve zu eigen. Das läßt uns wiederum in obigem « *tamen* » Werros eigenen Zusatz erkennen.

Noch entscheidender ist die Beobachtung, daß zwar die gleiche Hand, aber eine verschiedene Feder die beiden Notizen geschrieben hat. Die gleiche breite Feder und die gleichen übers Gewöhnliche zierlichen Initialen des ersten Teiles der Notiz finden wir wieder in einer Angabe auf dem Titelblatt: « *Sum Sebastiani Werronii* 1596 ». Damit haben wir offenbar auch den terminus ante quem des Urteils des Canisius. Sehr wahrscheinlich hat Werro auf Anraten des Heiligen, d. h. auf das von ihm dann im gekauften Bande schriftlich aufbewahrte Urteil hin Molinas Kommentar erworben. Erst später, nach dem Tode des hl. Canisius scheint er den persönlichen Zusatz hinzugefügt zu haben.

Das Zeugnis ist allerdings kein unmittelbares. Es verdient jedoch unbedingte Glaubwürdigkeit. Die Beziehungen zwischen Petrus Canisius und Werro waren sehr rege und sehr vertrauliche. Die beiden berieten und unterstützten sich gegenseitig in der Seelsorge [1]. Unter der Leitung des Canisius machte Werro wiederholt Exerzitien [2]. Ihn hatte er vor allem als wissenschaftlichen Berater gewählt und geschätzt. Um 1588

[1] *O. Braunsberger* S. J., Beati Petri Canisii epistulae et acta, VIII mon. 1346, p. 617; mon. 1465, p. 787; ep. 2178, p. 174 etc.

[2] Freiburger Univ. Bibl. Hs. 761; vgl. *O. Braunsberger*, a. a. O. mon 1460, p. 779-783 und mon. 1465, p. 787 (vom Jahre 1588); mon. 1576, p. 879 sq. (aus dem Jahre 1596).

bat Werro Canisius um eine Anleitung zum theologischen Studium. In der mehrere Seiten umfassenden Antwort wird Werro als ein nicht gewöhnlicher Freund bezeichnet (« *non vulgaris amicus* »), als Bruder, in dessen brüderliches Herz Canisius ausschütten darf, was nicht jeder zu tun wagt, nämlich daß der Bittsteller schlecht predige [1]. Ähnliche Zeugnisse größter Vertrautheit ließen sich häufen. Werro stand daher auch als intimer Freund am Sterbelager des Heiligen [2].

Zu dieser Intimität tritt ein für Werro geradezu charakteristischer Brauch über Zeitgenossen und Zeitereignisse schriftliche Aufzeichnungen zu machen. Den sprechenden Beweis liefern seine zahlreichen Handschriften und Bücher. Was Canisius im besondern betrifft, so ist bekannt, daß Werro Exerzitienvorträge des Heiligen wenigstens auszugsweise erhalten hat und seine Notizen mit Vermerken begleitet wie « *De verbo ad verbum* » [3]. Ein Zeitgenosse nennt nach Werros Tod diesen einen auserlesenen Freund, Verehrer und Nachahmer des Petrus Canisius. Mit schärfstem Blicke hätte er die hohen Eigenschaften des Heiligen beobachtet und seine Beobachtungen später der Gesellschaft Jesu mitgeteilt. Wäre Werro nicht gewesen, diese Eigenschaften wären der Nachwelt entgangen [4]. Der aufgefundene Text über Molina ist ein neuer Beweis für die Richtigkeit dieses Urteils. Der ganze Satzbau desselben macht übrigens den Eindruck größter Treue und Unmittelbarkeit. Es darf auch auf die Tatsache hingewiesen werden, daß aus der Feder Werros der erste Versuch einer Biographie des hl. Kirchenlehrers stammt [5].

Trotz seiner lakonischen Kürze ist der neue Text auch wertvoll. So weit ich sehe, standen wir bis jetzt trotz der einzigartigen Vollständigkeit der von O. Braunsberger gesammelten Briefe und Zeugnisse und trotz der zahlreichen gedruckten Werke des Heiligen in dieser Frage vor einem fast vollständigen Dunkel.

Ein Historiker des Gnadenstreites aus dem 17. Jahrhundert, P. Poussines († 1686) erwähnt nur, daß die zweite Generation der Gesellschaft Jesu wie die erste sich zu Molina bekannte. Zur zweiten Generation werden Ribadeneira, Canisius, Augerius und viele andere

[1] *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII ep. 2249, p. 269-276.

[2] Freiburger Univ. Bibl. Hist. Colleg. Fribg. I, p. 45 ; vgl. *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII mon. 1601, p. 913 ; mon. 1621, p. 932 sqq.

[3] *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII mon. 1460, p. 780.

[4] *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII mon. 1621 Praefatio, p. 932-933.

[5] *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII mon. 1621, p. 932 sqq.

gezählt. Es ist aber nicht ersichtlich, ob sich der Verfasser bei dieser ganz allgemein gehaltenen Behauptung auf Quellen stützt oder ob er eine für ihn selbstverständliche Vermutung ausspricht [1].

Die Katechismen des Petrus Canisius, auch der große, behandeln die Gnadenlehre mit einer Kürze, die ein Eingehen auf solch subtile Fragen nicht erlaubte, in einer Terminologie, die sich eng anAugustinus und das Konzil von Trient hält, mit einer Zurückhaltung, welche die schon vor Molina von den Pariser- und Löwenertheologen behandelten Fragen nicht durchblicken läßt.

In Betracht käme das V. Kapitel über die christliche Gerechtigkeit. Der vortridentinische Katechismus (1555-1565) begnügt sich die 130. Frage: «Was gehört zur christlichen Gerechtigkeit?» in der denkbar einfachsten Weise mit den Worten zu beantworten: «Dazu gehören im wesentlichen zwei Dinge: Man muß das Böse meiden und das Gute tun» [2].

Der große nachtridentinische Katechismus (1566-1592) fügt unter dem Einfluß des Konzils eine kurze Ergänzung hinzu: «Das vermögen wir ohne die Gnade Christi nicht. Durch die vorausgehende und mitwirkende Gnade wird in uns das bewirkt, was Johannes sagt: Wer Gerechtigkeit übt ist gerecht, wie auch jener (Gott) gerecht ist» (I. Jo. 3, 7 sq.). Auch die Väter- und Bibeltexte, welche zu diesem Zusatze vermerkt werden, geben kein eindeutiges Bild [3].

Gleiches gilt vom Anhang zur nachtridentinischen Summa über die Rechtfertigung [4]. Auffallend sind hier immerhin die (in der von Petrus Busäus S. J. besorgten Ausgabe) angeführten Texte aus Augustinus und dem entschiedenen Vertreter seiner Gnadenlehre Fulgentius von Ruspe, die zum eisernen Bestand der augustinischen Prädestinationslehre gehören [5]. Bekanntlich war auch P. Busäus Mitarbeiter der Ratio Studiorum von 1586.

Etwas mehr Licht brachte die bereits genannte Anleitung zum

[1] Vgl. *G. Schneemann*, Controversiarum etc., p. 161.

[2] *Frid. Streicher* S. J., S. Petrus Canisius t. I, 1 Catechismi Latini (Societatis Jesu Selecti Scriptores II, Monachii Bavariae 1933), p. 49 A.

[3] Ebd., p. 150 B. Vgl. t. I, 2 Catechismi Germanici (1936), p. 66, 152.

[4] Vgl. ebd. Appendix IX. De necessitate praeparationis ad iustificationem in adultis et unde sit, p. 199 A. X. Modus praeparationis, p. 199 B. XVII. De perseverantiae munere, p. 202 A.

[5] Opus Catechisticum ... D. Petri Canisii ... divinae Scripturae testimoniis sanctorumque Patrum sententiis ... illustratum opera D. Petri Busei Noviomagi, ed. altera Coloniae MDLXXVII, p. 749 sqq., 755 sqq., 780 sqq.

Studium der Theologie an Werro vom Jahre 1588. In Anbetracht der pfarramtlichen Tätigkeit und der schlechten philosophischen Vorbildung des Bittstellers ratet Canisius nicht zum Studium der eigentlichen Monumentalwerke der Scholastik. Werro soll zu den modernen Kommentatoren greifen, die an den Hochschulen von Paris, Löwen und in Spanien lehrten. Aber auch hier sei eine weise Beschränkung notwendig, besonders in der Trinitäts- und Engellehre. Nützlicher für einen Pfarrer seien jene Autoren, welche sich mit den aktuellen, kontrovertierten Glaubensfragen befassen wie Johannes Fischer, Albertus Pighius, die beiden Alphons, Ruardus Tapper, Wilhelm van den Linden, Claudius de Sainctes, Stanislaus Hosius[1]. Tatsache ist nun, daß unter den von Canisius hier empfohlenen Autoren wenigstens Albertus Pighius und Ruardus Tapper als Vertreter der molinistischen Gnadenlehre angesprochen werden müssen. Aus dieser Empfehlung dürfen wir auf ein Sympathisieren mit deren theologischen Tendenzen schließen. Die gleichen Kontroversen gegen die Glaubensneuerer mußten übrigens die gleiche theologische Einstellung hervorrufen. Aber bestimmte Grenzen lassen sich nicht ziehen.

O. Braunsberger[2] glaubt ein einziges Mal Canisius das Geheimnis in etwa abzulauschen. In einem Briefe an P. Franciscus a Rocca S. J., vom Ende des Jahres 1596, bespricht Canisius die seine Gesellschaft betreffenden Ereignisse: Gesundheitszustand des Generals, Heiligsprechung der heiligen Ignatius und Franz Xaverius, Lage der an manchen Orten vertriebenen französischen Ordensbrüder, Ausbleiben der Briefe aus Indien, dann kommt ein Ausruf der Freude über «die außergewöhnliche Gnade Gottes, daß, während andere aufkommen und blühen, die Unseren in der dem Orden geziemenden Einfalt und in der Geduld geprüft werden». Der verdiente Herausgeber glaubt, in diesem Satz liege vielleicht eine Anspielung an den in Spanien ausgebrochenen und nun von Papst Klemens VIII. nach Rom gezogenen Gnadenstreit. Bemerkenswert ist immerhin, daß der neu aufgefundene Text aus dem gleichen Jahre 1596 zu stammen scheint. Aber auch dieser Brief versagt letztlich, weil er nichts von der persönlichen Stellungnahme des Canisius zu Molinas Lehre verriet. Mehr ließ sich, so weit ich sehe, bis jetzt aus den bekannten Quellen nicht ermitteln.

[1] *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII ep. 2249, p. 271 sq.
[2] *O. Braunsberger*, a. a. O. VIII ep. 2375, p. 444 sqq., besonders p. 445 n. 1.

Der neu aufgefundene Text dürfte daher eine Lücke ausfüllen. Nicht als ob mit diesen kurzen Ausführungen die Gnadenlehre des Petrus Canisius erschöpft wäre. Wir wollten indessen einen bescheidenen Beitrag dazu liefern, indem wir ein unbekanntes Urteil ans Licht rückten. Dieser darf als ebenso glaubwürdiges Denkmal zu den von O. Braunsberger gesammelten Akten treten wie die übrigen wertvollen Notizen Werros über Canisius.

Bei der praktischen Einstellung dieses Kirchenlehrers, in Anbetracht seiner unermüdlichen Polemik gegen die reformatorische Rechtfertigungslehre und mit Rücksicht auf die von der Gesellschaft Jesu in weiten Kreisen eingeschlagene Richtung war diese Stellungnahme in der Gnadenlehre zu erwarten.

REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

Sancti Ignatii de Loyola Constitutiones Societatis Iesu, *Monumenta Ignatiana,* series IIIa, t. II (*Mon. Hist. Societatis Iesu*, vol. 64), **Textus Hispanus,** in-4°, CCLXXII-824 pp., Romae (Borgo S. Spiritu 5) 1936, L. 90.

La III^me^ série des *Monumenta Ignatiana,* dans la grande collection des *Mon. Hist. Soc. Iesu,* est consacrée aux constitutions originales de l'Ordre. Un premier tome, en 1934, avait publié les documents préparatoires à cette législation. Ce deuxième tome édite le texte espagnol, le premier en date, quoique le dernier connu du public. Un troisième s'occupera du texte latin, version du précédent.

La publication des Constitutions sous leur forme espagnole n'est pas une petite affaire. On en connaît, en effet, plusieurs témoins successifs qui montrent que, du vivant de saint Ignace, elles n'ont cessé de se perfectionner. Une longue introduction s'attache à préciser l'histoire de ces transformations avant d'aborder l'édition proprement dite. On examine donc l'origine et l'histoire des divers éléments qui composent les Constitutions. L'éditeur fait une brève revue de l'évolution subie par certaines institutions de l'Ordre pendant les premières années. Viennent alors une étude sur l'auteur et ses coopérateurs ; des indications sur le lieu (Rome) et la durée du travail de rédaction (de 1545-47 à 1556, mort de saint Ignace), les sources (rapports avec d'autres règles) et la promulgation du texte.

Trois éléments s'intègrent dans les premières Constitutions, dont l'origine et le temps de maturité diffèrent ; aussi l'éditeur les considère-t-il séparément : l'Examen, les Déclarations, les Constitutions proprement dites.

L'Examen est un opuscule qui doit permettre au candidat de connaître la Compagnie et à la Compagnie de connaître le candidat. Rédigé vers 1546, il a pénétré dans le texte des Constitutions dès 1550 (I^re^ partie, chapitre V), sans pour cela cesser d'évoluer. L'éditeur en publie sur quatre colonnes les formes successives : textes des environs de 1546 (que précédait sans doute un brouillon disparu) et de 1550, de 1556 (à la mort de saint Ignace), de 1594 (texte approuvé par la V^me^ congrégation de la Compagnie, à Rome). Suit le texte des Déclarations sur l'Examen, mode d'emploi de ces prescriptions.

Les Constitutions et leurs déclarations ne sont venues au jour qu'un peu plus tard. Les deux premiers textes édités (*a* et A) datent des environs de 1550 ; bien que certaines ébauches disparues aient précédé *a*, on peut le considérer comme texte originel. Le troisième texte (B) est en l'état de 1556. Le quatrième (D) est de 1594. Des Déclarations, cette fois encore, suivent les divers paragraphes, renseignées par des lettres. Un bon nombre de ces Déclarations, au cours de l'évolution du texte, ont été détachées des Constitutions elles-mêmes, parmi lesquelles elles se trouvaient.

La publication d'un si grand nombre de textes successifs ne permet pas seulement de suivre pas à pas l'évolution des lois de la Compagnie ;

elle permet aussi d'assister de tout près à leur élaboration. Saint Ignace en est bien l'auteur. Les trois premiers manuscrits des Constitutions (*a*, A, B) offrent souvent des textes ou des notes de sa propre main. Le texte B ne porte-t-il pas le nom traditionnel d'autographe ? Toutefois, la part du collaborateur de saint Ignace, Jean de Polanco, paraît bien importante. C'est lui qui, à partir de 1547, a présidé à la rédaction ; il est responsable de l'ordre des matières, de la phrase, souvent, et même, pour certains points (dans la quatrième partie), de la substance. Saint Ignace, en ce cas particulier, ne demeure l'auteur que parce qu'il dirigeait le travail et l'approuvait.

Dans l'excellent instrument de travail que constitue ce tome des *Monumenta*, les historiens n'apprécieront pas seulement la commodité, la clarté et la richesse de l'édition de textes, avec ses apparats, ses notes, ses renvois, ses appendices, ses index (personnes, choses, lieux), mais aussi l'utilité des indications historiques fournies par l'introduction, qui permettront d'utiliser et de comparer aisément des textes que leur nombre même et leurs origines enchevêtraient quelque peu. *Fr. M. H. Vicaire* O. P.

Henri Næf : Les origines de la Réforme à Genève. La cité des Évêques — l'Humanisme — les signes précurseurs. Genève (libr. Alex. Julien) et Paris (libr. Droz) 1936. VIII-504 pp.

Pour commémorer le quatrième centenaire de la Réforme à Genève, la Société d'histoire et d'archéologie de cette ville a chargé M. Næf d'étudier la vie genevoise à la fin du XV^me^ siècle et au commencement du XVI^me^, afin de « montrer dans quel milieu et sous l'influence de quelles contingences s'étaient formés les évangéliques ».

Dans une première partie, l'auteur décrit par leur aspect extérieur le centre religieux et les institutions qui vont faire l'objet de son étude : le diocèse de Genève, les églises et les couvents de la ville, l'Evêque, le Chapitre, le clergé séculier et régulier, ses conditions sociales, son importance numérique. Il définit ensuite les relations politiques de la cité avec ses voisins. Genève évolue vers la démocratie ; elle se détache peu à peu de la Savoie et entre avec elle en conflit, parce que, comme le dit Bonivard, les ducs « ne pouvaient admettre qu'un évêque pût être leur supérieur, là où ils possédaient quelques droits » (p. 124). L'Evêché était devenu l'apanage de la maison de Savoie, mais l'Evêque, à l'instigation de la ville et parce que le duc empiétait de son côté, finit par supprimer certaines prérogatives que celui-ci y exerçait : le vidomnat en particulier. Les eiguenots — Eidgenossen, partisans de la combourgeoisie, dont Pierre de la Baume notamment était l'adversaire — voulaient au contraire un Evêque entièrement autonome. Le supplice de Lévrier, en 1524, et déjà celui de Berthelier, en 1519, loin de subjuguer la ville à la maison ducale, ne fit que l'en détacher davantage et que préparer la libération définitive, malgré la fraction opposée : les mamelus ou monseigneuristes, qui étaient savoyards avant tout.

Dans une deuxième partie, M. Næf aborde l'objet propre de son travail, la vie intérieure de la cité : les manifestations de la piété, les prières publiques ;

celles en particulier qu'on décrétait lors d'un danger public ou pour recommander solennellement à Dieu les âmes des défunts. Il expose les rapports du gouvernement avec les couvents ; il nous entretient des confréries, de la prédication (soulignant à ce propos certaines rivalités amusantes) ; il parle des peines ecclésiastiques, des indulgences, des pratiques superstitieuses. Les mœurs en général, puis spécialement celles du clergé font l'objet d'un chapitre particulièrement intéressant. L'auteur passe ensuite aux manifestations de l'art religieux ; il décrit les progrès de l'enseignement, les débuts de l'imprimerie. Dans une troisième partie enfin, il nous présente les humanistes de Genève : principalement le fameux médecin Agrippa, allemand d'origine (devenu protestant, sans aucun doute possible, conclut M. Næf), Frère Lambert, Franciscain d'Avignon et quelques-uns de leurs amis. Puis, dans un chapitre qu'on ne s'attendait pas à retrouver dans un volume consacré à Genève, mais que nous sommes, naturellement, loin de regretter, l'auteur raconte les efforts des Réformateurs pour implanter leurs idées à Fribourg ou en Valais, leur campagne couronnée de succès à Berne, l'attitude de l'évêque de Lausanne, Sébastien de Monfalcon. Il rappelle les disputes théologiques de Baden, en 1526, de Berne, en 1528, les tentatives de la Réforme en Savoie et à Lyon. Enfin, un dernier chapitre est réservé aux débuts du protestantisme à Genève : les premiers symptômes de l'esprit nouveau, tels qu'ils apparaissent, jusque vers 1524, chez les imprimeurs, les poètes, au théâtre, ainsi que chez des hommes comme Amé Lévrier.

M. Næf nous avertit, dans sa préface, qu'il n'a pas voulu, à la manière de la plupart des historiens, se cantonner dans l'une des deux alternatives suivantes : dénoncer les turpitudes de l'Eglise de cette époque et exalter par suite la Réforme, ou bien, au contraire, « marquer la prépondérance de l'armée bernoise sur les destinées de Genève et abaisser par conséquent leur valeur spirituelle ».

Reconnaissons que l'auteur a visé à la plus stricte impartialité. Il n'a pas hésité à faire, à plus d'une reprise, des aveux significatifs et à soutenir des thèses que nous, catholiques, n'étions guère habitués à trouver sous une plume protestante. Nous aurions même, dans un cas ou l'autre (ainsi, p. 75 sq., dans l'appréciation finale sur Aymon de Gingins et sur Pierre de la Baume) fait moins de concessions et montré plus de sévérité.

Inversement, M. Næf ne s'étonnera pas — et ne nous en voudra pas de le lui dire franchement — que nous ne puissions souscrire à certaines appréciations qu'il porte, spécialement sur le caractère fondamental du mouvement luthérien. Ce sont là problèmes de théologie plus que d'histoire et une discussion à ce propos ne serait donc ici pas en place.

Voici par contre quelques inexactitudes de langage ou erreurs de détail que M. Næf nous permettra de lui signaler : P. 24 : il ne faut pas, au XVI^me^ siècle du moins, compter les enfants de chœur parmi les clercs, ni dire, sans explication (p. 34), que « l'officialat enregistrait les confessions ».
P. 67 : Pierre de la Baume a été créé, le 19 décembre 1536, cardinal-prêtre non pas « du titre de Saint-Jean, Saint-Paul et Saint-Pammaque » mais de l'église que Pammachius, un ami de saint Jérôme, avait construite sur

l'emplacement d'un ancien *titulus* et dédiée aux martyrs romains Jean et Paul. — Le mot « Eucharistie » est pris, à plus d'une reprise (p. 154, 208, 259), dans une acception incorrecte, ou qui aurait, du moins, nécessité une explication. — P. 196 : Il est inexact de dire qu'on bénéficiait d'indulgences *pour* dix années. — P. 237. Il ne faut pas parler du *dogme* du célibat des prêtres, ni affirmer que c'est Grégoire VII seulement qui l'a imposé. Le célibat des clercs parvenus aux ordres majeurs fut d'abord un usage et non pas une loi, mais, dès le IV^me^ siècle, les conciles occidentaux en ont fait peu à peu une règle. Au synode romain de 386 — sans parler de conciles provinciaux antérieurs, tels que celui d'Elvire — le pape Sirice l'exige formellement des prêtres et des diacres et il entend, comme Innocent I peu après lui, imposer cette loi à tout l'occident. Saint Léon, au milieu du V^me^ siècle, renouvelle les mêmes prescriptions et les étend aux sous-diacres. Il y eut, il est vrai, sur ce dernier point surtout, des hésitations, voire même de l'opposition, mais le principe fut néanmoins accepté dans un grand nombre de provinces. S'il y eut un fléchissement au VIII^me^ siècle, la situation s'améliore au contraire sous les Carolingiens. Elle baisse de nouveau au X^me^ siècle, pour se relever avec les papes énergiques du XI^me^ siècle. Les deux premiers conciles œcuméniques du Latran (1123 et 1139) imposent définitivement le célibat et sont parfaitement écoutés, au moins jusqu'à la fin du XIII^me^ siècle. Il est donc inexact de prétendre qu' « il faut arriver au concile de Trente pour trouver... l'ordre de chasteté perpétuelle que les siècles antérieurs n'avaient pas encore promulgué de manière absolue » (p. 238) et tout autant de dire : « Le clergé séculier avait-il jamais observé strictement la chasteté ? Rien n'est moins certain » (p. 250). Charles-Quint et, après lui, Ferdinand avaient demandé la suppression du célibat ecclésiastique ; Philippe II, au contraire, était absolument opposé à cette concession, attitude que Pie IV finit par adopter ; mais il ne faut pas affirmer que « Charles-Quint, en vertu du pouvoir que lui conférait le sacerdoce impérial, autorisa en 1548, pendant l'Intérim, le mariage des prêtres » (p. 237). M. Naf rappelle la mesure du concile de Bâle, décrétant que les clercs concubinaires seraient privés de leur bénéfice et il ajoute : « On comprend désormais pourquoi ce *modus vivendi* moral, assimilable à un mariage non canonique impliquant l'entretien et l'éducation des enfants, fut beaucoup moins fréquent qu'une forme de polygamie, fort proche de la débauche. » A en juger par ce qui se passait chez nous, nous croyons cette affirmation, si nous la comprenons bien, tout à fait contestable, de même que nous rejetons l'insinuation qui termine ce paragraphe : « Si le concile (de Trente) proclame le devoir de continence, il insiste toujours essentiellement sur le crime des concubinaires, sans spécifier formellement le libertinage. » Une note renvoie à l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert ; il aurait fallu se documenter ailleurs. — L'utilisation de la même Encyclopédie a également induit l'auteur en erreur au sujet des vigiles nocturnes (p. 257). Elles n'ont aucunement été établies pour supplanter des fêtes licencieuses de l'antiquité. C'était surtout à cause de la communion par laquelle elles se terminaient, comme aussi vu la nature du lieu où elles se passaient, que l'on s'abstenait de manger ; mais ce jeûne était le côté

accidentel d'une cérémonie qui consistait avant tout à prier. Les deux notions finirent cependant par s'associer si étroitement que, lorsque la première fut tombée en désuétude (longtemps avant le concile de 1332) la deuxième demeura, tout en conservant le nom de « vigile ». — « Closure », à la p. 255, doit être un lapsus, et c'est par inadvertance que M. Næf parle de *chanoines* de Saint-Nicolas, à propos d'une mesure prise en 1508 (p. 352), et qu'il souligne que, au cours des années critiques de 1522 à 1530, ce ne sont pas les Jésuites qui ont sauvé, à Fribourg, la foi ancestrale (p. 356) : Les Jésuites ne devaient arriver dans nos murs qu'un demi-siècle plus tard ; mais surtout, à cette date, la Compagnie de Jésus n'existait pas encore.

Reconnaissons d'ailleurs que ce qui est dit, pp. 345-57, de la résistance opposée par le gouvernement de Fribourg à la pénétration de la Réforme donne la note juste et (malgré quelques petites erreurs de dates et inexactitudes de traduction) l'impression exacte de la réalité. On peut en dire autant du volume tout entier, et c'est le meilleur éloge qu'on en puisse faire. M. Næf était d'ailleurs bien préparé à cette tâche par ses travaux antérieurs. Ajoutons que la présentation du volume est très soignée. Il est orné de plusieurs planches fort bien venues. La conception du travail est originale et plus encore la manière de l'exposer. Le style de M. Næf est nerveux — parfois même un peu sibyllique — et toujours très châtié. On lit son livre avec autant de plaisir que d'intérêt. Cette étude a pris beaucoup plus d'ampleur que l'auteur ne l'avait prévu : malgré ses 500 pages in-8°, ce premier volume ne lui a de loin pas permis de réaliser le plan qu'il s'était tracé. Une suite nous est promise, qui poursuivra cet exposé jusqu'en 1536. Elle paraîtra, nous dit l'avant-propos, dans un délai aussi court que possible. L'intérêt très grand que nous avons pris à la lecture de la première partie nous permet de dire très sincèrement que nous attendons la seconde avec impatience.

L. Wæber.

Marius a Mercato Saraceno, O. M. Cap. **Relationes de origine Ordinis Minorum Capuccinorum** in lucem editae a P. Melchiore a Pobladura eiusdem Ordinis. Monumenta historica Ordinis Minorum Capuccinorum, Vol. I, Assisi 1937. LXXXIX-552 p.

Die im XVI. Jh. von den franziskanischen Observanten sich ablösende Reform der Kapuziner fand in P. Mario von Mercato Saraceno ihren ersten Chronisten. P. Mario schrieb drei Berichte über die Ursprungsgeschichte seines Ordens : den ersten i. J. 1565 für den Herzog der Toscana, Cosimo I de' Medici, den zweiten i. J. 1578-79 auf Anregung des Kardinals und Vizeprotektors der Kapuziner, Giulio Antonio Santori, den dritten und größten nach Erscheinen der Informatione... intorno la Origine della Congregatione dei Reverendi Frati Capuccini (Venedig 1579) des Gioseffo Zarlino, Kapellmeisters in Venedig. Zarlino wies die Darlegungen des P. Mario zurück, die Matteo von Bascio als ersten Kapuziner hinstellten, und beanspruchte den Titel des Urhebers der Kapuzinerreform für P. Paolo von Chioggia. Die auf P. Mario folgenden Chronisten des Kapuzinerordens übernahmen im wesentlichen das von ihrem Vorgänger gezeichnete

Bild. Der bedeutendste unter ihnen ist Bernardino von Colpetrazzo, der noch vor P. Mario zu den Kapuzinern übergetreten ist und die für diese Reform wichtigsten Jahre von 1535 bis 1537 miterlebt hat. Seine Chronik enthält denn auch wertvolle Angaben, die die von P. Mario gebotene Darstellung der Entstehung der Kapuzinerreform ergänzen, klären und verbessern.

Die von P. Melchior besorgte Ausgabe der drei Berichte des P. Mario bietet einen kritisch erarbeiteten Text. Der Herausgeber ist dabei dem heute üblichen Verfahren für textkritische Quellenedition gefolgt. Seine Aufgabe gestaltete sich insofern leichter, als die handschriftliche Überlieferung der genannten Werke des P. Mario nicht reich ist und gerade die ältesten Abschriften eine gut leserliche Schreibweise enthalten. Wertvoll für den Historiker ist der reichhaltige Apparat von erklärenden Bemerkungen, die zeigen, daß der Herausgeber sich fleißig in der einschlägigen Literatur umgesehen hat. Die Einleitung zur Ausgabe orientiert über das Leben und die Werke des P. Mario. Hier zeigt die Arbeit des P. Melchior einen bedeutsamen Fortschritt gegenüber der früheren Forschung. Der Herausgeber ist denn auch imstande, da und dort berichtigende Angaben gegenüber vorausgehenden Veröffentlichungen anzubringen. Zuweilen hat P. Melchior Resultate der früheren Forscher einfach übernommen, ohne dabei auf die noch ungelösten Probleme einzugehen. So wird über den Vergleich zwischen der Descrittione des P. Mario und der Darstellung der Entstehung der Kapuzinerreform in den Marken und in Calabrien, die der Zisterzienser abt Silvestro Maruli seiner Historia sagra intitolata Mare Oceano di tutte le Religioni del mondo (Messina 1613) eingefügt hat, wieder das gleiche gesagt, was schon P. Eduard von Alençon darüber geschrieben hat (De Primordiis Ordinis Fratrum Minorum Capuccinorum (Rom. 1921, S 68-70). Im Anhang veröffentlicht P. Melchior noch zwei Quellen, die mit dem ersten Bericht des P. Mario vom Jahre 1565 in enger Beziehung stehen: den Abschnitt über die Kapuziner aus der Geschichte der Orden, die der Jesuit Paolo Morigia i. J. 1569 in Venedig erscheinen ließ, und die Schrift des Gioseffo Zarlino.

Von besonderem Interesse ist die Auffassung des P. Melchior über die Glaubwürdigkeit der Kapuzinergeschichte des P. Mario. Der Herausgeber führt die Aussagen des Chronisten über die Aufgabe des Geschichtschreibers an, sowie jene Stellen aus dessen Chronik, in denen P. Mario über sein Bemühen, zuverlässige Nachrichten zu erhalten, Auskunft gibt. Gestützt auf diese Angaben des Chronisten glaubt P. Melchior die komplexe Frage der Glaubwürdigkeit für P. Mario in bejahendem Sinne beantworten zu können. P. Melchior hat sich offenbar darüber nicht Rechenschaft gegeben, daß mit der Feststellung des Wahrheitswillens des Chronisten über die Zuverlässigkeit seiner Darstellung wenig gesagt ist. Wir haben durch Einsicht in die Berichte des P. Mario feststellen können, daß es sich dabei nicht um eine rein referierende Quelle handelt, sondern um eine tendenziös abgefaßte Verteidigungsschrift der Kapuzinerreform. Bewußt wird der Gründungsanteil des Matteo von Bascio an dieser Reform betont und damit die Behauptungen der Gegner zurückgewiesen, Lodovico

von Fossombrone oder Bernardino Ochino sei der Urheber der Kapuzinerreform. Um den Standpunkt des Chronisten richtig zu kennzeichnen, ist es nötig, sich etwas in die Streitigkeiten zwischen franziskanischen Observanten und Kapuzinern einzufühlen und die Behauptungen und sogar Verleumdungen zu kennen, die den Kapuzinern von ihren Gegnern ins Gesicht gesagt wurden. Sie finden in der Chronik des P. Mario einen deutlichen Niederschlag. Die Gewährsmänner, auf die P. Mario sich beruft, haben beim Aufbau der Kapuzinerreform keine wichtige Rolle gespielt, auch nicht Matteo von Bascio, von dem der Chronist im Widerspruch zu seiner Darstellung berichtet, daß er nie die Absicht gehabt habe, eine von den Observanten getrennte Reformkongregation ins Leben zu rufen (Relationes de origine etc., p. 183). Auf bedeutsamere Zeugen stützt sich dagegen der zweite Chronist des Kapuzinerordens, P. Bernardino von Colpetrazzo. Messen wir die Zuverlässigkeit der Berichte des P. Mario an den selbständigen Nachrichten des P. Bernardino und vor allem an den Quellen erster Hand (Urkunden, Briefe und Aufzeichnungen, die den Ereignissen ganz nahe stehen), so zeigt es sich, daß die Angaben des P. Mario auf schwachen Füßen stehen. Das ist schon durch die Arbeiten des P. Eduard von Alençon zur Genüge festgestellt worden (Tribulationes Ord. Fratrum Min. Capuccinorum primis annis Pontificatus Pauli III]1534-1541], Rom 1914 und De Primordiis Ord. etc. s. o.). Wir werden in einer noch zu veröffentlichenden Arbeit die obigen Ausführungen eingehender darlegen.

Stans. *Theophil Graf* O. M. Cap.

Bertogg, Hercli : Beiträge zur mittelalterlichen Geschichte der Kirchgemeinde am Vorder- und Hinterrhein. xv-158 SS. Mit einer Übersichtskarte. Chur, Verlag Bischofberger & Co., 1937.

Die vorliegende Arbeit ist eine historische Dissertation der Universität Zürich, entstanden auf Anregung von Prof. K. Meyer. H. Bertogg ist protestantischer Pfarrer in der bündnerischen Gemeinde Trins und mußte seine Studien während seiner Amtstätigkeit, also unter erschwerten Umständen, absolvieren. Diese Tatsachen müssen bei der Einschätzung der folgenden Kritik berücksichtigt werden.

Nehmen wir es gleich vorweg : obwohl die Untersuchung mit großem Fleiß und teilweise weitgehenden archivalischen Forschungen unternommen worden ist, bleibt sie letztlich doch ein Zeugnis unhistorischen Denkens. Gegen die angewendete Methode erheben sich die schwersten Bedenken. Doch kann es nicht unsere Aufgabe sein, auf alles einzugehen. Wir können nicht die Rolle des verantwortlichen Lehrers übernehmen.

B. setzt sich zum Ziel, die Ausbildung der « autonomen Kirchgemeinde » im Gebiete des Vorder- und Hinterrheins darzustellen. Doch kann er sich nicht darauf beschränken, uns darzutun, was wir auf Grund des einschlägigen bündnerischen Quellenmaterials wirklich wissen oder mindestens mit höchster Wahrscheinlichkeit annehmen können. Statt die näher liegenden Parallelen in den übrigen Bistumsgebieten in Vergleich

zu ziehen, müssen ihm eine Reihe gewiß sehr verdienstlicher, aber auf gänzlich verschiedenen Verhältnissen aufgebauter Werke zum Beweise einer von vornherein konstruierten Entwicklung dienen (vgl. p. 13: «Wenden wir nun die Ergebnisse Imbarts auf Obersaxen an!»; s. auch p. 47). Diese Entwicklung reicht, mit viel zu wenig betonten Differenzierungen, von den Anfängen des Christentums bis 1526, da durch die bekannten 2. Ilanzer Artikel die «autonome Kirchgemeinde» vollendet wird. Die den historischen Verhältnissen Gewalt antuende Konstruktion scheint zwar die Dinge zu vereinfachen, ihr Resultat zeigt aber dem Kenner der bündnerischen Kirchengeschichte ein verwirrendes Gemisch von richtigen Einsichten und grundfalschen Meinungen.

Am Aufbau der Arbeit läßt sich die aprioristische Methode mühelos nachweisen. Die einleitenden Bemerkungen (1-6) und auch die Umschreibung der Großpfarre in Tuverasca (7-22) können zunächst übergangen werden. Der II. Abschnitt (22-46) und ebenso der III. Abschnitt (47-76) zeigen jedoch schon, daß Bertogg sich hier von einer Grundidee gänzlich beherrschen läßt. Es ist der Begriff der Eigenkirche, von dem einmal der angesehene französische Forscher, M. Bloch, sagen konnte, er werde für alle Dissertanden zu einem unheilvollen «Sesam öffne dich». Ohne jede Zurückhaltung und unbeschwert von irgendwelchen Zweifeln wendet B. das Eigenkirchenwesen auf die rätischen Verhältnisse an. Karls d. Gr. sogen. Divisio bedeutete für Rätien gewiß eine Revolution und schuf neue Rechtsverhältnisse. Aber damit ist nicht bewiesen, daß das Eigenkirchenwesen in vorfränkischer Zeit so beherrschend gewesen ist, wie B. es wahr haben will. Statt unermüdlich und unbedenklich Rückschlüsse zu ziehen, würde es sich bei so dürftiger Quellenlage geziemen, das Schweigen zu bewahren. Ist Karls d. Gr. Divisio eine Revolution gewesen — dafür sprechen ja die Umstände — dann geht es nicht an, die früheren Verhältnisse den neuen völlig gleichzusetzen. Die Geschichte kennt ja noch viele Säkularisationen der Kirche. Aber konnten sie sich dabei auf zuvor geltendes Recht stützen und haben sie immer einen dauernden Rechtszustand geschaffen? Ob die rätischen Landkirchen durch Ablösung von der bischöflichen Kirche oder auf dem Wege des Eigenkirchenwesens entstanden sind, kann ohne genügende neue Quellen, bei unserer so mangelhaften Kenntnis der Anfänge des Bistums einfach nicht bewiesen werden (vgl. unzulängliche Einreden Bs. p. 53 Anm. 110). Statt der langen, merkwürdig anmutenden Digressionen (p. 22ff.) hätte B., der die Bedeutung der Stadt Chur unterschätzt (31 ff. s. R. v. Planta, Über die Sprachgeschichte von Chur Bündner Monatsblatt 1931, p. 97 ff.), das Verhältnis der bischöflichen zur königlichen Politik näher beleuchten dürfen.

Viel Besseres gelingt B. beim III. Abschnitt nicht. Auch hier wirkt sich der Begriff der Eigenkirche nicht zum Vorteil der Arbeit aus. B. übersieht völlig, daß auch ohne vorheriges Bestehen eines Eigentumsrechtes an einer Kirche Kollaturrechte entstanden sein können. Die Kontinuität der historischen Entwicklung darf nicht so hemmungslos behauptet werden. Was auf Grund einwandfreier Urkunden wirklich bewiesen werden kann, muß als außerordentlich dürftig angesehen werden

Selbst die Urkunde vom 20. April 1459 (gedr. p. 120), so interessant sie ist und so große Bedeutung B. ihr auch beimessen mag, reicht keineswegs zu jenen Schlüssen aus, welche B. zieht. Von einer Säkularisation der Kirche zu sprechen, ist völlig unzulässig (63). Voraussetzung müßte dann schon ein bewiesener Gegensatz zwischen dem Feudalherrn und dem Bischof sein; es kann jedoch positiv nicht gesagt werden, ob der Schiedsspruch ohne Einverständnis der kirchlichen Obrigkeit gefällt worden ist. Das Vorhandensein der Urkunde im bischöflichen Archiv spricht viel eher gegen diese Annahme, ebenso der Wortlaut der Urkunde selbst (65). Der Verfasser sieht überhaupt nur Gegensätze zwischen Gemeinden und kirchlicher Obrigkeit.

Mit dem Begriff der Eigenkirche verbindet er nämlich den zweiten Begriff der «autonomen Kirchgemeinde», der zu noch unglücklicheren Konsequenzen führt. Im ersten Fall zwingt die dürftige Quellenlage — sofern man das Schweigen nicht vorzieht — zu Vermutungen und Hypothesen. In den folgenden Abschnitten (IV = 76-108, V = 109-117) kann der Verfasser die Urkunden nicht mehr richtig deuten. Was Kirchgemeinde im Mittelalter sein soll, vermag B. eigentlich nicht zu sagen. Er, der gelegentlich in einen etwas lehrhaften Ton verfällt (p. 2, 47), begnügt sich, diesen Begriff der modernen Gesetzessammlung für den Kt. Graubünden evangelischen Teils 1926 zu entlehnen (p. 2, 82). In keiner Weise wird bewiesen, daß Pfarrei und politische Gemeinde im Mittelalter zwei verschiedene Einheiten darstellen. Doch mit dem Begriff der «Kirchgemeinde» wird nun die Fahrt durch die folgenden Jahrhunderte fortgesetzt und sorgsam abgesucht, was irgendwie unter das Schema passen kann, und übergangen, was für eine starke Differenzierung der Verhältnisse überhaupt spricht. Das Motiv für neue Kapellenstiftungen, Verselbständigung von Filialkirchen usw. muß wohl oder übel die Befreiungstendenz der «Kirchgemeinden» bleiben. Verbunden ist sie mit einem starken subjektiv gefärbten religiösen Bedürfnis. Ob dabei die Verpflichtungen der Tochterkirchen oder auch die neuen Rechte mit oder ohne Bestätigung der kirchlichen Obrigkeit festgesetzt worden sind, das hat nicht viel zu besagen (vgl. p. 63, Anm. 148). Aus dem Gegensatz Gemeinde — Bischof erklärt sich die endgültige Emanzipation der Kirchgemeinden, welche nach Meinung Bs. in den 2. Ilanzer Artikeln Gesetzeskraft erlangt hat (s. 109 ff). Nach den vielen Erfahrungen der letzten Jahre verwundern wir uns nicht mehr über alles, was aus den Ilanzer Artikelbriefen erschlossen wird. Wir staunen nicht mehr über die längst zu völliger Erstarrung gediehene einseitige Bewertung des 2. Artikelbriefes. Doch auch ein Protestant sollte sich vor einer allzu emphatischen Belobigung dieser Artikel hüten. Die Herausgabe der Stiftungsgüter an die Erben richtete sich keineswegs immer nur gegen die katholische Kirche. Ging die Gemeinde zum Protestantismus über, erhielten die katholischen Erben der Stifter die Möglichkeit, das Stiftungsgut der nun protestantischen Kirchgemeinde gerichtlich zu entziehen. Statt immer wieder zu behaupten, die Ilanzer Artikel hätten allgemein gültiges Recht geschaffen, wäre es an der Zeit, einmal die zahlreichen Urkunden zu sammeln, die gegen eine solche An-

nahme sprechen. Die Ilanzer Artikel von 1526 waren u. E. überhaupt revolutionär. Die revolutionäre Bauernbewegung von 1525 bleibt auch für Graubünden eine Tatsache. Mehr haben wir in diesem Zusammenhang nicht zu bemerken.

In tatsächlicher Voreingenommenheit ist B. an seine Aufgabe herangegangen. Doch auch die paläographischen Voraussetzungen sind nicht eben die besten. Daß fehlerhafte Wiedergabe von gedruckten Texten bis zur Unverständlichkeit möglich ist, zeigt ein Zitat p. 52. Da ist folgendes zu lesen: «omnes ecclesiae in circuitu sedis nostrae antiquitus semper ad episcopis furerunt possesse tulerunt» (C. D. I., p. 27 heisst es: Tulerunt domine omnes ecclesias in circuitu sedis nostrae, quae antiquitus semper ab episcopis fuerunt possesse...»). p 100 mißversteht B. die aus Wegelins Regesten der Abtei Pfäfers Nr. 850 zitierte Urkunde. Das Regest ist für die Bewertung des Sachverhalts ungenügend. Hat B. das Original eingesehen? Dann konnte ihm die richtige Namensform des Notars nicht entgehen: Lucius Marcus Munghofer. p. 107 ist die Urkunde von 1508 (Wegelin Nr. 853) gänzlich mißverstanden. Es handelt sich um eine ganz gewöhnliche Reservation einer Pension bei Pfründenschub. Was das Kloster sich sicherte, war lediglich sein Spolienrecht, für dessen *eventuellen* Auskauf es die Summe von 30 Gl. festsetzte. p. 81 ist das Urteil des geistlichen Gerichts als solches nicht erkannt worden. Sonst hätte B. die Sachlage ganz anders charakterisieren müssen. Zudem ist ganz Unmögliches gelesen worden. Diutus statt diutius mag als Druckfehler hingehen. Wie kann B. jedoch lesen: et in trina devenuta? Statt: et in tercia dominica! Jedermann kann kleineren Irrtümern verfallen, keiner ist vor Druckfehlern gefeit. Hier aber zeigt sich mehr: der Mangel an paläographischer Schulung. Der Druck der Urkunde vom 20. April 1459 (p. 120) ist mit zahlreichen Fehlern belastet, obwohl sie prächtig geschrieben ist. Wer ebenda die lat. Bestätigungsurkunde von Bischof Ulrich liest, wird der Unstimmigkeiten sofort gewahr. Davon, daß wir über die Editionsmethode nichts hören, wollen wir schweigen. Interpunktion und Orthographie sind in ihrer Regellosigkeit bedenklich. Es tut weh, solches sagen zu müssen.

Die Aufgabe hätte anders angepackt werden müssen. B. hätte von sichern Tatsachen ausgehen müssen. Die Institution des Patronatsrechts hätte ihm den einzig richtigen Ansatz gegeben. Doch kennt er sie schlecht, sehr schlecht. (Vgl. p. 66 f., 98). Eine sorgfältige Erfassung der Kollatur- und Filialverhältnisse hätte zunächst sichere Ergebnisse erbracht. Was die kirchliche Autorität in der Regel bei Kaplaneistiftungen und Pfarreitrennungen als zulässig erachtete — es war viel mehr als B. glaubt — und was, an diesen Forderungen gemessen, wirklich außergewöhnlich war, hätte B. dann nicht mehr entgehen können. Doch eine umfassende Sammlung *aller* einschlägigen Urkunden, auch der schwierigeren lateinischen Stücke, wäre hiefür Voraussetzung gewesen. Für das Frühmittelalter freilich wäre er auch so über Vermutungen kaum hinausgekommen. Doch was geboten worden wäre, hätte mehr Vertrauen gefunden. (Die Übersicht über die einzelnen Pfarreien [p. 137 ff.] wird das Brauchbarste bleiben).

So aber bleibt es bei einem großen Unbehagen. Der Widerspruch regt sich fast ohne Unterbruch. Zahlreiche andere Irrtümer mußten übergangen werden. Unser Urteil gilt nicht der Person, die wir sehr achten, es gilt einzig der Sache. Schade um den großen Fleiß, die sehr anerkennenswerte Mühe des Verfassers, der bei besserer Leitung und anderen Voraussetzungen wesentlich Befriedigenderes geschaffen hätte. Daß die Dissertation keine sorgfältigere Überprüfung gefunden hat, muß freilich am meisten Bedenken erregen.

Oscar Vasella.

Histoire de l'Eglise, publiée sous la direction de A. Fliche et V. Martin. T. IV. De la mort de Théodose à l'élection de Grégoire le Grand, par **P. de Labriolle, G. Bardy, Louis Bréhier** et **G. de Plinval.** Paris, Bloud et Gay, 1937. 612 p. in-8°. 60 fr. (relié : 100 fr.).

Le 4me tome de cette Histoire de l'Eglise embrasse une période de deux siècles ; aussi est-il plus volumineux que ceux que nous avons successivement présentés à nos lecteurs.

La première partie nous conduit jusqu'au Concile de Chalcédoine. M. de Labriolle traite des dernières mesures — mesures d'intolérance — de l'Eglise contre le paganisme. Il donne un tableau suggestif des temples païens qui ont été détruits et ne cache pas la responsabilité de Théophile d'Antioche ainsi que de Schenoudi à ce sujet. Il conclut, vu les exceptions assez nombreuses qu'on doit lui opposer, qu'il faut douter du bien-fondé de ce principe qui, au dire de Paul Allard, aurait présidé à la politique ecclésiastico-impériale : détruire le paganisme, mais épargner les monuments de l'art antique.

Passant aux querelles origénistes, M. de Labriolle est sévère, avec raison, pour saint Epiphane. Il porte sur ces discussions un jugement qui se rapproche de celui du P. Cavallera et n'hésite pas à prendre plutôt la défense de Rufin. Il nous donne ensuite sur saint Augustin et la Cité de Dieu un chapitre remarquable et, selon son habitude, très neuf. Il reprend l'examen des différents mouvements hétérodoxes que l'évêque d'Hippone a dû combattre : le manichéisme d'abord, dont il ne faut, dit-il, pas exagérer la diffusion, ni par conséquent l'émoi qui en est résulté. Aux découvertes du Fayoum de 1930, il est fait allusion implicitement dans le texte et indirectement dans les notes (qui auraient dû signaler l'article important de MM. Schmidt et Polotsky paru dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie de Berlin, 1933, N° 1, p. 1-90). M. de Labriolle passe ensuite aux dernières phases de la lutte contre le donatisme. Saint Augustin est l'âme de cette campagne, qu'il veut publique et non pas restreinte à des conciliabules de théologiens.

M. de Plinval nous donne sur la question pélagienne un chapitre remarquable : le fameux moine breton est arrivé à Rome plus tôt qu'on ne le dit d'ordinaire : déjà vers 380. Contrairement à la thèse soutenue par Dom de Bruyne, il n'est pas l'auteur de la vulgate des épîtres de saint Paul : il suit simplement le texte traditionnel, tout en utilisant les améliorations apportées par saint Jérôme. M. de Plinval porte sur ce dernier

un jugement assez sévère mais justifié, et déclare, au sujet de Julien d'Eclane, que l'attaque dirigée contre lui par saint Augustin, dans le *Contra Iulianum*, a conféré au personnage une notoriété qu'il ne méritait pas. Quant au semi-pélagianisme — terme que, visiblement, notre auteur n'aime guère — c'est tout simplement la réaction du monachisme gaulois contre les exagérations de langage auxquelles aboutit l'évêque d'Hippone dans ses dernières années, réaction qui s'est trouvée coïncider avec le pélagianisme de la fin, ce qui lui valut (il n'y a pas longtemps : à la fin du XVI^me^ siècle seulement) cette dénomination à tout le moins regrettable.

Avec M. le chanoine Bardy, nous abordons l'Orient : saint Jean Chrysostome, son épiscopat à Constantinople, l'apaisement entre ses adversaires et ses partisans qui suivit l'exil de l'illustre proscrit, puis l'épiscopat d'Atticus, qui lui succède jusqu'à la nomination de Nestorius. M. Bardy passe ensuite à saint Cyrille d'Alexandrie et au nestorianisme. Il se rallie, dans son exposé, à l'article du *Dictionnaire de théologie catholique* de M. Amann, tandis qu'il trouve unilatéral le récit de l'*Histoire des conciles* de Hefelè et considère le petit livre du P. d'Alès comme un travail de vulgarisation. Du concile d'Ephèse, il dit qu'il « s'acheva sans gloire » — ce qui ne doit naturellement pas s'entendre d'une proclamation dogmatique qu'on pourrait être tenté de lui attribuer, puisque, de fait, le concile n'en a pas portée, son rôle s'étant borné à déposer Nestorius — mais de sa dissolution par Théodose, après que l'empereur eut mandé à Chalcédoine les délégués des deux partis : ceux de la majorité et ceux du conciliabule des Orientaux et constaté qu'ils n'arrivaient pas à s'entendre. Puis, M. Bardy montre le rôle pacificateur rempli désormais, jusqu'à sa mort, par saint Cyrille, acceptant l' « acte d'union », bien que celui-ci fût moins cyrillain de formule qu'oriental, c'est-à-dire influencé par la terminologie d'Antioche. L'auteur plaide les circonstances atténuantes en faveur d'Eutychès, qui se conformait, quant aux mots, aux expressions de saint Cyrille, et il juge le « brigandage d'Ephèse » comme on le fait d'habitude.

M. Bardy passe ensuite à l'Occident, nous parlant de la papauté depuis Innocent I (et même un peu avant) jusqu'à saint Léon. Innocent est caractérisé par son esprit conciliant. Zosime est resté connu par quelques initiatives malheureuses : son essai d'ériger à Arles un vicariat apostolique et ses velléités de réhabiliter Célestius, ce qui équivalait à remettre en question toute l'affaire pélagienne. Le paragraphe consacré à saint Léon présente inévitablement quelques redites, ce grand pape étant intervenu non seulement dans les controverses théologiques, mais encore dans d'autres questions examinées dans les chapitres précédents.

La deuxième partie du volume va de Chalcédoine jusqu'à l'avènement de Justin I^er^. M. Bardy raconte les discussions théologiques qui ont suivi le concile, puis l'affaire de l'Hénotique et la politique religieuse d'Anastase. Il adopte la thèse de M. Lebon au sujet de Sévère d'Antioche : ce dernier pense en somme comme saint Cyrille ; « son erreur consiste à condamner saint Léon et le concile de Chalcédoine. Il en va de même de tous les Sévériens, que l'on peut qualifier de monophysites modérés » (p. 309, n. 1). M. Bardy est, par contre, moins convaincu de l'orthodoxie de Julien d'Hali-

carnasse et de ses disciples, dont le tort, au dire de M. Draguet, aurait consisté simplement à se servir d'expressions amphibologiques. Son attitude est celle de la majorité des critiques, qui ne peuvent s'empêcher de trouver, chez les aphthartodocètes, des expressions rappelant le docétisme et qui hésitent à entrer dans une voie aboutissant à innocenter, si ce n'est Eutychès lui-même, du moins ce qu'on est convenu d'appeler le semi-monophysisme. S'efforçant de caractériser les deux tendances opposées en christologie, M. Bardy écrit que les monophysites, en parlant d'une nature dans le Christ, entendent le mot au sens concret, pour dire un principe d'opération, un seul agisseur, qui est Dieu, tandis que les Latins prennent ce terme au sens concret « signifiant par là précisément l'humanité et la divinité en tant que telles, indépendamment de la personne concrète qui en est en quelque sorte le support. Ils disent donc qu'il y a deux natures dans le Christ,... et pour dire qu'il n'y a qu'un seul agisseur responsable, ils enseignent qu'il y a une personne ». M. Bardy ajoute : « Lorsque les disciples de saint Cyrille entendent parler de deux natures, ils comprennent deux agisseurs, deux personnes, ou tout au moins deux centres distincts d'attribution » (p. 309, n.1). Ces expressions nous semblent être en partie inexactes et ouvrir la porte au monothélisme, la personne n'étant pas un centre d'action mais le sujet d'attribution auquel se rapportent les deux espèces d'activité, divine et humaine, du Christ.

M. Bardy décrit ensuite la situation de l'Eglise de Perse et de celle d'Arménie, celle-ci s'orientant plutôt vers Constantinople que vers Edesse, parce que cette dernière ville était perse, et c'est ce qui lui valut d'être entraînée finalement dans le monophysisme, qui était devenu la doctrine officielle de Byzance depuis la proclamation de l'Hénotique par l'empereur Zénon, tandis que la Perse inclinait vers le nestorianisme pour le motif inverse : le désir de résister mieux à Constantinople. Enfin, le même M. Bardy résume l'histoire des papes après Chalcédoine jusqu'à la mort de Symmaque.

M. de Labriolle, en nous parlant de l'Eglise et des barbares, donne de nouveau l'impression de dire de l'inédit ou de le dire du moins d'une manière nouvelle.

Il place le baptême de Clovis à Reims, vraisemblablement à Noël 498 ou 499 ; le roi des Francs s'est converti à la suite d'un vœu fait avant la bataille livrée aux Alamans et les miracles dont il a été le témoin sur la tombe de saint Martin ont achevé de le convaincre. C'est la solution qui fut préconisée par M. von den Steinen, professeur à Bâle, et que M. Levillain vient de défendre à nouveau, tandis que M. Krusch fait baptiser Clovis à Tours, en 508, ou 507, et que M. le chanoine Saltet, répondant à M. Levillain, dans une polémique qui se poursuit, assez vive, ne retient comme motif déterminant que les miracles de saint Martin. On sait, d'autre part, que la lettre d'Anastase II à Clovis, au sujet de son baptême, comme celle de Symmaque à saint Avit et deux autres encore sont des faux de l'Oratorien Vignier. M. Havet avait déjà pour le moins soupçonné la chose. M. Rahner, un élève de M. Levison, semble l'avoir prouvé définitivement dans une étude parue chez Herder en 1935.

Les pages, précises et fermes, consacrées par M. de Plinval à l'activité

doctrinale dans l'Eglise gallo-romaine, lui fournissent l'occasion de faire l'éloge du monastère de Lérins et de tracer un beau portrait de Césaire d'Arles : élevé à l'épiscopat, il demeure moine, austère et sévère ; « il aurait pu fonder une œuvre magnifique, si l'empire des Goths ne s'était pas écroulé et il aurait tenu près de Théodoric la place de saint Ambroise auprès de Théodose » (p. 410).

Avec la 3me partie, nous passons, sous la conduite de M. Bréhier, à Justin, qui rétablit l'orthodoxie en Orient. Justinien, son neveu, qui se piquait de théologie, se montra sévère, lui aussi, pour les païens qui subsistaient ainsi que pour les hérétiques, mais, guidé par cette idée qu'il y aurait moyen de s'entendre et d'arriver à la pacification religieuse, il eut des égards — et Théodora même des sympathies — pour les monophysites. Vers la fin de son règne se place le 5me concile œcuménique, soit le deuxième de Constantinople, avec les mesures de violence employées par l'empereur contre le pape Vigile, qui finit par céder et par condamner les Trois Chapitres. Cela n'empêche pas que Justinien, écrit plus loin M. Bréhier, « ne reconnaît au pape pas seulement une primauté d'honneur, mais qu'il n'a pas même l'idée qu'un dogme puisse être promulgué, fût-il dû à l'initiative impériale, sans son assentiment formel. Les contraintes les plus odieuses imposées à Vigile ne sont qu'un aveu implicite de cette doctrine » (p. 536).

M. Bréhier nous présente ensuite les successeurs de Justinien, renvoyant souvent à l'ouvrage posthume de Mgr Duchesne : *l'Eglise au VIme siècle*. M. Bardy nous parle à nouveau des Eglises de Perse et d'Arménie, puis, avec l'aide de M. Bréhier, nous trace le tableau de l'expansion de la foi chrétienne depuis l'année 400 jusqu'à saint Grégoire le Grand.

Enfin, une quatrième partie est consacrée à l'histoire interne de l'Eglise. Les manifestations de la vie chrétienne en Orient sont exposées par M. Bréhier, tandis que c'est M. de Labriolle qui s'en est chargé pour l'Occident, et qui nous donne, de plus, un chapitre, original et nouveau dans une Histoire de l'Eglise, sur la culture chrétienne. L'occasion s'y présente pour lui de résumer un travail antérieur sur l'histoire du mot *parochia* et de donner des aperçus intéressants sur la coutume, qui se répand au IVme siècle, de donner un nom — un nom de baptême — aux catéchumènes lors de leur admission définitive dans l'Eglise. Les dernières pages enfin sont réservées à la personnalité de saint Benoît, à sa Règle et à la diffusion de celle-ci.

L'auteur ou les auteurs de toute Histoire de l'Eglise portent naturellement un intérêt spécial à leur pays. La Gaule bénéficie donc naturellement, dans cette collection française, d'un traitement de faveur. D'autres nations, la Suisse par exemple, sont, par contre, plus ou moins prétéritées. De l'origine de nos diocèses, il n'a été fait mention jusqu'ici, sauf erreur, qu'une seule fois : au t. III, p. 217, pour signaler l'érection de l'évêché de Bâle. Ceux de Sion et de Genève auraient dû, avec plus de raison, trouver place dans ce même troisième tome, et les autres dans le quatrième.

La pluralité des collaborateurs présente, à côté d'immenses avantages, aussi quelques inconvénients : l'unité de vue n'est naturellement pas ab-

solue entre les différents auteurs et il en peut résulter des divergences d'opinions. Signalons, à titre d'exemple, les pages consacrées (t. IV, p. 59-61) aux débuts du manichéisme par M. de Labriolle, qui adopte d'autres dates que celles admises par le P. Lebreton (t. II, p. 312 sq.) ou bien encore l'appréciation portée sur Sévère d'Antioche (t. IV, p. 424 sq.) par M. Bréhier, inclinant vers la manière de voir qui fut traditionnelle jusqu'à ces dernières années, tandis que M. Bardy, comme nous l'avons souligné plus haut, adhère à la thèse de M. Lebon, qui lave l'évêque d'Antioche du reproche d'hérésie.

Par ailleurs, le recours à des spécialistes est le meilleur moyen d'obtenir des travaux personnels et rigoureusement au point. Les directeurs de la collection n'ont pas hésité à s'adresser à M. de Plinval (actuellement professeur à l'Université de Fribourg, dans la chaire occupée naguère par M. de Labriolle), dont le nom ne figurait pas dans le prospectus initial, mais qui s'est révélé spécialiste des questions pélagiennes et qui, pour suivant les travaux de M. Souter, est arrivé à reconstituer l'œuvre du moine breton, lui reconnaissant vingt et un ouvrages encore existants, dont neuf lui étaient attribués pour la première fois.

Ce 4me volume aborde, comme on l'a vu, un certain nombre de questions — quelques-unes un peu délicates — qui ont été renouvelées au cours de ces dernières années. Elles ont permis aux auteurs de montrer combien minutieusement ils les avaient suivies et fourni aux directeurs l'occasion d'affirmer à nouveau, d'une manière significative, l'esprit qui les dirige.

L. Wæber.

Alexander Pfister : Georg Jenatsch. Sein Leben und seine Zeit. 308 SS. Mit einem Bildnis. Basel, Benno Schwabe & Co, 1938. Geb. Fr. 11.—

Das vorliegende Buch von Al. Pfister, während langen Jahren Lehrer am Mädchengymnasium in Basel, verdient als ein ganz neuer Versuch, den bündnerischen Prädikanten, Konvertiten, Militär und Staatsmann aus seiner Zeit heraus unserem Verständnis näher zu bringen, die ungeschmälerte Beachtung auch der wissenschaftlichen Kreise, obgleich im Interesse der Lesbarkeit des Buches und der steigenden Publikationsschwierigkeiten der wissenschaftliche Apparat auf das Allernotwendigste beschränkt werden mußte. Wir dürfen die letztere Tatsache als das einzig Bedauerliche an diesem wirklich verdienstvollen Werke vorwegnehmen ; denn die erwähnten Gründe haben Pf. bestimmt, auch auf eine eingehendere, an sich sehr berechtigte Auseinandersetzung mit den bisherigen Auffassungen zu verzichten. Das heißt jedoch keineswegs, daß dem aufmerksamen Beobachter die neuen Wege, die Pf. beschreitet, verborgen blieben.

Es liegt nicht in unserem Aufgabenkreis, dieser Darstellung in der Zeichnung der verwickelten politischen Verhältnisse oder gar der wechselvollen militärischen Ereignisse im einzelnen zu folgen. Doch darf hervorgehoben werden, daß keiner sich durch diese sorgfältig geschilderten Vorgänge, die zeitweilig die Persönlichkeit von Jenatsch etwas in den Hintergrund drängen müssen, vom Studium des sonst spannungsreich

geschriebenen Buches abschrecken lassen soll. Es ist nämlich das Bestreben Pf., darin kann man ihm nur voll zustimmen, die Persönlichkeit von Jenatsch ganz in den Rahmen der Zeitgeschichte einzuordnen.

Was Pf. nach einer sehr gut durchdachten, vielleicht etwas zu kurzen Skizze über die historische Sonderlage Graubündens in jener Zeit, von der Jugend- und Studienzeit des späteren Staatsmannes darbietet, gehört mit den Schlußkapiteln zum Bestgeschriebenen des Buches, offenbart aber auch sofort die großen Vorzüge seiner Quellenkritik: peinlich genaues Abwägen aller Zeugnisse, eine fast bis zur Ängstlichkeit wachsende Zurückhaltung vor persönlichen Urteilen in strittigen Fragen, die aber mit positiver Bewertung wechselt, sobald das gründliche Studium der stofflichen Grundlagen solches erlaubt. Die kritische Haltung Pf. zeigt sich vor allem in einer sachgemäßen Einordnung der zeitgenössischen Geschichtschreibung, deren Rätsel er zu entwirren sucht. So verdient und bedeutsam manche Geschichtschreiber, wie der berühmte Chronist Fortunat Sprecher oder noch mehr Ulysses v. Salis als Memoirenschreiber, durch ihre Werke sind und bleiben, so sehr erheischt ihre Voreingenommenheit als zeitgenössische Parteigänger und Gegner des von unten emporgestiegenen Staatsmannes Jenatsch eine behutsame Kritik (vgl. z. B. 227, 234 f.). Gerade nach dieser Richtung und in der Beschaffung zahlreicher neuer Archivalien liegt ein großes Verdienst dieser neuen Biographie, die aus diesem Grunde in vielen Ergebnissen vom Bisherigen stark abweicht.

Worin liegen die neuen Akzente dieser Darstellung? Die Beantwortung dieser Frage lenkt uns sofort auf jene Bereicherung des Geschichtsbildes, die uns hier besonders gefangen nehmen muß. Es ist die Darstellung und Neubewertung der gesamten religionspolitischen Vorgänge, wie sie sich mit der Persönlichkeit von Jenatsch verknüpfen: seine eigene religiöse und politische Wandlung vom extremistischen Prädikanten und französisch-venezianischen Parteigänger zum Katholiken und Staatsmann, der den so notwendigen Ausgleich der Parteigegensätze im Interesse des eigenen Vaterlandes nur im Frieden mit Österreich Spanien und im Bruch mit Frankreich erblickt. Verkettet bleiben alle diese Probleme mit der Religionspolitik Graubündens und der fremden Mächte — Frankreichs, Österreichs und Spaniens und der römischen Kurie — in den bündnerischen Untertanengebieten und in den Tälern des Engadins und Prättigaus. Es wird Pf. wohl nicht leicht gelingen, seine durchaus gründlich belegten und wohl überdachten Auffassungen allseitig zur Geltung zu bringen. Das liegt nicht an ihm, der Blick für das richtige Verständnis der damaligen Verhältnisse ist leider durch die neuere Geschichtschreibung vielfach mehr als getrübt worden. Es genüge hier, als Beispiel, den einseitig nach Frankreich und dem Protestantismus orientierten Historiker Eduard Rott zu nennen. Dagegen erklärt ein Historiker wie Richard Feller (Geschichte der Schweiz II, 27f.), daß der Bruch Graubündens mit Österreich-Spanien ein Irrtum gewesen sei (vgl. ebda. p. 37ff. zur Charakteristik neuerer Wandlungen der Geschichtsauffassungen). Daß die protestantische Religionspolitik Bündens im Veltlin eine höchst unglückliche war, weil sie gewaltsam verwirklichen wollte, was Tradition und natürliches Milieu,

Sprach- und Wesensgemeinschaft mit Italien nicht zuließen, darf man wiederum z. B. von der Darstellung C. Camenisch's aus der Schule W. Öchslis nicht erwarten. Doch Pf. verfällt nun nicht in den Fehler, solche Auffassungen einfachhin aus persönlicher Stellungnahme heraus zu bekämpfen. Er bemühte sich vielmehr in gerechtem Bestreben, beispielsweise das von P. Adelhelm Jann zur Verfügung gestellte Material aus dem Archiv der Kongregation de propaganda fide in Rom in den gesamten Quellenbefund einzuordnen und so eine sehr empfindliche Lücke zu füllen. Das Bild muß sich nun notwendigerweise verändern. Schuld und Unschuld können nun nicht mehr mit rascher und sicherer Gebärde verteilt und die Problemlage schlechthin vereinfacht werden.

Nach dem Gesagten kann es nicht mehr überraschen, daß Pf. die Konversion von Jenatsch als aufrichtig betrachtet, deren Motive nicht mehr schlechthin in der ehrgeizigen aufstrebenden Politik des Staatsmannes zu erblicken sind, sondern in einem persönlichen Durchdenken theologisch entscheidender Fragen (s. den Briefwechsel zwischen den Prädikanten St. Gabriel und Jak. Ant. Vulpius und Jenatsch p. 189ff., 195ff.) und sodann in einer gereiften Konzeption der Religionspolitik, wie sie sich aus der unabweisbaren Beachtung des neu zur Geltung gekommenen Universalismus der katholischen Reformidee ergeben mußte. Pf. erhebt dabei nicht den Anspruch, alle Rätsel gelöst zu haben. Er weiß, daß die gewaltsame Beseitigung Stampas in Chiavenna auf den Konvertiten kein günstiges Licht wirft, aber die Tat bedarf, was die inneren Motive betrifft, einer näheren Abklärung und erst dann kann sie in ihrer Tragweite und im Rahmen der zeitgenössischen Geschichte richtig erkannt und beurteilt werden (253).

Für das Verständnis vor allem des Konvertiten und des überragenden Staatsmannes, das war Jenatsch, für die wahre Bewertung der bündnerischen Religionspolitik in den Untertanenlanden wird das Buch Pfisters grundlegend bleiben. Es ist eine Leistung, deren Bedeutung angesichts der damaligen Verkettung der bündnerischen mit der europäischen Politik stark über den Rahmen der engeren Landesgeschichte hinausreicht. Der Kirchenhistoriker wird sie wegen der weitgehenden Berücksichtigung des Religionsgeschichtlichen besonders zu schätzen wissen.

Oskar Vasella.

Scriptoria medii aevi Helvetica. – – Denkmäler schweizerischer Schreibkunst des Mittelalters III. Schreibschulen der Diözese Konstanz. St. Gallen II. Herausgegeben und bearbeitet von **A. Bruckner.** Druck und Verlag Roto-Sadag A.-G., Genf 1938.

Mit großer Freude wird auch diese dritte Lieferung der Denkmäler schweizerischer Schreibkunst im Mittelalter von den Interessenten entgegengenommen werden. Sie umfaßt 132 Seiten Text, eine doppelseitige Farbtafel und 56 Tafeln. Gewidmet ist sie verdientermaßen der Gattin des Bearbeiters, dessen emsiger Mitarbeiterin, und weist mit dem angegebenen Bestande im Vergleiche zu ihren beiden Vorgängerinnen einen erheblich umfang

reicheren Textteil und eine höhere Anzahl von Tafeln auf. Dies und die Beigabe der Farbtafel wurde durch eine größere Subvention seitens des Katholischen Administrationsrates und der Regierung des Kantons St. Gallen ermöglicht.

Der Text schildert zunächst (S. 11-48) die Entwicklung der Bibliothek und Schreibschule St. Gallens vom VII. bis zum XII. Jahrhundert. Für deren Anfänge muß B. sich aus Quellenmangel mit vorsichtigen Äußerungen begnügen, macht es aber wahrscheinlich, daß infolge der verschiedenartigen Herkunft der Bewohner der Galluszelle dort burgundisch-fränkische, rätische, italienische, irische und vielleicht sogar spanische Schreibgewohnheiten herrschten, daß die ältesten St. Galler Kodizes einen ähnlichen Charakter aufgewiesen haben wie die früheren Bobbieser, nur mit einem gegenüber dem italienischen Elemente stärkeren merovingischen und rätischen Einschlage neben dem irischen.

Festeren Boden betritt die Untersuchung erst mit dem Zeitpunkte der Umwandlung der Galluszelle in ein Benediktinerkloster (747-8), seit Otmar, unter dem sich die Herausbildung der Buchminuskel aus der Kursive vollzogen haben dürfte. Unter seinem Nachfolger Johannes tritt dann die wichtige Schreiber- und Kompilatorentätigkeit Winithars in die Erscheinung, der vielleicht die St. Galler Schule geleitet hat. Indessen sind in dieser Zeit Schreibschule und Bibliothek noch bescheiden an Material, Umfang, Kräften und Leistungen. Nicht viel anders ist das Bild unter Waldo († 814). Erst mit der Förderung der Abtei unter Ludwig dem Frommen und den deutschen Karlingern entfaltete sich auch die St. Galler wissenschaftliche Tätigkeit wesentlich. Die Namen der Äbte Gozbert (816-37), Grimalt (841-72), Hartmut (872-83) und Salomon III. (890-913) sind Marksteine der Entwicklung. Unter Gozbert wird der Grund für den Aufstieg von Schule, Schreibstube und Bibliothek gelegt; sie erhalten eigene Gebäulichkeiten; die Schreiber mehren sich, die Zahl der hergestellten Bände nimmt zu, das Pergament zeigt bessere Beschaffenheit und sorglältigere Bearbeitung, die Beschriftung wird kalligraphischer, die Ausschmückung künstlerischer, Skriptoren und Miniatoren scheiden sich voneinander.

Auf dieser Grundlage baute die Zeit der Äbte Grimalt und Hartmut weiter. (Unter dem letztgenannten hat sich die reine karlingische Minuskel durchgesetzt, während der alte alemannisch-st. gallische Duktus der Schrift kaum noch nachklingt). Das Zeitalter des Abtbischofs Salomon III. bedeutet nach den Worten Bs. «das Ausklingen der klassischen Periode, stets auf höchstem künstlerischen und kalligraphischen Niveau». Hierauf folgt das für die Entwicklung von Schreibstube und Bücherei wenig bedeutende und an schlimmen Rückschlägen reiche X. Jahrhundert. Aber noch an seinem Ende setzt ein neuer Aufschwung unter Abt Immo (976-84) ein, der nach etwa 100 Jahren seinen Abschluß fand.

Diesen notwendig knappen, aber an zahlreichen hochinteressanten Beobachtungen reichen Ausführungen schließt sich (S. 49-127) die Beschreibung der Handschriften an. Sie beruht vornehmlich auf einer systematischen Durcharbeitung der betr. Bestände der St. Galler Stiftsbibliothek.

Von ihr sind fast 300 Bände herangezogen. Erst in weitem Abstande folgt die Zürcher Zentralbibliothek mit 18 und dann die St. Galler Stadtbibliothek mit 10 Bänden. Die staatliche Bibliothek zu Bamberg, die Basler Universitätsbibliothek, die Preußische Staatsbibliothek Berlin, die Genfer bibliothèque publique et universitaire, die Pierpont Morgan Library in New-York, das Londoner British Museum und die Zofinger Stadtbibliothek sind mit je einem Beispiele vertreten. Die herangezogenen Bände (die Ausfüllung von Lücken ist der vierten Lieferung vorbehalten) erhalten eine Beschreibung, die über alle wesentlichen Dinge genaueste Auskunft gibt. Ein zweifaches Abbildungsverzeichnis (S. 129-132) nach Tafeln und nach Bibliotheken erleichtert die Benützung der 56 Tafeln und verbessert kleine Irrtümer in deren Bezeichnung, die wohl gleichmäßiger hätte sein können. Auch der Großteil der Abbildungen — über 100 — entstammt der Stiftsbibliothek St. Gallen. Erfreulicherweise geben sie auch eine Reihe von verschiedenartigen Einbänden wieder.

Alles in allem darf gesagt werden, daß sich die vorliegende Lieferung würdig ihren beiden Schwestern anreiht, daß sie rühmlich Zeugnis ablegt für den großen Fleiß und die umfassenden Kenntnisse des Bearbeiters und für das hohe technische Können seiner Mitarbeiter. *Hans Foerster.*

Verzeichnis der Handschriften im Deutschen Reich. Bearbeitet im Auftrag des Reichsministeriums für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung. Teil I: **Die Handschriften der Staats- und Universitätsbibliothek Breslau.** Band 1. Lieferung 1. Leipzig, Otto Harrassowitz 1938. S. 1-80.

Die Erschließung der in den öffentlichen und größern privaten Bibliotheken liegenden Hss. durch gedruckte Kataloge ist immer noch ein dringendes Bedürfnis, obschon bereits viele Bibliotheken ihre Hss.-Bestände durch Verzeichnisse zugänglich gemacht haben. Keineswegs ist ja auf diesem Gebiete die Hauptsache geleistet, besitzen doch große Nationalbibliotheken noch lange nicht vollständige gedruckte Inventare ihrer Hss.-Fonds. Neben den Verzeichnissen einzelner Bibliotheksbestände hat sich seit längerer Zeit das Bedürfnis nach zusammenfassenden Hss.- Katalogen einzelner Staaten geltend gemacht. In dieser Hinsicht verdienen Gustav Haenels Catalogi librorum manuscriptorum qui in bibliothecis Galliae, Helvetiae, Lipsiae, Belgii, Britanniae, Hispaniae, Lusitaniae asservantur (Lipsiae 1830) noch heute Beachtung. Das große « Beschreibende Verzeichnis der illuminierten Hss. in Österreich » und etwa G. Mazzatintis Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia oder der von Seymour de Ricci und andern jüngst herausgebrachte Census of Mediaeval and Renaissance MSS. in the USA sind vorbildliche Leistungen auf dem Gebiete gesamtstaatlicher Hss.-Kataloge, wobei jedes Unternehmen wieder eine besondere Eigenart, eine bestimmte Note hat. In den 80er Jahren des letzten Jahrhunderts wurde in Deutschland der Plan eines Hss.-Verzeichnisses für Preußen gefaßt, von dem aber nur der staatliche Göttinger Katalog 1894 erschienen ist. Nicht an ein gemeinsames Schema gebunden, haben in den folgenden Jahrzehnten zahlreiche kleinere und größere deutsche

Bibliotheken sodann ihre Hss.-Bestände durch z. T. ausgezeichnete Kataloge zugänglich gemacht. Nun ist neuerdings der alte preußische Plan wieder aufgegriffen, entsprechend dem heutigen Umfang des Deutschen Reiches ausgebaut und ausgedehnt worden. Als erster Teil im Gesamtunternehmen erscheint der Breslauer, im 2. Teil der Grazer, im 3. der Königsberger Hss.-Katalog.

Die Anlage des vorliegenden 1. Teiles, maßgebend wohl auch für die späteren Teile, ist einfach, klar, übersichtlich gehalten. Die Beschreibung des Inhaltes wie der Hss. selbst ist knapp, doch für den Hss.-Forscher durchaus genügend. Kürzer bei spätmittelalterlichen Codices, ist sie bei frühmittelalterlichen (auch Fragmenten, Buchumschlägen usw.) ausführlich genug. Der einzelne Codex hat seine Zählnummer, die mit der Signatur des Bandes, die am Kopfe jeder Stückbeschreibung steht, nichts zu tun hat. Dieses Zählnummernsystem hat sich bewährt in andern Verzeichnissen (vgl. z. B. Katalog der Hss. der Zürcher Zentralbibliothek). Die Beschreibung besteht aus den Angaben über Bandzahl, Schreibstoff, Blattzahl, Größe, Entstehungszeit, Herkunft ; Spaltenanzahl, Buchschmuck (wie Initialen, Minierung, Rubrizierung usw.), Einband (auch genaue Beschreibung bei Kunsteinbänden), Besitzervermerke, originale Provenienzeinträge u. a. m. Die exakte Inhaltsangabe mit Incipit- und Explicit-Angabe lassen den Codexinhalt ohne weiteres festhalten.

Da der vollständige Breslauer Band noch nicht vorliegt, läßt sich über den Gesamtinhalt der Codices dieser berühmten Bibliothek noch nichts Genaueres mitteilen. Vieles ist daraus in der Literatur bekannt. Der 1. Faszikel enthält vorwiegend theologische Werke, wie Bibeln, Liturgica, solche in großer Anzahl, Kommentare, kanonisches Recht usw. Herkunftsmäßig stammen die meisten Bände aus ostdeutschen Stiften und Klöstern. Damit wird eine außerordentlich wichtige, bis jetzt nur viel zu wenig bekannte Quelle zur Geistesgeschichte Schlesiens im 13.-15. Jh. — denn aus dieser Zeit stammen die allermeisten Codices — erschlossen. Die Fülle von z. T. wichtigen und interessanten Einzelheiten, die aus Schreibereinträgen, Provenienzvermerken, Einbänden, Miniaturen usw. gewonnen werden und unser Bild der damaligen Kultur jener Gegenden ungemein bereichern, sei bei späterer Gelegenheit erörtert.

Mit diesem ersten aufschlußreichen Band hat sich das Verzeichnis der Hss. im Deutschen Reich bereits einen bedeutenden Platz in der Katalog-Literatur verschafft. Unsere schweizerischen Bibliotheksvorstände mit Hss.-Fonds werden gut daran tun, diesem großangelegten Katalog alle Beachtung zu schenken.

A. Bruckner.

Dr. Braun Albert : Der Klerus des Bistums Konstanz im Ausgang des Mittelalters (Vorreformationsgeschichtliche Forschungen, herausgegeben von Heinrich Finke, Bd. 14) 1938. Münster. Aschendorff. XIX-200 SS. Geheftet 7,35 RM (Auslandspreis).

Ce livre intéresse spécialement notre pays, puisque la Suisse centrale et orientale faisait partie du diocèse de Constance. L'auteur étudie d'abord,

pour savoir à quel milieu social ils appartenaient, les représentants des divers échelons de la hiérarchie ecclésiastique. Les évêques faisaient partie de la noblesse, moins exclusivement cependant à Constance que dans d'autres diocèses (M. Braun n'admet pas, s'opposant en ceci à M. K. Schœnenberger, que l'évêque Heinrich ait passé au pape français lors du Grand Schisme). Il en était de même, en grande partie du moins, pour le chapitre cathédral, tandis que les chanoines de collégiale se recrutaient plutôt parmi les familles du patriciat ou de la bourgeoisie.

Depuis que le Pape était à Avignon, c'était lui qui, de plus en plus, nommait l'évêque, mais non sans tenir compte, maintes fois, des vœux du Chapitre, ou se substituant au contraire à lui lorsque les chanoines, ne réussissant pas à s'entendre, avaient fait appel au Saint-Siège. Il en est de même durant le Grand Schisme, tandis que, dans la suite, l'élection est faite de nouveau, ordinairement, par le corps capitulaire. En résumé, sur les 21 évêques qui se sont succédé sur le siège de Constance pendant les deux siècles étudiés par M. Braun, sept seulement ont été choisis par l'intervention exclusive du Souverain Pontife.

Les monastères, ceux de femmes en particulier, étaient contraints de recevoir les candidats que les évêques leur demandaient d'accepter. Nombre de couvents étaient de la sorte, pratiquement, réservés à la noblesse, et c'est ce qui permit à des monastères tels que ceux de Reichenau, Saint-Gall ou Einsiedeln de conserver leur prestige et leur influence, alors que, au point de vue moral et surtout numériquement, ils avaient considérablement baissé.

Comme conséquence du droit de patronat, les curés et les chapelains étaient nommés le plus souvent par des laïques : des nobles tout d'abord, auxquels succédaient cependant de plus en plus des bourgeois, qui, à leur tour, abandonnaient assez souvent leur droit à la cité. Ces divers collateurs ne résistaient naturellement pas à la tentation de favoriser les leurs, et c'est pour réagir contre les inconvénients de ce patronat laïque que se multiplièrent les incorporations en faveur des couvents surtout, puis aussi des Chapitres. Une plaie, par contre, subsistait et allait même en s'aggravant : le cumul des bénéfices ; tel ecclésiastique était curé de sept ou huit paroisses ; tel autre avait réussi à se faire attribuer jusqu'à douze prébendes.

Un chapitre du livre de M. Braun est consacré à la formation intellectuelle du clergé : les écoles épiscopales diminuaient en importance, et de même celles des couvents, dans la mesure où progressaient au contraire les universités. Utilisant les listes d'étudiants, actuellement publiées, l'auteur aboutit à cette conclusion : sur près de 6000 clercs du diocèse de Constance attestés comme étudiants universitaires pour la période qui fait l'objet de son étude, soit celle qui va de 1300 à 1500, un peu plus de 300 appartiennent au XIV^me^ siècle, 950 à la première moitié du XV^me^ siècle et près de 4700 à la seconde. C'est dire que la formation scientifique du clergé était loin d'être en baisse à la fin du moyen âge ; encore faut-il ajouter que la plupart de ces clercs ne faisaient que commencer leurs études : ils s'inscrivaient à la faculté des arts ; un assez grand nombre suivaient encore les cours de droit, mais très peu ceux de théologie.

M. Braun passe assez vite sur la question de la moralité du clergé, mais il s'arrête plus longuement sur celle, significative et touchante, des témoignages de sa charité. Le chapitre consacré au culte et à la pastoration l'amène à parler de la prédication, des indulgences, des peines ecclésiastiques, spécialement de l'interdit.

Il s'occupe enfin des tentatives de réforme. On sait qu'elles n'eurent guère de résultats ; non pas que certains évêques n'eussent essayé de corriger les abus, mais leurs efforts furent enrayés par le conflit épiscopal qui attrista le diocèse de Constance après le milieu du XV^me^ siècle. L'évêque était, d'autre part, quant à l'administration de son diocèse, malheureusement lié par son chapitre cathédral, et ses essais de réforme étaient paralysés en outre par les obstacles que constituaient les exemptions du clergé et l'application du droit de patronat. M. Braun ajoute cette remarque très juste : de fréquentes interventions disciplinaires de la part de l'autorité ecclésiastique, loin d'être, pour une époque, la preuve d'un recul au point de vue moral, sont au contraire l'indice d'une salutaire réaction, tandis qu'un siècle où le pouvoir central se tait peut être une époque de grande décadence.

Le sujet, très vaste, abordé par M. Braun n'a pas été épuisé, en ce sens qu'il n'a nullement cherché à entreprendre pour le grand diocèse de Constance les enquêtes de détail qui, seules, permettraient de porter un jugement définitif. Il ne s'est guère livré lui-même à des travaux d'archives ; il s'en tient aux études spéciales déjà publiées sur telle abbaye, telle paroisse, telle institution. Il a, en particulier, pour la première fois, utilisé les regestes dans lesquels M. K. Rieder a condensé le résultat de ses longues recherches sur les évêques de Constance. Dans ces conditions, l'auteur, loin de vouloir étaler sous les yeux des lecteurs des statistiques de détail, se contente, avec raison, de citer un exemple ou l'autre à l'appui des conclusions générales auxquelles il estime pouvoir aboutir. Celles-ci ne seront vraisemblablement guère modifiées par les études ultérieures qui permettront de compléter les enquêtes auxquelles s'est livré M. Braun. Son travail, pour n'être nécessairement qu'un essai et une synthèse provisoire, n'en montre pas moins ce qu'une appréciation droite, alliée à une stricte méthode historique, quand on les applique à des données sérieusement établies, peuvent fournir de précisions et de conclusions suggestives. On contribue de la sorte, ainsi que l'auteur le fait remarquer dans son introduction, à porter sur la situation de l'Eglise avant la Réforme des appréciations plus équitables que celles, passionnées et contradictoires, des historiens d'autrefois : les uns, même Janssen, étant enclins à embellir, tandis que d'autres exagéraient en sens inverse. C'est l'un des mérites de M. H. Finke d'avoir ouvert ici la voie et d'y avoir engagé ses élèves.

L. Wæber.